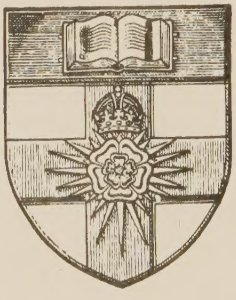
PRLC – Acta I



UNIVERSITY OF LONDON
LIBRARY

SHL
WITHDRAWN

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADEMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

TOMUS VII

AKADÉMIAI KIADO, BUDAPEST
1960

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/acta-historica-academiae-scientiarum-hungaricae_1960_7_1-2

INDEX

ÉTUDES

M. Lackó : La naissance de la démocratie populaire hongroise 1944—1946 1

М. Лацко: Рождение венгерской народной демократии 60

I. Barta : István Széchenyi 63

И. Барта: Иштван Сеченьи 103

Э. Липтаи: Борьба Венгерской красной армии против империалистической интервенции в 1919 г., II. 103

E. Liptai: La lutte de l'Armée Rouge Hongroise contre l'intervention impérialiste en 1919. II. 148

Le XI[e] Congrès International des Sciences Historiques 233

E. Fügedi : Die Wirtschaft des Erzbistums von Gran am Ende des 15. Jahrhunderts ... 253

Э. Фюгеди: Хозяйство эстергомского архиепископства в конце XV в. 294

J. Jemnitz : Le centenaire de Jean Jaurès 297

Я. Емниц: К столетию со дня рождения Жореза 318

Дь. Милеи: К истории создания Венгерской Коммунистической партии 321

G. Milei: Sur l'historie de la constitution du Parti Communiste de Hongrie 353

DOCUMENTS

Gy. Ember: Der österreichische Staatsrat und die ungarische Verfassung (1761—1768) III. 149

L. Kerekes : Akten des Ungarischen Ministeriums des Äußeren zur Vorgeschichte der Annexion Österreichs 355

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

Rapport sur les travaux de la Bibliographie Hongroise d'Histoire *(L. Katus)* 183

Развитие исторической литературы, касающейся Венгерской Советской Республики *(Ж. Л-Надь)* 391

A propos des travaux du groupe d'étude de l'histoire des nationalités et de quelques problèmes concernant l'étude de cette question *(L. Katus)* 398

COMPTE RENDU DE LIVRES

Die neue Zeitschrift der ungarischen Geschichtswissenschaft *(P. Hanák)* 191

Hungary and World War II. Secret Diplomatic Documents concerning the Antecedents and History of the War *(Gy. Ránki)* 197

E. Ferenczy: Geschichte der Völker auf dem Boden Ungarns bis zur Landnahme *(I. Hahn)* 202

E. Wangermann: From Joseph II to the Jacobin Trials. Government Policy and Public Opinion in the Habsburg Dominions in the Period of the French Revolution *(K. Benda)* 411

А. В. Фадеев: Россия и Восточный кризис 20-х годов XIX века *(I. Dolmányos)* 416

A. Bullock: Hitler. A Study in Tyranny *(Gy. Ránki)* 419

CHRONIQE

Compte rendu de la session scientifique organisée à l'occasion du 10e anniversaire de l'avènement de la République Populaire de Chine — Commémoration du Risorgimento en Hongrie — Conférences historiques à la 118ème assemblée générale de l'Académie Hongroise des Sciences — Les assemblées de la Société Hongroise d'Histoire à Miskolc, à Sopron et à Pécs 207

Discussion sur la situation et les tâches de la publication des sources historiques hongroises 427

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie sélectionnée d'ouvrages historiques publiés en Hongrie au cours de l'année 1959 ..... 213, 431

Библиография избранных произведений по истории, вышедших в 1959 г. 213, 431

La naissance de la démocratie populaire hongroise 1944—1946

par

M. Lackó

Le Front National Hongrois de l'Indépendance

Les troupes de l'Armée Soviétique franchirent les frontières de la Hongrie à la fin de septembre 1944. En octobre, les opérations militaires libérèrent la région de la Tisza et la partie méridionale de la région d'entre Tisza et Danube — et c'est de là que la renaissance nationale et sociale du pays prit son essor.

La reprise de la vie nouvelle s'opéra dans des circonstances extrêmement graves. Six mois durant, le pays avait été le théâtre de batailles sanglantes. Aux mois d'octobre et de novembre 1944, dans plus de la moitié du pays, l'armée fasciste et des unités hongroises, en déroute mais encore utilisables, avaient déployé une résistance acharnée. Officiellement, la Hongrie était représentée par le gouvernement fasciste des croix-fléchées; ce régime — que l'on peut, à bon droit, considérer comme une agonie meurtrière de l'ère contre-révolutionnaire qui durait depuis 25 ans — continuait encore, dans la plus grande partie du pays, à causer d'immenses dégâts, au mépris de l'intérêt du peuple et de la nation.

Les territoires libérés étaient paralysés et dévastés, avec partout des usines mises à feu ou démantelées, d'immenses étendues de terres incultes, les moyens de transport détruits et les dépôts de vivres pillés. Le travail producteur était interrompu; dans les villages et les villes, isolés les uns des autres, toute administration avait cessé. Les larges masses inorganisées de la population se débattaient dans les filets des nouvelles alarmistes.

Mais cet état d'impuissance ne dura pour ainsi dire qu'un instant. Les difficultés extraordinaires, les besoins les plus élémentaires du travail producteur, du ravitaillement public et de l'administration, nécéssitèrent l'activité spontanée du peuple lui-même. Et, bientôt, l'on put voir des forces nouvelles, jusque-là étouffées, surgir des rangs des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

La première force politique, qui s'organisa le plus rapidement, fut celle des communistes. Le Parti Communiste, que le régime contre-révolutionnaire avait jeté dans l'illégalité, et sur lequel tout l'appareil politique et idéologique du fascisme avait concentré ses attaques, ne comptait avant la Libération que quelques milliers de membres inscrits. Mais, même à cette époque, ce chiffre

ne traduisait pas la force politique effective du Parti Communiste. Les années de guerre, et surtout les mois de l'occupation allemande avaient augmenté en premier lieu l'autorité et l'influence des communistes; leur prestige et leurs forces se trouvaient redoublés encore à chaque victoire de l'Armée Soviétique. Une bonne partie des ouvriers de gauche affiliés au Parti Social-démocrate ou aux syndicats, les mineurs, les éléments conscients du prolétariat agraire de la région transtibiscine, et de nombreux intellectuels qui avaient pris part aux mouvements antifascistes étaient, en réalité, communistes de coeur, même si avant 1945 ils n'avaient eu que peu ou point de rapports avec l'organisation du Parti Communiste. Tous ces éléments ne représentaient qu'une faible minorité du peuple travailleur, mais ces quelques milliers d'hommes étaient les plus aguerris et ceux dont la largeur de vues était la plus grande. C'est sur leur initiative que se formèrent, en maints endroits dès le lendemain de la Libération, les organes locaux du Parti Communiste; ce furent eux qui établirent les premiers contacts avec les commandants locaux des troupes libératrices. Ils furent l'âme même du mouvement populaire en plein développement, les promoteurs et les premiers fonctionnaires de l'administration publique; ils furent les mobilisateurs de la reprise du travail producteur, qui se penchèrent sur les soucis des gens nécessiteux et sans ressources, et qui contribuèrent à rétablir la sécurité publique.

La situation exceptionnelle impôsait des tâches, des méthodes de travail et des formes d'organisation exceptionnelles. Dans les localités libérées, des organismes populaires autonomes, faisant appel à la participation des communistes et d'autres antifascistes de gauche, prenaient en mains la direction des affaires. Ces organismes étaient appelés tantôt «conseil municipal» (à Orosháza), tantôt «comité des Cinq» (à Makó) ou «bloc interpartis», ou encore, en plusieurs endroits, à l'exemple de 1919: «directoire». Leur création et leur fonctionnement bénéficièrent de l'appui sans cesse grandissant de la population travailleuse.

Certes, la pensée politique des larges masses laborieuses était empreinte de nombreuses survivances du régime fasciste et contre-révolutionnaire; elles n'étaient pas passées par l'école de la lutte antifasciste active, mais elles avaient assisté à l'effondrement de la puissance fasciste allemande, à la défaite de la Hongrie des capitalistes et des grands propriétaires et à l'écroulement des piliers de ce régime — tout cela après une lutte à mort d'où le pays socialiste et prolétarien, calomnié depuis des dizaines d'années, venait de sortir victorieux. Ces masses ne voulaient pas périr avec le régime fasciste, elles ne voulaient pas s'ensevelir sous les ruines d'un bâtiment destiné à être leur prison. Les masses passives et politiquement plus ou moins ignorantes s'attendaient elles-mêmes à un revirement de leur destin du fait de l'apparition de l'Armée Rouge — et ce, même si elles ne se rendaient pas compte de toute la signification de ce revirement, et ne voyaient pas encore s'ébaucher les contours de la vie nouvelle.

La population ouvrière et paysanne de la région de la Tisza, libérée la première, possédait, de plus, des traditions profondément démocratiques et socialistes. Dans ces conditions, les initiatives des groupes communistes et des autres antifascistes tombèrent sur un sol fertile. L'issue de la guerre, l'écroulement de l'ancien régime avaient confirmé leurs prédictions, eux seuls étaient préparés au revirement survenu; et c'est vers eux que se tourna alors l'attention du peuple, attendant d'eux des directives.

L'épanouissement du mouvement populaire démocratique fut favorisé surtout par deux facteurs. L'un était le fait, d'importance historique, que le pays avait été libéré par l'Union Soviétique, par son Armée Rouge. L'Armée Rouge était une armée populaire en campagne, qui supportait la plus lourde charge de la lutte mondiale engagée contre le fascisme allemand. Cette lutte nécessitait naturellement la réquisition, pour la durée de la guerre, d'une partie des ressources matérielles des territoires libérés. C'était une participation forcée aux charges de la guerre menée pour la libération du pays — mais elle favorisa, plus d'une fois et directement, la reprise de la vie nouvelle. Les usines les plus importantes du point de vue des besoins de la guerre furent requisitionnées et l'Armée Rouge y organisa le travail avec une rapidité toute militaire, ce qui hâta aussi le rétablissement de la capacité de production de l'industrie hongroise.

Outre la Libération, l'Armée Rouge donna toute l'aide que pouvait accorder une armée en campagne. Les commandants soviétiques des communes et des villes introduisirent les premiers éléments d'ordre et d'organisation dans la vie locale. Bien que pendant six mois ils aient dû anéantir les troupes fascistes allemandes et hongroises dans des batailles sanglantes, bien que formellement, ils fussent à la tête de troupes d'occupation, dès le lendemain de la Libération ils remirent en mains hongroises la direction des administrations locales et aidèrent à résoudre les problèmes les plus brûlants du ravitaillement et de la sécurité publique. Mais il s'agissait de bien plus encore. Dans les pays que les troupes anglo-américaines avaient libérés de l'occupation fasciste allemande, les classes dominantes capitalistes s'organisèrent à l'ombre de ces troupes, et se mirent à étouffer progressivement le mouvement démocratique des masses, qui avait connu un nouvel essor pendant les années de guerre. Par contre, ici, ce furent avant tous les antifascistes les plus conséquents, les communistes et les forces populaires démocratiques qui trouvèrent un appui solide auprès de l'Armée Rouge; grâce à sa présence, les ouvriers, les paysans travailleurs et les pauvres jusque-là dédaignés reprirent confiance en leurs forces, et leur activité redoubla.

Le second facteur contribuant au rapide épanouissement du mouvement démocratique se trouvait dans la situation des anciennes classes dominantes. De leur attitude profondément antipopulaire et antisoviétique, celles-ci devaient à présent subir les conséquences, en partageant le sort de leurs alliés allemands.

Les éléments les plus importants — armées, appareil d'Etat — des anciennes classes dominantes avaient été anéantis par l'Armée Rouge; ses organisations politiques ouvertes étaient jetées à bas. La majorité des capitalistes et grands propriétaires fonciers, les milieux dirigeants de l'ancien appareil d'Etat s'étaient réfugiés en Occident, les éléments fascistes et réactionnaires restés au pays rentraient dans leur coquille et attendaient en tremblant la suite des événements. Dans les premières semaines qui suivirent la Libération, l'activité libre et indépendante du peuple ne se trouva limitée que par les conditions objectives de la situation et son propre degré de maturité politique. Pour des raisons historiques, cette maturité fut d'abord fort élémentaire, mais elle se développa rapidement dans l'ambiance de la liberté.

Aux mois d'octobre et de novembre 1944, Szeged, la première parmi des grandes villes hongroises libérées, devint la «capitale» des territoires libres. Le Comité Extérieur du Parti Communiste Hongrois, qui avait fonctionné en Union Soviétique, et qui comptait parmi ses membres Ernő Gerő, József Révai et Mátyás Rákosi, rentra de l'Union Soviétique en Hongrie et, à travers le front, entra en relations avec le Comité Central du parti travaillant à Budapest, qui comptait parmi ses membres Antal Apró, János Kádár et d'autres. Malgré la situation extrêmement précaire des transports, l'organe directeur du parti étendit rapidement son activité directrice aux organismes du parti dans les territoires libérés, ce qui donna à l'oeuvre d'édification du pays une orientation plus ferme et un contenu politique homogène. Le 30 novembre, à Szeged fut rendu public le programme du Parti Communiste — «Programme de la reconstruction démocratique et du relèvement de la Hongrie»; il contenait des propositions relatives aux tâches les plus brûlantes quant à la politique extérieure, la réorganisation de l'Etat et l'économie. Fidèle à son ancien programme, le Parti Communiste prôna un large ralliement national immédiat contre le fascisme allemand et hongrois — en faveur de la reconstruction et de l'évolution démocratique du pays. Il proposa qu'en continuation du Front Hongrois créé sous l'occupation allemande, fût constitué l'organisme politique directeur de ce ralliement, le Front National Hongrois de l'Indépendance, appelé à prendre en mains l'urgente cause de la création du nouveau pouvoir d'Etat démocratique. Il invita à une activité intense les autres partis démocratiques et d'opposition du régime Horthy, et les convia à prendre position en faveur de la proposition du Parti Communiste, et à se rallier au Front de l'Indépendance.

Les pourparlers des chefs du Parti Communiste, du Parti Paysan, du Parti des Petits Propriétaires et du Parti Social-démocrate, séjournant à Szeged, aboutirent à un rapide succès. Le Front National Hongrois de l'Indépendance, constitué aux premiers jours de décembre 1944, exposa le 3 décembre — devant le très nombreux auditoire d'un meeting public — son programme basé sur la proposition du Parti Communiste.

Dans le premier point de son programme, le Front de l'Indépendance exigeait la participation immédiate à la guerre de libération contre l'Allemagne fasciste et ses alliés hongrois: «*Il faut prêter un appui plein et entier à l'Armée Rouge qui chasse les oppresseurs allemands du sol hongrois*». Il réclama une politique étrangère démocratique, une étroite amitié avec l'Union Soviétique et les États voisins de démocratie populaire, la rupture avec la politique chauvine des capitalistes et grands propriétaires hongrois, et l'établissement de bonnes relations avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, membres de la coalition mondiale antifasciste.

Sur le plan de la politique intérieure, le programme se fixait pour but la sauvegarde des libertés démocratiques, la dissolution des organisations fascistes et antipopulaires, l'épuration de l'administration publique, de l'armée et de la police, des éléments fascistes et d'autres ennemis du peuple. Comme condition fondamentale de l'évolution démocratique du pays, il prônait la réalisation d'une vaste réforme agraire; il exigeait la mise sous contrôle de l'Etat des grandes banques et des cartels, la nationalisation des mines, des puits de pétrole et des centrales électriques. Pour la défense des intérêts immédiats et quotidiens de la classe ouvrière, il définissait d'importants objectifs de politique sociale. Outre l'entrée en lutte contre l'Allemagne fasciste, le programme du Front de l'Indépendance considérait que sa tâche la plus urgente était de créer un nouveau pouvoir d'Etat démocratique, et souligna qu'il fallait constituer, dans chaque ville et dans chaque commune, des comités nationaux composés «*des délégués des partis démocratiques et de patriotes antifascistes éprouvés*» ; ces comités nationaux devaient fonctionner comme des organes locaux du Front de l'Indépendance. Il se prononçait enfin pour la convocation d'une Assemblée Constituante s'appuyant sur les comités nationaux, et pour la formation du Gouvernement du Front de l'Indépendance.

Ce programme, national, démocratique et antifasciste par son contenu, était propre à rassembler dans un seul camp la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels de sentiment démocratique, et même la partie antiallemande ou antifasciste de la bourgeoisie. Ce large ralliement national s'exprima aussi par la composition du Front de l'Indépendance, où se retrouvaient, côte à côte, les représentants du Parti Communiste, du Parti National Paysan, du Parti Social-démocrate, du Parti des Petits Propriétaires et des Syndicats. Sa formation rapide — grand succès des forces démocratiques — fut grandement facilitée par le rôle dirigeant actif du Parti Communiste, et sa politique juste, réfléchie, qui faisait ressortir les intérêts communs des Partis.

La constitution du Front de l'Indépendance donna une impulsion au progrès du mouvement démocratique, et accéléra le processus de formation des organismes centraux du nouvel État hongrois. Dès le début de décembre, le siège central des territoires libérés fut transféré à Debrecen; là se réunirent les dirigeants du Front de l'Indépendance et des partis et organisations démocra-

tiques renaissants; là s'établit aussi le haut-commandement des troupes soviétiques; c'est là enfin qu'on entreprit, avec l'appui de l'Union Soviétique, les préparatifs directs de création des organes du pouvoir central et du gouvernement du nouvel Etat démocratique. Le 11 décembre, rentrant de l'Union Soviétique arrivèrent à Debrecen, le général Béla Miklós Dálnoki, commandant de la 1ère armée horthyste qui était passé aux troupes soviétiques, et les membres de la commission d'armistice qu'en septembre 1944 Horthy avait dépêchée à Moscou (Gábor Faragho et le comte Géza Teleky), et dont les négociations à Moscou avaient été interrompues après l'échec de l'essai «de défection» d'octobre 1944. Le 12 décembre fut constitué le Comité préparatoire de l'Assemblée Provisoire; il fixa au 21 décembre la date de la convocation de l'Assemblée Nationale. L'élection des députés et leur transport à Debrecen devaient se faire en huit jours. Quant à procéder, dans les circonstances d'alors, à des élections régulières, sur le territoire libéré comptant environ 3 millions d'habitants, il n'y fallait évidemment pas songer. Là encore, les temps exceptionnels nécessitaient des méthodes nouvelles, exceptionnelles et démocratiques; des délégués, mandatés par le comité préparatoire, parcoururent en camion les villes et les communes les plus importantes déjà libérées, et firent immédiatement venir à Debrecen les députés désignés par les comités nationaux locaux et élus presque partout lors de réunions publiques. Ces députés furent dûment mandatés par les comités nationaux.

L'Assemblée Nationale Provisoire tint sa première séance le 21 décembre 1944. Fait d'une signification symbolique, elle siégea dans cet oratoire du Collège de Debrecen où, près de cent ans auparavant, l'Assemblée Nationale de 1849 avait délibéré. Des 230 députés, 71 étaient communistes, 55 appartenaient au Parti des Petits Propriétaires, 38 au Parti Social-démocrate, 16 au Parti National Paysan et 12 au Parti Bourgeois-Démocrate; il y avait, en plus, 19 représentants des Syndicats et 19 indépedants. Plus tard, après la libération de Budapest et de l'ensemble du pays, le nombre des députés à l'Assemblée Nationale Provisoire fut porté à 498 — mais sous le rapport des appartenances politiques, cette composition ne connut pas de changements essentiels. A côté des éléments socialistes et démocratiques, l'Assemblée Nationale Provisoire comprenait aussi des représentants de certains milieux horthystes qui avaient rompu avec les Allemands; cependant, sa composition exprimait la prépondérance considérable des forces populaires démocratiques de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. Cette situation correspondait entièrement aux rapports de forces politiques des premiers mois qui suivirent la Libération.

La première session de l'Assemblée Nationale Provisoire dura deux jours. Elle discuta et adopta l'Appel adressé par l'Assemblée Nationale au peuple hongrois, appel qui dépeignait en termes émouvants la situation tragique de la nation, l'importance du nouveau caractère démocratique de l'Etat et définissait les tâches les plus urgentes. Elle forma le Gouvernement Provisoire et

érigea en programme de gouvernement la déclaration-programme déjà mentionnée du Front de l'Indépendance. Par sa composition, le Gouvernement Provisoire reflétait le large ralliement national: le général de corps d'armée Béla Miklós Dálnoki devint président du Conseil qui comprit 3 ministres communistes, 2 ministres du Parti des Petits Propriétaires, 2 ministres sociaux-démocrates, 1 du Parti Paysan et 3 ministres qui étaient des personnalités horthystes.

La constitution du noveau pouvoir central et du nouveau gouvernement hongrois marqua un tournant dans la lutte engagée pour créer la Hongrie démocratique populaire. Son influence sur la situation internationale du pays se montra par la suite immense; elle exerçait une puissante attraction sur la population des régions encore soumises à l'oppression des Allemands et des croix-fléchées; enfin sous la direction du nouveau pouvoir central et du gouvernement, la réalisation pratique du programme du Front de l'Indépendance pouvait être entreprise dans les territoires libérés.

Organes populaires. Partis politiques

La constitution du Front de l'Indépendance et le travail préparatoire poursuivi en vue de la convocation de l'Assemblée Nationale avaient donné un nouvel essor au mouvement démocratique se propageant parmi les masses populaires. Des couches sociales toujours plus larges prirent connaissance des objectifs nationaux et démocratiques du Parti Communiste, objectifs qui dissipaient les craintes et les préjugés. La recrudescence d'activité des autres partis politiques avait également pour effet de rallier au mouvement populaire des milieux intellectuels et petits-bourgeois jusque-là passifs. Le mouvement des comités nationaux s'amplifia; partout où fonctionnaient déjà des organes populaires de direction, ceux-ci s'élargissaient et se transformaient en comités nationaux; ailleurs, là où ils n'en existait pas encore de tels comités s'organisaient rapidement.

Les comités nationaux, organes populaires caractéristiques de la première étape de la démocratie populaire hongroise, se formèrent sur la base de la coalition des partis; ils incarnèrent aussi le rallicment direct des masses populaires. Aux premiers mois, jusqu'à la constitution du pouvoir central et l'édification de l'organisme de l'Etat, c'était dans leurs mains que se concentrait tout le pouvoir local, et c'étaient eux qui assumaient le gros de l'administration publique. La plupart des membres des comités nationaux étaient de simples ouvriers, des paysans ou de petites gens n'ayant aucune expérience de la gestion des affaires publiques, mais que leur sens populaire de la justice, et leur pensée socialiste ou souvent même instinctivement démocratique, assistaient dans l'accomplissement de leurs tâches exceptionnelles. La majorité des comi-

tés nationaux faisaient appel à l'aide des organisations du Parti Communiste, dont sortaient d'ailleurs leurs membres les plus actifs et les plus résolus.

L'activité de ces organes populaires s'étendit, dans les premiers mois, à presque tous les domaines d'activité. Ils jouèrent un rôle décisif dans la création du nouvel Etat démocratique. Sur le plan local, et au gré des rapports de forces entre les différentes classes, ils participèrent plus ou moins conséquemment à la lutte menée contre le fascisme et ses survivances. Ils furent les premiers organisateurs de la police démocratique et les promoteurs de l'établissement des comités d'épuration. Ils firent des efforts pour transformer et rendre démocratique l'ancien appareil administratif, et pour réorganiser, selon une structure nouvelle, les conseils municipaux. Dans les villages, c'est sous leur direction que la production reprit et qu'on s'attela au relèvement de l'agriculture. En maints endroits, ils créèrent des commissions de production qui assuraient la mise en culture des terres laissées en friche par les anciens grands propriétaires, organisaient les prestations, favorisaient le développement de l'entraide des travailleurs, faisaient rouvrir les écoles, etc. . .

Ce furent les comités nationaux des villages et des petites villes qui s'acquirent l'importance la plus grande et la plus durable. Dans les grandes villes, ils ne jouèrent un rôle de premier plan que pendant les premières semaines qui suivirent les luttes libératrices. Jusqu'à la formation du gouvernement, les comités nationaux de Szeged et de Debrecen, tout en expédiant les affaires courantes les plus urgentes, dirigèrent des régions entières et prirent des mesures démocratiques dont les répercussions intéressaient tout le pays; ils abrogèrent des lois fascistes et réactionnaires, instituèrent les tribunaux populaires, etc. . . Dans les premières semaines qui suivirent la libération de la capitale, le Comité National de Budapest déploya, lui aussi, une activité fort précieuse. En vertu de la décision adoptée à sa séance constitutive, il s'acquitta des fonctions gouvernementales dans la capitale, jusqu'à l'établissement du Gouvernement Provisoire à Budapest.

Dans les territoires de la Transdanubie, libérés plus tard, les masses paysannes et la petite bourgeoisie des villes, et même une partie des ouvriers de province, continuaient à subir une forte influence croix-fléchée et horthyste; les organisations locales du Parti Communiste étaient encore faibles et isolées, de sorte qu'en beaucoup d'endroits les comités nationaux ne se formèrent que sur ordre du gouvernement, sous la direction des secrétaires de mairie restés en place ou qui se réinfiltraient dans leurs offices. L'activité spontanée du peuple s'incarnant dans ces comités nationaux était aussi, naturellement, bien plus faible et plus limitée que dans la région transtibiscine.

Le développement du mouvement populaire démocratique ne s'exprima pas seulement par la création et l'activité des comités nationaux. La constitution de ceux-ci fut précédée et favorisée par le travail d'organisation de la classe ouvrière. Parallèlement à l'édification du Parti Communiste, et à l'accrois-

sement de ses effectifs et de son influence, la liberté fut la serre chaude d'un rapide progrès du mouvement syndicaliste, dont les ativités légales, tout comme celle des partis démocratiques, avait été interdite après le 19 mars 1944. Les premiers syndicats se reconstituèrent à Szeged dès le mois d'octobre 1944. Le mouvement syndical s'étendit bientôt à tout le territoire libéré du pays; il se propagea rapidement même parmi les ouvriers et employés jusqu'alors non-syndiqués (par ex. les cheminots); en de nombreux villages se formèrent des sections locales du syndicat des travailleurs de la terre (FÉKOSZ). Dès ce début, le mouvement syndical renaissant se développa sous le signe de l'unité ouvrière, et les communistes les plus actifs et les plus compétents prirent un grand ascendant dans sa direction. Plus tard, la libération de Budapest et le ralliement du prolétariat de la capitale augmentèrent d'un seul coup la force du mouvement syndical. Le 18 janvier 1945, toujours sous la direction des communistes, se constitua le Conseil provisoire des Syndicats; les plus grands syndicats élurent, l'un après l'autre, leurs nouveaux dirigeants; ce furent, presque toujours, des hommes de gauche. Dès la Libération, les syndicats acquirent aussi une grande importance politique sur le plan national; ils participèrent aux négociations qui aboutirent à la création du Front de l'Indépendance, dont ils firent parti; ils prirent position dans toutes les questions économiques et politiques de quelque importance, et renforcèrent, par toute leur activité, l'autorité et le rôle dirigeant de la classe ouvrière.

A côté des anciennes organisations traditionnelles de la classe ouvrière se constituèrent aussi de nouveaux organismes appelés à répondre aux besoins nouveaux les plus impérieux. Tels furent les comités d'entreprise, créés d'abord dans les usines dont les propriétaires capitalistes s'étaient enfuis et où les ouvriers devaient se préoccuper eux-mêmes de la reprise de la production. Mais leur activité s'étendit bientôt à d'autres usines et entreprises. Les comités d'entreprise s'organisèrent à leur tour sur la base de l'unité ouvrière, et c'est sous leur direction que commencèrent, dans les entreprises, le déblaiment des ruines, les travaux de restauration et une production continue. Leur rôle déborda ainsi, dès le début, la sphère d'activité des organismes politiques et de défense des intérêts traditionnels de la classe ouvrière. Leur influence grandit sur le plan de la production et de la direction des usines: aux premiers temps et en maints endroits, les comités d'entreprise se chargèrent de leur gestion et ce furent eux qui inaugurèrent en Hongrie le contrôle ouvrier de la production.

Un des traits caractéristiques du mouvement démocratique en développement fut, qu'au début de la période qui suivit immédiatement la Libération, il se manifesta surtout à travers des *organes populaires* et *organisations de masse* spontanés, ou dûs à l'initiative du parti communiste. Les conditions de la coalition, qui devaient plus tard caractériser la démocratie populaire hongroise dans presque tous les domaines de la vie quotidienne, ne se précisèrent que peu à peu. Cela s'expliquait surtout par la situation particulière des autres partis

démocratiques, et la générale insuffisance de maturité politique des classes et couches sociales qu'ils représentaient. Un fait caractéristique de la profondeur du tournant survenu avec la Libération est qu'après le Parti Communiste, le premier à s'organiser au milieu des paysans pauvres et des petits paysans fut ce Parti National Paysan dont la constitution ne remontait formellement qu'à 1939, et qui passait ainsi pour un groupement de fraîche date. Au cours de ces premiers temps, la direction du Parti Paysan était aux mains d'intellectuels et de paysans pauvres de gauche, coopérant étroitement avec les communistes.

Le Parti Social-démocrate ne se ressaisit qu'avec lenteur. La Libération avait produit au sein du mouvement ouvrier hongrois un considérable glissement de terrain au profit du Parti Communiste. La grosse majorité des anciens ouvriers forts de leur conscience de classe, et parmi eux une bonne partie des anciens militants sociaux-démocrates, ainsi que les éléments ouvriers nouveaux jusque-là passifs ou trompés par les fascistes, mais révolutionnaires de coeur, se tournèrent vers le Parti Communiste. Le mouvement syndical en développement subit aussi, assez généralement, l'influence des communistes. Les ouvriers, les paysans pauvres de sentiment socialiste de la région transtibiscine n'étaient même pas convaincus, dans les premiers temps, de la nécessité de deux partis ouvriers. Dans les territoires libérés, l'influence de la social-démocratie ne s'accrut que dans certaines couches d'ouvriers d'esprit petit-bourgeois ou politiquement arriérés (cheminots, employés des transports en commun, etc. . .), ainsi que parmi les artisans de province et les intellectuels bourgeois; sa large base d'ouvriers d'industrie ne lui fut acquise qu'après la Libération, grâce au ralliement des anciennes couches d'ouvriers qualifiés de la capitale. Mais cette influence grandissante du Parti Social-démocrate était liée à des conditions essentiellement nouvelles. Sous le rapport international, c'était l'accroissement énorme du prestige et de la puissance de l'Union Soviétique, l'existence de la coalition mondiale antifasciste, et l'essor sans précédent du mouvement international d'unité ouvrière; et à l'intérieur du pays, une situation que les graves expériences acquises par les ouvriers conscients sous le régime du fascisme allemand et croix-fléchée, et le rôle dirigeant d'un mouvement communiste fort et résolu avaient marquée de leur profonde empreinte. Tout cela renforça l'aile gauche de la social-démocratie qui, déjà pendant la guerre, avait coopéré avec les communistes, et força à la retraite, du moins momentanément, ses éléments de droite anticommunistes et antiunitaires. La collaboration des deux partis ouvriers s'imposa alors avec la force de la nécessité et aboutit, dès janvier 1945, au renouvellement de l'accord d'unité d'action des deux partis, qui avait été conclu dans l'illégalité en automne 1944. Le mouvement syndical fut réorganisé à son tour, sur la base de l'unité ouvrière. Cependant, les éléments de droite ayant vite repris de l'activité, le Parti Communiste collaborant avec les sociaux-démocrates de gauche devait assurer, au prix de luttes compli-

quées et tenaces, l'unité d'action au sein du gouvernement, du Front de l'Indépendance, des syndicats et des comités d'entreprise. L'attitude politique unie de la classe ouvrière, qui s'affirmait, malgré tout, dans les questions fondamentales, fut un des facteurs décisifs du progrès du mouvement populaire démocratique et de la féconde activité du Front de l'Indépendance, en même temps que l'expression et le gage du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'évolution démocratique commencée.

Avant la Libération, le Parti des Petits Propriétaires avait été celui d'une prudente opposition des paysans propriétaires démocrates, ainsi que de la bourgeoisie moyenne et de la couche intellectuelle pro-occidentales. La pression du fascisme l'empêcha cependant de s'organiser en un parti groupant de larges masses; même la démocratie bourgeoise s'était avérée trop faible et impuissante en Hongrie. Bien que, dans les dernières années de la guerre, le Parti des Petits Propriétaires ait vu aussi grandir son influence politique, il ne disposa guère d'organismes éprouvés et actifs. Le lent réveil d'activité de ce parti, après la Libération, avait pour cause principale la faiblesse et le manque de préparation des couches de paysans propriétaires et de bourgeois d'esprit démocrate. La défaite de l'ancien régime avait été presque totale, et sembla l'être encore bien plus, de sorte que ces couches doutaient qu'il y aurait encore une place pour elles dans la Hongrie libérée. Naturellement, cet état de choses ne dura pas très longtemps; les groupes bourgeois se rangèrent bientôt sous les drapeaux du Parti des Petits Propriétaires prônant la démocratie bourgeoise. Peu à peu le rallièrent aussi de larges couches de la paysannerie laborieuse, de la petite bourgeoisie urbaine et des intellectuels qui, presque hermétiquement isolées de toute mouvement social progressiste, avaient nettement évolué vers la droite pendant les dizaines d'années de la contre-révolution. Actuellement, du fait de la démocratisation générale consécutive à la Libération, elles venaient renforcer provisoirement le camp de la démocratie bourgeoise.

Ainsi, dès le début, la coalition du Front de l'Indépendance se divisa en deux camps. Son aile d'extrême-droite fut composée d'éléments horthystes même pas démocrates, tandis que sa droite avait sa principale force dans le Parti des Petits Propriétaires. Tantôt ouvertement, tantôt sous le manteau, elles furent soutenues par les éléments droitiers du Parti Social-démocrate et du Parti Paysan. L'aile gauche populaire du Front de l'Indépendance trouva un dirigeant ferme et conséquent dans le Parti Communiste; ce camp fut plus ou moins conséquemment soutenu par les sociaux-démocrates de gauche et les représentants de gauche du Parti Paysan. Dans les circonstances internationales et intérieures données, force était à l'aile droite du Front de l'Indépendance d'accepter la collaboration avec le Parti Communiste et la gauche populaire, ainsi que le programme proposé par les communistes. Mais elle espérait ne voir se réaliser du programme que les parties acceptables pour elle; elle oeuvra à ce que les transformations économiques et sociales devant être inévitablement

mises à l'ordre du jour se limitent au domaine le plus restreint, et touchent le moins possible aux bases de l'ancien régime. Ainsi, non seulement la réalisation du programme du Front de l'Indépendance commença au milieu de luttes violentes contre les forces du fascisme, contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes réactionnaires, mais, simultanément, une autre lutte dut être engagée en sa faveur, au sein même du ralliement national. Dans les premiers mois, quand la lutte antiallemande menée pour une cause commune, la reprise de la vie normale et la solution des tâches démocratiques les plus générales étaient au premier plan, quand les forces de la bourgeoisie étaient encore inorganisées, et que celles de l'aile gauche détenaient la suprématie, ce fut surtout avec l'aile d'extrême-droite horthyste de la coalition que la lutte devint la plus aiguë.

Les premières activités du gouvernement provisoire

La première tâche du nouveau gouvernement provisoire consistait à contribuer à la libération totale du pays et, par conséquent remédier à la situation internationale extrêmement grave de la Hongrie. Celle-ci, dernier Etat satellite de l'Allemagne fasciste exécrée dans le monde entier, était restée entièrement isolée au milieu d'une Europe redevenue libre; elle était en état de guerre non seulement avec l'Union Soviétique, mais aussi avec la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, et les pays voisins engagés dans la voie de la démocratie.

Le 28 décembre 1944, le gouvernement avait émis un décret abrogeant les traités conclus avec l'Allemagne et lui déclarant la guerre. Simultanément, il envoya à Moscou des plénipotentiaires chargés de conclure l'armistice.

En vertu d'un accord antérieur passé entre les puissances alliées, la conclusion de l'armistice avec l'Etat hongrois avait été concédée à l'Union Soviétique. La signature eut lieu le 20 janvier 1945 à Moscou. La convention d'armistice prenait acte de ce que la Hongrie démocratique «*a cessé la guerre menée contre l'Union Soviétique et les autres Nations Unies — parmi lesquelles la Tchécoslovaquie —, qu'elle a rompu toutes ses relations avec l'Allemagne, et qu'elle a déclaré la guerre à l'Allemagne.*» Elle faisait devoir à la Hongrie de participer par les armes à l'écrasement de l'Allemagne fasciste, et, dans ce but, à mettre sur pied «*au moins huit divisions d'infanterie munies d'armement lourd*». Le gouvernement hongrois se déclara prêt à faciliter par tous les moyens nécessaires les opérations militaires poursuivies contre l'Allemagne. La convention précisa que la Hongrie devait à l'Union Soviétique, à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie la réparation d'une partie des dommages causés par ses opérations militaires et par l'occupation du territoire de ces pays. Le montant des réparations, fixé à 300 millions de dollars, devait être versé en 6 ans, sous forme de livraisons de marchandises. De cette somme, 200 millions étaient dûs à l'Union Soviétique, le reste allant à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie. La

convention d'armistice déclara nulles les décisions de Vienne de 1938 et 1940, et fixa les frontières du pays conformément à leur tracé au 31 décembre 1937.

La Hongrie s'engagea aussi à dissoudre sans délai toutes les organisations hitlérophiles et fascistes, tous les partis ou groupes déployant une activité hostile aux Nations Unies (et donc à l'Union Soviétique), à ne pas les tolérer à l'avenir non plus, et à contribuer activement au châtiment des criminels de guerre.

Cette convention stipula aussi que, pour la durée de la période d'armistice, une Commission de Contrôle Interalliée fonctionnerait en Hongrie sous la présidence d'un représentant du Haut-Commandement Soviétique, pour contrôler et réglementer l'exécution des clauses de l'armistice.

Cette convention d'armistice signifia avant tout une première reconnaissance officielle, sur le plan international, du nouvel Etat hongrois démocratique. Sa rapide conclusion à un moment où des combats acharnés opposaient encore, dans la partie occidentale du pays, l'Armée Rouge aux troupes allemandes et hongroises, fut une preuve de volonté d'aide de la part de l'Union Soviétique. Elle signifia que l'on commençait à dégager le pays de son complet isolement international et que la Hongrie rejoignait le camp des nouveaux Etats de démocratie populaire. Sur le plan de la politique intérieure, les dispositions de la convention servaient la cause de la guerre antifasciste en même temps que celle de la transformation démocratique de la Hongrie. Le rétablissement des frontières de 1937, sur lequel se déclaraient d'accord toutes les puissances antifascistes, constitua une partie intégrante de l'anéantissement du «nouvel ordre européen» établi par l'Allemagne et ses Etats satellites; il était aussi une nécessaire conséquence de cette politique chauvine du régime antipopulaire de Horthy, qui précipita le pays au bord de la catastrophe par l'occupation de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, la participation à la guerre de rapine antisoviétique, et l'attaque, en septembre 1944, de la Roumanie qui avait tourné ses forces contre l'Allemagne. Les dispositions économiques de la convention d'armistice signifaient une charge temporairement lourde, mais équitable; quant aux réparations, l'Union Soviétique consentit d'ailleurs une série de facilités successives, et finit même par faire remise d'une bonne partie d'entre elles. La convention investit de larges pouvoirs la Commission de Contrôle Interalliée placée sous la direction de l'Union Soviétique, commission qui garantissait l'exécution conséquente de la convention d'armistice, les conquêtes internationales de la guerre antifasciste, et les intérêts d'état de l'Union Soviétique contre les forces antisoviétiques et fascistes. Et comme, en vertu de la logique de la lutte des classes, les forces de la réaction étaient nécessairement antisoviétiques, la Commission de Contrôle Interalliée devint aussi un appui pour les forces populaires démocratiques hongroises.

Simultanément aux pourparlers d'armistice, le gouvernement entreprit d'assurer institutionnellement une vie publique démocratique, et d'édifier

le nouvel organisme de l'Etat. Quant aux libertés démocratiques, le mouvement démocratique les avait conquises sans attendre, dans les territoires libérés; le gouvernement n'eut ensuite qu'à donner son approbation. Le 4 janvier 1945 fut publié le premier décret gouvernemental important sur la création de la nouvelle organisation de l'Etat. Ce décret reprit aux comités nationaux les fonctions d'administration locale; il prit des mesures pour que les corps administratifs autonomes et l'administration publique fussent réorganisés sous la direction des comités nationaux, avec une structure plus démocratique, et que les comités nationax fonctionnent, à l'avenir, comme des alliés locaux des partis démocratiques, des organes de contrôle sociaux et politiques.

Le gouvernement invita les comités nationaux et les corps administratifs autonomes à former des gardes civiles, et entreprit l'organisation de la nouvelle police démocratique. Le décret y relatif, qui porta aussi sur la dissolution de la gendarmerie, parut plus tard, en date du 10 mai. Dans le cadre de la nouvelle police, fut créée la police politique, ferme défenseur du nouveau régime démocratique. A l'intérieur de la police, les communistes, qui avaient été les antifascistes les plus expérimentés et les plus conséquents, acquirent une influence décisive, fait que l'opinion publique des travailleurs considéra alors comme tout naturel.

Par son décret du 4 janvier, le gouvernement avait décidé la reprise du fonctionnement des anciens tribunaux. Mais, en raison de leur composition horthyste, ceux-ci étaient tout à fait incapables de s'acquitter des tâches imposées par la justice démocratique. Sous la pression de la gauche, le gouvernement fut enfin amené à faire sienne l'initiative déjà ancienne des comités nationaux, et rendit, en février, un décret portant sur l'institution de tribunaux du peuple appelés à faire répondre de leurs actes les criminels de guerre et ennemis du peuple responsables du passé.

En vue de transformer dans un sens démocratique la composition du personnel de l'ancien appareil d'Etat, le gouvernement décréta aussi — toujours sur l'initiative des comités nationaux — la constitution de comités d'épuration; ceux-ci entreprirent de passer au crible les comportements passés des anciens fonctionnaires; ces enquêtes furent étendues ensuite à d'autres couches sociales (employés, commerçants, étudiants, etc. . .).

Les tribunaux du peuple et comités d'épuration s'étaient constitués sur la base de la coalition des partis, mais bientôt les syndicats acquirent eux aussi le droit d'y siéger. Dans ces organes, tout comme dans les corps administratifs autonomes, une lutte aux issues variables se poursuivit entre la gauche populaire et les éléments bourgeois ou partisans du régime Horthy. Les éléments fascistes et réactionnaires les plus gravement compromis purent être éliminés, mais la composition du personnel de l'appareil d'Etat resta, dans sa majeure partie, inchangée; la seule police exceptée, des transformations radicales n'eurent pas encore lieu à cette époque.

En cette période de début, l'Etat de démocratie populaire présentait donc un aspect singulièrement équivoque. Les nouveaux pouvoirs publics assumaient, en somme, les fonctions de la dictature démocratique ouvrière-paysanne. La classe ouvrière disposait aussi — surtout à travers le Parti Communiste — d'une influence décisive dans la vie publique, mais le pouvoir restait partagé entre la classe ouvrière, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie. A part certaines transformations démocratiques, la structure et la composition du personnel de l'appareil d'Etat étaient restées, dans leur majeure partie, ce qu'elles étaient dans le passé. Le rôle que les organes populaires jouaient dans le pouvoir et l'administration publique cessa progressivement, et cependant ils continuaient, avec les organisations de masse, à exercer une influence considérable sur la vie publique, rôle qui leur était également reconnu par le pouvoir central. La bourgeoisie détenait encore des positions importantes — surtout dans l'appareil d'Etat —, mais de nombreux éléments politiques nouveaux, tels que la suprématie de la classe ouvrière, la direction communiste de la police, et les liens étroits existant entre les organes populaires, les syndicats et l'Etat montraient bien que le nouveau pouvoir dépassait déjà les cadres de l'Etat démocratique bourgeois.

Sous ce rapport, il est intéressant de voir comment se développèrent les relations des pouvoirs publics avec les comités d'entreprise, organisations ouvrières appelées à contrôler le pouvoir économique et l'activité de la classe capitaliste. Le 15 février 1945, fut publié un décret du gouvernement reconnaissant les comités d'entreprise, sanctionnant le contrôle ouvrier sur l'ensemble de la direction des entreprises, et rendant obligatoire pour celles-ci l'établissement de ces comités. Le gouvernement définit aussi les attributions des comités d'entreprise; elles s'étendaient au contrôle des conditions de travail, à tous les problèmes relatifs à l'organisation du travail et à la discipline de service à l'usine, à l'épuration des entreprises des éléments fascistes, au contrôle de la gestion, à la participation aux séances du conseil d'administration, etc. . . Tout cela dépassait le simple contrôle ouvrier et signifiait la participation à la gestion des entreprises, la possibilité d'une considérable limitation de l'exploitation capitaliste. La mise en oeuvre de cette importante démarche, qui allait au delà de la simple transformation bourgeoise, ne pouvait naturellement être assurée que par la forte organisation, l'unité et l'activité de la classe ouvrière. Une lutte âpre s'engagea bientôt et dans la direction et au sein même des comités d'entreprise cherchant à user de leurs pouvoirs, les communistes durent mener une lutte quotidienne pour sauvegarder les intérêts ouvriers contre les sociaux-démocrates de droite, opportunistes et défendant même souvent les intérêts du capital.

Les mesures prises par le gouvernement en vue d'assurer l'ordre public démocratique favorisaient aussi l'exécution des engagements stipulés par la convention d'armistice. C'est ce même but que servaient encore plusieurs

autres dispositions sur la dissolution des organisations fascistes et antipopulaires, la remise obligatoire aux autorités et la suppression des publications de la presse fasciste, l'abrogation des lois réactionnaires de l'ancien régime, etc. . .

Le 30 janvier 1945, fut publié l'appel du gouvernement invitant à l'engagement volontaire dans la nouvelle armée démocratique. La formation de celle-ci, et sa rapide entrée dans la guerre contre l'Allemagne étaient d'un haut intérêt national, du double point de vue de la libération totale du pays et de l'amélioration de sa situation internationale. L'oeuvre de recrutement, que le seul Parti Communiste avait, en réalité, soutenu d'une façon active, obtint bien certains résultats, mais la mise sur pied et la mobilisation rapide au combat de huit divisions d'infanterie — prescrite par la convention d'armistice — ne purent être réalisées. Le peuple était las et épuisé. De plus, par la faute du fascisme horthyste, les larges masses de la population étaient loin de montrer une attitude aussi nettement antiallemande que dans la plupart des pays européens. Submergé par ses multiples tâches, le Parti Communiste ne pouvait orienter vers l'armée qu'une faible partie du camp, encore assez réduit, de ses militants. Quant à l'organisation officielle de l'armée, la charge en revenait au Ministère de la Défense Nationale (dont le ministre était le général de corps d'armée horthyste János Vörös). Cette organisation était illusoire. Les chefs militaires et la plupart des officiers repris par l'armée en réorganisation ne s'étaient pas encore libérés de l'empreinte de la guerre antisoviétique menée en alliance avec les fascistes allemands; ils n'étaient capables que de noyer le travail d'organisation dans des lenteurs bureaucratiques. Enfin, au mois de mars, on disposait de deux divisions armées, dont l'une partait déjà au front; mais leur participation effective aux combats n'eut pas lieu.

Le 18 janvier 1945, Pest fut libéré; les restes des troupes fascistes allemandes et hongroises se trouvèrent enfermées dans l'étroit espace du Château de Buda et du mont Gellért. Le 13 février eut lieu l'anéantissement des dernières troupes fascistes coincées au Château; Budapest était libérée.

Bien que l'armée soviétique n'eut pas engagé son artillerie lourde dans le siège de Budapest, les dévastations des fascistes allemands et hongrois et les combats de rues poursuivis pendant plusieurs semaines avaient causé des dégâts immenses. Les Allemands avaient fait sauter tous les ponts. Une partie considérable des maisons et des entreprises étaient en ruines. La population vivait depuis plusieurs semaines dans les caves, les provisions familiales était complètement épuisées. Des dizaines de milliers d'Israélites, qui avaient échappé à l'extermination physique, étaient parqués dans un ghetto et dans des conditions inhumaines. La famine et les épidémies menaçaient la ville.

Les canons tonnaient encore à Buda quand parurent les premiers appels du Parti Communiste, invitant le peuple de Budapest à sortir des caves et à se mettre à déblayer les ruines, et demandant aux travailleurs de retourner à leur postes de travail. Dans chaque quartier, les organisations du Parti Com-

muniste se constituèrent au moment même de la Libération. Le 19 janvier parut le journal «Szabadság» (Liberté), premier quotidien démocratique de Pest libéré. Quelques jours plus tard, se constitua le Comité National de Budapest. Sur l'initiative des communistes et d'autres antifascistes, l'administration publique recommença à fonctionner, les comités nationaux d'arrondissement et les mairies se mirent à résoudre par eux-mêmes les problèmes les plus brûlants. Les sections du Secours National concentrèrent tous leurs efforts pour alimenter les nourrissons et les enfants. Les offices du logement entreprirent l'installation des dizaines de milliers de sans abri.

Les prolétaires conscients de la capitale retournèrent à leurs usines dès les premiers jours qui suivirent la Libération. Les cellules d'entreprise des partis communiste et social-démocrate, les syndicats et comités d'entreprise se constituèrent aussitôt. Les ouvriers, affamés, transis et déguenillés, se mirent à déblayer les ruines. En février, 5000 ouvriers travaillaient déjà aux usines WM de Csepel, et 2500 à l'usine MÁVAG.

Le ravitaillement de la capitale surpeuplée constituait le problème le plus aigu. Le Ministère du Ravitaillement, dirigé par le horthyste Gábor Faragho, assistait passivement à l'aggravation de la disette. Dans cette situation, le Parti Communiste se mit à la tête du mouvement organisé pour sauver Budapest. En février, le haut-commissaire communiste Zoltán Vas prit en main l'organisation du ravitaillement de la capitale. Le 28 février, le Comité National de Budapest adressa un émouvant appel aux comités nationaux du pays, aux partis et organisations démocratiques, et demanda leur aide pour sauver Budapest.

Toute la paysannerie des régions libérées se mit en mouvement pour venir au secours de Budapest; les travailleurs de la région méridionale du Viharsarok surtout envoyèrent des quantités importantes de vivres, prises sur leurs propres réserves, qui étaient pourtant fort réduites. En mars 1945, l'Union Soviétique mit à la disposition du gouvernement 20.000 wagons de denrées et des centaines de véhicules. Le haut-commissaire communiste encouragea par tous les moyens l'activité spontanée des habitants; on commença le colportage des vivres, mode d'échange direct des produits entre Budapest et la campagne. A l'ombre des ruines apparurent aussi les fraudeurs, agioteurs et accapareurs de toute espèce, les éternels profiteurs des catastrophes nationales. Tout déplorable que fût à ce moment l'aspect de Budapest, le sang recommença tout de même d'y circuler. Grâce à l'aide soviétique et aussi aux arrivages d'avril plus d'un million de Budapestois recevaient déjà une ration journalière de 100 grammes de pain; à cette époque, c'était un résultat sérieux. A partir du 1er mai, cette ration de pain fut portée à 150 grammes par jour.

Du point de vue politique, la libération de Budapest avait pour effet une grande augmentation des forces populaires socialistes et démocratiques.

Là étaient concentrés près des deux tiers de la masse ouvrière hongroise. Et c'était là qu'on avait vécu les expériences les plus graves de l'occupation fasciste et de la guerre. Les forces du Parti s'en trouvaient multipliées. Au début d'avril, il compta déjà 100.000 adhérents; au cours des semaines qui précédèrent la première fête libre du 1er mai, chaque jour, 2 à 3.000 travailleurs demandaient leur admission au Parti. L'influence du Parti Social-démocrate s'élargit elle aussi. L'accord d'unité d'action, conclu précédemment à Debrecen, fut avalisés par les directions officielles — maintenant complètes — des deux partis ouvriers.

Cependant, Budapest était autant la citadelle du prolétariat industriel que celle du pouvoir économique de la bourgeoisie et des milieux dirigeants des différents partis politiques. Sa libération amena le raffermissement de la gauche populaire — mais aussi la consolidation des forces capitalistes et de nouveaux progrès de l'organisation politique de la petite bourgeoisie.

La réforme agraire démocratique

Le 17 mars 1945, le Gouvernement Provisoire adopta le décret portant sur la suppression du régime des grandes propriétés et concédant la terre au peuple agriculteur.

En Hongrie, pendant tout un siècle, la prépondérance de la grande propriété avait constitué une des principales bases économiques des forces réactionnaires. Elle était la cause essentielle non seulement de la grande misère de la paysannerie pauvre, qui représentait une grosse partie de la population, mais aussi du retard général du pays. Son pouvoir économique et sa grande influence politique avaient permis à la classe des grands propriétaires de conserver tout un système de survivances féodales dans l'organisation de l'Etat, dans la vie politique, dans les conditions de travail et systèmes de salaires aussi bien que dans le domaine culturel; ces éléments féodaux, particulièrement tyranniques pour les millions de simples gens, se trouvaient ainsi mêlés à tout les système de la contre-révolution et du fascisme hongrois. Le désir impétueux de mettre fin à cette criante injustice sociale fit son apparition aussi bien au milieu de la paysannerie que de la population ouvrière, et il gagna aussi du terrain parmi les intellectuels, dont la majorité était d'ailleurs de droite. Mais l'appareil de domination du régime contre-révolutionnaire reposant sur l'alliance des capitalistes et des grands propriétaires, et la pression politique et idéologique du clergé réactionnaire avaient étouffé avec la dernière rigueur tout mouvement cherchant une solution ou seulement un soulagement à la question agraire.

Dans cette situation, un tournant radical, l'anéantissement du régime fasciste contre-révolutionnaire, offrait la seule issue. Avec la Libération, cette condition se trouva remplie; la guerre libératrice de l'Union Soviétique, l'écrou-

lement de l'Etat des capitalistes et grands propriétaires fonciers, l'instauration d'un nouveau pouvoir populaire et la participation prépondérante de la classe ouvrière au pouvoir avaient seuls créé la possibilité de liquider radicalement le régime des grandes propriétés.

Le Parti Communiste considéra la réforme agraire comme une tâche fondamentale de l'évolution démocratique. «*En Hongrie* — proclama-t-il en novembre 1944 — *la réforme agraire n'est pas une question à part, un point du programme politique pouvant faire l'objet de tractations, mais la base même de l'évolution nationale de la Hongrie, la condition première et le gage du développement vraiment démocratique du pays*». Au delà des grandes exigences imposées par l'histoire, les intérêts économiques élémentaires du pays libéré nécessitaient aussi la réalisation rapide du partage des terres. C'est ainsi seulement que pouvait être reprise la culture des latifundia, abandonnés par les grands propriétaires et privés de matériel agricole aussi bien que d'une grande partie de leur cheptel.

Dans l'esprit des paysans pauvres de sentiment révolutionnaire, la perspective de la victoire de l'armée soviétique s'était associée, dès le premier moment, à l'idée du partage des terres. C'était bien cette aspiration qui trouva son expression, instinctive ou consciente, dans le mouvement de masse et la fermentation politique qui se manifestèrent si rapidement dans les villages libérés. Sur la proposition du Parti Communiste, le Front de l'Indépendance fit de la réforme agraire un des principaux objectifs de son programme et, en décembre 1944, l'Assemblée Nationale Provisoire et le gouvernement prirent également parti en faveur de sa rapide réalisation. Mais bien que se manifestant avec une force élémentaire, cette revendication ne pouvait se réaliser qu'au prix d'une lutte tenace. Celle-ci fut grandement facilitée par la torpeur et la désorganisation passagères des grands propriétaires et des capitalistes; au printemps de 1945, ils ne furent capables de déployer qu'une résistance sporadique et locale.

Ainsi, les partis du Front de l'Indépendance s'accordèrent sur la nécessité du partage des terres. Mais un désaccord complet régna à l'intérieur du Front quant au caractère, à l'urgence, et au mode d'exécution de la réforme agraire à réaliser. Le Parti Communiste et le Parti National Paysan voulaient la réforme agraire dans l'intérêt de la paysannerie pauvre, et exigeaient la liquidation radicale et immédiate du régime des grandes propriétés, avec la participation active, et révolutionnaire des paysans pauvres. La majorité des dirigeants du Parti des Petits Propriétaires réclamaient, au nom des koulaks, paysans aisés et bourgeois qu'ils représentaient, une réforme agraire en réalité restreinte, prévoyant des mesures lentes et partielles, et ne faisant point appel au mouvement de masse actif des paysans pauvres; une réforme agraire continuant à assurer à la bourgeoisie rurale la main-d'oeuvre à bon marché fournie par les larges masses du prolétariat agricole. Le Parti Social-démocrate ne disposait,

dans les campagnes, que d'une influence fort limitée; son aile gauche approuvait le partage radical des terres, sans déployer une plus grande activité en sa faveur; par contre, ses dirigeants de droite, qui avaient un humble respect pour le «principe intangible de la propriété», même si elle était d'origine féodale, et qui redoutaient de voir le Parti Communiste affermir ses positions dans les villages, soutenaient le Parti des Petits Propriétaires. Le 15 janvier 1945, quand le Parti Paysan, en accord avec les communistes, fit connaître son projet de réforme agraire radicale, le Parti des Petits Propriétaires et le Parti Social-démocrate se confinèrent dans le silence. Ce ne fut qu'à la fin de février qu'on put les emener à prendre une position prudente et équivoque. Au lieu d'une prise de position ouverte, le Parti Social-démocrate préféra publier son programme agraire de 1930, déclarant qu'il estimait inutile d'y faire un changement quelconque. Seulement, ce projet de réforme fait pour être réalisé sous le régime Horthy, s'avérait complètement inutilisable dans les nouvelles conditions. Le président du Parti des Petits Propriétaires déclara qu'en principe, il approuvait la réforme agraire, mais insistait sur la nécessité d'une discussion «calme, libre et sans passions» du problème, tout en laissant dans l'ombre la date du commencement du partage des terres.

Cependant, et fort heureusement, les passions intervinrent grandement dans la solution du problème. L'attitude prudente de l'aile droite du Front de l'Indépendance, qui n'osa pas s'élever ouvertement contre la solution radicale, reflétait aussi la force de pression des masses de paysans pauvres soutenus par les ouvriers conscients. Le mouvement de masse prit une ampleur particulièrement grande dans les départements au passé révolutionnaire de la région transtibiscine. Dans les villages libérés, la revendication sans cesse réitérée aux assemblées du Parti Communiste, aux réunions publiques et aux séances des comités nationaux était de hâter la mise à exécution de la réforme agraire. Dès janvier, des députations affluèrent à Debrecen, siège du Gouvernement Provisoire. En février, le mouvement gagna encore en ampleur: les représentants locaux des différents partis envoyèrent des députations collectives à Debrecen; à l'appel du Parti Communiste, commencèrent à se former les commissions locales de réforme agraire, et en maints endroits (comme, par exemple, à Balmazújváros, localité proche de Debrecen), celles-ci se mirent à partager, de leur propre autorité, les grandes propriétés foncières. Sur cette question, les diverses couches de la paysannerie pauvre étaient entièrement d'accord, indépendamment de leur appartenance politique, et les anciens petits paysans et paysans moyens considéraient leur lutte avec beaucoup de sympathie. Cette lutte fut grandement facilitée par la politique réfléchie du Parti Communiste, qui ne perdit pas de vue les intérêts du ralliement national et entra en lice pour soustraire les propriétés des koulaks aux dispositions de la réforme agraire, et réserver aux paysans moyens chargés de famille nombreuse un lot qui s'ajouterait à la terre qu'ils possédaient déjà.

C'est dans ces circonstances que le 15 mars 1945 se réunirent les chefs des partis du Front de l'Indépendance, pour délibérer du projet de réforme agraire du Parti Communiste et du Parti Paysan. Le projet fut adopté à l'unanimité. Le 17 mars, il fut discuté puis approuvé, toujours à l'unanimité, par le conseil des ministres. Seul le comte Géza Teleki, ministre des Cultes et de l'Instruction Publique du Gouvernement Provisoire, et homme de confiance des milieux horthystes et cléricaux, n'ayant pas été présent aux délibérations écrivit ultérieurement sur le procès-verbal du conseil des ministres: «J'estime que le décret de réforme agraire est mauvais et que son exécution serait illégale».

Le décret sur la liquidation du régime des grandes propriétés et la concession de la terre au peuple agriculteur précisa dans son premier article: «*En vertu des principes formulés par l'Appel de l'Assemblée Nationale Provisoire et la déclaration du Gouvernement National Provisoire et vu les pouvoirs reçus, le décret se propose de réaliser le rêve séculaire du peuple agriculteur de Hongrie en supprimant le régime des grandes propriétés, et en mettant en sa possession son dû ancestral la terre*».

Le décret édicta la constitution par l'Etat d'un fonds de partage formé de domaines confisqués expropriés ou en propriété de l'Etat. La mise à exécution de la réforme agraire fut confiée sous l'autorité du ministre de l'Agriculture au Conseil National et aux Conseils départementaux de Réforme Agraire ainsi qu'aux commissions communales de demandeurs de terre. En vertu de ce décret partout où il y avait des terres à partager, les postulants devaient élire des commissions chargées de dresser les listes des ayant-droit et l'état des terres réquisitionnées et de veiller à l'exécution pratique du partage des terres.

Furent confisqués, dans leur totalité, les domaines des traîtres, des dirigeants croix-fléchées, des membres du Volksbund, des criminels de guerre et des ennemis du peuple. On expropria aussi dans leur totalité, les grandes propriétés supérieures à 575 hectares, la partie excédant 57 hectares des domaines seigneuriaux d'une étendue inférieure à 575 hectares, les propriétés forestières dépassant 5,7 hectares, la partie excédant 11,4 hectares de vignobles et vergers, ainsi que les parties excédant 28 hectares des propriétés situées dans la banlieue de Budapest. Le décret ne fit pas de distinction entre les domaines laïcs et les domaines d'Eglise, de sorte que les 517.000 hectares de terres de l'Eglise catholique furent également soumis à l'expropriation.

Le décret exempta de toute expropriation les exploitations ne dépassant pas 115 hectares et détenus par des paysans agriculteurs effectifs. Cette disposition eut pour effet de soustraire à l'expropriation la grande majorité des koulaks. Les domaines des grands propriétaires qui s'étaient particulièrement distingués dans la lutte contre le fascisme furent exemptés également, jusqu'à concurrence de 172 hectares, mais le nombre de ceux-ci était infime.

Le décret donna des directives détaillées quant au procéssus des partages.

Il déclara que les valets de ferme, les ouvriers agricoles et les anciens petits lotis devaient bénéficier en premiers des attributions de terre, ainsi que les fils mariés des propriétaires paysans chargés de famille nombreuse, dont l'héritage probable ne dépasserait pas 2,75 hectares. Priorité fut également accordée aux paysans laborieux qui avaient participé activement à la lutte contre le fascisme ainsi qu'aux familles des paysans persécutés ou tués par le régime fasciste. Comme principe fondamental, le décret admit que l'étendue des terrains alloués aux paysans laborieux, ajoutée à celle des terres déjà possédées par eux, ne devait pas être plus grande que «ce qu'une famille paysanne peut cultiver par son propre travail».

Le décret obligea les paysans attributaires à un amortissement en argent ou en nature, le montant de l'amortissement ayant été fixé très bas, au tiers environ des prix en vigueur avant la guerre; cette somme pouvait être amortie en vingt ans par les anciens prolétaires agricoles, et en dix ans par les autres bénéficiaires. De ces recettes, le décret prévoyait de constituer un fonds de modernisation agricole, et aussi — au gré des capacités financières du pays — de dédommager les expropriés.

Au cours des semaines qui suivirent la publication du décret, un mouvement de grande envergure et de caractère révolutionnaire prit naissance au milieu de la paysannerie laborieuse. Les commissions de réforme agraire se formèrent en quelques jours dans les communes du pays, en grande partie déjà libéré. Le Parti Communiste et le Parti National Paysan facilitaient leur création, en envoyant des centaines d'ouvriers et de jeunes intellectuels dans les villages; haut-commissaires d'un territoire, ou simples agitateurs, ceux-ci contribuaient directement à la constitution des commissions de partage des terres dans les communes politiquement arriérées, instruisaient les paysans des modalités d'exécution du partage des terres, etc... Dans le pays, 3200 commissions de réforme agraire furent créées; elles comptèrent plus de 35.000 membres. Leur grande majorité se recrutait parmi les éléments les plus fermes et les plus militants de la paysannerie pauvre. Ils accomplirent, pendant des mois, leur difficile travail sans aucune rétribution, s'opposant courageusement aux menaces et aux nouvelles alarmistes des grands propriétaires ou de leurs porte-paroles, aux tentatives locales, souvent ingénieuses, destinées à sauver les grandes propriétés; ils durent faire face aussi aux scrupules droitiers ou au bureaucratisme des conseils départementaux de réforme agraire. Dans les premiers temps, en maints endroits, ils durent aussi poursuivre une lutte opiniâtre pour activiser la couche arriérée de la paysannerie pauvre, lassée des dizaines d'années d'une lutte qui avait fini par paraître sans issue. Mais la grosse majorité des commissions de réforme agraire subirent brillamment cette épreuve; dans la région transtibiscine, en Hongrie du Nord et dans la région d'entre Danube et Tisza, le partage des terres fut achevé en quelques semaines, et, à la fin du mois de juin, il le fut également en Transdanubie.

Il est caractéristique de l'envergure et du radicalisme de cette réforme agraire, que tandis que celle qui avait été entreprise par Nagyatádi après la défaite de la dictature prolétarienne de 1919, n'intéressa que 4% à peine des terres arables du pays, la proportion atteignit cette fois 35% de la totalité des terres cultivables. Le fonds de partage totalisait 3.220.000 hectares dont, en chiffres ronds, 1.874.000 hectares furent distribués. Le restant des terres expropriées — composé surtout de forêts — passa en propriété de l'Etat. Dans les départements caractérisés par la prédominance des grandes propriétés foncières, la réforme agraire modifia les rapports de propriété de territoires encore plus étendus; et notamment de près de 56% des terres dans le département de Nógrád, et de 41% des terres dans le département de Szabolcs.

Les commissions de partage des terres avaient recensé en tout 730.000 postulants, dont plus de 660.000 se virent allouer des lots. Le nombre des attributaires de terrains à bâtir dépassa le chiffre de 350.000. Des 660.000 bénéficiaires de la réforme agraire, 110.000 étaient, dans le passé, des domestiques de ferme, 261.000 des ouvriers agricoles, 214.000 des petits lotis, le reste était formé de petits paysans et d'artisans ruraux. Les terres étaient allouées à raison d'une moyenne de 2,83 hectares par personne, mais cette étendue varia sensiblement entre les différents groupes d'attributaires, une moyenne de 4,83 ha. ayant été distribuée aux travailleurs de ferme, contre 2,81 ha. aux ouvriers agricoles et 2,24 ha. aux tout petits propriétaires. 34,5% des attributaires avaient déjà, dans le passé, de modestes terrains possédés en propre ou pris à ferme.

Au cours de la réforme agraire, fut aussi réquisitionné tout le cheptel vif et mort des grandes propriétés foncières. Les fermes des nouveaux propriétaires furent dotées d'environ 160.000 outils de labour, et plus de mille tracteurs passèrent en propriété des communes. Chaque nouveau propriétaire bénéficiait, outre la terre allouée, d'autres attributions d'une valeur équivalente en moyenne au prix de 35 quintaux de blé. De plus, les nouveaux propriétaires reçurent des graines de semence à crédit, et plus de 10.000 chevaux et 15.000 bêtes de trait à des prix réduits. A tout cela venaient s'ajouter les aides en graines de semence, en carburants, etc. . . fournies successivement par l'armée soviétique, aides qui permirent à une bonne partie des attributaires l'exécution des travaux agricoles de printemps et d'été les plus urgents. C'est au milieu de mille difficultés et au prix d'immenses efforts, mais pleins de confiance que les nouveaux propriétaires se mettaient à travailler leurs terres. Il n'était pas rare de voir les laboureurs s'atteler eux-mêmes à la charrue, faute de bêtes de travail. En plusieurs endroits, l'entraide des nouveaux propriétaires connut un développement salutaire, et parfois la conscience de leur solidarité se traduisit aussi par la formation de coopératives. La réforme agraire fit ses premières preuves: à la fin du mois de mai, 80% des terres étaient labourées.

La clôture définitive des opérations de la réforme agraire demanda, naturellement, un temps plus long. Outre le grand nombre des demandes d'attribu-

tions supplémentaires et les problèmes relatifs aux nouveaux propriétaires s'établissant en Transdanubie, les difficultés les plus nombreuses surgirent autour des propriétés des koulaks. Nous l'avons vu, le décret avait exempté de l'expropriation la grande majorité des koulaks. Cependant, en plusieurs localités de la région transtibiscine, où l'on ne disposait pas d'assez de grandes propriétés pour contenter tous les postulants, et où l'antagonisme des classes se manifestait depuis longtemps avec une extrême violence, les paysans pauvres touchèrent aussi aux propriétés des koulaks. Cette tendance fut désapprouvée par le Parti Communiste. Les intérêts de l'ensemble de la nation, et parmi ceux-ci la réalisation de la réforme agraire, exigeaient que les koulaks ne s'opposent pas au partage des terres et, simultanément, à la démocratie populaire en voie de formation. Le plus souvent, ce but pouvait être atteint soit par la persuasion des paysans pauvres, soit par des correctifs ultérieurs. Mais dans certaines localités, la restitution des propriétés koulaks les plus importantes (supérieures à 57 hectares) déjà partagées aurait compromis les résultats du partage des terres de toute la commune en question. Dans ces cas, le Parti Communiste n'alla pas à l'encontre du sentiment d'équité révolutionnaire, presque toujours légitime, des paysans pauvres. En automne 1946, fut enfin publié, grâce à l'initiative des communistes, un décret du gouvernement reconnaissant l'état existant en automne 1946 comme définitif, et mettant ainsi fin aux contestations et incertitudes relatives au droit de propriété.

Quant aux dispositions financières du décret de réforme agraire, une bien faible partie seulement s'en réalisa au cours des premières années. Les nouveaux propriétaires n'auraient pu s'acquitter de leurs redevances, pourtant fixées très bas, qu'au détriment de la mise en culture des nouvelles exploitations agricoles, aussi l'Etat leur consentit-il des délais successifs. Le dédommagement des grands propriétaires était impossible au moment de la réforme agraire; plus tard, il aurait signifié pour l'Etat une charge matérielle quasi insupportable, et absolument incompatible avec le sens populaire de la justice, de sorte qu'avec le progrès de la démocratie populaire, cette question disparut définitivement de l'ordre du jour.

La conquête la plus importante de la période initiale de la démocratie populaire, la réforme agraire transforma profondément la situation économique et les rapports de classe du pays.

Elle liquida radicalement le régime des grandes propriétés. Or, en Hongrie, les grandes propriétés d'origine féodale avaient, depuis longtemps, adopté le mode de production capitaliste; ainsi, de plus, la réforme agraire expropria les domaines des banques et des grosses entreprises capitalistes. De la sorte, elle signifia non seulement la suppression des survivances féodales, mais aussi une réduction et une limitation extrême des possibilités d'exploitation capitaliste. La remise aux paysans des domaines de la classe des grands propriétaires et de l'Eglise catholique enleva du même coup à la réaction hongroise l'un de

ses plus grands pouvoirs économiques. Indirectement, elle affaiblit aussi la classe des capitalistes, dont la grande propriété foncière était la fidèle alliée pendant près d'un siècle.

Le partage des terres produisit une transformation considérable dans les rapports de classe dans la campagne. Sans modifier d'une façon importante la force économique des koulaks, il diminua de 1.300.000 d'êtres l'effectif de la population sans terre et des tous petits propriétaires (de 0 à 0,57 ha.) et augmenta de près de 1.200.000 le nombre des petits paysans et des paysans moyens (de 2,87 ha. à 14,3 ha.). La Hongrie «des trois millions de gueux» disparut, les petites propriétés, basées presque exclusivement sur le travail individuel, devenaient prédominantes dans la campagne.

A l'issue de la réforme agraire, l'ordre naissant de démocratie populaire se trouva consolidé. Le camp des centaines de milliers d'anciens prolétaires et semi-prolétaires agricoles se tourna encore plus délibérément vers les communistes et la gauche populaire. Les petits groupes communistes qui s'étaient formés dans la plupart des villages au moment de la Libération s'étaient élargis; des dizaines de milliers de nouveaux propriétaires demandèrent leur adhésion au Parti Communiste, et des milliers de nouveaux militants paysans recevaient leur éducation politique dans les commissions de réforme agraire. Dans les couches politiquement moins évoluées des attributaires, qui jusque-là manquaient de confiance dans la force de l'ordre nouveau, la pensée de l'alliance avec la classe ouvrière et les communistes gagna rapidement du terrain. Une transformation profonde s'opéra également dans les grandes masses des anciens petits paysans et paysans moyens. Pendant toute une génération, ces couches avaient été tenues à l'écart de tout mouvement progressiste par le régime contre-révolutionnaire qui leur inculquait un esprit conservateur, anticommuniste et antisoviétique, et essayait par tous les moyens de leur rappeller la déception qu'ils avaient éprouvée au temps de la dictature prolétarienne de 1919, par suite de l'erreur commise dans la question agraire. Là encore, surtout sous l'effet de la réforme agraire, la glace se trouva brisée dès les premiers mois suivant la Libération. Dans ces couches aussi, l'entrée en lice de la classe ouvrière révolutionnaire pour les intérêts de la paysannerie laborieuse et le nouveau climat de liberté démocratique commencèrent à triompher du lourd héritage du passé.

La transformation agraire révolutionnaire et démocratique jeta la base historiquement solide de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse. Elle créa en même temps une équation toute nouvelle de rapports de classes au village — et ainsi son effet sur les luttes sociales et les luttes des partis devait se manifester par la suite d'une façon complexe; d'une part — et c'est ce qui fut décisif — elle provoqua un brusque redoublement des forces du Parti Communiste et de la gauche populaire tout entière; et d'autre part, elle affermit aussi considérablement la petite bourgeoisie rurale, avec ses in-

térêts particuliers et sa mentalité si différents de ceux de la classe ouvrière. Le fait qu'au printemps de 1945 — par suite de la désorganisation générale des forces réactionnaires à cette époque — la remise des terres aux paysans pût avoir lieu sans nécessiter de luttes particulièrement violentes, présentait aussi certains désavantages. Une partie des nouveaux propriétaires, ceux surtout qui avaient déjà un lopin de terre auparavant, ne prenaient pas suffisamment conscience de leur solidarité avec la classe ouvrière. Cette partie de la nouvelle petite bourgeoisie paysanne prit volontiers possession de la terre, avec l'aide de la classe ouvrière, mais aspirait à s'intégrer à la société des anciens propriétaires. Dans les campagnes, le Parti des Petits Propriétaires possédait les traditions les plus anciennes. C'était le parti des paysans aisés, de sorte qu'une partie des nouveaux propriétaires en attendait la défense de ses intérêts paysans effectifs ou supposés. Illusion erronée et nuisible, que seules devaient dissiper les expériences ultérieures.

Lutte pour la reconstruction économique du pays au milieu de l'aggravation de la lutte de classe

Le 4 avril 1945, les dernières troupes fascistes furent chassées de la Hongrie par l'Armée Soviétique; l'ensemble du territoire du pays était libéré. Quelques semaines plus tard, le 8 mai, la Libération fut suivie par la défaite totale de l'Allemagne fasciste, puis, le 11 août, par la capitulation sans condition du Japon fasciste. La seconde guerre mondiale était terminée.

La libération totale du pays, la fin de la guerre marquèrent le début d'une nouvelle période. Des tâches nouvelles passèrent au premier plan et, sous plusieurs rapports, par une lente progression, se modifièrent aussi les conditions internationales et intérieures parmi lesquelles commença le développement de la Hongrie démocratique populaire.

A la suite de la seconde guerre mondiale, l'aspect du monde avait subi une transformation radicale. Les puissances fascistes étaient anéanties. L'Union Soviétique, ce premier pays socialiste assiégé pendant toute une génération par le capitalisme mondial, sortait définitivement de son isolement et s'érigeait en une grande puissance mondiale dont l'existence, la force et l'immense prestige international devaient désormais intervenir dans toutes les questions. Résultant de la lutte antifasciste de l'Union Soviétique, il se créait en Europe toute une série d'Etats de démocratie populaire. Dans le secteur oriental de l'Allemagne, la liquidation des bases du fascisme se poursuivait à un rythme rapide. Parallèlement à la suppression du fascisme japonais, en Extrême-Orient, le système colonial des puissances impérialistes se décomposait avec rapidité. En Chine, la lutte poursuivie contre les conquérants japonais se transforma bientôt en une guerre de libération populaire. Le mouvement ouvrier prenait de l'ampleur dans les pays capitalistes, les partis communistes de

France et d'Italie devenaient des partis de masse comptant des millions de membres et étaient représentés au gouvernement. Le puissant mouvement d'unité de la classe ouvrière aboutit à la constitution de la Fédération Syndicale Mondiale. D'autre part, résultat de la coopération des puissances antifascistes pendant la guerre, se formait l'Organisation des Nations Unies, avec la mission de sauvegarder l'acquit de la guerre de libération et d'assurer la coopération pacifique des grandes puissances. Les peuples du monde respiraient enfin, espérant voir arriver une ère de paix durable, où seraient levés les obstacles barrant la route aux progrès sociaux.

Cependant, des brèches ne tardèrent pas à se produire à l'intérieur de la coalition mondiale antifasciste. La divergence des buts de l'Union Soviétique et des puissances capitalistes — qui avait existé tout au long de la guerre, mais que la lutte contre l'ennemi commun avait reléguée au second plan — apparut progressivement. L'attente des puissances occidentales — aspirant à élargir leurs positions et leur sphère d'influence, et à consolider le capitalisme mondial— fut déçue, la guerre ayant tout au contraire amené un accroissement sans précédent du camp socialiste et des forces démocratiques populaires. Alarmées, les forces impérialistes se mirent, dans le monde entier, à réorganiser avec une nouvelle vigueur leurs rangs affaiblis. Dans les pays d'Europe occidentale qu'elles avaient libérés, elles facilitaient le rétablissement du pouvoir des monopoleurs réactionnaires. Peu après la fin de la conférence de Potsdam (le 2 août 1945), il apparut que l'Allemagne occidentale n'exécuterait pas les clauses de l'accord prescrivant la suppression radicale des bases économiques et politiques de l'impérialisme allemand agressif. En été 1945, des différends surgirent au sujet des pays de démocratie populaire: en Bulgarie, à l'instigation des puissances occidentales, les ministres de droite quittèrent le gouvernement avant les élections; Bevin, ministre des Affaires Étrangères du nouveau gouvernement travailliste anglais, arguant des principes de la démocratie «pure», déclara que les gouvernements de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Hongrie «ne représentent pas la majorité du peuple». La conférence des ministres des Affaires Étrangères, réunie le 10 septembre à Londres, pour préparer les traités de paix avec les anciens Etats satellites de l'Allemagne, se termina sans résultat.

La conjoncture internationale influa de façon décisive sur le développement intérieur de la Hongrie. La nouvelle situation internationale qui avait conduit à la naissance de la démocratie populaire hongroise, continuait à soutenir, au fond, les forces démocratiques: les forces armées de l'Union Soviétique étaient en Hongrie, la Comission de Contrôle Interalliée fonctionnait sous direction soviétique, et le pays était entouré de nouvelles démocraties populaires, toutes plus développées que la nôtre. En septembre 1945, l'Union Soviétique établit des relations diplomatiques normales avec la Hongrie.

Cependant la politique impérialiste, et antisoviétique des puissances occidentales, la lente aggravation des différends entre les anciens alliés créaient

progressivement une situation nouvelle pour les luttes intérieures. La Hongrie étant devenue partie intégrante du camp socialiste et démocratique populaire en voie de formation, le sort de son peuple travailleur se trouva indissolublement lié au sort de ce camp. Par contre, les capitalistes, les anciens grands propriétaires et tous les ennemis du nouveau pouvoir cherchaient, et trouvaient, un appui auprès des impérialistes anglo-américains. Ceux mêmes qui, hier encore, aux côtés de Hitler, juraient la perte des «ploutocrates occidentaux», apparurent tout à coup comme les fervents partisans de la démocratie occidentale. Et bien que la présence de l'Armée Soviétique limitât l'appui impérialiste offert aux anciennes classes dominantes hongroises à la seule pression diplomatique, cet appui contribua pourtant, dans une très grande mesure, à renforcer et à enhardir l'ancienne réaction hongroise qui, pendant les premiers mois de 1945, s'était trouvée comme paralysée.

La politique des puissances occidentales avait une influence non moins grave sur l'évolution de la situation à l'intérieur du Front de l'Indépendance. Elle accusa les divergences entre l'aile droite bourgeoise pro-occidentale et l'aile gauche populaire du front national et remplit d'indécision les masses petites-bourgeoises qui commençaient tout juste à se défaire des préjugés antisoviétiques qui leur avaient été inculqués pendant des dizaines d'années. Tout cela signifia aussi que l'aile droite du Front de l'Indépendance, et les classes de capitalistes et propriétaires fonciers d'abord exclues du ralliement national, se trouvèrent réunies progressivement dans un même camp, sous le signe de «l'orientation occidentale».

Les facteurs de politique intérieure avaient agit dans le même sens. Avec la fin de la guerre, ce qui avait réuni des classes opposées, la lutte contre l'Allemagne fasciste disparut de l'ordre du jour. Après avoir lancé la vie nouvelle et réalisé les tâches démocratiques fondamentales (constitution de l'Etat démocratique, réforme agraire), la question se posait de savoir dans quelle voie le pays devait maintenant s'engager. La jeune démocratie populaire avait devant elle une alternative: continuer à avancer sur la voie adoptée, et consolider le nouveau pouvoir populaire par l'augmentation progressive du rôle dirigeant et de la suprématie de la classe ouvrière, ou régresser vers une quelconque variété de régime bourgeois. Dans cette question aussi bien que sous le rapport de l'orientation internationale, l'aile gauche populaire se trouva toujours plus nettement opposée aux classes exploiteuses. Par contre, les intérêts des diverses couches de ces classes exploiteuses — faisant parti du Front de l'Indépendance ou en étant initialement exclues — se rapprochèrent de plus en plus. Quant à l'orientation et au rythme à adopter dans la progression, le peuple lui-même se montra partagé: la petite bourgeoisie de la campagne et des villes, dont une partie considérable subissait l'influence de la bourgeoisie, n'aprouvait pour le moment que la réalisation et la défense des conquêtes démocratiques.

C'est dans cette situation internationale et intérieure que les partis de la coalition organisèrent, à la fin du printemps et en été 1945, leurs premiers congrès et conférences d'après la Libération.

Le Parti Communiste fut le premier à réunir une conférence nationale, en vue de discuter les nouvelles tâches. A cette conférence, réunie le 20 mai 1945, participèrent 200 délégués représentant plus de 150.000 membres du parti.

Le Parti Communiste désigna comme la tâche la plus essentielle du pays et du parti, la reconstruction de ce pays en ruines et la mobilisation de toutes les forces constructives en vue de rétablir la situation économique. Le renforcement de l'unité ouvrière et la consolidation du ralliement national démocratique continuaient à figurer au centre de sa politique. Le rétablissement de la vie économique et l'amélioration de la catastrophique situation du ravitaillement — souligna-t-il — exigent avant tout la rapide remise en état des transports, de l'industrie du bâtiment et de l'industrie des machines agricoles. Il exigea qu'au cours du trimestre suivant, le Gouvernement Provisoire consente un prêt national de deux milliards de pengős aux entreprises, qu'on encourage les capitalistes prêts à participer à l'oeuvre de la reconstruction, qu'on réalise en même temps le programme de nationalisation du Front de l'Indépendance — et surtout la nationalisation des mines — qu'on confisque les biens et les entreprises des fascistes, et qu'on poursuive sans pitié les capitalistes saboteurs et les spéculateurs abusant de la grave situation économique du pays.

Le succès de l'oeuvre de reconstruction — et avec lui le sort de la démocratie populaire — dépendait étroitement du rôle joué par la classe ouvrière. Aussi, l'importance de l'unité ouvrière, les tâches des syndicats et des comités d'entreprise furent-elles examinées en détail par la conférence du Parti. Dans ses résolutions, celle-ci fit ressortir l'idée, éclairée sous ses divers aspects, que le rôle dirigeant économique et politique de la classe ouvrière et l'intense extension de ce rôle allaient dépendre, en tout premier lieu, de la participation active des ouvriers à la reconstruction; que dans les nouvelles circonstances, et bien que les moyens de production de l'industrie soient en possession des capitalistes, l'application des formes de combat entravant la production — utilisées par l'ancienne opposition — ne pourraient qu'aider la réaction qui tablait sur la débâcle économique. «*Les syndicats* — constata-t-elle — *ne sont plus seulement les organes des lutte économique de la classe ouvrière, ils sont devenus une force d'édification du pays. Ils partagent la responsabilité de l'ensemble de l'économie nationale.*» «*Dans l'intérêt de la reconstruction, les communistes prennent position, dans les syndicats, contre l'emploi de l'arme du débrayage et de la grève, sans renoncer pour autant au droit de grève de la classe ouvrière.*» Elle invita les comités d'entreprise à ne pas paralyser la direction capitaliste des usines, mais à user néanmoins de leurs droits, à représenter énergiquement les intérêts de la classe ouvrière, et à «*faire prévaloir, dans la gestion des entreprises, les inté-*

rêts généraux de l'économie nationale sur les intérêts particuliers de l'entrepreneur».

La conférence prit aussi d'importantes résolutions relatives au Parti lui-même. Elle se déclara résolument opposée à l'esprit sectaire «gauchiste» entravant la politique d'union à l'intérieur prônée par le Parti; elle prit position en faveur de l'élargissement du Parti Communiste en un parti de masse et adopta ses Statuts définitifs. Elle élut aussi les organismes dirigeants et confirma Mátyás Rákosi au poste de secrétaire-général du Parti.

L'effectif du Parti Communiste se recrutait dans différentes couches du mouvement ouvrier. Outre les militants du mouvement illégal et les vétérans de la dictature prolétarienne de 1919, une partie des anciens permanents et militants de gauche du mouvement social-démocrate étaient venus, dès 1945, rejoindre le Parti. La majorité des membres du parti se recrutait parmi les ouvriers, l'ancien prolétariat agricole et les groupes d'intellectuels antifascistes de sentiment révolutionnaire, mais n'ayant pas pris part, avant 1945, au mouvement ouvrier. Le Parti s'élargissant à une allure rapide, grâce à la justesse de sa politique, vit la cohésion de ses effectifs se cimenter avec la même rapidité. Cependant, la direction du Parti commit de graves erreurs à l'égard des vétérans de 1919. Soumettant à une juste critique de sectarisme d'une partie de ces militants, leur manque de compréhension à l'égard de la politique d'union démocratique adoptée par le Parti, elle leur témoigna une méfiance injuste, au lieu de procéder à une patiente persuasion. Plus tard, en maints endroits, cette méfiance fut cause de l'éviction du travail du Parti de ces camarades expérimentés et militants.

Grâce à la mobilisation des communistes, l'oeuvre de reconstruction prit son essor au cours de l'été; le rétablissement des transports surtout se poursuivit à une cadence accélérée. Au mois de juillet, la gauche remporta aussi un important succès sur le plan politique: sur sa revendication, on fit démissionner les trois ministres les plus droitiers du Gouvernement Provisoire.

En août, ce fut le Parti Social-démocrate qui tint son congrès. A cette époque, sa sphère d'influence considérablement élargie s'étendait déjà à une bonne partie des ouvriers qualifiés, aux ouvriers politiquement moins évolués et à une partie des anciens paysans pauvres socialistes de la région transtibiscine, auxquels venaient s'ajouter encore de nombreux artisans de province, ainsi qu'une partie de la bourgeoisie et des intellectuels libéraux des villes. Le congrès prit des résolutions qui furent surtout de gauche; outre le maintien de l'unité ouvrière, la lutte contre les séquelles du fascisme et la sauvegarde des conquêtes démocratiques, il exigea de proclamer la république populaire comme forme constitutionnelle du pays. Dans la nouvelle direction du parti, élue par le Congrès, les représentants de la gauche gardaient des postes importants: Árpád Szakasits fut réélu secrétaire-général du parti, et György Marosán, Sándor Rónai, Imre Vajda, devinrent membres de la direction. Mais sous une

forme plus ou moins camouflée, le congrès refléta aussi la consolidation de la droite, et mit en lumière certaines faiblesses de la gauche. Ainsi, le principal rapport fit place à la conception selon laquelle le Parti Social-démocrate jouerait le rôle de «parti du centre intermédiaire», et serait ainsi «la languette de la balance dans la vie politique hongroise». Sous le rapport de l'orientation internationale, le parti adopta une position indécise et considéra comme son seul devoir de servir d'intermédiaire entre l'Union Soviétique et les puissances occidentales. Faisant fi de la proposition d'unité du Parti Communiste, il approuva l'organisation de mouvements de jeunesse et de mouvements de femmes sociaux-démocrates. Bien que Károly Peyer, définitivement compromis sous le régime Horthy, fût éliminé de la direction du parti, la droite réalisa une forte avance dans les organes directeurs du parti, dont la majorité fut constituée par le groupe Szélig-Kéthly et d'anciens partisans de Peyer. La droite social-démocrate, qui réagit très vivement aux changements de la situation internationale et commença à renouer ses rapports avec la social-démocratie de droite d'Occident, accepta pour la forme, à cette époque, de faire front unique avec les communistes, tout en cherchant à étendre son influence et ses positions, et remettant la prise de position ouverte à une époque plus favorable pour elle.

Parallèlement au congrès social-démocrate tenu le 20 août 1945, eurent lieu les délibérations de la grande assemblée du Parti des Petits Propriétaires. La veille de cette réunion, l'organe officiel du Parti des Petits Propriétaires déclara, dans son éditorial: «*Il faut mettre tout en oeuvre pour que cette révolution, enfantant une magnifique renaissance hongroise, ne partage pas le sort des révolutions permanentes qui se consument elles-mêmes.*» La résolution prise par la réunion parla exclusivement au nom de la «paysannerie hongroise.» Elle précisa que «la paysannerie hongroise» s'élève contre toute tendance qui «entrave le développement de la vraie démocratie»; «*la lutte contre la réaction doit prendre fin le plus tôt possible*» ; «*après d'éternelles humiliations subies pendant tout un millénaire, c'est dans l'égalité sociale que la paysannerie voit un des principaux facteurs de la nouvelle forme de vie hongroise*». Elle se posa en défenseur des soucis «communs» des paysans, revendiqua pour l'Union Paysanne réactionnaire défendant les intérêts des paysans riches, des droits égaux à ceux des syndicats, et proclama le «droit de grève» des paysans; «*à travers ses organisations, il institue la défense efficace des intérêts économiques de la paysannerie, ainsi que son droit de grève dont la mesure et les formes seront déterminées à une époque ultérieure plus propice*». C'était là une déclaration de guerre ouverte, menaçant d'affamer les villes et de provoquer l'anarchie économique complète. József Révai, dévoilant le contenu de cette revendication, absurde dans son principe, mais politiquement révélateur, remarqua avec justesse dans le journal «Szabad Nép»: «*C'est le monde à l'envers. Autrefois, les ouvriers faisaient la grève, et les exploiteurs glorifiaient le travail producteur. Aujourd'hui, les ouvriers se font les champions du travail et de la reconstruction, et c'est parmi les entrepre-*

neurs que se recrutent — a très peu d'exceptions près — les «grévistes» : spéculateurs, trafiquants du marché noir, saboteurs. L'Union Paysanne représentant les intérêts des gros paysans, proclame le droit de grève — et c'est l'Union des travailleurs de la Terre qui convoque les nouveaux propriétaires du pays, pour s'entretenir avec eux des résultats de la réforme agraire, de la consolidation des nouvelles fermes, des problèmes de la production, des livraisons à l'Etat, donc de la reconstruction de l'agriculture et, par là, du pays.»

Zoltán Tildy, politicien attiré vers la gauche, fut élu chef national du parti par cette grande assemblée, mais la direction effective resta aux mains d'un groupe de représentants des koulaks (Ferenc Nagy, président du parti, Béla Kovács, István B. Szabó), et d'hommes de confiance des gros capitalistes de l'industrie (Imre Oltványi, Dezső Sulyok) et du haut clergé (Béla Varga).

Cette levée de drapeaux du Parti des Petits Propriétaires marqua, sous le signe de l'opposition, l'augmentation considérable d'un danger prévu dès le commencement du printemps de 1945 par les communistes. Il était à craindre, en effet, que la réaction n'essaye d'entraîner encore le Parti des Petits Propriétaires dans une nouvelle politique à la Nagyatádi. Il apparut qu'après la Libération, quand les organisations politiques ouvertes des capitalistes et des grands propriétaires étaient anéanties, et que la réaction ne pouvait même pas penser à leur réorganisation, les intérêts de politique extérieure et intérieure de l'ancienne réaction horthyste et de l'aile koulak-bourgeoise du ralliement national se trouvaient rapprochés par la lutte commune contre la démocratie populaire, et que toutes ces couches tendaient alors à concentrer leurs forces dans le Parti des Petits Propriétaires. Ce processus fit que la réaction capitaliste et horthyste accéda, à travers le Parti des Petits Propriétaires, au Front de l'Indépendance, et du coup l'essence de classe de la coalition des partis démocratiques se trouva changée.

Ce rôle de ralliement de la droite, joué par le Parti des Petits Propriétaires, lui venait avant tout de son influence sur la majorité de la paysannerie et de son passé d'opposition antifasciste pendant la guerre. Dans la situation internationale et intérieure d'après la Libération, la restauration capitaliste ne pouvait se servir que de la revendication d'une démocratie «vraie» et «pure» opposée à la démocratie *populaire*. Le Parti des Petits Propriétaires réunissait trois éléments différents de la «démocratie»: les adeptes de la démocratie paysanne-petite-bourgeoise, ceux de la démocratie bourgeoise et cette vieille réaction hongroise qui se camouflait du masque provisoire du «démocratisme». Aux vieux milieux contre-révolutionnaires et cléricaux, le Parti des Petits Propriétaires ne convenait qu'à titre provisoire, en attendant le moment où ils pourraient, à leur gré, recréer leurs partis ouvertement contre-révolutionnaires. Pour eux, les paysans et les démocrates étaient bien trop nombreux au sein du Parti des Petits Propriétaires. La paysannerie riche, les couches de la bourgeoisie urbaine et des intellectuels affiliés à ce parti rêvaient d'une sorte de

démocratie bourgeoise de type occidental. Par contre, les masses des petits paysans et paysans moyens conservateurs et politiquement arriérés attendaient du Parti des Petits Propriétaires la défense — même à gauche — de leur existence de petits producteurs «libres». Les tendances de ces différents éléments n'étaient donc point identiques, mais aboutirent pourtant, dans la situation donnée, à une large rassemblement de droite.

Tous ces changements mettaient un terme à la période de début marquée par le rôle dirigeant, pour ainsi dire incontesté, du Parti Communiste et de l'aile gauche populaire. L'aggravation de la lutte des classes et des luttes au sein de la coalition rendait désormais difficile de maintenir l'union des forces socialistes et démocratiques; et entravait les progrès de la démocratie populaire.

La situation économique du pays en 1945

Les difficultés étaient, avant tout, d'ordre économique. C'est un pays ruiné, pillé et une économie désorganisée que la démocratie populaire avait hérité du régime fasciste et de la guerre.

Le montant des dégâts causés par la guerre s'élevait à environ 22 milliards de pengős de 1938, somme équivalant environ au quintuple du revenu national de 1938 de la Hongrie et à 40% de la fortune nationale en 1944.

L'agriculture avait perdu plus de la moitié de son cheptel et 30% de son outillage mécanique. Par suite des combats et des dommages de guerre, la quantité des principaux produits agricoles n'avait même pas atteint, en 1945, la moitié de celle d'avant-guerre. Tout cela, joint aux graves difficultés des transports et à la pénurie de produits manufacturés nécessaires aux échanges avec la paysannerie, rendait quasi insoluble le problème du ravitaillement de la population urbaine. Du point de vue du ravitaillement, la Hongrie était l'un des pays de l'Europe d'après-guerre les plus gravement touchés. Les denrées rationnées ne suffisaient à couvrir qu'une faible partie des besoins les plus minimes. La pénurie de graisse, de viande, de sucre, de sel et de pain avait pris des proportions catastrophiques; les masses des nouveaux propriétaires partageaient à leur tour les privations dont souffraient les ouvriers et les employés. Même les convois de ravitaillement envoyés par l'Union Soviétique, qui avait elle-même subi des pertes immenses, n'apportaient qu'un soulagement momentané à ces difficultés.

L'industrie minière avait subi des dommages relativement moins importants, mais sa production en 1945 atteignit à peine 40 à 50% de ce qu'elle avait été pendant la guerre.

L'industrie avait perdu environ la moitié de sa capacité de production et une proportion encore plus grande de ses stocks de matières premières et de produits industriels. Par suite des dommages de guerre, du manque de matières

premières et de la sous-alimentation des ouvriers la productivité n'atteignit, en 1945, que 64% de celle de 1938 — tandis que l'effectif des ouvriers était réduit de moitié. Malgré les travaux de reconstruction du début, commencés sous la direction des comités d'entreprise, et les efforts héroïques des ouvriers les plus conscients, la production industrielle ne monta, en été 1945, qu'à 30% du niveau de 1938. Dans les premiers mois, la reconstruction se poursuivit à une allure relativement plus rapide dans les usines d'industrie lourde qui travaillèrent pour le compte de l'armée soviétique, et ensuite pour des livraisons destinées aux réparations, quand l'armée soviétique les eut rendues, au printemps et en été 1945, à leurs propriétaires. Bien que cette situation signifiât une charge temporaire et un retard plus accentué des industries légères, vue à distance, elle contribua à une reconstruction plus rapide de l'ensemble de l'industrie.

Les pertes les plus graves avaient été subies par le réseau des transports: 36% des rails de chemin de fer et 99% des ponts les plus importants avaient été détruits ou gravement endommagés. Tout le parc fluvial du pays avait été emporté en Occident par les fascistes. Et bien que le rétablissement des transports fut entrepris par l'armée soviétique au cours même des combats, ce problème constitua encore en été 1945 le plus gros obstacle à la reconstruction et au rétablissement de l'activité économique du pays; la conférence nationale du Parti Communiste, organisée au mois de mai de la même année, l'avait montré.

Les immeubles d'habitation avaient également considérablement souffert, un quart environ de la totalité des immeubles du pays avait subi des dommages et 74% des logements de Budapest étaient détruits ou sinistrés.

Malgré l'accroissement notable de la capacité de production industrielle pendant la guerre, il aurait fallu de longues années pour retrouver, dans les conditions traditionnelles du capitalisme et avec les seules ressources du pays, le niveau de la capacité de production de l'année 1938. Faisant allusion à un emprunt contracté en Occident, un des dirigeants du Parti des Petits Propriétaires déclara: «*40 ans ne nous suffiraient pas pour rebâtir le pays par nos propres moyens*». Mais le peuple travailleur ne pouvait pas attendre. Différer la reconstruction, s'en remettre aux forces capitalistes spontanées et au prêt occidental lié à des conditions politiques, aurait signifié le prolongement des souffrances des travailleurs, en même temps que l'abandon des conquêtes démocratiques populaires déjà réalisées. Si elle voulait sortir de cette situation critique, la démocratie populaire — s'appuyant sur l'aide économique limitée, mais pourtant considérable que pouvait offrir l'Union Soviétique — devait se montrer prête à intervenir dans les pratiques traditionnelles du capitalisme; l'Etat et la classe ouvrière devaient prendre en mains, diriger et si possible planifier l'oeuvre de reconstruction.

Comme nous l'avons vu, la conférence nationale de mai du Parti Communiste avait indiqué cette voie. La situation était tellement grave que même

l'aile droite de la coalition ne pouvait s'opposer aux propositions des communistes. Au cours de l'été, les transports et les grosses entreprises reçurent un crédit de reconstruction de plusieurs milliards. Les travailleurs s'engagèrent à remettre en état, jusqu'à la fin de l'année, 500 locomotives et 10.000 véhicules de chemin de fer. On entreprit la «bataille du pont», qui fut un vaste mouvement en faveur de l'établissement d'un premier pont sur le Danube, à Budapest. Enfin, malgré les graves difficultés de ravitaillement des mineurs, le manque de bois de mine, d'explosifs, etc. . . , et le sabotage des capitalistes, l'extraction du charbon ne cessa d'augmenter, bien qu'à une allure peu rapide: contre 1000 wagons par jour au mois de mai, elle atteignit 1700 wagons en septembre.

L'élan de la reconstruction devait beaucoup à l'accord de coopération économique et d'échange de marchandises conclu le 27 août 1945 avec l'Union Soviétique; celui-ci prévoyait de part et d'autre, des livraisons d'une valeur de près de 33 millions de dollars jusqu'au mois de décembre 1946. Aux termes de cet accord, la Hongrie fournissait du pétrole, des conserves de fruits, du marc et des appareils de télécommunication et recevait en échange de l'Union Soviétique du coton brut, de la laine, du coke, du minerai de fer et d'autres matières nécessaires à l'industrie, et plus généralement au développement de la production, qui étaient introuvables ailleurs ou qu'on ne pouvait pas se procurer, faute de devises. Outre son effet directement avantageux, cet accord ouvrit un nouveau chapitre dans l'histoire des relations économiques de la Hongrie avec l'étranger: il fut un premier pas vers l'indépendance économique à l'égard des puissances capitalistes.

Le programme économique du Parti Communiste avait pour but d'assurer le concours des capitalistes industriels à l'oeuvre de reconstruction. Mais le financement de la reconstruction, des réparations et du ravitaillement resta, dans sa majeure partie, à la charge de l'Etat démocratique populaire. L'Etat devait pourvoir aux investissements nécessaires au rétablissement des transports, à la remise en marche et à l'approvisionnement en matières premières des entreprises capitalistes, aux sommes nécessaires pour le payement des salaires; il prenait sur soi d'assurer les livraisons dues au titre de réparation et les crédits correspondants nécessités par l'industrie. L'Etat ne disposait cependant que de revenus fort minimes; après la désagrégation de l'ancien appareil d'Etat, il n'exista, pendant des mois, aucune comptabilité publique centrale et les rentrées d'impôts étaient presque nulles. Dans la seconde moitié de 1945, le revenu public ne couvrit que 5 à 7% des dépenses; dès l'été, l'Etat se vit contraint de procéder à des émissions successives de papier-monnaie.

En réalité, l'inflation avait déjà commencé en Hongrie avant la seconde guerre mondiale, mais ce ne fut qu'après la Libération, et surtout depuis l'été de 1945, qu'elle prit des proportions démesurées. C'était alors inévitable; les rapports capitalistes régnaient dans l'économie, les productions agricole et industrielle ne représentaient qu'une faible partie de celle d'avant-guerre, les

finances publiques se trouvaient dans une situation catastrophique. La dépréciation de la monnaie se poursuivait à un rythme sans précédent, la valeur d'un pengő-or de 1938 équivalut, à la fin de l'inflation, à 1,4 quadrillions de pengős. De plus, la montée des prix surpassait, à presque chaque étape de l'inflation, le rythme déjà vertigineux de l'augmentation de la circulation fiduciaire. Nulle part encore, il n'y eut d'inflation aussi démesurée. A l'automne de 1945, la situation devint particulièrement grave.

Les moyens de juguler efficacement l'inflation ou de créer une monnaie stable faisaient encore défaut, tant sur le plan de la production que sur celui des finances publiques. Les mesures que le gouvernement pouvait prendre et faire valoir dans cette situation économique anarchique, ne pouvaient, tout au plus, amener qu'une détente passagère. C'est ainsi que, le 19 décembre 1945, eut lieu l'estampillage des billets de banque et, à la fin du même mois, l'émission du pengő-impôt.

Ce rapide tour d'horizon économique se détacha sur un fond de conditions sociales contradictoires. C'est parmi celles-ci que commença et se poursuivit le développement de la démocratie populaire. Le pouvoir d'Etat appartenait déjà en partie à la classe ouvrière, et le Parti révolutionnaire de celle-ci y jouait même un rôle de premier plan; les organes de l'Etat et les organismes ouvriers contrôlant et limitant l'activité économique de la bourgeoisie s'étaient formés et, bien qu'imparfaitement, fonctionnaient. Les classes exploiteuses disposaient cependant d'importantes positions et, fait décisif, c'étaient encore les rapports de propriété capitalistes qui régnaient. Ni les conditions politiques, ni les conditions économiques n'avaient encore assez mûri pour pouvoir procéder à la dépossession de la bourgeoisie industrielle. La classe ouvrière révolutionnaire dirigée par le Parti Communiste, aussi bien que la bourgeoisie et sa représentation politique, considéraient cette situation comme transitoire. Les rapports politiques et les rapports de force étaient en perpétuel mouvement et en pleine effervescence, de sorte que, dans leur interaction directe, les luttes politiques et économiques apparaissaient singulièrement emmêlées. Le rôle primordial de la *politique*, lutte poursuivie pour le pouvoir, ressortait ainsi avec une force singulière. En beaucoup de questions, l'attitude des capitalistes industriels et bancaires, forces principales de la bourgeoisie, était déterminée par les intérêts de la lutte pour le pouvoir et de la restauration capitaliste, bien plus que par ceux de leurs profits immédiats.

Il apparut ainsi bien vite que les capitalistes ne soutenaient point les efforts déployés en faveur de la reconstruction. Les capitalistes qui, avant la Libération, s'entendaient à merveille à organiser l'économie, se posaient maintenant en hommes maladroits, requérant toujours l'aide de l'Etat dans tous leurs problèmes. Cependant, quand il s'agissait de sauver leurs fortunes ou de bénéficier des possibilités offertes par l'inflation, ils faisaient preuve d'une agileté et d'une habileté surprenantes. L'inflation favorisait particulièrement les

transactions financières échappant à tout contrôle, l'accaparement et la vente au marché noir des objets de première nécessité, les manipulations avec les crédits de réparations et d'investissements, et même l'utilisation, dans des buts spéculatifs, des sommes destinées au payement des salaires. Le grand capital s'abstint, pour des raisons surtout politiques, de toute action tendant à juguler l'inflation. Il espérait d'elle la faillite économique, le retournement des masses contre la démocratie populaire, la nécessité d'emprunts en Occident — donc, le renforcement de son pouvoir politique et économique.

Les difficultés se trouvaient aggravées du fait que par un processus inéluctable l'inflation avait produit toute une armée de spéculateurs, de trafiquants et de mercantis du marché noir, couche particulièrement dangereuse de la bourgeoisie. Cette bande implacable et rapace dont la majeure partie se recrutait parmi les anciens capitalistes «intègres» trouvait son élément vital dans l'anarchie économique et les privations des masses laborieuses.

Les classes laborieuses, et tout particulièrement la classe ouvrière, ressentaient le plus durement les effets de l'inflation. Depuis l'été 1945 jusqu'à la fin de la même année, la circulation des billets avait été multipliée par 37 fois, tandis que, pendant la même période, les prix s'étaient multiplier par 85. Le salaire réel des ouvriers diminuait de façon catastrophique; le niveau des salaires réels du 15 juillet 1945 (qui ne représentait déjà qu'une fraction de celui d'avant-guerre) s'abaissa à la moitié environ en septembre, au tiers à la fin novembre, et encore plus bas au mois de décembre de la même année. La situation des travailleurs, et surtout de ceux vivant de traitements ou de salaires, devenait de plus en plus intolérable; des centaines de milliers de familles ouvrières souffraient littéralement de la faim, et de larges masses ne vivaient plus qu'en échangeant leurs dernières pièces de vêtement pour des vivres. Aux premiers mois surtout, l'inflation avait favorisé les progrès de la reconstruction, mais elle causa en même temps d'immenses souffrances à la classe ouvrière, déclassait provisoirement des couches importantes de celle-ci, et empêchait leur retour au travail producteur.

Soutenu par ses coalisés de gauche, le Parti Communiste fit tout son possible pour atténuer les privations des travailleurs et freiner l'effet destructeur de l'inflation. En juillet 1945, les syndicats avaient passé un contrat collectif avec les représentants du patronat; c'était, certes, une grande conquête, mais la politique de salaires se traduisant dans les contrats collectifs ne compta pas avec une inflation galopante. Jusqu'au début de février 1946, les ouvriers connurent onze augmentations de salaires. Mais le cours de l'inflation était tellement rapide que celles-ci ne représentaient tout au plus qu'une amélioration passagère de quelques instants. Les organisations communistes locales, les syndicats et les comités d'entreprise dépensèrent des trésors d'énergie pour améliorer la situation des ouvriers et des intellectuels travailleurs; ils essayèrent d'organiser le ravitaillement des usines, installèrent des cantines dans la

plupart des entreprises, etc. . . Malgré ces efforts, les ouvriers n'arrivaient à se procurer qu'une part toujours plus infime des faibles quantités de vivres disponibles. Vivant grassement de l'inflation, les capitalistes et les spéculateurs gagnaient, par contre, des sommes énormes, et consommaient le multiple de la ration moyenne d'une personne.

La très grave situation économique et l'inflation faisaient aussi subir de rudes épreuves à l'alliance ouvrière-paysanne dont les bases avaient été posées par la réforme agraire. Les centaines de milliers de nouveaux propriétaires qui, malgré les privations, se trouvaient sans doute mieux ravitaillés que la population laborieuse des villes, souffraient cependant beaucoup, non seulement du manque des articles de consommation de première nécessité (vêtements, chaussures, pétrole, etc. . .), mais aussi de l'impossibilité de se procurer les produits manufacturés indispensables à la mise en culture de leurs nouvelles exploitations. L'approvisionnement en semences rencontrait aussi, malgré l'aide de l'Etat, de nombreuses difficultés. Beaucoup de nouveaux propriétaires voulant emprunter des instruments aratoires, des bêtes de trait, etc. . ., devaient, pour les obtenir, s'astreindre à des corvées régulières sur les terres des koulaks. Les koulaks et la paysannerie moyenne aisée tiraient avantage des privations de la population travailleuse urbaine et des nouveaux propriétaires. Encouragés par la «défense des intérêts paysans» prônée par le Parti des Petits Propriétaires, ils soustrayaient leurs excédents à la livraison obligatoire, tentaient de se décharger du ravitaillement des troupes soviétiques sur les paysans pauvres, se livraient à des spéculations en gros et en détail, et rançonnaient les «colporteurs de vivres» venus de la ville. La désagrégation des relations économiques normales entre la ville et la campagne, et le fait que même les nouveaux propriétaires ne pouvaient reçevoir de l'Etat qu'une aide économique fort limitée, laissaient le champ libre à la démagogie agrarienne anti-ouvrière et anti-citadine du Parti des Petits Propriétaires.

La situation économique anarchique et l'attitude de la bourgeoisie eurent une seule conséquence positive: elles entrainèrent la nécessité de l'intervention de l'Etat démocratique populaire dans la vie économique. Dans certains domaines, l'inflation rendait souvent tout à fait illusoire la réalisation d'un contrôle des capitalistes (les comités d'entreprise employaient, par exemple, le meilleur de leurs forces à soulager les ouvriers de leurs soucis de ravitaillement). Mais, d'un autre côté, elle poussait aussi à la création de nouveaux organes d'Etat, auxquels elle assurait l'appui énergique des masses prolétaires, et qui, une fois consolidés, devenaient les instruments efficaces du contrôle des capitalistes, puis de la dépossession de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'en décembre 1945, grâce à l'initiative et sous la direction des communistes, fut créé le Conseil Supérieur de l'Economie. A l'origine, celui-ci n'avait été constitué qu'à titre provisoire, dans le but d'introduire un commencement d'ordre dans l'anarchie de l'économie et de veiller à une meilleure répartition des crédits alloués par

l'Etat; mais sa sphère d'activité s'étendit bientôt aux domaines les plus importants de la direction économique; il limita de plus en plus le champ d'influence des ministères économiques aux mains des politiciens de droite; il joua un rôle considérable dans la préparation de la stabilisation monétaire et plus tard, des nationalisations. Le même concours de la nécessité du moment et des buts plus lointains de la classe ouvrière présida, en décembre 1945, à la mise des mines sous contrôle de l'Etat, mesure qui signifia pratiquement leur nationalisation. L'aggravation des difficultés économiques et le sabotage des capitalistes avaient abouti, en automne 1945, à une grave crise charbonnière. En novembre, l'extraction du charbon était retombée à 1300 wagons par jour. La pénurie de charbon, s'accusant sans cesse, mit en péril toute l'oeuvre de reconstruction; dans cette situation, la nationalisation, la concentration du peu des forces disponibles, représentaient la seule issue. La nationalisation des mines de charbon devint aussi une nouvelle source d'énergies pour la mobilisation de la classe ouvrière: la «bataille du charbon», lancée au cours de l'hiver 1945—46 par les communistes, éveilla un grand écho parmi les mineurs, sympathisant pour la plupart avec les communistes.

Comme on le voit, la participation au pouvoir de la classe ouvrière ne pouvait pas neutraliser l'effet appauvrissant de l'inflation. Du point de vue du prolétariat, la situation était pourtant toute nouvelle: bien que la plus-value grandissante, produite par les ouvriers, ait directement enrichi les capitalistes et les spéculateurs, elle devenait en même temps une source de relèvement de l'économie nationale et d'accroissement du bien national. C'est pourquoi les intérêts de classe du prolétariat exigeaient, même pendant l'inflation, que malgré sa situation matérielle passagèrement plus mauvaise, il joue un rôle dirigeant dans la reconstruction et assure, en coopérant avec l'Etat démocratique populaire, le rétablissement de la production, condition la plus importante de la stabilisation. Tous ces rapports complexes, et les tâches souvent très peu «populaires» qui en découlaient, n'étaient point faciles à expliquer aux larges masses travailleuses. En raison de la situation économique catastrophique reçue en succession, il y avait une contradiction flagrante entre les conquêtes du nouveau régime et le fait qu'elles n'aboutissaient pas directement à l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs. Aussi, des mouvements spontanés se propagèrent-ils inévitablement dans les couches moins conscientes de la classe ouvrière, mouvements que les sociaux-démocrates de droite alimentaient à dessein. Ces sociaux-démocrates de droite, tout en poursuivant leur politique de collaboration étroite avec la bourgeoisie, tentaient de désorienter les ouvriers par une démagogie «de gauche». Cependant, le noyau essentiel du prolétariat tint bon, même dans les situations les plus critiques, et dans chaque question importante, les communistes, les ouvriers conscients entraînaient avec eux les couches politiquement moins évoluées et moins expérimentées du prolétariat, y compris la majorité des membres du Parti Social-démocrate.

Grâce aux grands efforts fournis, aux luttes fort complexes et au travail plein d'abnégation des ouvriers, la reconstruction progressa. Les objectifs désignés pour le rétablissement des transports furent atteints, voire même dépassés, à la fin de l'année; en décembre, le pont Kossuth, premier pont danubien de la Hongrie libérée, était construit, et la production industrielle marqua dans presque tous les domaines une augmentation importante.

Les élections d'automne 1945. Avance de la droite — contre-attaque de la gauche

En automne 1945, les événements politiques les plus marquants furent: les élections municipales à la fin d'octobre à Budapest, et les élections législatives qui eurent lieu en novembre. Ces élections furent précédées par des luttes politiques de plus en plus violentes. Le bureau du Parti Communiste avait lui-même sollicité — et à tort — l'organisation des élections en automne; en réalité, cette tendance à faire cesser trop rapidement le caractère provisoire du pouvoir législatif, procéda de la méconnaissance des nouveaux rapports de force politiques. Le Parti Communiste surestima l'effet immédiat des grandes conquêtes économiques et politiques réalisées depuis la Libération et l'influence que les communistes et l'ensemble de l'aile gauche populaire exerçaient sur les masses; il sous-estima, par contre, la force des milieux réactionnaires hongrois, l'héritage du passé contre-révolutionnaire et fasciste, et l'effet que la situation économique difficile se précisant en automne 1945, ne manquait pas d'avoir sur les masses de travailleurs et avant tout sur celles de la paysannerie laborieuse.

La nouvelle loi électorale adoptée en septembre 1945 ne signifia pas, pratiquement, une limitation efficiente des forces fascistes et réactionnaires. La transformation du Parti des Petits Propriétaires en un parti de ralliement la droite, transformation dont nous avons déjà rappelé le mobile de classe, était devenue, à partir de l'été 1945, la tactique politique consciente des milieux réactionnaires. Une preuve caractéristique en était fournie par l'attitude du clergé catholique qui jouissait en Hongrie d'une très grosse influence; bien que la Commission Electorale Nationale ait autorisé le Parti Populaire Catholique à se présenter aux élections, ce parti se retira peu avant le scrutin, dans le but ouvertement exprimé de ne pas mettre en danger l'unité du «camp bourgeois». Au rassemblement de la droite, le Parti Communiste tenta d'opposer une cohésion plus étroite de l'aile gauche de la coalition. Après de longues discussions, et au milieu d'âpres luttes poursuivies au sein du Parti Social-démocrate, il arriva enfin à assurer que les deux partis ouvriers fassent liste commune aux élections municipales de Budapest.

Au cours de sa campagne électorale, le Parti des Petits Propriétaires prit pour devise la «sainte trinité» de «Dieu, la patrie et la propriété privée».

Le clergé catholique intervenait ouvertement dans la lutte électorale; la circulaire du prince-primat Mindszenty, mélange réactionnaire d'expressions outrageantes pour la démocratie populaire et d'hypocrites phrases religieuses, fut lue dans toutes les églises. La démagogie agraire du Parti des Petits Propriétaires s'accompagnait d'une vaste agitation antisoviétique et nationaliste; les provocations nationalistes se trouvaient encore facilitées par la persécution des Hongrois en Slovaquie, déclenchée en automne 1945 par les nationalistes slovaques.

Les élections de Budapest, à l'issue desquelles la liste d'union communiste-social-démocrate n'avait recueilli que 42% des voix, laissaient déjà prévoir les résultats probables du scrutin national. Aux élections législatives du 7 novembre, le Parti des Petits Propriétaires obtint, avec 57% des voix, la majorité absolue; le Parti Communiste et le Parti Social-démocrate reçurent chacun 17% des voix; le Parti National-Paysan en récolta 7%. Les autres voix, d'un nombre insignifiant, se partagèrent entre le Parti Démocrate-Bourgeois et le Parti Radical.

Les masses révolutionnaires du prolétariat industriel, la grosse majorité des mineurs et une partie considérable des anciens prolétaires agraires de la région transtibiscine votèrent pour le Parti Communiste. Les votants pour le Parti Social-démocrate se recrutaient surtout dans les couches supérieures des ouvriers des grosses entreprises, parmi les artisans des villes et des villages et les groupes libéraux d'intellectuels. La majorité des partisans du Parti National Paysan était formée par les nouveaux propriétaires terriens de la région transtibiscine et de la région d'entre Danube et Tisza, ainsi que par les intellectuels nourris d'idées «populistes». Le Parti des Petits Propriétaires récolta les suffrages de l'immense majorité des anciens petits paysans et paysans moyens, de nombreux nouveaux propriétaires croyants de la Transdanubie, d'une grande partie des intellectuels de droite, de la majorité de la petite bourgeoisie urbaine — de mentalité également fort réactionnaire — et pour ainsi dire de toutes les couches des fonctionnaires réactionnaires, de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers.

Les résultats des élections furent une surprise pour chaque parti. Le Parti Communiste, et les ouvriers et paysans pauvres révolutionnaires groupés derrière lui, furent déçus dans leur attente; ils avaient compté voir se manifester dans les isoloirs les mêmes rapports de forces qui existaient dans le travail d'édification du pays, et dans leurs luttes menées pour les conquêtes économiques et politiques. Consterné, le Parti National Paysan se rendit compte qu'il n'arrivait pas à s'affirmer parmi les masses de la paysannerie laborieuse. Quant au Parti Social-démocrate, après les élections de Budapest, il lui restait encore la possibilité d'imputer à la liste commune la faible proportion des voix recueillies; aux élections législatives, il se présenta donc seul; mais ses téméraires et illusioires espoirs de triompher, comme parti du centre intermédiaire entre

les deux forces extrêmes — communistes et petits propriétaires — n'en furent pas moins déçus.

Les groupes capitalistes, cléricaux, koulaks et bourgeois moyens, prédominants dans la direction du Parti des Petits Propriétaires, avaient — malgré leurs nuances politiques variées, — le but commun d'évincer le Parti Communiste du pouvoir, de briser le Front de l'Indépendance et de rompre avec l'Union Soviétique. Cependant, dès le début, ils durent renoncer à la mise à exécution immédiate de leur projet. La droite avait gagné du terrain, mais — comme la plupart des politiciens du Parti des Petits Propriétaires dut s'en rendre compte — la situation internationale et intérieure n'avait pas changé d'une façon essentielle. Le Parti Communiste et les partis de gauche avaient une emprise considérable sur les masses, et précisément dans les couches politiquement les plus mûres et les plus révolutionnaires du peuple. Les forces armées étaient aux mains des ouvriers et des paysans pauvres — et c'était seulement par une guerre civile qu'on aurait pu les en déposséder. Mais dans cette voie, le Parti des Petits Propriétaires n'aurait plus été suivi par ses masses paysannes; ces paysans laborieux avaient donné leurs suffrages non à un parti se préparant à la guerre civile contre la classe ouvrière révolutionnaire, mais au parti coalisé à cette dernière et censé de défendre leurs intérêts paysans «particuliers». Enfin, l'Union Soviétique était là; la présence de son armée, son soutien sur le plan international rendaient désespérée toute tentative de restauration. L'aile droite de la bourgeoisie ne put que choisir l'autre voie: rester dans la coalition, tirer avantage des positions politiques et des possibilités légales que celle-ci impliquait, entraîner avec elle les alliés qu'elle comptait au sein du Parti Social-démocrate et du Parti Paysan, isoler le plus possible le Parti Communiste, et réaliser le revirement à un moment propice du point de vue international. Ses alliés occidentaux eux-mêmes ne pouvaient lui donner de conseil meilleur.

Ces considérations firent que le Parti des Petits Propriétaires avait déjà, dans la période qui s'écoula entre les élections municipales de Budapest et les élections législatives, accepté la proposition des communistes de maintenir le Front de l'Indépendance et le gouvernement de coalition, quels que soient les résultats numériques des élections. Après de longues discussions entre les partis, le nouveau gouvernement fut formé le 15 novembre: Zoltán Tildy, du Parti des Petits Propriétaires, devint président du Conseil. Sur 18 membres du gouvernement, 9 appartenaient au Parti des Petits Propriétaires, 4 au Parti Communiste, 4 au Parti Social-démocrate, et 1 au Parti Paysan.

Le maintien de la coalition ne changea cependant rien au fait que le Front de l'Indépendance traversa une crise grave causée par cette avance de la droite. Les mois qui suivirent les élections furent particulièrement difficiles pour les communistes et l'aile gauche populaire. Les puissances occidentales qui, jusqu-là, se refusaient à reconnaître officiellement le nouvel Etat hongrois,

se hâtèrent alors de rétablir les relations diplomatiques et déclarèrent triomphalement que la Hongrie était le pays «le plus démocratique» de l'Europe orientale. Les ennemis du pouvoir populaire, enhardis par la victoire électorale de l'aile droite de la coalition, déclenchèrent une vaste offensive. L'avance de la droite fit sentir son effet dans tous les domaines de la vie. A la nouvelle assemblée nationale, la droite avait la majorité. Dans les jours qui suivirent les élections, des manifestations fascistes eurent lieu à Budapest et dans plusieurs localités du pays. Dans le domaine économique, le sabotage capitaliste augmenta. L'exécution des mesures antérieures, prises en vue de soulager les difficultés économiques et d'assurer la démocratisation du pays, s'enlisa de plus en plus par suite de la résistance de l'appareil administratif réactionnaire qui avait recouvré de son assurance politique. Dans les régions politiquement peu avancées du pays, les employés de l'administration publique, horthystes dans leur majorité, suscitèrent une atmosphère contre-révolutionnaire semblable à celle d'avant la Libération. L'avance de la droite menaçait aussi de paralyser l'activité des comités nationaux et d'autres organes populaires. Le Parti des Petits Propriétaires — soutenu par l'aile droite de la social-démocratie — partit en guerre contre la police populaire, dans le but d'évincer les communistes des corps armés. En décembre, le Parti des Petits Propriétaires prépara un projet de loi sur un nouveau système de représentation des intérêts paysans; il voulait y faire de l'Union Paysanne, dirigée par les grands propriétaires terriens, l'organe de représentation des intérêts de toute la paysannerie. Une attaque de grande envergure fut aussi lancée contre la réforme agraire; on revendiqua les terres des nouveaux propriétaires, devant les tribunaux, sous les prétextes les plus divers. En janvier 1946, Mihály Kerék, président de l'Office de la Terre, fort de l'appui officiel du Parti des Petits Propriétaires, tenta de faire adopter par le Conseil National de la Réforme Agraire un décret-programme qui, invoquant les «abus» de l'exécution de la loi de mars 1945, et les «empiètements» des paysans pauvres, s'assignait la révision générale du partage des terres. La grande propriété et le haut clergé, également privés de leurs latifundia, tentèrent de s'attaquer à la réforme agraire en insistant intentionnellement sur les «torts» faits aux koulaks. Ce faisant, leur but — aussitôt dénoncé par le Parti Communiste — était de recevoir des renforts de la paysannerie, pour leur lutte contre la réforme agraire.

Le danger de la situation se trouva encore accru du fait que l'aile gauche populaire était désunie, et que la droite réalisa une avance considérable au sein du Parti Social-démocrate aussi bien que dans le Parti National Paysan. Les éléments droitiers de ces deux partis rendaient leur aile gauche responsable des résultats électoraux inférieurs à ceux qu'ils avaient escomptés, et proclamaient que seule la politique exagérément procommuniste et soviétophile avait frustré leurs partis de la victoire électorale. Ils exigeaient le relâchement de l'alliance avec le Parti Communiste, et une ligne «indépendante» en politique

extérieure et intérieure. Leurs revendications eurent une certaine résonance, car la conception d'une «troisième force» en politique extérieure et intérieure avait trouvé un terrain social plus fertile après les élections; les milieux intellectuels et petits-bourgeois de sentiment démocratique, mais encore éloignés des communistes, étaient, en effet, impressionnés par la rapide avance de la droite. Au slogan de la «troisième force», l'aile droite des partis paysan et social-démocrate — en janvier 1946, par exemple, István Bibó, du parti paysan — chercha aussi à fournir un fondement idéologique. Le fait que cette conception de parti du centre constituant une «troisième force» était idéologiquement tout à fait utopiste, était prouvé par la situation survenue après les élections; la victoire électorale du Parti des Petits Propriétaires proclamant une démocratie «pure», voire «paysanne», avait suscité le danger de la domination des anciennes forces contre-révolutionnaires hongroises. Du point de vue politique, cette conception n'avait, en réalité, aucun autre contenu que la volonté de désorganiser la gauche populaire; ce qui attestait d'ailleurs la pratique de l'aile droite des partis social-démocrate et paysan. Au mois de décembre, l'aile droite sociale-démocrate, invoquant des «intérêts de parti», quitta le Conseil des Syndicats; l'unité Syndicale ne put être sauvée qu'au dernier moment. En maints endroits, le Parti Social-démocrate démit de leurs fonctions les dirigeants de ses organisations locales et ses dirigeants syndicaux qui avaient collaboré avec les communistes. A la nouvelle Assemblée Nationale, les députés sociaux-démocrates de droite jouèrent le rôle d'associés tacites du groupe du Parti des Petits Propriétaires; à mots couverts, les orateurs des deux partis s'offraient à l'envi de reconstituer l'ancien bloc formé en 1943 entre petits propriétaires et sociaux-démocrates, à l'exclusion des communistes. Les dirigeants de l'aile droite du Parti Paysan, Imre Kovács et Ferenc Farkas, entrèrent en négociations avec le Parti des Petits Propriétaires, au sujet de l'adhésion du Parti Paysan à l'Union Paysanne réactionnaire. Ils s'associèrent de toutes leurs forces à la démagogie anti-ouvrière du Parti des Petits Propriétaires et ils s'efforcèrent d'orchestrer de leur mieux le concert des voix chauvines suscité sous le prétexte de «préparer le traité de paix».

Les résultats des élections amenèrent le Parti Communiste à une révision objective des rapports de force politique du pays et à une meilleure estimation de sa propre activité. D'après son analyse, la victoire électorale du Parti des Petits Propriétaires était due surtout à la vieille faiblesse de l'alliance ouvrière-paysanne, ainsi qu'aux difficultés qui retardaient le développement après la Libération (situation économique difficile, approfondissement des antagonismes entre la ville et la campagne, etc. . .). Et le pire ici n'était même pas tant la défection de larges masses de la petite paysannerie et de la paysannerie moyenne, qui ne votaient pas directement pour le Parti Communiste; mais c'était le fait que le grand parti paysan du pays, le Parti des Petits Propriétaires devenait un parti de ralliement, où les masses et dirigeants sympathisant avec

le régime populaire vivaient — pour employer une expression d'alors, «en concubinage» — avec la bourgeoisie, et même avec la gentilhommerie féodale réactionnaire. Le Parti Communiste ne sousestima point le danger que récélait la forte avance de la droite, mais il ne fut pas pour autant pris de panique. Il montra que la grande force numérique du Parti des Petits Propriétaires était en même temps une source de faiblesse: les milieux capitalistes et cléricaux ne sauraient utiliser à leur guise cette force de masses paysannes contre la classe ouvrière et le pouvoir populaire; et tôt ou tard, les contradictions de classe désagrégeraient inévitablement ce parti monstre. Fait décisif: le parti communiste était conscient du grand succès que signifiaient les 800.000 suffrages d'ouvriers et de paysans pauvres qu'il avait recueillis et la prise de position, en faveur de la gauche, de deux millions de travailleurs (la majorité de la classe ouvrière et près d'un million de paysans laborieux), compte tenu de l'état de la société en Hongrie avant la Libération, et de la suprématie, pendant plusieurs dizaines d'années, des forces réactionnaires et fascistes. Ce résultat, s'ajoutant aux rapports de force internationaux favorables et aux positions de force détenues par la classe ouvrière, devait garantir, à l'avenir, la suprématie de la gauche populaire.

La justesse de cette analyse allait être entièrement prouvée par les événements à venir.

L'avance de la droite, en automne 1945, élargit encore l'influence de la bourgeoisie sur les couches moyennes (paysannerie moyenne, intellectuels), et ajouta même, au début, à l'incertitude des nouveaux propriétaires et des couches arriérées de la classe ouvrière. Mais la situation avait aussi un effet tout contraire: dans la mesure où se précisait l'offensive de la droite, se renforça aussi la tendance, parmi les ouvriers et les paysans pauvres, à se rassembler et à défendre leurs intérêts par l'arme redoutable de la lutte de masse.

En novembre-décembre 1945, la situation économique arriva à son point le plus critique. La misère, les privations pendant l'hiver et le déchaînement de la spéculation accrurent rapidement le mécontentement des ouvriers et de la population pauvre des villages.

A la séance du 30 novembre 1945 de la nouvelle Assemblée Nationale, László Rajk, porte-parole du Parti Communiste, présenta les revendications du parti. Il rappela que les partis de la coalition avaient convenu, dès avant les élections, de maintenir le gouvernement de coalition et qu'ils avaient adopté un programme commun des tâches les plus urgentes du gouvernement: améliorer le ravitaillement, briser la spéculation, juguler l'inflation, mettre à exécution l'ancien programme de nationalisation du Front de l'Indépendance, terminer la réforme agraire et épurer l'administration. Le Parti Communiste exigea l'exécution immédiate du programme adopté d'un commun accord; et il prit fermement parti en faveur de la nouvelle tâche d'extrême urgence: la régularisation du statut politique du pays, la proclamation de la République.

Devant les masses exaspérées et poussées au bord de la famine, la droite ne pouvait pas aller ouvertement à l'encontre de ces revendications économiques. De décembre à février, le gouvernement prit toute une série de mesures. Outre la création du Conseil Supérieur de l'Economie, la nationalisation des mines et les dispositions anti-inflationnistes déjà mentionnées, il rendit de nouveaux décrets prévoyant une plus forte imposition des capitalistes, le blocquage de certains produits manufacturés importants, l'extension du système d'échange de produits agricoles par l'Etat et la recherche des stocks excédentaires des paysans riches. Le 15 janvier, toujours sur l'initiative des communistes, entra en vigueur le nouveau contrat collectif, obligeant les capitalistes à payer une partie des salaires en nature. Incapables d'amener des résultats durables dans les conditions de l'inflation, ces mesures économiques avaient pourtant leur importance; elles apportaient une amélioration momentanée à la situation des ouvriers et montraient que, malgré la victoire électorale du Parti des Petits Propriétaires, il existait encore une force capable de s'opposer aux ambitions des capitalistes.

La proclamation de la République, en date du 1er février 1946, fut d'une importance non moins grande du point de vue politique. L'Assemblée Nationale Provisoire réunie en décembre 1944 n'avait pas légiféré quant à la forme de l'Etat. Malgré cela, le nouvel Etat hongrois avait déjà, dans la pratique, un caractère entièrement républicain; la forme républicaine n'attendait, en réalité, que sa sanction parlementaire officielle. La majorité des grands capitalistes hongrois — sans parler des milieux cléricaux, des grands propriétaires et de la gentry — étaient loin d'avoir des sentiments démocratiques et républicains. Pourtant cette question ne souleva pas de luttes politiques aiguës; les larges masses laborieuses approuvaient la forme républicaine et la considéraient comme toute naturelle; le Parti Social-démocrate, le Parti Paysan, et même une bonne partie des dirigeants du Parti des Petits Propriétaires étaient, eux aussi, pleinement d'accord sur ce point. En 1946, la transformation révolutionnaire débordait déjà de beaucoup les cadres de la démocratie bourgeoise; la lutte qu'on poursuivait alors devait, soit consolider et faire progresser la démocratie populaire déjà réalisée, soit rabaisser celle-ci au niveau d'un régime bourgeois. Dans cette situation, entrer en lice contre la République aurait désavantagé l'extrême-droite; il aurait permis aux masses de percer le masque démocratique de ces anciens réactionnaires. De plus, les milieux bourgeois avaient l'arrière-pensée que la loi républicaine, dont le contenu restait bourgeois sous plus d'un rapport, leur servirait à maintenir dans les cadres bourgeois les transformations politiques et économiques. Quant à la «fermeté» de principe de la droite ayant pris position en faveur de la République, le discours parlementaire de Dezső Sulyok, alors membre du Parti des Petits Propriétaires et rapporteur officiel du projet de loi, fut, sous ce rapport, assez révélateur. Il proposa bien la codification de la forme républicaine, mais tout son discours fut dominé par une conception

propre à la philosophie «démocratique» de l'histoire, selon laquelle la forme de gouvernement — monarchique ou républicaine — d'un Etat aurait, en définitive, peu d'importance. Le projet de loi fut aussi adopté par la droite, à l'exception de quelques députés cléricaux, partisans invétérés des Habsbourg, qui votèrent contre. Pour la gauche, la proclamation de la République signifiait, par contre, un grand succès politique: c'était une des premières manoeuvres de sa contre-offensive politique lancée contre la droite en progression.

La proclamation de la République entraînait une modification du gouvernement. Les partis de la coalition avaient, en effet, convenu de présenter le président du conseil Zoltán Tildy à la présidence de la République. Ce projet fut approuvé par l'Assemblée Nationale, et Ferenc Nagy, lui aussi du Parti des Petits Propriétaires, fut élu chef du gouvernement. Jusqu'au mois de mai 1947 — date de son émigration clandestine — Ferenc Nagy resta président du Conseil. Politicien de la paysannerie riche, doué d'un talent médiocre, il avait exercé les fonctions de président du Parti des Petits Propriétaires et dirigea en même temps l'Union Paysanne, «organisation de masse» de son parti. Partisan absolu de l'alliance avec les puissances impérialistes occidentales, il maintenait des relations étroites avec la bourgeoisie urbaine, et même — malgré qu'il fût de religion réformée — avec les milieux cléricaux. Ses vues politiques représentaient une variante du régime bourgeois, réservant une place notable aux paysans riches. «Politicien réaliste» et conséquent de l'aile droite du Parti des Petits Propriétaires, il considérait que la tâche principale de celui-ci consistait à se conserver les masses paysannes et à préserver sa situation de parti de ralliement «pour des temps meilleurs». Aussi, des raisons tactiques les mirent souvent en opposition avec les éléments d'extrême-droite qui croyaient que la majorité électorale leur avait aussi apporté la victoire définitive.

Cependant, au cours des mois qui suivirent les élections, cette «politique réaliste» n'avait encore prévalu ni chez lui, ni chez les autres politiciens petits propriétaires de son genre; ils ne s'y trouvèrent obligés plus tard, par la force des masses révolutionnaires dirigées par le Parti Communiste.

Nous avons déjà dit qu'en automne de 1945, la situation économique catastrophique provoquait le mécontentement sans cesse grandissant des masses laborieuses. Ce mécontentement fut encore alimenté par l'avance politique de la droite; dans les couches les moins conscientes de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, l'accablement et le manque de confiance en l'avenir vinrent aggraver encore le désespoir produit par la misère. A Budapest, dans les régions minières et dans les villes de province, des grèves spontanées, des émeutes, des mouvements anarchiques éclatèrent.

Ces signes de mécontentement des masses, le Parti Communiste les distingua nettement des tendances contre-révolutionnaires des forces de la réaction; il souligna que ce mécontentement des masses ne venait pas du caractère trop populaire de la démocratie, mais de ce qu'elles ne trouvaient pas celle-ci assez

populaire, et estimaient que les réalisations touchant leurs intérêts politiques, et surtout économiques, étaient insuffisantes. Le Parti Communiste décida de se mettre courageusement à la tête du mouvement et de l'orienter dans la bonne voie. Cette tâche fut la grande épreuve de force des attaches entre le parti communiste et la classe ouvrière; elle aboutit à un plein succès: l'action militante des masses laborieuses, et parallèlement des paysans pauvres nouveaux propriétaires, anima la démocratie populaire d'une nouvelle force impulsive.

L'organisation du mouvement populaire et son orientation dans une voie consciente incomba aux communistes, aux organisations locales du Parti. Celui-ci était déjà un parti de masse comptant un demi-million de membres inscrits; à Budapest, le nombre des adhérents montait déjà à 130.000; ce qui signifiait déjà une force imposante par elle-même. Dans les organisations du parti se poursuivait une vie politique active et spontanée, les assemblées et les réunions, très populaires même parmi les travailleurs sans-parti, faisaient figure de réunions publiques d'une très chaude atmosphère. C'est en s'appuyant sur cette force des masses communistes que la gauche populaire remporta ses premiers succès contre la droite. Cette force fut la première à faire comprendre aux réactionnaires — dès les jours qui suivirent les élections — que dans la lutte de masse, les rapports de force se présentaient tout autrement que dans les isoloirs; les groupes fascistes s'aventurant dans les rues furent vite dispersés par les ouvriers communistes. Dans ces semaines et ces mois, les communistes accomplirent un travail d'explication immense; ils se chargeaient courageusement des tâches paraissant momentanément impopulaires, expliquaient l'inopportunité des grèves spontanées et poussaient les ouvriers à se grouper et à persévérer. Les mouvements anarchiques furent de moins en moins nombreux, la lutte se transforma en un combat de masses organisé, de plus en plus vaste. Cette force des masses prolétaires était un argument solide en faveur des premières revendications partielles, économiques et politiques, du Parti Communiste. De plus, le fait qu'on réussit à imposer l'acceptation de ces revendications partielles accrut l'assurance des ouvriers et leur foi dans leurs propres forces.

Bientôt, la province se mit aussi à bouger. Les nouveaux propriétaires se rendirent compte que l'avance de la droite mettait en danger les conquêtes de la réforme agraire. En décembre, à l'assaut des grands propriétaires koulaks revendiquant leurs terres partagées, répondirent en maints endroits à des meetings de protestation. En janvier commenca l'afflux massif des députations se rendant à Budapest. Le 15, venant de Cegléd, se présenta une députation de 100 paysans pauvres; suivirent les délégués paysans d'Áporka, du département de Szabolcs, de Hajduszoboszló, etc. Ces députations se rendirent tout d'abord au siège du Parti Communiste; leurs dirigeants paysans, d'appartenances politiques diverses, trouvaient, en effet, tout naturel de chercher appui auprès du parti communiste, dans leur situation difficile. On leur y fit savoir que le parti et les ouvriers soutenaient leurs revendications. Les paysans pauvres s'en

retournèrent dans leurs villages avec une confiance raffermie. Le mot d'ordre «Nous ne rendrons pas les terres!» parvint, en quelques semaines, jusqu'aux plus lointaines contrées du pays. Et quand, au début de février, commencèrent, à Cegléd, les débats judiciaires d'une action en revendication de terre — mettant en danger le partage d'environ 4.600 hectares de terres aux alentours de la ville — 5.000 paysans résolus se rassemblèrent devant le tribunal.

L'action conséquente du Parti Communiste, et le mouvement de masse animé d'un nouvel élan, ne furent pas sans exercer une grande influence sur les partis de gauche. Les sociaux-démocrates de gauche, et même les ouvriers subissant l'influence de la droite, s'alarmèrent sérieusement de voir comment les éléments d'extrême-droite, bien connus depuis le régime Horthy, s'étaient enhardis. Leur tendance à s'unir plus étroitement aux communistes s'en trouva renforcée; et, parallèlement, la lutte entre l'aile droite et l'aile gauche s'aggrava à l'intérieur du Parti Social-démocrate. Le Parti Paysan subit une influence analogue, à la vue des violentes attaques menées contre la réforme agraire. L'activité des syndicats et des comités d'entreprise connut un nouvel élan. Un processus de différenciation s'ébaucha même à l'intérieur du Parti des Petits Propriétaires; à son aile gauche commencèrent à se rassembler les représentants des petits paysans et des intellectuels démocrates (István Dobi, Gyula Ortutay, etc. . .). Beaucoup de comités nationaux se rallièrent à leur tour au mouvement; les organismes populaires, dont l'activité avait montré une certaine régression avant les élections, reprirent une vigueur nouvelle. Les contours d'une vaste contre-offensive dirigée contre la droite se précisèrent de plus en plus.

En février déjà, le pays retentit de mouvements populaires conscients. Gagnant presque toutes les entreprises et des centaines de villages, ils mettaient en avant des exigences fort variées, mais l'accent y était mis sur les trois principaux objectifs du Parti Communiste: l'exécution des mesures prises contre le grand capital et la spéculation, le refoulement des attaques dirigées contre la réforme agraire et le congédiement des fonctionnaires réactionnaires de l'administration publique qui formaient la troupe de renfort la plus nuisible de la droite. Dans de nombreuses entreprises, les sections des partis ouvriers, le syndicat et le comité d'entreprise congédièrent, de leur propre autorité, les éléments fascistes. Le 12 février, les traminots de Budapest firent une grève d'avertissement de cinq minutes, pour protester contre un article fort réactionnaire paru dans le quotidien «Kis Újság» organe du Parti des Petits Propriétaires. Le sermon provocateur que le cardinal Mindszenty avait prononcé le 10 février et la manifestation de droite organisée sous son effet, eurent pour réponse le 13, une grève de protestation de 10 minutes, à laquelle participèrent tous les ouvriers de Budapest. Le 1er février à Sárbogárd, le 2 à Hajdúböszörmény, des manifestations de masse réclamèrent le congédiement des fonctionnaires réactionnaires. A Veszprém, la FÉKOSZ organisa un grand meeting, où l'on

vint de tout le département, pour protester contre les attaques subies par la réforme agraire. Le 14, une manifestation de masse eut lieu à Hódmezővásárhely. A l'issue des «verdicts populaires», en plusieurs localités les ouvriers et paysans pauvres protestataires procédèrent, de leur propre chef, à l'éloignement des fonctionnaires réactionnaires. Des actions populaires analogues se déroulèrent le 16 février, à Battonya, avec la participation des trois partis de gauche, le 17 à Nagykőrös, organisée par le Parti Communiste et le Parti Paysan, le 18 à Mezőkovácsháza, etc. . . Le meeting de masse des nouveaux propriétaires de Karcag déclara, dans sa résolution: «Gare à ceux qui toucheraient à notre terre!» Le 20 février, 15.000 travailleurs manifestèrent à Pécs, puis plusieurs milliers à Győr, à Szombathely et à Szeged.

Rapidement, les rapports de force se déplacèrent au profit de la gauche. Le 16 février, le Parti Communiste exposa ses nouvelles revendications à un grand meeting organisé au Palais des Sports; et notamment: la nationalisation des mines de bauxite, des puits de pétrole et des mines de minerais, la gestion, par l'Etat des quatres usines d'industrie lourde les plus importantes, le contrôle par l'Etat des banques; la participation des représentants des syndicats à l'oeuvre d'épuration de l'appareil administratif, et enfin: l'exclusion des éléments de droite réactionnaires du Parti des Petits Propriétaires.

Le 20 février, des négociations commencèrent entre les partis. Le Parti des Petits Propriétaires repoussa les revendications des communistes. Alors la lutte de masse redoubla d'intensité et atteignit son point culminant. Dans la région de la Tisza, il n'y eut guère de commune où, pendant ces semaines, des manifestations populaires n'eussent pas lieu. Même dans les régions politiquement moins avancées (en Transdanubie, dans le département d'Abaúj, etc. . .), les manifestations, les verdicts populaires et les décisions antiréactionnaires des comités nationaux se succédèrent. En de nombreuses localités, des comités populaires extraordinaires se formèrent pour contrôler l'exécution des revendications locales. Un trait important de ce mouvement fut la participation, en beaucoup d'endroits, des partis de gauche, et même des nouveaux propriétaires et dirigeants locaux d'esprit démocrate affiliés au Parti des Petits Propriétaires.

Aux premiers jours du mois de mars, le Parti Communiste entama des négociations avec les dirigeants du Parti Social-démocrate et du Parti National Paysan, et proposa une cohésion plus étroite entre les partis de gauche et les syndicats, ainsi que la création d'un Bloc de Gauche à l'intérieur du Front de l'Indépendance. Cette proposition fut adoptée par les dirigeants de gauche de ces partis, dont les larges masses poursuivaient déjà à ce moment une lutte active; et dans ces circonstances, l'aile droite du Parti Social-démocrate et celle du Parti Paysan ne purent que s'y résigner. Le 5 mars, les représentants du Parti Communiste, du Parti Social-Démocrate, du Parti National Paysan et du Conseil des Syndicats formèrent le Bloc de Gauche. Dans leur manifeste

commun, ils prirent position en faveur des nouvelles nationalisations, de l'épuration — sous contrôle ouvrier — de l'administration publique, et de l'exclusion de la droite du Parti des Petits Propriétaires. Le Bloc de Gauche annonca en même temps qu'il appellait le peuple travailleur de Budapest à participer, le 7 mars, à une manifestation de masse destinée à soutenir ces revendications.

La constitution du Bloc de Gauche eut aussi pour effet de mettre en mouvement les représentants de l'aile gauche du Parti des Petits Propriétaires qui étaient en train de s'organiser. Dans leur déclaration rendue publique le 6 mars, ils précisèrent: «1. Les démocrates progressistes du Parti des Petits Propriétaires font cause commune avec le Parti Communiste Hongrois, le Parti Social-démocrate et le Parti National Paysan dans leur lutte impitoyable contre la réaction. 2. Nous demandons et attendons de la direction de notre parti qu'elle engage immédiatement cette lutte contre le groupe réactionnaire de notre parti, et tire sans délai les conséquences qui, à leur égard, s'imposent.»

Les milieux réactionnaires prirent peur. Redoutant la manifestation annoncée à Budapest, ils firent courir le bruit que les communistes préparaient un coup d'état et la proclamation de la dictature du prolétariat. Pour offrir moins de prise aux attaques, la droite fit rapidement des concessions dans certains domaines et le président du Conseil Ferenc Nagy déclara que le Parti des Petits Propriétaires était prêt à renoncer à ses revendications de révision de la réforme agraires.

Le 7 mars 1946, les ouvriers de Budapest descendirent dans la rue. Plus de 300.000 travailleurs — c'est-à-dire l'immense majorité du prolétariat de la capitale et toutes les couches progressistes de la population — participèrent à la manifestation du Bloc de Gauche; elle fut l'une des plus grandes démonstrations de masse depuis la Libération. Ce meeting monstre se déroula entièrement sous la direction politique et les mots d'ordre du Parti Communiste. Place des Héros, Mátyás Rákosi, Árpád Szakasits et Péter Veres haranguèrent la foule. Dans son discours, Mátyás Rákosi fit ressortir l'importance de l'action des masses populaires, fit connaître les revendications du Bloc de Gauche, et ajouta: si les revendications de la gauche n'étaient réalisées, cette démonstration serait suivie d'autres, encore plus énergiques.

Cet imposante levée du «poing prolétaire» de Budapest décida de l'issue de la lutte. Le 8 mars, le Bloc de Gauche présenta ses revendications au Parti des Petits Propriétaires, exigeant de lui une réponse nette jusqu'au 12 mars. Le 12, le Parti des Petits Propriétaires accepta les revendications du Bloc de Gauche et exclut de ses rangs ses 21 députés d'extrême-droite les plus en vue.

Luttes politiques et économiques durant les mois de préparation de la stabilisation

Les luttes de masse de janvier-mars 1946 constituèrent la plus importante intervention directe des ouvriers et des paysans pauvres dans la lutte politique, depuis la Libération. Cette expérience laissa des traces indélébiles dans les masses — et aussi dans la conscience de la bourgeoisie. Elle rapprocha plus étroitement les partis de gauche, renforca, dans leur sein, les partisans d'un front unique avec les communistes, et aida ainsi tout le Front de l'Indépendance à traverser sa période la plus critique. Son influence fut non moins grande sur les masses de petits paysans et sur la couche intellectuelle démocrate du Parti des Petits Propriétaires. Après mars 1946, une vive discussion idéologique s'éleva entre le Parti Communiste et le Parti des Petits Propriétaires au sujet de la paysannerie. Les politiciens de droite du Parti des Petits Propriétaires défendirent avec acharnement le slogan de «l'unité paysanne», reconnaissant ainsi en réalité, d'une façon sous-entendue, que cette «unité paysanne» de droite, créée par leur parti, était déjà en décomposition.

Cependant, la victoire du Bloc de Gauche ne décida pas de l'issue finale de la lutte, et elle fut encore loin de signifier la défaite décisive de l'aile droite du Parti des Petits Propriétaires. La lutte de classe et les luttes politiques continuèrent de s'aggraver. Pourtant, la période allant de mars 1946 au mois d'août de la même année, ne fut marquée par aucun nouveau conflit politique important; elle fut caractérisée par des escarmouches locales, certes plus violentes que jamais, mais aussi par un certain équilibre des forces et une guerre de position dans les questions principales. En mars et avril, le Parti Communiste remporta de nouveaux succès politiques partiels, en juin et en juillet, ce fut au tour de la droite bourgeoise d'en remporter. Dans les questions de plus grande portée, on se contenta de compromis.

Les succès de la gauche se manifestèrent par les événements suivants: l'aile droite du Parti Paysan fut obligée de sonner la retraite au congrès de mars du parti; en avril, le Parti Communiste obtint que le Bloc de Gauche devienne un organisme politique permanent; l'UFOSZ, l'organisation de masse des nouveaux propriétaires se constitua; toujours en avril, une délégation du gouvernement hongrois se rendit à Moscou, pour démontrer le raffermissement des liens avec l'Union Soviétique; celle-ci prolongea le délai de payement des réparations. Les procès des principaux criminels de guerre croix-fléchées et horthystes s'achevèrent sur des sentences radicales; les organisations contre-révolutionnaires locales issues de milieux fascistes et cléricaux, furent sévèrement réprimées; bien qu'avec lenteur, la mise à exécution des revendications de mars du Bloc de Gauche commenca; l'épuration de l'administration publique se poursuivit avec la participation des syndicats et des comités nationaux; l'Assemblée Nationale promulgua les nouvelles nationalisations et le contrôle de l'Etat sur la Banque Nationale.

Cependant, l'acceptation des exigences du Bloc de Gauche n'était considérée, par l'aile droite de la bourgeosie, que comme un repli provisoire. Le mouvement de masse révolutionnaire avait refroidi ses folles espérances politiques; il l'amena à baser ses projets plus exclusivement encore sur un changement de la situation internationale du pays, sur le retrait des troupes soviétiques après la conclusion du traité de paix et sur l'aide des puissances occidentales. Les députés d'extrême-droite exclus du Parti des Petits Propriétaires et qui, depuis février déjà, s'étaient montrés mécontents de la direction de Ferenc Nagy — accusé par eux d'impuissance pour n'avoir pas profité des possibilités offertes par la majorité électorale — formèrent en avril un nouveau parti sous le nom de «Parti de la Liberté». Le constitution de ce parti fut autorisée au mois de juillet par la Commission Interalliée de Contrôle. Le Parti de la Liberté, Dezső Sulyok en tête, était en réalité une formation néo-fasciste; malgré sa phraséologie «démocratique», ceci apparut aussitôt au travers de la composition de ses effectifs: ses meetings provocateurs étaient fréquentés par les fonctionnaires mis à pied, hier encore croix-fléchées et fascistes, les anciens officiers, et les petits-bourgeois réactionnaires des villes. La bourgeoisie continuait à voir dans le Parti des Petits Propriétaires le dépositaire de ses projets. Pour elle, le parti de Sulyok n'était bon qu'à détourner sur lui, par ses obstructions parlementaires et ses réunions provocatrices, les coups que la gauche aurait portés à l'aile droite du Parti des Petits Propriétaires.

De mai à juillet, la droite raffermit provisoirement son influence sur les masses. C'étaient les derniers mois de l'inflation, les plus lourds de souffrances, quand les ouvriers n'étaient plus soutenus que par l'espoir d'arriver bientôt au terme de leurs privations. Dans certaines couches peu avancées de la population laborieuse se manifestèrent des courants réactionnaires et fascistes; en plusieurs endroits, — le 20 mai à Kunmadaras, à Miskolc à la fin de juillet — le mécontentement aboutit à des pogroms antisémites. En mai, dans l'intérêt de la stabilisation, le gouvernement avait été obligé d'émettre un nouveau décret sur les livraisons obligatoires, plus rigoureux que le précédent; de plus, le principe de la progressivité ne s'y affirma pas suffisamment, du fait de l'intervention du Parti des Petits Propriétaires. Sur l'exigence du Parti Communiste, la proportion des livraisons devait plus tard être modifiée à l'avantage des nouveaux propriétaires, mais pour l'instant, la démagogie agraire s'en trouva alimentée à nouveau, d'autant plus qu'il fallait encore s'attendre à une récolte des plus mauvaises.

Dans cette situation, la bourgeoisie tenta une nouvelle attaque; fin mai, le Parti des Petits Propriétaires présenta au Bloc de Gauche un mémorandum, exigeant qu'on procède sans délai aux élections communales, ainsi qu'à une nouvelle répartition des positions dans la police et les autres organismes du pouvoir, suivant la proportion des voix recueillies en automne 1945.

Le Parti Communiste se rendit compte que, pour la gauche, le moment n'était pas venu d'engager une lutte politique de quelque envergure. Aussi s'efforca-t-il de sortir de la crise, ou tout au moins de la reculer par un compromis. Le Bloc de Gauche se déclara prêt à cèder certaines positions, non pas aux petits propriétaires «chaussés de souliers vernis», mais aux paysans petits propriétaires, et à organiser les élections communales dès que la situation économique du pays le permettrait; en attendant, le gouvernement devrait prendre des dispositions en vue de préparer la loi électorale. Après ces propositions, au début de juin, la crise de la coalition se trouva provisoirement apaisée. L'aile droite du Parti des Petits Propriétaires se garda — on verra plus tard, pour quelles raisons — de trop tirer elle-même sur la corde. Elle préféra s'employer à évincer l'aile gauche, encore faible, de son parti; les partisans du ralliement avec la gauche furent exclus des organes directeurs du Parti des Petits Propriétaires. Quelques semaines plus tard, une nouvelle crise menaça du fait de la loi électorale et de celle concernant la représentation des intérêts de la paysannerie, lois qui attendaient d'être promulguées. Cette menace de crise se trouva dissipée par le voyage en Occident d'une délégation du gouvernement. Au début de juin, le gouvernement hongrois avait reçu une invitation des puissances occidentales à se rendre en visite officielle en Angleterre et aux Etats-Unis. L'aile droite du Parti des Petits Propriétaires et celle du Parti Social-démocrate avaient, depuis longtemps, déjà, oeuvré à obtenir cette invitation, espérant contrebalancer ainsi l'effet politique du fructueux voyage à Moscou. Aux yeux de la droite, le voyage en Occident servirait à démontrer le raffermissement des liens avec les grandes puissances capitalistes; mais pour les larges masses, — Mátyás Rákosi faisant partie de cette délégation — il attesta plutôt de la consolidation de la situation internationale de la démocratie populaire.

La guerre de position politique était, en réalité, dominée par deux facteurs essentiels: le traité de paix et la stabilisation économique.

Après les infructueuses négociations de septembre 1945, la conférence des ministres des Affaires Etrangères, réunie en décembre à Moscou, avait enfin abouti: l'Union Soviétique et les puissances occidentales s'étaient mises d'accord sur les principes fondamentaux des traités de paix à conclure avec les anciens Etats satellites de l'Allemagne. Au début de mai 1946 s'était ouverte une nouvelle conférence des ministres des Affaires Etrangères, qui travailla à la préparation directe des négociations de paix de Paris. Bien que de nombreux points litigeux (les réparations italiennes, la navigation sur le Danube, etc. . .) fussent restés en suspens, on avait fixé au 29 juillet la date de l'ouverture des négociations de paix.

Comme nous l'avons déjà dit, la bourgeoisie hongroise baisait ses principaux espoirs politiques sur un changement de l'orientation de la politique étrangère du pays après la conclusion de la paix. Elle entendait se libérer au

plus tôt des restrictions «désagréables» que lui avait imposées la convention d'armistice, ainsi que la Commission Interalliée de Contrôle soumise à la direction soviétique. Elle n'ignora cependant pas le rôle décisif que l'Union Soviétique jouerait dans la conclusion du traité de paix avec la Hongrie. Cette considération l'amena à adopter une attitude de «modération» et la fit s'abstenir de provoquer une situation trop tendue sur le plan international et intérieur. Le Parti Communiste et la classe ouvrière révolutionnaire trouvaient, au fond, leur lutte facilitée par l'état d'armistice, mais celui-ci leur imposait aussi — en Hongrie, et plus encore en Bulgarie et en Roumaine, pays politiquement plus avancés — des limites multiples et de plus en plus gênantes. Le défaut de souveraineté absolue, et le fait que la convention d'armistice reconnaissait aussi aux puissances occidentales le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de ces pays, freinait l'accomplissement de progrès sur la voie de la démocratie populaire. Au commencement de l'été de 1946, une aggravation marquée de la lutte politique aurait rendu plus difficile la conclusion du traité de paix, que réclamaient d'ailleurs — dans des buts diamétralement opposés, il est vrai — les deux forces principales en présence: la bourgeoisie et le prolétariat.

Pendant cette période, la situation économique du pays évolua au travers de nombreuses contradictions. L'inflation, dont la marche s'était trouvée provisoirement freinée par les mesures prises en décembre et janvier, prit au mois de mai une allure plus précipitée que jamais. Ainsi, au lieu de la favoriser, elle entravait désormais l'oeuvre de reconstruction. La circulation fiduciaire, la vitesse de circulation du pengő atteignirent des chiffres astronomiques, dépassés seulement par la hausse vertigineuse des prix. A partir de mai, la valeur du pengő était presque égale à zéro; de sorte qu'on ne pouvait plus assurer la circulation monétaire qu'avec le pengő «fiscal». La disparition des denrées dans le commerce, la spéculation sur les marchandises, l'or et les devises, envahissaient peu à peu toute la vie économique. La spéculation prit des proportions énormes; pendant que les travailleurs étaient aux prises avec les pires difficultés du ravitaillement, des douzaines de wagons de denrées alimentaires quittaient chaque jour le pays, par les différents canaux du commerce frauduleux. Le salaire réel des ouvriers et des employés continuait à baisser. Les nouvelles conventions collectives avaient obligé les capitalistes à payer les salaires en nature, ou à verser, au prix courant, l'équivalent d'une certaine quantité de calories. Elles amenèrent bien un soulagement passager — mais une amélioration durable n'en résulta que dans les entreprises produisant des articles de consommation, qu'elles pouvaient échanger directement avec la population rurale. Mais là où cette solution ne pouvait être appliquée, où l'on payait donc en «salaire-calories», le salaire réel restait inférieur, en mai 1946 au quart, et en juin au dizième des salaires de juin 1945. Au cours des dernières semaines, quelques heures après la paye, le salaire ne suffisait plus à acheter un kilo de

pommes de terre. Les travailleurs avaient atteint à la dernière limite des privations et des efforts.

Et cependant, d'imposants résultats marquaient déjà, au printemps 1946, les progrès de la reconstruction. Dans les branches d'industrie les plus importantes — métallurgie, textile, charbonnage — la production avait augmenté. Les accords commerciaux conclus avec l'Union Soviétique, puis dans la première moitié de 1946 avec la Tchécoslovaquie, la Roumaine, la Pologne, et dans une mesure moindre avec certains pays capitalistes, commencèrent à produire leurs effets. Grâce au travail à façon d'une valeur de 15 millions de dollars, commandé par l'Union Soviétique, le pays constitua d'importants stocks de textiles. Dans le cadre de l'accord commercial soviéto-hongrois, la Hongrie livrait, jusqu'au printemps de 1946, des marchandises d'une valeur de 3 millions de dollars, et recevait en contrepartie une valeur de 11 millions de dollars, ce qui équivalait pratiquement à un credit de marchandises de 8 millions de dollars. L'Union Soviétique accorda aussi une aide précieuse en prolongeant, au mois d'avril 1946, le délai des livraisons au titre des réparations de 6 à 8 ans. De grands résultats avaient aussi été obtenus sur le plan du rétablissement des transports; de plus, la nouvelle récolte était imminente, et après la conclusion du traité de paix, on pouvait aussi espérer le retour d'au moins une partie des biens hongrois que les Allemands avaient emportés en Occident. Les conditions de la stabilisation commençaient donc à exister.

A plusieurs égards, les capitalistes de l'industrie commençaient à se trouver eux-mêmes intéressés à l'arrêt de l'inflation. L'influence économique de la bourgeoisie industrielle repose essentiellement sur la production capitaliste; or une inflation aussi rapide, des conditions tout à fait anormales même au sens bourgeois, menaçaient de désorganiser les conditions primordiales de la production. La bourgeoisie industrielle qui, en automne et en hiver 1945, s'était nettement refusée — pour des raisons surtout politiques — à contribuer à l'arrêt de l'inflation, modifia à présent son attitude, du moins dans une certaine mesure. Non sans raison, elle redoutait de provoquer l'action — plus énergique encore qu'au mois de mars — de la classe ouvrière révolutionnaire.

La bourgeoisie industrielle reconnaissait donc elle aussi la nécessité de la stabilisation. Cela ne signifiait naturellement pas qu'elle fut prête à soutenir le projet de stabilisation du Parti Communiste. Tout au contraire, elle faisait tout pour faire prévaloir sa propre conception, qui consistait essentiellement en un plan d'assainissement financier basé sur un emprunt contracté en Occident et se limitant à la politique monétaire de l'Etat. Ce plan de redressement financier, destiné à stabiliser les conditions capitalistes, reposait en fait sur le sable. Les Etats-Unis étaient bien disposés à consentir un certain prêt, mais non pas à la Hongrie démocratique. Dans leurs notes faisant allusion aux charges que signifiaient les réparations, ils préféraient rendre l'Union Soviétique res-

ponsable de la situation économique du pays. En réalité, la chose se présentait ainsi: la valeur totale des livraisons au titre des réparations ne constituait qu'une fraction des versements stipulés par la convention d'armistice et échus juqu'en avril 1946, soit 11 millions de dollars environ; si l'on en déduit le prêt soviétique en marchandises d'une valeur de 8 millions de dollars, les dépenses effectives ne dépassaient donc pas 3 millions de dollars. Il est vrai que le ravitaillement des troupes soviétiques imposait aussi des charges économiques — mais les puissances occidentales retenaient, en Allemagne de l'Ouest, des biens hongrois équivalant au multiple de la valeur des réparations. Fait significatif, quand la question de ces biens fut soulevée au Parlement par le Parti Communiste, des bancs de l'aile droite du Parti des Petits Propriétaires, des interrupteurs crièrent: «Ils y sont en lieu sûr!» Même le stock d'or de la Banque Nationale, d'une valeur d'environ 30 millions de dollars, que les Allemands avaient emporté en Occident, ne fut restitué par les puissances occidentales qu'en été 1946, après les réclamations réitérées de l'Union Soviétique et du gouvernement hongrois.

Les tentatives d'immixtion de l'Occident impérialiste échouèrent grâce à l'appui de l'Union Soviétique — et les ambitions de la bourgeiosie hongroise furent déjouées par l'action conséquente du Parti Communiste et par la force des masses de gauche. En avril, le Parti Communiste concentra ses forces sur le terrain économique, et porta à l'ordre du jour l'accomplissement de la stabilisation par les seules ressources du pays. Tous les autres problèmes furent subordonnés à la solution de cette tâche, considérée comme la plus urgente. Les propositions communistes, fixant au 1er août 1946 la date d'émission d'une monnaie stable, furent accueillies avec un extrême soulagement par toutes les couches de travailleurs. Aux meetings de masse que les partis de gauche et le Bloc de Gauche organisèrent en avril et en mai à Kaposvár, à Debrecen, etc. . ., des centaines de milliers de gens exigèrent la mise à exécution du projet communiste d'assainissement financier. La conscience de la fin prochaine des plus dures privations remplit de force et de confiance les hommes les plus exténués, et empêcha que la désespoir et la misère fassent de larges masses des proies des courants réactionnaires. La bourgeoisie, voyant l'échec de ses propres conceptions, fit retraite; elle espéra alors que le projet communiste, irréaliste à son avis, échouerait, ce après quoi elle trouverait de meilleures conditions pour réaliser ses propres objectifs.

Effectivement, en aucun pays, la stabilisation monétaire n'avait jamais été mise à l'ordre du jour au milieu de conditions aussi mauvaises. Les spécialistes bourgeois avaient raison de dire que sa réalisation serait impossible avec les méthodes capitalistes courantes. Les dispositions devaient embrasser non seulement les finances publiques proprement dites, mais au fond toute la vie économique, l'ensemble du système des prix et des salaires, la totalité des organismes bancaires et les principaux domaines de la production. Mais un autre aspect du problème, négligé par ces «experts», était que cette intervention

grandiose devenait possible grâce aux puissantes positions d'autorité de la classe ouvrière, et aux organismes de contrôle de l'État et de contrôle ouvrier déjà existants, ou qui devaient être créés dans la phase préparatoire de la stabilisation.

Le projet de stabilisation du Parti Communiste était fondé sur la conception parfaitement réaliste que voici: en 1946, le revenu national du pays atteindrait 60% de celui de 1938; pour les besoins des finances publiques, il en faut retrancher une part relativement importante — à cause des dépenses nécescitées par les réparations et la reconstruction — qui correspond au montant des charges de l'Etat en 1938. Malgré cela, il est entièrement possible de réaliser une échelle de prix et de salaires telle, que le salaire réel des ouvriers atteigne 50% du niveau de 1938; les charges de l'Etat doivent être couvertes avant tout par l'institution et la stricte observation d'un système fiscal approprié. Le rétablissement de l'agriculture se poursuivant à une allure plus rapide que celui de l'industrie, il est inévitable d'en venir à un éventail des prix des produits agricoles tel que puisse être maintenu l'équilibre entre le pouvoir d'achat paysan et la quantité de produits fabriqués disponibles. Une des parties essentielles du projet était la détermination de la masse monétaire émissible sans danger d'une nouvelle inflation; en août, elle fut fixée à 260 millions de forints, et on comptait la porter à 1 milliard au maximum, à la fin de l'année.

En avril, le Parti Communiste constitua un comité spécial financier d'assainissement. Ses tâches — dont une partie considérable incomba au Conseil Supérieur de l'Economie — furent étudiées en détail. En juillet, on constitua le Bureau des Matières et des Prix qui procéda au calcul des prix des produits essentiels et au contrôle des relations de prix. On publia de nouveaux décrets sur les contributions: celui déjà mentionné, réglementant les livraisons à l'Etat, un autre sur la contribution foncière des propriétés bâties, montant à 80% de la valeur locative des maisons de rapport, etc. . . Pour l'élaboration et la solution des tâches particulières, des sous-commissions furent constituées auprès de chaque porte-feuille ministériel. Tenant compte du niveau projeté des salaires, les syndicats passèrent de nouveaux contrats collectifs avec les groupements patronaux. En vue d'assurer le succès de la stabilisation, un vaste mouvement social se déclencha avec la participation des adhérents des partis ouvriers, des comités d'entreprises, de l'Union Démocratique des Femmes Hongroises et des organisations de la jeunesse de gauche. Des comités de défense du forint (la nouvelle monnaie), des organismes de contrôle populaires, etc. . . se constituèrent dans tout le pays. L'allure vertigineuse de l'inflation contribua elle-même, sous plusieurs rapports, au succès de la stabilisation. Du fait, par exemple, que la masse monétaire avait perdu, pour ainsi dire, toute sa valeur, il résulta que la conversion des billets ne nécessita que peu de forints, de sorte que la nouvelle monnaie émise joua le rôle d'un crédit de l'Etat. Dans la dernière période, les capitalistes n'ayant pas jeté leurs marchandises sur le

marché, ceci augmenta l'importance des stocks. Ainsi, au milieu de l'attente impatiente des travailleurs, déjà au bord de la famine, arriva enfin le 1er août — et la stabilisation remporta une victoire totale.

Sources

Felszabadulás 1944. szeptember 26. — 1945. április 4. Dokumentumok hazánk felszabadulásának és a magyar népi demokrácia megszületésének történetéből. (Összeáll. Dér László, Mayer Mária, Szabó Éva.) [Libération. 26 septembre 1944—4 avril 1945. Documents relatifs à l'histoire de la libération de la Hongrie et de la naissance de la démocratie populaire hongroise. (Réd. par —)] Budapest, 1955. 512 p. 14 tabl. 2 c.

M. Somlyai: *Iratok a tiszántúli szegényparasztság földosztó törekvéseiről 1945-ben.* [Documents relatifs aux efforts de la paysannerie pauvre dans les contrées d'au delà de la Tisza en faveur de la réforme agraire de 1945.] Történelmi Szemle, 1958. t. 1. No 1—2. pp. 221—234.

1949. évi népszámlálás. (Kiad a) Központi Statisztikai Hivatal 1—6. köt. [Le recensement de 1949. (Publ. par) — t. 1—6.] Budapest 1950.

Magyar Kommunista Párt iratanyaga 1944—1946. [Recueil de documents du Parti Communiste Hongrois 1944—1946.] A Magyar Szocialista Munkáspárt Párttörténeti Intézete. Archivum.

Nemzeti Parasztpárt iratanyaga 1945—1946. [Recueil de documents du Parti national paysan 1945—1946.] A Magyar Szocialista Munkáspárt Párttörténeti Intézete. Archivum.

A Magyar Kommunista Párt határozatai. 1944—1948. [Les décisions du Parti Communiste Hongrois. 1944—1948. (En manuscrit)] A Magyar Szocialista Munkáspárt Párttörténeti Intézete. Archivum.

Littérature

J. Révai: *Élni tudtunk a szabadsággal.* Válogatott cikkek és beszédek 1945—1949. [Nous avons su profiter de la liberté. Articles et discours choisis 1945—1949.] Budapest, 1949. 687 p.

D. Nemes: *Magyarország felszabadulása.* [La libération de la Hongrie.] Budapest, 1955. 256 p.

J. Paál—A. Radó: *A debreceni feltámadás. Krónikás könyv az Új Magyarország megszületéséről.* [La résurrection de Debrecen. Chronique sur la naissance de la nouvelle Hongrie.] Debrecen, 1947. 384 p.

S. Tóth: *A szovjet hadsereg felszabadító hadműveletei Magyarországon.* [Les opérations libératrices de l'armée soviétique en Hongrie.] Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből. Budapest, 1955. pp. 89—121.

B. Balázs: *A demokratikus tömegmozgalom kibontakozása és a népi forradalmi szervek megalakulása a felszabadult Magyarországon.* [Le développement du mouvement de masse démocratique et la formation des organes populaires révolutionnaires dans la Hongrie libérée.] Századok, 1957. t. 91. No 1—4. pp. 297—325.

I. Révész: *Az ideiglenes nemzetgyűlés és az ideiglenes nemzeti kormány megalakulása Debrecenben.* (1944. december 21—22.) [La constitution de l'assemblée nationale provisoire et du gouvernement national provisoir à Debrecen. (21—22 décembre 1944.)] Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből. pp. 123—142.

B. Balázs: *A nemzeti bizottságok szerepe népi demokráciánk létrejöttében.* [Le rôle des comités nationaux dans la formation de notre démocratie populaire.] Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből. pp. 155—236.

Gy. Szekfü: *Forradalom után.* [Après la révolution.] Budapest, 1946. 207. p.

Gy. Szekfü: *Az értelmiségiek átállása a felszabadulás idején.* [Le ralliement des intellectuels à l'époque de la libération.] Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből. pp. 282—291.

M. Somlyai: *Az 1945-ös földreform néhány kérdéséről.* [A propos de certaines questions de la réforme agraire de 1945.] Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből. pp. 237—281

Z. Varga: *Debrecen szerepe a földreformért folytatott harcban a felszabadulás után.* [Le rôle de Debrecen dans la lutte pour le réforme agraire après la libération.] Acta Universitatis Debreceniensis, III/1. 1956. pp. 145—172.

Á. Varju: *Az 1945. évi földbirtokreform eredményei és jelenlegi állapota.* [Les résultats et l'état actuel de la réforme agraire de 1945.] Valóság, 1947. t. 3. No 3. pp. 170—182.

M. Somlyai: *Turkevei szegényparasztok küzdelme a földért 1945—1946-ban.* [Les luttes des paysans pauvres de Turkeve pour la terre en 1945—1946.] Századok, 1957. t. 91. No 5—6. pp. 716—750.

I. Friss: *A magyar népgazdaság fejlődése a felszabadulás óta.* (I. A felszabadulástól a hároméves terv kezdetéig.) [Le développement de l'économie nationale depuis la libération (I. Depuis la libération jusqu'au commencement du plan triennal.)] Közgazdasági Szemle, 1954. t. 1. No 3. pp. 263—283.

T. Földi—Gy. Ránki: *A Szovjetunió gazdasági segítsége az újjáépülő Magyarországnak (1945—1948.)* [L'aide économique fournie par l'Union Soviétique à la Hongrie en reconstruction (1945—1948.)] Tanulmányok a magyar népi demokrácia történetéből. pp. 373—398.

1944—1945. Adatok hazánk tízéves gazdasági fejlődéséről. (I. A magyar nemzetgazdaság háborús kárai a második világháborúban.) [Documents relatifs à l'évolution économique de la Hongrie pendant dix années. (I. Les dégâts de guerre de l'économie nationale hongroise pendant la deuxième guerre mondiale.] Közgazdasági Szemle, 1954. t. 1. No 3. pp. 359—362.

S. Ausch: *Az 1945—1946. évi infláció és stabilizáció.* [L'inflation et la stabilisation de 1945—1946.] Budapest, 1958. 189 p.

Рождение венгерской народной демократии

М. ЛАЦКО

Резюме

Статья дает обзор рождения венгерской народной демократии, историю ее первых месяцев, последовавших за освобождением.

Из глубины, в которую контрреволюционный режим и германский фашизм ввергли страну, она была поднята освободительной войной Советской Армии. В странах, освобожденных англо-американскими войсками от германской оккупации, господствующие классы немедленно приступили к оттеснению поднявшихся во время войны демократических народных движений, к восстановлению своей власти. В Венгрии это произошло другим образом: Советская Армия своей освободительной борьбой уничтожила самую существенную часть венгерского фашистского государственного аппарата, в первую очередь вооруженную силу реакции; ее появление и оказанная ею поддержка имели результатом развертывание в крупных масштабах демократического народного движения рабочих, трудящихся крестьян и прогрессивной интеллигенции.

Во главе народного движения стояла коммунистическая партия; в освобожденных местностях немедленно образовались легальные организации коммунистической партии и они взяли в свои руки организацию новой жизни. Созданные по их инициативе народные органы приняли местную власть и руководство общественной жизнью. Коммунистическая партия оказалась единственной политической силой страны, подготовленной к перевороту, исход войны подтвердил ее политику, только она имела творческую программу и необходимую энергию, чтобы мобилизовать трудящиеся массы на осуществление этой программы — поэтому внимание народа было обращено к коммунистам, от них ждали указаний.

В начале декабря 1944 г. — как продолжение возникшего еще в условиях подполья Венгерского фронта — был создан Венгерский национальный фронт независимости, сплотивший под руководством коммунистической партии старые оппозиционные антифашистские партии и профсоюзы. Программа Фронта независимости была национальной, демократической, антифашистской программой, содержавшей также отдельные требования, направленные против монополистического капитала. Она наметила целью создание новой венгерской государственности, демократическое преобразование страны и включение страны в международную борьбу против фашизма. Это была такая программа, которая наряду с трудящимися классами создала и антигерманскую часть буржуазии заинтересованной в национальном сплочении сил.

После образования Фронта независимости поднялась борьба за создание нового демократического строя. В декабре 1944 г. — при поддержке Советского Союза — в Дебрецене образовались демократическое Национальное собрание и Временное правительство; в скором времени правительство заключило перемирие с Союзными Державами; при помощи быстрых мероприятий оно обеспечило демократические права; оно приступило к восстановлению производительных сил ввергнутой в бездну голода страны и 18 марта 1945 г. оно провозгласило декрет о земельной реформе, быстрое осуществление которой прекратило господство системы крупного земельного владения в Венгрии.

Все эти достижения осуществлялись при активном, революционном участии рабочего класса и трудящегося народа. До создания центральной власти и администрации новое венгерское государство опиралось на местные национальные комитеты; на заводах рабочие создавали заводские комитеты, которые становились основными двигателями производительности труда и вместе с тем контролирующими буржуазию рабочими органами; земельная реформа также была осуществлена при активном участии трудящихся крестьян, Комитетов требования земли.

В целях осуществления программы Фронта независимости и правительства велась острая борьба не только против свергнутых классов крупных капиталистов и крупных помещиков, а также против буржуазного правого крыла национального сплочения сил; на эти первые месяцы, однако, наложили свою печать руководящая роль коммунистической партии, единство действия коммунистической и социал-демократической партий, и на основе этого мощная руководящая роль рабочего класса.

István Széchenyi

by

I. Barta

I — His career

A strange incident happened at the meeting held on October 12th, 1825, by the Upper House of the Hungarian Diet, during the debate on an address to be delivered in reply to some Royal recommendations: one of the members — a young magnate wearing the uniform of a captain of hussars — got up and declared his support for the oppositon-minded motion from the Lower House. Even more striking, he made his speech in Hungarian. For very many years — for centuries perhaps — Hungarian words had not been uttered in that House, and visitors watching the session rightly felt that the incident was the beginning of a new era. A few weeks later, on November 3rd, the same young captain, in a short speech, took a momentous initiative in the Lower House debate on national education and promotion of the use the Hungarian language and offered, in a few plain words, one year's income from his estates for the purposes of a 'Scientific Society' to be founded. His offer was worth 60 000 florins, and the cause was embraced with so much enthusiasm that, by the time the Diet wound up its work, a fund of more than a quarter of a million florins has been realized from contributions, a special Act passed, and an outline of the future statutes drafted, all this for the speedy establishment of the Hungarian Academy of Sciences.

Historians usually refer to the above two incidents as an overture to what is being called the 'Reform Era' in Hungarian history, while the hero, as it were, of these events — Count István Széchenyi — was in the last hundred years or so remembered by his countryman as «the greatest of the Magyars» — an epithet bestowed upon him by his great political antagonist in later years, Lajos Kossuth. Széchenyi's move was a truly historic initiative, for, like some miraculous wellhead, it became the source of a vast stream of creative ideas, schemes and actions that in the end reformed Hungary into a modern nation. The fact that, of all classes, it was a member of the landed aristocracy — anti-progressist and devoid of national feeling in its majority — who became the pioneer of Hungary's revival, economic, social and national, goes to show how devious and entangled the course of social progress is, and how irrepressible the forces are which with the iron logic of the laws of nature impel the best part

of mankind to work for the benefit of all mankind and, within the same, of the narrower community represented by their nation. If nothing else than the opportunities open to him according to his class background is taken into consideration, the young Széchenyi's career could hardly have followed any other course, than that which would lead him into the service of the dynasty, either by rising slowly in the hierarchy of the army or by obtaining a leading post as a government official, even at the risk of turning in this capacity against the interests of his own country — the experience of some two centuries showed that this was the rule, with very few exceptions. The Hungarian aristocracy, even in Széchenyi's time, gave — as a compensation for its great wealth — to the nation mostly reactionary statesmen — men like Fidél Pálffy, Ignác Eötvös, or György Apponyi; it produced but a very small number of people who followed the course chosen by personalities who paid attention to the command of historical progress — men like István Széchenyi, Miklós Wesselényi, József Eötvös and Lajos Batthyány. Széchenyi, like other great historic figures, owed his greatness as a history-shaping personality to his ability to recognize — though not in their fullness — the needs of the society of his country as well as of his time, and to the fact that he employed his brilliant intellectual powers and energies for the satisfaction of these needs. Széchenyi rose to greatness at those moments of his life, and in those sections of his public activity, when and in which his endeavours met those requirements. As a counterpart, his conflicts arose from his failure — due largely to his class background — to appreciate consistently, and identify himself fully with, the dictates of those historical targets.

What were the demands of historical progress in the Hungary of the young Széchenyi's time? By the beginning of the nineteenth century, various bourgeois revolutions had in several European countries broken up the feudal pattern of society, while the economic boom that accompanied the Napoleonic wars gave considerable stimulus to the growth of productive forces even in countries which, like Hungary, had passed through no revolution as yet. During the boom, in spite of the limitations imposed by its feudal social pattern, in Hungary, too, commodity production increased, advanced agricultural methods in large and medium estates spread, the beginnings of capitalist industry manifested themselves, a nucleus of industrial and commercial capital and, consequently, at least the core of a bourgeois class were formed which might have constituted the basis for the capitalist transformation of society. However, such development was greatly restricted, even during the boom period, by Hungary's total dependence, economic as well as political, on Austria; and when, about 1818, the boom came to an end, the marketing of the products of an agriculture that had been boosted during the wars met with growing difficulties, and, soon enough, the crisis which had been maturing for a long time, was knocking at the door with great force. Hungary's agricultural

production was uncompetitive on European markets because of the low farming standard and poor quality — results of the feudal mode of production (statute labour) —, of the incredibly neglected state of the roads in the country, and finally, owing to the customs system adapted to Austrian interests. Any attempt to make production more profitable called for investments; but these were made impossible — besides the Austrian tariff policy strangling money circulation — by the powerful obstacle of the feudal institution of entailed landed property, this institution paralyzing the landowners in raising loans at other than usurious interest. Industry was bound by the fetters of the guild system, and capitalist investment was made extremely difficult by a complete want of legal security, the absence of a universal system of commercial law. But the plight of the peasantry was the most sinister indicator showing the rapid deepening of the crisis of feudalism, a crisis which had long been in the making. The period of boom brought no benefits to this class save to the well-to-do peasants; on the other hand, the peasantry as a whole suffered from a sort of enclosure policy practised by the landlords, under various pretexts, in an attempt to increase their corn-fields and grazing-lands (for wool). The natural process of the parcelling up of small plots of land in villein tenure went on unabated, rapidly swelling the ranks of cotters; exploitation both by the State and by the landowners steadily became worse; and as a result of all these factors a feeling of frustration and bitterness grew stronger and stronger in the peasantry. Under the existing feudal structure of society, these evils were past remedy, and the crisis entered into its final stage. It became imperative to find a way out of feudal conditions, and this inevitable conclusion impressed itself upon all persons who, discarding their prejudices, were making persistent efforts to get to the root of these evils. It was this firm belief in the necessity of reforms that guided the actions of the young magnate who, from the 1825—1827 Diet onwards, was searching for a way out of the crisis, at first gropingly, then with ever keener awareness.

István Széchenyi was born on September 21, 1791, in Vienna. His ancestor had risen out of obscurity about a century and a half before: György Széchenyi, later Archbishop of Esztergom, as well as his younger brother Lőrinc were ennobled in 1629. The prelate, who reached a patriarchal age (he died at the age of 103), availed himself of the customary ways and means of the time — imperial largesse, loan transactions, purchases, etc. — to amass for his brother and the descendants of the latter an enormous fortune, to which, in 1697, in favour of his nephew György and his descendants, the rank and title of counts was added. In Hungary's successive wars of independence against Austria during the seventeenth and eighteenth centuries, the Széchenyis sided with the Habsburg dynasty to a man. Archbishop György consolidated the gains made by the Counter-Reformation, while Pál, Archbishop of Kalocsa, of the second generation, made his name known through his efforts to promote a reconciliation

between the insurrectionist Prince Rákóczi and the dynasty. György, the man who was raised to the rank of count, was a soldier, and his only son, Zsigmond, was a prototype of the aulic magnate. His descendants all held up the line of pro-Habsburg loyalty. His grandson Ferenc grew up as a man of the same mental make-up, with the difference that the fundamentally aulic traits of his personality found a significant addition through his enlightened erudition and his varied scientific interests. He took office under Joseph II's anti-Hungarian regime because he viewed the emperor's reform projects as a move towards the Enlightenment's conception of progress; later on, however, he tendered his resignation, and sympathized with the national resistance movement, only to recoil in horror at the bloody reprisals which followed the collapse of Abbot Martinovics's republican movement. A book collector, he patronised the literature in Hungarian and readily supported every good cause. In 1802, he founded the National Museum, but gradually retired from public life and, to satisfy his brooding mind, turned to religious romanticism. He married Countess Julia Festetich, sister of György Festetich, who founded the 'Georgikon', Hungary's first agricultural college; their fifth, and last child was István.

The type of education István Széchenyi received in the family residence was the conventional aristocratic education of the time, unsatisfactory from the point of view of the national idea as well as from that of general educational standards. The experiences gained during the years in the army could not make up for the deficiencies of his educational background. Széchenyi entered the army at the age of 17, in 1808; he saw the remaining years of the Napoleonic Wars in active service, was at Győr where the French routed the Hungarian troops, and distinguished himself as liaison-officer for the Austrian General Staff at the battle of Leipzig which proved fatal for Napoleon. After the exertions of the Napoleonic Wars he took a well-deserved rest in occupied Paris in the spring of 1814. A mission to Italy followed, after that a brief spell of rest at Nagycenk, the seat of the family estate, then the seething bustle and the pleasures of the Congress of Vienna, and continual love-affairs — light intrigues and great storms of passion — which again and again upset the inner world of the high-strung young cavalry officer. He began to show signs of surfeit, of disillusionment, and made efforts to obtain release from this shallow way of life and to fill up the bewilderingly wide gaps in his education. Entries made in his diary at that time indicate that the ferment had already started in the deep recesses of his mind showing great promises for the years to come. There was still a long way to go — through many fresh impressions and disappointments — till the decisive change took place. His continued service in the army after the end of the wars was mere formality: most of the time Széchenyi was on leave, making journey after journey into Italy, France and England, then a longish trip to the Near East — in order to cure himself of lovesickness

and to get away from unresolved domestic troubles. These journeyings stood him in good stead, enabling him to improve his mind and widen his knowledge of economics and acquire an insight, political and social, all of which, when combined with the experiences and needs of the Hungarian political scene, were soon to accustom the ambitious young magnate to systematic thinking and stimulate him to action.

Obviously, the experience he obtained on his various trips abroad went a long way towards opening Széchenyi's eyes to the backwardness of his native country and played an important part in the system of projected reforms he gradually built up over the years. However, historians have yet to establish the proper extent of the significance of these experiences. Széchenyi, it is known, was not cosmopolitan — far from that, he would often mercilessly chastise fellow-magnates who rejected Hungarian national ways and affected foreign manners. He also recognised the defects in the social systems of the bourgeois states of the West (for which he had high appreciation); yet he was aware that during the process of the rise of Capitalism these nations had built up a vast store of experience which, if studied and properly applied to Hungarian conditions, might considerably lighten the process of transforming Hungary into a modern country. Széchenyi aimed at utilizing the experiences accumulated in the fields of politics, economics and industrialization by a society which at that time marched in the van of human progress; there is nothing to be ashamed of about this endeavour of Széchenyi — this is, rather, a point for which he deserves credit, an adequate valuation of which must not be omitted in any Marxist profile of Széchenyi. It was precisely because of his familiarity with these experiences that Széchenyi was not a perplexed and helpless man as he came face to face with the realities of his country, when he realized, by degrees, the real state of affairs in Hungary; it was these experiences that prompted him, before other Hungarians, to try to find a remedy when the symptoms of the fatal sickness of feudal society began to multiply in Hungary.

For neither an easy-going life at the court, nor his many travels abroad could conceal from Széchenyi's inquisitive, observant eye the realities of Hungary: a period of service with the Debrecen garrison, a trip through Transylvania and, last but not least, the affairs of his own property gave him a familiar knowledge of the country and its people, of the landowner as well as of the peasant and the soldier. The fastidious tastes of the high-born gentleman filled him with an instinctive abhorrence not only of the wretched peasant, but also of the myopic nobleman and the uneducated, supercilious soldier; yet some native attachment drove him irresistibly towards them and made him aware of a sense of responsibility for their destinies in the name of, and also for, the members of his class, who for centuries past had neglected their duties towards their country. The deepening crisis, the worsening slump,

gave him an insight into the economic troubles of his country, while his close friendship with the militant reformer Baron Miklós Wesselényi brought his political views closer to domestic problems until, through the resistance movement of the years 1822—1823, he became irrevocably involved in them. The Vienna government tried to raise taxes and to levy more soldiers without consulting the Diet, its action was therefore unconstitutional. The counties resisted, some of them refused to comply with the ordinances, and in a few counties the military had to be brought in to break the resistance. Széchenyi, while sympathizing with the nationwide movement, nevertheless recognized its fundamental weakness in the fact that it upheld a constitution which assured freedom for the few while perpetuating slavery for the millions. From now on, entries appear in his diary with increasing frequency in which he criticises the involuntary relation between Austria and Hungary, at the same time censures Hungary's antiquated feudal constitution and the nobility which latter refuses to pay taxes and clamours for freedom while grinding the peasant down. "Is Hungary a free nation?" he asks in one passage and follows up with the answer: "By the righteous God, no! The nobleman is a free man; yet the peasant is enslaved." "Trying to vindicate this anti-liberal Constitution is not a very noble thing to do", he wrote in another entry. "The issue in question concerns 400 000 persons who assert their immunities and privileges in defiance of ten million people, of whom no mention is ever made in the Diet." The resistance of the Estates succumbed to force, but it scored one important gain: the government forbore any attempt to rule the country through open autocracy, and the king convoked the Diet to meet in September 1825, for the first time in 13 years.

The long Diet of 1825—1827 failed to bring in any reforms that would make the slightest breach in the antediluvian structure of the feudal Establishment. Still, it was of great significance, for the impassioned fight by which the Estates successfully defended the feudal constitution in the face of Vienna's absolutist ambitions brought two results: on the one hand, it strengthened the national feeling throughout Hungary, and, on the other, ensured the survival of institutions — the Diet and local country government — which not long afterwards could become the cradle of a movement for political and social reforms. Thus the Diet, despite the fact that in its actions it was characterized by questions concerning feudal grievances, was able to render good services both for the cause of national independence and for that of bourgeois reforms, and it has rightly been referred to by historians as the first milestone on the road to national independence. And if the proceedings at this Diet did not, in actual fact, portend much of the changes that were imminent, nevertheless, there were straws in the air, namely: the "infection" of Liberalism — the new gospel of the rising new order of things — was spreading steadily among the members of the Diet as well as among the visitors at its sessions, even though

in the process the new idea suffered some characteristically feudal distortions. In the National Club — one of Széchenyi's pioneering establishments — lords and deputies debated ways of national improvements, spiritual as well as material; police spies were sniffing about for revolutionary ideas among enthusiastic young persons connected with parliamentary life; and news of the activity of the opposition at the Diet gave chancellor Metternich, watchdog of European order, many a restless night. It was another step forward when the Diet came round at last to digging up the grandiose reform projects that had been drafted by the committees of the 1790—1791 Diet, ordered them to be revised and placed on the agenda of forthcoming diets, thereby setting both the subject and the course for the political effervescence of the coming decade. The most signal achievement no doubt was the foundation of the Hungarian Academy of Sciences, because this act gave a powerful stimulus to the national revival movement in just that department in which, less hampered by aristocratic egotism and foreign interests, it had made some impressive advances so far — in the department of national culture, language and literature.

The 1825—1827 Diet was of no lesser importance from the point of view of Széchenyi's own political development. This period was decisive for his future: his interest in national matters, which had from time to time and with varying force broken through the day-to-day surface of his society life over the past ten years, became in these years the dominant trait of his intellectual make-up. It was in these years that he took the decision once and for all to dedicate himself to the advancement of his country. Now it became a reality that the vast treasure of knowledge gained on earlier and recent travels and from intensive reading, combined with an insight into the problems of the country, crystallised in Széchenyi's mind into a programme of practical action in which the questions at issue were no longer viewed from the angle of a country-house but in a wider, European, perspective, with due consideration to the requirements of universal progress. The great change was marked by some conspicuous facts, too: Széchenyi resigned his commission (for the last twelve years he had been consistently by-passed in the course of promotions, anyway); and about this time he established close ties of friendship with Crescencia Seilern, the youthful and virtuous wife of old Károly Zichy, Vice-President of the Royal Chamber (Treasury); for about ten years as a selfless friend, and afterwards as his devoted wife, the young woman would be the chief source of inspiration, encouragement and spur for the man who set out to accomplish tasks that demanded superhuman efforts.

"I have tried to sow the good seed", Széchenyi wrote in his journal after the Diet was prorogued, while, in summing up the meagre results, he was toying with the idea of committing suicide because it seemed to him as though he had been striving to arouse a dead nation and he did not want to be part of a decaying organism. However, this mood of romantic brooding soon passed,

and dejection gave way to a rush of feverish activity. He soon realised that parliament can only be like the political system of the kind of society it represents — therefore one would have to change the pattern of society itself. The first step towards this goal would have to be: to get people together to talk things over, to organize them in a kind of political centre, to seek a solution for the problems through a "friction between minds" and to persuade and convince of the necessity of making sacrifices those persons, above all, who by dint of their wealth and high standing in feudal society were both morally obliged and in a position to make sacrifices for the public welfare. He intended to turn the National Club into such a "friction-between-minds" centre, and, on the dissolution of the Diet, got it transferred to Pest and by canvassing among the aristocracy managed to boost its membership to several hundreds. He meant to work for the same end by propagating horse-races. This was a long cherished idea of his — he arranged horse-races in Vienna and Pozsony (Pressburg) as early as 1826 and, one year later, in Pest. In the same year he wrote a booklet entitled *Lovakrul*, (Of Horses) in which he urged his countrymen to promote horse-breeding, then a rather neglected pursuit in Hungary, by holding out to them a prospect of fat profits. By 1830, the drive bore fruit in the Hungarian Society of Stock-breeders, predecessor of the Hungarian Agricultural Association (Magyar Gazdasági Egyesület). All this time, he also enthusiastically paved the way for the actual creation of the Academy, pressed for the construction of a bridge that would link Pest with Buda, concerned himself with the establishment of a Hungarian theatre, and drew up plans designed to relieve Hungarian wine-growing from the ruinous state into which it had been allowed to lapse. Nor did he lose sight of the crucial problem of all efforts tending to unite the nation's forces, of the plight of the peasantry: while engaged in writing *Hitel* (Credit), the book in which he laid the foundation of his system, he concluded, in 1829, a long-lease agreement with the serfs of his Nagycenk estate, a document which could serve as a first step towards a readjustment, in a progressive spirit, of the relationship between landowner and serf. The force that held together all these seemingly separated efforts in a coherent whole was his striving to advance public welfare, and all these efforts pointed decidedly towards the unification of forces. "Disunited, frittered away," he wrote in a letter at the period, "the most profound patriotism is bound to be ineffectual. For my part, I intend to fulfil my duty with respect to public welfare, by. . . concentrating the various endeavours aimed at promoting the same, the random patriotic efforts. . ." His early initiatives were meant to serve this end and it was this programme he laid down in his fundamental work, *Hitel* at the beginning of 1830, whose impact shook with the force of an earthquake the whole system of obsolete ideas and prejudices entertained in Hungarian minds concerning the time-honoured constitution of the country and the feudal establishment.

In reviewing the significance of *Hitel,* bourgeois historians in the last hundred years, have often fallen into the error of viewing Széchenyi's initiative as severed from its historical context, regarding *Hitel* as the unique product of a burst of the history-making genius, and they were unconcerned about the fact that such an approach would reduce even the birth of the reform movement to a mere historical accident. This was not the case: the necessity of transformation had for many decades been developing in the womb of society; the tension which had been building up unceasingly between the growing productive forces on the one hand and the backward relations of production, on the other, the rising cost of living and the insuperable difficulty of preserving the inner equilibrium of feudal society gave the finest minds of the nobility food for thought and also found written expression in several pioneering literary works. Széchenyi, therefore, was no lone giant; and *Hitel* was not ahead of its time — on the contrary, it gave expression precisely to what was the imperative historical necessity of the period in question: the necessity, nay inevitability, of change. Nothing could show more convincingly that Szécheny's book sought and gave an answer to living, painful, problems, and that contemporary Hungarian society was alive to these problems and expected just such an answer to them, than the effect that *Hitel* produced: it inflicted wounds and elicited stormy protests, calling forth at the same time ardent enthusiasm. It brought to daylight the struggle which had long before started in the depths of economic-social forces and made it a contest between people, between political parties.

Biographies of Széchenyi and comments on his activity would fill a library; and the bulk of the voluminous literature is made up of reviews and interpretations of *Hitel.* This is not surprising, for this work is the basis, the point of departure and the backbone of Széchenyi's whole system of reforms. The book itself will not be reviewed in any detail here; as for an appreciation of Széchenyi's programme of reforms, this follows in the second part of this paper. It is a fact that *Hitel,* in dealing, apparently, with but one of the many problems of transformation — that of the absence of a credit system — as well as the closely associated problem of entail, grapples with the bourgeois transformation of Hungary, digging down to its root, and develops a train of thought which in a chain of reasoning encompasses the whole problem of national revival, moral as well as material, in almost every matter of detail. Apart from dealing with the fundamental issue as referred to by its title, *Hitel* merely outlines the tasks that it suggests ought to be carried out. At this early date, Széchenyi avoided discussing in detail questions that had a bearing on the delicate issue of feudal privileges, as he was loth to hurt the feelings of compatriots; but he planned to elaborate the details of the reform project in quick succession. But the way he writes, in the closing chapter of *Hitel,* of "shaking off the shackles of an obsolete and rusty system" and the "emancipation of all our compatriots and the granting to them of civic rights," and propounds,

after the example of England, "the equal extension of the constitution to cover every inhabitant of this country," makes it clear that, even at this early date, at the time of writing *Hitel*, Széchenyi had a complete bourgeois transformation in view — a process which would, naturally, take a long time to evolve, step by step and on the basis of persuasion and voluntary adherence, and would therefore leave much to be desired from the point of view of radicalism.

The reception of *Hitel* exceeded all his expectations. That it should have drawn forth a spate of criticism from his fellow-aristocrats was no surprise to him. He had foreseen that. All the greater was his delight at the favourable impression which his book made upon the modest press of the time, upon a section of the landed nobility, the intelligentsia and, above all, the youth. What was more, his enemies attributed to him that, allegedly, peasants too, had *Hitel* read out to them, and that the revolutionary mood was spreading throughout their ranks under the impact of the book. Indeed, *Hitel* was read by a multitude of people, and for several months following its publication one new edition after the other had to be brought out. Széchenyi, however, could not pause to enjoy the success of his book. At the end of June 1830, he boarded a boat designed by himself, and set out on a trip down the Danube, in order to find out the obstacles that hampered Danube navigation and to get under way the works of the Danube river regulation project, which after an earlier start had come to a standstill. His voyage ended at Constantinople, whence he returned by an overland route at the end of October, in time to attend the meetings of the Diet which started its session on September 8th. The short Diet, holding its meetings in the atmosphere created by the July Revolution in France, did not consider any reforms (the debate on the great reform projects was postponed until the next Diet would meet), and the taxes and new army levies were granted without much difficulty. And for several months from the end of the year, Széchenyi's attention was engaged in writing his reply to the most important of critiques assailing *Hitel*, Count József Dessewffy's *A Hitel cimü munka taglalatja* (An Analysis of the Book entitled Credit). His reply — *Világ* (The World) — appeared at the beginning of July 1831.

By writing *Világ*, Széchenyi was compelled to depart from his original plan of work; but this departure was not a useless one. In his new book, he not only successfully defended the authority of *Hitel* by confuting, one by one, all the arguments advanced by his eminent antagonist and at the same time destroying the common charges brought against him profusely by other adversaries; he also made a new and more clear-cut exposition of several of the basic propositions of *Hitel :* national consciousness, unification around a centre, accumulation of national wealth, improvement of the general cultural level, and, as a basic prerequisite of all, freedom, which was diametrically opposed to

feudal privilages and villeinage; — there are the keynotes of the doctrine expressed in *Világ*. By expounding them Széchenyi made another great stride forward in his effort to build up among the nobility a public opinion favourably disposed to reform.

Yet a rapid and sweeping success of *Világ* was thwarted by some serious circumstances which arose during the months following its publication. The cholera, which had started in India and swept across Russia, reached Hungary in the summer of 1831. The rather primitive and inconsistent measures adopted by the authorities failed to halt its devastating spreading, and the failure of the local administration provided an opportunity for the population of the most affected north-eastern counties to rise and attempt to shake off the feudal yoke which had become quite intolerable. The end of July saw the outbreak in that region of the greatest and most violent peasant rising in Hungarian history, and a large army force had to be called in before the upheaval could be checked. This bloody warning made a profound impression upon the nobility and drove home to increasing numbers of people the necessity of social reform. Széchenyi was filled with bitterness at the breakdown of the antiquated state machinery, but, being a through-and-through reformer, he was able to see what was beneficial in the rising. "The cholera", he wrote to Gábor Döbrentey, "will have had some extremely good consequences, for it is impossible that it should not have aroused in many people at least a thirst for improvement... The ancient Constitution is creaking with a loud noise that will be heard by even the infatuated anti-reformists and obstructers of the march of Time... and if it could be that at the price of some 300 000 to 400 000 human lives we may have bought the ability to chart out the course for the Spirit of Time ourselves and to emancipate every inhabitant of our Magyar Homeland, then I should say that I do not consider it too hard a bargain." At the same time he also wrote to Wesselényi saying that the greatest calamity might promote national advancement, since the epidemic may make the enemies of progress see reason and force them to make concessions. If this would not be the case, then the flail and the scythe — i. e. the peasant revolution — would obtain by violence more than he thought was necessary. These revelations of his mind — which could not be caught by the censor — show us that at this time, at the start of his career as a reformer, Széchenyi, in spirit, was willing to accept far greater sacrifices in order to win the emancipation of the serfs than those proposed in his cautiously-phrased works.

The year 1831 brought other great successes for Széchenyi, besides his *Világ*. The Club flourished; the bustling life of Pest and Buda at carnival time supplied ample indication to the effect that the twin-cities on both banks of the Danube were indeed about to emerge as the unified capital of Hungary; the first general assembly of the Academy was held in February; in the spring, the first regular steamboat service was started on the Danube between Vienna

and Pest; at the end of the year, Széchenyi was elected as a member of the Managing Council of the City of Pest. About the same time, he entered the public life of the county, and his first activity was to give a powerful stimulus to the drive for the creation of a permanent Hungarian theatre company by publishing a lengthy pamphlet entitled *Magyar játékszinrül* (Of a Hungarian Theatre) and through his committee activity. The promotion of a long-cherished idea — the erection of a permanent bridge over the Danube to connect Pest with Buda — fitted in well with his county committee activity. In February 1832, he called into existence the "Bridge Association" within the Club, won the support of the country for the cause, and, in August, accompanied by Count György Andrássy, left for England to gather practical experience which might prove useful in promoting the erection of the bridge. Early in 1833, the pair of them submitted a detailed and business-like report on the results of their trip. This report contained what was the first serious challenge to feudal privileges by suggesting that a toll be taken for the use of the projected bridge from every person crossing it, noblemen not excepted. The fate of the bridge was decided in the Diet: Act 26 of 1836 translated the fine scheme into reality, although the contract with the capitalists providing the funds was not concluded before the beginning of 1839.

Throughout this period of bustling activity, Széchenyi relentlessly pursued his work on his system of reforms. Through the autumn and winter of 1831, he did complete a new book in which he summarised the most urgent tasks that were to be achieved to promote a bourgeois transformation of Hungary. The book — entitled *Stadium* — bore a strong impress of having been written under the impact of the great peasant rising. In it, the author submitted for consideration twelve proposals for new bills in which he gave such a bold outline of the necessities of development — abolition of entail, right of the serf to possess land, equality before the law, general and proportionate sharing of taxation, etc. — that the censor, who had proved himself indulgent enough before, dared not let it pass. The authorities stopped the printing of the book, and so this vitally important writing had to be printed abroad, and copies of it smuggled into Hungary, running the risk of being seized by order of the censor.

Thus, Széchenyi's *Stadium* could only belatedly and with diminished force fulfil the purpose intended by its author. The book was designed (if it had appeared in time) to exercise a beneficial, stimulating effect upon the new Diet, which now gave its attention in earnest to the reforms. After a delay of one year, the Diet met in December 1832, its agenda including the much revised nine reform projects which had been repeatedly postponed over a period of forty years. It was with much zeal that Széchenyi threw himself into the work of the Diet. Not that he had great expectations concerning the reform projects which he long regarded as outdated. Back in October 1831, he had referred

to them as being "light and barren" and written about them to Baron Wesselényi as follows: "I cannot get over these nine Latin books, which have not a foundation-stone in them, not half an ounce of philosophy! I shudder. And if the present threat, and the thumping of some flails, have not opened the eyes of certain people who are blind from birth, then bad times lie ahead of us indeed. There is, however, a great deal of work that can — and must — be done at the present juncture, and to work for a quiet, peaceful future of happiness — that is the most sacred duty which we noblemen are called upon to fulfil." Thus Széchenyi was determined — where social reforms were concerned — to push the Diet beyond the scope of the actual projects. He wanted to organize members of the Diet into a club for progress, but his efforts foundered on the indifferent attitude of the majority of deputies. Seconded by Wesselényi and several other progressive-minded magnates, he put up a spirited fight against the overwhelming conservative majority of the Upper House for the promotion of Hungarian as the official language, but showed much the same determination in opposing pressure from the Lower House majority to bring up an endless line of national grievances, because this pressure, if not resisted, would have meant the postponement until a distant future date of the debate on the Statute Labour Bill so crucial for many burning problems affecting the peasantry. He made exception for only one issue: he fought relentlessly in the Upper House to get a special memorandum submitted to the crown on the religious grievances of Protestants. When, after several months of parliamentary struggle, the bill got stuck in the Upper House, Széchenyi, disappointed, left Pozsony and for the remaining three years of this Diet, was very seldom seen in the House, mostly on occasions when his favourite subjects — the Danube regulation or the Suspension Bridge — came up for debate. But his spirit was kept alive in the Diet by people who, led by Kölcsey, Bezerédj and Deák, pressed for the improvement of the peasant's lot in protracted debates on Statue Labour. The arguments advanced in *Hitel* greatly influenced the attitude taken by the Lower House, which, by voting for the manumission compensation, and by offering legal guarantees safeguarding the person and the property of the serf, went far beyond the concessions made in the original draft of the Bill. As a result, the government was compelled to resort to fraudulent practices and force to reduce the progressive-minded majority, in order to get the bill rejected.

The immediate reason which caused Széchenyi to leave the Diet getting drowned in endless spouting, was his appointment by the king on 30 June 1833 as royal commissioner for the regulation of the lower reaches of the Danube. For several years afterwards, the grandiose project claimed most of his attention. On obtaining his appointment he set out immediately for the Lower-Danube region, went ahead, in collaboration with Pál Vásárhelyi, on drawing up the plans, then launched work on building a road in the riverside rockwall.

Meanwhile, early in September, he found time to go up by steamboat to Szeged, giving the admiring population of the Tisza river region their first glimpse of this wonderful creation of human ingenuity. The winter brought a new trip to England: he went there together with Vásárhelyi to study riverside rock-blasting technique and to order more ships for the expansion of Danube navigation which was to extend its operation as far down as the Black Sea. And by next summer the rocky shoals were being blasted out of the river bed all along the lower reaches of the Danube, gangs of labourers were building the road that was cut across the rockwalls of Kazán Strait, and on November 1st, 1834, the way was open for the first ship to pass down the river bed which had been partly cleared of rocks. This operation, of proportions that seemed fantastic under the actual conditions of Hungary, produced quite a sensation in the West; a British traveller wrote in his book that this work reminded him of the gigantic undertakings of the Romans.

In spells between two trips to the lower reaches of the Danube, Széchenyi found time and opportunity to devote his energies to his earlier initiatives — horse-races, the National Club, the Academy, the long drawn-out matter of the Hungarian theatre, and the bridge were constant concerns with him. His restless, creative spirit found newer and newer fields of activity. As he wanted to make Buda and Pest (later united into one city) the centre of Danube navigation, he set in motion, in 1835, projects for building a shipyard at Óbuda and a winter harbour at Pest, and drafted a scheme for training Hungarian shipbuilding and repairing workers. A steam-mill at Sopron and a cylinder-mill at Pest, as well as the foundation of the Sopron and Vas County Mulberry Society, were, in part, the fruits of Széchenyi's initiative. (With a pamphlet entitled *Selyemrül* (Of Silk), he won nationwide popularity for silkworm breeding.) His drive showed some flagging towards the end of the decade. This was partly due to the tension that was accumulating between the government and the nation, and which culminated in the imprisonment of the young parliamentarians Lajos Kossuth and Baron Miklós Wesselényi. The strained political situation affected Széchenyi too, inasmuch as financial support was withdrawn from the Lower-Danube regulation project. Széchenyi was deeply disturbed about this change in the political line of the Vienna government and about the persecution of liberal movements, since he could not conceive of the great work of national reform being accomplished unless in accord with the government. His fears gave way to confidence only when the 1839—40 Diet, besides passing a number of progressive reforms, such as manumission compensation, Bills of Exchange Act, etc., succeeded after a long and persistent struggle in winning release from jail for the victims of political trials of a few years before. The preparation and proceedings of the Diet as well as its achievements and several related developments led Széchenyi to believe that the government abandoned the policy of repression and intimidation and was willing to co-op-

erate with the nation in carrying through the reforms. He was gratified by this change of direction in the government's policy, for it seemed to bring within easy reach the realisation of his most fervent wish — the realization of the inevitable reforms in a process of peaceful evolution, by comparatively slow stages, instead of through a bloody revolution. At least that was what Széchenyi thought, and it was this illusion above everything else that would determine his attitude during the next decade and bring him into conflict over many a fundamental matter with the ever-rising surge of the progressive movement he had helped bring into being.

At this stage, however, during the months following the prorogation of the Diet, there was no indication as yet of the tragic conflict. To Széchenyi, standing on the elevated point of popularity to which his nation raised him in appreciation of a decade and a half of untiring effort, the horizon looked bright. During that period of one decade and a half — especially since the publication of *Hitel* — he was elected honorary sheriff of several counties, made honorary freeman of a number of towns; clubs conferred upon him honorary memberships; diplomas, gold feathers and other honours were showered on him; writers and poets vied with one another to immortalise his merits, and his portraits were hung up in the meeting-rooms of county halls. His steadily-growing popularity reached its zenith in two events that occurred in 1840, after the prorogation of the Diet. One event took place on St. Stephen's Day while he was celebrating his fête-day at his residence at Nagycenk, on which occasion Ferenc Deák, heading a group of prominent opposition politicans, wished the reformer many happy returns of the day; the other occasion came on November 18th, when the general assembly of Pest County Council gave him a standing ovation as Kossuth, recently released from prison, called his future antagonist "the greatest of the Magyars." "Why do you raise me to a high place where I cannot possibly keep a foothold?" Széchenyi asked his eulogist, as though he had a foreboding that from this high peak his path was bound to lead him downhill.

After the Government and the Diet reached agreement, on April 30th, 1840, concerning the political prisoners, Széchenyi had a lengthy discussion with Deák, arguing that there could be no doubt about the genuineness of the government's good intentions and that what would be needed hereafter was not political campaigning any more, but, on the contrary, a check on the pressure for too rapid progress. It was with a feeling of relief that he wrote in his journal on the evening of the same day: "I feel reassured. Deák must be made the leader of us all. We must brush aside all jealousy. . . We should accept his leadership." By this time, after the successes wrung from the government, Deák had emerged as the most influential leader of the Opposition, and it had also become evident in the Diet that his tactics were aimed at obtaining an advantageous compromise and not at sharpening conflicts. Not unreasonably

did Széchenyi look to him, therefore, now and later on, for the leader of a moderate centre party. However, Széchenyi was to be disappointed in his expectations — Deák, though he did every now and then put the brake on the push of the Opposition, never till the last day of 1848 detached himself from the majority of the Opposition; whereas it became increasingly evident that Széchenyi was daily drifting farther away from the movement, which was — with gathering speed — organizing itself into a solid political force.

Kossuth's *Pesti Hirlap* started publication on January 2nd, 1841, and within a few weeks of appearance this newspaper, of a type quite unusual in Hungary, gave Széchenyi cause for being deeply alarmed. The way Kossuth criticised the internal conditions of the country, and the enthusiasm with which the reform-minded public opinion rallied around him, persuaded Széchenyi that the policy of the paper was a dangerous one, since by working up passions it was making the peaceful co-operation of government and nation in working out the reforms impossible. At first he confined himself to attacking the dangerous newspaper *viva voce ;* then, seeing that no one took his fears seriously, at the beginning of February 1841 got down to writing a controversial pamphlet in which he would expose the dangers inherent in Kossuth's policies. He hadn't got beyond the initial part of his pamphlet when, in a leading article of his newspaper for February 17th, Kossuth called upon the magnates to place themselves at the head of the national movement, and should they fail to do so, the nation, he declared confidently, would get what it wanted "with them and through them, if so they pleased, or without them — what's more, against them — if it will be necessary." This prophecy, which was as like a threat as not, Széchenyi regarded as referring to himself, and went on with his writing with yet fiercer passion. At last, early summer saw the publication of *Kelet népe* (A People of the East), this eloquent record of Széchenyi's tragic recoiling. In it, the author first of all drew a comparison between the state of affairs fifteen to twenty years before and the conditions of the early forties: then, he wrote, the nation had had to be aroused from its deep slumber; now, it was necessary to restrain inconsiderate impetus. One would have to call a halt to the Magyarization drive; rather than pressing forward with it, energies would have to be concentrated on improving the Constitution, which should be extended to cover, if possible, everyone. These peaceful efforts were being gravely endangered by the propaganda put forth by *Pesti Hírlap*, because it failed to consider the chances and "its appeal is to the heart rather than to the mind," and was steering the nation, now convalescing, "towards the all-engulfing vortex of Anarchy, or, and this would be more likely, straight for the shipwrecking rocks of Despotism." It was not the principles of the direction of which he disapproved, but the manner of proceeding; that manner was liable to sharpen the conflict between the social classes, was stirring up feeling

against the landowning class, particularly the big landowners, and was driving the country towards revolution.

Kelet népe was not favourably received by the steadily increasing reading public. Prominent figures of the progressive movement — Deák, Eötvös, Bezerédj, Klauzál and Pulszky — tried to dissuade Széchenyi, while he was still writing it, from publishing his book. When the book did come out, they and others spoke disapprovingly of it. "I would give much, had poor Széchenyi not written this book," Wesselényi wrote, while Deák pointed out that not only did Széchenyi prejudice the unity of the Opposition, but by his references to the threat of revolution was justifying and soliciting government terror. A reply came from Kossuth himself — first in a newspaper article, then in a booklet *(Felelet gróf Széchenyi Istvánnak*, A Reply to Count István Széchenyi); in both writings, he refuted Széchenyi's erroneous charges with self-restraint and in a tone of respect that was due to the great man. On the whole, the voluminous controversial literature that cropped up took sides with Kossuth: almost every contributor asserted that *Pesti Hirlap* merely continued the work Széchenyi had begun, and that Széchenyi broke faith with his own past when he attacked Kossuth and in him the man who stood for Progress. There were those, of course, who took Széchenyi's side in the dispute, but the support of these people gave little pleasure to the author of *Kelet népe*, for they were mostly men who had earlier bitterly opposed his initiatives.

But Széchenyi did not give up the battle; on the contrary, he carried it to new fields. He had long been viewing with dismay how the extremist Magyar nationalism of the liberal opposition was coming into violent conflict with the unfolding national aspirations of the non-Hungarian peoples of Hungary. With Kossuth's appearance on the political scene, the problem of the nationalities was given prominent place in the columns of *Pesti Hírlap* also, and Széchenyi criticized the attitude taken by Kossuth and the publicists of *Pesti Hirlap* when they advocated Magyarization in formal ways (through teachers, schooling, awards), which ways may be called "external", in contradistinction to the concept of Magyarization by voluntary assimilation. At the November 1842 general meeting of the Academy he outspokenly declared his disapproval of the Magyarizing tendency: in his address he condemned aggressive Magyarization of other nationalities, and recommended material as well as spiritual superiority, rather than blustering Magyar jingoism, as the force which by its power of attraction should increase, through voluntary assimilation, the numbers of the Magyar nation. Nationalist public opinion indignantly repudiated Széchenyi's views; he was accused of giving encouragement, by his attitude, to the separatist movements of the non-Magyar races. The former friend, Baron Wesselényi, too, took sides against him in *Pesti Hirlap*, and the ensuing controversy increased Széchenyi's isolation. However, so far from laying down the arms, Széchenyi, in order to be able to face Kossuth on an equal

footing, concluded an agreement with the editor of *Jelenkor*, under which he would regularly contribute articles to that journal. From the beginning of 1843 onward, he wrote weekly articles which usually were reflections on articles published or some points made in *Pesti Hírlap*, and would invariably provoke a rejoinder from Kossuth or from any of the other opposition publicists. This verbal sparring went on for years and continued even after Kossuth had been ousted from the columns of *Pesti Hírlap*. Széchenyi followed up, as it were, with marginal comments every political move made by the Opposition, and on every issue would arrive with an almost delirious consistency to the conclusions set forth in *Kelet népe*, namely that the course steered by Kossuth and the Opposition was leading the country and the Hungarian people towards social revolution and bloody conflict with Vienna and the non-Magyar nationalities and thus into annihilation.

The controversial literature (which fills bulky volumes), is not necessarily the reflection only of the battle fought by the two great men — and the opposing schools of thought they represented — against each other. There were issues on which they saw eye to eye with each other, and periods when they marched side by side. It is only natural that this should have been so, for they both were moving in the same direction — Kossuth advanced faster and bolder (and he meant to go a longer way ahead) than his antagonist. One instance of such a general temporary accord between them was their collaboration at the 1843—1844 Diet, on the matter of general and proportionate sharing in taxation. This Diet was considered a crucial one both by the Government and the Opposition, and both sides girded themselves vigorously for a showdown. The preliminary skirmishes turned out badly for the Opposition: the first move on the equal sharing of taxation — the proposed extension of county (local) taxes to the nobility — was defeated in most counties when the 'briefs' were drawn up for the deputies. Széchenyi was distressed to see the collapse of his cherished scheme, and as the Diet met, he came forward with a new proposal. He devoted in his newspaper a series of articles to the propagation of a proposed 'two-groat land-tax.' In essence, this proposal suggested that landowners should pay two groats after each Hungarian acre *(hold)* of land, and on the five million forints per annum thus accruing, Hungary should raise a loan of 100 million, to be used for financing the major investment projects. This scheme met with the full approval of the Opposition, and Kossuth, too, embraced the idea; however, during the Diet debates, the sum shrank steadily until, in the last days of the Diet, the Opposition struck it off the agenda for reasons of principle. Széchenyi put up a spirited fight in the Upper House in favour of the proposal — he donned gala dress and celebrated the triumph of his ideals on the day the Upper House adopted the principal of universal taxation. The collapse of the motion threw him into despair — he blamed it on the inflexible attitude of the Opposition. "Never have Hungarians commit-

ted a graver crime", he wrote to Wesselényi. "Victory was in our hands, and the elite of our blood threw it away!"

Széchenyi's activity in the Diet was directed mainly to the matter of taxation, but he also took part in the debate on the other questions that came up for discussion. Now he openly professed himself to be on the government's side, because he feared the possibility of revolution and believed that the government seriously considered the realization of the initiatives on the agenda. Széchenyi's optimism was not vindicated by the issue of the Diet session: the majority of the bills failed to be passed into law because the government did not countenance their realization in any other form than that which was calculated to strengthen the central executive at the expense of the Opposition, and such a solution was unacceptable for the Opposition. But Széchenyi kept faith with his progressive past even at this Diet — by making impassioned pleas he contributed materially to the ultimate acceptance of a liberal-minded Act on religious freedom and of the principle which made non-nobles eligible for appointment in the civil service and recognised their title to possess land. On the other hand, again adhering steadfastly to his earlier views, he set himself against the Opposition during the debate on the Official Language Bill, which was gravely prejudicial to the interests of the Croat people, and opposed Kossuth's Fiume Railway Scheme, because he believed that a centralised, national, plan, not partial expedients, was called for to provide a solution for the country's problems of communication. He again found himself face to face with the Opposition at the end of the Diet session, when Kossuth and his party called into existence a movement for a Society for the Protection of Hungarian Industry as a measure designed to counteract the effects of the existing customs system which hampered the development of industry in Hungary. Széchenyi regarded the movement as a provocation vis-à-vis Austria and opposed the plan, and when the scheme did gain ground after all, he fought it in a series of newspaper articles.

In the eighteen-forties, as seen from the foregoing, political militancy came into prominence in Széchenyi's life, driving creative activity proper to a secondary place. For all that, there still were occasional bursts of his former enterprising spirit in the way he fostered his earlier schemes or started some new initiatives of practical importance. On August 24th, 1842, he could congratulate himself on laying the foundation-stone for the Suspension Bridge; in 1845, he took up once more the matter of the Danube port at Pest and did some canvassing in favour of a Danube—Tisza canal project; in 1846, he brought into existence a joint-stock company which was to finance the driving of a tunnel through the Buda hill, and called to life steamboat shipping on Lake Balaton. But the main field of activity for him, from 1845 onward, was the Tisza river regulation scheme. In the summer of 1845, through the mediation of Chancellor György Apponyi, he accepted appointment as head of the depart-

ment of communications newly set up in the Council of Lieutenancy and in this capacity buckled himself with much energy to the task of setting in motion the Tisza river regulation work. According to the opposition-minded public opinion, Széchenyi acted treacherously in assuming a government office; his popularity touched bottom, but he did not care — he was solely concerned with taking advantage of the government's pretended favourable disposition towards reforms and of its generosity in providing funds for making Hungary a prosperous country. He made several tours in the Tisza region, founded the Tisza Valley Association of landowners concerned in the project, and pressed for and obtained substantial government funds. As a result, in 1847, work was being pressed ahead vigorously by cutting through the many bends of meandering Tisza and dredging the river bed.

Meanwhile he continued to wage his war on Kossuth and the Opposition, and the battle entered its most violent phase early in 1847. In his new organ, *Hetilap*, Kossuth once more raised the issues of the emancipation of serfs and equal sharing of taxation, urging immediate action to be taken for solving these problems, for a solution of these, he said, was a historical necessity. Széchenyi regarded this call as revolutionary, subversive propaganda and issued a pamphlet entitled *Politikai programtöredékek* (Fragments of a Political Programme), in which he made his most violent attack so far on Kossuth, accusing his antagonist of instigating the peasantry to rebellion, and called upon him to withdraw from the political arena. In Széchenyi's view, Kossuth's political activity was fraught with so grave dangers that, when, in the autumn of 1847, Kossuth was returned to the Lower House as the deputy for the County of Pest, he too got himself elected deputy for County of Moson, so that he might be in a position to oppose Kossuth in the Lower House. However, the success he scored was but temporary. At the end of January 1848 he managed to shake Kossuth's status as leader of the Opposition party, but the unity of the party was soon restored, and early in March, in the atmosphere created by the revolutionary movements in several European countries, Kossuth was back at the head of the Opposition, leading the decisive charge against the feudal Establishment and political dependence on Vienna.

In those days of March, Széchenyi was so overwhelmed with fears of a bloody revolution and of inevitable defeat, that, to avert the catastrophe, he considered any means justified, including resort to military force, and he volunteered his services to the royal court for suppressing the revolutionary movements. But when the revolution obtained success without bloodshed, and the bold and risky undertaking, so far from leading to an armed conflict, brought civil rights and independence, it became clear that it was only fear for his nation's fate that had made Széchenyi defy the Opposition movement. When the danger was past, he became sincerely enthusiastic about the results scored which exceeded his most sanguine expectations of earlier years. "We are liv-

ing through a time of miracles", he wrote to his secretary on March 17th. "The first Act has been a splendid success. I am full of hopes for the best. I cannot have any doubts as to the finest development of our nation. . . Mine was a safe policy, but it was too slow. Kossuth had all his eggs in one basket and, so far, he has won for our fatherland more than my policy could have produced perhaps in twenty years!" He gave his whole-hearted support to Kossuth and Batthyány, and accepted a portfolio in the first responsible Magyar administration. At the end of March, in an article entitled *Whither Hungary?*, he went on record before the whole nation as a supporter of the Revolution.

The King appointed the Hungarian Cabinet on April 7th, and on the 11th, gave his assent to Acts of Parliament guaranteeing national independence for Hungary and ensuring the bourgeois transformation of the country. Parliament was prorogued, and on April 14th, the exultant population of the capital gave a triumphal reception to the responsible ministers, among them Széchenyi, who held the portfolio of communications and public works. Széchenyi was a man of action — right in the early weeks of his taking office he took steps to alleviate the menace of unemployment by stepping up work in the big establishments in Pest which were the fruits of his initiative — an armaments factory, the rolling-mill, the shipyards, and the Suspension Bridge project; he speeded up work on the Tisza regulation scheme, started the preliminary works on an ambitious railway-construction programme, etc. In the meantime he made arduous efforts to raise for financing his projects as much money as was possible in the country's difficult economic position. In this way his days were spent in feverish activity, but his nights became more and more haunted with alarming visions of his morbidly sensitive imagination. His rejoicing in the newly-obtained successes became more and more overshadowed by daily-increasing ominous symptoms which told him that the Royal Court was not going to swallow its defeat of March, but was only waiting its opportunity to hit back and destroy the gains that Hungary had wrung from it. The plotting to undermine independent Hungary was begun as early as the end of March — Jellacíc's appointment as Governor (Ban) of Croatia, the flare-up of non-Magyar separatist movements, and the hostile actions, at first concealed, then more and more overt, taken by the Vienna government and the Camarilla revealed ever more clearly the design of the Royal Court. Finally, in August, the victory won by Austrian arms over the Italian people's bid for independence made it possible for Vienna to cast off its mask and show undisguised violence in its attempt to frustrate the achievements of the Hungarian Revolution. All these months, the Batthyány administration had been vacillating helplessly between the extremes of anxious loyalty to the king and revolutionary determination. In all their actions the majority of ministers took great pains not to exceed the limits set by the laws of March, forcing themselves into the illusory belief that such conduct on their part would be recipro-

cated in Vienna by observing the laws to which the king had given his royal assent. But Kossuth realized with increasing awareness that Vienna was merely trying to find some pretext for intervention against the Revolution. Therefore, relying on the support of the radical wing of Parliament and of public opinion, he urged action to organize national defence. Széchenyi belonged to the first group of ministers: he advocated the maintenance of good relations with Vienna, whatever the price. Seeing the march of events, his conviction that the imminent bloody clash was a direct product of revolutionary extremism became an obsession in his increasingly-afflicted mind, this obsession was accompanied by the ever more tormenting self-reproach that the process which was leading to national disaster had been triggered by his reform policy. The entries in his diary mark with startling precision the steep descent along which the hectic events and the alarming news drove him into the ever darker abyss of despair; restless days would be followed by sleepless nights of agonizing hallucination, and religion no longer gave him comfort; and to the extent the inevitability of armed conflict became a certainty, the resistance of consciousness weakened in the face of the onrushing phantoms of the darkness of mind. On September 4th, the day Kossuth declared in the Lower House that, in the face of the counter-revolutionary offensive, the nation was going to defend itself and in doing so, would be guided not by the law, but by the actual danger that was menacing the fatherland, Széchenyi's condition revealed the unmistakable symptoms of insanity. Next day, on September 5th, following an abortive suicide, he took a coach, in the company of his family doctor, and left for the mental hospital at Döbling near Vienna.

For over a decade, Széchenyi was an inmate of Dr. Georgen's private hospital at Döbling. The first years of this long period were spent in complete mental darkness, amid dreadful mental struggles, the intensity and fierceness of which are recorded in a number of grisly self-revelations he jotted down in his paroxysms. In these self-revelations he calls himself the most wretched creature on earth, condemns his earlier works, and considers himself the source of all that destruction and suffering that fell to the Hungarian nation's lot during and after the War of Independence. The fits of hysteria ceased after the first years, and by and by the first rays of light began to pierce through the darkness of Széchenyi's benighted mind. Medical attention and the solicitous care of hisfamily as well as the comfort derived from occasional visits and letters were of much help, and visitors who talked to him around 1856 found no trace in him of his earlier disease. At this time, he could indeed be regarded as having made a full recovery — he corresponded with his family, would give his attention to the affairs of his lands, and even took up pen for long periods, writing a discourse on love and polished literary exhortations to his son, Béla. But he stubbornly resisted every attempt on the part of his family and friends to persuade him to leave the asylum. By degrees, he began to take an interest

in politics. He took newspapers and received visiting friends, from whom he learned details of the policy of repression pursued in Hungary by Austrian absolutism, and about the orgy of those possessed with the idea of reprisal and forcible Germanization. The urge to put his thoughts and views in writing became irresistible. In May 1857, he got down for the first time to write something which would amount to an indictment of the Hungarian policy of the Kaiser Francis Joseph and his hated Minister of the Interior, Alexander Bach. He was writing only for his desk — he could not hope to find a publisher for anything he wrote — and the result: *Nagy Magyar Szatíra* (The Great Magyar Satire), a work that runs into many hundred pages, is an effort of no regular literary form: it is a rhapsodical dialogue between the Kaiser and his Minister of the Interior. It is a withering satire in which he takes revenge on the authors of the ruthless and stupid political system that had been imposed upon Hungary. While the manuscript of the *Satire* remained hidden for nearly a century, a good part of the thoughts expressed therein did appear in print in Széchenyi's life. The occasion was supplied by the publication of an obviously government-sponsored book of unknown authorship *(Rückblick*, by its original German title) in which the Minister Bach, represented in a clumsy manner as though replying to a question put to him, reviewed the alleged achievements of his nearly-ten-year regime. Széchenyi retorted to the boasts of the minister in an anonymous book *(Blick auf den anonymen Rückblick)* printed secretely abroad at the beginning of 1859. In this book he pilloried the Bach regime with scathing irony, using arguments borrowed from the *Satire ;* he pointed out that the alleged "achievements" were entirely without foundation, that what the Bach regime had "achieved" was repression, discontent and poverty. The *Blick* appeared at a moment when not only did the Bach regime stand on the brink of collapse where its internal policy was concerned, but that the Austrian Government became totally isolated in foreign politics also. The disaster came in the summer of 1859 — the Austrian army suffered an annihilating defeat by the combined Franco—Italian forces in Italy, and as a result Austria lost possession of part of her Italian provinces. The moral of the débacle had to be drawn also in the field of internal policy: Bach went out, but his downfall was not now a prize high enough to placate Hungary. The country was seething with unrest: the whole political spectrum — from the masses of the people, who were clamouring for Kossuth's return from exile, through the landed nobility who rallied behind Deák, to the conservative aristocracy hankering for the restitution of the pre-1848 feudal constitution — burst into sudden activity. By now Széchenyi was totally caught up in the enlivening political upsurge — he maintained regular contact with politicians, was writing his memoires and brought out one pamphlet after the other in which he discussed the possibilities of a way-out from the crisis. In his pamphlets — under the effect of the lesson drawn from the absolutist regime — he went a long way

beyond his earlier political attitude, recognizing the Kossuth-led movement as having been fully justified and necessary, and laying the blame for the tragedy of 1848—9 at the door of the Royal Court. However, his own tragedy was to be fulfilled before long. The police were making inquiries to track the author of *Blick*, and the threads of the investigation led into the mental hospital at Döbling. On March 3rd, 1860, Széchenyi's premises were searched, his papers and manuscripts seized, and he himself was warned that a lunatic asylum did not mean a political one and would not enable him to escape impeachment. The molestations upset his mental equilibrium once more, and after several weeks of brooding and self-torment, in a moment of despair, he took his own life on the night from April 7th to 8th.

II — The problem of appraising Széchenyi

Contemporary opinion of Széchenyi's activity tended to fluctuate, to vacillate between the extremes of understanding and repudiation, following up the changes of his political attitude from the great reformer that he was at the beginning of his career to the collaborator of the Viennese government in a later period. The dominant trend of historiography and journalism following in the years subsequent to the collapse of the War of Independence saw, still in Széchenyi's life, every justification for his earlier efforts to avert internal revolution and a conflict with the Habsburgs. His supposed political acumen was contrasted with the allegedly irresponsible, ruinous policy pursued by Kossuth, leader of the defeated revolution; his historical significance was stated to have arisen from what were in fact the conservative, anti-revolutionary, retrogressive traits of his stature. It was this Széchenyi-image that the generation living after the Compromise of 1867 (the pact of reconciliation effected between Hungary and the Habsburgs) inherited from Széchenyi's contemporaries and developed into a sort of national symbol by means of which it sought to justify its own political and social opportunism. The first world war broke up the Habsburg empire, but the social system, so long conserved under it, survived the revolutionary upheaval of 1918—1919 and needed a Széchenyi-image still more violently conservative to justify its continued existence. So it could happen that Széchenyi, whose activity had a revolutionizing effect upon the society of his time, was made the hero of a counter-revolutionary era, his cult soared high, higher than at any time before, and his views, pronounced a hundred years earlier, were used by the theoreticians of the era as a means of bolstering up a social system that had long been doomed to death. The 150th anniversary of his birth came during the second world war; in that year, 1941, the conservative idolization of Széchenyi reached its highest point, and it was the Széchenyi-image fixed at this time that was impressed on the mind of the

generation which was to build up a new society on the ruins of the old one. In view of these circumstances it is easy to understand — although not to approve — the reserve which characterized the attitude of the Marxist historiography of the post-war decade with regard to Széchenyi: the flow of books on him stopped suddenly, and appraisals of him were given very little space in books and studies dealing with the Reform Era and the War of Independence. (In a good many books Széchenyi was made to appear as a sort of "negative hero", chiefly as Kossuth's conservative antagonist, the man who retarded progress, the enemy of the revolutionary way of accomplishing historical tasks. This portrayal, however, was contrary to the conventional, century-old image, and failed to satisfy young Hungarians and the intellectuals or the reading public at large, who, despite the tendentious one-sidedness of the earlier valuation, were not unaware of Széchenyi's truly progressive qualities. It was only by slow stages that this defective and likewise distorted portrayal of Széchenyi's stature began to be supplanted in Hungarian historiography by the only correct approach — that which examines historical figures in their complexity and applies to them the standard of value which is based on the extent to which they promoted by their activity the cause of universal human progress in their lifetime.)

No one who is but vaguely acquainted with Széchenyi's vast lifework can have any doubt that Széchenyi does, even today, deserve the high appreciation that has been accorded him in Hungary for a century. The difference is that the qualities on account of which he is held in esteem today are not the same reasons which for a hundred years earned him adulation. Appreciating him today is not to give credit to such of his characteristics as his thoughtful, cautious advance, his loyalty to the dynasty and his anxious observance of the law or his repudiation of Revolution; on the contrary, he is now appreciated for his contribution towards the revolutionary overthrow of feudalism. The Széchenyi venerated today is not the man who in the eighteen-forties flung himself across the path of progress, in order to halt the movement towards revolution; the Széchenyi now placed before young Hungary as an example and a spur is the man who in the eighteen-twenties and forties was ahead of all of his contemporaries in recognizing the demands of the time and who, by his literary work and useful projects, started, intentionally or not, the process of development that in the fullness of time led to the bourgeois Revolution of 1848. "He has put his fingers on the artery of the age and felt its pulsation. And for this reason, precisely for this reason, do I consider him the greatest of the Magyars. . . Count Széchenyi came under the sway of the needs of the age in an opportune moment. He became the tongue of his time and gave expression to the thoughts of the best part of the nation. And the secret of his influence lies here before us. . . The man who is the pointer of the Clock of his Time is not the Prometheus of the same: he may be a creature, rather than the

creator, of the Age." Those words, referring to the first phase of Széchenyi's career, were spoken by Kossuth in 1842, when he was giving his reply to *Kelet népe* as one who had witnessed Széchenyi's *volte-face*. A more apposite summing up of the true greatness of Széchenyi could not be given even by a modern historian. Indeed, Széchenyi rose to greatness then when he advanced in the main stream, and his activity coincided with the direction, of historical progress. In that period he imparted strength and stimulus to the progressive movement, and his activity was indeed of historical significance. What he did in the forties was, for the most part, tilting at windmills — then he was not in a position to cause serious damage, for he had hardly any followers, and was hardly capable of checking the speed of progress, still less was he able to prevent it from leading to revolution. The first, positive, phase of his career is therefore far more significant than the second, overwhelmingly negative, phase. This juxtaposition is at once an answer to the question of what rank ought to be accorded to Széchenyi in Hungarians' minds.

What was the content of Széchenyi's first great books which brought something entirely new? It would be difficult to give an exhaustive reply to this question within the small space of this paper. What follows below, therefore, is rather a mere hint at the most important proposals advanced in *Hitel*, *Világ* and *Stadium*, those proposals which were of vital significance for changing the then existing feudal Establishment.

Published early in 1830, *Hitel* contained as yet only a rough outline of Széchenyi's system of reforms, though the most essential features of the same emerged distinctly in the book. The main theme of the book is as follows. The principal cause of the growing impoverishment of the Hungarian landowning class was the absence of capital that would be necessary for investments, for the introduction of modern farming methods; yet the landowner is unable to raise credit, because, under the feudal laws of Hungary, not only are the usual interest rates without guarantee to the creditor, but, what is more, no security is offered him for the expayment of the principal lent. The establishment of this fact was nothing new: for several decades past, economists had regarded the absence of a credit system as one of the principal causes of the backwardness of Hungary's agriculture, and a Bills of Exchange draft had been waiting to be put on the agenda of the Diet for four decades. What *was* crucially new in Széchenyi's proposal — in contrast to earlier proposals, all of which were meant to maintain the institution of feudal property — was the fact that, for the first time in Hungary, it declared publicly the necessity of abolishing the entail, and that it demanded a credit law which would give the creditor the right to have his debtor's property put up for auction if the latter should fail to repay the loan. The entail, which in Hungary ensured the inalienable possession by the nobility of landed estate, was one of the main pillars — or perhaps *the* main pillar — on which the feudal Establishment rested; and

if one examined carefully all the transformations that its abolition was bound to involve, one would inevitably, and without stating it in so many words, arrive at the logical conclusion that other feudal institutions would have to be abolished, too. However, Széchenyi did in fact utter these demands. While dealing with credit, he criticised many other obsolete institutions of the feudal system, such as the common use of pastures and forests, the indivisibility of landed estate, the guild system, and price control, and he deplored particularly sharply statute labour and the tax of one-ninth as obstacles holding up progress. He looked on feudal conditions as the source of another important symptom of economic backwardness — the absence of advanced commerce; he attributed it to rampant bureaucracy, an infinitely underdeveloped system of communications, low domestic consumption, and in "some defects of commercial honour and activity"; as a temporary remedy he recommended the setting up of a National Bank and the introduction of a system of production and export bonuses. As demands to be fulfilled in the more distant future *Hitel* urged giving peasants the title to possess land and gradually abolishing the exemption enjoyed by the nobility from taxation. It also depicts vividly a would-be Hungary, saying that, once it had shaken off the "shackles of an obsolete and rusty system. . . what real existence, what bustling life this country should awaken to, through the emancipation of all our compatriots and the granting to them of civil rights!" Speaking of the nobility, Széchenyi pointed out that "not very strong are the foundations of that Estate which does enjoy all the benefits of the country but assumes none of the burdens thereof" and, referring to England's example, exhorted his countrymen to visualise "what might be the result if the Constitution were extended equally to cover every inhabitant of this country" and urged that the Hungarian ruling class should, of its own accord, take the step to which other nations had been driven by necessity (i. e. revolution) — even if such a move might impose upon them some temporary sacrifices. "Let us open our eyes!" he exclaimed at the close of his book. "Let us use our brains! We have got to bestir ourselves, whether we like it or not; and lest we be pushed backwards, let us stride forward!. . . We had lost mastership over our past, but we are masters of our future. . . Many people are thinking of Hungary as a country that has been. I like to believe that she is one that is going to arise!"

Hitel was the first, though by no means a complete and consistent, programme to visualize modern Hungary; considering the influence it came to exercise, it was the most significant of the books which were written during the two decades preceding 1848 on theoretical aspects of the transformation of Hungary into a capitalist country. Its effect, however, was by no means unambiguous. In drawing up his programme, as expounded in *Hitel*, Széchenyi respected the interests primarily of the aristocracy, the class of big landowners and the well-to-do landowners. He was under the delusion that the great

task of transforming feudal Hungary into a modern capitalist country could — and must — be performed under the leadership of the aristocracy. As, however, the magnates had strong vested interests in the feudal Establishment, the new order of things could not be brought into existence *through* them — it would have to go *against* them if the reform was to be realized. For this reason this class, as well as the majority of the wealthy noblemen, rejected Széchenyi's proposed reforms. On the other hand, the greater part of the intelligentsia noblemen (except for aristocrats and the wealthy ones, gentry, bourgeois and plebeians) rallied behind Széchenyi with great enthusiasm. It was said that village notaries read and commented upon his book to peasants. *Hitel* agitated thoughtful people throughout the nation; the chief towns of the counties and clubs that were mushrooming up about that time resounded with the noise of debates on *Hitel.*

Hitel came under pretty heavy fire, both in speech and in writing. The attacks — often degenerating into abuse and invectives — left Széchenyi impassive. But when Count József Dessewffy, a man greatly respected by the nobility, brought out his likewise sensational "Analysis" of *Hitel (A Hitel taglalatja)*, he could not let it go unanswered. Thus, departing somewhat from his original plan, he wrote the book *Világ* designed to "enlighten" those points on which Dessewffy had joined issue with him. *Világ* was intended, first of all, to confute the hidebound views which found expression in Dessewffy's book, and which denied that there was a need for drastic social reform. But beyond the dispute, *Világ* was a restatement (in a more loosely articulated, yet no less powerfully logical, context than *Hitel)* of the course of the great national transformation and of the necessary action that this involved. The goal, Széchenyi expounded, was to transform Hungary into one nation, in both language and sentiment; to make the country coalesce in one national centre, because "united in one national body and disposition, we would be able within a short time to treble our wealth and power." This goal could be reached by increasing the nation's wealth and educational advancement — the improvement of "general intelligence"; but the prerequisite of that all was Freedom, and the obstacles were feudal privileges and serfdom. In the epilogue to *Világ* an even more articulate plea is made in favour of a law that would treat nobleman and non-noble as equals, and in favour of free peasant land holding, and an allusion is made to the grave danger which might arise if "millions of families" happened to rise and turn against the privileged classes. "Hungary", Széchenyi wrote, "can acquire neither high standing nor prosperity so long as the people remains unincorporated in the nation, that is to say, so long as Hungary remains a privilege-ridden province that is ever disrupted by divergent interests, instead of becoming, as she should, an independent country for ever united by common interests!" This was the first time since the 1790s that the idea of common interests, of breaking down the barriers that separate

the privileged classes from the mass of the people, was raised in Hungarian political writing. Later on, raised to a higher plane and complemented with anti-Habsburg content through Kölcsey's, Wesselényi's and, in particular, Kossuth's pen, this theme was made the leading idea by means of which the Reform Movement sought to win over the masses of the people left beyond the pale of the feudal constitution.

Soon after the publication of *Világ*, there occurred the event which shook the whole feudal establishment of Hungary to its foundations — the great peasant rising in the north-eastern counties. Landowners went into hiding or fled, but Széchenyi — as can be seen from his remarks quoted earlier in this paper — saw the possible beneficial consequences of this violent intermezzo. Under the impact of that staggering experience, he gave up his tactics of 'prudent dosages' and during the weeks directly following the peasant rising, he wrote the book *Stadium*, in which he meant to lay his whole system of reforms before the public. He was in a hurry to write the book also because the Diet was to meet in October 1831, and this Diet was to have as its paramount task the reformation of the outdated administration. In its introduction, Széchenyi urged prospective parliamentary deputies to come forward, like modern crusaders, and join the battle to secure human rights for all their compatriots, even if they would have to sacrifice their own privileges or shed their "heart-blood". The historian Mihály Horváth, a contemporary of Széchenyi's called *Stadium* the Gospel of Hungarian radicalism, primarily because, after the high-level argumentation of *Hitel* and *Világ*, it came as a guide to action, and because in its merciless exposure of privilege-ridden feudal society it went so far ahead as no other political book had done before (nor, as a matter of fact, a long time afterwards). *Stadium* is not limited to giving a diagnosis of the ills of feudal society; it recommends a therapy — alteration of the feudal constitution, and especially the total changing of the relationship between landowner and serf, the preparation of the emancipation, economic and political, of the serf. "To grant a citizen's status to every inhabitant of Hungary — that measure, coming in 1832, I am absolutely convinced, not only would not be a premature, but an almost overdue, act for Hungary to do." That was Széchenyi's leading idea, and that clear-cut demand was embodied in the famous drafts of twelve Acts of Parliament proposed by him. Also embodied in those drafts, drawn up point by point, were demands for the abolition of entail, for the free selling and buying and bequeathing of landed property, free possession of land by peasants, full equality before the law, the first step towards equal sharing of taxation, removal of obstacles hampering industrial and commercial activities, open trials and deliberations by courts, etc. Of course, this was not a programme of total bourgeois transformation — some time afterwards, Kossuth's programme went a long way farther than that, and the 1848 Revolution achieved a great deal more. Still, at the time it was published, it was a

considerable advance over previous moves for bourgeois transformation; it elicited debates and discussions and stimulated people to form opinions, deepening the unprecedented effect of *Hitel* and *Világ*. Yet *Stadium* failed to reach the public immediately after it had been written — as has been pointed out, it was banned by the censor, so that the manuscript was sent to press abroad, and the printed copies reached Hungary after considerable delay, in the autumn of 1833. The authorities organized a countrywide hunt to round up copies of the book, and an official inquiry decided that most of the reforms propounded in it were indictable under the law in force and constituted a threat to the security of the State. The ban was renewed several times, despite repeated appeals by Széchenyi. *Stadium* therefore, remained under ban throughout, but copies of it, introduced into Hungary in clandestine ways, were circulated all over the country, so that the book became one of the most important ideological weapons for the developing Reform Movement.

When all is said and done, the three great books — *Hitel*, *Világ* and *Stadium* — broke up "the Great Hungarian Fallow-land" and sowed the seeds from which sprouted, within the next ten years, a comprehensive working reform programme and the Opposition Party that fought to bring it to fruition. It was not without any reason that, years later, Széchenyi came to be regarded, by people who wanted to put the clock back, as having been the founder of the movement that was heading for revolution — indeed, Széchenyi was the man who stood at the cradle of the Reform Movement; and this was not — as the enemies of progress (and himself, in later years) asserted — a crime which condemned him in the eyes of his countrymen. On the contrary, it was a great service rendered to his country, for which he deserves undying gratitude.

In approaching Széchenyi's system of reforms, the modern historian should examine, as the guiding principle of his study, the great reformer's attitude towards the most topical practical task of human progress in the Hungary of his time, the establishment of the economic and social system of Capitalism. An investigation from such an approach would provide an answer, also, to the question of what are the salient features of Széchenyi's philosophy, "Weltanschauung". The real significance of Széchenyi's activity arises from his efforts to create a modern, capitalist, Hungary; and students of history who have stressed the religious-ethical aspect of his philosophy — or, worse, have, on the basis of *Hitel* or his journals, tarnished the portrait of the man who has been one of the most practical-minded figures in Hungarian history into that of an essentially conservative spiritual reformer who brooded over abstract ethical and religious problems — are wide of the mark. This is not to deny, of course, the fundamentally idealist character of Széchenyi's view of the world or to ignore the romantic frame of his mind or, for that matter, his genuine, profoundly religious thinking. Far more important is the fact that his view

of the world, his profound respect for Man and human Labour, sprang, as well as from his religious philosophy, also from his enlightened views; that his romantic sentiments had nothing to do with the reactionary concepts of political romanticism, but had much in common with Liberalism, the dominant political trend of the time; and that, with all his profound piety, he regarded as the driving force behind human actions in this world, not the passive yearning for other-worldly happiness, but Man's striving to create a better existence. In his attributing an almost all-powerful significance to education, to the need of increasing the numbers of "cultivated minds" and of intellectual persuasion, it is not difficult to recognize the close link that connects Széchenyi's philosophy with the rationalism of the Enlightenment. His religious views, too, are saturated with liberal elements. In his diary, the deeply religious Széchenyi speculates on the rights or wrongs of the teachings of Christianity; a devout Catholic, he joined liberal-minded Catholic deputies and fought Catholic prelates over the matter of religious freedom for Protestants, and, by pen and action, exhorted his fellow-creatures not to seek other-worldly salvation, but to improve the material conditions of life, to make the earth a better place to live in. His view of the world shows some traces of the Hegelian theory of evolution; e. g., all things are in constant motion, constantly changing; through his efforts Man — i. e. society — is capable of changing the shape of things; evolution, in essence, is "unceasing reformation"; to try to obstruct historical necessity would be like "attempting to erect a dam across the Danube." He has a notion that, in a given situation, the social system can become a hindrance to economic progress, and that the disturbed balance would be redressed by an act of violence — revolution — unless, as he believed, reforms were carried into effect. And while, admittedly, Széchenyi considers Nationality, Universal Education and Morality (that is, the rationalist Morality of the Enlightenment!) the cardinal points of his idealist system of values, one cannot leave out of consideration the great importance he attaches to Labour or his unerring sense of reality with which he discerns the levers of the material improvement of Mankind and Nation. He seldom uses religious arguments in support of the reforms he advocated, but turns the more frequently to contemporary political economy for his ideas, insisting that self-interest, utility and the increase of wealth make transformation necessary. He avers that "the passion for the calculus is the spirit — or, rather, the malady — of this century" and warns that "Generosity and Patriotism must not be mixed up with Wealth and Commerce" and asks the question (so typical of the views he held) "Isn't a good farmer-citizen, or a wealthy merchant-citizen, of greater use where the Public Weal is concerned, than is a poor, impecunious patriot, however refined a spirit he may have in him?" He believes that the improvement of the peasant's lot is "not so much an act of Christian Charity as a good calculus" and that if you want to wipe out economic backwardness, "what

you want to have is, after careful deliberation, a firm law, money, and the engineer — you can look nowhere else for help, not even to God, for God does not bother about such minor details." He maintains that not by words but "only by action, by the concerted action of hundreds of thousands of people working together for the same goal, can our nation be raised from its exceedingly low station." He calls upon his fellow-countrymen to reject a life of meditation, "the philosophy of being content with little," because it is but "a subterfuge for indolence" inapplicable, "without the risk of falling into servitude, in civilised Europe." It is Labour, whose possibilities human intellect is expanding infinitely — which is, in Széchenyi's view, the pledge of human happiness and the guarantee of the advancement of the Hungarian people. "As in God, so do I believe in Man's ability to achieve perfection", he writes, and he also believes that the talented race of Hungarians may "attain the most advanced stage of human progress". He regards "Man's capacity to improve nature" as the most significant evidence of the "divine spark" in the human creature. And in dwelling on the possible beneficial consequences of one of his ambitious projects, he runs his enthusiastic glance over Mankind's progress, surveying Man's achievements in his efforts to transform nature, and declares his firm belief in the unbounded prospects of human progress in this ecstatic statement: "And what a long way we have to go yet! For we are standing as yet only on the threshold of the field in which our possibilities of action are the most admirable!" Yes, it was not only in connection with his "rather homely" country that Széchenyi believed that it was not one that "has been, but one that is going to arise", and it was not only in connection with the Hungarian people that he rejected the retrospective view which idealized past heroic ages. In his creative visions he suspected that Mankind, too, had as yet covered but the first, thorny, stage of its journey, and anticipated the advent of eras in which the liberated Intellect and the emancipated Labour would, by controlling nature, be able to create a heaven of plenty and well-being on earth. There is Széchenyi's view of the world, his "Weltanschauung": idealistic beyond dispute, but, because of the aims he aspired to achieve, in complete harmony with that long line of practical projects which are associated with his name. There can be no doubt whatever that it is in the optimistic hero of days spent in creative work that we have to seek the true Széchenyi, the man who taught most things to his generation, and who may yet have something to tell to the generation of our time also. The radiant, irresistible optimism of the creative Széchenyi is in glaring contrast to the often depressing pessimism of the tormented, morbidly sensitive soul that emerges in his diary; at the same time, however, the two extremes are closely connected with each other: his pessimism was engendered by the impact of disappointments, of failures, of the contradiction between a limited programme of action and the actual needs, and of his awareness of the conflicts arising from that contradiction.

So far, we have dwelt only on the positive characteristics of Széchenyi's ideology and activity; and rightly so, because the first phase of his career — that which ended in 1841 — was stamped overwhelmingly by positive characteristics. Yet we have to deal, also, with some deficiencies, which were evident in Széchenyi's programme from the outset, for it was these deficiencies that, during the next decade, gave rise to those contradictions and conflicts which estranged Széchenyi from the steadily-growing numbers of increasingly purposeful progressive-minded people, and made him obstruct the very movement he had started himself.

Of the errors that were evident in Széchenyi's programme right at the outset, one should draw attention, first of all, to the lack of consistency revealed by the ways and means suggested by him for abolishing the lord-serf relationship which was the foundation on which feudalism rested. Being a landed aristocrat himself, his proposals, as had been pointed out, advocated voluntary concessions to be made in slow stages by the privileged classes themselves, concessions designed not so much to overthrow feudalism as to transform it radically in such a way that by granting to the peasant the right to possess land, and by extending civil rights to him, the system of large estates and of the landed property — to be transformed in a bourgeois sense — of the nobility would not be impaired fundamentally. Thus, the economic power of the privileged classes would have remained, essentially, intact, and this would have guaranteed the continued political leadership of these classes, above all the big landowners. More than once Széchenyi spoke some harsh words about the lack of national feeling in the aristocracy; yet he looked upon them as the social stratum which through self-education and by getting rid of its defects would be able to fulfil the mission that he believed it to be destined to fulfil — the intellectual and political leadership of the nation. Széchenyi's programme, therefore, was a 'class programme', and this in spite of the fact that it found no response in the very class to which it was addressed — the aristocracy — and was flatly rejected by it. True, Széchenyi's political programme was not tailored to fit the immediate, daily interests of the aristocracy as a class: the man who drafted it, because he was more erudite and more widely experienced, saw farther than his fellow-aristocrats and laid before them a programme which advised the big landowners as to how they could retain leading position when the drastic changes which were bound to take place against their will would in fact have taken place. All the same, this programme charted out the course which could lead all the other social classes too to a life of prosperity — bourgeois civilisation. Széchenyi's programme was not stamped with myopic class interest as its dominant characteristic: it was broad-minded enough to take into consideration the popular masses, those nine million non-nobles whom it was intended to incorporate in the nation through stressing the common national interests. Széchenyi meant to grant political rights to the people; he meant

to carry through his reforms for the benefit of the people, but without relying on its co-operation. He looked upon material well-being and education — the effort to increase the number of "cultivated brains", as he put it — as the means by which the people could be made fit for exercising their political rights.

It was this conception of social transformation through reforms directed 'from above' that was the source of Széchenyi's fundamental error, the error which was chiefly responsible for his personal tragedy, i. e. his intention to use the reforms as a preventive to keep off revolution, and not as a measure designed to pave the way for it. True, revolution was not the expedient which Kossuth and his followers had in mind to achieve transformation by, either; but they did not shrink from the revolution after the policy of reforms, owing to the inexorable logics of history, had proved insufficient. To Széchenyi, Reform and Revolution were irreconcilable, they were two things eternally antithetical. The bourgeois revolutions of England and France, in accordance with his liberal view of history, he regarded as having been necessary and admitted that they had been progressive events and recognized in them the just struggle of the oppressed against their oppressors. But he was a true liberal also in his attempt to utilize the lesson drawn from the bourgeois revolution of past centuries for preventing the occurrence of another revolution, to ensure a slow and smooth evolutionary process. Right from the beginning, Széchenyi was alarmed at the revolutionary expedient of promoting bourgeois transformation in Hungary, and he believed the revolution to be unnecessary and avoidable too. He referred to the example of the bourgeois revolutions in Western Europe only as a warning to his fellow-countrymen, and hoped that they would listen to the counsel and would act upon the experience to be gained from those revolutions in other countries, thus making it possible for Hungary to steer clear of revolution in her progress. "Our appalling backwardness" he thought downright advantageous from the point of view of Hungary's ability to "utilize the hard-won experiences — which we now see fully-developed — of the bourgeois world and it depends solely on our ability to apply them to our own conditions, while avoiding the pitfalls of blind imitation or of inordinate cocksureness." Széchenyi dreaded the revolution, and, although readily using the spectre of revolution as a threat to prod the privileged classes to progress with, he would more and more often stop awe-struck himself as the quickening tempo of progress conjured up the possibility of revolution. That became one of the causes of his quarrel with Kossuth, too.

Another fundamental error of Széchenyi's system of reforms, one which was closely connected with the former, was his intention to carry through the transformation within the given framework of the reactionary Habsburg empire, without changing Hungary's century-old subjection to Austria. He refused to admit that capitalist economic conditions could not be developed

fully except under full national sovereignty, with the nation itself having full freedom to dispose of its own material and moral resources, to decide the conditions of production, consumption and domestic as well as foreign trade, and to utilize the fruits of its labour for its own benefit. Yet Széchenyi was no unquestioning, zealous supporter of the Vienna government upon whom he would often make some bitter remarks in his diary or letters. As early as 1831, he wrote to Wesselényi: "So you defy and pick a quarrel with the Government? So do I, but not just now, amidst our weakness. There will be a time when we are stronger." But the sting of his criticism was directed against the openly absolutistic ambitions of the Vienna government; and as the firm maintenance of the Austro—Hungarian dual state formed the backbone of his political conception, he was only too ready to discard his fears when, around 1840, Vienna broke with the policy of open terror and attempted to steal the Opposition's thunder by ostensibly espousing some needs dictated by progress. Széchenyi's attitude was also greatly influenced by his firm belief that the Great Powers would not countenance any development that might upset the European balance of power, and that, consequently, attempts to win independence for Hungary were doomed to failure because of resistance on the part of the Great Powers. Nevertheless, Széchenyi remained loyal, first of all, to the interests of his class and to his family traditions when he approved of Hungary's relations with the Habsburg dynasty, insisting on legality being observed, and when he refused to accept the idea that there was a stronger legality than that of hereditary rights and of treaties extorted by force or bought with money — the inalienable right of nations who have come of age to self-determination. This was the second issue over which differences soon developed between Széchenyi and the Opposition movement.

Thus, while squaring with the necessities of the time on a number of fundamental issues, Széchenyi's programme also contained from its very inception those contradictions which, not long afterwards, inevitably led to his conflict with actual development. To carry through a complete bourgeois transformation under the leadership of the aristocracy, through reforms introduced "from above": would have been impossible anywhere. It was especially impossible in the Hungary of Széchenyi's time, and particularly in the way Széchenyi suggested that it should be done, i. e. without overthrowing the Habsburg empire, the symbol of political reaction in Europe, and of national oppression and fossilised Feudalism. Here, then, were the roots of Széchenyi's tragedy: he did not envisage the whole target, expected leadership to come from the very class whose vested interests made it anxious to maintain feudal conditions, and wanted the work of transformation to be performed through reforms introduced "from above" and with the assistance of a state machinery whose very existence was in sharp conflict with the vital interests of the Hungarian nation.

Among the controversial issues about the Széchenyi problem his attitude over the nationality question deserves particular notice. It is remarkable how determinedly Széchenyi, one of the men who first gave body and soul to the Magyar nationalism of the Reform Era, opposed the nationalist-minded Opposition public opinion on this extremely important issue. Bourgeois historians were prone to explain Széchenyi's attitude by his enlightened views and religious philosophy. Such an explanation is, however, hardly satisfactory, for it was not the Magyarization tendency that Széchenyi, in his speech which has been referred to above, attacked. He, too, wanted that the Hungarians, through their "absorptive superiority" (i. e. superior standards of culture and material well-being to be achieved), should Magyarize the non-Magyar peoples living within the national frontiers. No, Széchenyi deplored forcible Magyarizaton because he feared that it might not only not promote, but rather hinder — or worse, by stirring up feeling, even defeat — the process of Magyarization, and, might in the long run lead to a bloody conflict between Magyars and non-Magyars and thus become the undoing of the Habsburg empire. On the face of it, this shows merely that Széchenyi fought the Opposition on every issue on which it seemed to go farther than his demands. However, his attitude on this issue is of quite different value than is the case with his *Kelet népe*. On this issue — as on the questions of social reform and Hungary's relations with the Habsburg dynasty — the reform movement was driven by its own inner dynamics beyond Széchenyi's more moderate programme. But whereas Széchenyi's moderate attitude on the former two issues ran counter to the needs of the time (for there can be no doubt that a social reform more radical and speedier than Széchenyi's programme as well as the striving to secure national self-determination were progressive ambitions which corresponded to the interests of bourgeois transformation), the warnings he sounded over the nationality question, had they found ready ears, might have been of good service to the progressive movement of multi-national Hungary. The national movements of the non-Magyar peoples of Hungary were no less justified than the Magyar national movement, and they, like the latter, sprang from the necessities of the time. And, objectively, one cannot but approve of Széchenyi's attitude even when one realizes that it was rooted in what was one of the fundamental errors of his system of reforms — the principle of preserving the Habsburg empire at all costs. It is to be regretted that the leaders of the Opposition did not heed his warning and were unable to rise above the nationalist intolerance. True, even the remedy proposed by Széchenyi could not have solved the nationality problem in the emerging capitalist Hungary or within a capitalist Austrian empire, for that matter, but, at any rate, it could have diminished the quickly growing tension and national hatred. Nor is it impossible that, had Széchenyi's warnings been listened to, the armed clash between Magyars and non-Magyars at a moment — in 1848 — when their common interests called

for joint action against the common enemy — Habsburg absolutism — could have been avoided.

In clarifying the Széchenyi problem, an answer must be given to the question (which has been asked so often and which has received so varied answers): Which of the parties was right in the Széchenyi v. Kossuth controversy? There can be no doubt after what has been said in the foregoing that that controversy did not arise from personal feeling between two men, or from the divergence of the methods advocated by them — from the contrast between "the heart and the mind". No, the dispute between them arose necessarily from the fact that either of the two advocated a different form of transition from feudalism to capitalism and from the political consequences that this divergence involved. Széchenyi attacked Kossuth with increasing vehemence, accusing him of bringing about social revolution and a conflict with Vienna. There was the essential difference between the two ways: not only did Kossuth and his followers want to go faster than Széchenyi did — they also meant to obtain more in social reforms and aimed to create a more consistently capitalistic state. Their programme included, in the last analysis, the demand for the nationwide and immediate emancipation of serfs and for the capitalization of industry, a move which was conditional on national self-determination, on the necessity of getting rid of the overlordship of Vienna (so anxiously steered clear of by Széchenyi). And most important of all: unlike Széchenyi, Kossuth and his associates did not consider reforms as an antidote designed to prevent revolution, and if they did not originally contemplate using the revolutionary expedient, yet boldly seized the opportunity when the European situation offered it to them, as it were, on a plate. On the other hand, Széchenyi's reforms, owing to his loyalty to the Habsburg empire, were limited, essentially, to the capitalization of agriculture. The development of capitalism in Hungary as envisaged by his programme would have been a much slower process, one that, within the limitations set to it by Hungary's continued subjection to Austria, would have been more painful and full of hardships for those classes which were interested in the rise of capitalism. The two opposite views were separated by a wide and deep gap, and, accordingly, the controversy would often assume the form of exacerbated dispute deteriorating, especially on Széchenyi's part, to resort to abusive language and personal remarks. It should be made clear that, in the 'forties, Kossuth's programme was more in tune with historical necessity, and that Széchenyi, by flatly rejecting this programme, isolated himself from progressive opinion and, through his activity, became an unintentional supporter of the enemies of progress. His fiasco was the direct result of his tragic error in aiming to achieve, without revolution, a task which could only be resolved through revolution. He deserves sympathy, like a tragic hero who means well but is defeated in the end by the contradictions arising from his error; but it is Kossuth whose action is proved right by History, because

his course of action, although not quite straight, pointed more consistently towards the only real goal — an independent, capitalist Hungary. The Széchenyi versus Kossuth dispute as to the justification of taking the risk of revolution was decided in Kossuth's favour by the events of March 1848. Practice proved Kossuth's theory right: at great historic moments one should — indeed one must — take the risk, even such a risk as makes the cautious and the hesitant shy away. And nothing could prove more eloquently the rightness of Kossuth's action — and also Széchenyi's integrity as a man and patriot — than the enthusiasm with which, in the spring of 1848, the latter hailed the success of the revolution, co-operated in the efforts to turn it to account, admitted before the nation that Kossuth had been right, and readily offered his services to his country as a member of the Magyar administration. By his conduct he rose high above his class, most of whose members hated revolutionary Hungary from the moment of its birth and, openly or in secret, hoped — and plotted — for its eventual undoing.

Historians during the last hundred years have tried in vain to prove Széchenyi right even from what followed the revolution. Independent, revolutionary Hungary was defeated, but not because of the "extremism" of Kossuth and his associates. It was defeated, primarily, because of the perfidy of the very dynasty and government which Széchenyi had credited with goodwill towards Hungary. The Revolution was crushed, yet the fight was not fought in vain, for even victorious Absolutism dared not annul the most important of its gains. Independence was forfeited for many years to come, but never again did Hungary slip back into feudalism, and although she could not get rid of every feudal survival, she nevertheless retained more of the social gains of 1848 than she could have obtained, in Széchenyi's non-revolutionary way, in many decades. Therefore, for all our pity and sympathy for Széchenyi on account of the intense mental struggle he experienced throughout the period he fought Kossuth, we cannot justify him, for in the light of both the necessity of the time and of the ensuing events it is Kossuth who is proved right in the controversy between him and his great antagonist.

In tackling the Széchenyi problem the modern historian is led by the desire to interpret the great reformer's actions correctly, from a present-day angle. He does not seek to find a "present-day Széchenyi", the man whose ideas and warnings may have a message to later-day Hungarians. No, Széchenyi tried to build the Hungary of his day and he protested passionately himself against the idea that laws, institutions and customs of past centuries could be permitted to obstruct the efforts to transform radically the social system of contemporary Hungary. Whatever he wrote, said and did was conceived in a desire to transform feudal society into a capitalist one, nevertheless generations afterwards, on the eve of the rise of a new social system of a higher order, his principles could be upheld and advocated as the political fundament

of society only by those people who sought to freeze progress at the stage of development which Széchenyi, insisting on the necessity of progress more than a century before, aimed to achieve. And if there is something we may learn from him — and there is, to be sure, after all — it is not now primarily his reforms which were adapted to the needs of his time, but rather his stature, his outstanding qualities: his love of his nation, his faith in human progress, his readiness to make sacrifices, his will power and creative passion, his hard-working everyday life. One lesson that can be drawn from his life tells us that a historical figure rises to greatness only if — and so long as — his actions and ambitions are in tune with the requirements of universal human progress. The other lesson tells us that by drawing a line between Reform and Revolution, and by rejecting the latter at the time of some great historical transformation, a historical figure is bound to run into insoluble conflicts and is headed for personal tragedy. It is the duty of our generation to form a correct appreciation of Széchenyi, to assess the value of the services he rendered and to put into the scale also his errors, and, eschewing both glorification and repudiation, thus to assign him the place that is due to him in the long line of great men who worked for the advancement of the Hungarian people over the centuries. It is not easy to decide the issue; still, there can be no doubt about the final verdict: it has long been pronounced, but not by those who made use of his personality in an attempt to provide moral support for current political aims. The verdict has been pronounced by those millions to the improvement of whose lot Széchenyi devoted his life, the millions who for a hundred years have been cherishing his memory, the memory not of the man who recoiled from Revolution and stood for cautious advance and for collaboration with the oppressive power, but of the man who strove to obtain the emancipation of the serfs, and who fought to bring prosperity for Hungary and wealth, culture and civil rights and duties for the Hungarian people. *This other* Széchenyi still occupies a prominent place among the great figures of Hungarian history and is still revered by the Hungarian people: his lifework is part of Hungary's progressive heritage, and his memory will survive as of one of those people who were pioneers of human progress; the generation of our time derives from Széchenyi's lifework a powerful stimulus to action in its effort to build up a new fatherland and a new society.

Иштван Сеченьи

И. БАРТА

Резюме

По случаю столетия со смерти Сеченьи венгерские историки описали в статье принципиального характера, созданной коллективным трудом позицию марксистской венгерской исторической науки в отношении выдающегося деятеля венгерского буржуазного движения за реформы XIX в., графа Иштвана Сеченьи. Статья составлена сотрудниками Института истории Академии Наук Венгрии, и получила окончательное оформление в ходе повторных дискуссий в широких кругах.

В введении статья занимается культом личности Сеченьи в столетии, прошедшем со дня его смерти, и она устанавливает, что историография и публицистика в течение 100 лет сознательно ставила на передний план консервативные черты полной противоречий личности Сеченьи, особенно его антиреволюционность, его лояльность к Габсбургской власти и идеалистические черты его мировоззрения. Напротив этого марксистская историческая наука высоко оценивает того Сеченьи, который в первый период своей карьеры — в 30-х годах XIX в. — своими теоретическими произведениями и своей практической деятельностью оказался одним из основоположников буржуазного движения за реформы, и объективно одним из подготовителей буржуазной революции 1848 г., свергнувшей феодальный строй. Статья анализирует теоретические произведения крупного значения Сеченьи — *Кредит*, *Свет*, *Штадиум*, — она восстанавливает на их основе систему реформ Сеченьи, а относительно мировоззрения Сеченьи она доказывает, что в нем — наряду с его в основном идеалистическим, религиозным характером — значительное место занимают рационалистическая философия просвещения, политическая экономия его времени и отдельные элементы теории развития Гегеля и оно проникнуто оптимизмом, глубокой верой в прогресс человечества. В системе реформ Сеченьи, однако, уже с начала можно распознать основные недостатки ее создателя: ее ограниченный аграрно-капиталистический характер, безусловную преданность связи с Габсбургами и принципиальный отказ от социальной революции. Эти черты ставят Сеченьи в 40-х годах против развития, идущего в направлении революции, и развертывающийся таким образом конфликт становится причиной личной трагедии Сеченьи. Сеченьи с воодушевлением приветствует победу мартовской революции 1848 г., и он готов служить ставшей независимой стране, потому что революция, происшедшая без кровопролития и без крестьянского восстания возбуждает в нем иллюзию, будто бы преобразование произошло по его мирному пути. Когда наставшие события опровергают его иллюзии, его разум помутился и он находит убежище в психиатрической лечебнице в Деблинге. В последние годы своей жизни — перед разгулом контрреволюционного самодержавия — он выступает в своих сочинениях против политики угнетения. Его анонимная брошюра в значительной мере способствовала падению ненавистного режима Баха. Тревога, причиненная розыском автора брошюры опять расстроила равновесие его разума и 8 апреля 1860 г. он покончил жизнь самоубийством.

В окончательной оценке статья устанавливает, что огромное значение первого, положительного периода деятельности Сеченьи только в незначительной мере может затемняться вторым периодом его карьеры, когда он становится из продвигателя прогресса его тормозом. Борющийся за прогресс Сеченьи поэтому имеет и сегодня свое место в сердцах венгерского народа: его память сохраняется наряду с другими пионерами прогресса человечества, его творения вдохновляют строящее поколение наших дней к великим подвигам, к новым напряжениям сил.

Борьба Венгерской Красной Армии против империалистической интервенции в 1919 году

Э. ЛИПТАИ

ЧАСТЬ II

СЕВЕРНЫЙ ПОХОД ВЕНГЕРСКОЙ КРАСНОЙ АРМИИ

Победы, одержанные в боях у Шалготарьяна и Мишкольца, в большой мере укрепили военное положение Венгерской советской республики. От разведчиков с румынского и югославо-французского фронтов поступали все более успокоительные известия. Выяснилось, что румынский штаб, чтобы воспрепятствовать продвижению украинской Красной Армии в Бессарабии, перебросил часть своих войск из Затисского района на восточный фронт. Хотя новые сообщения, поступающие от разведывательных отрядов подтвердили известия о значительном укреплении французских войск, стоявших на южной границе республики, на основании полученных из Парижа известий можно было сделать такой вывод, что противоречия, существующие, с одной стороны, между французами и, с другой стороны, англичанами и американцами на время воспрепятствуют началу наступления французских и югославских войск. Этот вывод подтверждался также и тем, что часть югославских войск была переброшена в Лайбах, потому что отношения между итальянцами и югославским государством очень обострились из-за Фиуме и Триеста.

Командование Красной Армией в согласии с Революционным Правительственным Советом приняло решение использовать благоприятное положение, сложившееся вследствие временной пассивности вражеских войск, и предприняв наступление, взять инициативу в свои руки.

Было явно, что более крупное наступление с надеждой на успех можно осуществить прежде всего на самом слабом участке фронта, а именно: против чехословацкой буржуазной армии. Наступление против французских и югославских войск с точки зрения внешней политики было бы неисправимой ошибкой, с военной же точки зрения — настоящим самоубийством. Против наступления на румынском фронте говорили трудности форсирования Тиссы, боевой дух румынских войск — лучший, чем у чехословаков, — а также то, что в случае наступления венгерских войск на румынском фронте чехословацкие военные руководители, мечтающие о реванше из-за поражения у Шалготарьяна и Мишкольца, используя связанность Красной Армии на румынском фронте, пытались бы вновь продвинуться вперед.

В то время, как в вопросе о том, на каком фронте следует предпринять наступление, между политическими и военными руководителями Венгерской советской республики было полное согласие, существовало значительное расхождение во мнениях относительно того, на каком участке чехословацкого фронта и в каком направлении следует предпринять наступление.

Часть членов Революционного Правительственного Совета и большинство военных специалистов придерживались вначале той точки зрения, что наступление надо начать на западном крыле чехословацкого фронта, на северо-запад от Шалготарьяна и главный удар следует нанести находившейся в Словакии западной группе чехословацкой армии. Но в этом случае Красная Армия стояла бы против совсем еще нетронутых вражеских соединений и большие трудности возникли бы, когда для обеспечения продвижения главных вооруженных сил надо было бы перебросить через Дунай значительные силы из Задунайских районов. Но для этого нехватало ни технического оборудования, ни должного количества артиллерии.

Более веские аргументы говорили за наступление главных сил Красной Армии в направлении Мишкольц—Кашша. (Кошице) На этом участке стояли соединения чехословацкой армии, потерпевшие поражение в предыдущих сражениях и в значительной мере деморализованные. Продвижением в этом направлении можно было бы отрезать друг от друга чехословацкие и румынские отряды и таким образом возможность соединения русской и венгерской красных армий стала бы более реальной. С освобождением территорий севернее Верхней Тиссы могли бы быть созданы условия для наступления — через более удобную для форсирования Верхнюю Тиссу — на крыло румынских королевских войск, оккупировавших Затисский край. И, наконец: боршодский и ноградский промышленные районы являлись гораздо более надежным фронтовым тылом для наступательных военных действий, чем Задунайский край, где проявлялось очень сильное влияние контрреволюционных сил.

Революционный Правительственный Совет принял решение начать наступление на участке чехословацкого фронта между Тиссой и Лошонцем (Лученец.) На основании этого решения командование армией 25 мая издало приказ № 525/11. вд.[1] Этим приказом давались задания лишь III корпусу и 3 дивизии. Согласно приказу III корпус наступлением, начало которого планировалось на 27 апреля, должен отбросить противника на северовосток от Мишкольца, чтобы таким образом открыть перед венгерскими вооруженными силами путь в направлении Серенча и Сиксо. Приказом задачей корпуса намечалось также наблюдение за линией Шайо между Шайовамош и Велезд и освобождение Банреве и Римасомбат (Римавска Со-

[1] Военно-исторический Архив (в дальнейшем ВИА), Будапешт. Документы Венгерской советской республики (в дальнейшем ДВСР), № 49.

бота). Задачей 3 дивизии командование армией наметило наблюдение за линией Ипой до Варгеде (Ходееово), занятие Лошонца и, сконцентрировав преобладающую часть своих сил в районе Фюлек (Филаково) и Рап (Раповце), подготовку к дальнейшему продвижению, к перевозке соединений по железной дороге.

В последующие дни планы наступления развивались, и постепенно был разработан план широкого наступления. 27 мая командование армией сформулировало цели наступления следующим образом: «Командование армией по политическим и экономическим причинам приняло решение прорвать внутреннее крыло чешско-румынских вооруженных сил и, разгромив сначала чехов, форсировать Тиссу и начать наступление против румынских вооруженных сил.»[2]

В целях выполнения плана наступления командование армией создало четыре группы. Главные силы составлял III корпус, которому, кроме 1, 4 и 6 дивизий, была подчинена также и 10 бригада, входящая в состав 5 дивизии.

Командование армией уже предварительно дало приказ о перевозке 4 и 6 дивизий из Кечкемета в Мишкольц. Задачей корпуса являлось: продвинуться вперед между Тиссой и Бодвой и как можно быстрее дойти до линии Шаторальяуйхей—Кашша(Кошице)—Шепшисентдьердь.

5 дивизия в день начала наступления должна была занять Римасомбат и направить небольшие силы в направлении Рожньо (Рожнава) и Тисолц (Тисовец). Главная сила корпуса должна была собираться в окрестности Путнок—Банреве и Римасомбат.

Заданием 3 дивизии было: занять Лошонц и продвинуть сильное соединение к Зойому (Зволен).

Позже как 5, так и 3 дивизии составляли резерв командования армией.

Четвертую группу составляла 1 бригада, сильный отряд которой в начале наступления должен был привлечь на себя внимание противника близ Левы (Левице), затем в сотрудничестве с дунайской флотилией продвинуться до Гарама (Хрон) в направлении Парканя.

Из-за затяжки подготовки командование армией перенесло дату начала наступления на 29 мая. Так как позже и этот срок оказался чрезмерно ранним, окончательным сроком начала наступления было назначено 30 мая в 6 часов утра. В интересах обеспечения успеха наступления и введения противника в заблуждение командование армией дало 1 корпусу указание одновременно с началом наступления предпринять небольшими силами форсирование Тиссы у Сольнока и более значительными силами — у Чонграда.

Руководители Красной Армии считались и с той возможностью, что во время северного похода французские и югославские вооруженные силы

[2] ВИА, ДВСР, Армейский журнал, 27 мая.

предпримут наступление, чтобы оказать помощь чехословацкой армии. Поэтому командование IV будапештского корпуса получило указание подготовить повреждение железнодорожных линий Печ—Будапешт, Сабадка (Суботица)—Будапешт и Сегед—Будапешт, позаботиться на случай возможного с юга наступления о заградительном огне артиллерии указанных выше железнодорожных линий и шоссе, ведущих с юга к столице.

29 мая командование армией известило I корпус уже о том, что примерно на 3—4 июня запланировано форсирование Тиссы в окрестностях Токая.[3] Корпус получил следующее задание: когда командование румынской армией вынуждено будет вследствие наступления через Тиссу в направлении Ниредьхазы ослабить вооруженные силы, стоящие против корпуса, I корпус должен форсировать Тиссу у Сольнока 2 и 7 дивизиями. Из этого приказа командования Красной Армией выясняется, что оно в течение одной недели хотело нанести чехословацкой армии такой удар, после которого она в течение долгого времени не сможет оправиться и вследствие которого тылу венгерской армии, наступающей против румынских войск, с севера не будет угрожать большая опасность.

Верховное руководство Красной Армии было решительным, смелым, действительно революционным. Не прошло и месяца со времени серьезного военного и политического кризиса Венгерской советской республики, а реорганизованная Красная Армия, одержавшая уже победу у Шалготарьяна и Мишкольца, окруженная теперь со всех сторон превосходящими силами противника, готовилась нанести удары интервенционным войскам.

Этих результатов Красной Армии удалось достичь потому, что в руководстве военными делами решающим образом осуществлялось влияние коммунистов и левых социал-демократов. Большинство народных комиссаров-коммунистов были фронтовики и приобрели опыт в русской гражданской войне. Поэтому коммунисты пользовались в Революционном Правительственном Совете в военных вопросах авторитетом и их точка зрения имела решающую роль при разрешении этих вопросов. Решения по наиболее срочным стратегическим и оперативным вопросам принимались вообще на закрытых заседаниях. В этих заседаниях со стороны Народного Комиссариата военных дел принимали участие Бела Кун и Бела Санто, со стороны командования армией — Вильмош Бэм и Аурель Штромфельд. Принятые на заседаниях решения отражали политический опыт и революционную целеустремленность Куна и Санто и полководческую гениальность Штромфельда.

На руководство Красной Армией очень благоприятное влияние оказал тот факт, что во главе I, II и III корпусов стояли такие последовательные

[3] ВИА, ДВСР, № 50. Командование Красной Армией (в дальнейшем ККА), № 529/18 во.

революционеры, как Енэ Ландлер, Енэ Гамбургер и Бела Ваго. После назначения их командирами корпусов Бэм мог сноситься с войсками вообще лишь через них, что в большой мере затруднило его контрреволюционную деятельность.

*

Наступление Красной Армии началось 30 мая рано утром на фронте протяжением в 250 километров. Решался вопрос: правильным ли было решение Революционного Правительственного Совета, должным образом ли подготовило действия командование армией, устоят ли в трудных условиях крупного похода солдаты-пролетарии Красной Армии.

В первый день наступления нападающий в главном направлении III корпус встретил сильное сопротивление противника. Соединения 6 дивизии, наступающие на северо-восток в долине Хернада, к вечеру заняли Сиксо и находящуюся на запад от этого города гору Франк. Соединения успешно отразили попытки противника, направленные на захват обратно Сиксо и горы Франк.

Первой дивизии, наступавшей в направлении Тисалуца через Хернад, в течение дня удалось продвинуться до хутора Абони, находящегося на юго-восток от Тисалуца, но под влиянием контрударов со стороны румын и очень сильного огня вражеской артиллерии она вынуждена была отступить до Керема, лежащего на берегу Хернада.

Наступление 5 дивизии было более успешным. В боях, продолжавшихся в течение всего дня, дивизия захватила Банреве и к вечеру продвинулась до линии Римасеч(Сиач)—Ленардфалва—Малихедь—Путнок—Чюрехедь—Шайоказа.

Успешным было и наступление 3 дивизии. После кровопролитных боев дивизия оттеснила отряды группы Летовского и вечером вступила в Лошонц.

На левом крыле наступления 1 бригада, начав наступление от Соба, при поддержке со стороны Дунайской флотилии продвинулась до Гарамкевешда (Хронска Каменица), захватила и лежащие севернее Балашшадьярмата возвышения, которые ей удалось удержить несмотря на сильные контрудары противника.

Эстергомская красная милиция без ведома и разрешения командования армией форсировала Дунай и продвинулась до возвышений севернее Парканьнана. Вечером же под влиянием начавшегося контрнаступления чехословаков вынуждена была оставить Парканьнан.

Хотя Красная Армия в первый день наступления не везде достигла намеченную цель, руководители чехословацких вооруженных сил с очень серьезными опасениями смотрели на предстоящие события. Особенно серьезным считали они то, что группа Летовского вынуждена была оставить

Лошонц. Эта неудача объяснялась беспомощностью Летовского и руководство чехословацкой армии решило сменить пожилого генерала и назначить на его место молодого, энергичного полковника Шнейдарека, прошедшего французское военное обучение. Впрочем, самую большую заботу причиняло чехословацкому военному руководству отсутствие запасных войск. Между Чехословакией и Польшей в то время отношения были очень напряженными из-за принадлежности города Тешина, вследствие чего часть чехословацкой армии держали наготове, считаясь с возможностью столкновения в этом районе.

III корпус 31 мая в северном направлении продвинулся до Эделеня, соединения же 6 дивизии — на правом берегу Хернада до линии Хомрогд—Лех—Чобад. 1 дивизии не удалось добиться в этот день значительных успехов, поэтому командование корпусом решило бросить на следующий день в бой также и находившуюся до тех пор в резерве 4 дивизию, чтобы отбросить в направлении Тисалуца стойко державшиеся румынские отряды. Принимая во внимание сильную румынскую артиллерию, на этом участке фронта нужно было артиллерийское подкрепление, поэтому для подготовки и поддержки наступления двух дивизий здесь были сосредоточены 20 батарей.

31 мая 5 дивизия добилась значительного успеха прежде всего на левом крыле и заняла вечером Римасомбат. На правом же крыле дивизия из-за очень трудных местных условий и более сильного сопротивления противника продвигалась вперед лишь очень медленно.

Не произошло особых событий в этот день и на участке фронта 3 дивизии. Большинство соединений отдыхало после боев предыдущего дня в Лошонце (Лученец).

Первая бригада продвинулась дальше на север от Балашшадьярмата. Но противник упорно держался на линии Гарама (Хрон) и у Ипойшага (Шахи).

1 июня Красная Армия добилась новых успехов. Особенно важное значение имела победа, одержанная первой и четвертой дивизиями III корпуса над румынскими королевскими войсками в направлении Тисалуца. Сильная артиллерийская подготовка, при которой применялась мортира 30,5 калибра, пользовавшаяся большим «авторитетом» во время первой мировой войны, сломала сопротивление противника, отряды которого под влиянием нападения двух красных дивизий в панике бежали. Соединения Красной Армии в утренние часы заняли Тисалуц и продолжали продвигаться на восток в направлении Серенча. Румынские войска, имея в тылу Тиссу, не желали вступить в бой с 1 и 4 дивизиями и постепенно оттянули свои отряды на левый берег Тиссы. Отступление румын, освобождение Серенча принудили 6 чехословацкую дивизию в интересах обеспечения своего левого крыла укрепить позиции своих отрядов, находившихся севернее Серенча

в направлении Шарошпатака. Тем самым началось раздвоение корпуса Хеннока.

В этот день 6 красная дивизия продвинулась в долине Хернада до линии Купа—Шейеб—Форро—Хернадсентандраш. 10 бригада продвинулась вперед в долине Бодвы в направлении Сендрэ.

Хеннок понимал, что продвижение Красной Армии в долине Хернада серьезно угрожает Кашша (Кошице). Будучи уверенным в том, что с помощью имеющихся в его распоряжении сил он не сможет приостановить продвижение венгров, Хеннок просил Министерство национальной обороны предоставить в его распоряжение VI чехословацкую бригаду, находящуюся в запасе на юге от Кашши. В течение ночи он получил на свою просьбу положительный ответ.

1 июня на участке 5 красной дивизии не произошло существенного изменения. 3 дивизия продвинулась в направлении Зойома (Зволен). На северо-западе от Литке противник пытался предпринять контрнаступления, но безуспешно. Соединения первой бригады, продвигающиеся в направлении Левы (Левице), дошли до Чанка (Чанков), продвигающиеся же к Зойому (Зволен) — до Кеккэ (Модри Камень) и Чаба (Чебовце).

Главное командование Красной Армией основной задачей войск на 2 июня наметило: беспощадно, прилагая все силы, преследовать отступающего противника.

2 июня на участке III корпуса уже чувствовалось, что 6 чехословацкую дивизию в соответствии с просьбой Хеннока укрепили свежей бригадой. В то время, как 4 дивизия в восточном направлении продвинулась уже до Токая, 6 дивизия и 10 бригада натолкнулись на усиливающееся сопротивление противника. 6 дивизия продвинулась до линии Гарадна—Вилмань в долине Хернада, левое же ее крыло стояло на линии Фельшевадас—Сольнок. 10 бригада сражалась на юге от Сендрэ.

5 дивизия продвинулась в долине Римы до Кецеге (Коциха), продвигающаяся же вперед в долине Шайо ее колонна дошла с севера до Торнальи.

Отряды 3 дивизии, продвигающиеся к Зойому (Зволен), оттеснили упорно обороняющегося противника обратно до линии Лоньябанья (Ловинобанья)—Ружина.

Один из батальонов 1 бригады в течение дня занял Леву. Этот батальон не смог бы отразить явно предстоящий в ближайшее же время контрудар, поэтому для укрепления города туда был направлен один полк. На правом крыле бригады противник отступил на линию Шельмецбанья (Банска Штиавница)—Корпона (Крупина).

Чехословацкое военное руководство всеми силами пыталось остановить продвижение Красной Армии, но безуспешно. Чехословацкие отряды в боях, продолжавшихся в течение нескольких дней, изнурились, ослабла их дисциплина, значительная часть соединений дезорганизовалась. Отсту-

пление румынских войск за Тиссу могло иметь для группы Хеннока очень серьезные последствия. Французский генерал вынужден был обеспечить войска для укрепления Шатораль-яуйхея, что, принимая во внимание, что он не имел запасных отрядов, являлось очень трудной задачей.

Продвижение Красной Армии к Леве (Левице) и Эршекуйвару (Нове Замки) ставило в затруднительное положение 7 дивизию Миттелгаузера. Миттелгаузер дал Летовскому, который до прибытия Шнейдарека еще командовал II и IV бригадами, указание предпринять в интересах облегчения положения 7 дивизии 3 июня контрудар силами II бригады в направлении Ипойшага (Шахи) и силами IV бригады в направлении Лошонца (Лученец).[4]

Командование Красной Армией — в соответствии с первоначальным планом — дало III корпусу указание, согласно которому 4 дивизия корпуса 3 июня должна форсировать Тиссу близ Токая. Остальные группы получили приказ решительно продолжать продвижение вперед.[5]

Но 4 дивизия не могла форсировать Тиссу, потому что румынские войска на 3 июня взорвали железнодорожный мост у Токая. Поэтому дивизия продолжала наступать на восток и продвинулась до Бодрогкерестура. 6 дивизия заняла Генцруску на правом берегу Хернада, ее левое крыло продвинулось до горы Магаш. 10 бригада продолжала вести упорный бой на юге от Сендрэ.

5 дивизия сражалась в этот день с переменным успехом. В то время, как в долине Шайо ей удалось продвинуться и вступить в Гемерпанит (Пониата), сражающиеся в долине Римы соединения этой дивизии вынуждены были отступить.

Как правое, так и левое крыло 3 дивизии медленно продвигались вперед. После продолжавшегося в течение всего дня сражения у Лоньябаньи (Ловинобаня) прорвали оборонительную линию противника и продвигались вперед в направлении Детвы.

1 бригада на северо-западе заняла Эршекуйвар (Нове Замки). Но ей не удалось преодолеть противника в боях со II чехословацкой бригадой в окрестностях Немети и Ракоц, и вечером она вынуждена была отступить.

4 июня прошло в боях с переменным успехом. 4 дивизия и 3 бригада III корпуса продолжали продвигаться на северо-восток. 6 дивизия и 10 бригада корпуса не смогли в этот день добиться существенного результата. Хеннок сгруппировал свои лучшие силы на юге от Кашши (Кошице), где между Торна (Турня) и Хернадом старался прочно укрепить свои позиции. Было явно, что, если Красной Армии удастся выйти на равнину, распро-

[4] Доклад Летовского президенту республики от 10 июня 1919 г. Центральный военный архив. Прага (в дальнейшем ЦВА Прага), Вторая бригада. S—1—45.

[5] ВИА, ДВСР, № 51. ККА, № 602/11 во.

страняющуюся на юге от Кашши (Кошице), едва ли можно будет воспрепятствовать занятию этого важного города.

Правое крыло 5 дивизии продвинулось в направлении Рудабаньи, но ее отряды, находящиеся в долинах Шайо и Римы, под нажимом противника вынуждены были отступить.

3 дивизия и 1 бригада в этот день медленно продвигались вперед.

5 июня началась одна из важнейших военных операций северного похода: бой у Кашши.

Пелле, который никоим образом не хотел примириться с потерей Кашши, дал Хенноку указание бросить в бой для защиты Кашши и Шаторальяуйхея все соединения 3 чехословацкой дивизии и I бригады, без которых он может обойтись. В Кашшу направили также и 30 полк, который обеспечивал до тех пор польскую границу. Это подкрепление предоставило Хенноку возможность создать в районе Кашши новые резервные силы и второй уступ.

Однако надежды чехословацких военных руководителей сильно поколебало известие о том, что Красная Армия заняла Шарошпатак, вследствие чего была полностью порвана связь между Кашша и русинской группой чехословацкой армии.

Наступление, предпринятое 6 дивизией на рассвете 5 июня, натолкнулось на ожесточенное сопротивление. Противник твердо держался на правом крыле, в окрестностях Хидашнемети, и на левом крыле, в окрестностях Торна (Турня). В конце концов исход сражения был разрешен тем, что соединения 46 бригады, переброшенные из Лошонца (Лученец) по железной дороге, прорвали близ Бузита чехословацкую оборону и быстро продвинулась к Надьиде (Велька Ида). В послеобеденные часы командир чехословацких запасных соединений, расположенных в Надьиде, сообщил, что венгерские войска окружили с юго-западной стороны Надьиду, солдаты его соединений впали в панику, рядовые солдаты не повинуются офицерам. В таких условиях Хеннок вынужден был дать приказ о сдаче Надьиды (Велька Ида). Вследствие продвижения 39 бригады противник вынужден был оттянуть и свои соединения, расположенные на крыльях прорыва.

Успехи, достигнутые восточнее прорыва, в полосе наступления 6 дивизии, оказали благоприятное влияние и на 10 бригаду, которая после топтания на месте в течение нескольких дней пришла в движение и продвинулась на север от Сендрэ.

5 дивизии удалось продвинуться в долине Римы до Рахо (Храхово), но на других участках ее фронта значительного изменения не произошло.

Левое крыло 3 дивизии несколько отступило, ее центр занял возвышения, расположенные на юго-востоке и юго-западе от Дьетвы. Правое крыло продвинулось до линии Шошлехота—Ухорска, получив задание облегчить положение левого крыла 5 дивизии.

I бригада в течение дня достигла линии Араньошмарот (Злате Моравце)—Веребей(Врабле)—Эршекуйвар (Нове Замки). Левский полк продолжал продвигаться к Зойому (Зволен).

Хотя не было много шансов на успех, Хеннок все же предпринял последнюю попытку защитить Кашшу. В ночь на 6 июня он подготовил контрудар в направлении Надьиды (Велька Ида).

6 июня еще до рассвета два батальона и одна батарея приступили к осуществлению контрудара. Чехословацкие отряды дошли до восточной границы Надьиды (Велька Ида), но венгерские соединения, быстро освоившиеся с положением, отбросили их примерно на три километра назад. К шести часам утра чехословацкое соединение, принимавшее участие в контрударе, выбилось из сил, его командир сообщил, что у него нет ни боеприпасов, ни запасных сил. В то же время Красная Армия продолжала наступление с новыми силами.

Новому командиру 6 чехословацкой дивизии, генералу Шабору не оставалось иного, как дать приказ о сдаче Кашши. Еще в тот же день храбрые солдаты 6 венгерской дивизии вошли в Кашшу и были приняты населением города с большим воодушевлением.

III корпус добился успеха и в восточном направлении. К вечеру этого же дня красные знамена рели и в городе Шатораляуйхей.

6 дивизия в ночь на 6 июня вновь пыталась форсировать Тиссу на востоке от Токая, но, потерпев значительные потери, вынуждена была отказаться от этого намерения.

Командование же армией не хотело отказаться от плана форсирования Тиссы и наступления против румын и подготовило новую попытку форсирования Тиссы на 8—10 июня.

5 дивизия 7 июня продвинулась вперед до линии Кевечеш (Штрковец)—Шайокеси(Кесовце)—Пасоба. 3 дивизия продолжала продвигаться во всех направлениях. I бригада заняла Шелмецбанья (Банска Штиавница) и Корпона (Крупина).

7 июня самым знаменательным событием было то, что 16 пехотный полк занял Зойом (Зволен). Продвижение Красной Армии вперед продолжалось и на остальных участках фронта, хотя венгерские соединения начинали уже утомляться после сражений, продолжавшихся уже более одной недели.

На следующий день, 8 июня, продолжалось победоносное продвижение Красной Армии. Соединения III корпуса продвинулись на восток и на запад от Кашши. 3 бригада в восточном направлении преследовала отступающего противника на северо-востоке от Шатораљяуйхея.

5 дивизия дошла в долине Римы до местности Нюштя (Хнуштя), в долине Шайо — до линии Дереск (Дриенчани) — Лице (Лицинце) — Пелшоц (Плешивец) — Силице (Силица). Левое крыло 3 дивизии продвинулось

в направлении Кермецбаня (Кремница) и Бестерцебаня (Банска Бистрица), ее правое крыло — на северо-восток от Дьетвы (Детва).

Соединения 1 бригады, разбросанные на большой территории, не были в состоянии выступать с должными силами во всех направлениях своего все более увеличивающегося фронта. Поэтому командование армией решило поручить укрепленной 3 дивизии обеспечение западного крыла наступления. Командование 3 дивизии получило указание продвинуться главными силами к Ньитре (Нитра), 80 же ее бригада должна, продвинувшись вперед от Кермецбани (Кремница) к Рутке (Врутки), отрезать железнодорожную линию Кашша (Кошице)—Игло (Спишска Нова Вес)—Попрад—Жолна (Жилина), чтобы тем самым воспрепятствовать отступлению чехословацких войск из Восточной Словакии и переброску возможного подкрепления к Кашше.[6]

Подкрепление наступающего левого крыла армии обосновывалось и тем, что на этой территории следовало считаться с укреплением сопротивления чехословацких войск. Признаки этого видны были уже у Эршекуйвара (Нове Замки), где батальоны красной милиции вследствие наступления противника вынуждены были оставить город.

7 июня произошло важное внешнеполитическое событие, которое в дальнейшем оказало решающее воздействие на деятельность Красной Армии. Клемансо от имени парижской мирной конференции направил Революционному Правительственному Совету ноту,[7] в которой призвал венгерское правительство к прекращению военных действий. С одной стороны, нота содержала соблазнительное обещание, подчеркивая, что имеется намерение пригласить в Париж делегатов Венгерской советской республики для вручения им условий мира. С другой же стороны, нота в случае продолжения военных действий угрожала венгерскому правительству карательными мероприятиями.

Революционный Правительственный Совет немедленно дал ответ на эту ноту, явной целью которой было обеспечить передышку чехословацкой армии, находящейся в критическом положении. В ответе указывалось, что враждебные действия начало не венгерское советское государство, а чехословацкая армия, произвольно перейдя демаркационную линию. Одновременно правительство внесло предложение относительно урегулирования взаимных проблем новых государств, созданных на территории бывшей Австро-Венгерской Монархии, на конференции в узком кругу. Венгерское советское правительство не дало указания о прекращении военных действий.

Соединения чехословацкой армии, находившиеся в Словакии, особенно их восточная группа, несомненно сильно нуждались в посредничестве

[6] ВИА, ДВСР, № 51. ККА, № 603/13 во.
[7] Газета Vörös Ujság (Красная газета) 9 июня 1919 г.

Антанты. Солдаты этих соединений вследствие постоянного отступления деморализовались, многие соединения понесли очень большие потери. Дальнейшее продвижение венгерской Красной Армии угрожало тем, что после русинской группы от западной группы будет отрезан и весь корпус Хеннока. Вследствие продвижения 3 дивизии IV бригада 2 чехословацкой дивизии, созданной из бывшей группы Летовского под командованием Шнейдарека, уже была отрезана от остальных соединений дивизии. Прорыв железнодорожной линии Игло (Спишске Нова Вес) — Попраг—Жолна (Жилина) завершил бы разделение этой группы чехословацких вооруженных сил на три части.

Трудности чехословацкого военного руководства усугубляло еще более то, что симпатизирующие диктатуре пролетариата словацкие трудящиеся во многих местностях развязали вооруженное восстание в тылу сражающихся соединений. Особенно сильное коммунистическое движение развернулось в Эперьеше (Прешов) и в его окрестностях.

9 июня на всем фронте шли бои. Одно из соединений 6 дивизии III корпуса вошло в Эперьеш (Прешов). Головные отряды 8 бригады продвинулись до Текетеребеша (Требишов).

Соединения 5 дивизии, наступающие в долине Римы, приблизились к Тисолцу (Тисовец). Правое крыло дивизии в долине потока Йолшва дошли до Йолшвы (Елшава), в долине же Шайо — до Пелшеца (Плешивец).

3 дивизия продолжала продвигаться в направлении Бестерцебаня (Банска Бистрица).

Против левских соединений I бригады сильное наступление предпринял корпус Миттельгаузера. Чехословацкое военное руководство наступлением против относительно слабого левого крыла наступающих венгерских войск желало приостановить продвигающуюся к Бестерцебане (Банска Бистрица) 3 дивизию и принудить ее к отступлению. I бригада с успехом отразила в течение дня концентрированное наступление, предпринятое против Левы (Левице).

В этот день командование армией внесло значительные изменения в разработанный первоначально план похода. Командование III корпусом утром обратилось к командованию армией с предложением отменить приказ, согласно которому в ближайшие дни надо начать форсирование Тиссы и наступление против румынских войск, находящихся в затисских районах.[8] В предложении указывалось, что соединения чехословацких вооруженных сил в Словакии еще не потерпели такого решающего поражения, которое сделало бы невозможным их быструю реорганизацию и наступление против северного фронта венгерских вооруженных сил, ослабленных в результате военных действий в Затисских районах. В предложении подчеркивалось,

[8] ВИА, ДВСР, № 51. ККА, № 609/3 во.

что силы, с помощью которых запланировано наступление против румын (4 дивизия, новообразованная 8 дивизия, а также I корпус), недостаточны для того, чтобы задание было с успехом выполнено. Командование III корпуса предлагало следующее: прежде чем приступить к наступлению против румынских королевских войск, надо продолжать наступление против чехословацкой армии вплоть до окончательной победы над ее соединениями в Словакии. По мнению III корпуса сокрушительный удар чехословацкой армии надо нанести, продвигаясь в долинах Хернада и Вага.

Командование армией сначала не было согласно с этим предложением, позже же, обстоятельно взвесив стратегическую и внешнеполитическую точки зрения, приняло предложение. Решающее воздействие на командование армией произвело то, что Антанта после ноты от 7 июня считала бы наступление на румын вызовом. Чехословацкая армия на западе перешла в наступление, выразив тем самым, что не желает удовлетворить призыв Антанты к перемирию. Таким образом, контрудар Красной Армии на этом фронте с оперативной точки зрения был необходимым, с внешнеполитической же точки зрения — обоснованным и законным.

На основании изложенного выше командование армией приняло следующее решение:

«Общее положение требует, чтобы главные силы армии, прежде чем, форсировав Тиссу, развернуть наступление против румынских вооруженных сил, на долгое время ликвидировали чехословацкую армию.

Вследствие этого командование армией решило сконцентрировать на севере от Дуная крупные силы, которые предпримут наступление в западном направлении, наблюдая лишь за соединениями, отступающими в настоящее время в долины Хернада и Верхнего Вага, и, продвинув одну группу к Рутке (Врутки), принудят противника оставить долину Вага.»[9]

Это решение командования армией приняло окончательную форму 12 июня, когда из 3, 4 и 8 дивизий был создан новый корпус (V корпус), получивший задание начать наступление в западном направлении на территории между Левой (Левице) и Дунаем.

10 июня передовой отряд 6 дивизии продвинулся до Бартфы (Бардеев). 5 дивизия заняла Тисолц (Тисовец) и Рожьно (Рожнява). 3 дивизия вела упорные бои в долине Гарама (Хрон).

Не прошло еще и двух недель с начала северного похода. Но геройски сражающиеся солдаты Красной Армии освободили за этот период значительную территорию Северной Венгрии и Восточной Словакии, продвинувшись на фронте противника в глубину более 150 километров.

Красноармейцы, значительная часть которых попала на передовую линию, не имея ни малейшего военного опыта, после непродолжительной

[9] ВИА, ДВСР, № 52. ККА, № 609/8 во.

подготовки с воодушевлением преодолевали ожесточенное сопротивление противника и трудности, связанные с быстрыми темпами продвижения вперед в гористой лесной местности. Один бывший солдат Красной Армии, вспоминая об этих днях, сказал: «Где бы мы не шли, мы повсюду видели хорошее настроение, веселые лица. Можно было думать, что мы на свадьбе, а не на войне.»[10]

В результате освобождения большой части территории Восточной Словакии 16 июня породилась новая огромная победа международной социалистической революции: 16 июня в Эперьеше (Прешов) была провозглашена Словацкая советская республика. Со Словацкой советской республикой появилась новая база европейского революционного движения. Словацкая советская республика вступила в союз с русским и венгерским пролетарскими государствами и немедленно приступила к созданию революционной государственной власти словацкого народа. Были сделаны первые шаги также и в интересах создания словацкой Красной Армии.

«Победоносная и неудержимо продвигающаяся вперед мировая революция новым большим результатом обогатила свои успехи. Сегодня на освобожденной от империализма словацкой земле образовалась самостоятельная Словацкая советская республика... Этим выступлением словацкие рабочие, солдаты и аграрные пролетарии расширили революционный фронт, путь для которого проложили Русская и Венгерская советские республики, расширив путь перед великой идеей мирового совета. Новорожденная Словацкая советская республика считает, естественно, своими союзниками своих победоносных братьев, Русскую и Венгерскую советские республики и ставит себя под покровительство силы международного пролетариата — единого и солидарного рабочего интернационала, контуры которого все яснее начинают обрисовываться»,[11] говорилось в обращении Словацкой советской республики к рабочим всего мира, опубликованном по случаю провозглашения республики.

После 10 июня восточно-словацкий фронт постепенно укрепился. 11 июня чехословацкий генеральный штаб в интересах обеспечения железнодорожной линии Игло (Спишска Нова Вес)—Попрад—Жилина и территории между корпусами Хеннока и Миттельгаузера организовал новую дивизию, названную «Временной дивизией». Командиром дивизии был назначен генерал Парис. Командование дивизией разместилось в Попраде.

В последующие дни внимание как чехословацкого, так и венгерского генеральных штабов было обращено на территории, находящиеся севернее Дуная. 11 и 12 июня корпус Миттельгаузера предпринял новое наступление на Леву (Левице), но 3 дивизии удалось отбросить противника за линию

[10] Газета Sarló és Kalapács (Серп и молот) 1931. № 3—4, стр. 52.
[11] Газета Kassai Vörös Ujság. 17 июня 1919 г.

Гарама (Хрон). Командование Красной Армией приступило к перегруппировке 4 и 8 дивизий на участок, на котором началось наступление.

13 июня Клемансо направил венгерскому советскому правительству новую ноту,[12] в которой повторно требовал прекращения военных действий. В то же время он от имени Антанты дал обещание: в том случае, если Красная Армия на севере отведет свои соединения на демаркационную линию, румынские войска также получат указание об отводе своих соединений на демаркационную линию. Вильмош Бэм в приказе сообщил об этой ноте войскам, подняв тем самым в рядах армии пацифистскую волну, которая, сочетаясь с утомлением солдат, начала подрывать в армии дисциплину и боевой дух.

Чехословацкое военное руководство, используя то, что Красная Армия в ходе подготовки к новому наступлению вывела с некоторых участков фронта свои отряды, предприняло 15 и 16 июня наступления, которые в некоторых местах увенчались успехом. 15 июня соединения Красной Армии вынуждены были оставить Тисолц (Тисовец), 16 июня — Рожньо (Рожнява). Неблагоприятно сложилось положение венгерских отрядов и в окрестностях Кашши (Кошице) и Левы (Левице).

Принимая во внимание, что к этому времени уже закончилась организация V корпуса, командование армией приняло решение — начать наступление на всей линии. За период между 16 и 22 июня III корпус и 5 дивизия в упорных боях отразили наступление противника и заставили его отказаться от намерения взять обратно Эперьеш (Прешов) и Кашшу (Кошице).

17 июня начали наступление и три дивизии V корпуса. 3 дивизия должна была продвинуться в направлении Шелмецбаньи (Банска Штиавница), 4 дивизия — в направлении Веребея (Врабле), 8 же дивизия — в направлении Эршекуйвара (Нове Замки).

3 дивизия 17 июня в боях с переменным успехом стояла в районе Девиче (Девичие) — Перенчфалу, Апати и Гарамкеси (Косихи над Хроном). 4 дивизия сражалась на северо-западе от Левы (Левице) на линии Уйбарш (Нови Теков) — Обарш (Стари Теков) — Гарамлэк (Лок) и Лева (Левице). Этим двум дивизиям пришлось отражать упорные удары противника, им пока не удалось начать наступление.

8 дивизия встретила слабое сопротивление, ей удалось продвинуться до линии Чуз, Кюрт, Пербете и Марцелхаза.

18 июня сопротивление противника у Левы (Левице) ослабло, в послеобеденные часы началось отступление вражеских войск.

8 дивизия 18 июня добилась большого успеха: передовые отряды дивизии дошли на севере от Эршекуйвара (Нове Замки) до Ньитры (Нитра) и, форсировав реку, заняли Банкеси. После занятия этого села два батальона

[12] Vörös Ujság. 17 июня 1919 г.

и две батареи дивизии начали продвижение в южном направлении, к Эршекуйвару (Нове Замки).

Успешное наступление 8 дивизии создало на правом крыле западной группы словацких вооруженных сил очень трудное положение. Запасные части противника уже почти совсем иссякли. Вследствие продвижения 8 дивизии можно было уверенно рассчитывать на занятие венгерскими войсками не только Эршекуйвара (Нове Замки), но и Пожоня (Братислава). Министр Шробар в своих мемуарах очень наглядно описывает безнадежность положения чехословацкого буржуазного военного руководства:

«18 июня в 10 часов вечера в мой кабинет вошел генерал Миттельгаузер и просил, чтобы... я вместе с правительством ехал из Пожоня (Братислава) в Тренчен (Тренчин), потому что наши в данный момент отступили из Эршекуйвара (Нове Замки), и перед венграми свободен путь к Пожоню (Братислава).

Я спросил его: И нет никакой помощи, чтобы остановить придвигающихся венгерских солдат?

Нет, ответил генерал...»[13]

Далее Шробар рассказывает, что по распоряжению чехословацких буржуазных властей в Пожоне (Братислава) остались лишь незначительные вооруженные силы для поддержки порядка. Значительная часть полиции также симпатизировала Красной Армии, что причиняло Шробару большую заботу.

«Я задумался о нашем положении в городе» продолжает Шробар в своих мемуарах. «В нашем распоряжении было всего лишь несколько солдат: стража на мосту через Дунай. На противоположном берегу... стояли венгры, в самом городе 20 000 организованных рабочих-большевиков и венгров симпатизирующих большевикам, а также немцев-социал-демократов, которые явно ждали прихода венгров. Если они восстанут, судьба Пожоня (Братислава) будет решена, и все правительство будет висеть на фонарных столбах...»[14]

Если бы командование V корпусом и главное командование армией во время поняли положение, сложившееся в результате успеха, достигнутого 8 дивизией, и в интересах дальнейших успехов бросило бы в бой в направлении Пожоня (Братислава) большие силы, то, несомненно, можно было бы одержать победу, имеющую очень важное значение. Имелись в распоряжение и силы, необходимые для достижения дальнейших успехов: главное командование армией 18 июня перебросило 2 дивизию из района I корпуса на северо-западный фронт.

[13] V. Šrobár: *Mit jelentett Kun Béla támadása számunkra és a magyarok számára?* (Что означало для нас и для венгров наступление Бела Куна?) *Vpád maďarských boľševikov na Slovensko v roku 1919.* Братислава, 1938 г. стр. 10.

[14] Там же, стр. 10—11.

Но Штромфельд считал и далее желательным продвижение отрядов V корпуса в северном и северо-западном направлении. Поэтому он утвердил решение, принятое командованием V корпуса вечером 18 июня, согласно которому 4 дивизия должна продвинуться вперед в долинах Гарама (Хрон) и Туроца в направлении Рутки (Врутки), главные же силы корпуса: 8, 3 и переброшенная сюда недавно 2 дивизии должны продолжать наступление в направлении Ньитры (Нитра) и Вагшейя (Шали у Торнок).

Штромфельд отказался от продолжения наступления на столицу Словакии, вероятно, по такому соображению, что Пожонь (Братислава) и в случае возможного занятия города лишь с большим трудом можно было бы удержать до решающего разгрома главных сил группы генерала Миттельгаузера, так как эти силы вследствие сильного расширения фронта относительно легко могли бы отрезать отряды Красной Армии, находящиеся в окрестностях Пожоня (Братислава). В результате того, что 8 дивизия не продолжала наступление на Пожонь (Братислава), противник смог укрепить оборону Эршекуйвара (Нове Замки) и Пожоня (Братислава), смог выйти из критического положения.

3 дивизию, непригодную уже для дальнейших усилий, 19 июня надо было отвести на отдых. 4 дивизия продолжала упорно сражаться близ Дьереда (Гирода), 8 дивизия на востоке от Эршекуйвара (Нове Замки) продвинулась до Охай (Долни Охай) и Житвафедема (Житва Федимеш), а на юго-востоке — до Комаромсентпетера (Свати Петер при Комарно) и Марцелхазы.

В последующие дни размах наступления Красной Армии существенно ослабел. Хотя до заключения перемирия 24 июня некоторые отряды еще с честью стояли за себя, все же в армии все чаще имели место недисциплинированность, развинченность и даже нарушение приказов. Упадок боевого духа армии начал проявляться особенно начиная с 20 июня. В этот день 8 рабочий полк, несмотря на приказ, произвольно отступил и отказался продолжать сражение. Полк надо было отвести с фронта. Распадалась дисциплина и в других соединениях 1 дивизии. Подобные явления, хотя и в более мягкой форме, проявлялись и в других отрядах.

Что было причиной того, что многие солдаты-пролетарии, сражавшиеся еще недавно с самоотверженной храбростью, с энтузиазмом, потеряли настроение, не хотели больше сражаться?

Нет сомнений в том, что продолжавшиеся более одного месяца бои, большие походы, трудная местность, отсутствие отдыха изнурили большую часть солдат. Но не это было главной причиной упадка боевого энтузиазма солдат. Одной из причин растущего недовольства являлось: солдаты видели, что в то время, как они, рискуя жизнью, без отдыха сражаются, другие люди живут в тылу в безопасности на пособие по безработице. В связи с тем, что регистрация рабочих и набор в Красную Армию, а также

снабжение членов семей поступивших на военную службу находились в руках профсоюзов, правые социал-демократы оказывали большое влияние как на пополнение армии, так и на настроение красноармейцев через оставшихся дома членов их семей. Общим явлением было то, что в профсоюзе рабочих отговаривали от вступления в Красную Армию. В то время, как уклонявшимся от фронта выдавали большие профсоюзные пособия, членам семей красноармейцев отказывали часто в удовлетворении даже самых законных требований.

«Членов семей солдат отовсюду выгоняют, несмотря на все их удостоверения, оттесняют их на задний план, более того, глумятся над ними... Им выдают несоразмерно меньшее количество предметов домашнего обихода, топлива и продовольствия, чем семьям уклоняющихся от фронта. Отклоняют все просьбы членов семей павших в боях. На все их просьбы они получают короткий отрицательный ответ, более того, их грубо оскорбляют, и т. д.»[15] — сообщал 20 июня политический комиссар 1 дивизии.

Для двурушничества правых социал-демократов характерным было то, что в то время, как в тылу они говорили о бессмысленности борьбы Красной Армии и в различных формах выражали враждебные чувства к армии, на фронтах они говорили солдатам о том, что тыл бросил армию на произвол судьбы.

Наряду с недостатком пополнения, в некоторых соединениях серьезные трудности возникли вследствие недостаточности вооружения.

Наряду с недовольством, возникшем в связи с приведенными выше проблемами, на настроение армии решающее влияние оказало опубликование обмена нотами с Антантой. Солдаты под лозунгом «границы установлены, наше правительство не может изменить их»[16] считали дальнейшие жертвы излишними и стремились домой.

В это время уже все более проявлялись все течения контрреволюции. В первые дни северного похода в Задунайском крае была организована забастовка железнодорожников, 20 же июня вспыхнул вооруженный мятеж в Дунапатае, Фюлепсаллаше и Хайоше.

Все более сбрасывали маску и правые социал-демократы. На выборах на съезде партии в порядке путча из руководства партии хотели удалить коммунистов. В течение июня и июля Бэм неоднократно пытался привлечь руководителей правых социал-демократов на сторону идеи вооруженного государственного путча, во главе которого стоял бы он как главнокомандующий Красной Армии.[17] Однако его попытки не имели результата, потому что большинство руководителей правых социал-демократов хорошо пони-

[15] Архив Института марксизма-ленинизма. Москва. 21 (49), стр. 13.
[16] Там же.
[17] V. Вёнм: *Két forradalom tüzében* (В огне двух революций). Népszava. Будапешт, 1946, стр. 335, 338.

мало: их планы, направленные против коммунистов, на свержение диктатуры пролетариата, встретят сильное сопротивление как со стороны красноармейцев, так и со стороны рабочих.

Значительная часть правых руководителей социал-демократической партии и профсоюзов имела связь с миссией какого-нибудь империалистического государства. Руководители-предатели, стоящие во главе профсоюзов, на регулярных совещаниях обсуждали шаги, необходимые для свержения диктатуры пролетариата. Пейер, Ясаи, Миакич и другие от имени профсоюзов вели переговоры с членом английской миссии капитаном Фриманом, стараясь получить поддержку Антанты формируемому ими контрреволюционному профсоюзному правительству.[18]

После 13 июня во все более широких кругах развертывался спор по вопросу о принятии или отклонении ноты Антанты. Борьба мнений достигла кульминационной точки на съезде советов. Большинство социал-демократических руководителей, а также и часть коммунистов выступили за принятие требований Антанты. За отклонение требований Антанты выступил Тибор Самуэли, который указал, что «Речь идет пока об удовлетворении лишь таких требований, в обмен на которые Антанта не дает нам никаких гарантий».[19] Далее он подчеркнул, что отступление может оказать очень неблагоприятное влияние на настроение сражающихся соединений Красной Армии. «Нельзя ослабить в войсках дух наступления — который после 2 мая удалось вселить в венгерскую пролетарскую армию — тем, что мы вернем капиталистам, эксплоататорам уже освобожденные территории в то время, когда не уверены в том, что с юга нам не угрожают новое рабство, новое угнетение...»[20]

Съезд после продолжительных прений принял решение: удовлетворить требование Антанты и отозвать Красную Армию с территории, освобожденной в ходе северного похода.

Что было причиной того, что и сам Бела Кун — вождь венгерских коммунистов — выступил за отступление, несмотря на то, что Ленин в телеграмме предупреждал его о лицемерности Антанты? Бела Кун и придерживающиеся его точки зрения коммунисты руководствовались стремлением обеспечить дикататуре пролетариата передышку даже ценой отступления, ценой уступки империалистам. Необходимость передышки обосновывалась интересами борьбы против усиливающейся внутренней контрреволюции, важностью укрепления и реорганизации Красной Армии, а также неблагоприятным экономическим положением страны. В то же время обещанное

[18] S. Jászai: *A magyar szakszervezetek története* (История венгерских профсоюзов). Будапешт, 1925, стр. 246—247.
[19] Журнал государственного съезда советов. Будапешт, 1919, стр. 124.
[20] Там же.

Антантой освобождение затисских районов благоприятствовало бы диктатуре пролетариата и в политическом, и в экономическом отношении.

Все же, несмотря на изложенное выше, удовлетворение требований Антанты без должной гарантии с ее стороны, было неправильным. Как показали последующие события, империалисты даже и не думали об исполнении данных обещаний.

После происшедших в провинции контрреволюционных выступлений 24 июня и в Будапеште вспыхнул вооруженный контрреволюционный мятеж. Контрреволюционеры начали наступление, опираясь на дунайскую флотилию, на Военную академию «Людовика» и на некоторые, введенные в заблуждение, небольшие соединения. Мониторы открыли огонь по резиденции венгерского советского правительства, воспитанники военной академии захватили телефонную станцию «Йожефварош». Хотя начальник будапештских вооруженных сил Хаубрих заранее знал о подготовке к мятежу, он не принял никаких мер в интересах предотвращения контрреволюции и после начала мятежа принял меры лишь тогда, когда было уже ясно, что попытка контрреволюционеров обречена на неудачу. Контрреволюционеры надеялись на то, что после начала мятежа массы присоединятся к ним. Но они горько обманулись в своих ожиданиях: трудящиеся столицы осудили контрреволюцию, мятеж остался изолированным, и соединения столичного гарнизона, верные диктатуре пролетариата, быстро подавили мятеж. Мятежные мониторы бежали из страны и сдались противнику.

30 июня началось отступление победоносных отрядов Красной Армии на демаркационную линию. Красноармейцы — как правильно предвидел это Самуэли — не понимали, почему должны они отступить с территории, освобожденной в упорных боях.

«Для чего же мы сражались? Не было бы больно, если бы чешские империалистические войска были сильнее нас и выгнали бы нас в бою. Но оставить завоеванную ценой крови землю просто так, без крови, можно лишь в том случае, если мы окружены предателями. Так думали и говорили все... Все это столь неблагоприятно повлияло на боевой дух рядового состава армии, что постепенно началось разложение»[21] — так характеризовалось настроение красноармейцев в одних мемуарах.

В части рабочих соединений начал распространяться упадок духа, настроение бесперспективности, в чисто же крестьянских соединениях все более укреплялось влияние офицеров-контрреволюционеров.

Офицерский состав контрреволюционного убеждения видел в отступлении провал их националистических стремлений и теперь уже все решительнее старался способствовать падению диктатуры пролетариата. Начальник генерального штаба Красной Армии Аурель Штромфельд, большие зна-

[21] Sarló és Kalapács 1931, № 3—4, стр. 53.

ния и организаторские способности которого сыграли важную роль в выдающихся военных подвигах венгерской пролетарской армии, который, не одобряя отступления с освобожденной на севере территории, отказался от должности. Его место занял Ференц Жюльер. В лице Жюльера начальником генерального штаба Красной Армии стал такой человек, который, всемерно поддерживая и защищая офицеров, проводящих контрреволюционную деятельность, и сам имел связь с сегедским контрреволюционным правительством. Для поведения генерального штаба, настроенного против диктатуры пролетариата, характерно, например, то, что, когда политический комиссар 6 дивизии арестовал офицеров дивизии, принимавших участие в контрреволюционном заговоре, Бэм и новый начальник генштаба вместе поспешили на помощь арестованным контрреволюционерам, чтобы спустя несколько дней к возмущению верных диктатуре пролетариата солдат восстановить их в первоначальной должности.[22]

При отступлении из Северной Венгрии в армии катастрофически сказался недостаток революционной политической работы. В связи с тем, что при выборе политических комиссаров главной точкой зрения была принадлежность к профсоюзу, в политический аппарат армии попало много таких элементов, которые не хотели или не могли преодолеть стоящие перед ними задачи политической работы. Должная агитационная и воспитательная работа, последовательный контроль за профессиональными офицерами осуществлялись почти исключительно там, где всем этим руководили коммунисты, прошедшие школу русской гражданской войны.

Наступление Красной Армии в затисских районах. Провал наступления вследствие предательства офицерского состава и подрывной деятельности правых социал-демократов. Падение Венгерской советской республики

Отступление Красной Армии и перегруппировка соединений прошли в общем плавно.

После отступления Главное командование армией переформировало армию. V корпус был распущен, командующий корпусом Йожеф Погань и начальник штаба Эдгар Грененброк вновь были назначены во главе задунайского II корпуса.

После переформирования I корпусу были подчинены 2, 4 и 7 дивизии, II корпусу — 8 дивизия, а также 18 и 20 бригады, III корпусу — 1 и 5 дивизии и 2 и 3 бригады. В распоряжении IV корпуса оставались 9 дивизия «Вашаш» (Металлист), дивизии «Красная милиция» и «Предмостье». Главному командованию были подчинены непосредственно Дунайская охрана,

[22] F. Münnich: *Az Októberi Forradalom és a magyar Vörös Hadsereg* (Октябрьская Революция и венгерская Красная Армия). Военноисторический бюллетень. 1959, № 1, стр. 34.

а также 80 и 17 бригады. 17 бригада вскоре была распущена, так же, как, заранее, и 39 бригада.

После отступления I корпус размещался в южной части территории между Дунаем и Тиссой, II корпус — в Задунайском крае, III корпус в окрестностях Мишкольца, Токая и Шаторальяуйхейя. Соединения IV корпуса остались в Будапеште и его окрестностях.

В новом положении Революционный Правительственный Совет должен был решить вопрос: что делать с соединениями Красной Армии, освободившимися с ликвидацией северного фронта. Некоторые члены Совета придерживались такой точки зрения, что часть армии, по крайней мере значительную часть рабочих отрядов, следует демобилизовать, ибо — по их мнению — предстоит длительный мирный период. Но большинство членов Революционного Правительственного Совета придерживалось другого мнения. Демобилизация рабочих отрядов лишила бы армию самых сознательных элементов, а это, принимая во внимание усиление активности контрреволюционеров, было бы неисправимой ошибкой. Наконец, Революционный Правительственный Совет на основании предложения Енэ Ландлера на заседании 4 июля принял решение, согласно которому рабочие отряды будут укомплектованы, отправлены в Задунайский край и использованы там в целях реквизиции.

Хотя отступление соединений Красной Армии с северного фронта, не имея должной гарантии относительно выполнения Антантой данные ей обещания, было неправильным, все же наступившее перемирие обеспечивало диктатуре пролетариата некоторую передышку. В течение долгого времени Революционный Правительственный Совет впервые мог уделить все внимание укреплению внутреннего положения Венгерской советской республики. Перегруппировка соединений Красной Армии на территорию между Дунаем и Тиссой и в Задунайский край имела с точки зрения борьбы против контрреволюции очень положительное значение, ибо заранее обрекала на неудачу все вооруженные попытки контрреволюционеров.

Естественно, что укрепление Венгерской советской республики не отвечало интересам внутренних и внешних врагов диктатуры пролетариата, которые прилагали лихорадочные усилия, чтобы сократить срок перемирия, дающего Венгерской советской республике передышку.

После разгрома июньской контрреволюции венгерские контрреволюционеры считали свое положение довольно бесперспективным. Быстрый разгром контрреволюционного мятежа в провинции и в Будапеште убедил их в том, что, опираясь на внутренние силы, они не могут надеяться на свержение Венгерской советской республики. Из обмена нотами между Антантой и правительством советской республики они сделали такой вывод, что великие империалистические державы не имеют пока намерения начать наступление против венгерского пролетарского государства. Каждый день, кото-

рый власть венгерского рабочего класса могла провести в мирном труде, уменьшал шансы на осуществление стремлений контрреволюционеров к восстановлению старого строя.

И в таком положении, кажущемся внутренним врагам Венгерской советской республики бесперспективным, на помощь контрреволюционерам поспешили предатели, сидевшие в генеральном штабе Красной Армии.

После июньского отступления в настроении военных специалистов, работавших в генеральном штабе Красной Армии, произошло сильное изменение в пользу контрреволюции. Вывод соединений Красной Армии с территории, освобожденной во время северного похода, сильно взбудоражило националистические чувства бывших профессиональных офицеров. Единственной нитью, связывающей большинство этих офицеров с Красной Армией, была надежда на то, что во главе пролетарской армии они смогут вернуть оккупированные местности. И отступление порвало эту нить. Главным стремлением находящихся в генеральном штабе офицеров-контрреволюционеров после отступления было довести Красную Армию, а тем самым и диктатуру пролетариата до катастрофы.

Деятельность находящихся в генеральном штабе предателей в большой мере облегчил тот факт, что Штромфельд уже не стоял во главе генерального штаба и что на его место был назначен начальником генерального штаба Красной Армии контрреволюционер Ференц Жюльер.

Жюльер, совершив почти беспримерное в мировой истории предательство, с первого же момента назначения его начальником генерального штаба старался погубить порученную ему армию.

Жюльер в своих мемуарах с очень ясной последовательностью изложил, на основании каких соображений дошли он и большая часть работающих в штаб-квартире офицеров до решения — втянуть Красную Армию в такие военные действия, в которых неминуемо ее поражение. Эти мемуары очень хорошо характеризуют мышление работавших в генеральном штабе Красной Армии предателей, и поэтому стоит подробнее остановиться на них.

Стоящие во главе штабквартиры предатели из анализа внутриполитического положения Венгерской советской республики сделали такое заключение, что внутреннее положение диктатуры пролетариата прочное и что диктатуру пролетариата нельзя свергнуть с помощью внутренней контрреволюции.

«Что касается внутриполитического положения венгерского советского правительства, то следует взвесить следующее:

контрреволюция 24 июня показала неорганизованность буржуазии,

армия постояла за себя в боях против чехов, значит, она пригодна и для поддержания внутреннего порядка,

настроение рабочего класса, правда, не коммунистическое, но он и слышать не хочет о восстановлении старого общественного строя, таким

образом, его пока нельзя привлечь на сторону контрреволюции»[23] — таким образом оценивал внутреннее положение Венгерской советской республики Жюльер после отступления.

Несмотря на то, что предатели держали генеральный штаб армии в своих руках, они все же понимали, что Красную Армию нельзя использовать против диктатуры пролетариата.

«Желательнее всего было настроить армию так, как она была, против советского правительства. Ведь в то время многие мечтали о военной диктатуре. И я сам получил из Вены такое предложение. Но при решении этого вопроса следует руководствоваться духом войск. Дух же войск после отступления в результате агитации народных комиссаров стал вновь красным. Относительно этого я получил много сообщений. Таким образом, армию нельзя было использовать для такого дела. Такая попытка привела бы прежде всего к аресту геделлейского офицерского состава и, в чем я не сомневаюсь, к казни видных офицеров...»[24]

В такой обстановке клика Жюльера приняла решение втянуть Красную Армию в военные действия, заранее обреченные на неудачу, надеясь на то, что вооруженные силы диктатуры пролетариата потерпят сильное поражение и вместе с тем провоцируют Антанту предпринять новое наступление.

«Такие соображения заставили меня принять решение: вести армию на противника, не взирая на состояние армии, на силы противника и, наконец, не взирая на ожидаемый исход сражения».[25]

Сидящие в генеральном штабе предатели решили направить армию против румынских контрреволюционных войск, находящихся в Затисском крае. Они хорошо знали, что венгерское советское правительство отклонило бы все такие предложения, которые направлены на нарушение договора о перемирии, заключенного с чехословацким правительством, или целью которых является наступление против французских и югославских войск, стоящих на южной границе Венгерской советской республики.

«Итак, оставались румыны — самый сильный и дисциплинированный из трех противников, который несколько месяцев тому назад легко разбил армию советского правительства...

Для народных комиссаров был повод для этого наступления, а именно: оккупация Затисского края, обещанная Клемансо»[26] — пишет Жюльер.

Какие результаты могло иметь это наступление? — задает Жюльер вопрос в своих мемуарах и дает следующий ответ:

[23] F. Julier: *Ellenforradalmi lélekkel a vörös hadsereg ellen* (С контрреволюционной душой против красной армии). Magyarság. 14 июля 1927 г.
[24] Там же, 13 июля 1927 г.
[25] Там же.
[26] Там же.

«Если наступление не удастся, чего даже очень можно было ждать, то неминуемо падение советского правительства, лишенного своего сильнейшего оружия — армии... На основании психологических законов революционных армий почти определенно можно было ожидать, что безуспешные военные действия настолько потрясут армию, что она быстро развалится и без всякого внешнего воздействия. И тогда Антанта наконец все таки вмешается с оружием. Во всяком случае можно рассчитывать на новые контрреволюционные движения, которые тогда будут иметь несравненно больше шансов на успех, чем в июне, когда армия была еще непоколебимой.

Если наступление удастся, ведь на войне вследствие непредвиденных заранее факторов может иметь успех даже самое невероятное предприятие, то победоносный вождь имеет имя и силу для того, чтобы произвести... внутриполитическое изменение. «Каким образом» — это зависит от данного положения».[27]

Последняя возможность, а именно: возможный успех наступления, была величайшей невероятностью, ведь Жюльер и его клика, будучи верховными руководителями военных действий Красной Армии, имели в своем распоряжении все средства, с помощью которых могли вызвать провал наступления Красной Армии.

О том, что описанное Жюльером в его мемуарах является не выдумкой, не разъяснением событий человеком, который хочет показать себя как руководитель контрреволюции, свидетельствует и тот факт, что офицеры, занимавшие в генеральном штабе ответственные должности, уже непосредственно после свержения Венгерской советской республики — хотя менее подробно и менее ясно — подобным образом мотивировали инициативу генерального штаба, направленную на наступление в затисских районах.

«Командование армией ясно видело, что армия, техническое оснащение которой было минимальным, не сможет успешно провести трудную операцию: форсировав Тиссу, напасть на боеспособную и отдохнувшую румынскую армию... Отправить эту армию через Тиссу без надежды на успех — было вопросом совести... Надо было взять на себя ответственность»,[28] — писали два бывших служащих генерального штаба, один из которых, Геза Лакатош, был премьер-министром во время фашизма. Совесть этих контрреволюционеров не протестовала против отправки тысяч солдат на верную гибель, против ввержения в траур массы семей, против вражеской оккупации страны — лишь бы восстановить в Венгрии власть эксплоататоров.

Жюльер и его клика хотели бросить Красную Армию в бой против румынских королевских войск также и для того, чтобы воспрепятствовать

[27] Там же, 14 июля 1927 г.

[28] Lakatos és Fleischakker: *A főhadiszállás* (Штабквартира). Gratz G.: *A bolsevizmus Magyarországon* (Большевизм в Венгрии). Будапешт, 1921, стр. 301—302.

использованию лучших соединений армии против нового контрреволюционного мятежа или же против возможного нападения сегедских контрреволюционных отрядов.

На основании таких соображений Жюльер, приехавший 4 июля в штаб-квартиру, уже на следующий день, 5 июля, дал приказ о подготовке затисских военных действий:

«Намерение командования армией таково: не взирая на то, оставят ли румыны Затисский край или нет, главные силы армии должны форсировать Тиссу и предвинуться пока до навязанной линии.»[29]

Командующий Красной Армией Вильмош Бэм с самого начала оказывал планам сидящих в генеральном штабе предателей существеннейшую поддержку.

Стоит задуматься над тем, что Бэм, который еще несколько дней назад решительно придерживался такой точки зрения, что армия нуждается в отдыхе и поэтому соединения Красной Армии надо отвести с северного фронта, теперь вдруг одобрил план наступления против вооруженных сил, значительно более сильных, чем чехословацкая буржуазная армия. Нет никаких конкретных доказательств относительно того, что Бэм знал тайные пружины плана генерального штаба, но легко можно предполагать, что он настаивал на наступлении с той же задней мыслью, как Жюльер и его клика.

Следующие слова Жюльера метко характеризуют поведение Бэма:

«Бэм, пишет Жюльер, уже собирался в Вену, чувствуя, что советский строй долго не удержится, и вследствие своего убеждения надеялся найти возможность развязки в сотрудничестве с буржуазией».[30]

Вильмош Бэм, выступив против решения Революционного Правительственного Совета от 4 июля, перегруппировал армию в соответствии с целями запланированного генеральным штабом наступления. В телеграмме, направленной 8 июля председателю Революционного Правительственного Совета, он заявил, что принятое правительственным советом «решение не может быть выполнено, так как я вынужден дать приказ об отводе 4 дивизии, в которую входят рабочие полки, на южную демаркационную линию».[31]

Хотя подготовка к затисскому наступлению началась уже 5 июля, начальник генерального штаба лишь 10 июля довел план наступления до сведения народных комиссаров Куна и Ландлера, явившихся в Геделлэ в качестве представителей Революционного Правительственного Совета.

Большинство руководителей-коммунистов возражало против утверждения плана генерального штаба. Бела Кун в предисловии к книге Тибора

[29] ВИА, ДВСР, № 56. ККА, № 705/9 во.

[30] F. Julier: *Ellenforradalmi lélekkel*... (С контрреволюционной душой...) Magyarság. 15 июля. 1927 г.

[31] ВИА, ДВСР, № 56. ККА, № 1519.

Самуэли «Тревога» пишет, что он и Самуэли были вполне солидарны в том, что неправильно начинать наступление.

«Когда я сказал ему, пишет Бела Кун, что я не одобряю начала новых военных действий на румынском фронте в том случае, если французские и румынские войска не используются вновь против Советской России, он целиком одобрил мою точку зрения. (Моя точка зрения не встретила одобрения большинства, и таким образом началось наступление на румынском фронте.) Тибор во время разговора повторил:

— Я и теперь убежден в правильности моей точки зрения в связи с нотой Клемансо, с эвакуацией Словакии. Но теперь речь идет уже не об этом. Надо сделать вывод из того, что приняло большинство. Нельзя было бы начинать новые военные действия, а надо выполнить план, изложенный Вами в связи с принятием ноты Клемансо.»[32]

Большинство членов Революционного Правительственного Совета, несмотря на аргументы коммунистов, приняло идею затисского наступления.

Нельзя отрицать, что были некоторые факторы, говорящие, казалось, за наступление против румынской армии, находящейся в Затисском крае. Принявшие план наступления подчеркивали, что освобождение плодородных местностей Затисского края безусловно необходимо в интересах снабжения Венгерской советской республики продовольствием. По их мнению успешное наступление Красной Армии ликвидировало бы в рядах трудящихся и солдат расстройство, являющееся результатом военной эвакуации северных территорий. Значительная часть солдат т. н. крестьянских соединений Красной Армии происходит из Затисского края, эти солдаты с нетерпением ждут дня, когда смогут возвратиться в родные села. Генеральный штаб подчеркивал, что деморализованную в некоторой степени армию можно сковать и укрепить вновь прежде всего с помощью успешного наступления. В качестве решающего аргумента они подчеркивали: в связи с тем, что в ближайшее время можно ожидать совместного наступления империалистов, правильнее было бы опередить это наступление и по мере возможности вывести из строя одну из сильнейших вражеских армий прежде чем начнется концентрированное наступление. Можно предполагать, что в том, что большинство членов Революционного Правительственного Совета приняло план затисского наступления, значительную роль сыграли и психологические мотивы. После того, как стало очевидно, что Антанта гнусно обманула руководителей диктатуры венгерского пролетариата, те же члены Революционного Правительственного Совета, которые занимали позицию на стороне отвода Красной Армии, теперь хотели бы с помощью затисского наступления устранить последствия их неправильного решения.

[32] B. Kun: *A Magyar Tanácsköztársaságról* (О Венгерской советской республике). Изд. Кошут. Будапешт, 1958, стр. 572.

Но, несмотря и на эти, казалось бы, серьезные аргументы, принятие провокационного плана генерального штаба было со стороны Революционного Правительственного Совета большой стратегической ошибкой. Начало наступления не обосновывалось ни международным положением, ни внутренним положением Венгерской советской республики. Венгерская советская республика нуждалась в передышке в интересах экономического и политического укрепления диктатуры пролетариата, в интересах восстановления боевого духа Красной Армии. Время, истекшее со времени эвакуации северных территорий до начала затисского наступления, было недостаточно для выполнения этих задач.

Руководители Венгерской советской республики должны были бы считаться с тем, что с помощью имеющихся в их распоряжении вооруженных сил они не смогут нанести находящейся в Затисском крае румынской армии решающее поражение за короткое время даже и при самом благоприятном сложении обстоятельств. В данных же условиях затисское наступление ни в коем случае не сможет воспрепятствовать включению французских, югославских и чехословацких войск в военные действия, наоборот, может лишь ускорить темпы их подготовки. В такой обстановке, когда лучшие силы Красной Армии заняты в затисских районах, Венгерская советская республика не имела никаких шансов на то, чтобы приостановить или отразить чехословацкие, французские и югославские вооруженные силы в случае концентрированного наступления.

Революционный Правительственный Совет должен был бы принять во внимание также и следующее: в случае наступательных действий Венгерской советской республики империалисты получат возможность для того, чтобы представить своим трудящимся диктатуру венгерского пролетариата как такую власть, которая не стремится к мирному соглашению. Тот факт, что наступление инициативировала Венгерская советская республика, в большой мере облегчил положение румынских империалистов, которые таким образом могли выступить в роли «атакованных» и беспрепятственно могли осуществить свои агрессивные намерения.

Принятие Революционным Правительственным Советом провокационного плана генерального штаба решающим образом способствовало тому, что империалистам, опиравшимся на внутренних врагов диктатуры пролетариата, удалось свергнуть Венгерскую советскую республику.

В течение июля, во время подготовки к наступлению против румынской армии, на первый план решающим образом выдвинулся вопрос о стратегическом сотрудничестве между русской и венгерской красными армиями. С точки зрения венгерской Красной Армии огромное значение имело бы то, если бы румынское военное руководство вынуждено было перебросить на восточный фронт большие силы. 11 июля Бела Кун направил в Москву телеграмму, в которой подчеркнул, что «наступление в Галиции является для

нас жизненным вопросом».[33] Это же повторил он и накануне начала наступления.

Но, к сожалению, военное положение молодой Советской России в это время было очень критическим, она вынуждена была сосредоточить все свои силы в интересах устранения опасности, угрожающей ее существованию. В то время, как в весенние месяцы украинская Красная Армия победоносно продвигалась на запад, теперь все ее силы были направлены на оборону Донского бассейна, где Деникин развернул большое наступление. Ленин в письме партийной конференции от 9 июля писал: «Наступил один из самых критических, по всей вероятности, даже самый критический момент социалистической революции».[34]

В мае румынский генеральный штаб вынужден был вывести из Затисского края три дивизии, но вследствие изменения военного положения на Украине вновь смог укрепить свою затисскую армию дивизиями, освободившимися в Бессарабии.

Так как с фронта русской Красной Армии нельзя было отвести большие силы, по указанию Ленина в Киеве началась организация интернациональной дивизии с целью использовать ее для помощи Венгерской советской республике. Но организация шла лишь очень медленно, потому что лучшие представители военнопленных уже давно сражались в рядах русской Красной Армии. В таких условиях нельзя было рассчитывать на то, что одновременно с наступлением Венгерской Красной Армии начнутся крупные военные действия и на восточном фронте румынской армии, которые заставят румынское военное руководство отвести войска с западного фронта, ослабить западный фронт.

Когда генерал Фош, организовавший интервенцию против Венгерской советской республики, задал начальнику генерального штаба румынской армии генералу Презану вопрос: какие силы сможет он включить в концентрированное наступление против венгров, Презан 17 июля ответил, что «Румыния предоставляет широчайшие возможности», указав также и на то, что в случае необходимости можно включить одну или две дивизии из тех, которые охраняют Днестр».[35]

В то время, как Красная Армия продолжала готовиться к затисскому наступлению, империалисты организовывали свой объединенный поход, имеющий целью свержение Венгерской советской республики. Фош задал и чехословацкому правительству — подобно румынскому — вопрос, согласно ли оно включиться в наступление против диктатуры венгерского

[33] Архив Института марксизма-ленинизма. Москва. 21/49, стр. 9. Материал чепельского телеграфа. «Отправленные телеграммы».

[34] *Сочинения Ленина*' т. 29, стр. 402. Госполитиздат, 1950.

[35] Const. Kiriţescu: *Istoria războiului pentru intregirea României. 1916—1919.* Изд. 2-ое, Бухарест, III, стр. 452.

пролетариата. Масарик дал французскому маршалу 15 июля по-военному сжатый ответ: «Наши вооруженные силы в Вашем распоряжении».[36]

Французские, румынские, югославские и итальянские военные руководители, начиная с первых дней июля, проводили в Трансильвании регулярные совещания в целях подготовки объединенного наступления против Венгерской советской республики. На некоторые совещания были приглашены и представители сегедского контрреволюционного «правительства». На совещаниях был разработан план наступления, согласно которому румынские, югославские и французские войска должны продвинуться из района между Дунаем и Тиссой в северном направлении к Будапешту. Сегедской контрреволюционной банде, в состав которой входили главным образом офицеры, была предназначена роль штурмового отряда. Чехословацкий генеральный штаб был намерен сосредоточить в Западной Словакии четыре дивизии для предстоящего наступления на Будапешт. Дата начала наступления не была точно установлена, наступление хотели начать после 20 июля.

Командование Красной Армией в приказе от 14 июля[37] наметило начало затисского наступления на 20 июля. При установлении этой даты решающую роль сыграл тот факт, что III Интернационал обратился к рабочему классу всей Европы с призывом организовать 21 июля демонстрации и забастовки в знак солидарности с Советской Россией и с Венгерской советской республикой. Венгерское советское правительство надеялось, что это движение заставит империалистов прекратить интервенцию против Венгерской советской республики.

Подготовка к затисскому наступлению Красной Армии с самого начала несла на себе печать предательства начальника генерального штаба и его непосредственных сотрудников.

Деятельность предателей в большой мере облегчал тот факт, что в этот период ослабло верховное политическое руководство в армии. В то время, как раньше политические руководители-коммунисты поддерживали тесную связь с генеральным штабом и отрядами, в июле, до начала военных действий, в штаб-квартире от Военного Народного Комиссариата лишь один раз были Бела Кун и Енэ Ландлер. Все силы коммунистов и левых социал-демократов были связаны борьбой против контрреволюции и правых социал-демократов. Это обстоятельство благоприятствовало контрреволюционерам, работавшим в военном руководстве; они свободнее могли действовать.

Главнокомандующий армией Вильмош Бэм не чинил никаких препятствий контрреволюционной деятельности, проводимой в генеральном штабе

[36] ЦВА Прага. Документы военной канцелярии президента республики. 167—1/52. Телеграмма № 357.
[37] ВИА, ДВСР, № 57. ККА, № 713/7 во.

более того, он старался обеспечить бывшим офицерам большую, чем раньше свободу действий. В середине июля Бэм издал приказ, согласно которому командиры имеют право арестовывать тех политических комиссаров, которые вмешиваются в руководство военными операциями соединений. Это распоряжение предоставило бы контрреволюционерам полную свободу действий. Этот приказ, имеющий определенную контрреволюционную тенденцию, был отменен лишь после решительного протеста коммунистов и левых социал-демократов. В то время Бэм, ссылаясь на болезнь, уже просил освободить его от исполнения обязанностей главнокомандующего. В действительности же он хотел, освободившись от военных дел, более свободно продолжать свою деятельность, направленную на свержение диктатуры пролетариата. В июне и июле Бэм убедился в том, что он напрасно стоит во главе армии, он не сможет использовать ее для путча против венгерского советского правительства. Когда на тайном совещании с частью социал-демократических руководителей, состоявшемся 5 июля, выяснилось, что даже такой авторитетный правый социал-демократ, как Вельтнер, возражает против вооруженного путча, Бэм принял окончательное решение об отказе от поста главнокомандующего.[38] В этом решении Бэма сыграло, несомненно, роль и то, что он явно видел: затисское наступление Красной Армии обречено на неудачу, поэтому он считал лучшим оставить обреченную на гибель Красную Армию, как крысы оставляют тонущий корабль. Революционный Правительственный Совет назначил Бэма посланником в Вене. Это назначение предоставило ему хорошую возможность продолжать свои манипуляции, направленные на свержение диктатуры пролетариата, имея непосредственную связь с представителями империалистических великих держав.

Вильмош Бэм был во главе Красной Армии до 14 июля, его же преемник, Енэ Ландлер, вступил в исполнение обязанностей главнокомандующего Красной Армией лишь непосредственно перед началом наступления. Таким образом, Жюльер по существу до начала наступления имел возможность вести дела Красной Армии по своему усмотрению, в соответствии со своими предательскими намерениями.

Согласно предварительному приказу Жюльера от 5 июля[39] для проведения наступательных военных действий за Тиссой надо было создать две группы:

2, 6 и 7 дивизии должны были сосредоточить свои соединения в окрестностях Сольнока, 8 же дивизия — в окрестностях Чонграда под командованием I корпуса.

В окрестностях Токая под командованием III корпуса надо было создать наступающую группу, в которую входили 1 и 5 дивизии, а также 2 и 3 бригады.

[38] **V. Вönм:** там же, стр. 338—339.
[39] ВИА, ДВСР, № 56, ККА, № 705/9 во.

В соответствии с предварительным приказом дивизии I корпуса укреплялись артиллерией в составе 31 батареи; корпусу непосредственно подчинялись две батареи. Подчиненные III корпусу 1 и 5 дивизии, а также 2 и 3 бригады начальник генерального штаба намерен был укрепить 20 батареями, корпусу же подчинял непосредственно 14 батарей. Кроме этих батарей приказом предусматривалась отправка на тисский фронт некоторых батарей, создаваемых в Будапеште и в задунайских районах.

Задачи групп намечались в предварительном приказе лишь в общих чертах. В соответствии с приказом:

«Общее направление I корпуса — Бекешчаба, одна колонна (6 дивизия) — в направлении Надьварада.

Общее направление III корпуса — Дебрецен, одна колонна (2 бригада) — в направлении Надькароя».[40]

В этот военный план в последующие дни были внесены существенные изменения.

Начальник генерального штаба II корпуса, предатель Эдгар Креннброк, воспрепятствовал отправке из Задунайского края для присоединения к I корпусу 8 дивизии, которая вместе с сольнокской группой должна была принять участие в наступлении. Креннброк и его помощники-контрреволюционеры сознательно старались деморализовать 8 дивизию. Главное командование армией для укрепления сольнокской группы вместо 8 дивизии направила к I корпусу 5 дивизию III корпуса.[41]

Главное командование 9 июля дало задание и 80 бригаде: бригада должна была наблюдать за линию Тиссы у Поросло между соединениями I и III корпусов, затем при начале наступления, симулируя форсирование реки, отвлечь на себя внимание противника, чтобы тем самым облегчить положение наступающих групп.[42]

Генеральный штаб 13 июля дал приказ относительно форсирования Тиссы, содержащий существенные изменения по сравнению с приказом от 5 июля.

Согласно новому приказу соединения до 19 июля должны закончить подготовку к форсированию Тиссы. Датой начала форсирования генеральный штаб наметил ночь с 19 на 20 июля. 80 бригада должна была начать форсирование реки за 24 часа после начала наступления остальных соединений.

Согласно приказу соединения после форсирования Тиссы надо было перегруппировать таким образом, чтобы они следующим образом могли продвигаться дальше:

«а) Сентешская группа — в направлении Бекешчабы.

[40] Там же.
[41] ВИА, ДВСР, № 57. ККА, № 709/5 во.
[42] ВИА, ДВСР, № 57. ККА, № 709/6 во.

б) Сольнокская группа — в направлении Надьварад—Надьлета.

в) 80 бригада — в направлении Дебрецена.»[43]

III корпус должен был продвинуться сначала до окрестностей Ниредьхазы, чтобы затем оттуда в зависимости от данного положения продолжать продвижение к Дебрецену или к Надькарою.

В соответствии с приказом резерв главного командования составляли одна бригада 3 дивизии и один сильный отряд 4 дивизии, а также единственный кавалерийский полк Красной Армии.

Самым большим изменением по сравнению с приказом от 5 июля являлось изменение главного направления наступления I корпуса. В соответствии с приказом от 5 июля главные силы I корпуса должны были продвинуться в направлении Бекешчабы, на основании же нового приказа главным направлением наступления была линия Надьварад—Лета. В соответствии со сдвигом главного направления наступления на север 6 дивизию — сильнейшую дивизию I корпуса — надо было переместить на северное крыло корпуса.

Приказ от 13 июля изменил и задание 80 бригады. В то время, как по приказу от 9 июня 80 бригада одновременно с форсированием реки главными силами должна была произвести показное форсирование, в новом приказе говорилось, что бригада через день после форсирования реки главными силами сама же должна форсировать реку и продвинуться в направлении Дебрецена.

Новым приказом генерального штаба изменялось также и задание III корпуса. В то время, как по старому приказу главные силы III корпуса получали задание продвинуться в направлении Дебрецена, и одна его бригада должна была продвинуться к Надькарою, в новом приказе заданием всего корпуса намечалось продвижение к Надькарою.

Приказ от 13 июля ставил перед наступающими группами Красной Армии задачи, выполнение которых превышало их силы. Особенно бросалось это в глаза в связи с III корпусом, который со слабой дивизией и двумя бригадами должен был наступать на противника, имеющего перевес в силе. Начальник штаба III корпуса Геза Шварц 18 июля заявил по телефону Жюльеру, что с имеющимися в его распоряжении силами он не может выполнить намеченную приказом от 13 июля задачу.

«Предполагая сопротивление противника, корпус едва ли сможет в ближайшее время провести крупную операцию у Ниредьхази или за городом имеющимися в его распоряжении силами. Теперешними силами я считаю возможным форсирование реки и занятие небольшого предмостного плацдарма, но не послезавтра, а в лучшем случае 23 или 24 июля...»[44] — рапортовал Жюльеру Шварц. Начальник штаба III корпуса ставил выпол-

[43] ВИА. ДВСР. № 57. ККА. № 713/7 во.
[44] ВИА, ДВСР, № 57/254.

нение поставленных перед корпусом заданий в зависимости от того, удастся ли новому командующему корпусом Дежэ Бокани поднять должным образом боевой дух соединений, а также в зависимости от того, получит ли корпус в последующие дни необходимые боеприпасы и снаряжение.

Жюльер, видя, что начальник штаба III корпуса не хочет вести порученные ему войска безответственно на гибель, в конце концов согласился на то, чтобы III корпус 20 июля провел лишь показное форсирование реки, чтобы привлечь внимание противника на себя, и форсировал реку вместе с главными силами корпуса лишь в случае подходящей обстановки.[45]

Очень существенной чертой приказа Жюльера от 13 июля является то, что в нем явно пренебрегается обеспечение крыльев наступающих главных групп. Начальник штаба III корпуса указал и на этот факт, но Жюльер не принял это к сведению, обошел этот вопрос.

Оставление крыльев без прикрытия предоставило противнику после начала военных действй возможность напасть на самые слабые позиции наступающих соединений Красной Армии.

Опасность, угрожающая крыльям наступающих соединений, усугублялась еще более тем, что приказ не содержал никаких указаний относительно установления связи между отдельными группами.

Румынская королевская армия в полной готовности ждала наступления Красной Армии. Находящиеся в штаб-квартире Красной Армии предатели позаботились о том, чтобы подробно довести планы наступления и организации Красной Армии до сведения генеральных штабов вражеских войск.

Затисская румынская армия во второй половине июля размещалась следующим образом: на передовой линии на тисском фронте, на участке от впадения Самоша до впадения Мароша стояли две группы. Сектор северной группы распространялся от впадения Самоша до Абадсалока. В эту группу входили две пехотных дивизии (16-ая трансильванская и 2-ая егерская дивизия), а также один сильный смешанный отряд (отряд генерала Олтеану). На участке от Абадсалока до Мароша стояли две дивизии (18-ая трансильванская и 1-ая егерская дивизии) южной группы.

На второй линии стояли четыре дивизии, являющиеся резервом командования затисской румынской армией. Здесь находились две пехотных (1-ая и 6-ая) и две кавалерийских (1-ая и 2-ая) дивизии.[46]

Следовательно, противник еще до начала наступления имел в своем распоряжении большие силы, чем два корпуса Красной Армии, заданием которых было начать наступление. В то время, как I и II красные корпусы состояли из шести дивизий, четырех самостоятельных бригад и одного кава-

[45] ВИА, ДВСР, № 57. ККА, № 718/106 во.

[46] Mardarescu: *Compania pentru desrobirea ardealului si occuparea Budapestei (1918—1920)*. Бухарест, 1921, стр. 103 и сл.

лерийского полка, наступления венгров за Тиссой ждали восемь дивизий и один сильный отряд. При сравнении соотношения сил следует принять во внимание и то, что командование Красной Армией не имело в своем распоряжении таких резервных войск, которые можно было использовать в случае необходимости для преследования противника или для отражения его контрударов, румынское военное руководство имело в своем распоряжение еще довольно большие резервные силы. Непосредственно перед началом наступления Красной Армии румынский генеральный штаб укрепил свой затисский фронт двумя новыми дивизиями (20-й и 21-й дивизиями).

20 июля на рассвете 7-ая дивизия после непродолжительной, но сильной артиллерийской подготовки приступила у Сольнока к форсированию Тиссы. Несмотря на половодье, в большой мере затруднявшее форсирование реки, к вечеру после 7-й дивизии 6-я и 5-я дивизии перешли реку и продвинулись примерно на 10 километров на восток.

У Чонграда успешно форсировала Тиссу 2-я дивизия. Эта дивизия в первый день наступления заняла село Миндсент.

III корпус также форсировал Тиссу у Токая и в течение дня занял местности Тисаэслар и Ракамаз.

Начавшееся у Поросло форсирование Тиссы 80-й бригадой не имело успеха.

Таким образом, первый день наступления был успешным. Главным силам Красной Армии удалось форсировать Тиссу и укрепиться на ее восточном берегу.

В то время, как в первый день наступления сопротивление противника было довольно слабым, 21 июля Красной Армии пришлось сражаться уже со значительными силами противника. На южном крыле наступления 2-й дивизии удалось занять Сентеш. В центре, на юге от Сольнока, 7-я дивизия натолкнулась на очень сильное сопротивление. Налево от 7-й дивизии находилась 5-я дивизия, которая продвигалась также лишь очень медленно. Один из батальонов 6-ой дивизии, наступающей на левом крыле сольнокской группы, вступил в Терексентмиклош.

Вследствие сильного сопротивления противника попытка 80-й бригады форсировать Тиссу и в этот день не имела успеха.

У Токая III корпус, отразив в течение дня сильный контрудар противника, продвинулся вперед примерно на один-два километра.

22 июля сопротивление противника усилилось. У Сентеша, на левом крыле 2-й дивизии противник предпринял сильный контрудар, но дивизии удалось отразить его. Контрнаступление предпринял противник против сольнокской группы также на юге от железнодорожной линии Кишуйсаллаш—Сольнок. 7-я дивизия при поддержке со стороны 5-й дивизии с успехом отразила контрнаступление румын. 6-я дивизия, преследуя отступающие румынские войска, продвинулась вперед до линии Федьвернек—Сапар-

фалу. В направлении Кишуйсаллаша, Кендереша и Кунхедьеша продвинулись укрепленные роты дивизии.

В ночь на 22 июля 80-й бригаде также удалось форсировать Тиссу и укрепиться на восточном берегу.

На севере III корпус в центре и на северном крыле в упорных боях медленно продвигался вперед.

23 июля 2-я дивизия вынуждена была отступить вследствие наступления противника, имеющего большой перевес в силе.

В этот день главные силы продолжали продвигаться вперед. 7-й дивизии удалось продвинуться до Мезетура, 5-я же дивизия достигла Туркеве. На северном крыле главных сил 6-я дивизия заняла Кишуйсаллаш и Кендереш.

23 июля 80-я бригада дошла до Едьека и Чеге. III корпус продвинулся до линии Гава—Тисаэслар.

Не подлежит сомнению, что румынское военное руководство не рассчитывало на то, что Красная Армия добьется такого большого успеха, особенно в главном направлении наступления. Соединения румынской армии, стоящие на передовой линии против сольнокской группы, понесли большие потери, некоторые отряды впали в панику. Несмотря на это, у румынского генерального штаба не было причины для впадения в отчаяние, ведь оно имело в своем распоряжении еще большие резервные войска.

24 июля, в утренние часы дивизии, наступающие в главном направлении, продолжали продвигаться вперед. Одна из передовых рот 7-й дивизии приблизилась к Девавань, 5-я дивизия продвинулась у Пустаэчега до Береттьо. Один отряд 6-й дивизии дошел до Карцага.

Но в обеденные часы в ходе событий произошло решающее изменение. К этому времени резервные отряды румынской армии уже развернулись к бою и начали наступление против оставленных преступно без прикрытия крыл, продвинувшихся вперед венгерских отрядов. На северном крыле сольнокской группы развернулись три дивизии, на южном же крыле — два сильных отряда.

6-я дивизия вследствие превосходящих сил противника вынуждена была отступить на линию Кишуйсаллаш—Кендереш. Вследствие этого вынуждены были отступить также и 5-я и 7-я дивизии. Соединения 2-й дивизии под влиянием слабого нажима противника отступили в узкое предмостье на восточном берегу Тиссы. Начальник штаба корпуса саботировал вожение, в соответствии с указаниями клики Хорти.

В этот день 80-я бригада потерпела сильное поражение у Тисафюреда. Наступление имевшего перевес в силе противника оттеснило бригаду в Тиссу, в результате чего часть солдат утонула, другая же часть пала в неравном бою. Эта трагедия бригады была последствием сознательного саботажа со стороны штаба. Батареи бригады получили боеприпасы неподходя-

щего калибра. В то время, как бригада не могла переправить через Тиссу свои соединения за отсутствием необходимых средств, в Фюзешабони, в ближайшем железнодорожном центре, эшелон с необходимыми для форсирования реки средствами был поставлен на запасной путь.

III корпус, несмотря на сильное контрнаступление, в упорных боях удержал свои позиции.

24 июля вечером командование армией дало I корпусу указание, отклонившись от решающего боя, отвести свои соединения на соответствующую оборонительную позицию.[47]

25 июля 2-я дивизия, потерпев большие потери, начала отступать на правый берег Тиссы. Во второй половине дня началось сильное наступление противника также и на северном и южном крыльях сольнокской группы, вследствие чего соединения вынуждены были отступить на линию Сайол—Сандаиселлэ.

Хотя III корпусу удалось в течение дня удержать свои позиции, командование армией дало такое распоряжение, что, принимая во внимание положение, сложившееся у Сольнока, в ночь на 26 июля корпус должен отступить на западный берег Тиссы.

26 июля I корпус продолжал отступать в направлении Сольнока.

В этот день перешли в наступление и чехословацкие войска.

27 июля соединения сольнокской группы Красной Армии вследствие давления противника не смогли удержать намеченный командованием армией предмостный плацдарм и отступили на западный берег Тиссы.

Хотя румынские войска не особенно-то преследовали отступающие на западный берег Тиссы соединения Красной Армии, все же в значительной части соединений вследствие отступления началось разложение.

Венгерское советское правительство и командование армией рассчитывали на то, что румынские войска и теперь, как и в мае, остановятся на линии Тиссы и, таким образом, предоставится возможность для реорганизации армии.

Командование армией еще 26 июля создало на западном берегу Тиссы три группы, задачей которых было наблюдение за линией реки и отражение возможных попыток противника форсировать Тиссу. В то же время был вновь создан V корпус, которому были подчинены 2-я, 6-я и 7-я дивизии. Задачей этого корпуса было — в качестве резервных войск — в случае форсирования Тиссы крупными силами отразить попытку противника.[48]

Но эти мероприятия уже не могли восстановить боеспособность Красной Армии. Предательство, отступление в корне подорвали боевой дух соединений Красной Армии, потерявшим всю надежду и настроение солдатам нельзя уже было придать новую силу.

[47] ВИА, ДВСР, № 58/124.
[48] ВИА, ДВСР, № 58. ККА, № 726/8 во.

«Отступление армии на западный берег Тиссы в величайшей мере подорвало моральное чувство и боеспособность ее соединений. Неудача возбудила у солдат чувство бесполезности дальнейшей борьбы, они потеряли всю надежду на успех. Это является причиной того, что некоторые отряды, роты оставляют свои позиции и артиллерию, бегут, если видят даже румынский патруль. В армии имеет место массовое дезертирство... Зажигательные речи командиров и политических комиссаров, разъяснение положения не производят на солдат никакого впечатления,»[49] говорится в рапорте III корпуса от 29 июля.

29 июля румынские войска приступили к форсированию Тиссы. Командование армией предприняло контрнаступление с целью отбросить вражеские войска на восточный берег реки. Но вследствие разложения соединений и отсутствия свежих сил эта попытка не удалась. Хотя некоторые соединения с честью стояли за себя, большая их часть уже была совсем непригодной. Офицеры оставили свои части, солдаты, оставшиеся без руководителей, разошлись.

Если бы подрывная деятельность правых социал-демократов и контрреволюционной реакции не испортила настроение в тылу, настроение рабочего класса, то можно было бы еще надеяться на то, что — повторив замечательные подвиги первых дней мая — с помощью всеобщей мобилизации пролетариата можно будет отразить, отбросить противника. Но регулярная подрывная деятельность, проводимая в рядах трудящихся, предательство сделали свое дело: преобладающая часть трудящихся считала дальнейшую борьбу безнадежной.

Как на трудящихся, так и на руководителей Венгерской советской республики большое влияние оказал тот факт, что организованная 21 июля в важнейших странах Европы демонстрация солидарности с Советской Россией и Венгерской советской республикой в результате предательства со стороны правых социал-демократов не развернулась в ожидаемых размерах.

Социал-демократы выступили с требованием, чтобы правительство Венгерской советской республики ушло в отставку и уступило место правительству в составе профсоюзных руководителей. Они подчеркивали, что такое правительство пользовалось бы перед Антантой авторитетом и было бы пригодным для воспрепятствования белого террора и для защиты основных социальных достижений рабочего класса.

Лучшие представители коммунистов не хотели отказаться от борьбы. Они требовали, чтобы в бой против румынских агрессоров был брошен будапештский гарнизон, не принимавший еще участия в боях. Принимая во внимание, что в будапештском гарнизоне было примерно 22 тысячи вооруженных рабочих, включение этой значительной силы смогло бы приостановить

[49] ВИА, ДВСР, № 58/310.

продвижение румынских королевских войск. Неоднократно солдаты сами требовали, чтобы вбрасывать их в бой. Но правые социал-демократы выступили против коммунистов, за прекращение борьбы.

В такой обстановке правительство считало дальнейшее сопротивление бесцельным и подало в отставку.

После ухода венгерского советского правительства в отставку некоторые соединения Красной Армии сражались и после 2 августа, но их геройство уже не смогло изменить положение.

*

Венгерская Красная Армия потерпела поражение в борьбе против вооруженных сил международного империализма. Причиной такого исхода борьбы Красной Армии была, однако, не недостаточность самоотверженности, боевой решимости и героизма венгерского рабочего класса. Героическая борьба венгерского народа потерпела поражение прежде всего из-за огромного превосходства сил выступивших против Венгерской советской республики вражеских войск и из-за неблагоприятного сложения международного положения.

Численность армий империалистических государств, принимавших участие в интервенции против Венгерской советской республики, и по отдельности значительно превосходила численность Красной Армии. Венгерская Красная Армия начиная с 16 апреля вынуждена была защищать диктатуру пролетариата в такой обстановке, когда на всех фронтах, как на севере, так и на востоке, и на юге, против нее стояли превосходящие ее по силе армии. Неотъемлемой заслугой вооруженных сил венгерского пролетариата является то, что они даже и в таких условиях способны были в победоносном походе преодолеть одну из вражеских армий, которые имели в своем распоряжении несравненно большие запасные части, чем Красная Армия, гораздо быстрее могли увеличить число своих соединений, чем армия венгерского пролетариата.

Наряду с огромным численным превосходством, вражеские армии имели в своем распоряжении несравненно большую, чем Красная Армия, материальную и техническую базу. Чехословацкая, румынская и югославская армии опирались не только на экономику своих стран, но получали очень большое количество продовольствия, снаряжения и военных материалов и от ведущих капиталистических стран, победивших в войне. «Если мы хотим быть искренними, то мы должны признать, что без этой помощи — которая в то время была единственным возможным источником — во многих районах нашей страны был бы голод... и мы не смогли бы начать поход против Венгрии в благоприятных условиях»[50] — писал один из румынских дипломатов о помощи, оказанной Румынии. Подобную, большую по-

[50] V. V. Tilea: *Actiunea diplomatica a Romaniei nov. 1919—mart. 1920.* Sibiu 1925. 26. o.

мощь получила от Италии и Франции также чехословацкая контрреволюционная армия.

Победе вооруженных сил международной контрреволюции над венгерской Красной Армией способствовал и тот факт, что развитие европейского революционного движения летом 1919 года в некоторой мере регрессировало и что силам империализма — врага социализма — удалось до некоторой степени укрепить свое положение. Контрреволюционная буржуазия с помощью правых социал-демократов начала постепенно брать верх над революционными силами рабочего класса. После провозглашения диктатуры пролетариата руководители венгерских коммунистов возлагали большие надежды на развитие немецкого и австрийского революционного движения. Но Баварская советская республика вскоре была свергнута, отношение же Австрии к Венгерской советской республике вследствие деятельности правых социал-демократических руководителей, Реннера, Бауэра и их клики, становилось все более враждебным.

Одним из проявлений начинающегося в европейском революционном движении регресса являлось то, что международная политическая забастовка, объявленная на 21 июля в знак протеста против вооруженной интервенции против Советской России и Венгерской советской республики, не достигла в крупнейших капиталистических странах ожидаемого размера.

Решающим фактором неблагоприятного поворота, происшедшего в международном положении Венгерской советской республики, являлось ухудшение военного положения в Советской России на южном и западном фронтах летом 1919 года. Вследствие этого не только не состоялось долгожданное объединение двух пролетарских армий, но и правительство румынских помещиков смогло направить против Венгерской Советской республики значительные вооруженные силы, освободившиеся на бессарабском фронте. Таким образом армия, находившаяся под командованием генерала Мардареску, некоторые соединения которой командование румынской армией перебросило в мае в Бессарабию для укрепления фронта, в конце июня и в течение июля была укреплена шестью дивизиями (1-й, 2-й, 1-й стрелковой, 20-й, 21-й и 7-й дивизиями).

Наряду с огромным превосходством вражеских армий и неблагоприятным международным положением, в поражении, которое потерпела венгерская Красная Армия, очень большую роль сыграли внутренние предатели диктатуры пролетариата — правые социал-демократические руководители и офицеры-контрреволюционеры, занимавшие в Красной Армии руководящие должности.

Правые руководители социал-демократической партии и профсоюзов самый большой вред причинили Красной Армии тем, что с помощью мето-

[51] B. Kun: *A Magyar Tanácsköztársaságról* (О Венгерской советской республике) Изд. им. Кошута, Будапешт, 1958, стр. 495.

дичной подрывной деятельности поколебали веру армии и тыла в победу, ослабили их революционный энтузиазм, являющиеся главной мощью вооруженных сил пролетариата. Широкие массы рабочего класса, которые в первый период диктатуры пролетариата с воодушевлением готовы были на все жертвы в защиту Венгерской советской республики, главным образом в результате деятельности правых социал-демократов в конце июля считали дальнейшую борьбу уже безнадежной. Таким образом, пролетариат уже невозможно было мобилизовать на повторение замечательных подвигов первых дней мая, чтобы отвратить смертельную опасность. Правые социал-демократы через Бэма имели большое влияние на руководство армией и старались использовать это влияние в свою пользу. Поведение Бэма и его приспешников в армии в большой мере благоприятствовало деятельности кадровых офицеров-контрреволюционеров; пользуясь покровительством Бэма, офицеры имели храбрость для антинародных действий, саботажа и предательства.

Преобладающее большинство военных специалистов, кадровых офицеров в первый период диктатуры пролетариата — особенно в течение мая и июня — прилагало все усилия в интересах отражения вражеских войск. Но по мере ослабления власти диктатуры пролетариата, силы и влияния коммунистов на массы — особенно после того, как правительство советской республики отдало приказ об отводе войск с территории, занятой во время северного похода, военные специалисты и кадровые офицеры все более открыто проявляли контрреволюционное поведение. Контрреволюционное правительство, находившееся в Сегеде, также установило связь со значительной частью руководящих офицеров. Это контрреволюционное поведение свелось, в конце концов, к почти беспримерному в мировой истории предательству со стороны руководителей кадровых офицеров — военных специалистов, стоявших во главе генерального штаба венгерской Красной Армии.

На военное положение диктатуры венгерского пролетариата очень неблагоприятное влияние оказывал с самого начала тот факт, что все вражеские армии вследствие небольшой территории страны находились очень в близком расстоянии от столицы, и таким образом Красная Армия не имела возможности отступить после потерянного боя для того, чтобы собраться с силами, потому что даже самое небольшое отступление могло подвергнуть Будапешт непосредственной угрозе.

Героические усилия венгерского рабочего класса, несмотря на поражение, не были напрасными. Бои Красной Армии были достойным продолжением замечательной борьбы, которую вел наш трудовой народ в течение своей тысячелетней истории против захватчиков, за свою свободу.

Отважная решимость, с которой рабочий класс, защищая свою социалистическую родину, выступил против контрреволюционных армий, насту-

пающих с севера, востока и юга с целью свержения Венгерской советской республики, привела в изумление весь мир — как друзей, так и врагов.

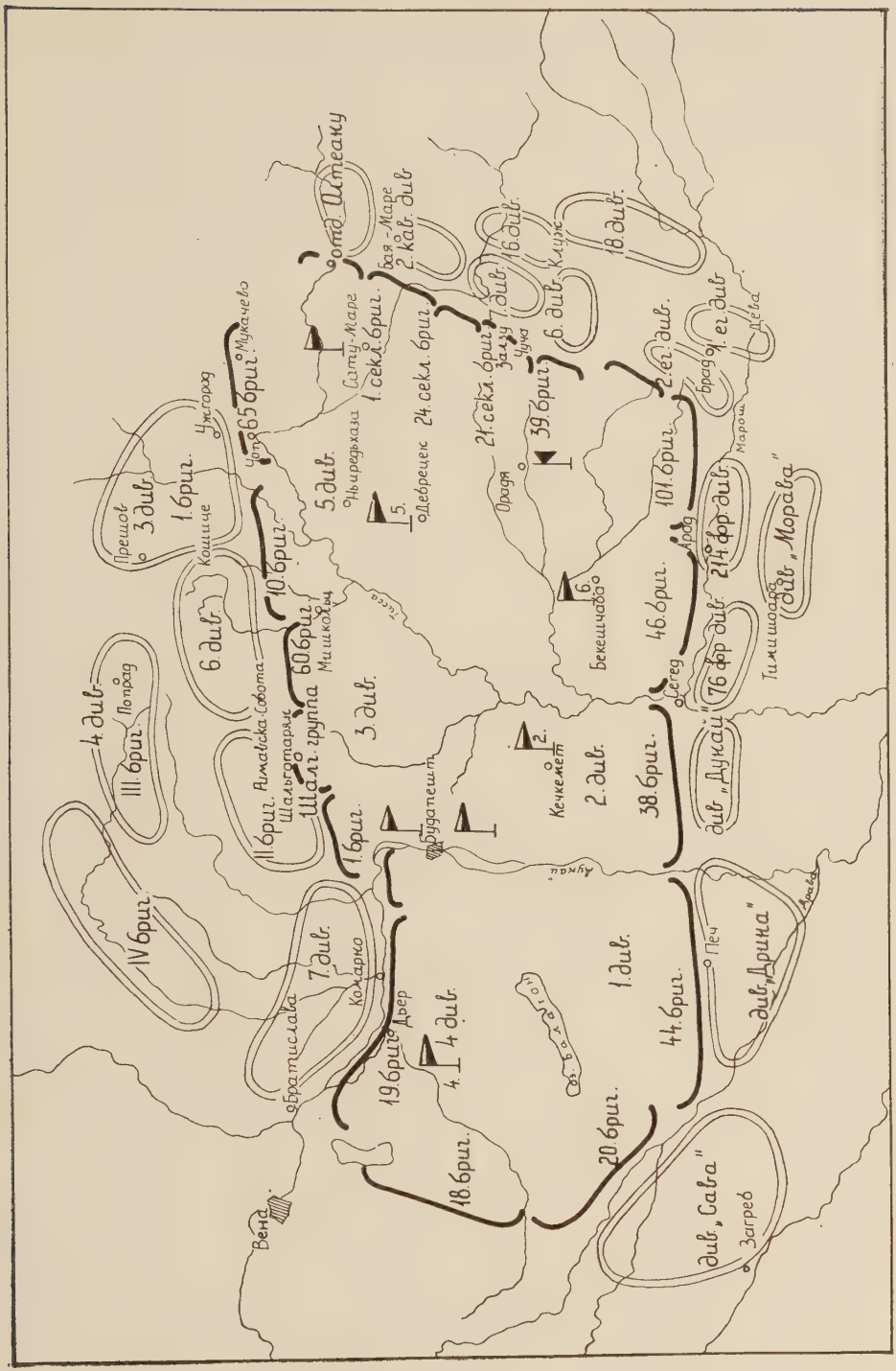
Энтузиазм, героизм солдат Красной Армии, которые привели к блестящим победам даже и в кажущемся совершенно безнадежном положении черпались из тех же источников, как и неустрашимость героических коммунаров Парижской коммуны или решительная воля русских рабочих и крестьян к победе, их вера в идеи социализма в тяжелые годы гражданской войны.

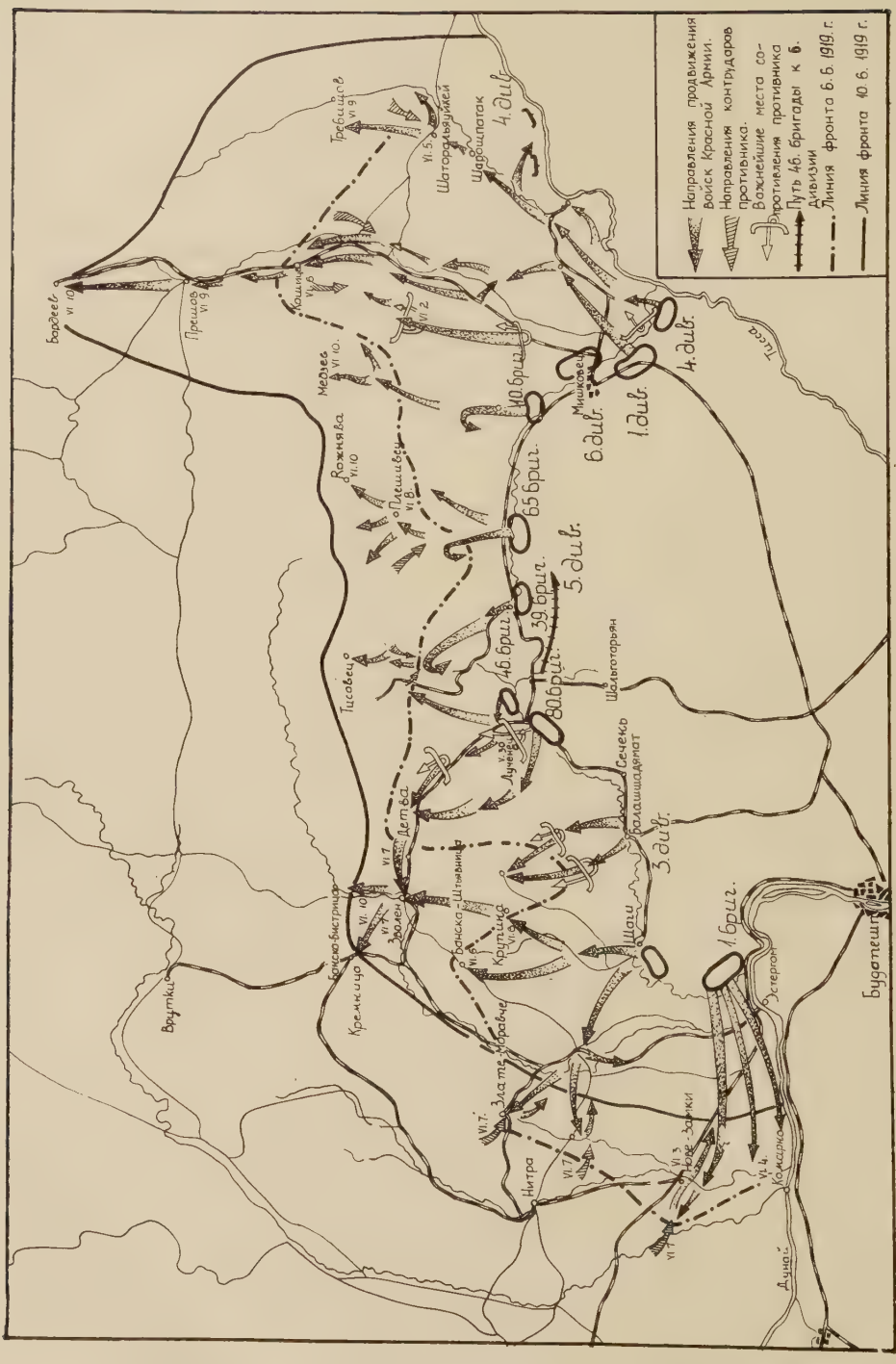
Венгерские трудящиеся, которые впервые в продолжение своей истории чувствовали себя хозяевами своей родины, взялись за оружие, чтобы защитить — в случае необходимости даже и ценой жизни — свою завоеванную свободу, социалистическое будущее, венгерский бастион международной революции, борющейся за освобождение всех угнетенных и эксплоатируемых трудящихся. Новое чувство, возбужденное победой диктатуры пролетариата в Венгрии, — социалистическая любовь к родине, заставило самые сознательные и самоотверженные элементы венгерских трудящихся взяться за разрешение, кажущейся почти неразрешимой, задачи, несмотря на тяжкие испытания четырехлетней империалистической войны, несмотря на исключительно трудное экономическое положение страны и несмотря на многократно превосходящие силы вражеских армий.

Венгерскую советскую республику со всех сторон окружали контрреволюционные армии империалистов. Несмотря на это, солдаты венгерской Красной Армии не чувствовали себя одинокими. Они знали, что с ними солидарны, что вместе с ними за победу социализма борются все сознательные трудящиеся мира, знали, что вместе с ними против империалистов борется их могучий союзник — Красная Армия Советской России. Сознание этого укрепило веру венгерских красноармейцев в победу, наполнило их оптимизмом. Они знали, что контрреволюционные силы могут временно взять верх на некоторых участках международного фронта борьбы за победу социализма, но знали и то, что окончательным исходом этой борьбы будет неминуемо победа революционных сил, поражение империализма.

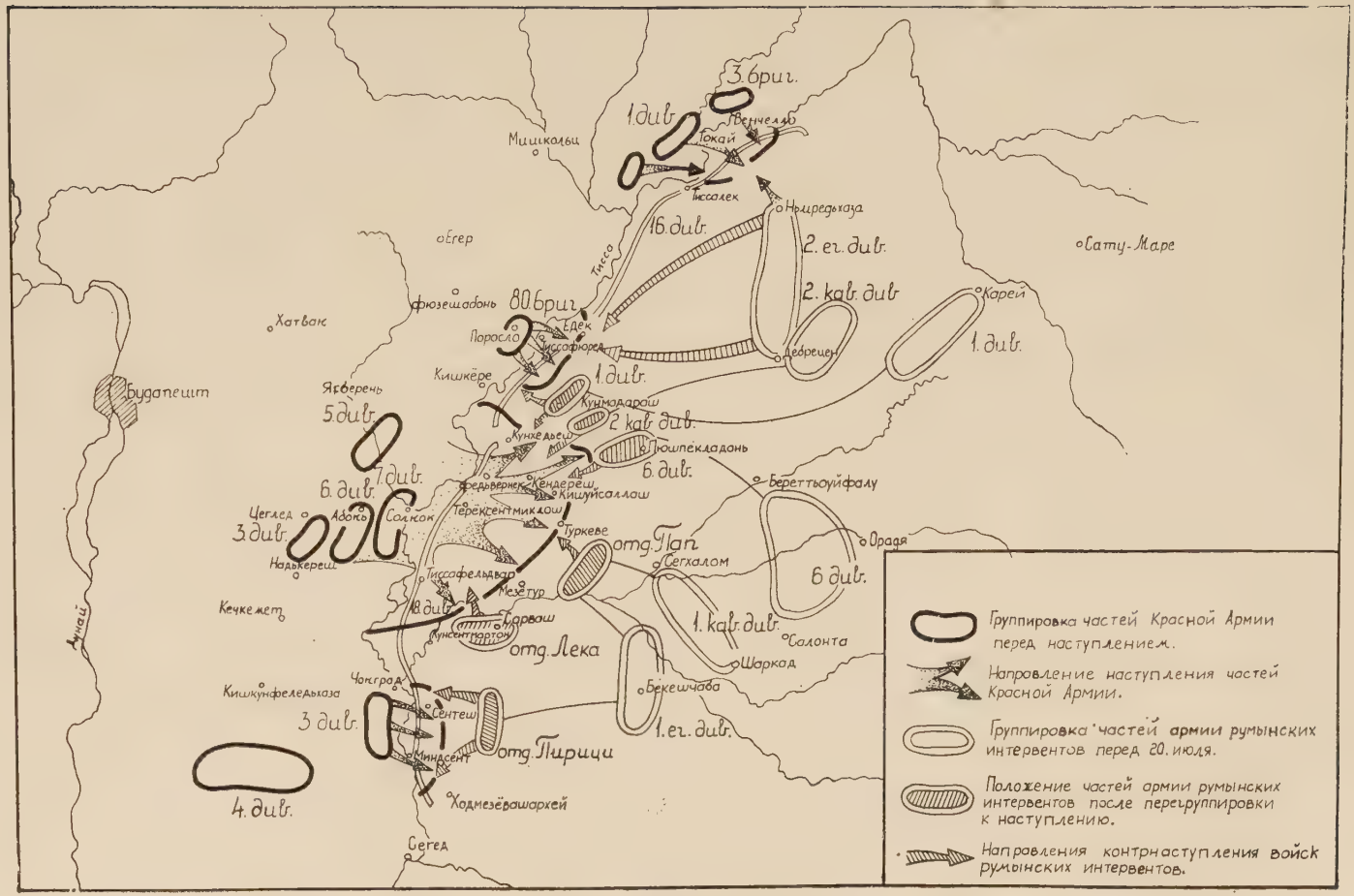
Вечной заслугой венгерской Красной Армии является то, что она, хотя и на короткое время — привлекла на себя внимание части вооруженных сил империалистов на Балканах, внимание французских, румынских, югославских и чехословацких вооруженных сил и тем самым в некоторой степени облегчила положение русского народа, борющегося против международной интервенции.

Освобожденный венгерский народ хранит память о героической борьбе венгерской Красной Армии как о лучшей революционной традиции. Венгерский трудовой народ неуклонно идет вперед по пути социализма, первые шаги по которому он сделал в 1919 году, во время Венгерской советской республики.


Вена
Братислава
Комарно
Дьер
Будапешт
Кечкемет
Бекешчаба
Сегед
Арад
Ньиредьхаза
Дебрецен
Орадя
Сату-Маре
Бая-Маре
Ужгород
Мукачево
Кошице
Прешов
Мишкольц
Мишкольц
Ч. Будеёвице
Ч. Будеёвице
Пожонь
Пожонь
Дунай
Драва
Сава
Загреб
Марош
Тимишоара
Дунай
Морава
Дрина
Печ
Ниш
Скопле
Ибар
Ахтал
Ахтал
Ахтал



Северный поход Венгерской Красной Армии



Провал наступления Венгерской Красной Армии в затисских районах

La lutte de l'Armée Rouge Hongroise contre l'intervention impérialiste en 1919. II.

par

E. Liptai

Résumé

Le 30 mai 1919 marqua le début de la campagne du Nord de l'Armée Rouge, campagne qui avait pour but de repousser les troupes interventionnistes tchécoslovaques. Elle constitua le chapitre le plus brillant de l'histoire de cette Armée Rouge. En 15 jours à peine, l'armée de la dictature du prolétariat de Hongrie porta un coup très grave aux troupes de la bourgeoisie tchécoslovaque. Elle pénétra très profondément dans les lignes ennemies et morcela le front des interventionnistes en Slovaquie. Au cours de ces luttes, l'Armée Rouge Hongroise reçut une aide importante du peuple travailleur slovaque qui sympathisait avec la République Hongroise des Conseils.

La campagne du Nord, tout en obligeant une des armées de l'intervention lancées contre la République Hongroise des Conseils à se replier, permit en même temps au peuple slovaque d'établir son propre pouvoir socialiste: la République Slovaque des Conseils.

L'Entente se hâte de tirer l'Armée bourgeoise tchécoslovaque de sa périlleuse situation par la voie diplomatique. Prodiguant menaces et promesses, elle obtint que l'Armée Rouge suspendît sa marche en avant, et même, dans les premiers jours de juillet, qu'elle se retirât des territoires occupés au cours de cette campagne du Nord. Ce faisant, le gouvernement hongrois des conseils commit une grave erreur diplomatique et stratégique, erreur qui ne peut même pas être excusée par le fait qu'à cause des ses grandes difficultés économiques et politiques la République Hongroise des Conseils avait réellement besoin de reprendre haleine.

En juillet 1919, les éléments contre-révolutionnaires infiltrés dans le commandement suprême de l'Armée Rouge élaborèrent les plans d'une campagne dont le but effectif était de la mener à la défaite et de provoquer la chute de la République des Conseils. Ils s'ingénièrent à engager l'Armée Rouge, qui avait subi des pertes importantes au cours de la campagne du Nord, contre les troupes royales roumaines fortement supérieures en nombre qui se trouvaient dans la région transtibiscine. Ils eurent soin aussi de faire tomber les plans de l'Armée Rouge entre les mains de l'ennemi.

Le 20 juin l'Armée Rouge attaqua les troupes royales roumaines dans la région transtibiscine. Après une avance de quelques jours, elles se heurtèrent aux forces roumaines principales qui s'alignaient au creux de leur arc de défense, celles-ci portèrent alors des coups aux ailes des colonnes d'attaque de l'Armée Rouge et les forcèrent à se replier.

En conséquence de l'activité contre-révolutionnaire des traîtres se trouvant au haut-commandement, la retraite de l'Armée Rouge fut désordonnée. Ces contre-révolutionnaires réussirent même à provoquer la débâcle dans une grande partie des troupes.

C'est cette défaite militaire due à la trahison que les sociaux-démocrates de droite, présents dans les organes dirigeants de la dictature du prolétariat, utilisèrent pour extorquer l'abdication de la République Hongroise des Conseils.

Der österreichische Staatsrat und die ungarische Verfassung 1761—1768

von

Gy. Ember

(Dritte Mitteilung)

64. 1765 : 69

Die Notwendigkeit von Taten nach dem ungarischen Landtag. — Ausarbeitung des Systems der Politik, die der Hof Ungarn gegenüber führen müsse. — Die Rolle von Paul Festetich in dieser Politik. — Rectificatio portarum. — Die Verringerung der Zahl der Mönche. — Die Kolonisierung der Pußten. — Die Besteuerung der verpachteten Pußten. — Die Vermehrung der Zahl der königlichen Freistädte; ihr Stimmrecht im Landtag. — Die Notwendigkeit einer Volkszählung. — Errichtung von Schulen

Der ungarische Landtag war noch nicht beendet, als der Staatsrat bereits darüber beriet, wie die ungarische Politik des Hofs abzuändern wäre. Das Elaborat eines anonymen Verfassers enthielt mehrere Vorschläge, von denen die Mitglieder des Staatsrats mehrere für annehmbar hielten und an diese verschiedene Bemerkungen knüpften.

Stupan:

Er bezweifle, daß die portarum rectificatio[1] nach dem Landtag durch den Statthaltereirat und durch die Komitate, ohne Zustimmung der Stände durchführbar wäre.

Er habe nichts dagegen, daß die Sache der Verringerung der Mönche dem Erzbischof von Kalocsa überlassen werde.[2]

Die ungarische Hofkanzlei möge angeben, welche Orte zu königlichen Freistädten erhoben werden können.

Er glaube nicht, daß der Gesetzesartikel 1723:18 bei der Kolonisierung der Prädien (Pußten) anwendbar wäre.

Es sei ein richtiger Gedanke, daß die Pußten,[3] die der Grundherr seinen Untertanen verpachtet, steuern sollen.

Die Volkszählung sei nötig. Sie solle nach deutschem Muster erfolgen.

Er billige die Errichtung von Schulen.

Borié:

Der Hof könne nicht gegen die Mönche auftreten. Sie würden den Hof hassen, was beim einfachen Volk sehr gefährlich wäre.

[1] S. Anm. 2 zu Nr. 44.
[2] Der Erzbischof von Kalocsa war zu dieser Zeit Graf Josef Batthyány.
[3] D. h. Prädien.

Es werden andere stille und den Beyfall des Volcks würckende Mittel vorzufinden seyn...

...In größter Zahl gebe es in Ungarn die kollektierenden Franziskaner. Die Kollekte belaste das Volk. Den Mönchen sei das Sammeln von Almosen mit der Begründung zu verbieten, daß sie das Volk belaste und zu vielen Ruhestörungen Anlaß gebe. Den übrigen Orden sei die cura animarum anzuvertrauen, so würden sie für den Staat nützlich sein.

Es sei ein staatsschädliches Prinzip, daß die Städte nur eine Stimme haben.[4] Es liege im Interesse des Staates, daß die Städte die Mehrheit im Landtag erlangen. Das sei jedoch geheimzuhalten.

Allein mit dem Schreiben und Angeben vieler Hoffnungsideen ist der Aufliegenheit des Staats nicht geholfen... Eine geringe Sache, wann sie ausgefuhret wird, mehr Nuz ist, als noch so schöne und grosse Ideen, die einem Schlaftranck ähnlich seynd.

Nach dem Landtag sei nun Zeit zum Handeln gekommen.

...Geschiehet solches mit Ernst und Nachdruck, so wird die Würckung ohnzweifentlich gut seyn.

Es müsse mit der rectificatio[5] begonnen werden. Es gebe schon viele Klagen gegen die jetzige distributio.[6] Man dürfe sie nicht bekräftigen, sondern müsse mit Berufung auf die Klagen erklären, daß Ihre Majestät für die Herstellung der Gleichheit sorgen werde.

Blümegen:

Die Frage der Ausführung sei wichtig. Man müsse den Abschluß des Landtags abwarten

...Sodann aber scheinet es mir, dass es auf ein Haubt Systeme ankommen wolle, wie man sich mit dem Königreich Hungarn benehmen solle.

Das System sei wichtig, sonst würden die Sachen verwirrt, viel würde begonnen, nichts zu Ende geführt. Festetich[7] kenne das Land. Seine reine Denkart sei bekannt. In summo secreto sollten alle ähnlichen Schriften, die bis zum Abschluß des Landtags beiseitegelegt wurden, ihm mitgeteilt werden, damit er ein System ausarbeite, das dann Punkt für Punkt zu verwirklichen wäre.

Haugwitz:

Die Franziskaner kann man nicht abolieren.

Grosse Geschickligkeit und Kandnus des Landes, dann ein schlüssiger Kopf, der alle Sätze, so daraus flüssen, zu combiniren weiss, wird zu Entwerfung eines derley Systematis allerdings erforderet. So in Hungarn umb so hackler und beschwerlicher, als mann daselbst bey denen reinesten Gedancken und heylsamsten Absichten fast unvermerckt an die leges und constitutiones regni anstosset, so doch nicht zu beseitigen, sondern in solche Ausdeittung und Weege zu leitten, damit möglicherfallen den ansuchenden Hauptzweck und Ordnung zu erlangen. Sollte Festetiz darinnen reussiren, so wird andurch dessen Höfigkeit und die Würdigkeit dieses Subjecti umb so verlässlicher zu beurtheilen seyn.

65. 1765 : 181

Die Wahrung von Würde und Ansehen des Königs. — Schutz der Witwen und Waisen. — Die Unterbindung des Salzschmuggels. — Die Bestrafung der Untreue königlicher Beamten. — Die Auslösung der verpfändeten Fiskalgüter. — Die gesetzgebende Macht des Königs; die Rolle der Stände in der Gesetzgebung. — Der staatsrechtliche Charakter des Landesarchivs. — Der Abschluß des ungarischen Landtags

Die dem ungarischen Landtag vorgelegten Fiskalbeschwerden sowie die im Zusammenhang damit geplanten Maßnahmen der Herrscherin lösten

[4] Die Deputierten der königlichen Freistädte erschienen an der unteren Tafel.
[5] D. h. mit der rectificatio portarum.
[6] D. h. Aufteilung der Steuern.
[7] S. Anm. 5 zu Nr. 20.

einen Protest bei den ungarischen Ständen aus. Borié kennzeichnete den Protest als eine unbefugte Einmischung in die Sphäre der königlichen Rechte.

Der König kann eine Verordnung nicht zurückziehen, von der schon das ganze Land wisse. Der König verlangte nicht, daß die Stände ihre in unpassendem Ton gehaltenen Beschwerden zurückziehen sollen

... Und mann scheuet sich nicht einen so humilianten Actum dem König anzumuthen.

Es handle sich um Würde und Ansehen des Königs. Das Ansehen des Palatins werde größer als das des Königs werden, wenn er die königlichen Verordnungen nach seinem eigenen Ermessen behandeln dürfe. Nach Cothmann[1] und nach dem Fiskus[2] sei das ein unerhörtes Verfahren.

Die Handhabung und Forderung der Justiz und die Obsorg über Wittiben und Waysen seynd die erstere Obliegenheiten jedes königlichen Ambst, die Gott einem Konig auferleget, und deren stäte Handlung er bey der Cronung beschworen hat. Die Handlung dieser ersteren und foderisten Obliegenheiten des königlichen Ambts konnen aber nicht ausser Augen gesezet werden, sondern dass Gewissen erheischet, dass die die Justiz hemmenden und die Waysen bedruckenden Gebrechen ohne Zeitnachsicht behoben werden. Und nebst deme würde es bey dem aufsichtigen Publico einen wiedrigen Eindruck machen, wann mann nur die Abgaaben feststellen, die Justiz und die Waysen aber onbesorget lassen sollte.

Von den fiskalen Punkten sind nur drei zur Behandlung gekommen. Ohne Regelung des Salzschmuggels und der Treue der königlichen Beamten erleidet der Fiskus mehr Schaden, als um wie viel die Steuer erhöht wurde.

Die revindicatio bonorum coronalium[3] *betrifft ein euiges Recht, dessen Erhaltung der König sich, seinen Nachfolgern, seiner Kron, und seinem Volck schuldig ist, indeme dieses bey Ermanglung eigener königlichen Proventen mehrer belastet werden muss... Und da ein mehreres und anderes nicht begehret wird, als was billig und in sich gesatzmassig ist, so hat der diesfaltige königliche Will desto mehrere Kraft und Stärcke.*

Das Archiv wolle man iuris publici machen, was unmöglich sei.[4]

Ein König in Hungarn zwar super legibus condendis die Meinung seiner Standen vernehmen muss, nach der Vernehmung aber auch gegen ihr Einrathen die Decision geben und darnach die Inarticulation befehlen kann.

Hier um so mehr, da es sich nur um die Erneuerung eines Gesetztes handle.

Die Frage der Krongüter sei wichtig. Laut des Palatinal-Archivs[5] handle es sich um einen Pfandwert von 5 Millionen Gulden.

Umb aber gegen die abneigige Meinung deren foderisten Magnaten auszulangen, wie auch überhaupt den Landtagsschluss mit Bestand zu erreichen, erachte nothig zu seyn, dass commissarii regii abgeordnet werden. Wodann diesen nicht onmöglich seyn wird den koniglichen gerechten Willen geltend zu machen, wozumahlen aus der Erfahrung bekannt ist, dass ein ernshafter Will des Konigs in billigen Dingen überwiege, und es allezeit gerathener ist, dass der Landtag einige Wochen länger dauere, als dass solcher übel beschlossen werde.

66. 1765 : 285

Ungarns Staatsform und Verfassung

Während der Tagung des ungarischen Landtags erschienen mehrere anonyme Flugschriften, die die Politik des Wiener Hofs sowie die absolutistischen Ziele und Mittel der Herrscherin angriffen. Über eine dieser Flugschriften

[1] S. Anm. 10 zu Nr. 4.

[2] Peter Végh war zu dieser Zeit director causarum regalium.

[3] D. h. Die Auslösung der verpfändeten Krongüter.

[4] Hier spielte Borié wahrscheinlich darauf an, daß die Stände den Herrscher ersucht hatten, die auf das Land bezüglichen Schriftstücke aus dem Archiv der Kammer dem Landesarchiv (archivum regni) zu übergeben.

[5] Das Palatinalarchiv bildete einen Teil des Landesarchivs.

gaben die Mitglieder des Staatsrats ihr Gutachten auf dem Votumbogen obiger Zahl ab. Der anonyme Verfasser führte aus, daß Ungarns Staatsform ein status monarchico-aristocraticus sei, daß der überwiegende Teil der Hoheitsrechte in Ungarn den Ständen zustehe, daß Ungarns Lage und Verfassung ganz verschieden von der der übrigen Länder des Habsburgerreichs sei. Die Thesen der Flugschrift lösten bei den Mitgliedern des Staatsrats eine tiefe Entrüstung aus.

Stupan:

Würde der Verfasser die Privilegien der übrigen Länder und Stände kennen, könnte er einsehen, daß der Unterschied zwischen diesen und Ungarn nur darin bestehe, daß diese den Veränderungen der Zeiten Rechnung getragen, die Unzulänglichkeit der alten Verfassungen und damit auch den Umstand eingesehen haben, daß die Beibehaltung der alten Verfassungen den völligen Zusammenbruch der Länder verursachen würde. Demgegenüber seien die Ungarn auf ihr privates Interesse, nicht auf den allgemeinen Nutzen des Staates bedacht. Sie seien eher zum Untergang bereit, als zur Annahme einer vernünftigen Regierungsform. Einem solchen Volk gegenüber müssten aber in seinem eigenen Interesse gelegentlich andere Mittel ergriffen werden, wollte es doch nicht die Pflichten anerkennen, die es dem Herrscher des Landes und dem vereinigten Reich schulde. Ungarn sei wiederholt durch fremdes Blut und Geld gerettet worden. Es sei durch das jetzige Herrscherhaus vom Feinde befreit worden; ihm verdanke es auch sein Wohlergehen. Dieses Herrscherhaus habe es mit auszeichnenden Gnaden überhäuft.

Es sei eine Niedertracht, Ihrer Majestät eine solche Schrift vorzutragen.

Borié:

Der Geist der Schrift sei republikanisch. Nach ihr gehöre jede Macht dem Landtag.

Zur Zeit von Thököly und von Rákóczi[1] seien gleiche Punkte verlautbart worden, wie in dieser Schrift.

Die Schrift kann nur zur Warnung vor Ihre Majestät geraten sein. Anders könne er sich diese Niedertracht nicht erklären.

Die Verfasser und ihre Protektoren seien ausfindig zu machen. Man müsse es unmöglich machen, daß sie Schaden anrichten.

Haugwitz:

Schriften gleicher Tonart gingen den ungarischen Rebellionen voraus. Die Rebellen waren zumeist Leute, denen der Hof am meisten vertraute, z. B. Nádasdy, Frangepán.[2] Ohne Rücksicht auf die Unkosten sei die Angelegenheit aufzuklären.

67. 1765 : 319

Die gesetzgebende Macht des Herrschers in Ungarn. — Die Umgestaltung der Insurrektion

In den Sitzungen des ungarischen Landtags stellte es sich heraus, daß die Stände zur Umgestaltung der Insurrektion nicht geneigt waren. Ein anonymer Antragsteller empfahl dem Herrscher, auf die Regelung der Insurrektion durch ein Gesetz zu verzichten.

[1] Zur Zeit von Imre Thököly und Franz Rákóczi II.

[2] Die Grafen Franz Nádasdy und Franz Frangepán, die Leopold I. als Beteiligte der Verschwörung Wesselényi hinrichten ließ.

Borié:

Es sei bedauerlich, daß der Geist der alten Widerspenstigkeit immer mehr wach werde. Die Vorfahren Ihrer Majestät seien gezwungen gewesen, für das Land nützliche Maßnahmen authoritativ zu inartikulieren. Auch diesmal werde nichts anderes übrig bleiben.

68. 1765 : 432

Die Machtbefugnis des Königs bezüglich der Krongüter

Im Vortrag des ungarländischen director causarum fiscalium[1] vom 21. Januar 1765 über die Kronrechte (iura coronae) wurde die königliche Machtbefugnis auch im Zusammenhang mit den Kron(Fiskal)gütern berührt.

Borié:

Die königlichen Rechte quoad bona coronalia seynd in denen Gesatzen bestens gegründet, diese Rechte seynd von der Eygenschaft, dass an solchen nichts kann begeben, noch darin nachgegeben werden. Eine Gegenvorstellung ist allschon eine Bezweiflung und darmit eine Laedirung dieser Rechten. Noch bedencklicher ist es, dass jene, die zu Handhabung dieser Rechten bestellet seynd, der palatinus[2] und der personalis,[3] solche bezweiflen wollen.

69. 1765 : 503

Die Frage der Insurrektion und der Urbarialregelung im ungarischen Landtag

Der Vortrag der ungarischen Hofkanzlei vom 26. Februar 1765 informierte den Herrscher über die Verhandlungen des ungarischen Landtags, über den Standpunkt der ungarischen Stände in der Angelegenheit der Insurrektion und der Urbarialregelung.

Borié:

...Es weith besser ist dies augmentum contributionis speter — auch gar nicht zu erhalten, als dass in dem articulo urbariorum[1] und in jenem insurrectionis[2] das Mindeste sollte nachgegeben werden. Ohne dem erstern wird die Einbringung des contributionalis in dem alten und nochmehr in dem neuen quanto unmöglich. In dem zweyteren ist ohnehin leyder weit mehreres allschon nachgegeben worden, als wohl hätte beschehen sollen. Meine allerunterthänigste vota iustificiren mich.

Kaunitz:

Diese Schrift zeige noch nichts.
... Wann aber, wie allerdings zu besorgen stehet, die Stände denen königlichen Gerechtsamen ratione urbariorum et insurrectionis zu nahe zu tretten fortfahren, so dörfte nicht länger zu vermeiden seyn, eine endliche Entschliessung zu fassen.

[1] Peter Végh.
[2] Graf Ludwig Batthyány.
[3] Jakob Szvetics, früher Rat der ungarischen Hofkanzlei.

[1] Der Hof wollte in der Frage der Urbarien durch die Stände gesetzlich festlegen lassen, daß die Urbarialregelung eine Verwaltungsaufgabe und keine jurisdiktionale Frage sei.
[2] Der Hof wollte erreichen, daß die Stände anstatt der Insurrektion die Zahlung einer gewissen Summe auf sich nehmen.

70. 1765 : 512

Die Frage der Insurrektion und der Urbarialregelung im ungarischen Landtag. — Das Durchsetzen der königlichen Macht gegenüber den Ständen. — Die Selbstsucht der Stände. — Einfluß des Hochadels auf den Gemeinadel. — Bevorzugung von Fremden bei der Besetzung der Ämter. — Schutz der Bauern (Untertanen)

Der Vortrag der ungarischen Hofkanzlei vom 27. Februar 1765 berichtete dem Herrscher, daß der ungarische Landtag in der Frage der Insurrektion und der Urbarialregelung[1] nicht geneigt sei, dem Wunsch des Herrschers entsprechende Gesetze zu bringen.

STUPAN:

Es sei traurig, daß der Landtag in der Frage der Insurrektion und des Urbariums nicht nachgebe, obwohl es sich nur um die Bekräftigung früherer Gesetze handle. Vor drei Jahren verordnete bereits Ihre Majestät, daß die mit der Unterdrückung der Bauern (Untertanen) zusammenhängenden Angelegenheiten, weil sie die Steuer berührten, nicht auf gerichtlichem, sondern auf dem Verwaltungswege behandelt werden sollten.[2] Graf Nyáry[3] sei persönlich in solcher Angelegenheit vor der ungarischen Kanzlei erschienen.

Die Magnaten würden nicht nachgeben, weil es sich um ihre Interessen handle. Die Untere Tafel hänge von den Magnaten ab.

Er billige den Vorschlag der Kanzlei, die Inartikulierung nicht weiter zu forcieren, falls sie nicht durchführbar sei. Ihre Majestät werde die Möglichkeit zur Durchführung ihres Willens finden.

Den widerspenstigen Magnaten seien allerlei Gnaden zu entziehen. Die übrigen seien zu unterstützen. Unauffällig sei das alte Prinzip anzuwenden: militärische, kirchliche und andere Stellen, sofern möglich, durch Deutsche oder andere Fremde zu besetzen. Nur einige Ungarn sollten Geheimrats-, Kämmerer- und andere Titel honoris causa erhalten.

BORIÉ:

Die Selbstsucht der Stände sei die treibende Kraft, obwohl es sich um das allgemeine Wohl handle. Der König habe die Pflicht, das Volk zu schützen. Nachzugeben sei unmöglich. Nur die Art und Weise des Verfahrens sei zu klären.

Er berufe sich auf eine, in anderem Zusammenhang geführte Besprechung zwischen ihm und dem ungarischen Kanzler,[4] bzw. dem Vizekanzler.[5] Diese haben damals erklärt, daß alle außergesetzlichen königlichen Verordnungen ungültig seien.

Man müsse also auf die Inartikulierung bestehen. Zwei Wege stünden offen: die weitere Verhandlung, oder die Geltendmachung der königlichen Macht. Beide müßten angewandt werden. Es seien entsprechende Kommissare auf den Landtag zu entsenden.

Das Durchsetzen der königlichen Macht würde nicht gesetzwidrig sein. Er führe den Gesetzesartikel 1526:1 an,[6] das Gesetz vom Jahre 1411,[7] sowie die Artikel 1435:4, 5.[8]

[1] S. die Anmerkungen zu Nr. 69.

[2] Auf dem Verwaltungswege (Komitat—Statthaltereirat — Kanzlei) war der Erfolg der Zielsetzungen des Herrschers eher zu erwarten, als auf jurisdiktionalem Wege (Herrenstuhl — Komitat — Bezirkstafel — Königliche Tafel — Septemviraltafel).

[3] Es dürfte der 1723 in den Grafenstand erhobene Siegmund Nyáry, oder dessen Sohn Johann gewesen sein.

[4] Graf Franz Esterházy.

[5] Graf Georg Fekete.

[6] Der Gesetzerartikel 1 v. J. 1526 sprach darüber, daß der König von seiner Macht Gebrauch machen solle.

[7] Dieses Gesetz verfügte über die Steuerzahlung.

[8] Diese Artikel verfügten gegen Willkür und Machthaberei.

Dem König gebühret also der Gewalt, dass er nicht allein die in denen Gesatzen allschon bestehende, zum Besten des Reiches abzweckende Vorsehung anwiederum erneuern, sondern auch in diesen den modum authoritate et potestate regia vorschreiben kann. Und die Gesätze selbsten wollen, dass der König seines Gewalts sich gebrauche, wann es ad gubernationem, defensionem, aliasque necessitates regni zu thuen ist.

Wenn Ihre Majestät verordne, beide Punkte zu inartikulieren, tue sie nichts anderes. Dies sei notwendig. Sonst würden die Stände dem König gegenüber die Oberhand gewinnen, was sehr gefährlich wäre. Es gehe um die Verteidigung des Landes, um die Steuer.

71. 1765 : 538

Eine anonyme Flugschrift über das Werk von Adam Franz Kollár. — Die Kontrolle über die ungarländischen Häuser des Jesuitenordens; Sicherung einer deutschen Leitung in ihnen. — Georg Richwaldszky als eventueller Verfasser der anonymen Flugschrift. — Die Notwendigkeit des Unterrichts des allgemeinen Rechts und der Polizeiwissenschaften in Ungarn. — Der republikanische Nationalismus der ungarischen Stände. — Die notwendige Ausmerzung der ungarischen nationalen Vorurteile

Während der Sitzungen des ungarischen Landtags erschien gegen das aufsehenerregende Werk von Adam Franz Kollár außer der Flugschrift Vexatio dat intellectum eine weitere anonyme Flugschrift. Der Staatsrat beurteilte diese Schrift als ebenso gefährlich wie die Vexatio.[1]

STUPAN:

Das Werk verdiente, verbrannt zu werden. Sein Verfasser sei wahrscheinlich ein ungarischer Jesuit. Auf den Jesuitenorden müsse man ein Augenmerk haben. Man solle nicht bei allen ungarländischen Kollegien eine ungarische Leitung belassen.

BORIÉ:

Die Schrift sei aufwieglerisch und sollte eigentlich verbrannt werden. Dies empfehle er jedoch aus zwei Gründen nicht. Erstens, weil so die Verbrennung ihre Wirksamkeit einbüßen würde. Zweitens, weil so Kollárs Werk wieder ins Gespräch käme. Es sei der Beschluß des Landtags abzuwarten.

Nach dem Landtag solle dem Provinzial der ungarländischen Jesuiten[2] die Anweisung erteilt werden, strenge Kontrolle zu führen.

Man möge überprüfen, was in der Jesuitenseminaren unterrichtet werde. In den Seminaren sei die Leitung und der Unterricht unter dem Vorwand des deutschen Sprachenunterrichts deutschen Jesuiten zu übergeben.

Borié betont wiederholt die Notwendigkeit des Unterrichts des allgemeinen und des ungarischen Staatsrechts sowie der Polizeiwissenschaften. Nur so könnten die nationalen Vorurteile ausgemerzt und die für den Staat nützlichen Prinzipien verbreitet werden. Sollte dies nicht geschehen, würden sich binnen einigen Jahre große Übel ergehen.

Die Mitglieder des Staatsrats mußten sich wahrscheinlich wegen der Vorschläge im Zusammenhang mit den Jesuiten noch ein zweites Mal über die Frage äußern.

STUPAN:

Der Provinzial sei mündlich zu ermahnen. Auf der Unterstufe könne nur in der Mutter sprache unterrichtet werden.

[1] Vgl. mit Nr. 60, 63, 75.
[2] D. h. dem Ordensprovinzial.

Eben so erwünschlich wäre es, wann dem hungarischen Adel durch ein wohl verfasstes ius publicum universale et particulare Hungariae die wahren principia status beygebracht, und der so schädliche Nationalgeist einer praetendirenden republicanischen Freyheit ausgerottet würde.

Dazu seien zwei Dinge nötig. Erstens ein entsprechendes Buch, zweitens, daß der Adel diese Schulen besuche.

Borié:

Vielleicht sei auch der Verfasser dieser Schrift Richwaldszky.[3]

Dem Provinzial sei mitzuteilen, daß Ihre Majestät wünsche, in den Seminaren auch die deutsche Sprache zu unterrichten. Deshalb möge er deutsche Patres heranziehen.

Bezüglich des Werkes über Staatsrecht möge Festetich[4] Ratschläge erteilen.

Blümegen:

Er glaubt nicht, daß ein Jesuit der Verfasser sei. Mit dem Provinzial möge Haugwitz sprechen.

72. 1765 : 608

Die Herrschermacht und die Rechte der Stände. — Die Wichtigkeit der Erziehung und des Unterrichts der Jugend. — Die notwendige staatliche Leitung des Unterrichtswesens. — Die Bedeutung des Theresianums. — Der notwendige Unterricht von Staatsrecht, bürgerlichem und Kirchenrecht, von Kameral- und Polizeiwissenschaften im Theresianum. — Die ständische Staatsauffassung des Erzbischofs von Gran und der hohen Geistlichkeit

Der Rektor des Wiener Theresianum trug dem Herrscher einen Vorschlag über die Einführung des Unterrichts der Rechtswissenschaften vor.

Stupan:

...Musste das Hauptaugenmerk dahin gerichtet werden, womit dem hungarischen Adel die ächten principia eines vollkommen Staatsrechts eingeflösset werden möchten, was ein Souveraine zum allgemeinen Nutzen des Staats zu thuen befugt und schuldig seye? Auch wie weit sich die Unterwürfigkeit der Unterthanen, ohne Verletzung der erlangten Freyheiten, oder auch würklichen Conventionen und Capitulationen sich erstrecke, wann es um die Beschütz- und Aufrechterhaltung des gantzen Staats, seiner selbst, und eines jeden in Sonderheit zu thuen ist?

Bei einem solchen Professor, der jedoch vorher tüchtig zu unterweisen wäre, müsste man nicht mit dem Geld geizen. Der Erzbischof von Gran[1] möge mit dem ungarischen Kanzler[2] über einen entsprechenden Fonds verhandeln.

Borié:

Alles käme auf die Erziehung und auf den Unterricht der Jugend an. Wenn sich der Herrscher darum kümmere, könne er die ganze Nation nach seinem Willen formen, könne er alles umwandeln.

Dieser stille Gewalt ist der allermächtigste und der ausgiebigste.

Es sei ein großes Glück für den Staat, daß die Ungarn,

...jene Nation, die anderst gestaltet zu werden nöthig hat,

[3] S. Anm. 1 zu Nr. 60.
[4] S. Anm. 5 zu Nr. 20.
[1] Graf Franz Barkóczy.
[2] Graf Franz Esterházy.

massenhaft ins Theresianum kämen, so daß der Staat Gelegenheit habe, sie entsprechend zu wandeln.

In die Angelegenheit der Anstellung und Besoldung der Lehrkräfte am Theresianum sei die ungarische Kanzlei nicht einzubeziehen. Dies möge rein die Sache des Hofs sein. Die Einbeziehung des Erzbischofs von Gran sei ebenfalls zu überlegen. Er denke nach ungarischer Art.

... *Seine Privatconvenienz leithet ihn dazu.*

Er halte es für schädlich, wenn die Leitung des Unterrichtswesens den Erzbischöfen und Bischöfen anvertraut werde. Der Klerus billige die Staatsprinzipien nicht, hindere die für den Staat nützlichen Lehren, die die Exemptionen und die Herrschermacht einschränkenden Prätensionen verwerfen. Die inspectio et directio studiorum soll der Herrscher seinen weltlichen Ministern anvertrauen, denn diese allein seien über die »stillen Absichten« des Herrschers im Bilde.

Die Ungarn seien besonders im ungarischen bürgerlichen, allgemeinen und Kirchenrecht zu unterrichten. In die ungarische Geschichte tief einzudringen sei nicht ratsam, daraus lerne die Jugend wenig Gutes.

Ein systematisches, klug redigiertes Lehrbuch sei nötig.

Da umb die Gnad der Souverainen und umb die Belohnungen die Menschen zu allem sich gebrauchen lassen,

... werde es nicht unmöglich sein, wackere Männer zu finden.

Auch die Kameral- und Polizeiwissenschaften seien wichtig.

Der Rektor sei zu loben und ihm folgendes mitzuteilen:

1. Ihre Majestät sei geneigt, die Kosten des systematischen Unterrichts im ungarischen bürgerlichen, allgemeinen und Kirchenrecht zu decken.
2. Der Rektor, Rieger[3] und Martini[4] mögen zwei geeignete Männer empfehlen und sie zur Anstellung vorschlagen.
3. Diese sollen vor dem Beginn ihrer Unterrichtstätigkeit ein systematisches Lehrbuch mindestens in den Hauptzügen verfertigen und dieses Ihrer Majestät vorlegen.
4. Auch die Polizei- und Kameralwissenschaften sollten eingeführt werden.

Haugwitz:

Die Auslagen seien noch nicht zu erwähnen.

73. 1765 : 617

Die Abfassung der Gesetzesartikel des ungarischen Landtags. — Die Erleichterung der Lage der Bauern (Untertanen). — Die Opposition gegen die Urbarialregelung im Landtag

Die ungarische Hofkanzlei legte dem Herrscher einen Entwurf über die Abfassung der Gesetzesartikel des ungarischen Landtags vor. Diesen Entwurf überprüfte Blümegen, mit Heranziehung des ungarischen Hofkammerrats Anton Cothmann.[1]

Cothmann empfahl im Zusammenhang mit dem Gesetzesartikel 17, die Bauern der Fiskalgüter nicht weniger als die übrigen zu belasten. Dem stimmte auch der Staatsrat bei. Borié bemerkte, das sei nur geplant worden, damit dem die anderen Grundherren Folge leisteten. Dies sei aber nunmehr gegenstandslos, weil die Lage der Untertanen anders, durch die Urbarialregelung erleichtert würde.

[3] S. Anm. 1 zu Nr. 45.

[4] Karl Anton Martini war Professor des Naturrechts an der Wiener Universität, zugleich Rat der Obersten Justizstelle, der obersten böhmisch-österreichischen Justizbehörde.

[1] S. Anm. 10 zu Nr. 4.

Nach dem ungarischen Hofkanzler Franz Esterházy war der ganze ungarische Landtag gegen die Inartikulierung der Urbarialregelung. Nach Baron Franz Koller[2] war nur der Hochadel gegen die Urbarialregelung.

74. 1765 : 684

Die Abfassung der Gesetzartikel des ungarischen Landtags. — Königliches Reskript anläßlich des Abschlusses des Landtags

Die Gesetzesartikel des ungarischen Landtags wurden vom Vizehofkanzler Graf Johann Fekete und von Blümegen in endgültige Form gefaßt.

Maria Theresia genehmigte den Text mit folgenden Worten:
Placet selbe ergehen zu lassen. In dieser verdorbenen Sache ist nichts mehr zu thuen.

Den Entwurf des königlichen Reskripts, das die Gesetzesartikel genehmigte, sah Kaunitz durch. Er fand es für unrichtig, daß die Königin im Reskript einigen Personen gegenüber ihre Unzufriedenheit, der ungarischen Nation gegenüber aber ihren Dank ausdrückte. Seines Erachtens sollte die Unzufriedenheit gegenüber einzelnen Personen nicht in Worten, sondern in Taten zum Ausdruck gebracht werden. Darüber zu sprechen, sei mit der königlichen Würde unvereinbar. Die ungarische Nation verdiene keinen Dank. Der Anschein, als ob einige Personen die ganze Nation irreführen könnten, sei zu vermeiden. Auch sollte man auf das Ausland Rücksicht nehmen, und schon in dieser Hinsicht sei dies das richtigere Verfahren.

75. 1765 : 751

Eine anonyme hoffeindliche Flugschrift, betitelt Apologia extemporanea

Im Geiste der Flugschrift Vexatio dat intellectum erschienen auch andere zur Zeit der Tagung der ungarischen Stände. Eine von diesen Flugschriften war Apologia extemporanea betitelt und vom anonymen Verfasser zur Verteidigung der Vexatio herausgegeben worden.[1]

Stupan:

Man hätte gegen Georg Richwaldszky energisch vorgehen müssen, dann wären diese Schriften unterblieben. Es sei am besten, von der Schrift keine Kenntnis zu nehmen.

Borié:

Diese Schrift sei ein scriptum seditiosum. Sie zeige, wie weit das Übel um sich gegriffen habe. Da sei schnelle Abhilfe geboten. Den Verfasser der Vexatio müsse man auf Grund des Gesetzes aufs härteste verurteilen. So auch den Verfasser dieser Schrift. Es sei besser, jetzt gegen wenige Leute so zu verfahren, als später gegen viele. Man solle die hoffeindlichen Magnaten, sowie alle Briefe beobachten.[2]

Maria Theresia:

Dis ist sehr hart wegen der hungarischen Sprache und man kann das Secret nicht leicht einem vertrauen oder trauen.

[2] S. Anm. 2 zu Nr. 28.
[1] Vgl. mit Nr. 60, 63, 71.
[2] Die Zensur der Briefe wurde tatsächlich eingeführt.

76. 1765 : 760

Verfertigung eines Entwurfes zur Durchsetzung der Herrschermacht in Ungarn. — Schutz der Bauern (Untertanen). — Die Urbarialregelung. — Die Überprüfung und Erleichterung der Lage der Bauern auf den Fiskalgütern

Noch vor Abschluß des ungarischen Landtags sowie auch nachher, wurden dem Herrscher nacheinander mehrere Vorschläge eingereicht, deren Verfasser — zumeist anonym — ihre Gedanken über verschiedene, im Landtag erwähnte, aber ungelöste Fragen darlegten. Einer dieser anonymen Verfasser verfertigte ein Elaborat über die Urbarialregelung und über den Schutz der Bauern.

STUPAN:

...Jedoch haben Ihre Mayestät sich allergerechtest vorbehalten, ihres königlichen Rechtes und der Vollmacht sich zu gebrauchen, damit die Unterthanen wieder die unbillichen Bedrückungen beschüzet, und mit Aufrechthaltung des Contributionsstandes das allgemeine Beste beförderet werden möge.

Es wurde ein großzügiger Plan entworfen, was der König auf Grund seiner königlichen Macht, der Gesetze und der Landtagsbeschlüsse tun könne. Auch dieser Vorschlag sei in den Plan aufzunehmen.

BORIÉ:

Das Übel, die Mittel dagegen seien bekannt. Alles hänge vom erfolgreichen, raschen Handeln ab. Sonst werde die Abhilfe zu spät kommen. Der Hauptfehler sei die Unterdrückung der Untertanen. Hier müsse mit der Abhilfe begonnen werden. Dann stünden die Untertanen auf der Seite des Königs. Zugleich werde dadurch einer anderen Gefahr vorgebeugt. Statt monate- und jahrelanger Beratungen darüber, was Schönes und Gutes zu tun wäre, müsse die Angelegenheit sofort angepackt werden, und zwar bei den Urbarien. Bei den Kammergütern sollte man anfangen. Das Schicksal der Untertanen sei hier ebenso elend, wie anderswo. An der Untersuchung soll ein deutscher Rat teilnehmen, der von Grassalkovics[1] unabhängig sei. Sonst werde das Ergebnis nur ein »Blendwerck« sein, der Fehler werde sich verschlimmern, weil das zum Vorbild dienen werde, was auf den Kammergütern geschehe.

BLÜMEGEN:

Pflichtet Stupan bei.

HAUGWITZ:

Ist mit Stupan gleicher Meinung.

...Von jenen, die die Verfassung des Königreichs Hungarn wohl kennen, und einen besonderen Eyfer zu Beförderung der Gerechtigkeit haben, eine vollständige Ausarbeitung vor Augen gelegt werde, wie jenes, so dem Könige zustehet, und Recht und Billigkeit erforderet, mit wircksamer Arth ins Werck gesezet, und solchergestalten eingeleitet werde, damit dasjenige, so unternehmen und fürgekehret wird, keinerley Dingen unterbrochen und rückstellig gemachet werde. Zu welcher Ausarbeitung grosse Experienz, Eyfer und Gerechtigkeit erforderlich ist.

[1] S. Anm. 7 zu Nr. 35.

77. 1765 : 934

Verleihung der Grundherrschaft von Mezőlak an den Grafen Castiglione. — Bindung der Güterverleihungen an Bedingungen, und zwar im Interesse der Sicherung der königlichen Rechte und Einkünfte, sowie zur Erleichterung der Lage der Bauern (Untertanen)

Die Wiener Hofkammer trug am 8. April 1765 dem Herrscher einen Vorschlag über die Verleihung der Grundherrschaft von Mezőlak an den Grafen Castiglione vor.[1] — Oben sahen wir bereits, daß der Staatsrat — in erster Reihe Borié — gegen die Verleihung, richtiger Veräußerung der Fiskalgüter Stellung genommen hatte. Von diesem Standpunkt wich er nun gewissermaßen ab. Er verschloß sich nicht der Veräußerung der Fiskalgüter, denn dies bedeutete für den Fiskus eine beträchtliche Einnahmequelle. Er knüpfte jedoch die Verleihung an Bedingungen, durch die er die königlichen Rechte und Einkünfte zu sichern, die Lasten der Untertanen zu erleichtern, bzw. ihrer Erhöhung vorzubeugen wünschte. Von diesen Bedingungen war in Boriés Vota bereits früher die Rede. Dann stellte er auch die Erblichmachung der Bauerngüter als Bedingung; dies erwähnte er jetzt nicht.

Borié:

Bei allen Gutsverleihungen sei auf drei Dinge zu achten.

1. In alle Donationsurkunden möge die Klausel aufgenommen werden, die 1731 in der Donationsurkunde des Grafen Cavriani von Futak stand:

Interim vero maiestati nostrae omnia et singula, qua regi Hungariae sola competentia regalia iura et iurisdictionalia, praesertim vero militaria praesidia, et inquartirationes, item contributionales et reliquae communes regni praestationes, necnon tricesimales et alii regii proventus omnimodo reservata maneant.

2. Auch die Bergwerke und die nötigen Wälder seien in diese Klausel aufzunehmen.

3. Vor jeder Gutsverleihung möge man ein Urbarium ansetzen, oder das vorhandene überprüfen. Die Prästationen der Bauern seien nach Möglichkeit herabzusetzen. In die Donationsurkunde sei aufzunehmen, daß die Bauern über das Urbarium hinaus nicht belastet werden dürften, sondern im »Contributionsstand« behalten werden müßten. Deshalb sollten die Geldstrafen durch körperliche Züchtigung abgelöst werden. Dem Untertanen solle der Grundherr weder Verkauf, noch Ankauf aufdrängen. Die Nona solle er rechtzeitig einfahren, die Früchte sollen nicht auf der Stoppel bleiben. Die Prästationen für den Grundherrn mögen erst nach der Steuer an die Reihe kommen. All dies sei als Bedingung der gültigen Verleihung zu setzen.

Es wäre erwünscht, daß die Kammer auch auf einen Teil der Fleischbänke und Ausschänke einen Anspruch erhebe. So könnte allmählich die accisa[2] eingeführt werden. Dafür sei aber die Zeit noch nicht gekommen.

Er wisse, daß diese Punkte Aufsehen erregen würden. Wenn aber die Stände diese Bedingungen anzunehmen nicht geneigt wären, werde der König keine Verleihung machen.

Allermassen einmahlen zum werckthätigen Anfang der so lang erwünschenden Hülfe muss vorgeschritten werden, und alles Wünschen und Rath fruchtlos ist, wann mann bey denen sich ergebenden Fällen zum Vollzug dessen nicht fürgehet.

Baron Franz Koller[3] wies in seinem Vortrag vom 4. Juni 1765 nach, daß in den Gutsdonationsurkunden die von Borié erwünschte Formel (Interim vero etc.) nicht nötig sei, weil auch die Gesetze alles, was diese Formel aufzähle, enthielten.

[1] Vgl. mit Nr. 20.
[2] Konsumsteuer.
[3] S. Anm. 2 zu Nr. 28.

Stupan war derselben Meinung.

Borié:

Ist nur zu wünschen, dass mann von diesen Versprechungen, von denen nun in das fünfte Jahr stätthin reden höhre, einsmahlen auch einen Effect sehe.

Kollers Vortrag und der Votumbogen darüber lagen in den Akten des Staatsrats unter Nummer 1765:1480 vor.

Die Wiener Hofkammer berief sich in ihrem Vortrag vom 24. Juli 1765 auf den Umstand, daß eine Gutsdonation im Sinne der ungarischen Gesetze nicht an Bedingungen geknüpft werden könne.[4]

Stupan behielt trotzdem den früheren — von Borié vorgetragenen — Standpunkt des Staatsrats bei.

Der Vortrag der Wiener Hofkammer und der Votumbogen über diesen lagen in den Akten des Staatsrats unter Nummer 1765:1874 bei.

78. 1765 : 1380

Die Rückablösung der verpfändeten Fiskalgüter

Im Zusammenhang mit dem Vortrag des Präsidenten der Wiener Hofkammer, Grafen Hatzfeld,[1] vom 25. Mai 1765 bemerkte Borié, daß er in Preßburg archivalische Forschungen vorgenommen, und unumstößliche, von den im Landtag versammelten ungarischen Ständen stammende Beweise dafür gefunden habe, daß die verpfändeten Fiskalgüter rückablösbar seien. Diese Rückablösung sei jetzt durchzuführen. Für 5 Millionen Gulden könnten Güter im Werte von 10—15 Millionen Gulden abgelöst werden.

79. 1765 : 2244

Die Rechte des ungarischen Königs in kirchlichen Angelegenheiten. — Das Verfahren des siebenbürgischen römisch-katholischen Bishofs nicht nach dem ungarischen, sondern nach dem Kirchenrecht

Ein Vortrag des Hofkriegsrats vom 2. Oktober 1765 behandelte die siebenbürgischen Zustände. Im Zusammenhang damit brachte Borié die Haltung des siebenbürgischen römisch-katholischen Bischofs[1] zur Sprache, die seines Erachtens der königlichen Macht abträglich war.

Borié:

Nach meinem geringen Ermessen beruhet der Grund des Übels in deme, dass der Bischof in Siebenbürgen ein besonderes Studium daraus machet, umb seine geistliche Jurisdiction nach

[4] S. Anm. 2 zu Nr. 11.
[1] Graf Karl Friedrich Hatzfeld wurde später Mitglied des Staatsrats.
[1] Baron Anton Bajtay.

denen romischen Rechten[2] *geltend zu machen, anstatt dass er hierunter nach denen ungarischen Rechten, die dem König auch in Clerum viele Rechte geben, sich achten sollte.*

80. 1765 : 2140

Verordnung der Bearbeitung und des Unterrichts des ungarischen Staatsrechts und des ungarischen Kirchenrechts. — Der Unterricht der Kameral- und Polizeiwissenschaften. — Ungarns Beziehungen zu den übrigen Ländern des Habsburgerreichs sowie zu Siebenbrügen, zum Banat und zur Militärgrenze. — Die Rechte des Herrschers und der Stände, ihre gegenseitigen Beziehungen. — Die Rolle der Stände in der Gesetzgebung. — Die Beziehungen der Stände zueinander, zum Militär und zu den Untertanen. — Die Beziehungen der ungarländischen Konfessionen zueinander. — Die kirchlichen Rechte des ungarischen Königs

Paul Festetich, Rat der Wiener Hofkammer,[1] legte in einem Elaborat den Gedanken dar, daß in Ungarn das ungarische Staatsrecht zu unterrichten gefährlich, das deutsch-römische zu unterrichten nutzlos wäre, so daß nur vom Unterricht des allgemeinen Staatsrechts die Rede sein könne.

Vor den Mitgliedern des Staatsrats wiederlegte Borié die Argumente von Festetich ausführlich, und bewies, daß auch das ungarische Staatsrecht mit entsprechenden Erklärungen unterrichtet werden könnte, und wie nützlich dies wäre.

Stupan:

Auch hiervon sei die Umwandlung der Denkart zu erhoffen,
...dergestalten, dass die Jugend nach und nach würde begreifen müssen, wienach die hungarischen Gesetze und Landesverfassung bey dermalligen gäntzlich veränderten Zeiten nicht mehr tauglich, auch dem eigenen Wohlstand und Aufnahme nachtheilig seyen.
Alles hängt vom Verfasser ab. Er müsse die Jugend geschickt führen,
...dass selbe gantz unmercksam von ihrer dermallen so tief eingewurzelten republicanischen Freyheit abgeleitet würde.
Er habe nichts dagegen, daß die Kameral- und Polizeiwissenschaften in Tirnau unterrichtet werden sollten.[2] Bezüglich der Personen mögen Rieger[3] und Sonnenfels[4] einen Vorschlag machen, die ungarische Kanzlei aber über den nötigen Fonds.

Borié:

Er erkenne nicht an, daß der Unterricht des ungarischen Staatsrechts gefährlich wäre.
Alle die weesentlichen Theile dieses Rechts, so der von Festetics wohl bemercket, lassen sich in einer für den Hof günstiger, und jedoch denen Gesatzen und besonderen Rechten des Reichs Ungarn und dessen Standen onnachtheiliger Art erklären, und also lehren. Der Hof will denen besonderen Rechten des Reichs und dessen Ständen keinen Gewalt anthuen, derselbe will nur solche vor allen Missdeutungen, welche nicht allein dem König, sondern auch dem Reich, und denen Ständen selbsten in Ansehung des Universi schadlich seynd, bewahren, und allerseithige Rechte

[2] D. h. nach dem Kirchenrecht.
[1] S. Anm. 5 zu Nr. 20.
[2] D. h. an der Universität von Tirnau.
[3] S. Anm. 1 zu Nr. 45.
[4] Josef Sonnenfels war Professor der Kameral- und Polizeiwissenschaften an der Wiener Universität.

solchergestalten zusammen verbinden, damit daraus das allgemeine Beste des Reichs erwachse, gestalten dessen Erlangung das endliche Ziel des Königs und deren Ständen zu sein hat.

Solchergestalten kommet bey denen von ihm von Festetics aufgeführten 4 Hauptgegenständen zu betrachten, und zwar :

Ad 1. In was für einem Nexu das Königreich Hungarn mit denen benachbarten Ländern und auswährtigen Machten würcklich stehe und wie solches von Rechts wegen stehen sollte?

Dass die Fragen wegen deren zwischen Ungarn und denen teutschen Erblanden obwaltenden Granitzstreittigkeiten, wegen deren Ansprüchen dieses Reichs auf Siebenbürgen, auf den Bannat, auf die Militardistricten in Dalmatien und Croatien, und so weiters, mit Anführung deren beiderseits obwalthenden Gründen, und mit dem so natürlich- als vernunftigen gemässigten Satz beurtheilet werden können, dass bey denen Umbständen, da der König zugleich summus imperans mehrer von sich unterschiedener Reichen und Provincien ist, dieser innen dessen Reichen oder Landen vor dem anderen mittelst alleiniger Annehmung und Behauptung dessen Rechten eine Vorlieb nicht wohl bezeigen könne; dass der Nutzen aus der Vereinigung deren Kräften deren allerseitigen Provincien unter einem obristen Herrschern den aus der Austragung sothaner Foderung anhoffen könnenden Vortheil weit überwiege; dass in derley Fällen das räthlichste scheine einsweilige Behelfe einzuschlagen, oder auch die Endscheidung des Streitts dem Gutfinden des obristen Herrschern anheimzulassen; dass aus dem von dem obristen Herrschern in ein- oder anderem Fall, über jenes, was nach denen Rechten eines Reichs oder Landes statt finden könnte, anderweith angeordnet, dem allgemeinen Wohl ein mehrer Nutzen zugehe; und was dergleichen mehrere vernünftige Betrachtungen seynd.

Es werden solchergestalten die Rechten des Königreichs Ungarn sich in allem ihrem Umbfang lehren lassen. Die gleichmässige Anführung deren dagegen obwaltenden Grunden aber, und die Belehrung deren weiter eintrettenden Betrachtungen werden die Lehrjüngere auf eine vernunftige und gemässigte Beurtheilung derenselben leithen, und solchergestalten wird der Missbrauch abgehalten, welcher aus der alleinigen Wissenschaft dessen, was das Reich Ungarn für sich hat, entspringet.

Ad 2. Was für iura maiestatica, infolge deren diplomatischen Versicherungen und Nationalvertragen, ein Konig in Ungarn gegen die ungarischen Volckere ausüben könne?

Dass gegenwärtig nur jenes, was wieder den König und dessen Gewalt ist, in dem Mund aller gehet. Dahingegen bey der Abhandlung der Lehre über diese Rechte solche in dem beederseitigen Betracht, was für und was gegen den Konig ist, vorgeleget und anbey erkläret wird, was die Stande und das Volck dem Konig schuldig, und was für eine grosse Mässigung auch in denen denen Standen und dem Volck zustehenden Rechten zu gebrauchen seyn wolle, damit diese Rechte zum Schaden des allgemeinen Wohls nicht missbrauchet werden.

Ad 3. Was für eine Verbindlichkeit zwischen denen hungarischen Völckeren, dann ihrem gekrönten Souverain, und denen Gesäzen obwalthe, auch in wie weith die Stände bey Errichtung deren Gesätzen einigen Einfluss haben?

Dass dahier die allschon ad 2. bemerckte Betrachtung ebenmässig obwalthe, und die zu so verschiedenen Zeiten verfasseten ungarischen Gesaze fortan genüglich Grund zu Erhebung der koniglichen Rechten geben.

Ad 4. Komme es auf die Verbindlichkeit deren Ständen unter sich, nicht minder gegen das Militare, gegen die Contribuenten, dann auf die Verbindlichkeit deren verschiedenen Religionen zugethanenen Insassen gegen einander in Ansehung der Religion an.

Dass dermahlen in allen diesen Stücken nach der Willkühr eines jeden gedacht und gehandlet wird, die Hauptsatze aber, nach welchen die Sachen in sich zu betrachten, und die Sonderheiten des Reiches Ungarn vernünftig zu mässigen, gar unbekannt gelassen werden. Somit durch die Erklärung der regulmässigen Verbindlichkeit, und durch die demnächstige An- und Ausführung: in weith die sonderheitlichen Rechte des Landes von dieser Regul eine Ausnahme machen, mit der angefügten vernünftigen Erleiterung, dass die Ausnahme statshin so zu gebrauchen, damit aus solcher ein dem allgemeinen Wohl schadlicher Missbrauch nicht erwachse, fortan was nuzbahres gewürcket wird.

Der öffentliche Unterricht des ungarischen Staatsrechts wäre also möglich und nützlich. Es sei aber Vorsicht geboten.

Es sollte mit dem Unterricht des allgemeinen Staatsrechts begonnen werden. Anfangs sei auch diese Benennung zu vermeiden. Es müsse innerhalb der Kameral- und Polizeiwissenschaften unterrichtet werden. Die Ungarn solle man durch Unterstützungen zum Studium dieser Wissenschaften bewegen, damit sie später auch die Lehrkräfte aus ihren Reihen stellen mögen.

Drei geeignete Ungarn seien zu beauftragen, für Belohnung und für Anstellung als Lehrer oder sonstwie, das Lehrbuch des ungarischen Staatsrechts zu verfertigen und beim Hof einzureichen. Von den drei Werken sollten dann die besten Teile ausgesucht und verschmolzen werden. Der beste Verfasser sollte den Lehrstuhl erhalten.

Mehrere Ungarn seien mit der Bearbeitung von verschiedenen, das ungarische Staatsrecht berührenden Themen zu beauftragen, und die Arbeiten sollten nach nötiger Zensur veröffentlicht werden. Auch das deutsche Staatsrecht sei auf solchem Wege entstanden.

Auch für das ungarische Kirchenrecht sei zu sorgen. Das ius regium circa sacra sei unversehrt. Die kirchlichen Rechte des ungarischen Königs seien größer, als die der übrigen Herrscher in Europa. Die Macht des römischen Hofes sei für Ungarn beschränkt. Die speziellen ungarischen Rechte kämen indessen allmählich in Vergessenheit, was eine Verletzung der Nation und des Königs bedeute. Es sei nötig, das allgemeine und private ungarische Kirchenrecht zu bearbeiten und zu unterrichten. Wichtig wäre, daß es von einem Ungarn unterrichtet wäre. Zur Abfassung des ungarischen Kirchenrechts sei Rieger geeignet. Er habe einen ungarischen Mitarbeiter. Dieser könnte dann in Ungarn Professor werden. Rieger sollte auch in Wien den ungarischen Klerikern das ungarische Kirchenrecht lesen. Davon würden auch die deutschen Länder Nutzen ziehen.

Die Unkosten sollte die Kammer decken. In dieser Angelegenheit dürfe man nicht sparen.

KAUNITZ:

Lobt Festetich sehr.

Er stimme Borié in allem bei. Der in Wien lernende ungarische Klerus sollte vom folgenden Jahr an das Kirchenrecht nicht bei den Jesuiten lernen, wo das Statsrecht überhaupt nicht, das Privatrecht aber in päpstlichem Geist unterrichtet werde, sondern im Kollegium von Rieger. Die Gelegenheit dazu werde durch die Wiederherstellung des Pazmaneums geboten.

Wegen der Wichtigkeit der Frage wurde der Votumbogen auch ein zweites Mal unter den Mitgliedern des Staatsrats zirkuliert.

STUPAN:

Er befürchte, daß die entsprechende Bearbeitung des ungarischen Staatsrechts nicht gelingen werde. Darum empfehle er, die ungarische Kanzlei nicht heranzuziehen. Auch der in Prag, Graz, Innsbruck studierende ungarische Klerus sei an Rieger zu weisen.

BORIÉ:

Sonnenfels möge drei Ungarn auswählen. Diese sollten zwei Jahre hindurch jährlich 200 Gulden erhalten. Nach zwei Jahren sollte der tüchtigste unter ihnen Professor in Ungarn werden. Sonnenfels möge für ihre entsprechende Ausbildung sorgen. Auch in sittlicher Hinsicht möge er sie überwachen.

Zur Bearbeitung des Staatsrechts möge Festetich Personen empfehlen.

KAUNITZ:

Kollár möge das Material angeben.[5]

81. 1765 : 2485

Bindung der Nobilitation und der Gutsdonation in Siebenbürgen an Bedingungen. — Steuerzahlung, Zollentrichtung, Soldatenstellung der Adeligen sowie ihre Beteiligung an den städtischen Lasten. — Die Sicherstellung der Bauernwirtschaft gegenüber dem Grundherrn. — Die Bindung der adeligen Adoption und Präfektion an Bedingungen

Im Zusammenhang mit dem Vortrag der siebenbürgischen Hofkanzlei vom 31. Oktober 1765 warf Borié im Staatsrat den bereits früher aufgetauchten

[5] S. Anm. 1 zu Nr. 41.

Gedanken wieder auf, daß die Nobilitation und Gutsdonation an Bedingungen zu knüpfen wäre.

Borié:

In die neuen Adelsbriefe sollten die folgenden Punkte aufgenommen werden:
1. Statt ihrer älteren Militärverpflichtung seien sie 1/10 ihres Einkommens schuldig. Nach je 60 Untertanen müßten sie jedes Jahr einen Rekruten stellen.
2. Sie müssen die Zölle und Straßengelder entrichten.
3. Bauerngüter dürften sie nicht in ihren Besitz nehmen, sondern müßten sie im Falle des Aussterbens wieder an Untertanen geben, inzwischen seien sie auch zur Entrichtung der Steuer nach diesen Gütern verpflichtet.
4. In den Städten tragen sie die Lasten gleich den Bürgern.
Die Adoption dürfe erst nach königlicher Genehmigung erfolgen. Wenn es sich um einen Nichtadeligen handelt, nur unter obigen Bedingungen.
Im Falle einer Präfektion seien ebenfalls obige Bedingungen zu beachten.
Bei Donationen von neuen Gütern seien außer obigen Bedingungen auch die Ausschänke und Fleischbänke zu besteuern. Erhalten alte Adelige neue Güter, so müßten sie diese Bedingungen nur nach den neuen Gütern erfüllen.
So könne das Ziel allmählich erreicht werden.
Gleichwie dann einem Souverain alles möglich ist, wann derselbe nur will ein Systema sich vorsetzen und auf dieses stätshin arbeithen.

82. 1765 : 2723

Die Bindung der Gutsdonation an Bedingungen

Im Zusammenhang mit dem Vortrag der Wiener Hofkammer vom 20. November 1765 machte Borié auf die Schwierigkeiten und Einwände aufmerksam, mit denen bei Bindung der Gutsdonationen an Bedingungen[1] zu rechnen wäre.

Borié:

... Ist ein grosser Schritt darmit gemachet, wann ob dieser Anordnung mit Bestand gehalten wird. Da die Wiedersprechungen in voraus zu sehen, so ist dagegen sich auch in voraus zu endschliessen, dass von dieser Anordnung, so den ersten Grund zum Wohl des Reichs leget, nicht könne abgegangen werden.

83. 1766 : 111

Die Adelsvorrechte der von adeligen Müttern und nichtadeligen Vätern stammenden Kinder

Die ungarische Hofkanzlei führte in ihrem Vortrag vom 23. April 1766 aus, daß die von adeliger Mutter und von nichtadeligem Vater stammenden Kinder steuerzahlungspflichtig seien.[1]

[1] S. Anm. 2 zu Nr. 11.
[1] S. Anm. 4 zu Nr. 48.

Borié warf in diesem Zusammenhang die Frage auf, warum solche Kinder als im Besitz der Adelsprivilegien betrachtet würden, in casibus violentiarum ex bonis a matre obtentis patratarum?

. . .Der Satz ist in Ungarn, ne onus inhaereat fundo. Der Gegensatz ist eine nöthige Folge, quod neque commodum inhaereat fundo. — In der Folge leithen derley Ausnahmen immer weiter.

Die ungarische Hofkanzlei möge hierüber einen Vorschlag machen.

Blümegen war der Ansicht, daß diese Frage nicht anzurühren sei.

Kaunitz hingegen teilte Boriés Ansicht.

84. 1766 : 1169

Das Erbrecht des Fiskus auf Güter geistlicher Personen

Franz Adam Kollár[1] führte in einem Elaborat aus, daß bezüglich des Erbes nach geistlichen Personen die betreffenden Punkte der von Kollonics[2] geschlossenen Vereinbarung maßgebend seien.

Stupan billigt diesen Standpunkt nicht. Seines Erachtens sei das ius spolii[3] unbeschränkt geltendzumachen.

Borié war der Ansicht, daß vor der endgültigen Stellungnahme mehrere Fragen zu klären seien, und dazu das eingehende Studium der von Kollonics getroffenen Vereinbarung notwendig sei. Kollár habe darüber keine Meinung geäußert, ob der Fiskus nach dem niederen Klerus erbberechtigt sei. Die Verleihung der niederen kirchlichen Benefizien sei laut Kollárs Werk Historia diplomatica iuris patronatus regum Hungariae das Recht des Königs. Hieraus würde folgen, daß nach dem niederen Klerus der Fiskus erbe.

85. 1766 : 1265

Der feudale Charakter der ungarischen Adelsgüter. — Ablösung der verpfändeten Adelsgüter

Ein anonymer Verfasser legte dem Herrscher einen Entwurf über die Ablösung der verpfändeten Adelsgüter vor.

Borié:

Der anonyme Verfasser habe darin Recht, daß die ungarischen Adelsgüter ihrem Wesen nach Lehensgüter (feuda) seien. Habe der adelige Besitzer, der Vasall, das Gut verpfändet, könne es der Herrscher, der Lehensherr, ablösen. — Mit dieser wichtigen Frage möge sich Kollár[1] befassen und einen Vorschlag machen.

86. 1766 : 1310

Die Bedeutung des Unterrichts der Kameral- und Polizeiwissenschaften, sowie des ungarischen Staatsrechts. — Verleihung von Stipendien an ungarländische und siebenbürgische Studenten. — Errichtung von Universitäten in Ungarn

[1] S. Anm. 1 zu Nr. 41.

[2] Graf Leopold Kollonics, Erzbischof von Gran, schloß 1703 die Conventio Kollonichiana mit dem Herrscher, die den Erbfall nach den ungarischen katholischen Prälaten geregelt hat.

[3] Erbrecht auf die Güter des katholischen Klerus. Wurde vom Herrscher oder vom Grundherrn ausgeübt.

[1] S. Anm. 1 zu Nr. 41.

Nachdem der ungarische Landtag vom Jahre 1764/65 mit einem Mißerfolg für den Wiener Hof geendet hatte, betonte der Staatsrat nachdrücklich die Notwendigkeit, gegen die schädlichen Folgen der ungarischen Verfassung auch durch Erziehung und Unterricht der Jugend anzukämpfen. Anlaß zur ausführlichen Darlegung dieser Ansicht gab das Gesuch von László Balogh, einem ungarischen Studenten in Wien. Balogh studierte die Kameralwissenschaften, war ein Hörer von Sonnenfels[1] und suchte beim Herrscher um ein Jahresstipendium an.

Borié:

Es sei für den Staat ein Glück, daß durch die Stipendien angeregt mehrere Ungarn die Kameralwissenschaften zu studieren begonnen haben. Dies werde zur Folge haben,
...dass dadurch deren republicanische Principia destruiret, und anbey denenselben das Licht geöffnet wird, deren grossen Vortheilen dieser von Gott besonders gesegneter Landen sich kunftig mit mehreren Nutzen zu gebrauchen. Die ungarischen und siebenbürgischen Nationen haben vielen natürlichen Verstand, sie werden also durch die Vernunftsschlusse, nach welchen die Policey- und Cameralwissenschaften gelehret werden, am geschwindesten und am sichersten zu dem vorgesteckten Zweck geleithet. Indeme nun die österreichische Monarchie nach meinem geringen Begriff das fernere Wachstumb ihrer Macht hauptsachlich in dem zu suchen und zu finden hat, dass die grossen und so fruchtbaren ungarischen Lande in eine gute Cultur, das dasige Volck aber in die Erkanntnus deren Pflichten eines guten Bürgers des Staats gesezet werden, welches beedes durch die Policey- und Cameralwissenschaften geschiehet.

Vom Jahre 1767 seien zwölf Stipendien zu stiften, 4 für Ungarn, 4 für Siebenbürgen. Sonnenfels möge auf Grund des Ergebnisses der ersten zwei Monate eine Meldung erstatten. Als Regel sei festzusetzen, daß eine Person das Stipendium nur ein Jahr lang genießen dürfe, drei von den außerordentlichen Begabten jedoch zwei Jahre lang. Auch diesbezüglich möge Sonnenfels einen Vorschlag machen.

Die Stipendianten sollen auch das ungarische Staatsrecht lernen. Wenn es bereits ungarische Universitäten geben werde, was wünschenswert und nützlich wäre, sollten diese Stipendien in einer kleineren Summe angewiesen werden.

Es handelt sich um jährlich 2400 Gulden.

...Da dieses Geld angewendet wird, umb eine Nation in die Kanntnus deren Pflichten eines guten Bürger zu setzen, und darmit durch überzeigende Vernunftsschlüsse die Begriffe einzuprägen, was ein Bürger dem Regenten des Staats, was ein Bürger dem anderen, und was er sich selbsten, alles dieses seines eigenen Wohl halber schuldig ist, und dass der Missbrauch der Freyheit und deren grundherrlichen Rechten die schädlichsten Folgen nicht allein für den Staat, sondern auch für ein jedes Glied desselben insbesondere würcken, somit dieser Missbrauch ein offenbahres Zeigen des Mangels der Einsicht, und der Erkanntnis des eigenen Wohls seye.

...Dies lerne man durch die Polizeiwissenschaften. Die Kameralwissenschaften lehrten einen besseren Ackerbau, eine nützlichere Verwertung der Produkte. Der Nutzen sei mehrtausendfach.

...Der Satz ist richtig und die Folge ist untrüglich, dass ein Landesfürst sein Volck bilden kann, wie er nur immer will, wann er die dazu erfoderlichen Mittele anwendet. Dieser Mittelen ihre foderiste Stärcke ist in dem Unterricht der Jugend,

Die Früchte würden sich schon nach 5 Jahren zeigen, nach 10 Jahren sich mehren, nach 20 Jahren allgemein verbreitet sein.

Das Gutachten über den Ansuchenden sei von Sonnenfels einzufordern. Nach Ablauf des Semesters könne er ein halbes Stipendium erhalten.

Vor zwei Jahren sei verordnet worden, daß die 24 Zöglinge der Stiftung von Windhag nicht zu Doktoren der Theologie, der Medizin und der Jura, sondern zu Wirtschaftsbeamten heranzubilden seien, daß ferner die Bibliothek der Stiftung in dieser Richtung auszurüsten sei.[2] In dieser Hinsicht sei aber nichts geschehen.

[1] S. Anm. 4 zu Nr. 80.

[2] Von den Einkünften der gräflichen Stiftung Windhag in Niederösterreich wurde in Wien eine Erziehungsanstalt und eine Bibliothek erhalten. In der Erziehungsanstalt wohnten die Universitätshörer und im Institut erhielten sie auch Unterricht. Nach der Verfügung des Stifters wurden Studenten der Philosophie, Medizin und Rechtswissenschaften aufgenommen.

KAUNITZ:

Das Stipendium sporne nicht genügend an. Die Hoffnung auf Anstellung sei das wichtigste Mittel, um junge Leute anzueifern. Es müßte verlautbart werden, daß nur diejenigen in Verwaltung, Kammer, Finanzen und Handel angestellt würden, die Natur-, Völker- und allgemeines Staatsrecht, Polizei- und Kameralwissenschaften, Kammer- und Handelsbuchführung studiert hätten und ihre guten Leistungen nachweisen könnten.

Weil aber die geeigneten Personen von den freien Stellungen nicht wüßten, weshalb diese nicht mit den fähigsten Kräften besetzt werden könnten, sollten alle Professoren am Ende eines jeden Jahres über alle ihre Schüler in jeder Hinsicht berichten, damit man die Anstellung ex officio vornehmen könne. Die Professoren sollten bei Verantwortung gewissenhaft, unparteiisch und streng urteilen.

Über die Universitätsstiftungen soll dem Herrscher Bericht erstattet werden.

87. 1766 : 1352

Das Recht zur Ernennung der Komitatsbeamten

Die ungarische Hofkanzlei informierte den Herrscher in ihrem Vortrag vom 29. Mai 1766 über die Wirren der Bauern (Untertanen) im Komitat Eisenburg.

BORIÉ schlug im Zusammenhange damit vor, die Beamten des Komitats abzulösen, und daß die neuen Beamten der Herrscher ernennen möge.[1]

88. 1766 : 2507

Die Auslegung der Rechte des Adels. — Verbot gegen das Weiden der Ziegen zum Schutz der Wälder

Im Vortrag der Wiener Hofkammer vom 9. September 1766 wurde das für die Wälder und mittelbar für den Bergbau schädliche Weiden der Ziegen behandelt.

STUPAN:

Die von den hungarischen Edelleuten zu Bedeckung alles ihres Unfuges vorschützende Freyheit, dass sie ihre Gründe nach Willkür genüssen könnten, ist in den Landesgesetzen keineswegs gegründet, welche von dieser Freyheit so vieles enthalten, quod quivis nobilis iustis *suis iuribus libere frui possit.*[1]

Die Kanzlei und das Komitat Kleinhont erkennen an, daß das Halten von Ziegen für den Wald, also für den Bergbau, für die Gemeinschaft schädlich sei, weil es in Ungarn wenig Wälder gebe. Das Interesse des Landes verlange, daß die Wälder gepflegt, aufgeforstet und vermehrt werden. Was der Gemeinschaft schade, könne keine rechtmäßige Nutznießung des Eigentums sein. Hiervon ausgehend wurde das Pottaschenbrennen verboten, dementsprechend müsse auch das Weiden von Ziegen überall verboten werden, wo der Wald der Schonung bedürftig sei.

[1] Von den Komitatsbeamten wurde nur der Obergaspan durch den Herrscher ernannt; die übrigen wählte die Komitatsversammlung, oder ernannte sie der Ober- oder Vicegespan.

[1] Tripartitum I—9—5.

89. 1766 : 2750

Das Herabsetzen der Anzahl der Adeligen in Ungarn

Die ungarische Hofkanzlei schlug in ihrem Vortrag vom 16. Oktober 1766 vor, daß der Herrscher den durch Ermittlungen erwiesenen Adel dreier ungarischer Familien anerkennen möge.

STUPAN:

Auch in Ungarn sollte es eingeführt werden, daß der Adel dessen, der ihn nicht führe, als verloren gelte.

BORIÉ:

Unter den jetzigen Verhältnissen nehme die Zahl des Adels stetig zu. Auch der Erzbischof von Esztergom und der Palatin dürfen nobilitieren.[1] Mit der Gutsdonation und dem Gutsankauf sei eine Adelung verbunden, wenn es sich um ein Adelsgut handelt. Auch die Adoption[2] und Arrogation[3] hätten adelnde Wirkung. Auch die bischöflichen Prädialisten[4] würden zu den Adeligen gezählt, ebenso, wie die Beamten. Der Adelsnachweis sei häufig, die Ehen seien gesegnet. Gegenwärtig gebe es in Ungarn 32.000 Adelsfamilien.

Diesem großen Übel müsse abgeholfen werden. Für Ungarn empfehle er folgende geeignete Mittel:

1. Der terminus peremptorius[5] zum Nachweis des Adels sei mit 6 Jahren festzusetzen.
2. Der Familienvater möge für den erwiesenen Adel die halbe Taxe entrichten.[6]
3. Sämtliche volljährigen Adeligen haben vor dem Komitat den Eid zu leisten. Über die Adeligen sei eine besondere Liste zu führen.
4. Wer den Eid nicht leiste, verliere seinen Adel.
5. Dem Adeligen sei der Großhandel gestattet, betreibe er aber ein anderweitiges Gewerbe oder erwerbe er sein Brot wie ein Bauer, verliere er seinen Adel; desgleichen, wenn er seinen Adel 20 Jahre nicht führe.
6. Königliche Gutsdonationen sollten nur Adelige erhalten. Adelsgüter dürften nur Adelige kaufen.
7. Sämtliche Bewerber von Ämtern müßten ihren Adel nachweisen.
8. Nobilitieren dürfe nur der König.

Diese Mittel sollen einzeln angewandt werden. Jemand müßte sie durch ungarische Gesetze stützen. Festetics,[7] Kollár,[8] Cothmann[9] sollten sich mit dieser Frage befassen. Bis dahin möge man die königlichen Entscheidungen in der Schwebe halten, wie es auch in Siebenbürgen geschehen ist.

STARHEMBERG:

Zur Vermeidung des Verdachts müsse der Adel der vorliegenden drei Familien anerkannt werden.

[1] Der Palatin durch Gutsdonation. — Der Erzbischof von Gran und die Bischöfe, bzw. einige Bischöfe dadurch, daß sie von ihren kirchlichen Gütern einigen Personen Prädien gaben, die ihnen dafür einen Dienst (ursprünglich Waffendienst) schuldeten, und frei von der Steuerzahlung waren. Diese Personen wurden kirchliche Adelige, erzbischöfliche oder bischöfliche Prädialisten genannt.

[2] Adoption im Falle, daß die adoptierte Person einer fremden Person unterstellt (alieni iuris) war.

[3] Adoption im Falle, daß die adoptierte Person ihrer sich selbst unterstellt (sui iuris) war.

[4] S. Anm. 1.

[5] Eine mit Rechtsverlust verbundene Frist.

[6] Bei der Adelsverleihung mußte für die Ausstellung der Urkunde eine Taxe entrichtet werden.

[7] S. Anm. 5 zu Nr. 20.

[8] S. Anm. 1 zu Nr. 41.

[9] S. Anm. 10 zu Nr. 4.

90. 1766 : 2801

Die weitere grundherrschaftliche, komitatliche und staatliche Untertänigkeit der Bauern. — Die Notwendigkeit eines raschen Abschlusses der Urbarialregelung

Die Bewegungen des ungarländischen Bauerntums, die der Urbarialregelung umnittelbar vorausgingen und ihr folgten, lösten bei einigen Mitgliedern des Staatsrats Besorgnis aus. Diese hielten es für notwendig festzulegen, daß die Urbarialregelung die Untertänigkeit des Bauerntums nicht verändern könne, daß also die feudale Gesellschaftsordnung aufrechtzuerhalten sei! — Eine Eingabe des Grafen Caramelli[1] vom 22. Oktober 1766, in der er sich gegen die Haltung seiner Untertanen (Bauern) beklagte, bot Stupan Gelegenheit, seinen diesbezüglichen Standpunkt darzulegen. Die übrigen Mitglieder des Staatsrats hatten keine Bemerkungen hierüber, was beweist, daß sie Stupan beistimmten.

STUPAN:

Betont wiederholt als am wichtigsten, daß der Untertan seinem Grundherrn und dem Komitat gehorche.

...Es ist aber die Art der Bauernschaft nicht allein in Hungarn, sondern auch in allen übrigen Ländern so beschaffen, dass man derselben niemallen genug thuen kann. Und wann sie einmall gegen ihre Herrschaft aufgebracht ist, die Abneigung und Widerspenstigkeit auf Kinder und Kindeskinder sich erstrecket. Von darum muss auch bey Ausübung der Gerechtigkeit, so den Untergebenen gegen ihre Obrigkeiten geleistet wird, mit vieler Politique und Mässigung fürgegangen werden, damit die Subordination, als die einzige Stütze einer Regierung, nicht unterbrochen werde.

Er empfiehlt, die Urbarialregelung zu beschränken und binnen zwei Jahren zu beenden Sonst würde sie 10—20 Jahre dauern.

91. 1766 : 2926

Die Auslegung der Adelsfreiheit im Zusammenhang mit der Branntweinbrennerei

Die ungarische Hofkanzlei schlug dem Herrscher mit Berufung auf das grundherrschaftliche Recht und auf die Adelsfreiheit vor, das Branntweinbrennen nicht so zu verbieten, daß sich dies auch auf die Adeslgüter erstrecke.

STUPAN:

Das so oft angezochene Privilegium,[1] *dass jeder Grundherr mit seinem Eigenthum nach Willkür zu disponiren die Macht habe, kann nimmermehr dahin erstrecket werden, wann hiedurch dem Lande, oder dem Universo ein Schaden zugehete.*

Er stimme dem Vorschlag der ungarischen Kanzlei nicht bei, worin sie ersucht, vom Verbot des Branntweinbrennens für bestimmte Zeit abzusehen.

[1] Über ihn ist nichts Näheres bekannt.
[1] Tripartitum I—9—5.

Borié:

Das Prinzip der Kanzlei,
...dass die Rechten des Grundherren auch die für das allgemeine Wohl nöthigen Vorsehungen behindern sollen, gegen alle Regeln des gesellschaftlichen Lebens streitet. Siebenbürgen hat gleiche Rechten mit Ungarn, und der onerachtet besteht allschon das gleiche Verbott daselbsten.

Blümegen:

Es handle sich nicht um ein dauerndes Gesetz, sondern um eine vorübergehende Polizeiverordnung.

92. 1766 : 2928

Die Auslegung der Adelsfreiheit; die Notwendigkeit, die Eigeninteressen dem Gemeinwohl unterzuordnen. — Das Verbot des Weidens von Ziegen. — Schutz der Forstbestände. — Die Notwendigkeit des Unterrichts des allgemeinen Rechts und der Polizeiwissenschaften, sowie die der Errichtung von Universitäten in Ungarn

Die bereits weiter oben, unter Nr. 1766 : 2507 behandelte Frage des Verbots des Weidens von Ziegen wurde im Staatsrat aufs neue vorgenommen, und zwar im Zusammenhang mit dem Vortrag der ungarischen Hofkanzlei vom 21. Oktober 1766, worin diese mit Berufung auf das grundherrschaftliche Recht, sowie auf die Adelsfreiheit[1] behauptete, daß ein allgemeines, auch für die Grundherrn verbindliches Verbot des Weidens von Ziegen in Wäldern nur als ein im Landtag bestätigtes Gesetz in Kraft treten könne. Der Staatsrat widersprach dieser Ansicht.

Stupan:

Unmöglich kann das jenige pro iusto iure angesehen werden, was zum allgemeinen Landesschaden gereichet, obschon dieser Unfug und Missbrauch, wie welche andere, durch viele Jahre gestattet worden ist.

Ungarn habe sich in den letzten Jahren stetig entwickelt. Vom Bergbau zögen auch die Grundherren Nutzen. Der verpflichtende Dank, sowie ihr eigenes Interesse lege ihnen nahe, nicht zu widerstreben.

Der Einwand der Kanzlei, daß außerhalb des Landtags kein allgemeines Verbot erlassen werden dürfe, sei nicht stichhaltig. In der Zeit zwischen den beiden letzten Landtagen sei im allgemeinen so verfahren worden. Auch weiterhin müsse es so geschehen.

93. 1766 : 3047

Die Reform der siebenbürgischen Rechtsprechung; die Ungültigkeit der veralteten Gesetze

Dem Bericht eines siebenbürgischen Iudicium delegatum[1] vom 25. November 1766 fügte Stupan die folgende Bemerkung hinzu:

[1] Tripartitum I—9—5.
[1] Ein ad hoc entsandtes Gericht.

... Weil aber dergleichen aus den barbarischen Zeiten herfliessende Gesetze für das könftige nicht mehr statt haben mögen,

...und weil die siebenbürgische Rechtsprechung schlecht sei, möge die siebenbürgische Kanzlei einen Bericht über die Revision der Gesetze erstatten.

94. 1767 : 166

Ungarns Bedeutung für die Monarchie. — Die Rückerwerbung der Fiskalgüter in Ungarn, Siebenbürgen, Slawonien, Kroatien. — Die Erblichmachung der Bauerngüter, die Verringerung der Lasten der Bauern (Untertanen), die Entwicklung des Ackerbaus auf den Fiskalgütern. — Umgestaltung des siebenbürgischen Thesaurariats, wiederholte Errichtung des forum productionis, Vermehrung des Personals im Gubernium und im Fiskalamt

Wir haben bereits gesehen, welche bedeutende Rolle die Fiskalgüter[1] in der ungarischen Politik des Staatsrats spielten. Dieser beabsichtigte die Reformen, in erster Reihe die Erleichterung in der Lage der Bauern (Untertanen), die er sonst wegen der ungarischen Verfassung, der Adelsfreiheit, der grundherrschaftlichen Rechte nicht durchzusetzen vermochte, auf den vom Adel zurückerworbenen und in Kameralbewirtschaftung genommenen Fiskalgütern zu verwirklichen. — Diese großangelegte Konzeption, deren fanatischer Apostel Borié war, wurde durch den Landtag von 1764/65, und dann durch die Fragen der Urbarialregelung einigermaßen in den Hintergrund gedrängt. Borié fand sich jedoch damit nicht ab, daß die Angelegenheit der Fiskalgüter in Vergessenheit gerate. Im Zusammenhang mit dem Vortrag der Wiener Hofkammer vom 7. Januar 1767 machte er einen Vorschlag zu einer großangelegten Aktion.

Borié:

Ich habe aber angesehen, dass in derley Sachen, welche nicht allein ganz neu, sondern auch gegen die Neigung der Stellen, und der Nation seynd, anfanglich ein ganz ernstlicher und dringender Betrieb nöthig seyn wolle. Indeme ansonsten die Sache auf sich erliegen bleibt.

Die Hälfte des Landes könne zurückerworben werden. Auf den rückerworbenen Gütern könne der König alles durchführen, was für den Staat vorteilhaft sei.

... Und die Hauptbetrachtung ist bey mir, dass nach meinem Begriff Ungarn, wann die Anordnungen gut getroffen werden, allein vermögend ist, die österreichische Monarchie in die alle andere Staaten überwiegende Macht zu sezen.

Der Anfang wäre die Ermittelung der Fiskalitäten, wo man aber nicht Halt machen dürfe. Die Aufgaben seien vielzählig, verwickelt und schwierig, das jetzige Personal könnte sie selbst dann nicht erledigen, wenn es den nötigen Willen und den Fleiß aufwiese. Gesinnung, Eifer und Gewandtheit von Festetics[2] seien tadellos. Er allein könne jedoch alle Arbeiten bezüglich Ungarns, Slawoniens, Kroatiens und Siebenbürgens unmöglich verrichten.

In Preßburg habe die Sache der Fiskalitäten keinen besonderen Verwalter. Der director causarum fiscalium habe unzählige andere Aufgaben, und sei obendrein ein schwaches Talent.[3]

Eine Idea das obbemerckte grosse Objectum würckend auszuführen dörfte diese seyn.

[1] S. Anm. 3 zu Nr. 1.
[2] S. Anm. 5 zu Nr. 20.
[3] Paul Szlávy war zu dieser Zeit der director causarum regalium.

Dass für die 4 Theile, in welche Ungarn eingetheilet zu werden pfleget,[4] *ein director causarum fiscalium zu Eruirung und Einbringung der älteren und neueren Fiscalitäten angestellet, und jedem deren einige Advocati beygegeben würden.*

Dass für die Reiche Sclavonien und Croatien jedes deren in gleichen ein director causarum fiscalium angestellet werde.

Dass über alle diese 2 Oberdirectores per modum re — et coreferentis angesezet würden.

Dass in Pressburg ad causas fiscalitatum eine besondere Commission aus tüchtigen 4 Räthen, in deren Rathschlag die Oberdirectores causarum fiscalium mit anwesend zu seyn hätten. angesezet, und auch dahier eine solche Commission, beide zu der diesfaltigen alleinigen Beschäftigung, angeordnet würde.

Über diesen Plan sei zuerst das Gutachten des ehrlichen und fähigen Festetics einzuholen.

Die Ursach meines diesfaltigen Anraths ist, weilen durch die besondere Anstellung eines solchen senatus ad causas fiscalitatum die Nothwendigkeit und zugleich die Möglichkeit erwachset die Fiscalitätssachen in einem beständigen Umbtrieb zu erhalten, dann lange Jahre werden ohnehin zu deren Austragung erfoderet, ein jedes Jahr wird aber 100-fachen Nutzen bringen.

Der Staatsrat möge sich mit der Hofkammer ins Einvernehmen setzen. Der Hofkriegsrat sei dann über das Ergebnis zu benachrichtigen.

Blümegen:

Auch Cothmann[5] müsse man in die Beratung einbeziehen.

Statt der von Borié vorgeschlagenen Beratung wurde ein Ausschuß zur Behandlung der Frage gebildet. Den Vorsitz hatte Starhemberg, Mitglieder waren Blümegen, Borié, Binder,[6] Stupan, Hatzfeld,[7] Festetics, Cothmann, Bruckenthal,[8] Cserei[9] und der Notar Koller.[10]

Dieser Ausschuß trat jedoch lange Zeit nicht zusammen. Einen neuen Schwung verlieh der Sache Maria Theresias Brief, den sie am 21. Oktober 1767 an Starhemberg, den Vorsitzenden des Ausschusses richtete. Sie schrieb folgendes:

Es sei zu entscheiden, wie auf den siebenbürgischen rückerworbenen Gütern die Gutsverwaltung einzurichten, der Ackerbau zu fördern, die Lage der Untertanen zu erleichtern wären.

Besonders aber ob nicht zu diesem Ende in diesen Güthern alle öde und gebaute Dominicalgründe an die Unterthanen erblich zu überlassen, und diese von der übermässigen Robboth zu befreyen, somit in den Stand zu setzen wären, sich mehr für den Feldbau verwenden zu können.

Stupan zeichnete am 13. November 1767 folgendes auf:

Seit dem 7. Januar sei nichts geschehen. Zuerst müsse man die Güter ermitteln, auf die der Fiskus Anspruch erhebe, erst nachher werde ein größeres Personal nötig. Die Kommissionen in Wien und Preßburg könnten aufgestellt werden.

Am 13. November erfolgte die Sitzung des Ausschusses. Laut des Protokolls unterbreitete er dem Herrscher folgenden Vorschlag:

In Niederungarn gebe es neben dem director causarum fiscalium 4 fiscales procuratores. In Oberungarn seien neben dem vicedirector causarum fiscalium zwei, in Kroatien und Slawonien je ein procurator tätig. Auch die Kammerbeamten beaufsichtigten die Fiskalitäten. Vorläufig sei die Vermehrung des Personals nicht nötig.

In Preßburg arbeite bereits eine commissio iuridica[11] zur Überprüfung der Fiskalitäten.

In Wien sollte man unter dem Präsidium des Grafen Schlick[12] einen reinen Kammerausschuß aufstellen. Ein solcher Ausschuß sei in der Angelegenheit der siebenbürgischen Fiskalitäten bereits tätig.

[4] Diesseits und jenseits der Donau, diesseits und jenseits der Theiß.

[5] S. Anm. 10 zu Nr. 4.

[6] Baron Friedrich Binder wurde bereits 1762 von Maria Theresia zum Mitglied des Staatsrats ernannt, begann jedoch seine Tätigkeit erst 1766. Er war Rat der Staatskanzlei, Vertrauensmann und engster Mitarbeiter von Kaunitz.

[7] S. Anm. 1 zu Nr. 78.

[8] S. Anm. 1 zu Nr. 5.

[9] Farkas (Wolfgang) Cserei war Rat der siebenbürgischen Hofkanzlei.

[10] Josef Koller war als Hofsekretär der Kanzlei des Staatsrats zugeteilt.

[11] Wahrscheinlich eine Kommission der ungarischen Hofkammer.

[12] Graf Leopold Schlick war Vizepräsident der ungarischen Hofkammer.

Der Ausschuß schlug noch vor, daß man auch die Kammer- und Archivbeamten[13] für die ermittelten Fiskalitäten entlohnen möge.

Die Archive der Kapitel[14] seien zu durchforschen. Nach Borié sei bei den Jesuiten von Tirnau das Verzeichnis der Schriftstücke der bischöflichen und Kapitulararchive vorhanden. Auch dieses müsse man durchsehen.

Das siebenbürgische Thesaurariat müsse umgestaltet werden. Bis dahin möge man das Personal beim Gubernium vermehren, das forum productionale wieder errichten. Auch das Personal des Fiskalamtes sei zu vermehren.

Maria Theresia genehmigte diese Vorschläge mit ihrem placet auf dem Protokoll.

95. 1767 : 505

Die Unzeit zur Einberufung eines Landtags in Ungarn wegen der republikanischen Gesinnung der ungarischen Nation

Die ungarische Hofkanzlei meldete am 9. März 1767 dem Herrscher, daß in der Frage der Steuerzahlung eine Streitigkeit zwischen Siebenbürgen und Ungarn entstanden sei. Die Frage könnte auf einem Landtag geregelt werden.

Borié:

Ihre Majestät wußte hiervon nichts, als sie die repartitio[1] annahm. Ein Landtag könne nicht einberufen werden.

... Bis dass nicht die ungarische Nation durch aufstellende Lehrschulen, wozu die 6 Jahre lang hegenden Wünsche noch ohne Würckung seynd, von denen jetztmahlen bey derselben herrschenden republicanischen principiis ab- und zur Kanntnus deren dem gesellschaftlichen Stand angemessenen wahren principiis gebracht wird, so lang ist die Abhaltung eines Landtags schädlich.

96. 1767 : 1447

Das königliche Patronatsrecht bei der Besetzung der niederen Kirchenämter

Im Zusammenhang mit der Vorlage der ungarischen Hofkanzlei vom 9. Mai 1767 tauchte aufs neue die Frage auf, ob das Patronatsrecht bei der Besetzung der niederen Kirchenämter dem König zustehe.[1]

Stupan:

Dem König stehe das ius patronatus in jedem Fall zu, wenn es sich um keine grundherrschaftliche Stiftung handle. Von diesem Recht habe der König bisher keinen Gebrauch gemacht. In der Zukunft müsse dieses Recht bei der Besetzung eines jeden Bistums hervorgehoben werden.

Starhemberg:

Man könne nicht abwarten, bis alle Bistümer vakant würden. Dieses Recht sei allmählich geltend zu machen.

[13] Sowohl die Wiener als auch die ungarische Hofkammer hatten je ein separates Archiv für sich.

[14] In Ungarn und Siebenbürgen besaßen die Archive der Domkapitel (und Konvente) eine besondere Bedeutung, da einige Kapitel und Konvente beglaubigte Orte waren.

[1] Die Aufteilung der Steuer unter den Komitaten, Städten und Bezirken.

[1] Vgl. mit Nr. 84.

KAUNITZ:

Kollár[2] möge Bericht erstatten.

97. 1767 : 1571

Das Verhältnis des Staatrats zu den Hofbehörden; die Unabhängigkeit der ungarischen Hofkanzlei; die Teilnahme der Mitglieder des Staatsrats an Hofberatungen

Am 5. Juli 1767 trat nach Aufforderung bzw. auf Grund der Designierung des Herrschers eine ad hoc Hofkommission zusammen, um die Angelegenheit des kroatischen Statthaltereirats[1] und der kroatisch-slawonischen Militärgrenze zu behandeln. Ihre Mitglieder waren: Starhemberg, Blümegen und Stupan, Mitglieder des Staatsrats, der Banus Nádasdy,[2] der ungarische Kanzler Esterházy[3], der ungarische Vizekanzler Fekete,[4] der Vizepräsident der Illyrischen Hofkommission Koller,[5] der ungarische Hofkammerrat Cothmann[6] und Koller, als Sekretär der Kommission.[7]

Esterházy nahm an der Verhandlung der Kommission teil, war jedoch nicht geneigt, sein Gutachten abzugeben, weil — wie er ausführte — der ungarische Kanzler nur dem König ein Gutachten abzugeben verpflichtet sei, und weil auch die an der Sitzung der Kommission beteiligten Staatsräte ihr Gutachten nicht abegegeben hätten. Er begründete seinen Standpunkt auch schriftlich in einem an Starhemberg, den Präsidenten der Kommission gerichteten Brief, der folgendermaßen lautete:

Die Gesetze bewegen mich Ihro Mayestät vorzustellen, dass das Königreich Hungarn nicht ad normam aliarum provinciarum kann reguliret werden. Die Gesetze geben mir die Vorschrift, quod cancellaria a nullo alio dicasterio dependeat. Die Kanzley muss also directe ihre Vorträge Ihro Mayestät übergeben, und von da die Resolution erwarten. Niemalen konnte und werde als mit besonderem Vergnügen mit dem teutschen ministerio und Staatsrath zusammentretten: schmerzlich muss aber einem hungarischen minister fallen, von allem ausgeschlossen zu seyn, und dass der hungarische Hofkanzler nicht einmal würdig ist, der andern Ministres zum Besten des allerhöchsten Dienstes gereichte Meynung zu wissen. Niemalen werde ich aufhören, mit allem Eifer zu dienen, niemalen werde ich aber unterlassen das vorzustellen, was die Gesetze mit sich bringen. Sollte aber auch die Resolution wider alles Vermuthen anderst ausfallen, so bleibt mir nichts übrig, als zu gehorsamen, und bin im Gewissen ruhig.

Ähnliche ad hoc einberufene Hofkommissionen berieten sich unter Teilnahme der Mitglieder des Staatsrats auch früher. So bezüglich der Urbarialregelung, bei welcher Gelegenheit die Staatsräte auch ihre Vota abgaben, indessen — wie nachträglich festgestellt wurde — nur um die Erledigung der Frage zu beschleunigen. Diesmal waren sie jedoch nicht geneigt, sich in der Kommission zu äußern. Ihre Ansicht führten sie erst dann als ein Staatsratsvotum für Maria Theresia aus, als zum Ergebnis der Beratungen der Kommission Banus Nádasdy einen schriftlichen Vorschlag der Herrscherin vorgelegt hatte.

[2] S. Anm. 1. zu Nr. 41.

[1] Die kroatisch-slawonischen Komitate unterstanden dem ungarischen Statthaltereirat in Preßburg. Maria Theresia organisierte dann in Agram einen besonderen Statthaltereirat, der 1767—1779 tätig war. Nachher unterstanden die kroatisch-slawonischen Komitate wieder dem ungarischen Satthaltereirat.

[2] Graf Franz Nádasdy.

[3] Graf Franz Esterházy.

[4] Graf Georg Fekete.

[5] Baron Franz Koller. S. Anm. 2 zu Nr. 28.

[6] S. Anm. 10 zu Nr. 4.

[7] S. Anm. 10 zu Nr. 94.

Stupan legte seinen vom ganzen Staatsrat gebilligten Standpunkt im folgenden über das Verfahren von Esterházy dar, und setzte zugleich das Verhältnis des Staatsrats zur ungarischen Hofkanzlei, sowie seine Rolle in den ungarischen Angelegenheiten auseinander:

Der Staatsrath ist kein Dicasterium, zu welchem es der Graf Esterházy machen will, sondern ein geheimes Mittel, von welchem Ihro Mayestät nach allerhöchstem Wohlgefallen, wie vorhin von ein- und anderem Minister oder Rath in particulari, die Meinung abzuforderen geruhen. In allen vorigen Zeiten ist solches geschehen, und es sind viele Staats Conferenzen mit Ausschluss der Hungarn gehalten und dabey die wichtigsten hungarischen Geschäften überleget, folglich von den Königen in Hungarn, die zugleich andere Königreiche und Länder besessen haben, die allerhöchsten Resolutiones wie dermallen, ummittelbar ertheilet worden. Der Staatsrath müsste seine gantze Eigenschaft verlihren, wenn selber für ein Dicasterium angesehen werden, und mit anderen Hofstellen in den Zusammentrettungen votiren sollte, welches dem ersten Instituto entgegen wäre. Und da vor 2 Jahren hierwegen ein Anstand sich ergeben hat, haben Ihro Mayestät ausdrücklich allergnädigst angeordnet, dass von den zu dergleichen Zusammentrettungen erscheinenden Hofstellen und Praesidenten allein die etwa nöthigen Erleuterungen über ihre Vorträge oder andere puncta deliberationis einverlanget, in den offentlichen Consessen aber von den Staatsrathsmitgliedern nicht votiret, sondern die Meinungen Ihro Mayestät besonders eröffnet werden sollen. Die Grundursache dessen ist, weil der Staatsrath den ganzen Zusammenhang der Monarchie, die Hauptmaximen oder Grundsätze des durchleuchtigsten Erzhauses, auch dei künftigen Absichten vor Augen haben muss, welche von den Particular Dicasterien, am wenigsten aber von jenen der königlich hungarischen Ländern, die zum allgemeinen Nutzen des Staats in vielen Stücken noch eine ganz andere Verfassung erfordern, entdecket werden können.

Er schlage vor, daß der Staatsrat bleibe, wie er sei.

Denn gleichwie selber dermallen in corpore et in personis bey den Dicasteriis wenig beliebet ist, würde die Abneigung gegen einen oder anderen, welcher seine Meinung nach Pflüchten aufrichtig eröfnet, noch mehr steigen, so ich zwar meines wenigen Orths nicht achte, doch aber bekennen muss, dass solches niemallen angenehm seyn könne.

Esterházy wurde dann im Namen von Maria Theresia in mildem Tone seiner Pflichten erinnert. Starhemberg faßte den Brief ab, darin die Königin betonte, daß die ungarische Kanzlei von keiner anderen Behörde abhängig sei, daß sie das Recht habe, ihre Vorschläge dem Herrscher vorzulegen, zugleich jedoch verpflichtet sei, sich in den von der Königin verordneten gemeinsamen Hofberatungen auf solcher Weise zu beraten, wie sie von dem Vorsitzenden festgelegt sei.

98. 1767 : 2404

Die Notwendigkeit der Umgestaltung der Komitatsverfassung; Organisierung der iudicia continua in Sirmien und Kroatien; Anstellung von Bezirkskommissaren zur Kontrolle der Komitate. — Die europäische Bedeutung Ungarns nach Abänderung seiner Verfassung. — Die Gefahr eines Bauernaufstandes infolge der Unzufriedenheit der Untertanen

Die ungarische Hofkanzlei legte am 11. Oktober 1767 dem Herrscher den Bericht des Grafen Josef Batthyány, Erzbischofs von Kalocsa und des Ladislaus Balogh[1] vor. Diese waren die königlichen Kommissare, die der Herrscher zur Durchführung der Urbarialregelung in das Komitat Preßburg entsandt hatte. Ihre Tätigkeit war mit vielen Schwierigkeiten verbunden, weil sich das Komitat der Durchführung der Urbarialregelung widersetzte. Auch dies trug dazu bei, daß der Staatsrat dem Herrscher die Abänderung der Komitatsverfassung vorschlug.

[1] Ladislaus Balogh war Rat des Statthaltereirats.

Borié:

...Bey der jetztmahliger Verfassung deren ungarischen Comitaten mann im mindesten nicht gesicheret seye, ob und in wie weith deren jeder denen königlichen Gebotten das gehörige Genügen leiste, oder nicht.

Alles hänge vom Obergespan ab.

...Zu der Befolgung deren Gesatzen und deren königlichen Gebotten noch gar keine Neigung bestehe, sondern allenthalben nur auf den Privat Eigennuz deren Grundherren mit Beschwehrung des Volcks gesehen werde. Es ist hieraus zu urtheilen, wie dass alle jeztmahlige gute Anordnungen kraftlos seyen und bleiben, oder auch, wann deren Execution an einigen Orthen erzwungen wird, dieses in weniger Zeit wiederum umbgewendet werde, wann nicht eine bessere Verfassung in denen Comitaten selbsten getroffen, und über diese eine Oberaufsicht gesezet wird. Die Mittele, umb dazu zu gelangen, seynd schon mehrmahlen darin vorgeschlagen worden, dass in einem jeden Comitat, ebenso, wie in Siebenbürgen geschehen, judicia continua angeordnet, und über mehrere Comitaten königliche Districtual Commissarien zur Oberaufsicht angestellet werden. Durch diese Anordnung wird denen Ober- und Vicegespannen der Gewalt beschräncket. Der noch ganz neue Vorgang in Croatien ist eben von der Art. Die Gesatze seynd dieser Anordnung nicht zu wieder.

Man dürfe die Ausgaben nicht scheuen.

...Das grosse Konigreich Ungarn, dessen Macht, wann solches zu einer guten Verfassung gelanget, ganz Europa schreckbar werden kann, mag ohne dieser Anordnung zur guten Ordnung nicht gelangen. Ja mir bedüncket, der Adel selbsten lauffe die grösste Gefahr bey der weyten Unzufriedenheit des Volckes, deren Ausbruch nicht lang entstehen dürfte, gar erschlagen zu werden, wie dieses in dem 16. Saeculo ebenmässig aus gleichen Ursachen erfolget ist.

Der Votumbogen wurde auch ein zweites Mal unter den Mitgliedern des Staatsrats zirkuliert.

Stupan:

Dies alles sei bis nach der Urbarialregelung aufzuschieben.

Borié:

Bekanntlich manglet es nicht an weislichen Vorsehungen, und diensamen Vortragen, sondern nur an der Execution.

Davon hänge der Erfolg der Urbarialregelung ab. Die Komitate führten die Verordnungen nicht durch. Bezirkskommissäre seien nötig. Die Kanzlei möge einen Vorschlag machen. In Kroatien und Sirmien seien dann die iudicia continua zu errichten.

99. 1767 : 2767

Die Gebundenheit der Steuer an den Boden in Siebenbürgen

Im Zusammenhang mit dem Vortrag der siebenbürgischen Hofkommission[1] vom 7. November 1767 führte Borié aus, daß die Steuer in Siebenbürgen nach dem Boden entrichtet werde. Die ungarländischen Gesetze, laut deren der adelige Boden steuerfrei sei, bezögen sich nicht auf Siebenbürgen.

100. 1768 : 5

Die Reform der siebenbürgischen Verfassung; die Überprüfung des Entwurfes zum neuen Gesetzbuch

[1] Diese Kommission war keine systematisch tätige Hofbehörde; diese Rolle erfüllte nämlich die siebenbürgische Hofkanzlei. Die Kommission entstand auf Grund eines Auftrags des Herrschers, zur Lösung einzelner Aufgaben.

Die mit der Vorbereitung der Reform der siebenbürgischen Verfassung beauftragte Kommission[1] hatte ihre Arbeit, den Entwurf zu einem neuen siebenbürgischen Gesetzbuch fertiggestellt. Darüber verfertigte der siebenbürgische Fiskaldirektor ein Gutachten. Der Herrscher verlangte, daß der Entwurf durch eine Hofkommission überprüft werde, und daß deren Präsident Baron Koller[2] sei. Baron Koller nahm den Auftrag an und reichte einen Vorschlag darüber ein, wer die Mitglieder der Kommission sein sollten. Den Vorschlag legte Starhemberg am 4. Januar 1768 dem Staatsrat vor.

Borié:

Ich hette wünschen mögen, dass diese für den Staat so wichtige Arbeit unter der Leithung oder Praesidio eines teutschen Ministri hette vollbracht werden mögen. Indeme ohnehin das Hauptabsehen dahin gehet, umb das Land Siebenbürgen der Verfassung der teutschen Erblanden mehr ähnlicher zu machen.

Baron Schmidlin sei alt.[3] Ein deutscher Rat möge an seine Stelle treten. Hofrat Zencker wäre dazu geeignet.[4]

Cserey ist bekanntlichen ein Stock Ungar,...

...seine Vorschläge seien weitschweifig, verworren,[5] Hofrat Bandy, den Baron Koller empfehle, wäre geeignet.[6]

Das Gesetzbuch und die Bemerkungen des director fiscalis seien Kollár[7] geheim mitzuteilen, damit er seine Ansicht darüber äußere.

...Allermassen bekanntlichen er Kolar hierlands die grosseste Wissenschaft in ungarischen Rechten und Geschichten hat.

Das Protokoll möge der secretarius Koller[8] führen, der die Prinzipien des Hofs in den siebenbürgischen Angelegenheiten kenne.

Blümegen:

Baron Schmiedlin sei alt, seine Ratschläge aber wären wichtig. Von den Mitgliedern der Kommission verstehe sich allein Cserey auf siebenbürgisches Recht. Auch er kann nicht ausgelassen werden. Kollár sollte Mitglied der Kommission sein. So könne er besser verfügen, als schriftlich. Wenn man ein deutsches Mitglied wünsche, empfehle er Gubernialrat Leporini.[9] Der secretarius Koller könne nicht bei Sonderkommissionen angestellt werden. Er empfehle den Konzipisten Haan.[10]

Starhemberg:

Baron Koller habe Vertrauen zu Baron Schmidlin. Gegen Festetics gebe es keinen Einwand.[11] Cserey sei ebenfalls unentbehrlich. Es sei noch nötig, einen Siebenbürger anzustellen. Bándy wäre geeignet. Über Kollár sollte man von Baron Koller ein Gutachten einholen. Auch über Haan möge Baron Koller ein Gutachten abgeben.

[1] Über die Tätigkeit dieser Kommission wissen wir vorläufig nichts näheres. Es ist wahrscheinlich, daß sie auf Buccows Anregung den Entwurf des Gesetzbuches verfertigt hat.

[2] S. Anm. 2 zu Nr. 28.

[3] Baron Franz Anton Schmidlin war Rat der Wiener Hofkammer.

[4] Johann Bernhard Zenker war Rat der böhmisch-österreichischen Hofkanzlei.

[5] Farkas Cserei war Rat der siebenbürgischen Hofkanzlei.

[6] Franz Bándi war Rat der siebenbürgischen Hofkanzlei.

[7] S. Anm. 1 zu Nr. 41.

[8] S. Anm. 10 zu Nr. 94.

[9] Wir kennen ihn nicht näher.

[10] Wahrscheinlich mit dem Anton Hahn identisch, der im Hofschematismus vom J. 1769 als Expeditor und Registrator des Staatsrats erwähnt wird, und der früher Hofkonzipist des Staatsrats gewesen sein könnte. Dieses letztere Amt war niedriger, als das des Expeditors und Registrators.

[11] S. Anm. 5 zu Nr. 20.

KAUNITZ:

Da Ihre Majestät Baron Koller beauftragt habe, müsse die Auswahl der Mitglieder ihm überlassen werden. Rieger[12] könne in der Kommission teilnehmen.

101. 1768 : 1770

Die Zurückdrängung der königlichen Rechte. — Das Recht des Fiskus auf die Güter der Kinderlosen. — Die Notwendigkeit von Universitäten in Ungarn

Im Zusammenhang mit dem Vortrag der Wiener Hofkammer vom 12. Juli 1768 stellte Borié wiederholt fest, daß die Hoheitsrechte des Herrschers in Ungarn zurückgedrängt würden; dem wäre in erster Reihe durch den Unterricht abzuhelfen.

BORIÉ:

Kollár[1] möge die Frage bearbeiten, welche Rechte der Fiskus auf die Güter der in semine deficientes[2] habe.

... Die Principia gegen alles das jenige, was pro iuribus coronae et sic fisci geschrieben ist in denen alten Gesatzen, haben die Oberhand gewonnen, und sogar bey den Hofkammerräthen selbsten... Die Hauptursach dessen beruhet in deme, weilen keine Universitäten und keine Lehrere in Ungarn bestehen, welche die Rechte des Königs lehren, diese Lehrer würcken weit mehr, als ein öffentlicher Gewalt.

102. 1768 : 2962

Das Recht des Herrschers, in Siebenbürgen ohne Zustimmung der Stände Gesetze zu bringen

Ein Vortrag der siebenbürgischen Hofkommission[1] behandelte die Entwicklung der Industrie und die Frage der nach Darlehen fälligen Zinsen. In diesem Zusammenhang setzte Borié seine Ansicht über das unumschränkte Recht des Herrschers zur Gesetzgebung in Siebenbürgen auseinander.

BORIÉ:

Bei einem Zinsfuß von 6% könne sich keine Industrie entwickeln. Der Zinsfuß sei herabzusetzen.

... Mich haltet davon nicht ab das dermahlige republicanische Principium der Canzley, dass nemblich Ihro Mayestät sine concursu et consensu statuum ein neues Gesatz nicht errichten könnten. In der Unterwerfungs Urkund des Landes Siebenbürgen ist von diesem republicanischen Principio nichts enthalten, und Kayser Leopoldus hat gleich nach übernommener Regierung dieses Landes allenthalben sine concursu statuum Gesatze errichtet,[2] es ist auch dieses zeithero mehrfältig geschehen.

*

[12] S. Anm. 1 zu Nr. 45.
[1] S. Anm. 1 zu Nr. 41.
[2] D. h. der Erloschenen.
[1] S. Anm. 1 zu Nr. 99.
[2] S. Anm. 4 zu Nr. 2.

Um eine leichtere Orientierung in den nach Nummern mitgeteilten Schriftstücken zu ermöglichen, werden statt der gegenseitigen Hinweise unter den einzelnen Schriftstücken die in den Schriftstücken behandelten wichtigeren Fragen wie in einem Sachverzeichnis, nach ihrem Gegenstand (Thema) systematisch zusammengefaßt. Nach Angabe des Gegenstandes stehen in Klammern die Nummern der Schriftstücke, in denen das betreffende Thema behandelt wird, und zwar wird jeweils nur die Nummer nach der Reihenfolge dieser Publikation angegeben. Diese Zusammenstellung ist nicht mit dem Anspruch eines ausführlichen Registers verfertigt, zählt nicht sämtliche Themen, sondern nur die wichtigeren auf, auch nicht alle Orte ihrer Erwähnung, sondern nur die, wo sie etwas eingehender behandelt werden. Durch dies Verzeichnis erübrigt es nicht für den Leser, die mitgeteilten Schriftstücke durchzusehen; es will nur die Orientierung nach Themen erleichtern.

Die Anführung der Themen folgt nicht nach dem Alphabet, sondern in einer Reihenfolge, die durch ihren inneren Zusammenhang bedingt ist. Wir sind der Ansicht, daß dies nützlicher als ein alphabetisches Verzeichnis ist, da es sich nur um eine kurze Orientierung handelt, die rasch durchgesehen werden kann, um nicht bei den einzelnen Schriftstücken auf die thematischen Zusammenhänge verweisen zu müssen, was viel mehr Raum beansprucht hätte und viel weniger übersichtlich gewesen wäre.[1]

*

Ungarns Bedeutung vom Gesichtspunkt des Habsburgerreichs. (10, 94, 98.)
Ungarns Beziehung zu den Erbländern. (80.)
Ungarns Rolle im Österreichischen Erbfolgekrieg. (52.)
Die Ergebnislosigkeit des Siebenjährigen Krieges. (52.)
Ungarns Beitrag zu den Lasten des Habsburgerreichs (33, 35, 43, 52.)
Siebenbürgens Sonderstellung. (10, 56, 80.)
Die Sonderstellung des Banats. (56, 80.)
Die Sonderstellung der Militärgrenze. (10, 80.)
Organisierung einer Militärgrenze in Siebenbürgen. (15.)
Die Bearbeitung des Ungarn gegenüber zu befolgenden politischen Systems. (10, 64, 76.)
Die Notwendigkeit von Taten gegenüber Ungarn. (38, 64.)
Das Verhältnis des Staatsrats zu den Hofbehörden, darunter zur ungarischen Hofkanzlei: die Unabhängigkeit der letzteren. (97.)
Etwaige Anstellung eines ungarischen Referenten im Staatsrat. (25.)
Das ungarische Indigenat von Kaunitz. (25.)
Die oppositionelle Haltung der ungarischen Hofkanzlei gegenüber dem Staatsrat. (10, 13, 16, 25, 35, 37, 58.)
Gewährleistung der Treue der königlichen Beamten zum Hof. (10, 65.)
Die Hoffeindlichkeit der Ungarn. (10.)
Die Haltung des ungarischen Kammerpräsidenten Grafen Anton Grassalkovich. (35.)
Bevorzugung von Fremden bei der Besetzung der Ämter. (2, 70.)
Die Unzulänglichkeit der ungarischen Verfassung, der ungarischen Gesetze. (10, 11, 19, 33, 35, 38, 39, 40, 46, 61, 66, 98.)
Die Ungültigkeit der veralteten Gesetze. (93.)
Das Verhältnis von Herrscher und Ständen zueinander. (80.)
Das Verhältnis der Stände zueinander, zum Heer und zu den Bauern (Untertanen). (80, 90.)
Die Anmaßung (59), Selbstsucht (70) und der republikanische Nationalismus (71, 95) der Stände.
Das ständische Widerstandsrecht. (60.)
Die Unzulänglichkeit der Landtage im allgemeinen. (10, 19, 53, 95.)
Der ungarische Landtag vom J. 1764/65. (40, 43, 44, 46, 47, 48, 50, 51, 52, 53, 59, 60, 61, 62, 63, 65, 69, 70, 73, 74.)
Der siebenbürgische Landtag vom J. 1761. (2, 14.)
Die Auslegung der Adelsfreiheit. (88, 91, 92.)
Die Steuerzahlung der Adeligen. (1, 4, 6, 10, 16, 19, 26, 28, 32, 34, 39, 43, 46, 47, 81.)
Die Zollentrichtung der Adeligen. (81.)
Die Verringerung der Zahl des Adels. (89.)
Verringerung der Nobilitierungen. (19, 21.) ihre Bindung an Bedingungen. (81.)

[1] Der Verfasser sagt hier aufrichtigen Dank seinen Archivarkollegen Endre Varga und Zsolt Trócsányi für einige Aufschlüsse, die er in den Anmerkungen der Mitteilung verwerten konnte.

Die Bindung der Gutsdonationen an Bedingungen. (81, 82.)
Etwaige Kameralsteuer im Zusammenhang mit den Gutsdonationen. (10.)
Adelsnachweis, Überprüfung der Gustdonationen in Siebenbürgen. (15.)
Verhinderung der adeligen Erbfolge auf weiblicher Linie. (20, 23, 77.)
Verhinderung der adeligen Adoption und Präfektion. (81.)
Verhinderung des Salzhandels der Adeligen. (16.)
Das Gutsdonationsrecht des Palatins. (9, 23, 40, 48.)
Erwägung über einem Erzherzog-Palatin und Statthalter. (40.)
Das Adelsmajorat. (40.)
Die Lage der Armalisten und der Adeligen von Túrmező. (58.)
Die Lage der agiles (Kinder adeliger Mutter und nichtadeligen Vaters). (48, 83.)
Die Insurrektion. (43, 46, 47, 51, 55, 62, 67, 69, 70.)
Die kirchlichen Banderien. (47, 55, 62.)
Die entscheidende Rolle der Magnaten innerhalb des ungarischen Ständetums. (47, 54, 61, 70.)
Die Wichtigkeit der Gewinnung des mittleren Adels und der Komitate für den Hof. (10, 54.)
Die Einhaltung der Gesetze seitens des Hofs. (10, 12, 17, 24.)
Die Möglichkeit der Benützung der Gesetze im Interesse des Hofs. (8, 13, 17.)
Die Durchsetzung der königlichen Rechte. (10, 40, 41, 50, 53, 54, 58, 59, 60, 62, 65, 67, 68, 70, 72, 84, 101.)
Das Gesetzgebungsrecht des Königs. (65, 67, 80, 102.)
Das Recht zur Genehmigung der Steuer. (32.)
Die Sicherstellung des fiskalen Erbes. (22, 48, 84, 101.)
Die Durchsetzung der königlichen Rechte der Kirche gegenüber. (36, 41, 42, 45, 53, 65, 71, 72, 79, 80, 84, 96.)
Die Rechtsbefugnis des Erzbischofs von Gran. (53, 72.)
Adam Franz Kollárs Werk. (41, 42, 45.)
Die Vexatio dat intellectum und andere anonyme Flugschriften. (63, 71, 75.)
Die Verhinderung der Durchsetzung des kanonischen Rechts. (36, 79.)
Das Zehnte des Zehnten. (36.)
Die Besetzung der niederen Klerikerstellen. (96.)
Die Erbschaft nach kirchlichen Personen. (36, 65, 84.)
Die Verringerung der Anzahl der Mönche. (64.)
Die Durchsetzung der königlichen Rechte den Protestanten gegenüber. (53.)
Die Beziehung der Konfessionen zueinander. (80.)
Die Durchsetzung der königlichen Rechte im Unterrichtswesen. (53, 64, 72.)
Die Bedeutung der Fiskalgüter (Krongüter) vom Gesichtspunkt der Hofpolitik; Einstellung ihrer Verleihung oder ihre Bindung an Bedingungen. (1, 4, 10, 19, 23, 29, 30, 31, 35, 38, 68, 77, 94.)
Die Ablösung der verpfändeten Fiskalgüter (Krongüter). (19, 23, 31, 65, 78, 75, 94.)
Die Notwendigkeit archivalischer Forschungen zum Nachweise der Rechte des Fiskus. (15, 65, 94.)
Die Sicherung der Freiheit des Bergbaus. (54.)
Schutz der Bauern (Untertanen) gegenüber den Grundherren, die Verringerung der grundherrschaftlichen Lasten der Bauern (Untertanen). (4, 10, 19, 26, 33, 35, 38, 43, 44, 47, 55, 56, 57, 61, 62, 70, 73, 76, 77, 81, 94.)
Anstellung von Anwälten zur Verteidigung der Bauern (Untertanen). (19.)
Die Einziehung der Bauerngüter durch die Grundherren. (38.)
Die Bauernmigration. (10, 56.)
Die Auswanderung der Bauern aus Siebenbürgen. (10, 56.)
Die Erblichmachung des Bauerngutes. (10, 19, 35, 38, 94.)
Die Urbarialregelung. (47, 57, 62, 70, 73, 76, 90.)
Die Gefahr eines Bauernaufstandes. (10, 98.)
Die Sicherung des Steuerfonds. (10.)
Die Bindung der Steuer an den Boden. (10, 19, 35, 38, 94.)
Die Erwägung einer Volkszählung. (64.)
Die Kontrolle der Steuerverwaltung der Komitate. (10, 19.)
Etwaige Anstellung von Bezirkskommissaren zur Kontrolle der Komitate. (98.)
Das Recht zur Ernennung der Komitatsbeamten. (87.)
Die Unzulänglichkeit des Komitatssystems. (98.)
Die Unzulänglichkeit von unbesoldeten Beamten. (24.)
Die Erhöhung der Steuer. (19, 35, 43, 46, 47, 55, 62.)

Die Übertragung eines Teiles der Kriegsschulden auf Ungarn. (19, 35, 46.)
Repartitio. (32.)
Rectificatio portarum. (44, 47, 62, 64.)
Die Notwendigkeit der Erneuerung der Festungen. (37, 46.)
Die Erhöhung des Salzpreises. (16, 28, 47, 48, 55.)
Die Verhinderung des Salzschmuggels. (65.)
Labor gratuitus. (51.)
Regulamentum militare. (51.)
Die Erhöhung des Portionspreises. (51.)
Die Befugnis des Banus. (58.)
Die Beschwerden und Wünsche der kroatischen und slawonischen Komitate. (49, 57, 58.)
Die Sicherung der Privilegien der illyrischen Nation. (49, 58.)
Die notwendige Reform des Justizwesens. (40, 50, 93, 98.)
Notwendiger Unterricht des Staatsrechts, sowie die notwendige Abfassung eines Werkes über das Staatsrecht. (25, 30, 60, 71, 72, 80, 86, 92.)
Notwendiger Unterricht des Kirchenrechts. (72, 80.)
Notwendiger Unterricht des bürgerlichen Rechts. (72.)
Notwendiger Unterricht der Kameral- und Polizeiwissenschaften. (71, 72, 80, 86, 92.)
Die Stiftung von Stipendien. (86.)
Die Notwendigkeit von Universitäten. (86, 92, 101.)
Das Theresianum. (72.)
Die Wichtigkeit der Kolonisierungen, Verpflichtung der Grundherren hierzu. (11, 19, 27, 35, 38, 64.)
Die Frage der Prädien. (19, 35, 64.)
Die Steuerfreiheit der neuen Kolonisten. (19.)
Die Bedeutung der königlichen Freistädte, Erhöhung ihrer Zahl (10, 19.), ihr Stimmrecht im Landtag. (64.)
Die Lage von Zengg. (10.)
Die weitere wirtschaftliche Entwicklung des Landes (10, 11, 26, 43, 55, 94.); Erwartung diesbezüglicher Vorschläge seitens der Komitate. (25.)
Ungarns Handelsbilanz. (33.)
Die ungarländische Zollpolitik. (33.)
Die Förderung der Manufaktur- und Fabrikindustrie in Ungarn. (10, 11, 19, 38.)
Bank oder Landeskasse? (11.)
Die Trockenlegung der Sümpfe. (19, 43.)
Buccows Tätigkeit in Siebenbürgen. (2, 15, 30, 32.)
Das siebenbürgische Steuersystem. (15, 30, 32.)
Die siebenbürgische Hofkanzlei. (3, 12.)
Das siebenbürgische Gubernium. (15, 30, 94.)
Das siebenbürgische Thesaurariat. (15, 94.)
Das siebenbürgische Fiskalamt. (94.)
Das siebenbürgische forum productionale. (94.)
Der Plan einer allgemeinen Kasse in Siebenbürgen. (30.)
Die siebenbürgische Königliche Tafel. (15.)
Die siebenbürgische tabulae continuae. (15.)
Die Reform des siebenbürgischen Rechtssystems. (15, 100.)
Die Privilegien der siebenbürgischen Sachsen (5.), ihre Gegensätze mit den Nationen der Ungarn und der Szekler (18.), die Steuerfreiheit ihrer Beamten. (7, 9, 24.)

Rapport sur les travaux de la Bibliographie Hongroise d'Histoire

L'une des grandes entreprises de la science historique hongroise d'après la deuxième guerre mondiale est la rédaction de la Bibliographie Hongroise d'Histoire, dont plusieurs volumes sont déjà sortis des presses et dont les travaux se prolongeront vraisemblablement encore pendant des dizaines d'années. Cette entreprise est destinée à acquitter une des anciennes dettes qui s'inscrivent au passif de la science historique hongroise. Son sort, ses prémisses reflètent nettement l'état des sciences en Hongrie dans les décennies d'avant la libération.

La riche production de l'historiographie hongroise nécessita dès le dernier tiers du siècle précédent la mise au point d'une bibliographie scientifique. Sous ce rapport, le travail de pionnier revint au célèbre bibliographe hongrois *J. Szinnyei* qui, dans le premier volume du répertoire de revues commencé par lui en 1874, publia une bibliographie relative à l'histoire et ses sciences auxiliaires.[1] C'est également lui qui fit paraître, entre 1884 et 1889, un répertoire de périodiques historiques dans la revue Hazánk. Un compte rendu d'ouvrages choisis d'historiens hongrois publié dans *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*, entre 1884 et 1916, fut dû à *L. Mangold*, *M. Auner* et *Á. Hellebrant*. Ce dernier publia aussi dans les années 1912—1917 de la revue Századok un annuaire bibliographique historique hongrois. Les décennies précédant la première guerre mondiale virent aussi paraître les premières bibliographies et répertoires d'historiographie.

Ces entreprises ne suffirent pourtant pas à combler les lacunes qui se présentèrent quant à la mise au point d'une bibliographie historique hongroise systématique et exhaustive. C'est pour remédier à cette déficience que, sur l'initiative de *D. Angyal* et de *L. Fejérpataky*, la Commission d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences et la Société Hongroise d'Histoire décidèrent, en 1913, de lancer des travaux en ce sens; cette entreprise, en raison de l'inorganisation régnant avant la libération dans cette branche, ne parvint pas, plus de quarante années durant, au stade de la réalisation. Dans la période d'entre-deux-guerres, parurent quelques bibliographies historiques embrassant

[1] J. Szinnyei: *Hazai és külföldi folyóiratok magyar tudományos repertóriuma. I. A történelem és annak segédtudományai.* (Répertoire hongrois scientifique des revues hongroises et étrangères. I. L'Histoire et ses sciences auxiliaires.) Vol. I—II/1. Budapest, 1874—1885.

des sphères de problèmes et des périodes plus restreintes, bibliographies pour la plupart de caractère courant.[2]

A la lumière de ces expériences, il devint évident que ce vieux problème d'une Bibliographie ne pouvait être résolu que par une institution scientifique disposant de moyens matériels, scientifiques et d'organisation convenant à une oeuvre d'une telle envergure. Un vaste travail de rassemblement des matériaux commença à l'Institut d'Histoire qui avait été créé au cours de la deuxième guerre mondiale, au début d'une manière quelque peu désordonnée, sans nettes conceptions de principes et de structure. Les travaux bibliographiques firent un pas décisif en avant lorsque l'Institut, après la libération du pays, déclara en 1946 qu'il considérait l'élaboration de cette Bibliographie comme une tâche urgente et essentielle; il organisa une collecte plus vaste et plus systématique et mit au point un système de classement détaillé pour le groupement de la matière. Eu égard à la célébration du centenaire de la guerre d'indépendance de 1848/49, la rédaction du cinquième volume, couvrant la période de 1825—1867, eut la priorité parmi les six volumes de la bibliographie prévue qui devait embrasser toute l'histoire de la Hongrie. Le plus grave problème fut de décider du caractère de cette bibliographie: devait-elle être une bibliographie raisonnée, une sélection munie de notes explicatives, ou une répertoire de caractère exhaustif? En 1946, on se décida pour la première variante; puis, en 1949, après la réorganisation de l'Institut d'Histoire, on pencha plutôt pour une bibliographie exhaustive; mais, simultanément, on se mit à rédiger un manuel où la matière bibliographique sélectionnée et raisonnée se trouva insérée dans un texte complet. Les principales tâches de l'historiographie hongroise — essentiellement transformée quant à la conception, méthode et organisation — furent centrées autour des problèmes qui s'imposaient quant aux XIX^{e} et XX^{e} siècles, c'est à dire l'ère de la révolution bourgeoise et du capitalisme. Aussi commença-t-on par mettre au point la littérature y relative, notamment celle concernant la période de la révolution et de la guerre d'indépendance hongroise de 1848/49, aussi bien que la littérature touchant la période 1825—1867, celle-ci englobant tant les antécédents que l'épilogue de cette révolution. Ce furent également les besoins actuels des recherches scientifiques qui motivèrent les décisions prises en faveur d'une bibliographie à prétention exhaustive, groupée selon un système de classement détaillé.

Le recueil et la rédaction de la matiére furent confiés, sous la direction du professeur *Z. I. Tóth*, au collectif de travail de l'Institut d'Histoire; ce collectif fut plus tard transformé en une section indépendante de bibliographie et de documentation. Tout un groupe de spécialistes, d'étudiants, de professeurs de lycée et de bibliothécaires effectua le collectage et le contrôle des titres, tandis que le collectif de travail de l'Institut, comprenant beaucoup moins de personnes, les classa et rédigea les volumes de la bibliographie.

[2] Par exemple: E. Bartoniek: *Magyar történeti forráskiadványok.* (Publications de sources historiques hongroises.) Budapest, 1929. — Dóczy—Wellmann—Bakács—Gerendás: *A magyar gazdasági irodalom könyvészete. I.* 1505—1805. *II.* 1805—1830. (Bibliographie de la littérature économique hongroise. I. 1505—1805. II. 1805—1830.) Budapest, 1934—1938. — K. Vass: *A szellemtudományok magyar bibliográfiája. A történeti vonatkozású irodalom.* 1938. (Bibliographie hongroise des sciences morales. La littérature relative à l'histoire. 1938.) Budapest, 1938. — E. Seregély: *A magyar történeti bibliográfia az 1936—1941. évekről.* (Bibliographie historique hongroise des années 1936—1941.) Századok, 1937—1942. Suppléments. — *Publications historiques de l'année 1942, 1943.* Revue d'Histoire Comparée, 1943—1944.

Le rassemblement des matériaux prospecta des domaines très étendus; il exhuma toutes les sources imprimées relatives à l'époque en question: livres, brochures, journaux, hebdomadaires, revues et s'étendit à tous les secteurs et aspects de la vie de cette période. On dépouilla la matière complète de livres et de presse des bibliothèques scientifiques hongroises, de même que toutes les bibliographies hongroises et étrangères que l'on put trouver. Et c'est précisément là que cette bibliographie laisse encore beaucoup à désirer: elle ne communique que la matière trouvable en Hongrie, alors que celle des bibliothèques des pays limitrophes, et surtout les collections anciennes existant sur le territoire de la Hongrie d'avant 1918, auraient pu l'enrichir de nombreux documents précieux.

La description des rubriques est brève, elle ne communique que les données bibliographiques les plus importantes: auteur, titre, lieu et date de l'édition, pages, annexes. Les données secondaires (éditeur, imprimerie, illustrateur, etc.) n'y figurent pas. Elle ne prétend à l'exhaustivité que du point de vue de la spécialité et non de celui de la bibliographie elle-même: elle communique des titres, même si elle ne peut y adjoindre une description précise, comme, par exemple, dans le cas des données de seconde main. Une de ses déficiences les plus graves consiste en ce que les trois premiers volumes ne communiquent que la date de l'édition des articles de revue sans en préciser l'ampleur ni le numéro.

Le système de classement détaillé et soigneusement élaboré de cette Bibliographie Hongroise d'Histoire, système qui prétend refléter fidèlement les points de vue de principe et les sphères de problèmes de l'historiographie hongroise, fut, en général, apprécié par la critique. Ce système qui nécessite cependant le nuancement des détails, s'accomodera bien du groupement de la matière des volumes ultérieurs.

Les trois premiers volumes, parus entre 1950—1952 et comprenant 46.707 indications bibliographiques, communiquent les sources et la littérature historique se rapportant à la période allant de 1825 à 1867. Cette matière est répartie en neuf catégories principales: Partie générale; Économie; Politique; Droit; Enseignement-écoles; Sciences; Arts; Presse; Religions-Églises. La «Partie générale» englobe les ouvrages synthétiques et les aide-mémoires (bibliographies, statistiques, annuaires de localités, etc.), descriptions géographique et de voyage, ouvrages d'histoire locale, de démographie et ceux relatifs à la santé publique. Le point principal de la bibliographie est constitué d'une part de la matière ayant trait à l'histoire économique et sociale comprise dans un volume à part, et d'autre part de la littérature politique. La première partie de la catégorie principale «Politique» renferme la littérature concernant les luttes politiques qui se déroulèrent dans la période en question (1825—1867), littérature qui se répartit entre les périodes suivantes: l'ère des réformes (1825—1848), l'ère de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848/49, et l'ère de l'absolutisme et du compromis (1849—1867). Les rubriques des sous-périodes se subdivisent de la même manière. La littérature générale est suivie des rubriques détaillées des principaux problèmes politiques: description des partis et tendances politiques, exposé des différents mouvements politiques. Cette partie s'achève sur la littérature des événements historiques. La deuxième partie de cette même catégorie comporte les titres ayant trait à l'histoire et aux différentes branches de l'appareil d'État (parlement, administration publique centrale et locale, juridiction, forces armées). Les volumes IV et V de la série couvrant

la période 1825—1867,[3] ainsi que les séries ultérieures, répartissent les chapitres «Économie» et «Société» en catégories principales à part; quant à la matière relative aux sciences, aux arts et à la presse, ils les groupent dans une catégorie commune, sous le nom de «Culture». Chaque rubrique principale se subdivise en des groupes soigneusement élaborés qui expriment les problèmes les plus importants de la période en question, ses tendances politiques et culturelles, ses événements historiques. A l'intérieur de ces subdivisions, sur la base d'une discrimination formelle, la bibliographie sépare la matière de valeur de source et les monographies scientifiques. Là où le titre et la subdivision n'indiquent pas nettement le sujet de la communication, une brève annotation d'une ligne résume, le cas échéant, le contenu.

Les trois premiers volumes de la série couvrant la période 1825—1867 embrassent la littérature générale portant sur l'histoire de la Hongrie et l'historiographie hongroise proprement dite. La matière s'occupant des minorités nationales fut prévue pour un volume séparé.[4] Le IV^e^ volume ne suivit les précédents qu'avec un retard d'une dizaine d'années, sa matière s'étant gonflée jusqu'à remplir deux volumes. Ce retard s'explique, d'une part, par le changement survenu entretemps dans l'organisation des travaux de bibliographie, et d'autre part, par les problèmes et les difficultés qui s'amoncélèrent devant les redacteurs du IV^e^ et V^e^ volumes.

La Section de Bibliographie et de Documentation de l'Institut d'Histoire commença entretemps, sous la direction d'*E. Niederhauser*, de recueillir et de classer la matière relative à la période de 1867—1918. La rédaction de la bibliographie ayant trait à l'histoire des minorités nationales fut confiée aux rédacteurs actuels. Pour recueillir et contrôler sa matière, il fallut, d'une part, recruter et instruire de nouveaux collaborateurs extérieurs qui devaient non seulement connaître les langues de ces minorités nationales mais également les complexes problèmes les concernant. Les volumes en question communiquent, en effet, auprès des titres de langue hongroise, des titres en 15 langues étrangères. Les difficultés de nature linguistique furent encore accrus du fait que la plupart des peuples vivant sur le territoire de l'ancienne Hongrie multinationale élabora, précisément dans la période en question, la forme définitive de son orthographie et de sa langue littéraire; les titres reflètent donc, eux aussi, le stade d'évolution inachevé de ces langues.

Les volumes IV et V de la Bibliographie expriment d'ailleurs cet essentiel changement idéologique que connut l'historiographie hongroise quant à la question nationalitaire; on ne traite plus ce problème comme de quelque annexe subordonnée à la vie politique hongroise, on considère la Hongrie d'avant 1918 comme un Etat multinational dont chaque peuple fut également porteur d'une évolution historique. Aussi les rédacteurs des deux volumes finaux se

[3] *Magyar történeti bibliográfia. 1825—1867. Szerk. a Történettudományi Intézet munkaközössége I. Tóth Zoltán vezetésével. I. Általános rész. II. Gazdaság. III. Politika, Jog, Oktatásiskolák, tudomány, művészet, sajtó, vallás-egyházak.* (Bibliographie Hongroise d'Histoire. 1825—1867. Réd. sous la direction de — par — I. Partie générale. II. Économie. III. Politique, Droit, Enseignement-écoles, Sciences, Arts, Presse, Religions-églises.) Budapest, 1950—1952. 118, 260, 407 p.

[4] *Magyar történeti bibliográfia.* 1925—1967. IV. köt. *Nemmagyar népek. (Nemzetiségek.)* Bibliographia Historica Hungariae. 1825—1867. IV. Historia nationum non Hungaricarum. Red. G. G. Kemény et L. Katus. Budapest, 1959. XXXV, 675 p.

proposèrent-ils de donner — semblablement à la bibliographie relative au peuple hongrois — une bibliographie historique détaillée et exhaustive des peuples non-hongrois de l'ancienne Hongrie. Pour réaliser cet objectif, il fallut en effet mettre en train une collecte durant plusieurs années qui embrasse toute la production littéraire et de presse de langue non-hongroise de la Hongrie de l'époque. Cette considérable matière — comprenant plus de 100.000 titres — même après une sélection soigneusement exécutée, ne put être publiée que répartie en deux volumes. Une exhaustivité absolue étant irréalisable, la sélection de la matière s'efforça au moins d'être complète du point de vue scientifique; on y inclût donc tout écrit s'avérant important pour les recherches actuelles et pour celles à venir. Le rassemblement du matériel, limité uniquement aux bibliothèques du pays, causa ici beaucoup plus de difficultés que dans le cas des volumes précédents. Il devint évident qu'une mise au point scientifique de l'histoire de l'ancienne Hongrie multinationale n'était possible que moyennant une étroite coopération avec les spécialistes des peuples voisins. Bien que nos rédacteurs n'aient pas eu l'occasion de poursuivre des recherches très approfondies dans les bibliothèques des pays limitrophes, ils bénéficièrent cependant de l'aide des spécialistes tchécoslovaques et yougoslaves. Quant au V^e^ volume, ils espèrent réaliser une pareille coopération avec les chercheurs ukrainiens et roumains. Nos rédacteurs essayèrent de combler, en partie, les lacunes qui se présentèrent à la suite de l'absence de la matière des bibliothèques étrangères, par le dépouillement de différentes bibliographies scientifiques des peuples voisins auxquelles ils firent des emprunts.

Pour mettre au point la bibliographie des peuples non-magyars de l'ancienne Hongrie, on dépouilla près de mille périodiques, bibliographies et sources contemporains et non-contemporains; l'ampleur de la matière recueillie atteignit, voire surpassa la matière hongroise des trois premiers volumes. Le IV^e^ volume contient une «Partie générale» (histoire des peuples non-hongrois de Hongrie, la question nationalitaire en général, données relatives à toutes les nationalités ou à plusieurs d'entre elles), la bibliographie des Sud-Slaves (en général, Croates, Serbes, Slovènes) et des Slovaques — près de 30.000 titres au total. La matière concernant les Roumains, Ukrainiens, Allemands, Saxons de Transylvanie, Bulgares, Arméniens, Grecs et la ville de Fiume trouvera place dans le V^e^ volume dont la publication est prévue pour la fin de 1961 ou le début de 1962. Les rédacteurs appliquèrent aux conditions spéciales des différents peuples la division employée dans les trois premiers volumes. Les catégories principales sont, en général, les mêmes, les particularités d'évolution chez les différents peuples se traduisent dans les subdivisions et dans la chronologie intérieure. Le IV^e^ volume s'efforce de remédier, autant que possible, aux déficiences qui se révélèrent à la suite de l'emploi de plusiers années des trois premiers volumes: il donne une description plus détaillée des titres des articles de revue (pages, date de publication), les brèves annotations y sont plus fréquentes (nécessitées d'ailleurs par la matière de langue pour la plupart étrangère), les index facilitent l'orientation dans le volume. Le manque de ces derniers rend, en effet, difficile l'emploi des trois premiers volumes; la publication de ces index est prévue dans un volume séparé, à éditer après la parution de la série complète.

Le IV^e^ et le V^e^ volumes — ce dernier en voie d'achèvement — de la Bibliographie Hongroise d'Histoire, exhaustifs dans la mesure des possibilités, sont les premiers à mettre au point le matériel de sources comtemporaines et la

littérature scientifique relatifs à l'histoire des peuples non-magyars de l'ancienne Hongrie multinationale, sur tous les aspects de leur existence (économie, société, politique, culture) dans la période de leur formation en nation, à l'époque des mouvements nationaux. Ce faisant, ils ne veulent pas se limiter à stimuler les spécialistes hongrois à étudier d'une manière plus approfondie et plus précise ce problème si important; ils voudraient aussi offrir aux chercheurs des peuples intéressés un auxiliaire, dont le perfectionnement sera d'ailleurs le résultat d'une étroite coopération entre eux et leur collègues hongrois. Les volumes IV et V de cette série sont donc rédigés de façon à pouvoir être employés comme des manuels. Des trois premiers volumes, on a repris les données les plus importantes du point de vue de l'histoire des minorités nationales; les titres y sont communiqués en langues originales (le cryillique ukrainien et serbe et la glagolique roumaine s'y trouvent en translation latine); ces volumes s'achèvent par des tables des matières détaillées en langues russe, allemande, anglaise et française.

Les travaux de la Bibliographie Hongroise d'Histoire embrassant la période de 1867—1918 touchent également à leur terme. Le choix et le contrôle de près de 350.000 titres sont achevés. Après le classement de la matière et l'achèvement de la rédaction, la série paraîtra, autant qu'on put prévoir, à partir de 1962 en six volumes contenant chacun 25 à 30.000 titres. Dans ces six volumes, la matière se répartira comme suit: I. Partie générale. Économie en général, industrie. II. Agriculture, Commerce, Crédit, Communications. III. Société. IV. Politique. V. Droit, Enseignement-écoles, Culture. Religions-églises. VI. Nationalités. A l'époque du dualisme, les organes de presse se mirent à pulluler à un point tel qu'on dût renoncer à les dépouiller tous pour se borner à n'en communiquer que les extraits les plus importants et à dresser une nomenclature de la matière des revues.

Après l'achèvement des deux travaux en cours, — la mise au point de la bibliographie des périodes de 1825—1867 et celle de 1867—1918 — on s'attelera à la bibliographie de la période allant de 1918 à 1945 et la bibliographie exhaustive de l'histoire hongroise d'avant 1825. Quant à celle-ci, nous possédons un manuel bibliographique, de type différent de celui de la Bibliographie Hongroise d'Histoire, et intitulé: *Bevezetés a magyar történelem forrásaiba és irodalmába.* (Introduction aux sources et à la littérature de l'histoire de Hongrie.) Réd. par *D. Kosáry*. Le premier volume, paru en 1951, communique la bibliographie sélectionnée et raisonnée de l'histoire de Hongrie du commencement jusqu'en 1711; le deuxième, publié en 1954, traite de la période de 1711 à 1825. Le III[e] volume, sorti des presses en 1957, comporte des compléments, un index et une table des matières détaillés. Ce manuel est, avant tout, destiné à des chercheurs débutants et aux curieux des choses de l'Histoire. Il expose les sources narratives, les publications de documents et la littérature scientifique sélectionnées, accompagnées de notes explicatives et estimatives en unités chronologiques qui se groupent autour d'importants problèmes. Sa matière et ses annotations deviennent plus abondantes par l'histoire des XVIII-[e] et XIX-[e] siècles.

L'expérience en ce domaine atteste que ces deux types de bibliographies sont nécessaires, l'une ne pouvant suppléer l'autre. Il convient donc que la bibliographie scientifique et l'Introduction se complètent réciproquement et soient, pour toutes les périodes, à la disposition des chercheurs et des étudiants.

La publication de la Bibliographie Hongroise d'Histoire qui s'étendra sur la période allant jusqu'en 1825 est déjà prévue; mais sa réalisation est une affaire des dizaines d'années. Il serait également souhaitable de rédiger un manuel de littérature historique, de sources sélectionnées et annotées portant sur la période allant de 1825 à 1945. Ce n'est qu'ainsi qu'on réalisera cet objectif de grande portée que l'historiographie hongroise s'est proposée il y a déjà un demi siècle; cet objectif n'est d'ailleurs réalisable qu'en le fondant sur un travail scientifique organisé et planifié, tel qu'on en connaît de nos jours. Ainsi s'acquittera-t-on de cette vieille dette qui s'inscrit encore au passif de l'historiographie hongroise.

L. Katus

Die neue Zeitschrift der Ungarischen Geschichtswissenschaft

Über den I. und II. Jahrgang der Történelmi Szemle [Geschichtswissenschaftliche Rundschau]

Im Jahre 1958 erschien zum erstenmal, doch nicht ohne Vorläufer die *Történelmi Szemle*, die Zeitschrift des Instituts für Geschichtswissenschaft der Ungarischen Akademie der Wissenschaften. Die neue Zeitschrift stellt die Fortsetzung und Weiterentwicklung der Berichte des Institutes dar, die seit 1950 vervielfältigt, im Jahre 1956 in Druck herausgegeben wurden.

In den ersten zwei Jahrgängen brachte die *Történelmi Szemle* auf über tausend Druckseiten rund fünfzig größere Studien und Beiträge. Dieses auch in seinem Umfange beträchtliche Material orientiert ziemlich genau über die wissenschaftliche Tätigkeit des zentralen Forschungsinstituts der ungarischen Geschichtswissenschaft. Es ginge über den Rahmen dieses kurzen Berichtes hinaus, wollten wir — gleichsam als Hintergrund der *Történelmi Szemle* — die Richtung und die Ergebnisse der bisherigen Tätigkeit des zehnjährigen Instituts für Geschichtswissenschaft skizzieren. Hier müssen wir uns damit begnügen, die — hauptsächlich — neuen Ergebnisse, neuen Tendenzen aufzuzeigen, die sich in der neuen Zeitschrift widerspiegeln.

Auf den ersten Blick fällt das wachsende Interesse für die *Geschichte der Technik* ins Auge; dies wird noch dadurch unterstrichen, daß eine Folge der Zeitschrift ausschließlich diesem Themenkreis gewidmet war. Diese Sondernummer (Jahrgang 1958, Nr. 3—4) widerspiegelt das Bestreben des Instituts, der planmäßigen Zusammenarbeit der Forscher, die sich in verschiedenen Zweigen der Wissenschaft mit der Geschichte der materiellen Kultur befassen, einen organisierten Rahmen zu sichern, wie dies auch aus dem als prinzipielle Grundlegung und gleichsam als Programm anzusehenden einführenden Artikel von L. Makkai — *Über die Erforschung der Geschichte der materiellen Kultur* — hervorgeht. Der Artikel versucht — von den marxistischen Prinzipien des dialektischen Zusammenhanges von Technik und Gesellschaft, von Produktivkräften und Produktionsverhältnissen ausgehend — den Begriff der materiellen Kultur, die prinzipiellen Grundlagen des Studiums der methodischen Probleme, die besonderen Schwierigkeiten und die wünschenswerten Hauptrichtungen ihres Studiums zu bestimmen. Als Einheit von materieller Produktion, Verbrauch und dem sie verbindenden Verteilungsprozeß betrachtet ist die Entwicklungsgeschichte der materiellen Kultur *ein synthetischer Wissenschaftszweig*, der die technische Kultur, die technischen Prozesse der Verteilung und den ganzen Komplex des Konsums einer gegebenen Gesellschaft unter den geographischen und demographischen, zusammengefaßt: siedlungsgeschichtlichen Gegebenheiten untersucht. Um diese Disziplin der Geschichtsforschung erfolgreich betreiben zu können, ist die auf dem Prinzip Historismus basierende Zusammenarbeit von Forschern mehrerer Wissenschaftszweige erforderlich. Der Artikel betont schließlich, wie notwendig es sei, die Forschungsarbeiten planmäßig aufeinander abzustimmen, vielseitiger zu gestalten, damit dieser bei uns noch junge Wissenschaftszweig zur Beantwortung der eigenartigen großen Probleme der ungarischen Sozialgeschichte beitragen könne.

Die Studie von A. Bartha behandelt das Problem der ungarischen *Schmiedekunst zur*

Zeit der Landnahme (IX—X. Jahrhundert). Bei der Analyse der archäologischen Funde vom Gesichtspunkt der Geschichte der Technik stützt sie sich auf metallographische Untersuchungen und erweitert diese durch ethnographische und geschichtliche Analogien. An diese Arbeit knüpft organisch das Gutachten der Ingenieure Erik Fuchs und Gyula Nándori über die metallographische Untersuchung eines Handwerkzeugs aus der Zeit der Landnahme an. Der Kohlenstoff-Gehalt des untersuchten Werkzeugs und die Schweißungstechnik bezeugen, daß die ungarische Schmiedekunst zur Zeit der Landnahme schon auf einem bedeutenden Entwicklungsniveau stand, eine spezielle Produzentenschicht beschäftigte und an die Kenntnisse der arisch-türkischen Völker der Umgebung anknüpfte. Die Studie von Bartha hat auch unsere Kenntnisse über die Eisenschmiedekunst wertvoll bereichert. An die Problematik der Eisenbearbeitung knüpfen auch zwei weitere Quellenveröffentlichungen an. G. Heckenast veröffentlicht *Zunftstatuten der Eisenhammer des Muránytales im Komitat Gömör aus den Jahren 1585—1755*, L. Makkai die *Inventare der Eisen- und Glashütten auf den Domänen der Rákóczi aus dem XVII. Jahrhundert.*

Zwei Artikel der Zeitschrift behandeln geschichtliche Fragen der Textiltechniken. Die Arbeit von W. Endrei befaßt sich mit dem *Aufkommen des Tretwebstuhls und mit seinem Erscheinen in Europa*, W. Endrei und L. Hajnal veröffentlichen gemeinsam die handgeschriebene Rezeptsammlung eines Textilfärbers aus dem XVII. Jahrhundert. Die Studie von Endrei stützt sich auf technisch- morphologische Grundlagen, im wesentlichen im Geist des Werkes von Leroi—Gourhan: Évolution et techniques. Nach seinen Feststellungen kann der fernöstliche Webstuhl mit schräger Ebene als Ahne der chinesischen Seidenweberei betrachtet werden. Die Kunst der chinesischen Seiden- und der indischen Wollweberei wurde dann nach Westen verpflanzt, wobei der besondere Webstuhl- und die schräge Webebene verloren gingen, so gelangte die Weberei im IV—VI. Jahrhundert in den östlichen Teil des Mittelmeerbeckens. Schon vorher wurde irgendwo der Kettenbaum und die Schnecke übernommen, und der so ergänzte Tretwebstuhl wurde dann in West- bzw. Osteuropa im IX—XI. Jahrhundert heimisch. Der Artikel behandelt die Entwicklung in ziemlich starrer diffusionistischer Auffassung und erörtert dann die Entstehung der einzelnen Teile des Webstuhles, wobei jedoch der produktionsgeschichtliche Hintergrund kaum beleuchtet wird, so daß die gezogenen Folgerungen nur einen hypothetischen Wert haben.

Neben den sich immer mehr entfaltenden Forschungen über die Geschichte der Technik zeigt sich ein unverändert großes Interesse für Themen der Wirtschafts- und Gesellschaftsgeschichte. Die einschlägigen Studien zeugen von der Vertiefung der Forschungsarbeit und von der bedeutenden Entwicklung der Methoden. Diese wertvollen Eigenschaften kennzeichnen auch die neuartige Quellenanalyse von É. Veress, *Die Familienformen der Leibeigenen in den Dörfern der Domäne von Sárospatak um die Mitte des XVII. Jahrhunderts* (Jahrg. 1958, Nr. 3—4), in der die Autorin die wirtschafts- und gesellschaftsgeschichtliche Rolle der bäuerlichen Familienform (Arbeitsorganisation) zur Zeit der Stabilisierung der zweiten Leibeigenschaft untersucht. Die Autorin verfolgt die parallellaufenden Symptome der Auflösung und der Regenerierung der Organisation der Großfamilie und beweist konkret den engen Zusammenhang zwischen der Lebensform in der Großfamilie und der Warenproduktion der gemischten Wirtschaft (Ackerbau und Viehzucht); sie verweist auch auf die komplizierteren Formen der familiären Arbeitsorganisation beim Vorproletariat der Weinbaugebiete. Der Versuch, den gegebenen Quellentyp (Urbarium) mit neuartiger Methode zu bearbeiten wird dadurch ergänzt, daß neben den bisher üblichen allgemeinen statistischen Zusammenfassungen der Haushalt und die Familien individuell in 262 Tabellen untersucht werden.*

* Die hier veröffentlichte Rezension der 3—4. Nummer des Jahrganges 1958. der Történelmi Szemle wurde von J. Barabás verfertigt.

B. Surányi befaßt sich in seiner Studie *Kaufmannsgilde in Tyrnau im Jahre des Plintenburger Kongresses* (Jahrg. 1959, Nr. 3—4) mit dem Ausdruck »syldarii institores«, der in einer Urkunde auftaucht. Er ist bestrebt, diesen Ausdruck durch eine gutgewählte Methode und anhand der Analyse der damaligen wirtschaftlichen Verhältnisse zu interpretieren. Er hebt die Bedeutung der Warenproduktion des Weinbaugebietes um Tyrnau hervor und kommt zu dem Schluß, daß in dieser Stadt um das Jahr 1335 eine Kaufmannsgilde bestanden haben müsse.

In seiner Studie *Die Kreditverhältnisse des Adels im Komitat Bihar vor der Revolution des Jahres 1848* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2) legt J. Varga auf Grund einer auch methodisch außerordentlich geistreicher, vielseitiger geschichtsstatistischer Analyse der Protokolle der Komitatskongregationen sowie der In- und Extabulationsprotokolle und anderer Konskriptionen den Prozeß, die Gründe und das Ausmaß der Verschuldung des Adels dar. Der Autor erörtert und kategorisiert die hauptsächlichsten Kreditquellen, Kreditarten und Debitorengruppen. Auf dieser Grundlage vermag er von der Schichtung des Adels ein nuancierteres und genaueres Bild zu entwerfen. Schließlich stellt er fest, das die Besitzer von 100—500 Katastraljoch bzw. die besitzlosen, in Berufen der Intelligenz untergekommenen Adeligen verhältnismäßig am meisten verschuldet waren. Den Hauptgrund der schweren Verschuldung sieht er in den feudalen Gebundenheiten.

Aus diesem Themenkreis dürften die Studien internationales Interesse erwecken, die sich mit der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Struktur der *Österreichisch-Ungarischen Monarchie* befassen. Die Arbeit von T. Kolossa, *Daten zum Prozentsatz und zur Zusammensetzung des Agrarproletariats in der Österreichisch-Ungarischen Monarchie (1900)* (Jahrg. 1959, Nr. 1—2) ergänzt das statistische Material mit ethnographischen und geschichtlichen Daten und unterscheidet in den Donaumonarchie vier Typen des Agrarproletariats, die durch den kapitalistischen Entwicklungsgrad der Landwirtschaft in den einzelnen Provinzen bestimmt sind. Er zeigt, daß der Anteil des Agrarproletariats in den landwirtschaftlich entwickelteren Gebieten am größten war; während aber in den Alpenländern und in den böhmischen Provinzen der herrschende Typ der »Dienstbote« und Gutsknecht war, war es in Ungarn — infolge des eigenartigen »preußischen Weges« — der wandernde Taglöhner mit unsicherer Existenz. — In seiner Studie *Die Hauptmerkmale der kapitalistischen Entwicklung der Landwirtschaft in den südslawischen Gebieten der Österreichisch-Ungarischen Monarchie* (Jahrg. 1959, Nr. 3—4) stellt L. Katus auf Grund eines sehr sorgfältigen Vergleichs der Agrarverhältnisse und der Bevölkerungsstruktur fest, daß in der Herausbildung der südslawischen Bourgeoisie die kapitalistische Entwicklung der Landwirtschaft die entscheidende Rolle spielte und ihren Stempel auch der nationalen Bewegung aufdrückte. Nach der Analyse der feudalen Überreste bzw. feudalen Agrarverhältnisse, die die kapitalistische Entwicklung der Landwirtschaft in den einzelnen südslawischen Gebieten — die verschiedenen Typen und verschiedenen Entwicklungsstufen angehörten — hemmten, behandelt der Autor anhand reichhaltigen statistischen Materials die Hauptresultate der kapitalistischen Entwicklung der Agrarproduktion, die verschiedenen Typen der Entwicklung und schließlich den Zersetzungsprozeß der südslawischen Bauernschaft.

Richtige Anwendung der statistischen Quellenanalyse und der vergleichenden Methode charakterisiert die Arbeit von J. Puskás: *Die kapitalistischen Großpachten in Ungarn am Ende des XIX. Jahrhunderts* (Jahrg. 1959, Nr. 1—2). Die Autorin untersucht auf Grund einer vielfältigen Analyse der Betriebsstatistik des Jahres 1895 die Verbreitung der kapitalistischen Pachten. Dann vergleicht sie diese mit den Verhältnissen in England und Preußen und kommt zu dem Schluß, daß die ungarischen Verhältnisse den preußischen näher standen; die Verpachtung des Bodens diente auch in Ungarn dazu, den Wandel des feudalen Grundherrn zum kapitalistischen Unternehmer zu fördern. In einer zweiten Studie: *Beiträge zur Entstehung und zum System der Kriegswirtschaft in Ungarn*

zur Zeit des ersten Weltkrieges (Jahrg. 1958, Nr. 1—2) stellt die Autorin fest, daß die Regierung während der ersten zwei Kriegsjahre nur akzidentiell in das Wirtschaftsleben eingriff: die Anzeichen der Erschöpfung, die sich im Herbst des Jahres 1916 zeigten, zwangen sie jedoch zu energischen Maßnahmen, zur Einführung der Kriegswirtschaft. Die erste umfassende Verfügung war die im Jahre 1916 erlassene Verordnung über die Pflichtablieferung des Getreides, deren Details und Auswirkungen anhand der Daten aus einem Komitat aufgezeigt werden.

Hier kann auch der Bericht von S. Orbán und M. M. Somlyai über die *Agrarumgestaltung in der DDR 1945—1955* (Jahrg. 1959, Nr. 3—4) erwähnt werden, der eine knapp gefaßte Übersicht über die Agrarverhältnisse vor dem Jahre 1945, über die Ergebnisse der Bodenreform und über die Fortschritte der sozialistischen großbetrieblichen Bodenbewirtschaftung in der DDR gibt.

Der Diskussionsbeitrag von Gy. Szabad *Fragen der Umwandlung der gesellschaftlichen Struktur im Zeitalter des Absolutismus* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2) widerspiegelt die gründliche Kenntnis des Tatsachenmaterials und der Probleme und ist auch wegen der allgemeinen Feststellungen und der zu weiteren Ideen anregenden Gesichtspunkte erwähnenswert.

Die Zeitschrift widmet — wahrscheinlich auf Grund bewußter Überlegung der Schriftleitung — der politischen Geschichte große Aufmerksamkeit, hauptsächlich den Studien, die *die europäischen Zusammenhänge* der ungarischen sozial-politischen Entwicklung aufzeigen und sich mit *neuzeitlichen* Fragen befassen. Dieses Bestreben ist durchaus richtig und begründet, bildeten doch die »hungarozentrische«, provinziale Anschauung und die Vernachlässigung der neuzeitlichen Probleme einen jahrzehntealten Fehler unserer Geschichtswissenschaft.

Die Studie von L. Elekes, *Über einige Fragen der Zentralisierung der mitteleuropäischen feudalen Staaten* (Jahrg. 1959, Nr. 3—4) polemisiert mit dem Referat von F. Hartung und R. Mousnier: Quelques problèmes concernant la monarchie absolue, das für den X. Historikerkongreß zu Rom im Jahre 1955 verfaßt wurde, und will die allgemeinen Züge und die lokalen — in erster Reihe osteuropäischen — Eigenheiten der europäischen Zentralisation und des Absolutismus bestimmen. Elekes betrachtet den Absolutismus als die höchste erreichbare Form der Entwicklung des feudalen Staates, in dem die höchste Gewalt — im Interesse der feudalen herrschenden Klasse — vom Monarchen und der von ihm abhängigen Bürokratie ausgeübt wird, wobei sich der Herrscher in großem Maße auch auf das aufkommende Bürgertum stützt. Elekes gibt dann eine Übersicht über die verschiedenen Grade und Formen der Entwicklung des feudalen Staates, macht beachtenswerte Feststellungen über die Gründe der Zurückgebliebenheit und über die Eigenheiten der osteuropäischen absolutistischen Entwicklung und stellt fest, daß der Zentralisierungsprozeß in den europäischen feudalen Ländern als gesetzmäßige Tendenz in Erscheinung trat, daß es jedoch von den lokalen Umständen abhing, ob er, vorherrschend geworden, sämtliche Entwicklungsstufen durchlief und bis zum Absolutismus gelangte, oder aber in den Anfängen steckenblieb. Ähnliche Probleme wurden in der Debatte behandelt, die auf Grund des Referats von E. Niederhauser *(zur Frage der osteuropäischen Entwicklung*, erschienen in den Studia Slavica, Jahrgang 1958, Nr. 3—4, S. 359—371) im Institut für Geschichtswissenschaft stattfand. Der Bericht über diese Debatte, *Über die Eigenarten der Entwicklung der osteuropäischen Länder im Zeitalter des Feudalismus* (Jahrg. 1959, Nr. 3—4) summiert übersichtlich den Standpunkt der einzelnen Diskussionsredner über die Eigenart der osteuropäischen feudalen Entwicklung, über die Abweichung von der westeuropäischen Entwicklung, über die Unterbrechung des Entwicklungsprozesses im XVI—XVII. Jahrhundert, über die Entstehung und die eigenartige Entwicklung der osteuropäischen multinationalen Reiche, über die Bedeutung und die Typen des Agrarkapitalismus usw. Zu diesem Themenkreis gehört die Studie von E. Niederhauser, *Die Leibeigenenbefreiung und die nationale Frage in Osteuropa* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2), die neben

den gemeinsamen charakteristischen Zügen hauptsächlich die nationalen Eigenheiten und die Konflikte zwischen nationaler und sozialer Frage bei den Polen und bei den unterdrückten Völkern der Österreichisch-Ungarischen Monarchie aufzeigt.

Die Zeitschrift gewährt auf dem Gebiete der politischen Geschichte auch den Problemen *der Österreichisch-Ungarischen Monarchie* einen großen Raum. Die teoretische Studie von V. Sándor: *Der Charakter der Abhängigkeit Ungarns zur Zeit des Dualismus* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2) bestimmt — auf die Klassiker des Marxismus gestützt — den Begriff »Kolonie« und stellt fest, daß in wissenschaftlichem Sinne in der Donaumonarchie weder von einer kolonisierenden noch von einer kolonisierten Nation gesprochen werden könne, und dies bezieht sich sinngemäß auch auf den früher oft gebrauchten Ausdruck »halbkolonial«. Der Autor verwirft den Terminus: »halbkoloniale« Abhängigkeit Ungarns von Österreich, hält sogar die Definition »Abhängigkeit« für ungenau und schlägt vor, den Terminus »Abhängigkeitssystem des dualistischen multinationalen Staates« zu gebrauchen.

Mit den Problemen und der Labilität der politischen Struktur der Österreichisch-Ungarischen Monarchie befaßt sich die Studie von P. Hanák: *Probleme der Krise des Dualismus am Ende des XIX. Jahrhunderts* (Jahrg. 1959, Nr. 1—2). Von der Feststellung ausgehend, daß die rückständige, multinationale Habsburgermonarchie nach der Entfaltung der bürgerlichen Entwicklung bereits in der Epoche der bürgerlichen Revolution in eine schwere Krise geriet, stellt Hanák fest, daß das durch den Ausgleich von 1867 geschaffene dualistische System — unter den günstigen internationalen und inneren Verhältnissen — die Grundprobleme der Krise der Donaumonarchie nur zeitweilig in den Hintergrund drängen konnte, ohne sie jedoch zu lösen. Um die Jahrhundertwende änderten sich die früheren geschichtlichen Verhältnisse radikal, so daß die Mittel und Methoden zur Aufrechterhaltung des Dualismus geschwächt wurden, die gesellschaftlichen und nationalen Gegensätze sich von den Neunzigerjahren an immer mehr verschärften und zur Vertiefung der Krise führten. Ein anderer Beitrag desselben Autors, *Schriften zur Geschichte der ungarischen Regierungskrise in den Jahren 1894—95* (Jahrg. 1959, Nr. 3—4), bringt die im Wiener Staatsarchiv und im Ungarischen Staatsarchiv aufbewahrten wichtigsten Schriften über die Krise des Kabinetts Wekerle und beweist anhand dieser Belege, daß die Regierungskrise auch ein Zeichen dessen war, daß es immer schwieriger wurde, das dualistische System unverändert aufrechtzuerhalten.

I. Gonda befaßt sich in seinem Artikel *Einige Bemerkungen zu R. A. Kanns Buch »The Habsburg Empire«* (Jahrg. 1959 Nr. 3—4) ebenfalls mit den grundlegenden Schicksalsproblemen der Monarchie; er verwirft die Konzeption und die Begriffskonstruktionen Kanns, bezeichnet sie als unwissenschaftlich und hält sie für »Aktualisierung« im Interesse der NATO-Politik. Im Gegensatz zu Kann hebt er die zum unausweichlichen Zerfall der Monarchie führende Rolle der wirtschaftlichen und sozialen Kräfte hervor und stellt fest, daß die Habsburgermonarchie durch keinerlei Umwertung der Begriffe idealisiert und als Beispiel hingestellt werden könne.

Wichtige Momente des zweiten Weltkrieges beleuchtet L. Zsigmond in seinem Beitrag *Zwei Daten. Zur Vorgeschichte der ungarischen Kriegserklärung (27. Juni 1941) und der Besetzung des Landes durch die Deutschen (19. März 1944)* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2). Der Autor ergänzt die Aussage des Generals Paulus vor dem internationalen Militärgerichtshof in Nürnberg mit Daten aus ungarischen Archiven und mit sonstigem Quellenmaterial und beleuchtet die Umstände des Kriegseintritts Ungarns und bringt in ungarischer Übersetzung den deutschen Plan zur Besetzung Ungarns im Jahre 1944, den er der Dokumentensammlung des Kriegsverbrecherprozesses entnimmt.

Auf dem Gebiete der politischen Geschichte Ungarns widmet die Zeitschrift der Erforschung *der internationalen Beziehungen* ein besonderes Augenmerk. So behandelt die Studie *Rákóczi und der Vatikan — Die Mission des Abtes Brenner bei Papst Clemens*

XI. 1707—1708 (Jahrg. 1959, Nr. 1—2.) von K. Benda die diplomatische Aktion Franz Rákóczis II., um vom Vatikan die Anerkennung dessen zu erreichen, daß der ungarische Freiheitskampf berechtigt war. Die Mission Brenners blieb jedoch infolge der Verbindungen des Papstes zu den Habsburgern erfolglos. Gy. Spira bringt in seinem Beitrag *Der letzte Artikel der Neuen Rheinischen Zeitung über den ungarischen Freiheitskampf* (Jahrg. 1959, Nr. 1—2) in ungarischer Übersetzung mit textkritischen Bemerkungen den am 18. Mai 1849 erschienenen Artikel von Engels, der die Aussichten des ungarischen Freiheitskampfes gründlich analysiert.

Die Studie *Die Wende in der Laufbahn des János Balásházy* von I. Barta (Jahrg. 1958, Nr. 1—2) behandelt die Laufbahn eines frühen Vorkämpfers der bürgerlichen Umgestaltung in Ungarn, eines Initiators der bürgerlichen Reformen, der dann der Politik den Rücken kehrte und sich der landwirtschaftlichen Publizistik widmete. Als Grund für diese Wandlung bezeichnet der Autor den Konflikt, der aus einer im Jahre 1833 geschriebenen Arbeit Balásházys entstand und zu seiner Verfolgung und seinem finanziellen Zusammenbruch führte. Im Beitrag *Ein unveröffentlichter Artikel von Mihály Táncsics über die Pressefreiheit und die Zensur* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2) behandelt A. Vörös — im Rahmen der kurz skizzierten Laufbahn von Táncsics — den Inhalt der im Jahre 1834 abgefaßten Flugschrift und ihre nachteiligen Folgen für Táncsics.

Anläßlich der vierzigsten Jahreswende befaßt sich die Zeitschrift in mehreren Artikeln mit den Fragen der *Räterepublik Ungarn.* E. Molnár behandelt in seinem Artikel *Die historische Bedeutung der Ungarischen Räterepublik* (Jahrg. 1959, Nr. 1—2) in erster Reihe die prinzipiellen Fragen der Diktatur des Proletariats. K. P. Szokolay illustriert in ihrem Beitrag *Die polnische kommunistische Presse über die Ungarische Räterepublik* (Jahrg. 1959, Nr. 1—2) mit vielen Presseauszügen diese beispielhafte Begründung der Ideen des proletarischen Internationalismus. Zs. L. Nagy untersucht in ihrer Studie *Über die Vorgeschichte der Räterepublik in Transdanubien (Januar—März 1919)* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2) unter den inneren Faktoren, die zur Entstehung der Proletarierdiktatur führten, die Machtübernahme in der Verwaltung und zeigt, daß in den ersten Monaten des Jahres 1919 in mehreren Komitaten die Vertreter der organisierten Arbeiterschaft die Schlüsselpositionen in den Verwaltungsbehörden besetzten. Obwohl sich in diesen Aktionen politisches Bewußtsein zeigte, war sie doch nicht von entsprechender revolutionärer Organisation unterstützt.

Ein interessantes und wertvolles geschichtliches Dokument ist der Rückblick I. Duczynskas, einer der führenden Persönlichkeiten des Galilei-Kör (Galilei Kreises) und später der revolutionären Linken, *Über die Vorgeschichte des Streiks im Monat Januar 1918* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2). Der Artikel erhellt die Tätigkeit der »Zimmerwalder Gruppe« in Ungarn und bringt mehrere bisher unbekannte Details über die revolutionären Kämpfe in den Jahren 1917—1918.

Die Studie *zur Frage des Gegensatzes zwischen Großgrundbesitz und Großkapital (Agrarier — Merkantilisten) in den Jahren 1919—1925* (Jahrg. 1959, Nr. 1—2) von Gy. Ránki und I. Berend ist eine einfallsreiche Analyse der politischen Kräfteverhältnisse und wirtschaftlichen Interessen und zeigt, daß die Gegensätze zwischen Agrariern und Merkantilisten, die um die Jahrhundertwende zutage traten, im Jahre 1919 schon viel von ihrer Schärfe verloren hatten, weil durch den Zerfall der Monarchie das Agrarierprogramm seine Basis verloren hatte. Dies bestätigt auch der ungarische Zolltarif aus dem Jahre 1924, dessen industrieförderndder Charakter nicht die Verdrängung der Agrarinteressen bedeutete, weil in der gegebenen Lage Großgrundbesitz und Finanzkapital in wesentlichen Punkten der Zollpolitik zu einer Einigung gelangten.

Der Beitrag von M. M. Somlyai, *Dokumente über die Bestrebungen der Armbauern jenseits der Theiß hinsichtlich der Aufteilung des Bodenbesitzes (1945)* (Jahrg. 1958, Nr. 1—2) zeigt, welche Schwierigkeiten die Armbauern zu Beginn des Jahres 1945 in ihrem Kampfe um Grund und Boden, und nach der

Bodenreform weiterhin führen mußten, um ihn auch zu behalten. Die Studie von M. Laczkó, *Aus der Geschichte unserer Volksdemokratie* (Jahrg. 1959, Nr. 3—4) ist ein Teil einer größeren Zusammenfassung des Autors über die Geschichte des ungarischen Volkes und bearbeitet den Zeitraum von Mai 1945 bis Januar 1947. Der Autor befaßt sich mit dem Kampf, der um den wirtschaftlichen Wiederaufbau des Landes, um die Verteidigung und Fortführung der volksdemokratischen Errungenschaften, sodann um den Sieg der Arbeitermacht und der sozialistischen Umgestaltung geführt wurde, wobei die Parteikämpfe und Massenbewegungen des behandelten Zeitabschnittes eine lebendige Darstellung erfahren.

Die Zeitschrift wird durch die Beiträge über die Diskussionen im Institut, die wissenschaftlichen Tagungen, die Zeitschriften der verwandten Disziplinen, die wichtigeren Bücher, ferner über die Ergebnisse der Geschichtswissenschaft im Ausland abwechslungsreicher und durch das regelmäßig beigegebene Repertorium ausländischer Zeitschriften für die Forscher noch wertvoller gestaltet.

Wir waren bestrebt, die beiden bisherigen Jahrgänge der *Történelmi Szemle* detaillierter zu besprechen, wobei auch auf den Inhalt der einzelnen Studien eingegangen wurde, und uns persönlicher Bemerkungen und Kommentare möglichst zu enthalten. Wir hoffen, daß die Auffassung, die neuen Bestrebungen und Ergebnisse der Zeitschrift auch aus dieser Besprechung ersichtlich werden. Falls der Leser in der Lage ist, die einzelnen Studien zu überblicken, kann er sich möglichenfalls auf Grund der deutschen, französischen und russischen Zusammenfassungen orientieren und selbst davon überzeugen, daß die Bestrebungen der ungarischen Historiker, die marxistische Theorie und Methode vertiefter und vielseitiger anzuwenden, das immer reicher erschlossene Material mit neuen Methoden und anspruchsvolleren Lösungen in entsprechende Formen zu fassen, die Schranken sowohl der dogmatischen als auch der »hungarozentrischen«, provinzial-nationalistischen Anschauung zu überwinden und die Geschichte ihres Vaterlandes in die vielseitig erfaßten allgemeinen Zusammenhänge einzubetten, nicht erfolglos geblieben sind.

Die bisherigen Jahrgänge der *Történelmi Szemle* haben sich als gute Förderung und ernstes Forum dieser Bestrebungen erwiesen.

P. Hanák

Hungary and World War II. Secret Diplomatic Documents concerning the Antecedents and History of the War

"Kossuth" Publishing House, Budapest, 1959. 550 pages.
(Documents compiled and the introductory studies written by Magda Ádám, Gy. Juhász and L. Kerekes).

Hungarian historiography redeems an obligation of long standing by the publication of archive material regarding Hungary's foreign policy during World War II. The volume under review — edited by the staff of the Institute of Historiography and based mostly on documents selected from the archives of the Hungarian Foreign Ministry — has the object to inform the general public about the most important aspects of the war as seen from a Hungarian point of view. By publishing more than 150 documents and by completing them with partly recapitulatory and partly supplementary introductions, the editors wanted to offer a popular survey of Hungary's foreign policy from 1933 to 1945, and it must be admitted that, on the whole, they have been successful in their attempt. Most of the documents contained in the volume are highly interesting and give a truthful overall picture of the most important phases of Hungary's policy before and during the war. Gaps in the documents of the Hungarian Foreign Ministry have been adequately filled by material taken from other archives and, in its absence, by quotations from the

pertinent literature. A perusal of the work will undoubtedly enable the reader to obtain a true and reliable picture of the ruinous policy pursued by the Hungarian ruling classes. Besides, the work will — so we think — promote a historical analysis of the period in question by the publication of those documents which throw light upon episodes that have hitherto been unknown even to experts.

The main body of the volume, consisting of nine chapters, is preceded by an interesting introductory study written by L. Zsigmond on the occasion of the 20th anniversary of the outbreak of World War II. The editors followed a widespread international usage in choosing the year 1933, the access of German Fascism to power, as starting point.

The first chapter, written by L. Kerekes, bears the title "The path to war" and presents a summary of the events from Hitler's coming into power to Austria's annexation. The very first document of the volume is a letter addressed by Gömbös to the Minister of Foreign Affairs in which the latter is requested to instruct the Hungarian Minister in Berlin that he should compliment Hitler on his appointment as Chancellor and do his best with a view to establishing a close collaboration with him. (The introductory study contains references to earlier relations between Hitler and Gömbös.) Worthy of note is further Sztójay's report from 1936 in which the possibility of a Hungaro—German joint action against Czechoslovakia is suggested. The memoranda dealing with the conversations of Darányi and Kánya with Ciano in May, 1937, and with Göring in October of the same year present a very interesting and clear summary of Hungary's foreign policy. Of equal significance is the note registering a a conversation with Hitler in October, 1938: it resulted in an agreement against Czechoslovakia. This is, by the way, a document that has already been published. Let us note further an interesting report of the Consul General in Munich which deals with matters bearing on the "Anschluss".

Yet on the whole, the arrangement of the chapter is open to criticism on many scores. It would have been, for instance, necessary to include Hitler's reply to Gömbös. The volume does not pay due regard to the visits of Gömbös in Berlin. While his call on Hitler in 1933 is mentioned in connection with a report made by Rosenberg on the activities of the foreign department of the NSDAP, the conversation between Hitler and Gömbös in 1935 is entirely disregarded in the volume. (It is to be regretted that the work omits to correct a mistake contained in Rosenberg's report: it was — as is known — not in September but in June, 1933, that Gömbös attended the review of Nazi troops at Erfurt.) If, in connection with the conversation in June, 1933, no documents were available in the Hungarian material, the editors ought to have resorted to those of the German Foreign Office, although there can be no doubt that at least documents containing indirect references to this event could have been found in the Hungarian material quite as well.

The next two chapters of the volume under review, compiled by Magda Ádám, comprise the most important documents of Hungary's foreign policy in respect of the Czechoslovak problem. They contain, among others, Kánya's letter of April 5, 1938, addressed to Sztójay in which he writes that "Czechoslovakia will be the scene of very important happenings within not very long". He invites the Hungarian Minister to discuss with Ribbentrop the possibilities of a German—Hungarian co-operation in an assault upon Czechoslovakia. Another document contains a report of Hóry, Hungary's Minister in Warsaw: it gives account of his dealings with the Polish General Staff concerning a division of Czechoslovakia. A telegram, written by Kánya, reveals the co-operation between the Sudeten-German Nazis and the Hungarian Party of Slovakia. The other documents date from the time of the September crisis and present a clear picture of how the Hungarian Government were endeavoured to aggravate Czechoslovakia's position by further demands.

The award of Munich made it perfectly evident that the Western Powers had given

up Czechoslovakia and that — to divert German aggression to the East — they had abandoned Southeast Europe to German imperialism. This encouraged the Hungarian ruling circles to voice their reactionary demands more and more openly and to seek Hitler's full support. Such tendency is well observable from the documents. Claims impossible of realization were formulated against Czechoslovakia. A passage from Miklós Kozma's diary reveals the activities of a government organization for the propagation of sabotage acts. We learn from the next document that Csáky visited Mussolini in the middle of October and won the latter's support. Simultaneously, negotiations were in progress with the Germans as well, and the well-known first Vienna Award was brought after the Western Powers had renounced their right of arbitration.

Numerous as the interesting documents are which the work contains in respect of this period, and much as they help the lay reader to get an inkling of the pertinent events we must raise certain objections to the introductory essay and especially in connection with the documents published in the volume. It would appear from certain passages of the work as if Hitler's suggestion to concentrate revisionist demands upon Czechoslovakia had been adopted by the Hungarian politicians only as late as the beginning of 1938, while — in reality — Hitler's tactics had already been approved in essence by the second government of Gömbös. It would be rather surprising if the editors of the work had been ignorant of such earlier trends in Hungary's foreign policy, since the volume actually contains a document from 1937 in which it is expressly stated by Kánya that the government has adopted Hitler's ideas regarding revisionist demands.

Besides, a more complete documentation would have been necessary. It is surely regrettable that the reader has no occasion to see the protocol which records Darányi's conversation with Hitler on October 14, 1938, one which illustrates strikingly that, after Munich, the Hungarian government was making all kinds of economic and political sacrifices to court favour with Hitler and the Nazis.

Much more satisfactory is that part of the volume which deals with the final liquidation of Czechoslovakia. Both the selected documents and the concise introductory essay afford a complete picture of the most significant events of this period. Especially noteworthy is the material that shows the manner in which the Hungarian government prepared the incorporation of Carpathian Ukraine in November, 1938. The Foreign Office documents which bear on this question are happily supplemented by a passage quoted from Miklós Kozma's diary. After presenting the German and Italian démarche of November 20, 1938 which made the November action impossible, the volume throws light on the most characteristic movements of Hungary's foreign policy, and gives a vivid illustration of how Horthy, by complete subservience, succeeded in getting Hitler to agree with the annexation of Carpathian Ukraine. We regard the conversation between Hitler and Csáky on January 16, 1939, as being of especial importance in this respect; the text of this conversation has already been published in the Hungarian language but is hardly known to the public. The introductory study presents a good summary of the documents and supplements them with information from other sources in a very instructive manner. There is only a single error which we think should be registered. It is a mistake to associate Hungary's adherence to the anti-Comintern Pact with the conversation between Hitler and Csáky: this conversation took place not on the 9th but the 16th of January, *i. e.* three days after Hungary had, in accordance with the December negotiations between Ciano and Csáky, joined the anti-Soviet pact.

The outbreak of World War II or, more precisely, the fact that Germany had attacked Poland, the ally of Hungary's ruling classes, and that, thus, Hungary found herself in conflict with the Western Powers instead of the Soviet Union, was rather embarrassing for the Hungarian government. The documents selected by Gy. Juhász, as also his

concise summary, show the vacillation of Teleki's government very instructively: the letters of July 24 and their withdrawal, for example, reveal the endeavour to avoid a direct conflict with the West. Highly interesting is Csáky's letter of April 27, 1939, to Hungary's military attaché, L. Szabó, in which the idea is raised that, if Hungary were not to participate in the German attack on Poland, she could nevertheless assist the German action by attacking Rumania. Equally characteristic are the reports of Barcza, Hungary's Minister in London, on British politics, on the spread of the policy of appeasement and on the anti-Soviet designs. We think it was a grave omission on the part of the editors not to have included in the volume a few documents regarding Hungary's ideas in respect of the Soviet—Finnish war.

Both the material and the summary concerning the second Vienna Award (compiled and written, respectively, likewise by Gy. Juhász) are of a pioneering character. Hungarian historiography has hitherto been barren in this respect, while the documents presented by Juhász convey a true picture of the policy pursued by both the Hungarian and the German governments in respect of Transylvania. Worthy of especial note are a letter of Teleki to Hitler and a protocol containing a conversation of Teleki with Hitler and Ciano in July, 1940. A still more vivid picture of Germany's foreign policy could have been obtained by the readers if, by utilizing the publications of the German Foreign Office, the editors had also informed them of Hitler's declarations addressed to Rumania. The Hungarian government is known to have finally accepted Germany and Italy as arbitrators although it must have been fully aware that the expected enlargement of the country's territory would carry onerous consequences. Indeed, Hitler was very prompt in presenting his bill. The price Hungary had to pay was the agreement which — in direct pursuance of the second Vienna Award — granted special privileges to the German minorities in Hungary. A step still further in this direction was Sztójay's report of September 10 which contained Hitler's friendly advices regarding the further development of Hungary's domestic and foreign policy. Sztójay's suggestions, made in accordance with his conversation with Hitler, were these:

„(i) First of all, Hungary has to stick to Germany unwaveringly.

(ii) Expressions of satisfaction and gratitude in connection with the Vienna Award must not be restricted, and no criticism in this respect should be tolerated.

(iii) The southeastern peace must not be jeopardized.

(iv) Germany has to be supported with raw materials and food stuffs even beyond the scope of the agreement, and even at the price of *sacrifices*. Visible sacrifices have to be made, and certain restrictions introduced, *i. e.* the rationing of flour and bread. I have, by the way, touched upon this subject in my conversation with Minister Nickl who shared my opinion. We must precede in this respect Rumania which will undoubtedly try to win over the axis powers.

(V) All obligations undertaken in respect of the German minorities have to be fulfilled completely and promptly, and good relations to their leaders have to be established."

Hitler's "advices" were soon enacted by the Hungarian Parliament. As a return for the Vienna Award, Hungary joined the Three-Power Part.

Henceforth, the path of Hungarian politics leads, through the assault on Yugoslavia, in a straight line to the war against the Soviet Union. Those parts of the work which, compiled or written by L. Kerekes, deal with this period draw a true picture of the decisive events that occurred during this sombre epoch of Hungarian history. The Hungarian government made a pact of eternal friendship with Yugoslavia at the end of 1940, and — though the introductory essay points rightly to the contradictions of the agreement — it is to be regretted that no document bearing on it has been included in the work. Pact or no pact, Horthy gave Hitler an affirmative reply when the latter proposed joint military action against Yugoslavia on March 27, 1941. Prime

Minister Teleki, while dissenting from Horthy's decision, did nothing to prevent the attack and committed suicide when he realized the bankruptcy of his policy. His last notes — found among the documents kept by Horthy's Chef de Cabinet and published now for the first time — reveal clearly that the Hungarian government was busily preparing the perpetration of this infamous action. Horthy, as is evident from his letters to Mussolini and Hitler, included in the work, could not be induced to change his attitude, at least not essentially. Of equal interest is that part of the volume which deals with the antecedents of the declaration of war on the Soviet Union. Kerekes, responsible for this part, succeeded in selecting the most important pertinent documents from which it is obvious that, initially, the Germans did not count with Hungary's participation in the military operations, while Werth's memorandum and Sztójay's report leave no doubt as to that the extreme pro-German elements of the ruling class were in favour of a military intervention right from the beginning. Both the introductory study and the selected documents give a vivid picture of how the idea of Hungary's joining the war had come to dominate the mentality of government circles. The documents reveal furthermore hitherto unknown episodes, *e. g.* the doings of General Himler, the liaison officer of the OKW in Hungary, about the declaration of war. (It is in his report on Werth's activities that Bárdossy mentions these intrigues.) The publication of Sztójay's various pertinent reports is likewise of historical value.

It is largely due to external circumstances, the annihilation of the major part of the archive of the Foreign Ministry, that the scientific level of the two concluding parts of the work is inferior to that of the preceding chapters.

The documents, selected from the reports sent by Kállay's government to the neutral countries, show the half-hearted attempts of Hungary at the conclusion of a separate peace with the Western Powers. Passages from the protocols of the meetings of the Cabinet Council reveal the reasons which induced the Hungarian government to refuse the German request for a participation of Hungarian troops in the occupation of the Balkans. As of especial importance do we regard a report of Sombor-Schweinitzer on the activities of the Hungarian parties of the extreme right, on the organization of Imrédy's party in particular. This document is an additional confirmation of the supposition that, in 1943, it was still Imrédy's "Party of Hungary's Renewal" and not the Hungarian Arrow-Cross Party (*i. e.* the Nazi party of Hungary) which the Nazis of Hitler regarded as that internal power upon which they were to rely in case of need. We regret that both the documents and the brief introduction make but a cursory mention of the year 1942. We think that precisely the scantity of the Hungarian material should have induced the editors to complete this chapter by evidence offered in the published material of the criminal proceedings of Nuremberg. The protocol drawn up at the conference of Horthy and Hitler in the spring of 1943, further the report of Vesenmeyer on the political situation in Hungary in 1942 should have surely been included in the volume. Our objections to the last chapter are of a similar kind. The documents contained on this chapter are highly interesting. The plan drawn up for the occupation of Hungary by the Germans makes it clear that a legalization of the German occupation by Horthy was extremely important for the Nazis.

The cowardly and irresponsible attitude displayed by Horthy and his circle during this critical period of the country becomes still clearer if we read the notes of Ferenc Szombathelyi concerning the negotiations at Klessheim in March, 1944.

A perusal of the protocols drawn up at the meetings of the Cabinet Council on August 25 and September 8 will show everybody that not even after the withdrawal of Rumania were Hungary's ruling classes capable of judging the situation soberly. Their fear of the people and the Soviet Union made them unable to secede from the war and to turn against German Fascism. Even as late as the 8th of September did the Cabinet Council pass

the following unanimous resolution: "As against the opinion expressed in yesterday's Crown Council that — if the German help does not arrive within 24 hours — we were to ask for an armistice, the Cabinet Council held on this day has come to the unanimous decision that — if the Germans keep their promises and if in accordance with these promises the German help will arrive in a few days, further if the Germans are ready to guarantee the fulfilment of their promises — Hungary is willing to continue the war for the time being and will not hurriedly decide upon whether or not to solicit armistice from the Allied Powers."

It is very regrettable that documents regarding this important period are so few in number. Seeing that this part of the work is no longer based on Foreign Office material, a much more detailed picture of the year 1944 could have been drawn if the editors had resorted to other sources. The fact that the work contains no documents bearing on the details of the German occupation, the deportation of Jews, etc., is surely open to criticism. Nor can we approve of the fact that the volume finishes with the 16th of October and has nothing to say of the reign of the Arrow-Cross Party.

Having thus surveyed the contents of the work under review, we want to draw attention to some general problems of methodology. We have already praised the editors for having taken into account the popular character of the volume and having, for this reason, supplemented the documents obtained from the archives by other — already published — material wherever and whenever such supplementation appeared to be necessary. What we must object to is that the selection of these other sources was not executed with sufficient care. Acts of Parliament are quoted from the Külügyi Szemle ("Review of Foreign Affairs") instead of the Corpus Juris; Kállay's address to the Parliament should have been reproduced from the Journals of the Parliament and not from the aforesaid Külügyi Szemle. To some extent, these remarks apply to the foreign material as well. It would have been advisable to rely (until 1940 at least) on the documents of the German Foreign Office instead of utilizing second-hand material. The manner of documentation seems to be objectionable from the archivist's point of view, and criticism is likewise justified in connection with the contents of the annotations. (The notes even contain a few errors, *e. g.* the date of the codicil to the Hungaro—German Trade Agreement, etc.)

It should be understood that, notwithstanding these shortcomings, the work — as a whole — merits praise. That the general public has received the volume with great attention and interest is an unmistakable proof of the fact that the Institute of Historiography was right in taking the initiative for the publication of documents relating to the second World War. To have compiled the first work of this kind is a deed for which great credit is due to L. Kerekes, Magda Ádám and Gy. Juhász.

Gy. Ránki

E. Ferenczy : Geschichte der Völker auf dem Boden Ungarns bis zur Landnahme

(Budapest, Gondolat-Verlag, 1958, 191 S.)

Ferenczy ist ein bekannter, verdienter Forscher des Altertums, und unter anderem auch der Altertümer Pannoniens. In diesem kurz gefaßten Buch überblickt er — alle wesentlichen Fragen behandelnd — alles, was der Wissenschaft bei ihrem heutigen Stande über die Urbevölkerung Ungarns, von den Anfängen der menschlichen Siedlung über das frühe Paläolithikum bis zur Landnahme bekannt ist.

Das Buch kann auch dem Forscher nutzbringend sein, teils dadurch, daß der Verfasser bestrebt ist, in jeder Frage den heutigen Stand der wissenschaftlichen Forschung und

die noch zu bereinigenden Details festzustellen, andernteils durch das reiche wissenschaftliche Literaturverzeichnis, das in den Anmerkungen gebracht wird. Die reichen bibliographischen Hinweise beschränken sich nicht bloß auf das Quellenmaterial der im Text gegebenen Feststellungen, sondern sie können — besonders die ersten Anmerkungen der einzelnen Abschnitte des Buches — auch als Ausgangspunkt für die weitere, vertiefte Forschung dienen.

Die Struktur des Buches ist übersichtlich und klar. Nach einer kurzen Einleitung über die Urgeschichte, aus der wir das System ihrer Periodisierung kennenlernen, behandelt es — in chronologischer Reihenfolge, stets auf Grund der archäologischen Funde — die Kulturen des Paläolithikums, des Epipaläolithikums, des Mesolithikums und des Neolithikums, dann die Kupfersteinzeit, die Bronze- und Eisenzeit. Sodann folgen die auch aus schriftlichen Quellen bekannten Völker — die Kimmerer, die Skythen, Kelten. Nach der Römerzeit werden die Völker behandelt, die zur Zeit der Völkerwanderung (bzw. teilweise schon früher) hier gelebt haben, die Sarmaten, Hunnen, Awaren und Slawen.

Das Buch bezweckt, in allen einschlägigen Fragen ein dem gegenwärtigen Stand der Wissenschaft entsprechendes, sachliches Bild zu geben. Dies ist einer seiner Vorzüge, doch fühlt sich der Leser eben darum in seinen Erwartungen nicht befriedigt. Der Autor beschränkt sich auf die Rolle des eingeweihten Chronisten, versucht nicht die Unsicherheitskoeffizienten der unbereinigten Fragen zu verwischen und schreckt nicht davor zurück, einige endgültig noch nicht geklärte Fragen als solche zu bezeichnen. Solch einen vorsichtigen Standpunkt nimmt er auch in der umstrittenen Frage des Aufenthalts der Kimmerer in diesem Raum (S. 54), sowie in der illyrischen Frage (S. 48) ein (vielleicht wäre es möglich gewesen, in letzterer eineentschiedenere Stellung zu nehmen); eine sehr weise Zurückhaltung bekundet er in einzelnen Fragen der Geschichte und der Entwicklung der Awaren (S. 114); hingegen scheint seine Vorsicht hinsichtlich der Deutung der hunnischen *logades* (S. 172, Anm. 334) übertrieben zu sein, denn die von J. Harmatta den Mutmaßungen Thompsons gegenüber vorgebrachten Argumente (daß es sich in diesem Falle nicht um Angehörige der nationalen Aristokratie, sondern um Häuptlinge Attilas handelte) scheinen hinreichend überzeugend und anerkannt zu sein, um den Leser in diesem Sinne zu unterrichten. Im Textteil neigt übrigens auch der Autor der Interpretierung Harmattas zu.

Alles zusammengefaßt, erweist sich der Autor als ein verläßlicher und vorsichtiger Führer, der in den Fragen der Urgeschichte des heimischen Bodens vorzüglich orientiert ist. Der Leser — handle es sich um einen gebildeten Laien, einen Mittelschullehrer, einen angehenden oder fortgeschritteneren Forscher — kann sich getrost seinen Feststellungen anvertrauen und erhält vom Autor auch dann die notwendigen Anleitungen, wenn er sich mit einzelnen Fragen über die Feststellungen des Buches hinaus eingehender befassen will.

Der Umfang des Buches dürfte im vorhinein festgelegt worden sein, und es ist offenbar diesem Umstande zuzuschreiben, daß der Leser bei der Behandlung einzelner Fragen unbefriedigt bleibt, weil sie der Autor eingehender hätte besprechen können. So hätte er z. B. eben auf Grund des heimischen Fundmaterials über die totemistischen Vorstellungen und Riten der im Paläolithikum hier lebenden Völker (Bärentotem, Bestattungsriten) ein viel plastischeres Bild zeichnen können als die etwas schematisch wirkenden Feststellungen auf S. 23.

Über die frühen mediterranen Beziehungen des Karpatenbeckens, genauer Transdanubiens erhalten wir ein allzu summarisches Bild. Man hätte wenigstens einen Hinweis auf die Berührungspunkte mit dem archaischen Griechentum, namentlich mit Korinth erwartet, denn korinthische Vasen erschienen — wenn auch nur verstreut — bereits im VI. Jahrhundert v. u. Z. auf dem Gebiete Ungarns (siehe die vorzügliche, aus der Bibliographie scheinbar versehentlich ausgebliebene Studie von J. Gy. Szilágyi: A görögséggel való érintkezés nyomai Magyarországon [Spuren des Kontaktes mit dem Griechentum

in Ungarn], Antik Tanulmányok, Jahrg. 1955, S. 45 ff.).

Der Aufenthalt der Römer in Pannonien wird im Verhältnis zu seiner Bedeutung am wortkargsten behandelt. Möglich, daß der Autor den Anschein einer »romzentrischen« Anschauung vermeiden wollte, und deshalb diese Epoche relativ kurz bespricht. Wir haben das Gefühl, daß dieser bündige Abschnitt des Buches die objektive Bedeutung dieser Epoche in der geschichtlichen Entwicklung Pannoniens nicht genügend zur Geltung bringt. Der Autor, ein verdienstvoller Forscher der römischen Geschichte, hat vielleicht ein zu großes »sacrificium intellectus« gebracht, wenn er die im Mittelpunkt seines Interessenkreises stehende Epoche kürzer behandelt, als er auf Grund seines Wissens es hätte tun können.

Wir denken hier in erster Reihe daran, daß es wohl möglich gewesen wäre, über die inneren sozialen Verhältnisse des römischen Pannoniens ein reichhaltigeres, umfangreicheres, über die heute die Forschung beschäftigenden Fragen ein detaillierteres Bild zu geben. Es ist ein großes Verdienst des Verfassers, daß er bestrebt ist, das Bild des pannonischen Sklaventums auf Grund der neuesten Forschungen aufzuzeichnen (S. 69 ff.). Über die freien werktätigen Bewohner sagt er jedoch weniger, als erforderlich wäre. In Aquincum gab es eine ansehnliche Schicht freier Handwerker, in erster Reihe Töpfer, deren produktive Arbeit sowie soziale Verhältnisse von den heimischen Forschern weitgehend bearbeitet wurden (eine vorzügliche Zusammenfassung bot K. Póczy: Die Töpferwerkstätten von Aquincum, Acta Arch. Jahrg. 1956, S. 73 ff.). Eben deshalb sind die Erörterungen auf S. 71 ein wenig irreführend; der Autor beschreibt hier, in welchem Maße die Produkte des italienischen und später des germanischen und gallischen Handwerks (und eben der Keramik) das römische Pannonien überfluteten, wobei die Tatsache, daß bekanntlich das pannonische Handwerk nicht nur einen guten Teil der Nachfrage befriedigte, sondern auch für den Export arbeiten konnte, fast völlig verschwindet. Die Keramik Pannoniens, die ihre Blütezeit am Ende des II. und am Anfang des III Jahrhunderts erreichte, begann erst um die Mitte dieses Jahrhunderts, in erster Reihe infolge der Einfälle der Barbaren zu verfallen.

Es wäre wünschenswert gewesen, daß der Verfasser auch die Frage der Widerstandsbewegungen der pannonischen Bevölkerung — z. B. in welchem Maße die *latrones* in Pannonien tätig waren — eingehender behandelt hätte. In der ungarischen Forschung ist diese Frage in neuerer Zeit öfter aufgetaucht. Zusammenfassend wird sie von J. Szilágyi behandelt: »Barbár« betörések és belső harcok Aquincum terében (Tanulmányok Budapest múltjából), Budapest, 1956 S. 9 ff (Einfälle der »Barbaren« und innere Kämpfe im Raume von Aquincum [Studien über die Vergangenheit Budapests]). Seine Ergebnisse werden jedoch in der neuesten, zweifellos nach dem Erscheinen des Buches vom Ferenczy veröffentlichten Studie von J. Fitz als fraglich bezeichnet (Arch. Ért. Jahrg. 1958, S. 167 ff.). Jedenfalls wäre es wünschenswert gewesen, diese umstrittene, aber interessante Frage zumindest skizzenhaft zu behandeln.

Eine so bedeutsame innere Umgestaltung im späten pannonischen Altertum, wie die im III. Jahrhundert einsetzende Villa-Ansiedlung und der damit verbundene Verfall des städtischen Lebens (die Frage wurde im Jahre 1955 in der Ungarischen Akademie der Wissenschaften von den Archäologen eingehend erörtert) fehlt aus dem Buche ebenso, wie wir leider auch das Problem des Weiterlebens der pannonischen Städte im frühen Mittelalter, der ethnischen und kulturellen Kontinuität vermissen. Wahrscheinlich gelangte die Zusammenfassung von Gy. Székely (A pannóniai települések kontinuitásának kérdése [Die Frage der Kontinuität der pannonischen Siedlungen], Tanulmányok Budapest múltjából, Jahrg. 1957, S. 7 ff.) zur Zeit, als das Buch geschrieben wurde — das Nachwort trägt das Datum Dezember 1957 — noch nicht in die Hände des Verfassers; doch die vorangegangenen Diskussionen, angefangen vom Artikel Ambrus Pleidells (A magyar várostörténet első fejezete [Der erste Abschnitt der ungarischen Städtegeschichte] Századok, Jahrg. LXVIII, S. 283 ff.), der die

Diskussion auslöste, bis zur Diskussion in der Akademie dürften dem Verfasser mindestens so bekannt sein, wie dem Rezensenten. Eben darum müssen wir das fast vollständige Fehlen dieses objektiv wichtigen, aber auch weltanschaulich bedeutsamen und interessanten Fragenkomplexes bedauern. In dieser — unserer Ansicht nach übermäßigen Zurückhaltung glauben wir die Spuren gewisser positivistischer Abschließung und Beschränkung zu entdecken — was manchmal auch in anderen Erörterungen des Buches zum Vorschein kommt. So z. B. hätte der Verfasser spätestens bei der Behandlung des wirtschaftlichen Lebens der Völker der Eisenzeit über die Registrierung der Tatsachen hinausgehen können und — mit prägnanter Darlegung der grundverschiedenen wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung in Transdanubien und im großen Tiefland (dort war die Landarbeiter- und Handwerkerbevölkerung, hier die Lebensform von Reiternomaden vorherrschend) — den Einfluß der geographischen Umgebung, der Wirtschaftsregionen auf das Leben der Völker in den einzelnen Gebieten auch prinzipiell aufwerfen können.

Nicht ganz überzeugend ist es, was wir auf S. 81 über die Wandlung in der Verteidigungsstrategie im III. Jahrhundert und ihren Einfluß auf Aquincum lesen können. Es kann nämlich nicht bewiesen werden, daß die Organisierung der hinter der Grenzlinie geschaffenen mobilen Formationen mit dem Verzicht auf die Verteidigung der Limesgebiete gleichbedeutend gewesen wäre. Die organisatorische Absonderung der *limitanei*, der Formationen *ripenses-comitatenses* als bewußte heeresorganisatorische Neuerung erscheint erst unter Diokletian und wird erst unter Konstantin zum System; vor dem III. Jahrhundert kann höchstens fallweise von der Organisierung von Truppen im Hinterlande gesprochen werden. Und eben Diokletian, der erste Organisator von Truppen im Hinterland als Leibwache des Kaisers, war es, der im Interesse der Verstärkung des pannonischen Limes sehr viel getan hat. Die zweitrangige Behandlung der Verteidigung der Limesgebiete ist nur für die Zeit nach Konstantin bezeichnend, aber eben Valentinian, der an dem von Konstantinus geschaffenen Wehrsystem keine prinzipiellen Änderungen vornahm, sorgt ebenfalls weitgehend für die Verstärkung des pannonischen Limes.

Eine sorgfältige Revision seitens des Verfassers wird die nicht allzugroße Zahl der Versehen und Flüchtigkeitsfehler, z. T. auch Druckfehler (z. B. p. 93, ist statt der Jahreszahl 360 — 260 zu lesen!) leicht ausmerzen.

Diese kleineren Bemerkungen sollen und können den wiederholt hervorgehobenen Vorzügen des Buches keinerlei Abbruch tun. Das Buch von E. Ferenczy gibt in seiner Gesamtheit, in seinem umfassenden und sachlichen Vortrag der Tatsachen, in seiner die gesellschaftlichen Erscheinungen in den Vordergrund stellenden Anschauung, mit seinen imposanten bibliographischen Kenntnissen nicht nur einen überzeugenden Beweis von den Kenntnissen des Verfassers, sondern auch von dem Fortschritt in bezug auf Prinzipien und Tatsachen, den unsere Forschung in der Zeit nach der Befreiung den vorhergegangenen letzten Zusammenfassungen gegenüber aufweisen kann. Eine neue, vermehrte Auflage aber wird dem Verfasser wohl Gelegenheit bieten, auch die diesmal nicht oder nur ungenügend behandelten Fragen detaillierter, vollständiger zu behandeln. In diesem Falle wäre es angezeigt, dem Werk auch geographische Karten beizufügen, die bei der jetzigen Ausgabe leider fehlen.

I. Hahn

Compte-rendu de la session scientifique organisée à l'occasion du 10e anniversaire de l'avènement de la République Populaire de Chine

Les 12 et 13 octobre 1959, à l'occasion du 10e anniversaire de l'avènement de la République Populaire de Chine, la Chaire de Chinois et d'Asie Orientale de la Faculté des Lettres de l'Université Eötvös Loránd de Budapest avait organisé une session scientifique. La séance inaugurale eut lieu en présence de *Hao-De-tsin*, ambassadeur de Chine, et *A. Szobek*, membre du Présidium de la République Populaire Hongroise.

Dans son allocution d'ouverture, le professeur *L. Ligeti*, académicien, titulaire de la chaire, fit une analyse succinte de l'importance historique de l'avènement de la République Populaire de Chine, et traita ensuite de l'histoire de la sinologie en Hongrie, du travail actuel de la Chaire de Chinois et d'Asie Orientale et de ses tâches futures.

Les conférences et les interventions portèrent sur l'histoire moderne de la Chine, la littérature chinoise classique et moderne, ainsi que sur divers problèmes des minorités nationales de Chine. Dans ce qui suit, nous nous bornerons à exposer brièvement les communications historiques et les notes-annexes que l'on entendit à cette session.

La communication intitulé «Quelques particularités de la politique d'unité du Parti Communiste Chinois» fut présentée par *S. Józsa*. Le conférencier constata que, du point de vue de la révolution chinoise, le front unitaire dirigé par le Parti Communiste joue un rôle extrêmement important, le problème central de la révolution étant en effet celui de l'adhésion des couches moyennes. Il exposa ensuite que la force fondamentale du front unitaire chinois était également constituée par l'alliance ouvrière-paysanne. Il est remarquable que, au milieu de certaines circonstances historiques, la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie nationale, voire le groupe d'orientation anglo—américaine de la grande bourgeoisie et des propriétaires féodaux, sont capables de se rallier au front unitaire. Puis, le conférencier relata quelques épisodes de la politique de front unitaire pratiquée à l'égard de la bourgeoisie nationale.

Le Parti Communiste de Chine avait fondé sa politique sur l'enseignement de Lénine, selon lequel il existe entre les classes non seulement des antagonismes, mais également des rapports et des enchevêtrements complexes. C'est en observant cette doctrine qu'il a poursuivi sa politique à l'égard de la bourgeoisie nationale. Dans la phase démocratique de la révolution chinoise (1919—1949), il y eut en effet nombre de périodes dont les objectifs enthousiasmèrent la bourgeoisie nationale aussi. Ainsi, entre 1925 et 1927, à l'époque de la première guerre civile, elle fut animée par l'idée de la liquidation des groupes militaristes. Cependant, la peur de la révolution agraire, succédant à la campagne du Nord, et de la révolution populaire, peur à laquelle d'ailleurs l'effet du coup d'Etat contre-révolutionnaire de Tchang-Kaï-chek avait contribué, l'amena à rompre avec la révolution.

Cette bourgeoisie nationale se rapprocha à nouveau de la révolution à l'époque de l'agression japonaise contre la Chine, celle-ci menaçant tant ses biens que son existence même. C'est à cette époque que se démasqua aussi la politique du Kouomintang. Comme le souligna le con-

férencier, les conditions de la victoire de la révolution chinoise mûrirent définitivement au cours des huit années de luttes contre le Japon. C'est également dans ces années-là que la bourgeoisie nationale chinoise perdit ses illusions sur Tchang-Kaï-chek. Entre autres, ceci explique — dit-il — pourquoi dans la dernière phase de la guerre révolutionnaire, entre 1946 et 1949, le régime du Kouomintang, soutenu par les Américains, s'écroula aussi rapidement.

S. Józsa indiqua ensuite qu'en dépit de tous ses traits progressistes la bourgeoisie nationale ne fut qu'une figure secondaire dans la lutte que la classe ouvrière et la paysannerie menèrent pour la victoire de la révolution. Cette couche n'eut jamais de rôle politique indépendant. Toutes les tentatives de réforme de ses premiers représentants — les réformateurs du tournant du siècle – échouèrent. Son homme d'Etat le plus remarquable du XX^{e} siècle, Sun-yat-sen reconnut, après 1917, la nécessité de se rallier à l'Union Soviétique et au Parti Communiste; cet acte de pionnier fut le secret de sa grandeur. Cependant, la bourgeoisie nationale est caractérisée par ce mélange particulier de traits progressistes et rétrogrades qui lui donnent sa «double-face». C'est à cette caractéristique que le Parti Communiste dut adapter sa politique de front unitaire qu'il sut assurer par «l'application simultanée de la politique de lutte et d'alliance».

En effet, la bourgeoisie nationale chinoise était une classe exploiteuse. Des liens assez frèles la reliaient aux seigneurs terriens féodaux. Et ceci la rendait hésitante. La lutte contre ces traits est bien entendu une lutte de classes, même si elle a lieu à l'intérieur du front unitaire. En même temps, la bourgeoisie nationale avait aussi sympathisé avec la révolution démocratique nationale, ce que le Parti Communiste prit en considération quand, dans les organes du pouvoir, il lui réserva un rôle consultatif. L'encouragement des manifestations progressistes de la bourgeoisie nationale se poursuit parallèlement avec l'émondement et la rélégation au second plan de ses traits rétrogrades. La lutte doit toujours aboutir à une unité qualitativement plus élevée de la société – ce qui signifie que la bourgeoisie nationale passe progressivement, à travers plusieurs étapes, de l'anticommunisme à l'alliance avec les communistes. Les stations les plus importantes de cette évolution coïncident avec les victoires les plus importantes de la révolution, elles en dépendent. Entre 1946 et 1949, sous l'effet des victoires de la révolution, la majorité de la bourgeoisie nationale renonça à ses anciennes illusions quant à son rôle dirigeant, et commença à se résigner à voir le Parti Communiste prendre la direction. Le temps qui s'est écoulé depuis a suffi pour l'amener à contribuer activement, en tant que couche sociale, à la transformation socialiste.

Le rapport de *S. Józsa* fut suivi de la note-annexe de *T. Szamuely* qui fit un exposé de la lutte menée par le Parti Communiste de Chine pour la création du front national unitaire, dans la première phase de la guerre contre le Japon. Szamuely constata que, déjà en août 1935, le Comité Central du Parti Communiste de Chine avait invité le peuple chinois au combat contre les Japonais. Dans l'intérêt de l'établissement du front unitaire, le Parti était même disposé à renoncer provisoirement à la réalisation de la réforme agraire. Sous l'action de la politique du Parti Communiste, Tchang-Kaï-chek et sa clique militaristes durent également consentir à suspendre les hostilités de la guerre civile. Après le déclenchement de l'attaque japonaise, le Parti Communiste adopta les trois principes populaires de Sun-yat-sen et lutta pour leur réalisation. Sur cette base-là, le Parti conclut même un accord avec le Kouomintang. Cependant, à l'intérieur du front unitaire ainsi formé, deux lignes nettement séparées se faisaient valoir. Le peuple se prononçait pour le déploiement de la guerre de libération, tandis que le groupe dirigeant du Kouomintang s'opposait à la lutte active. Tant que dura l'agression japonaise, le Kouomintang fit certaines démarches pour soutenir le front unitaire national, mais une fois le danger immédiat passé, il changea de point de vue. Dès le deuxième moitié de 1938, l'aile droite du Kouomintang s'employa à désintégrer le front unitaire. Sous la pression du peuple, il lui fallut cependant le maintenir jusqu'en 1945.

Dans la note-annexe suivante, *B. Tálas* analysa le rôle de la politique de front unitaire dans la phase socialiste de la révolution chinoise. Il indiqua que le front unitaire national est d'une très grande importance à l'époque de l'édification du socialisme. Il assure que l'antagonisme entre le capitalisme et le socialisme soit résolu par les méthodes caractérisant la solution des contradictions au sein du peuple, c'est à dire par des méthodes socialistes d'évolution et de rééducation progressives. C'est ici qu'il faut tenir compte de la «double-face» de la bourgeoisie nationale, celle-ci se manifestant d'une part dans l'appui actif prêté à l'édification du socialisme, et d'autre part dans la passivité vis à vis de la transformation socialiste. L'essentiel de la politique du Parti Communiste de Chine continue donc à résider dans l'unité dialectique de «l'alliance et de la lutte».

Après l'avènement de la République Populaire de Chine, le Parti Communiste a appliqué à la bourgeoisie nationale la triple politique de l'«utilisation, limitation et transformation», ce qui lui a permis de diriger peu à peu l'économie capitaliste vers le capitalisme d'Etat et d'en transformer le caractère. En fin de compte, cette transformation signifie la liquidation du capitalisme et l'anéantissement de la bourgeoisie en tant que classe. C'est cette politique-là qui se réalise avec succès en République Populaire Chinoise.

Commémoration du Risorgimento en Hongrie

En 1960 et 1961, la vie scientifique hongroise commémore, dans le cadre d'un programme de manifestations de grande envergure, le 100^{e} anniversaire de l'obtention de l'unité nationale italienne et de la participation des Hongrois aux luttes nationales en Italie. Pour préparer ces festivités a été formé une Commission Commémorative Hongroise du Risorgimento qui, du 24 au 30 mai 1960 a organisé une semaine historique commémorative italo—hongroise, destinée en premier lieu à rappeler l'expédition sicilienne de Garibaldi. En présence de nombreux historiens italiens renommés, cette semaine avait été ouverte, le 24 mai, par un concert de gala. A partir du 25 mai, au Musée National Hongrois, une exposition commémorative présenta des documents d'archives, des tableaux et des souvenirs qui brossèrent un tableau du développement du mouvement de l'unité nationale italienne et du rôle que les Hongrois jouèrent en Italie.

Une exposition semblable sera envoyée en Italie comprenant des documents choisies hongroises et, avec des documents originaux, nous participerons également à l'exposition du Risorgimento qui sera inaugurée en 1961 à Turin.

Le 26 mai, eut lieu à l'Université Eötvös Loránd un symposium auquel les historiens *Giovanni Masi, Giorgio Candeloro, Attilio Depoli, Gy. Ortutay, I. Diószegi, A. Kis, Gy. Szabad, P. Hanák, J. Koltay-Kastner, Z. Rózsa, G. Sallay et T. Kardos* présentèrent des communications dont le texte paraîtra dans un volume à part. Au cours de cette semaine, les savants italiens et hongrois ont aussi visité Baja, ville natale d'István Türr, et Körösladány, où est né Lajos Tüköry.

Le programme des manifestations en question est loin d'être épuisé par cette semaine commémorative. La Commission Commémorative Hongroise du Risorgimento a ouvert un concours visant à mise au point scientifique des sujets relatifs au mouvement national italien, à la participation des Hongrois et aux répercussions du Risorgimento italien en Hongrie. Ce concours a suscité un vif intérêt, particulièrement parmi les jeunes chercheurs et professeurs. Indépendamment de ce concours, des études de détail sont d'ailleurs en cours d'élaboration.

Au printemps de 1961, l'Académie Hongroise des Sciences organisera une session d'études consacrée à l'unification de l'Italie. Simultanément, des savants hongrois participeront aux congrès, conférences et festivités qui auront lieu en Italie à l'occasion de ce centenaire.

En faisant revivre les traditions des luttes communes d'il y a 100 ans, les festivités scientifiques du centenaire du Risorgimento contribueront à raffermir les rapports entre les historiens des deux peuples et à susciter une collaboration amicale et fructueuse portant sur des recherches de sujet commun.

Conférences historiques à la 118ème assemblée générale de l'Académie Hongroise des Sciences

Du 10 au 14 avril 1960 a eu lieu la 118ème assemblée générale de l'Académie Hongroise des Sciences. L'idée centrale de l'assemblée, telle que l'avait conçue la présidence de l'Académie fut: «L'évaluation de l'activité de l'Académie au cours des 10 ans écoulés, dans le cadre du développement des 15 années d'existence de notre démocratie populaire, les tâches scientifiques et celles incombant spécialement à l'Académie dans l'édification du socialisme, sur la base des directives du II-ème plan quinquennal et du plan perspectif des recherches scientifiques, et en général des directives du VIIe Congrès du Parti Socialiste-Ouvrier Hongrois».

La séance inaugurale et plénière de l'assemblée fut tenue le 10 avril 1960, en présence de nombreux membres du Comité Central du PSOH, des membres de la présidence, d'académiciens et d'éminentes personnalités de la vie scientifique et culturelle.

Dans son discours d'ouverture, *I. Rusznyák*, président de l'Académie, souligna l'importance du 15e anniversaire de la libération du pays et de l'anniversaire de la réorganisation de l'Académie. Il exposa les tâches scientifiques et organisatrices que la nouvelle Académie avait dû résoudre, et insista sur la portée de l'assistance et de la confiance que le parti, le gouvernement et le peuple travailleur lui avaient accordés.

D. Nemes, membre correspondant de l'Académie, fit ensuite un grand exposé intitulé: «15 ans de développement de notre démocratie populaire». Dans cette vaste synthèse, le conférencier traita en détail des événements, en insistant sur les grands résultats et les enseignements politiques des 15 ans écoulés il jeta également une lumière nouvelle sur un grand nombre de problèmes.

Cette séance plénière fut suivie par les conférences séparées des différentes sections, consacrées à leurs problèmes spéciaux. A la séance de la section des sciences sociales-historiques, tenue le 11 avril, l'académicien I. Szabó, secrétaire de la section, soumit le rapport de la direction. Il fit connaître la lutte soutenue contre la conception idéaliste-réactionnaire dans les domaines de la philosophie et des sciences sociales et pour l'affermissement de la philosophie et des sciences sociales marxistes. A propos de cette question, il donna une appréciation de l'activité des différents Instituts. Son rapport fut complété par les interventions des représentants des Instituts.

Les problèmes de l'historiographie furent traités en détail à la séance du 12 avril, où l'académicien *E. Molnár* donna lecture de sa communication intitulée: «10 années d'historiographie hongroise». Il esquissa, de période en période, l'évolution de notre historiographie, ses tâches résolues et non encore résolues, en insistant sur la nécessité de la mise au point de l'histoire contemporaine et celle de la lutte contre les vestiges du nationalisme. Son rapport fut complété par des interventions fondées sur des expériences tirées des Archives, de l'Université, de l'Enseignement et des recherches, de *Gy. Székely*, recteur-adjoint de l'Université Eötvös Loránd, *Gy. Ember*, membre correspondant de l'Académie et directeur des Archives Nationales, *M. Horváth*, directeur-adjoint des Archives et du Musée d'Histoire Militaire, *A. Ságvári*, secrétaire de l'Institut d'Histoire du Parti, et *O. Szabolcs*, historien, rapporteur du département de l'enseignement sécondaire au Ministère des Affaires Culturelles.

Les assemblées de la Société Hongroise d'Histoire à Miskolc, à Sopron et à Pécs

Les assemblées itinérantes et les rencontres d'historiens que la Société Hongroise d'Histoire a l'habitude d'organiser, avec le concours des institutions scientifiques et culturelles locales, dans les différents centres culturels de province jouent un rôle spécial et important dans la vie de l'historiographie hongroise. Elles fournissent aux collaborateurs des instituts de recherches scientifiques, des archives et des chaires universitaires de la capitale l'occasion de rencontrer leurs collègues des institutions scientifiques, des universités et des écoles supérieures de province, de parler avec les professeurs d'histoire et le public de province s'intéressant aux problèmes historiques.

Ces manifestations ont lieu en général à l'occasion d'un anniversaire important, éventuellement de portée locale mais à côté des commémorations de caractère et de niveau scientifiques, il y est également question de tous les problèmes scientifiques dont l'étude se rattache de quelque façon à la ville ou à la province en question, et dans la solution desquels les investigateurs locaux peuvent jouer un rôle important.

C'est donc en premier lieu du point de vue des recherches d'histoire locale — qui accusent ces dernières années un essor très marqué — que ces rencontres en province ont une grande importance. Elles sont cependant significatives aussi du point de vue de la politique culturelle, car elles contribuent en général à combler l'abîme qui, en conséquence de la politique culturelle des années d'avant la libération, s'était creusé entre le niveau et les possibilités de vie scientifique et culturelle de la capitale et ceux de province. Les rapports et les conférences permettent aux chercheurs et aux intéressés de province de s'initier au travail effectué dans les instituts de recherches de la capitale, de connaître leurs problèmes et leurs résultats, et en même temps de rendre compte de leur propre travail devant un vaste public de spécialistes venus de toutes les régions du pays.

Dans le premier semestre de 1960, la Société Hongroise d'Histoire a ainsi organisé des assemblées itinérantes fort réussies dans trois grandes villes — qui sont aussi trois centres scientifiques importants de province - notamment à Miskolc, Sopron et Pécs. Au cours des journées d'histoire organisées à Miskolc, à l'occasion du 15^{e} anniversaire de la libération de notre pays, les problèmes de l'histoire hongroise contemporaine furent au centre de l'intérêt. La communication principale présentée lors de la première journée fut celle de *M. Lackó*, collaborateur de l'Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, intitulée «Luttes des partis et mouvements de masse dans la Hongrie libérée, en automne 1946». Le lendemain, eut lieu un débat sur le volume de documents intitulé «La Hongrie et la 2^{e} guerre mondiale».[1] Le rapport constituant la base de la discussion fut fait par l'un des rédacteurs du volume, *Gy. Juhász*, et porta sur «Le déclenchement de la 2^{e} guerre mondiale et la politique étrangère de la Hongrie». A l'occasion de cette assemblée, fut aussi organisée une discussion portant sur quelques problèmes des recherches concernant l'histoire des mines et de la sidérurgie. *I. Soós*, directeur des Archives de Miskolc et d'Eger, fit une conférence sur les débuts de l'industrie minière et métallurgique dans le département de Borsod. Des spécialistes venus de toutes les provinces du pays participèrent à la discussion.

A Sopron, l'assemblée itinérante fut consacrée à la mémoire d'István Széchenyi, mort il y a 100 ans. István Barta y présenta une communication intitulée: «István Széchenyi et l'essor du mouvement bourgeois de réformes en Hongrie».[2] *L. Tilkovszky* parla des tentatives de réformes de Széchenyi dans son domaine de Nagycenk, tandis que *Gy. Szabad* évoqua les dernières années du «plus grand Hongrois» à Döbling. Un des points les plus importants de

[1] Compte-rendu du volume voir p. 197 du présent numéro
[2] Étude d'*I. Barta* voir p. 63 du présent numéro

l'ordre du jour fut la discussion sur la situation et les tâches des recherches de l'histoire des villes; elle avait été précédée par une conférence d'*E. Mályusz*. Les représentants les plus éminents des recherches sur l'histoire des villes hongroises participèrent à la discussion. Lors de cette assemblée itinérante de Sopron eut lieu également la réunion nationale des professeurs d'écoles secondaires et des inspecteurs généraux, au cours de laquelle ceux-ci discutèrent surtout de l'intégration des traditions du mouvement ouvrier local à l'enseignement de l'histoire.

Du 19 au 21 mai, le groupe de Transdanubie méridionale de la Société Hongroise d'Histoire organisa des journées d'histoire à Pécs. Le programme, tout comme celui de Miskolc, comprenait l'étude de l'histoire de la libération et celle de la période consécutive. La conférence de *M. Lackó* porta sur les luttes politiques de l'automne 1945 et du début de 1946.[3] *S. Orbán* parla des sources historiques de la réforme agraire, les investigateurs locaux, *M. Vörös, K. Szabó I. Fehér* présentèrent des notes-annexes sur l'histoire de la libération du département de Baranya et sa situation après la libération.

A. Csizmadia, professeur à l'Université de Pécs, donna une analyse de l'activité des comités nationaux constitués après la libération à Pécs et dans le département de Baranya. A la réunion des professeurs d'histoire, furent discutés en premier lieu la situation et les problèmes de l'enseignement de l'histoire dans les écoles générales. Les assistants à cette assemblée visitèrent ensuite Szigetvár, où ils traitèrent des problèmes relatifs aux travaux scientifiques (recueils de mélanges, mise au jour des restes du château) prévus pour la commémoration du 400^{e} anniversaire du célèbre siège de Szigetvár.

[3] Étude de *M. Lackó* voir p. 1. du présent numéro

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie sélectionnée des ouvrages historiques publiés en Hongrie dans la première moitié de 1959

Избранная библиография трудов по истории, появившихся в Венгрии в первой половине 1959 г.*

1. Bibliographies, catalogues, inventaires — Библиографии, каталоги, инвентари

Állam- és jogtudományi bibliográfia. 1956-1957. Összeállította Nagy Lajos. [Bibliographie de sciences politiques et juridiques. 1956—1957. Réd. par — Библиография политических и юридических наук. 1956—1957 гг. Сост.—.] Budapest, 1959, Közgazdasági és Jogi Kiadó. 185 p. (Állam- és Jogtudományi Intézet Tudományos Könyvtára 14.)

Liste des livres et des articles de science juridique publiés en Hongrie et de ceux parus à l'étranger ayant trait à la Hongrie, classés selon le système décimal. De plusieurs volumes, cette série renferme la littérature de sciences politiques et juridiques éditée depuis 1945.

Dobos Ilona—Sándor István: *A magyar néprajztudomány bibliográfiája.* 1957. [Bibliographie hongroise d'ethnographie. 1957. — Библиография венгерской этнографической науки. 1957 г.] Index ethnographicus. 1959. t. 3. No. 1. pp. 47—112.

Bibliographie de la littérature ethnographique parue en Hongrie en 1957; elle renferme nombre de documents également utiles à l'histoire.

Nagy István—Nagy Lajos—Wellmann Imre: *Budapesti I. számú Állami Levéltár. Buda sz. kir. főváros, Pest sz. kir. város, Óbuda mezőváros levéltárai.* (Közreműködött Felhő Ibolya.) [Les Archives Nationales No 1 de Budapest. Les archives de la capitale royale libre de Buda, de la ville royale libre de Pest et de la bourgade d'Óbuda. (Avec la collaboration de —) — Государственный архив № 1. в Будапеште. Архивы свободной королевской столицы Буда, свободного королевского города Пешт, сельского городка Обуда. (Сотрудник—.)] Budapest, 1959, Levéltárak Országos Központja. Soksz. XVIII, 400 p. (Levéltári alapleltárak.)

Ce manuel d'archivisme paru dans la série des inventaires de fonds d'archives décrit le matériel archival d'avant l'union administrative de 1873 des trois villes, Buda, Pest et Óbuda, constituant la ville actuelle de Budapest; matériel conservé aux Archives Nationales No 1.

Németh Endre: *Magyar régészeti irodalom.* [Littérature archéologique hongroise. — Венгерская археологическая литература.] AÉ 1959. T. 86. No 1. pp. 112—121.

Bibliographie des ouvrages, études et articles archéologiques parus en Hongrie en 1958.

Az Országos Széchényi Könyvtár tulajdonában levő orvostörténeti vonatkozású magyar nyelvű kéziratok jegyzéke. [Liste des manuscrits de langue hongroise déposés à la Bibliothèque Nationale Széchényi, relatifs à l'histoire de la médecine. — Список рукописей на венгерском языке, находящихся в собственности Государственной библиотеки им. Сеченьи, имеющих отношение к истории медицины.] OTKK 1958. Nos 10—11. pp. 257—278.

Description systématique du recueil de manuscrits renfermant le principal matériel de sources relatif aux recherches d'histoire de la médecine, qui prirent, au cours de ces dernières années, un essor nouveau.

* Cette bibliographie comporte les ouvrages et études publiés entre le 1er janvier et le 30 juin 1959 sans égard à la date de leur parution. Quelques numeros de 1958 des revues scientifiques sont sortis des presses dans les premiers mois de 1959, c'est pourquoi ils s'insèrent dans la même bibliographie. Il en est de même pour les monographies datées de 1958, mais publiées effectivement en 1959. — Предлагаемая библиография содержит книги и исследования, появившиеся во время с 1 января по 30 июня 1959 г. не взирая на дату появления. Некоторые номеры научных журналов, за 1958 появились в первые месяцы 1959. г. и поэтому они входят в библиографию. То же относится к монографиям с датой издания 1958 г., но появившимся на деле в 1959 г.

2. Recueils d'études — Сборники

Az Egri Pedagógiai Főiskola Évkönyve. Acta Academiae Pedagogicae Agriensis. T. 5. Red. Bakos József. Eger, 1959. 684 p. 4 tabl. De la Table des Matières: Из содержания сборника:

Bakos József: *A tokajhegyaljai régi szőllőművelés szókincse.* [Le vocabulaire de l'ancienne viticulture de la région de Tokajhegyalja. — Лексика древнего виноградарства в области Токайхедьаля.] pp. 5—54.

Némedi Lajos: *Bessenyei György és a Ratio Educationis.* [György Bessenyei et la Ratio Educationis. — Дьердь Бешеньеи и Рацио Эдукационис.] pp. 95—108.

Szántó Imre: *A szocialista pedagógus mozgalom Heves megyében.* [Le mouvement des enseignants socialistes dans le département de Heves. — Движение педагогов-социалистов в комитате Хевеш.] pp. 119—144.

Nagy József: *Az 1918-as novemberi parasztmozgalmak Heves megyében.* [Les mouvements paysans de novembre 1918 dans le département de Heves. — Крестьянские движения в ноябре 1918 г. в комитате Хевеш.] pp. 145—157.

Szokodi József: *Heves megyei adatok a Magyar Tanácsköztársaság történetéhez.* (Gyöngyös a két forradalom idején.) [Documents du département de Heves relatifs à l'histoire de la République Hongroise des Conseils. (La ville de Gyöngyös à l'époque des deux révolutions.) — Материалы к истории Венгерской Советской Республики из комитата Хевеш. (Г. Дьёндьёш во время двух революций.)] pp. 159—196.

Friedrich Sándorné: *A Nagy Októberi Szocialista Forradalom és az intervenciósok elleni harcban résztvett internacionalista emlékezései.* (Munkásfolklór adalékok.) [Souvenirs d'un internationaliste ayant pris part à la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et aux luttes contre les interventionnistes. (Documents de folklore ouvrier.) — Воспоминания интернационалиста, принявшего участие в Великой Октябрьской социалистической революции и в борьбе против интервенции. (Материалы к рабочему фольклору.)] pp. 197—209.

Molnár József: *Heves és Külső Szolnok megye alkotmányos és függetlenségi mozgalmai* (1849—1867). [Mouvements constitutionnels et d'indépendance dans les départements de Heves et de Külső-Szolnok (1849—1867). — Движения за конституцию и независимость в комитатах Хевешъ и Кюльшё-Сольнок. (1849—1867 гг.)] pp. 211—232.

Bihari József: *Az egri görög sírfeliratok és könyvek.* [Les épitaphes et livres grecs d'Eger. — Эпиграфи и книги на греческом языке в г. Эгер.] pp. 233—261.

Hahn István: *A későrómai birodalom adórendszere és a Szasszanida adózás.* [Le système fiscal de l'empire romain tardfi et l'imposition chez les Sassanides. — Налоговая система поздней римской империи и налогообложение Сассанидов.] pp. 263—271.

Némedi Lajos: *Az Egri Pedagógiai Főiskola első tíz éve.* [La première décennie de l'École Supérieure de Pédagogie d'Eger. — Первые десять лет Педагогического института в г. Эгер.] pp. 457—473.

Szőkefalvi Nagy Zoltán: *A gyógyvizek kémiai vizsgálata hazánkban a XVIII. században.* [L'analyse chimique des eaux curatives en Hongrie au XVIII[e] siècle. — Химическое исследование минеральных вод в Венгрии в XVIII в.] pp. 601—614.

Jogi tanulmányok Buza László egyetemi tanár, akadémikus oktatói működésének 50. évfordulójára. Szerk. Antalffy György, Both Ödön stb. [Études de droit publiées à l'occasion du 50[e] anniversaire de l'activité pédagogique de László Buza, professeur à l'Université et académicien. Réd. par — Юридические исследования к 50-летию преподавательской деятельности профессора университета, академика Ласло Буза. Ред. —.] Szeged, 1958, 369 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Acta Juridica et Politica. T. 5. fasc. 1—15.) De la Table des Matières: Из содержания сборника:

Antalffy G(yörgy): *Les relations internationales de l'Athènes esclavagiste.* — Международные отношения рабовладельческих Афин.] pp. 11—21.

Both Ödön: *Szemere Bertalan belügyminiszter nemzetiségi politikája 1848 nyarán.* [La politique nationalitaire du ministre de l'intérieur Barthélémy Szemere au cours de l'été de 1848. — Политика по национальному вопросу министра внутренних дел Берталана Семере летом 1848 г.]

Maday Pál: *Árendás jobbágyok szerződéses formulái a mindszentányási urada-*

lomban. [Formulaires des baux conclus avec les serfs affermataires dans le domaine seigneurial de Mindszent—Ányás. — Договорные формулы арендовавших землю крепостных крестьян в поместье Миндсент -Аньяш.]

Pólay E(lemér): *Il carattere e luogo delle regole delle relazioni interstatali nel sistema del diritto romano.* — [Характер и место правил межгосударственных отношений в системе римского права.]

A Magyar Tudományos Akadémia Dunántúli Tudományos Intézetének Évkönyve. 1958. Szerk. Babics András. A bevezetőt írta Szabó Zoltán. [Annuaire de l'Institut Scientifique de Transdanubie de l'Académie Hongroise des Sciences. 1958. Réd. par — Intr. par — Ежегодник Трансданубийского Научного института Академии Наук Венгрии. 1958. Ред. —. Введ. —.] Budapest, 1959, Akadémiai Kiadó. 227 p. 3. tabl. 1 c. De la Table des Matières: Из содержания сборника:

Kolta János: *Baranya megye népesedésére ható tényezők 1900 és 1949 között. Adatok a megye lakosságföldrajzi vizsgálatához.* [Facteurs influant sur le peuplement du département de Baranya entre 1900 et 1949. Contributions à l'étude de l'établissement géographique de la population du département. — Факторы, оказывающие влияние на прирост населения комитата Баранья в 1900—1949 гг. Материалы к исследованию географии населения комитата.]

T. Mérey Klára: *A századforduló társadalmi válságának néhány problémája a Dunántúlon.* [Quelques problèmes concernant la crise sociale en Transdanubie au tournant du siècle. — Некоторые проблемы социального кризиса конца XIX-начала XX в. в Трансданубии.]

Ruzsás Lajos: *A jobbágyok mezei (szántóföld, rét, legelő) gazdálkodásának fejlődése Baranyában a feudalizmus végén.* 1790—1848. [L'évolution de l'économie agricole (labour, prés, pacage) des serfs dans le département de Baranya à la fin de l'ère féodale. 1790—1848. — Развитие пашенного хозяйства (пашня, луг, пастбище) крепостных в комитате Баранья в конце феодализма. 1790—1848 гг.]

Babics András: *Histoire de la prospection et de l'extraction de la houille dans les monts Mecsek et ses environs.* — История изыскания и добычи бурого угля в горах Мечек и их окрестностях.]

A Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem Évkönyve. 1958. [Annuaire de l'Université des Sciences Économiques Karl Marx. 1958. — Ежегодник Университета политической экономии им. Карла Маркса. 1958.] Bp. 1959, Közgazdasági és Jogi Kiadó. 293 p. De la Table des Matières: Из содержания сборника:

Farkas Sándor: *Marx Károly tanításainak elterjedése Magyarországon.* 1867—1919. [La diffusion des enseignements de Karl Marx en Hongrie. 1867—1919. — Распространение учения Карла Маркса в Венгрии. 1867—1919 гг.] pp. 5—42.

Pach Zsigmond Pál: *A feudális földi járadék formaváltozásai a nyugat-európa-agrárfejlődésben.* [Les changements de forme de la rente foncière féodale dans l'évolution agraire de l'Europe occidentale. — Изменения форм феодальной земельной ренты в аграрном развитии Западной Европы.]

Berend T. Iván: *Az állami beavatkozás háborús rendszerének főbb vonásai Magyarországon a 2. világháború idején.* [Les principales caractéristiques du système d'intervention de l'État en Hongrie, pendant la seconde guerre mondiale. — Основные черты военной системы государственного вмешательства в Венгрии во время второй мировой войны.]

3. Ouvrages généraux — Общие труды

Ember Győző: *Levéltári segédletek.* [Instruments auxiliaires d'archivisme. — Архивные пособия.] Bp. 1958. Akad. Kiadó. 101 p. (Magyar Országos Levéltár kiadványai 4. Levéltártan és történeti segédtudományok 1.)

Résumé de ce qu'il faut savoir quant aux instruments auxiliaires d'archivisme destinés à faciliter l'emploi des documents d'archives. Après avoir précisé les notions élémentaires et donné des renseignements relatifs à la forme et au contenu, l'auteur présente les différentes sortes d'instruments. Pour terminer, il rend compte du processus de préparation de ces instruments.

Magyar Éremhatározó. Ujkor. 3. *füz.* (1740—1835.) Összeállította Unger Emil.

[Indicateur de Numismatique Hongroise. Age moderne. Fasc. 3. (1740—1835.) — Пособие к определению венгерских монет. Новое время. 3. вып. (1740—1835 гг.)] Bp. 1959, Művészettörténeti és Éremtani Társaság. pp. 37—52. 11 tabl.

Nouveau cahier du manuel de numismatique servant de supplément à la série de publications intitulée *Corpus Nummorum Hungariae*. Catalogue illustré de médailles hongroises.

Névai László: *A burzsoá magyar bírósági és ügyészségi szervezet fejlődésének fő vonásai*. [Principales caractéristiques de l'évolution de l'organisation des tribunaux et du Parquet bourgeois en Hongrie. — Основные черты развития организации буржуазного венгерского суда и прокуратуры.] JK 1958. T. 13. Nos 11—12. pp. 452—488.

L'auteur esquisse l'évolution du système judiciaire bourgeois en Hongrie, expose l'organisation des tribunaux à l'époque du dualisme et y indique les vestiges du féodalisme qu'on pouvait y déceler. Il traite par le détail des changements survenus lors de la révolution de 1918 et sous la République Hongroise des Conseils et du rôle des tribunaux révolutionnaires. Sous le régime de Horthy, la juridiction corporative laissa la place à la juridiction individuelle et les différents tribunaux militaires et d'exception jouèrent un rôle très important. L'étude s'achève par l'exposé de la formation et du développement de l'organisation du Parquet.

Kniezsa István: *A magyar helyesírás története*. 2. jav. kiadás. [Histoire de l'orthographie hongroise. 2e ed. rév. — История венгерской орфографии. Изд. 2. исправл.] Bp. 1959, Tankönyvkiadó. 35 p. (Egyetemi magyar nyelvészeti füzetek.)

L'auteur expose l'histoire de l'orthographie hongroise, répartie en trois grandes époques 1. Les systèmes médiévaux jusqu'à l'époque de l'imprimerie. 2. L'époque des systèmes modernes jusqu'à la fondation de la Société Savante Hongroise (Académie Hongroise des Sciences). 3. L'orthographie contemporaine, depuis la première orthographique publiée par l'Académie en 1832 jusqu'à nos jours. En raison de son état social arriéré et le défaut de centres culturels dirigeants, les conditions de la création d'une orthographie nationale ne commencèrent à exister en Hongrie que très tard, au début du XIXe siècle.

Gerő László: *Pápa*. Munkatárs: Sedlmayr János. [Pápa. Collaborateur — Город Папа. Сотрудник: —.] Bp. 1959, Műszaki Kiadó. 215 p. (Városképek — műemlékek.)

Illustré de nombreuses reproductions, ce volume relate l'histoire économique et politique de la vieille ville de Pápa, située en Transdanubie centrale; il décrit aussi son urbanisation et ses monuments.

Levárdy Ferenc: *Pannonhalma építéstörténete. I.* [Histoire de l'architecture de Pannonhalma. I. — История строительства Паннонхальма. Часть I.) MÜÉ 1959. T. 8. No 1. pp. 27—43.

L'église de l'abbaye des Bénédictins de Pannonhalma est l'un des monuments les plus notables de l'architecture hongroise médiévale. Grâce à des recherches détaillées de sources, l'auteur démontre que les reconstructions effectuées au cours du siècle passé ne touchèrent que les revêtements de pierre; en conséquence, la structure de l'église, ses formes architecturales, voire ses éléments décoratifs, sont à considérer comme parties médiévales authentiques et originales.

4. Histoire de la Hongrie avant la Conquête arpadienne. — История Венгрии до завоевания родины

Kutzián, I. B.: *Über die südliche Beziehungen der ungarischen Hochkupferzeit*. [О южных отношениях медного века Венгрии.] Acta Archeologica 1958. T. 9. fasc. 1—4. pp. 155—190.

Résumant et appréciant la littérature publiée jusqu'à présent relativement à la culture de l'âge du cuivre en Hongrie, et avant tout à celle de Bodrogkeresztur, l'auteur démontre que des rapports méditérranéens sont retrouvables non seulement dans la culture matérielle mais aussi dans les relations ethniques.

Bóna, I.: *Chronologie der Hortfunde vom Kosider-Typus*. — [Хронология находок сокровищ косидерского типа.] Acta Archaeologica 1958. T. 1. fasc. 1—4. pp. 201—243.

Définissant des trouvailles récentes, l'auteur analyse l'expansion des cultures de l'âge du bronze dans le Bassin du Danube moyen, leur interaction et leurs rapports avec l'étranger, et cherche à résoudre les problèmes surgis quant à la chronologie.

Fitz, J(ózsef): *Herkunft und Ethnikum der Eravisker*. — [Происхождение и этни-

ческий состав эрависков.] Acta Antiqua 1958. T. 6. fasc. 3—4. pp. 394—406.

L'auteur démontre que le peuple éravisque d'origine celtique vécut au début du Ier siècle avant notre ère dans le voisinage des Taurisques, que c'est l'invasion des Boïs qui les repoussa dans la partie orientale de la Pannonie, aux environs d'Aquincum, où ils se mêlèrent bientôt à la population primitive illyrienne, thrace et celtique.

Alföldy, G(éza): *Augustalen und Sevirkörperschaften in Pannonien.* [Корпорации августалов и севиров в Паннонии.] Acta Antiqua 1958. T. 6. fasc. 3—4. pp. 433—459.

Se fondant sur l'analyse des données épigraphiques trouvées en Pannonie occidentale et orientale relativement aux organisations des *libertini* des villes, l'auteur contribue à l'étude des problèmes scientifiques ayant trait à ces collectivités. Les documents pannoniens n'étayent pas l'opinion que Premerstein formula sur le changement survenu dans cette institution en raison de l'intervention de l'empereur au début du IIe siècle de notre ère, ni celle qu'il professa sur la fusion des deux collectivités. L'auteur cherche les raisons du déclin des institutions, qui se révéla au IIIe siècle, dans la crise économique et sociale des villes.

5. Histoire ancienne hongroise et histoire de la Hongrie jusqu'en 1526 — Древняя история венгров и история Венгрии до 1526 г.

Moór E(lemér): *Die Ausbildung des ungarischen Volkes im Lichte der Laut- und Wortgeschichte.* I—V. — [Образование древневенгерского народа в свете истории звуков и слов.] Acta Linguistica 1956. T. 6. fasc. 1—3. pp. 297—341.; 1957. T. 7. fasc. 1—2. pp. 147—168.; 1958. T. 8. fasc. 1. pp. 63—97. fasc. 2—4. pp. 249—272. 1959. T. 9. fasc. 1—2. pp. 117—136.

Appliquant les méthodes de l'histoire de la phonétique et du vocabulaire, l'auteur cherche à élucider les problèmes de l'histoire ancienne hongroise. Il décrit la partie primitive du peuple ouralien, sa culture primitive, sa dispersion, ses contacts avec les peuples finno-ougriens et indo-européens, la culture des cavaliers Finno-Ougriens primitifs, la patrie des Ougriens dans la région de la Kama et la transformation du mode de vie des Hongrois primitifs.

Szőke Béla: *A bjelobrdoi kultúráról.* [A propos de la culture de Bielobrdo. — О. Белобродской культуре.] AÉ 1959. T. 86. No. 1. pp. 32—47.

L'auteur réfute la conception jusqu'ici professée relativement à l'identification des trouvailles archéologiques datant des X—XIIe siècles découvertes dans le bassin des Carpathes. Ces trouvailles, considérées comme provenant de l'époque avare tardive, il les attribue aux Slaves. Quant à la culture de Biélobrdo, rattachée aux Slaves, il la tient pour une culture populaire hongroise de l'époque des Arpad. Par l'analyse des sépultures, il aboutit à la conclusion que le peuple hongrois de l'époque — qui laissa des objets différant nettement de ceux des couches dirigeantes et moyennes — arriva sur ce territoire disposant déjà d'une culture homogène, culture qui s'enrichit considérablement à l'époque primitive des Arpad.

Pais Dezső: *Totem-halmozás Álmos vezér származása körül?* [Le totemisme et l'origine du chef Álmos — Изобилие в тотемах в связи с происхождением вождя Альмош?] MNy 1959. T. 55. No 1. pp. 76—80.

Suivant l'auteur, le nom de Emese (Emesü) figurant dans la légende de rêve qui relate l'origine du chef Álmos n'est pas à considérer comme nom de totem — contrairement à l'idée qu'on s'en est faite dernièrement. Le thème Emesü ne saurait être un vestige de totemisme qu'au cas où l'on pourrait démontrer l'existence des totem de femme ou l'existence du totemisme à l'époque du matriarcat.

Györffy György: *A magyar nemzetségtől a vármegyéig, a törzstől az országig. I—II.* [Du clan hongrois au comitat, de la tribu au pays. I—II. — От венгерского рода к комитату, от племени к стране. Части I—II.] Sz 1958. T. 92. Nos 1—4. pp. 12—87.; Nos 5—6. pp. 565—615. 5 tabl. 2 c.

Traitant de la formation de l'État hongrois, l'auteur expose comment le système des clans se transforma en organisation territoriale. Le territoire des clans devint celui des comitats et c'est dans les châteaux des chefs des clans que le roi Etienne Ier installa ses préfets-châtelains nommés et, sur les deux-tiers des domaines qu'il prit aux clans, il établit les *miles* (en hongrois serfs) qui corres-

pondent à la couche vassale de l'escorte militaire connue dans la société féodale nomade. Les trois tribus des Kabars ralliées aux Hongrois se trouvèrent, suivant la coutume nomade, sous le pouvoir du prince héritier. Les Kabars se constituaient d'éléments populaires choresmique, alan, turco—bulgares, ainsi que sicules. La trouvaille du X^e siècle que les archéologues tiennent pour hongroise est à attribuer aux Kabars, l'héritage archéologique des septs tribus hongroises devant plutôt se trouver dans les vestiges de l'époque avare tardive.

Mályusz Elemér: *Das Konstanzer Konzil und das königliche Patronatsrecht in Ungarn.* [Собор в Констанце и королевское право патроната в Венгрии.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 120 p. (Studia Historica 18.)

Partant de l'analyse de la très importante charte — qui fixa le compromis du 13 juillet 1413 entre le collège des cardinaux et le roi de Hongrie, Sigismond, et qui, dans la suite, réglementa effectivement les rapports entre la papauté et l'Église hongroise — et étudiant les circonstances de l'établissement de cette charte, l'auteur expose l'histoire du patronage suprême en Hongrie jusqu'en 1526. Analysant le système d'occupation des biens ecclésiastiques, il s'occupe des couches qui se formèrent au sein de l'église, en premier lieu du rôle que les gradués et les membres des chapitres jouèrent dans les luttes autour du droit du patronage; il définit l'histoire de la formation de cette couche qui fut si importante en Occident et dont l'influence alla toujours augmentant en Hongrie aussi.

Das Ofner Stadtrecht. Eine deutschsprachige Rechtssammlung des XV. Jahrhunderts aus Ungarn. Hrsg. von Karl Mollay. — [Городское право г. Буда. Сборник юридических правил XV в. на немецком языке из Венгрии. Изд. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 237 p. 14 tabl. 2 c. (Monumenta historica Budapestiensia 1.)

Ce livre de droit rédigé dans la première moitié du XV^e siècle est la plus importante source qui nous renseigne sur la juridiction des villes hongroises médiévales; c'est aussi une belle oeuvre linguistique allemande qui contient de précieux documents ayant trait à l'histoire des relations hungaro—germaniques. Károly Mollay publie ce texte d'après un manuscrit dit «de Lycée» découvert à Pozsony (Bratislava) en 1842; il le complète par des notes puisées dans les variantes des deux autres manuscrits connus. L'étude d'introduction expose l'histoire des recherches concernant la juridiction des villes, résume les tâches à résoudre et fournit des renseignements concernant la présente édition.

Bonfini (Antonio): *Mátyás király (De Mathia rege).* Fordította Geréb László. Bevezette és jegyzetekkel ellátta Kardos Tibor. [Trad. par — Intr. et annot. de — Король Матиас. Перевод. —. Введ. и прим. —.] Bp. 1959, Magyar Helikon. 354 p. (Monumenta Hungarica 2.)

Le recueil contient cette partie de l'ouvrage historique de Bonfini qui traite du roi Mathias; ce texte y est traduit en hongrois. (Rerum Ungaricarum Decades, Decas III. Livres 9—10. Decas IV. Livres 1—8.) L'étude d'introduction de Tibor Kardos relate la vie de cet humaniste italien qui vécut à la cour du roi de Hongrie, ses idées et les circonstances de la naissance de son ouvrage historique.

Csapodiné Gárdonyi Klára: *Mátyás király könyvtárának scriptorai. Petrus Cennenius.* [Les copistes de la bibliothèque du roi Mathias. Petrus Cennenius. — Скрипторы библиотеки короля Матиаса. Петрус Ценненциус.] MK 1958. T. 74. No 4. pp. 327—344.

L'auteur examine les volumes subsistant de la bibliothèque du roi Mathias (1458—1490) d'un point de vue nouveau: de celui des types d'écriture. Elle constate que Petrus Cennenius, copiste de manuscrit, joua un rôle important dans l'histoire des Corvina. L'étude relate la vie de Cennenius, son activité et ses travaux effectués au service de la bibliothèque de Buda.

Horváth I(stván) K(ároly)—K. Obermayer E(rzsébet): *De vita operibusque Ladislai de Macedonia.* Szegedini, 1958, 28 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Sectio antiqua. Minora opera ad studium antiquitatis pertinentia I.)

Ladislas de Macedonia, humaniste et diplomate hongrois, déploya son activité au service des rois Louis II (1516—1526) et Ferdinand I^er (1526—1564). Cette étude expose sa vie et son activité d'orateur et de diplomate.

Bendefy László: *Szombathelyi Benedek rudasmester. Adatok a középkori magyar földmérés történetéhez.* [Benedek Szombathelyi, maître arpenteur. Quelques documents sur l'activité professionnelle et sur les conditions de vie des ingénieurs hongrois aux XV^e et XVI^e siècles. — Землемер Бенедек Сомбатхельи. Материалы к истории землемерия в Венгрии в средние века.] Bp. 1959, Tankönyvkiadó. 71 p. 7 tabl. (Budapesti Mű-

szaki Egyetem Központi Könyvtára. Műszaki tudománytörténeti kiadványok 11.)

Benedek Szombathelyi, maître arpenteur, effectua de 1524 à 1526, les travaux d'entretien et de fortification des forteresses de la famille Kanizsay. Au travers de documents relatifs à sa vie et à son activité, l'auteur présente l'activité et les conditions de vie des ingénieurs hongrois aux XV^e^ et XVI^e^ siècles.

6. Histoire de Hongrie. 1526—1790. — История Венгрии. 1526—1790 гг.

Uriszék. XVI—XVIII. századi perszövegek. Szerk. Varga Endre. [Tribunal seigneurial. Textes de procès du XV^e^ au XVIII^e^ siècles. Réd. par — Земский суд. Тексты судебных процессов XVI—XVIII вв. Ред.—.] Bp. 1958, Akadémiai Kiadó. 1104 p. 12 tabl. 3 c. (Magyar Országos Levéltár kiadványai 2. Forráskiadványok 5.)

Paru dans la série de publications de sources éditées par les Archives Nationales, ce recueil comporte les procès-verbaux de 580 procès plaidés devant un tribunal seigneurial, de 1582 à 1700. Ces procès-verbaux concernent 19 domaines situés dans différentes régions du pays. Ils brossent un tableau réel des conditions d'existence des serfs, de leurs charges, de leur résistance à l'oppression et du droit coutumier rural de l'époque. Ce matériel, dans sa majeure partie de langue hongroise, et en partie moindre, en latin, est une véritable mine d'or, exploitée tant par les historiens que par les linguistes, les historiens du droit et les ethnographes. L'étude d'introduction exposa la formation et l'évolution de la juridiction seigneuriale, analyse par le détail l'activité des tribunaux seigneuriaux. Une ample nomenclature, ainsi qu'un index et une table des matières facilitent l'emploi de ce recueil.

Házi Jenő: *Az 1566. évi soproni borkereskedelem.* [Le commerce du vin à Sopron en 1566. — Торговля вином в городе Шопрон в 1566 г.] SSz 1959. T. 13. No 2. pp. 151—157.

L'auteur présente les notes d'Artner Erhard, conseiller et étalonneur officiel. Il en ressort que la ville de Sopron effectua une notable exportation de vin vers la Bohême, la Moravie et la Pologne.

Kiss István: *A bihari borvidék a XVI. század végén.* [La région vinicole de Bihar à la fin du XVI^e^ siècle. — Винодельческий край комитата Бихар в конце XVI в.] Sz 1958. T. 92. Nos 5—6. pp. 616—624.

Le domaine le plus important de la production marchande agricole fut dans la Hongrie du XVI^e^ siècle la production du vin. Se fondant sur des rôles de dîmes, *Regesta decimarum*, l'auteur soumet à l'examen l'évolution de la monoculture des vignes, la stratification sociale de la paysannerie dans la région de Bihar, l'une des importantes contrées vinicoles de Hongrie orientale. La forte concentration de la paysannerie aisée dans la région vinicole et sa notable accumulation de capitaux indiquent que c'est en son sein qu'il faut chercher une fraction des germes de ce capitalisme qui commença à se développer dans l'agriculture de la Hongrie du XVI^e^ siècle.

Balázs László: *Laskai Sándor református prédikátor levelei* 1640—1657. [Lettres de Sándor Laskai, prédicateur réformé, 1640—1657. — Письма кальвинистского проповедника Шандора Лашкаи 1640—1657 гг.] Et. 1958. T. 1. No 4. pp. 303—340.

Publiées ici, 22 lettres de ce pasteur réformé de Transdanubie traitent avant tout de ses opérations commerciales — et donnent une idée des relations commerciales hungaro—turques de l'époque.

Apáczai Csere János: *Magyar Enciklopédiája. I. Logika.* [Encyclopédie hongroise. I. Logique. — Венгерская энциклопедия. Часть I. Логика.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 159 p. (Apáczai Csere János művei 1. Kritikai kiadás. Szerk. Lázár György.)

Les quatre premiers volumes de l'édition critique des oeuvres de János Apáczai Csere (1625—1659), pédagogue et écrivain hongrois de Transylvanie, publient son plus important ouvrage: l'Encyclopédie hongroise qui parut à Utrecht en 1653. Elle diffusa en Hongrie la philosophie de Descartes et les enseignements des sciences naturelles d'Occident. Le premier volume, la Logique, fut la première tentative — restée sans suite — pour créer un vocabulaire philosophique hongrois. Les abondantes notes de cette édition critique précisent les sources de l'ouvrage d'Apáczai.

Apáczai Csere János: *Magyar Enciklopédiája.* Sajtó alá rend. és bev. Bán Imre. Jegyz. ell. Gyenis Vilmos. [Encyclopédie hongroise. Mise sous presse et intr. par — An-

notée par — Венгерская энциклопедия. Подг. к печати и введ. —. Прим. —.] Bp. 1959, Szépirodalmi Kiadó. 441 p. 1 tabl. (Magyar klasszikusok.)

Édition de l'ouvrage de pionnier, exposé plus haut, de János Apáczai Csere et destinée à un public plus large.

Comenius, Johannes Amos: *A látható világ.* (Orbis sensualium pictus.) Közzétette, bev. és jegyz. ell. Geréb György. [Publ. intr. et annoté par — Изд., введ. и прим. —.] Bp. 1959, Magyar Helikon. 343 p. 2 tabl.

Comenius séjourna en Hongrie, à Sárospatak, de 1650 à 1654. C'est là qu'il composa son manuel démonstratif qui, dans l'histoire de la pédagogie fut une oeuvre de pionnier; ce manuel fut édité à Nurmberg en 1656. La présente édition hongroise est rédigée sur la base du texte hongrois de l'édition trilingue de 1669, avec des gravures sur bois originales. L'étude d'introduction rend compte de la naissance de l'ouvrage et précise sa place dans l'histoire de la pédagogie.

Catalogus Studiosorum Illustris Scolae S. Patakinae. Közli Román János. [Communiqué par — Сообщ. —.] Et 1958. T. 1. pp. 75—81., 231—236., 341—345.

Faisant suite à une communication antérieure, se trouve publiée ici la liste des élèves qui, de 1672 à 1678, fréquentèrent l'école supérieure réformée de Sárospatak.

Protestáns egyháztörténeti adatok az 1670—1681. *évekből a bécsi hadilevéltárból.* Közli Szabó István. [Documents relatifs à l'histoire de l'Église protestante dans les années 1670—1681, provenant des Archives militaires de Vienne. Communiqués par — Материалы к протестанской церковной истории 1670—1681 гг. из военного архива в Вене. Сообщ. —.] Et 1958. T. 1. Nos 2—3. pp. 203—230.

Publication des textes des procès-verbaux du Conseil de Guerre de Vienne qui mettent en lumière le rôle que cet organe militaire central de l'empire des Habsbourg joua dans la persécution des protestants de Hongrie.

Boros Ferenc: *A hazai településállomány XVIII. század eleji képe.* [L'aspect des agglomérations en Hongrie au début du XVIII[e] siècle. — Картина состава населения Венгрии в начале XVIII в.] FÉ 1958. T. 7. No 4. pp. 481—494.

Se fondant sur une comparaison faite entre les chiffres absolus de la population et la valeur par commune des surfaces arables, l'auteur établit les types d'agglomérations et dresse la carte géographique de la Hongrie du début du XVIII[e] siècle. Les types d'agglomérations expriment l'intensité de l'exploitation agricole et l'activité artisanale et commerciale.

Berlász Jenö: *Az erdélyi jobbágyság gazdasági helyzete a XVIII. században.* [Les conditions économiques des serfs de Transylvanie au XVIII[e] siècle. — Экономическое положение крепостного крестьянства Трансильвании в XVIII в.] Bp. 1958, Akadémiai Kiadó. 72 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. Új sorozat 10.)

S'appuyant sur un matériel archival, en premier lieu sur les livres de comptes et les recensements des domaines familiaux-fiscaux d'Apafi, l'auteur décrit l'évolution des conditions d'existence des serfs de Transylvanie au XVIII[e] siècle. Pour commencer, il soumet à l'examen l'activité de l'organisme des communautés des terres assurant l'autonomie d'exploitation de la communauté serve et son autorité juridique élémentaire, sur lesquels se base la lutte de la classe serve, puis il passe en revue les différentes formes de manifestation de la résistance des serfs s'appuyant sur la communauté des terres. Le dernier chapitre résume l'incessante et multiple lutte de classe paysanne dont les résultats s'exprimèrent dans la formation des rapports de propriété et des redevances. L'auteur aboutit à la conclusion que — malgré ses revers partiels — cette lutte connut de notables succès: elle fit sortir la paysannerie de l'état misérable où elle végétait à l'époque finale de la domination turque et aplanit la voie à l'affranchissement des serfs.

Acsádi György—Csizmadia Andor: *Kísérlet a bélapátfalvai jobbágyok XVIII. századbeli életszínvonalának megállapítására.* [Essai de définition du niveau de vie des serfs de Bélapátfalva au XVIII[e] siècle. — Попытка установления жизненного уровня крепостных с. Белапатфальва в XVIII. в.] TStK 1958. T. 2. Nos 1—2. pp. 3—17.

Se fondant sur des données relatives au minimum vital des couches serves, ainsi que sur l'état des redevances serves, les auteurs font la démonstration chiffrée de la chute du niveau de vie des serfs de Bélapátfalva (dans le département septentrional de Borsod), chute qui causa, en 1750—51, un soulèvement armé.

Belényesy Márta: *Adatok a régi hegyközségek történetéhez.* (Két XVIII. századi beregi hegytörvény tanulságai.) [Contributions relatives à l'histoire des anciennes communes montagnardes. (Les enseignements de

deux lois sur les Communes montagnardes de Bereg au XVIII[e] siècle.) — Материалы к истории древних винодельческих обществ. (Уроки двухзаконов о винодельческих обществах из комитата Берег в XVIII в.] NK 1958. T. 3. Nos 1—2. pp. 280—296.

L'auteur communique le texte d'une loi de Beregszász de 1795 qui reflète l'autonomie évoluée de cette commune montagnarde, s'appuyant sur la viticulture, et dont le droit de la paysannerie à la possession des vignes équivalait à celui du seigneur.

Balogh István: *Pusztai legeltetési rend Debrecenben a XVIII-XIX. században.* [Système de pacage dans la «puszta» des confins de Debrecen au XVIII[e]–XIX[e] siècle. — Система пастьбы в степи в г. Дебрецен в XVIII—XIX вв.] Ethnographia 1958. T. 69. No 4 pp. 537—566.

Se fondant sur le droit coutumier populaire et les statuts de ville qui les enregistra, l'auteur expose le système de pacage du territoire de Debrecen qui se basait, semblablement à la pratique connue dans la Grande Plaine hongroise, sur le parallélisme de l'élevage extensif et intensif.

Fallenbüchl Zoltán: *Adatok Pest város XVIII. századi népességének fejlődéséhez.* [Documents relatifs à l'évolution de la population de la ville de Pest au XVIII[e] siècle. — Материалы к истории развития населения города Пешт в XVIII в.] TStK 1958. T. 2. Nos 1—2. pp. 65—72.

Partant des données des registres catholiques d'état-civil, l'auteur en tire des conclusions quant à l'évolution de la population de la ville de Pest, de 1700 à 1770. Suivant ses estimations, dans la période en question, la population de la ville passa de 3.500 à 12—15.000 âmes.

Mesteremberek és kézműves ipart űzők száma a szabad királyi városokban, 1774-ben. Közli Ny.Zs. [Maîtres et artisans dans les villes royales libres en 1774. Communiqué par — Число мастеров и ремесленников в свободных королевских городах в 1774 г. Сообщ. —.] TStK 1958. T. 2. Nos 1—2. pp. 109—116.

Se basant sur les documents des archives de la Chancellerie, l'auteur dresse, groupé par professions, un relevé total du nombre des artisans des 44 villes royales libres.

Statisztikai adatok a XVIII. század végi Erdélyről. 1. Kimutatás az erdélyi arany- és ezüstjövedékekről az 1771—1790-ig terjedő időszakban. 2. Kimutatás Erdély adóköteles családainak számáról közigazgatási egységenként és társadalmi rétegenként 1791-ben. Közli: (B. J.) [Données statistiques concernant la Transylvanie de la fin du XVIII[e] siècle. 1. Relevé des revenus en or et en argent de la Transylvanie, de 1771 à 1790. 2. Recensement des familles imposables de Transylvanie, établi par unité administrative et couche sociale en 1791. Communiquées par (—) — Статистические материалы относительно Трансильвании конца XVIII в. 1. Сводка золотой и серебряной монополии Трансильвании в период 1771—1790 гг. 2. Учет числа подлежащих налогообложению семей Трансильвании по административным единицам и общественным слоям в 1791 г. Сообщ. (—).] TStK 1958. T. 2. Nos 1—2. pp. 99—107.

Publication de sources (relevé) du matériel des Archives Nationales dit «fonds de Musée».

II. Rákóczi Ferenc Válogatott levelei. Szerk. és a bev. tanulmányt írta Köpeczi Béla. [Lettres choisies de François II Rákóczi. Réd. et intr. par — Избранные письма Ференца II Ракоци. Ред. и введ. —.] Bp. 1958. Bibliotheca. 367 p. 13 tabl. 1 c. (Auróra 10.)

Choix littéraire de la correspondance politique et privée de Rákóczi. Le recueil comporte 10 lettres jusqu'à présent inédites. Celles en langue étrangère y sont communiquées en traduction hongroise.

Horváth Róbert: *Egy ismeretlen magyar politikai aritmetikus: Hatvani István professzor* (1718—1786). [Un arithméticien politique hongrois inconnu: le professeur István Hatvani (1718—1786). — Неизвестный венгерский политический арифметик: профессор Иштван Хатвани (1718—1786 гг.] Szeged 1958 (1959), 44 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Acta Juridica et Politica 4/3.)

L'auteur présente l'un des ouvrages philosophiques d'István Hatvani, professeur à Debrecen, qui s'occupa d'une branche importante de la statistique jusqu'alors inconnue en Hongrie: l'arithmétique politique.

Histoire de Hongrie. 1790—1849. — История Венгрии. 1790—1849 гг.

Spira György: *A Pest megyei parasztság 1848 előtti rétegződéséhez.* [La stratification sociale de la paysannerie du département de Pest avant 1848. — К вопросу о расслоении крестьянства комитата Пешт перед 1848 г.] Sz 1958. T. 98. Nos 5—6. pp. 625—643.

Relevé statistique se fondant sur les données des recensements de 1770 et

1828 relatifs à la répartition des tenures serves dans le comitat de Pest. L'auteur de l'étude conteste les conceptions exagérées précédemment professées quant à l'accumulation primitive des capitaux en Hongrie.

Széchenyi István: *Stádium* [Stadium. — Штадиум.] Bp. 1958. Gondolat. Közgazdasági és Jogi Kiadó. 307 p. 2 tabl. (Nemzeti Könyvtár. Közgazdaságtudomány.)

Édition moderne de l'ouvrage de Széchenyi paru en 1833. Cet ouvrage, qui expose par le détail les projets de réformes de Széchenyi, avait exercé une profonde influence sur son époque. L'étude d'introduction analysant le programme d'économie politique de l'auteur souligne les contradictions qui s'y révèlent.

Kossuth Lajos Összes munkái. 4. Országgyűlési Tudósítások. 4. köt. 1834. dec. 1. — 1835. aug. 26. Sajtó alá rend. Barta István. [Oeuvres complètes de — 4. Le Courrier de la Diète. Vol. 4. 1-er déc. 1834. — 26 août 1835. Mises sous presse par — Собрание сочинений. т. 4. Известия сейма. Том 4. 1 декабря 1834 г. — 26 августа 1835 г. Подг. к печати —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 684 p. (Magyarország újabbkori történeti forrásai. Fontes historiae Hungaricae aevi recentioris.)

A la diète de 1832—1836 qui marqua la première grande lutte lancée par les mouvements réformistes bourgeois de Hongrie, le jeune Kossuth rédigea en forme de journal des informations que, polycopiées, il fit parvenir aux abonnés de province. Ces Informations résumaient les débats dans un esprit oppositionnel; ces débats touchaient surtout aux questions du servage, de la liberté confessionnelle, de la langue nationale et de la réforme de la justice. A défaut de journaux et du fait d'une censure sévère, l'entreprise de Kossuth fut d'une grande portée: à l'étape initiale du mouvement des réformes, elle contribua dans une grande mesure à la formation de l'opinion publique oppositionnelle favorable aux réformes. Quant à Kossuth, sa présence à la diète et ce travail de courriériste lui furent une excellente école d'homme d'État et de politicien. Les trois premiers volumes de ce Courrier de la Diète furent publiés en 1948—1949.

Kovács Endre: *A lengyel kérdés a reformkori Magyarországon.* [La question polonaise dans la Hongrie de l'ère des réformes. — Польский вопрос в Венгрии в эпоху реформ.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 429 p.

Sur la base d'un matériel de sources conservé aux Archives hongroises et polonaises, l'auteur présente la monographie détaillée des rapports polono—hongrois dans la période d'entre 1830—1848. En effet, le soulèvement polonais de novembre 1830 ne connut nulle part de répercussions aussi vives et aussi profondes que dans la Hongrie luttant pour son évolution bourgeoise. La première partie du volume rend compte de l'effet du soulèvement de 1830; il souligne les racines sociales de la polonophilie dans les milieux de la noblesse libérale hongroise acquise aux réformes, l'importance politique de la question polonaise, le rôle des émigrés polonais en Hongrie. Dans la suite, l'auteur traite des rapports et de l'effet des mouvements révolutionnaires de Galicie en Hongrie, et en premier lieu de ceux du soulèvement de 1846. Il expose les incidences hongroises de la politique du prince Adam Czartoryski touchant à l'Europe orientale. Révèlant un riche matériel de sources de l'époque, cette monographie s'achève par le résumé des rapports littéraires polono—hongrois.

Danczi József: *L'udevit Stur tanulóévei Győrött.* [Les années d'études de L'udevit Stur à Győr. — Годы учения Людовита Штура в г. Дьёр.] ITK 1959. T. 63. Np 1. pp. 89—94.

S'appuyant sur les données des registres d'école, l'auteur affirme que Stur — qui devint plus tard la personnalité dirigeante du mouvement national slovaque— avait fait ses études en 1827—1829 au collège luthérien de Győr.

Kókay György: *A bécsi Magyar Hírmondó.* (1789—1803.) [Le Courrier Hongrois de Vienne. (1789—1803.) — Венгерский Вестник в Вене. (1789—1803 гг.)] Az Országos Széchényi Könyvtár Évkönyve 1957. Bp. 1959. pp. 164—192.

L'auteur relate l'histoire de l'édition du Courrier Hongrois, l'un des premiers et importants organes hongrois de presse; il parut à Vienne et prit son essor pendant le règne de Joseph II. Il apprécie les efforts que le journal déploya en vue du développement de la langue et de la littérature hongroises et analyse sa tendance de politique éclairée.

Vargha Balázs: *Berzsenyi Dániel.* [Dániel Berzsenyi. — Даниель Берженьи.] Bp. 1959, Gondolat. 289 p. 8 tabl.

Cette monographie analyse l'évolution artistique et politique de Dániel Berzsenyi (1776—1836), grand poète hongrois du début du XIX^{e} siècle. L'auteur démontre l'effet de la conception conservatrice nobiliaire et celui des idées des Lumières

qui se présentèrent simultanément dans l'esprit de Berzsenyi et agirent sur sa poésie (attachement à la poésie lyrique classicisante et opposition au romantisme) et sur son comportement politique (critique de l'aristocracie et de la rusticité de la noblesse).

Wéber Antal: *A magyar regény kezdetei. Fejezetek a magyar regény történetéből.* (Kiad. a Magyar Tudományos Akadémia Irodalomtörténeti Intézete. [Les débuts du roman hongrois. Chapitres de l'histoire du roman hongrois. (Publ. par) — Начало венгерского романа. Очерки из истории венгерского романа. (Изд.)] — Bp. 1959, Akadémia Kiadó. 237 p. (Irodalomtörténeti könyvtár 5.)

L'auteur esquisse l'histoire de la prose hongroise depuis ses débuts, à l'époque des Lumières, jusqu'à l'apparition du premier grand romancier classique, József Eötvös (1840). Il présente le reflet de l'évolution économico-sociale dans la littérature en prose et il attribue aux effets des conditions politiques le fait que ce fut dans le domaine du roman historique qu'il remporta ses premiers succès.

Pándi Pál: *Irodalom és politika a reformkorban.* (Vázlat.) [Littérature et politique à l'ère des réformes. (Esquisse.) — Литература и политика в эпоху реформ. (Очерк.)] IT 1959. No 1. pp. 4—31.

A l'époque précédant la révolution bourgeoise de Hongrie, la littérature ne fit pas seulement refléter indirectement les conditions politiques contemporaines — elle se rallia directement aux luttes politiques. Analysant les rapports de la vie politique et littéraire et leur interaction, l'auteur souligne l'influence littéraire de l'ouvrage-programme d'István Széchenyi intitulé Hitel (Crédit), les luttes littéraires déclenchées entre la noblesse réformiste et les représentants des conservateurs, l'importance du combat entre les tendances libérale nobiliaire et démocratique plébéienne (Sándor Petőfi). L'état arriéré de la littérature philosophique hongroise, l'auteur l'attribue aux âpres luttes menées sur le terrain de la politique et des conceptions du monde et à la mise au premier plan de l'action politique directe.

Urbán Aladár: *A nemzetőrség önkéntes mobilizációja 1848 nyarán.* [La mobilisation volontaire de la garde nationale en été de 1848. — Добровольная Мобилизация национальной гвардии летом 1848 г.] HK 1958. T. 5. Nos. 3—4. pp. 124—150.

L'auteur expose comment les forces destinées originairement à maintenir l'ordre se transformèrent en forces armées; il retrace le déroulement du recrutement, les luttes sociales qui le suivirent et indique quelle fut la composition sociale de la garde nationale.

8. Histoire de Hongrie. 1849—1917 — История Венгрии. 1849—1917 гг.

Mocsáry Lajos Válogatott írásai. A bevezető tanulmányt írta, a válogatást végezte és jegyzetekkel ellátta Kemény G. Gábor. Kiad. a Magyar Történelmi Társulat. [Écrits choisis de Lajos Mocsáry. Étude d'introduction, choix et annotations de — Publ. par — — Избранные сочинения Лайоша Мочари. Введ., выбор и прим. —. Изд. —.] Bp. 1958, Bibliotheca. 799 p. 9 tabl.

L'étude d'introduction qui fait preuve d'une profonde sympathie et de vastes connaissances expose la vie de Lajos Mocsáry (1826—1916), politicien hongrois progressiste, professant la conciliation avec les minorités nationales; elle souligne son activité de politique nationalitaire qualifiée de radicale bourgeoise, ainsi que sa conséquente prise de position à l'égard de l'indépendance — le respect dont il jouissait de la part des nationalités opprimées accusant en même temps son isolement dans le monde politique hongrois où il luttait contre le nationalisme de plus en plus aveugle des classes dirigeantes et des partis politiques hongrois. — Ce recueil de documents comporte les parties les plus notables des grands ouvrages publicistiques et des brochures de Mocsáry, ses discours, articles et lettres choisis. La dernière partie communique un riche matériel archival relatif au rôle politique de Mocsáry, des articles de la presse hongroise et des minorités nationales et des mémoires postérieurs.

Orliczek József: *A kataszteri felmérések főbb területmegoszlási adatai az 1853—1935. évek között.* [Les donnés principales des levées du cadastre concernant la répartition des territoires entre les années 1853—1935. — Главнейшие данные кадастровых измерений относительно разделения территории в 1853—1935 гг.] TStK 1958. T. 2. Nos 1—2. pp. 47—64.

Comparaison des levées du cadastre entre les années 1853—1935 qui attestent des modifications de proportions entre les différentes branches de culture.

Kossuth Lajos levelei Nemeskéri Kiss Miklóshoz. (I—III. Közli Kun József és Bőhm Jakab. [Lettres de Lajos Kossuth à Miklós Nemeskéri Kiss. (I—III.) Publ. par — Письма Лайоша Кошута к Миклошу Немешкери Киш. (Часть I—III.) Сообщ. —.] HK 1957. T. 4. Nos 3—4. pp. 322—381.; 1958. T. 5. Nos 1—2. pp. 221—258. Nos 3—4. pp. 225—284.

Les lettres de Lajos Kossuth, ignorées jusqu'à présent, et adressées dans les années 1852—1860 à son agent diplomatique à Paris, Miklós Nemeskéri Kiss, comportent d'importants documents concernant la situation interieure de l'émigration, ses rapports avec la France, les négociations de réconciliation engagées avec les Roumains et les Sud-Slaves, l'époque de la guerre d'Italie et les débuts des pourparlers relatifs au compromis austro—hongrois.

Mátrai László: *A «doktrinérek», a marxizmus első magyarországi ellenfelei.* [Les «doctrinaires», premiers adversaires du marxisme en Hongrie.— Доктринеры — первые противники марксизма в Венгрии.] MFSz 1958. T. 2. Nos 3—4. pp. 281—293.

L'auteur constate qu'après 1849 ce fut l'idéologie libérale antirévolutionnaire qui devint prédominante en Hongrie (Eötvös, Kemény, les centralistes) tandis que les représentants sporadiques des tendances philosophiques démocratiques s'isolèrent (János Erdélyi, Mentovich). Ces doctrinaires libéraux, ou centralistes, furent les premiers à s'opposer en Hongrie aux doctrines de Marx et critiquèrent l'idéologie du socialisme scientifique.

Pach Zsigmond Pál: *A dualizmus rendszerének megszilárdulása az 1870-es években.* (Kiad.) a Központi Pedagógus Továbbképző Intézet. [La stabilisation du régime dualiste dans les années 1870. (Publ. par) — Укрепление системы дуализма в 70-х годах XIX в. (Изд.) —.] Bp. 1958. (1959.) Soksz. 50 p. (Történelem tanároknak 4.)

Exposé de l'histoire et des antécédents de la fusion des partis libéraux en 1875. Après le compromis de 1867, certaines contradictions s'étaient révelées entre les deux groupes des classes règnantes: d'une part entre les grands-propriétaires et les grands capitalistes alliés entre eux, et d'autre part la gentry propriétaire moyenne. La fusion de 1875 créa l'alliance de ces deux groupes, ce qui amena la stabilisation interne du régime dualiste et l'accroissement de l'oppression des classes travailleuses et des nationalités.

Farkas Sándor: *Marx Károly tanításainak elterjedése Magyarországon 1867—1919.* [La diffusion des enseignements de Karl Marx en Hongrie 1867—1919. — Распространение учения Карла Маркса в Венгрии в 1867—1919 гг.] A Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem Évkönyve 1958. Bp. 1959, Közgazdasági és Jogi Kiadó pp. 5—42.

Les replaçant dans le cours historique et la sphère de problèmes de l'évolution des mouvements ouvrières de Hongrie et en les groupant selon les périodes historiques les plus importantes autour des sujets de fond, l'auteur analyse la diffusion des enseignements de Marx et la déficience de leur application aux conditions particulières à la Hongrie.

A dualizmus közoktatásügyének bírálata a haladó sajtóban. Szerkesztette, bevezetéssel és jegyzetekkel ellátta Felkai László. [La critique de l'enseignement public du régime dualiste dans la presse progressiste. Réd. intr. et annotée par — Критика учебного дела режима дуализма в прогрессивной печати. Ред., введ. и прим. —.] Bp. 1959. Tankönyvkiadó. 359 p. 2 tabl. (Neveléstörténeti könyvtár.)

Recueil d'articles concernant l'enseignement public et la politique culturelle choisis dans la presse du mouvement ouvrier et radicale bourgeoise de la période de 1868—1918. L'étude d'introduction apprécie les conceptions culturelles des mouvements et tendances progressistes et nous fait connaître les organes de presse dont les articles en question sont issus.

Dolmányos István: *Költők barátságától a népek testvériségéig. Magyar—orosz művelődési kapcsolatok a dualizmus korában.* [De l'amitié entre les poètes à la fraternité entre les peuples. Relations culturelles progressistes hungaro—russes à l'époque du dualisme. — От дружбы поэтов к братству народов. Венгерско-русские прогрессивные культурные связи во время дуализма.] Bp. 1959, Gondolat. 218 p.

L'auteur rend compte des fréquentes relations hungaro—russes établies dans le domaine de la littérature, de la musique et des beaux-arts à partir du milieu du XIX^{e} siècle jusqu'à la fin de la première guerre mondiale. Il s'occupe par le détail de l'influence de la littérature classique russe en Hongrie et du rôle qu'elle joua dans la formation des tendances démocratiques littéraires et artistiques hongroises. Il parle de l'accueil fait en Russie à la littérature hongroise contemporaine, les rapports de Ferenc Liszt et de Mihály Mun-

kácsy avec les Russes et la profonde influence que la musique russe exerça sur la vie musicale de Hongrie. Le recueil s'achève par l'analyse de l'effet de la révolution bourgeoise démocratique russe et des oeuvres de Gorki sur la littérature hongroise.

Katus László: *A Tisza kormány horvát politikája és az 1883. évi horvátországi népmozgalmak.* [La politique croate du gouvernement Tisza et les mouvements populaires de Croatie de 1883. — Хорватская политика правительства Тиса и народные движения 1883 г. в Хорватии.] Sz 1958. T. 92. Nos 5—6. pp. 644—684.; 1959. T. 93. Nos 2—4. pp. 303—334. — Tirage-à-part: Bp. 1960, 73 p.

L'auteur brosse le tableau des processus fondamentaux de l'évolution économique et sociale de la Croatie à la première étape de l'époque du dualisme; il expose ensuite le développement extraordinairement retardataire du capitalisme et la crise structurelle de transition de la société croate, conséquence de ce retard. Après avoir décrit la formation des partis croates, le développement du mouvement national opposé au compromis et l'agressivité nationaliste toujours croissante du gouvernement Tisza, l'auteur démontre, à l'aide d'un matériel archival d'époque, que les manifestations nationalistes qui eurent lieu en connexion avec «l'affaire des armoiries» étaient étroitement reliées à l'exaspération du mécontentement de la paysannerie croate en voie de pauperisation ainsi qu'au soulèvement armé de Zagorje et des Confins Militaires. Il relate le déroulement du soulèvement, sa répression et son incidence sur la politique hongroise et croate.

Haász Árpád: *A századeleji magyar társadalom és a Galilei Kör.* [La société hongroise du début du siècle et le Cercle Galilée. — Венгерское общество в начале XX в. и кружок им. Галилея.] V 1959. T. 2. Np 1. pp. 17—26.

Le Cercle Galilée fut, au cours des 20 premières années du siècle, l'organisation de la jeunesse intellectuelle hongroise progressiste. Analysant la composition sociale de ce Cercle, l'étude constate que les éléments démocrates bourgeois et socialistes s'y mélaient. L'auteur expose les rapports du Cercle avec les sociaux-démocrates et exalte le rôle de ses membres dans la préparation des révolutions de 1918—1919.

Galántai József: *A «keresztényszocialista» szervezkedés Magyarországon* 1903—1919. [L'organisation «chrétienne-sociale» en Hongrie, 1903—1919. — Организация «христианских социалистов» в Венгрии в 1903—1919 гг.] PtK 1959. T. 5. No 1. pp. 67—93.

L'auteur esquisse les prémisses idéologiques de ce mouvement, les répercussions en Hongrie de l'encyclique *Rerum Novarum* et l'activité du Parti Populaire catholique. Le mouvement chrétien-social n'eut d'influence que sur certaines couches de la petite bourgeoisie des villes, malgré sa démagogie socialiste, il ne s'enracina pas dans la classe ouvrière. L'étude relate l'activité des dirigeants politiques cléricaux de l'époque, la prise de position politique des chrétiens-sociaux et signale les raisons de l'échec de leur mouvement.

Simon Péter: *A Földmunkás- és szegényparaszt-mozgalmak Magyarországon 1890—1904 között.* — [Mouvements des travailleurs de la terre et paysans pauvres de Hongrie entre 1890 et 1904. — Движения сельскохозяйственных рабочих и крестьянской бедноты в Венгрии в 1890—1904 гг.]

Pölöskei Ferenc: Parasztmozgalmak 1905—1914 között. [Mouvements paysans entre 1905 et 1914. — Крестьянские движения в 1905—1914 гг.] Bp. 1959, Táncsics Kiadó. 42 p. (A magyar parasztság kialakulása, története és mozgalmai 4.)

Deux études parues dans la série de vulgarisation de l'histoire de la paysannerie hongroise. Péter Simon constate que la différenciation de la paysannerie s'accentua fortement à la fin du XIX^{e} siècle; la paysannerie pauvre se détacha des couches plus aisées et se rallia aux ouvriers de la terre dont les mouvements étaient de plus en plus vifs. Il présente les différentes tendances de ces mouvements, leurs rapports avec les ouvriers des industries et avec les sociaux-démocrates. Après avoir traité des grèves de moissonneurs des années 1905 et 1906, l'étude de Pölöskei présente les différents partis paysans qui se constituèrent à l'époque de la coalition, leurs programmes, ainsi que les efforts qui visaient à les unir.

Szakál Pál: *A dolgozó parasztság anyagi helyzete Magyarországon az első világháború idején.* (La situation matérielle de la paysannerie travailleuse de Hongrie à l'époque de la première guerre mondiale. — Материальное положение трудящегося крестьянства в Венгрии во время первой мировой войны.] KgSz 1959. T. 6. No 3. pp. 327—336.

L'auteur met l'accent sur la stratification au sein de la paysannerie, sur les luttes qui opposèrent la paysannerie pauvre aux cultivateurs aisés et souligne l'effet que la guerre exerça sur les différentes couches de la paysannerie.

9. Histoire de Hongrie. 1918—1919 — История Венгрии. 1918—1919 гг.

Arató Endre: *Magyar, cseh és szlovák munkások együttműködése a Nagy Októbert követő forradalmi fellendülés időszakában.* (1917—1920.) [La coopération des ouvriers hongrois, tchèques et slovaques dans la période de l'essor révolutionnaire succédant à la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. *(1917—1920.)* — Сотрудничество венгерских, чешских и словацких рабочих в период революционного подъема, последовавшего за Великой Октябрьской социалистической революцией. (1917—1920 гг.)] Sz 1959. T. 92. No 1. pp. 49—69.

L'auteur expose le parallélisme de l'évolution des mouvements ouvriers tchécoslovaque et hongrois et leurs rapports dans la période révolutionnaire. Il traite de l'activité de la Section Tchécoslovaque de Budapest du Parti Social-Démocrate de Hongrie et, se fondant sur des documents contemporains et des souvenirs oraux de témoins, il souligne que les meilleurs parmi les ouvriers tchéques et slovaques — malgré la démagogie chauviniste de la bourgeoisie et des sociaux-démocrates de droite — se rendirent compte de l'importance historique de la République Hongroise des Conseils et exprimèrent leur sympathie pour elle.

Balázs József: *Az osztrák—magyar hadsereg felbomlása és a magyar polgári demokratikus forradalom győzelmének katonai vonatkozásai 1917-ben.* [La désagrégation de l'armée austro—hongroise et les traits militaires de la victoire de la révolution bourgeoise démocratique en 1917. — Разложение австро-венгерской армии и военные отношения победы венгерской буржуазно-демократической революции в 1917 г.] HK 1958. T. 5. Nos 3—4. pp. 3—17.

A l'aide de sources archivales et de souvenirs, l'auteur affirme que le processus de désagrégation de l'armée commença déjà en 1916—1917. Il souligne que d'étroits rapports existaient entre la société et l'armée.

Budapest a Tanácsköztársaság idején az egykorú sajtó tükrében. (Összeállította a Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár Budapesti Gyűjteményének munkaközössége.) [Budapest sous la République Hongroise des Conseils, à la lumière de la presse contemporaine. (Réd. par — Будапешт во время Венгерской Советской Республики в свете современной печати. (Сост. —.)] Bp. 1959. Főv. Szabó Ervin Könyvtár. 214 p.

Compilation de presse sur les événements de la République des Conseils qui se déroulèrent à Budapest, groupés par sujets.

Gadanecz Béla: *A forradalom vezérkarában. Landler Jenő életéről.* [A l'état-major de la révolution. La vie de Jenő Landler. — В генеральном штабе революции. О жизни Йенё Ландлера.] Bp. 1959, Táncsics Kiadó. 201 p. 8 tabl.

Utilisant de nouveaux documents, l'auteur retrace la vie de Jenő Landler, Commissaire du Peuple à la Défense Nationale de la République Hongroise des Conseils. Il fait aussi une relation détaillée en forme de chronique de cette période révolutionnaire.

Hajdu Tibor: *A forradalom győzelme vidéken. A Forradalmi Kormányzótanács vidéki sajtóosztályának jelentéseiből.* Közli — [La victoire de la révolution en province. Rapports de la section de presse du Conseil du Gouvernement Révolutionnaire. Publ. par — Победа революции на местах. Из отчетов отдела провинциальной печати Революционного Правительственного Совета. Сообщ. —.] Sz 1959. T. 93. No 1. pp. 159—171.

Recueil des dépêches arrivées des différentes villes de province et datées des 24—26 mars 1919.

Friss István: *Az első Magyar Tanácsköztársaság gazdaságpolitikája.* (La politique économique de la première République Hongroise des Conseils. — Экономическая политика первой Венгерской Советской Республики.] TáSz 1959. T. 14. Np 3. pp. 9—27.

L'étude résume et procède à une appréciation des mesures prises par le pouvoir des conseils qui visaient à établir un régime économique et social entièrement nouveau: la nationalisation des plus importants moyens de travail et, en conséquence, la socialisation des propriétés terriennes, l'élévation du niveau de vie des ouvriers, l'élaboration du système de l'économie planifiée.

Hevesi Gyula: *Egy mérnök a forradalomban. Négy évtized történelmi időkben.* [Un ingénieur dans la révolution. Quarante années d'histoire. — Инженер в революции. Четыре десятилетия в исторические времена.] Bp. 1959, Európa Kiadó. 423 p. 6 tabl.

Souvenirs de Gyula Hevesi, professeur à l'École Polytechnique, qui décrivent sa propre évolution jusqu'à devenir

révolutionnaire socialiste, et rappellent le rôle des techniciens hongrois dans la période révolutionnaire de 1918—1919.

Koncsek László: *A renngassei összeesküvés.* [Le complot de la Renngasse. — Заговор в Реннгассе.] Bp. 1959, Kossuth Kiadó. 207 p.

Le comité antibolchéviste, organisé par les aristocrates hongrois émigrés à Vienne en 1919, siégea au palais du comte Schönborn-Bucheim au No 4 de la Rengasse et dirigea de là le complot tramé en vue de renverser la République Hongroise des Conseils. Ce livre met au jour les fils du complot: les soulèvements contre-révolutionnaires qui éclatèrent en Transdanubie méridionale et occidentale, leurs rapports avec la diplomacie des puissances occidentales, leurs ressources financières, etc.

A Magyar Tanácsköztársaság jogalkotása. Szerkesztette Halász Pál, Kovács István, Peschka Vilmos. A bevezető tanulmányt írta Szabó Imre. Kiadja a Magyar Tudományos Akadémia Állam- és Jogtudományi Intézete. [L'oeuvre législative de la République Hongroise des Conseils. Réd. par — Intr. par — Publ. par — Законодательство Венгерской Советской Республики. Ред. —. Введ. —. Изд. —.] Bp. 1959. Közgazdasági és Jogi Kiadó. 339 p. 4 tabl.

Recueil des dispositions légales décrétées par la République des Conseils, groupées par sujets juridiques. L'étude d'introduction exalte leur importance, présente le système de leur source de droit et en donne une analyse statistique. Elle jette un bref aperçu sur les rapports de la législation de la République des Conseils avec l'ancien droit bourgeois.

A Magyar Tanácsköztársaság plakátjai. Összeállította Gábor Imréné, Orbán Ilona. Bevezette Pór Bertalan. Kiad. a MSzMP Párttörténeti Intézete. [Les affiches de la République Hongroise des Conseils. Réd. par — Intr. par — Publ. par — Плакаты Венгерской Советской Республики. Сост. —. Введ. —. Изд. —.] Bp. 1959. Kossuth Kiadó. 27 p. 48 annexes.

Collection de reproductions en couleurs des affiches imprimées à l'époque de la République des Conseils. L'introduction communique les données biographiques des artistes qui les dessinèrent et fournit les renseignements les plus indiqués.

A Magyar Tanácsköztársaság művelődéspolitikája. Válogatott rendeletek, dokumentumok, cikkek. Sajtó alá rend. és bevezette Petrák Katalin és Milei György. (A bibliográfiát összeállította Forgách Sándorné és B. Jávorka Éva.) [La politique culturelle de la République Hongroise des Conseils. Décrets, documents, articles choisis. Mise sous presse et intr. par — (La bibliographie réd. par —.) — Культурная политика Венгерской Советской Республики. Изобранные декреты, документы, статьи. Подг. к печати и сост. —. (Библиографию сост. —.—)] Bp. 1959, Gondolat Kiadó. XXVI, 381 p. 12 tabl.

Choix de documents d'archives et de presse. L'étude d'introduction procède à l'appréciation des efforts systématiquement déployés par la République des Conseils en vue de la révolution culturelle et rend compte des résultats obtenus dans ses différents secteurs.

A Magyar Vörös Hadsereg. 1919. (Válogatott dokumentumok.) Összeállította Hetés Tibor, a bevezető tanulmányt írta Liptai Ervin. (Kiad. a) MSzMP Központi Bizottságának Párttörténeti Intézete, a Hadtörténelmi Levéltár és Múzeum. [L'Armée Rouge Hongroise. (Documents choisis.) Réd. par — Intr. par — (Publ. par —) Венгерская Красная Армия. 1919 г. (Избранные документы.) Сост. —. Введ. —. Изд. —.] Bp. 1959, Kossuth Kiadó. 530 p.

Le recueil comporte 274 documents contemporains relatifs aux combats livrés en 1919 par l'Armée Rouge Hongroise. L'étude d'introduction relate l'histoire de cette Armée: sa formation, son organisation, ses opérations de guerre, les circonstances du déclenchement de la contre-révolution et de l'intervention étrangère.

Nemes Dezső: *A Magyar Tanácsköztársaság történelmi jelentősége.* [La signification historique de la République Hongroise des Conseils. — Историческое значение Венгерской Советской Республики.] Sz 1959. T. 93. No 1. pp. 1—48.

Après avoir présenté les conditions historiques et les antécédents de la République des Conseils et montré les répercussions qu'elle eut à l'étranger, l'auteur exalte son importance dans l'histoire du peuple hongrois, ses oeuvres fondamentales et ses luttes de défense nationale. Il expose les circonstances de la chute du pouvoir des Conseils et, pour terminer, il résume les enseignements les plus notables lègués par cette dictature prolétarienne qui dura 133 jours.

Pamlényi Ervin: *A Magyar Tanácsköztársaság kultúrpolitikájáról.* [La politique culturelle de la République des Conseils Hongroise. — О культурной полутике Венгерской Советской Республуки.] Sz 1959. T. 93. Np 1. pp. 109—116.

L'auteur passe en revue les plus importants résultats de la politique culturelle de la République des Conseils dans les différents domaines, puis, soumettant à l'analyse les caractéristiques générales de cette politique culturelle, il constate qu'elle fut imbue d'un profond humanisme et fut de caractère internationaliste. L'auteur soumet à une analyse détaillée les rapports que la République Hongroise des Conseils a eus avec nos traditions culturelles progressistes.

Szamuely Tibor: *Alarm. Ausgewählte Reden und Aufsätze.* Vorwort von Béla Kun. Übers. von Alpári Hilda.— Тревога. Избранные речи и статьи. Введ. —. Перевод. —.] Berlin—Bp. 1959, Dietz—Corvina. 244 p.

Ce recueil comporte un choix des discours et des conférences d'un des préparateurs et dirigeants de la République Hongroise des Conseils.

Siklós András: *Adalékok a Magyar Tanácsköztársaság historiográfiájához.* [Contributions à l'historiographie de la République Hongroise des Conseil. — Материалы к историографии, занимающейся Венгерской Советской Республикой.] Sz 1959. T. 93. No 1. pp. 102—108.

L'auteur présente une vue d'ensemble et une appréciation critique des différentes tendances historiographiques qui se manifestèrent quant à la République des Conseils.

Великая Октябрьская социалистическая революция и Венгрия. Сборник статей. [La Grande Révolution Socialiste d'Octobre et la Hongrie. Recueil d'Études.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 183 p. (Studia Historica 17.) De la Table des Matières: — Содержание сборника:

Молнар Э(рик): *Великая Октябрьская социалистическая революция.* [La Grande Révolution Socialiste d'Octobre.]

Рети Л(асло): Венгерская пролетарская революция 1919 г. — первый последователь Великой Октябрьской социалистической революции. [La révolution prolétarienne hongroise de 1919 — première adhérente de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.]

Дьёркеи Й(енё) Йожа А(нталь): *Венгерские интернационалисты в Великой Октябрьской социалистической революции и в гражданской войне.* [Internationalistes hongrois dans la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et dans la guerre civile.]

Милеи Дь(ёрдь): *Борьба венгерской группы Российской Коммунистической Партии* (большевиков) в 1918 г. за образование Коммунистической Партии Венгрии. [La lutte du groupe hongrois du Parti Communiste (bolchévik) Russe en 1918 pour la constitution du Parti Communiste de Hongrie.]

Шандор В(ильмош): *Роль национальных движений в распаде* Австро-Венгерской Монархии и Великая Октябрьская социалистическая революция. [Le rôle du mouvement national dans la désagrégation de la Monarchie Austro—Hongroise et la Grande Révolution Socialiste d'Octobre.]

Габор И.: *Отзвук российских революционных движений в письмах венгерских трудящихся к военнопленным.* [L'écho du mouvement révolutionnaire russe dans les lettres des ouvriers hongrois adressées aux prisonniers de guerre.]

Мучи Ф(еренц): Влияние российской февральской революции 1917 года на Венгрию. [L'effet de la révolution russe de février sur la Hongrie.]

Бакшаи З(ольтан): *Великая Октябрьская социалистическая революция и чепельские рабочие.* [La Grande révolution socialiste d'Octobre et les ouvriers de Csepel.]

Л. Надь Ж(ужа): Рабочее движение и антивоенная борьба 1917—18 годов в Задунайском краю. [Mouvements ouvriers hostiles à la guerre dans la région transdanubienne en 1917.]

Zsigmond László: *Az Osztrák—magyar Monarchia széttörése és a nemzetközi erőviszonyok.* [L'effondrement de la Monarchie Austro—Hongroise et les rapports internationaux de force. Разгром Австро-Венгерской Монархии и международные отношения сил.] Sz 1959. T. 93. No 1. pp. 70—101.

L'auteur relate les négociations diplomatiques qui précédèrent l'armistice — en premier lieu les entretiens secrets engagés en vue de la conclusion d'une paix séparée — et, soumettant à l'analyse la prise de position des puissances de l'Entente quant à la raison d'être et la souveraineté de la Monarchie Austro—Hongroise, il constate que les diplomacies anglaise et américaine s'étaient prononcées pour le maintien de la Monarchie.

10. Histoire de Hongrie. 1919—1945 — История Венгрии. 1919—1945 гг.

Balázs Béla: *A Horthy-fasizmus társadalmának és ideológiájának néhány jellemző vonása.* Sallai Elemér és Molnár Erik hozzászólásával. [Quelques traits caractéristiques de la société et de l'idéologie du fascisme de Horthy. Avec les interventions de — Некоторые характеристические черты общества и идеологии фашизма Хорти. С выступлениями —.] MTATT 1959, T. 9. No 1. pp. 97—116.

L'auteur analyse les bases sociales de l'idéologie politique du régime contre-révolutionnaire de Horthy et il décèle les raisons de la profonde influence que cette idéologie nationaliste exerça sur de larges masses populaires dans les particularités de l'évolution sociale hongroise à l'époque du dualisme. La petite-bourgeoisie hongroise, dans les conditions spéciales de la Monarchie Austro—Hongroise, ne s'opposa pas aux classes dominantes, ne forma point de tendances petites-bourgeoises démocratiques indépendantes; elle soutint la politique de la grande bourgeoisie et, en conséquence, fut très réceptive aux idéologies nationalistes démagogiques.

Gábor Andor: *Véres augusztus.* (Válogatott politikai cikkek. 1920—1926.) Sajtó alá rendezte, bevezetéssel és jegyzetekkel ellátta Diószegi András. [L'août sanglant. Choix d'articles politiques. 1920—1926.) Mis sous presse, intr. et annoté par — Кровавый август. (Избранные политические статьи. 1920—1926 гг.) Подг. к печати, введ. и прим. —.] Bp. 1959, Szépirodalmi Kiadó. 569 p. (Gábor Andor Összegyűjtött művei.)

Ce recueil contient les articles du renommé journaliste et publiciste hongrois Andor Gábor, écrits entre 1920 et 1926, en émigration, articles parus dans le Bécsi Magyar Ujság (Journal Hongrois de Vienne), dans le Uj Előre (Nouvel en Avant) publié en Amérique, et dans le Párizsi Magyar Munkás (Ouvrier Hongrois de Paris).

Szakács Kálmán: *Az 1929—33-as világgazdasági válság és a magyar parasztság. — A parasztság helyzete és küzdelmei a válság után.* (1933—1939.) [La crise économique mondiale de 1929—33 et la paysannerie hongroise. — La situation et les luttes de la paysannerie après la crise. (1933—1939.) — Мировой экономический кризис 1929 — 33 гг. и венгерское крестьянство. — Положение и борьба крестьянства после кризиса (1933—1939 гг.)] Bp. 1959, Táncsics Kiadó. 40 p. (A magyar parasztság kialakulása, története és mozgalmai 6.)

L'auteur expose l'effet de la crise sur les différentes couches de la paysannerie; les petits-propriétaires et les propriétaires moyens s'endettèrent, et un grave chômage pesa sur les prolétaires agricoles. La direction du Parti des Petits Propriétaires dirigeant l'organisation politique de la paysannerie passa petit à petit entre les mains de la paysannerie aisée, quant aux mouvements des ouvriers de la terre, ils subirent l'influence des sociaux-démocrates. La deuxième partie de cette étude décrit la répartition des propriétés foncières et les conditions de salaires au milieu des années 30 et constate que la politique opportuniste du Parti des Petits Propriétaires et des sociaux-démocrates à l'égard de la terreur gouvernementale toujours croissante pendant les années précédant la guerre entrava dans une grande mesure le développement des mouvements paysans.

Berend T. Iván—Ránki György: *Magyarország gyáripara a második világháború előtt és a háború időszakában.* (1933—1944.) [L'industrie hongroise avant la deuxième guerre mondiale et pendant la guerre. (1933—1944.) — Фабрично-заводская промышленность Венгрии перед второй мировой войной и во время войны. (1933—1944 гг.)] Bp. 1958, Akadémiai Kiadó. 624 p. 2 tabl.

Cette monographie révèle le rôle que le commerce extérieur, le mécanisme politico-financier, les fournitures d'armes étrangères, la préparation clandestine de guerre à l'intérieur du pays jouèrent dans l'essor économique survenu au milieu des années 30. Elle est la première à étudier en détail l'évolution des différentes branches d'industrie, à communiquer des données relatives à la production et à la concentration des capitaux, à l'activité et au rôle des organismes monopoleurs, au pouvoir économique du capital monopoleur de Hongrie et à la participation des capitaux étrangers dans l'industrie hongroise. La deuxième partie présente l'accomplissement du programme de Győr de 1938, le développement de l'économie de guerre, sa mise au service de la machine de guerre hitlérienne, elle rend compte, par le détail, de l'évolution des branches d'industrie pendant la guerre et de l'économie politique de Hitler en Hongrie. Ces deux parties donnent aussi un aperçu de la composition de la classe ouvrière.

Lackó Miklós: *A magyar ipari munkásság összetételének alakulásáról* (1930—1949). Tör-

téncti statisztikai tanulmány. [Contributions à la question de la composition sociale des masses ouvrières (1930—1949). Étude historico-statistique. — О формировании состава венгерского промышленного рабочего класса. (1930—1949 гг.) Исследование по исторической статистике.] Sz 1958. T. 92. Nos 5—6. pp. 699—731.

Cet ouvrage étudie et compare les données des recensements de 1930 et de 1949 relatives aux origines des ouvriers de l'industrie et brosse un tableau de la composition sociale des masses ouvrières, des sources de leur recrutement, et montre leur afflux et leur reflux dans le prolétariat.

A magyarországi munkásmozgalom 1939—1945. (Kiadja a) MSzMP Központi Bizottságának Párttörténeti Intézete. [Mouvements ouvriers de Hongrie 1939—1945. (Publ. par) — Рабочее движение в Венгрии в 1939—1945 гг. (Изд.) —.] Bp. 1959, Kossuth Kiadó. 383 p. (Tananyag a MSzMP Magyar Munkásmozgalom Története tanfolyama számára. 1958—1959.)

Synthèse et manuel d'enseignement, cet ouvrage se rattache organiquement aux volumes antérieurs de la même série qui présentent la première récapitulation bien fondée, systématique et basée sur un matériel de sources contemporaines de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois à l'époque de la seconde guerre mondiale: l'activité du Parti des Communistes de Hongrie et ses efforts visant à la création du Front Populaire antifasciste, la situation du Parti Social-Démocrate, les luttes toujours plus aigues entre ses ailes droite et gauche, ainsi que le développement du mouvement de résistance dirigé par les communistes. La deuxième partie contient un choix de documents du plus important matériel relatif aux mouvements ouvriers de l'époque.

Csatári Dániel: *Józsa Béla.* [Béla Józsa — Бела Йожа.] PtK 1959. T. 5. No 1. pp. 94—120.

Cette étude relate la carrière de Béla Józsa, journaliste communiste de Transylvanie, peu connu jusqu'à présent par le public hongrois. A partir des années 30, il consacra son activité de publiciste à la solidarité démocratique des peuples roumain et hongrois, et il s'appliqua à organiser la vie culturelle de la minorité hongroise de Transylvanie. A partir de 1940, il déploya son activité dans les territoires transylvains rattachés à la Hongrie, organisa le mouvement de résistance antifasciste; en 1943, il mourut en martyr.

Ránki György: *Adatok a magyar külpolitikához a Csehszlovákia elleni agresszió idején (1937—1939). A német és angol külügyminisztérium iratai alapján.* [Documents concernant la politique extérieure hongroise à l'époque de l'agression contre la Tchécoslovaquie (1937—1939). D'après les documents des ministères des Affaires Etrangères d'Allemagne et de Grande-Bretagne. — Материалы к внешней политике Венгрии во время агрессии против Чехословакии. (1937—1939 гг.) На основе документов германского и английского министерств внешних дел.] Sz 1959. T. 93. No 1. pp. 117—158.

Se fondant sur les documents publiés par les ministères des Affaires Etrangère, d'Allemagne et de Grande-Bretagnes l'auteur expose les antécédents diplomatiques du premier arbitrage de Vienne de 1938 et montre les méthodes par lesquelles la diplomacie hitlérienne se rallia les milieux gouvernementaux hongrois — aspirant à la révision des frontières, mais hésitants au début — aux préparatifs de l'agression contre la Tchécoslovaquie.

Tóth Sándor: *A Horthy hadsereg szervezete.* (1920—1944.) [L'organisation de l'armée de Horthy. (1920—1944.) — Организация армии Хорти. (1920—1944 гг.—)] HK 1958. T. 5. Nos 1—2. pp. 51—70. Nos 3—4. pp. 64—99.

Sur la base d'un matériel de sources jusqu'à présent ignoré, l'auteur nous fait connaitre l'organisation, l'armement et l'effectif de l'armée de Horthy, soulignant les facteurs qui — en premier lieu en ce qui concerne la déficience de l'équipement — rendirent cette armée, développée dans des buts agressifs, inapte à la guerre moderne.

A 2. magyar hadsereg megsemmisülése a Donnál. A Hadtörténelmi Intézet levéltárának anyagából összeállította és bevezette Horváth Miklós. Münnich Ferenc előszavával. (Kiad. a) Hadtörténetelmi Intézet. (2. bőv. kiad.) [L'anéantissement de la 2e armée hongroise sur le Don. Réd. et intr. par — Préface de — (Publ. par) — (2e éd. aug.) — Разгром 2. венгерской армии при реке Дон. Из материалов Архива Военно-исторического института сост. и введ. — (Изд.) —. (2. расш. изд.)] Bp. 1959, Zrínyi Kiadó. 387 p.

Choix de documents de l'Etat-Major et du bureau militaire du Régent. Ces documents mettent en lumière l'équipement défectueux de l'armée hongroise, la démoralisation des soldats et les circonstances de la défaite survenue en hiver 1943 sur le Don, à Voronèje.

11. Histoire universelle — Всемирная история

Tőkei F(erenc): La propriété foncière dans la Chine de l'époque Tcheou. [Условия земельной собственности в Китае в эпоху Чжоу.] Acta Antiqua 1958. T. 6. fasc. 3—4. pp. 245—300.

Se fondant sur l'analyse des sources chinoises contemporaines, l'auteur démontre que la propriété foncière privée était inconnue et que le mode de production dit asiatique était basé sur les communautés de terres. La société de l'époque Tcheou, qu'il appelle «société patriarcale esclavagiste» était de caractère transitoire, tandis que l'état relevait du «despotisme patriarcal».

Antalffy (György) Georges: *La démocratie antique et les penseurs avant Socrate.* (Extrait.) [Демократия древнего мира и мыслители до Сократа. (Резюме.)] Szeged 1958, 42 p. (Acta Universitatis Szegediensis. Acta Juridica et politica 4/6.)

Analysant la philosophie, la littérature et les arts des Grecs à l'époque des guerres perses, l'auteur se propose de voir comment s'y reflétaient les contradictions de la vie sociale et politique, et en premier lieu la lutte de la démocratie et du conservativisme dans l'idéologie de l'époque.

Harmatta (János): *Die partischen Ostraka aus Dura-Europos.* [Парфянские острака из Дура—Эуропос.] Acta Antiqua 1958. T. 6. Nos 1—2. pp. 87—195.

L'auteur fournit ici de nouvelles propositions concernant la lecture des six ostraka parthes découverts lors des fouilles exécutées à Dura. Il constate que les ostraka sont des listes relatives aux livraisons de céréales établies entre 257 et 262 après l'occupation de Dura par les Perses.

Хан И(штван): *К вопросу о социальных основах узурпации Прокопия.* [Contributions relatives aux bases sociales de l'usurpation de Procope.] Acta Antiqua 1958. T. 6. fasc. 1—2. pp. 199—211.

Les historiens soviétiques ont déjà montré que Procope, l'usurpateur (365—366), fut appuyé par les plébéiens ruraux. L'auteur de cette étude démontre que les plébéiens des villes étaient également de son côté et que le mouvement avait ses objectifs sociaux et économiques définis, de caractère utopistique communistique, formulés par Héraclès.

Pach Zsigmond Pál: *A feudális földjáradék formaváltozása a nyugat-európai agrárfejlődésben.* [Les changements de forme de la rente foncière féodale dans l'évolution agraire de l'Europe occidentale. — Изменения формы феодальной земельной ренты в аграрном развитии Западной Европы.] A Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem Évkönyve 1958. pp. 148—164.

L'auteur démontre la vigueur de la loi des changements des formes révélée par Marx (47^{e} chapitre du 3^{e} vol. du Capital) de la rente foncière féodale dans l'évolution agraire de l'Europe occidentale. Parallèlement à la formation de la rente foncière féodale (redevances en travail, en nature et en argent), l'auteur traite de l'évolution de la situation juridique des serfs et des formes de leur dépendance féodale.

Bucsay Mihály: *Münzer Tamás teológiája és a német parasztháború.* (Megjegyzések M. M. Szmirin: «Münzer Tamás népi reformációja és a nagy parasztháború» c. művéhez). [La théologie de Thomas Münzer et la guerre paysanne allemande. (Remarques concernant l'ouvrage de M. M. Smirin: «La réformation populaire de Thomas Münzer et la grande guerre paysanne.») — Теология Томаса Мюнцера и германская крестьянская война. (Замечания к сочинению М. М. Смирина: «Народная реформация Томаса Мюнцера и великая крестьянская война.»)] Et 1958. T. 4. pp. 97—137.

Ouvrant une discussion avec Smirin, l'auteur de cette étude démontre que dans la théologie de Münzer, en premier lieu dans sa conception sur la vie humaine d'ici-bas, ce furent les éléments médiévaux qui prédominèrent; la faiblesse idéologique qui en découla joua un rôle décisif dans la défaite de la guerre paysanne dirigée par lui.

Niederhauser Emil: *Bulgária története.* [Histoire de Bulgarie. — История Болгарии.] Bp. 1959, Gondolat. 231 p. 4 c.

Utilisant et résumant les derniers résultats de l'historiographie bulgare, l'auteur est le premier à brosser un tableau d'ensemble, destiné au public hongrois, de l'évolution historique du peuple bulgare. Après avoir donné un aperçu sur le moyen-âge et sur l'époque de la domination turque, c'est à partir du XIX^{e} siècle qu'il s'occupe par le détail de la renaissance nationale et des luttes d'indépendance des Bulgares. Cette monographie s'étend aux principales étapes de l'évolution de la culture bulgare et sur les rapports historiques bulgaro—hongrois.

Vajda Imre: *Anglia és a sterlingövezet a világkereskedelemben.* [L'Angleterre et la zône-sterling dans le commerce mondial. — Англия и стерлинговая зона в мировой торговле.] A Marx Károly Közgazdaságtudományi Egyetem Évkönyve 1958. pp. 165—194.

L'auteur expose la formation de la zône-sterling — forme d'organisation économique de l'impérialisme britannique — son rôle dans l'économie mondiale, puis il s'occupe du retard du commerce extérieur de la Grande-Bretagne par rapport au trafic mondial après la deuxième guerre mondiale.

Novobátzky Károly: *A fizikai megismerés úttörői. Tíz tanulmány a természettudomány történetének kiemelkedő alakjairól.* Szerk. Marx György. Az előszót írta Gyulai Zoltán. [Les précurseurs de la connaissance physique. Dix études sur les personnalités éminentes de l'histoire des sciences naturelles. Réd. par — Intr. par — Пионеры физического познания. Десять исследований о выдающихся личностях истории естественных наук. Ред. —. Введ. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 150 p.

Recueil d'articles choisis relatifs à l'histoire des sciences, composé par le célèbre physicien hongrois, où l'auteur expose, à travers la vie et l'oeuvre de Copernic, Galilée, Newton, Eötvös, Einstein, Boltzmann, Planck et Curie le développement de notre image de la nature à l'âge moderne et contemporain.

*Liste d'abbréviations des revues hongroises — Список сокращений заглавий венгерских журналов

AtSz Agrártörténeti Szemle [Revue d'Histoire Agricole — Вестник Аграрной Истории]

AÉ Archaeológiai Értesítő (Bulletin d'Archéologie — Археологический Бюллетень]

Et Egyháztörténet [Histoire de l'Église (protestante) — Церковная История (протестантская)]

FÉ Földrajzi Értesítő [Bulletin de Géographie — Известия по Географии]

Hk Hadtörténelmi Közlemények [Bulletin d'Histoire Militaire — Военно-исторические Известия]

IT Irodalomtörténet [Histoire Littéraire — История Литературы]

ItK Irodalomtörténeti Közlemények [Bulletin d'Histoire Littéraire — Известия по Истории Литературы]

JK Jogtudományi Közlöny (Bulletin des Sciences Juridiques — Вестник Юридических Наук]

KgSz Közgazdasági Szemle [Revue d'Histoire Économique — Экономическое Обозрение]

LK Levéltári Közlemények [Bulletin des Archives — Архивные Известия]

MFSz Magyar Filozófiai Szemle [Revue Hongroise de Philosophie — Венгерское Обозрение по Философии]

MK Magyar Könyvszemle (Revue du Livre Hongrois — Венгерское Книжное Обозрение]

MNy Magyar Nyelv [Langue Hongroise — Венгерский Язык]

MTATT Magyar Tudományos Akadémia Társadalmi és Történeti Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences Sociales et Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences — Известия Отделения Общественно-исторических Наук Академии Наук Венгрии]

MűÉ Művészettörténeti Értesítő [Bulletin d'Histoire des Arts — Бюллетень Истории Искусств]

NK Néprajzi Közlemények [Bulletin d'Ethnographie — Этнографические Известия]

OTKK Az Országos Orvostörténeti Könyvtár Közleményei [Bulletin de la Bibliothèque Nationale d'Histoire de la Médecine — Известия Всегосударственной Библиотеки Истории Медицины]

PtK Párttörténeti Közlemények [Bulletin d'Histoire du Parti — Известия по Истории Партии]

SSz Soproni Szemle [Revue de Sopron — Шопронское Обозрение]

Sz Századok [Siècles — Века]

TáSz Társadalmi Szemle [Revue Sociale — Общественное Обозрение]

TStK Történeti Statisztikai Közlemények [Bulletin de Statistique Historique Известия по Исторической Статистике]

V Valóság [Réalité — Действительность)

Le XI[e] Congrès International des Sciences Historiques

Le développement des relations internationales des sciences historiques hongroises avant tout avec les pays socialistes, mais aussi avec des pays capitalistes, est une des tâches sur lesquelles nous avons le plus souvent insisté au cours de ces dernières années. La connaissance des recherches se poursuivant dans les autres pays peut, par la confrontation des différentes vues, non seulement approfondir notre propre travail, mais encore contribuer au perfectionnement des méthodes de l'historiographie marxiste et faciliter, dans une très grande mesure, l'élimination du provincialisme que nous n'avons pas encore réussi à faire disparaître entièrement de notre historiographie. Ce fut donc avec une attente bien compréhensible que les historiens hongrois envisagèrent le XI[e] Congrès International, qui, organisé par le Comité International des Sciences Historiques, se tint à Stockholm, du 21 au 28 août 1960.

Depuis le commencement de 1955, les historiens hongrois ont consolidé leurs relations avec le C. I. S. H., relâchées dans les années antérieures. Tout comme les historiens de l'Union Soviétique et des autres pays de démocratie populaire, ce n'est plus seulement au congrès qu'ils se sont fait représenter comme ce fut le cas en 1955 à Rome, mais ils ont également participé au travail du C. I. S. H. entre les deux congrès, et à la préparation du congrès de Stockholm. La conséquence en fut que le congrès de Stockholm assura aux pays socialistes un forum scientifique beaucoup plus large que le précédent. Tandis qu'au congrès de Rome les historiens soviétiques n'avaient présenté qu'un seul rapport et cinq communications, à Stockholm ils ont eu l'occasion de présenter 3 rapports et 10 communications, tout comme les historiens des États-Unis. Similairement, la participation des démocraties populaires prit également des proportions plus grandes. Toutefois, les historiens hongrois ont été dans une certaine mesure désavantagés par le fait que l'assemblée générale du comité, réunie en 1957 pour préparer le congrès, ne leur concéda aucun rapport. Cependant même ainsi, leur participation fut beaucoup plus importante qu'au congrès de Rome où ils n'obtinrent qu'une seule communication, tandis qu'à Stockholm ils avaient l'occasion d'en présenter 3.

En ce qui concerne ses proportions, le congrès de Stockholm figura parmi les réunions scientifiques les plus monumentales. Deux milles historiens, les représentants de cinquante pays, se sont rassemblés à Stockholm pour y écouter les conférences et pour participer aux discussions. On a témoigné un vif intérêt non seulement aux séances de congrès proprement dites, réparties en cinq sections parallèles, (notamment: Méthodes, Antiquité, Moyen Age, Temps Modernes et Époque Contemporaine), mais encore aux séances de travail des commissions, précédant le congrès. Pour ne citer qu'un seul exemple: plus de trois cents spécialistes ont assisté à la I^ère Conférence internationale de l'histoire économique.

Le congrès fut déclaré ouvert le 21 août 1960 dans le Palais des Concerts (Konserthuset) à Stockholm. En guise d'introduction Sir Charles Webster, viceprésident du Comité, évoqua le souvenir du professeur Frederico Chabod, l'excellent historien italien d'esprit progressiste, président du Comité, qui avait joué un rôle important dans la préparation du congrès de Stockholm et qui mourut quelques semaines avant son ouverture. Après les paroles de bienvenue des représentants de l'Unesco, des organes officiels et des institutions suédoises, ce fut le tour de la conférence du professeur Sture Bolin (Université de Lund) sur «Le commerce et les voies commerciales des vikings» (Handel und Handelswege der Wikinger). Le travail proprement dit du congrès ne commença que le lendemain, dans les sections particulières. Un rapport et 3—5 communications s'y rattachant furent discutés par jour. Les textes des rapports, réunis et imprimés en cinq volumes, avaient déjà été remis aux congressistes six semaines environ avant l'ouverture du congrès. Le sixième volume, contenant les résumés des communications n'a été distribué qu'immédiatement avant le congrès.

Bien que basée exclusivement sur le matériel imprimé, la discussion des 31 rapports — un des sujets ayant été choisi par deux rapports — occupait généralement les heures de la matinée. Chaque auteur de communication disposa de 20 minutes pour développer oralement ses thèses déjà présentées. Les communications furent suivies chacune d'une discussion de 45 minutes en moyenne. Bien entendu, le programme très fourni du congrès a fortement limité la durée des discussions. Ceux qui intervinrent dans la discussion des rapports avaient la possibilité de parler 8 à 10 minutes, ceux dont l'intervention portait sur les communications, n'avaient que 5 minutes. Avant la publication des procès-verbaux, il n'est guère possible de déterminer avec exactitude le nombre des interventions, mais nous ne croyons pas être loin de la vérité en estimant que le nombre des historiens qui ont activement participé au travail du congrès dépassa les mille.

*

Dans ce qui suit nous essayerons de brosser un tableau des travaux les plus importants du congrès et des commissions sans prétendre toutefois de le mettre au complet. En préparant cet exposé, nous avons utilisé les comptes-rendus rédigés par les historiens hongrois qui ont participé aux séances des diverses sections du congrès. La publication d'une analyse critique approfondie de tous les rapports et communications ne sera possible qu'après la réception des Actes du congrès contenant le compte-rendu des discussions.

Les historiens hongrois ont également pris part aux séances de travail des trois Commissions qui ont eu lieu avant le congrès. Le programme des séances de travail de la Commission internationale des Études slaves avait déjà préalablement provoqué un vif écho critique — ajoutons: justifié. Tandis qu'au cours de la sélection des rapports et des communications présentées on a réussi à éviter toute question de caractère provocateur, le programme de la Commission internationale des Études slaves fut inopinément changé au mois d'avril 1960, et un certain nombre de travaux de tendance provocative d'émigrés ukrainiens et d'autres nationalités y fut inséré, entre autres la conférence de M. Johann Weidlein, ex-directeur de l'ancienne école allemande du Volksbund à Budapest, sur «Le nationalisme hongrois et l'expulsion des Allemands de la Hongrie». La tendance provocative de cette conférence est d'autant plus évidente que par son sujet elle n'appartint guère au domaine des études slaves. Les idées de M. Weidlein qui les avait d'ailleurs exposées dans plusieurs ouvrages au cours des dernières années, se résument en ce que l'expulsion des Allemands de Hongrie après 1945 avait pour cause unique le nationalisme hongrois, lequel — à l'en croire — serait le propre de tous les courants politiques en Hongrie. Pour caractériser la valeur de ses arguments, il suffira peut-être de mentionner qu'il fait passer le Volksbund simplement pour une association culturelle, en déniant carrément ses rapports connus avec le national-socialisme. A l'encontre de la conception officielle ouest-allemande condamnant du moins certains crimes du nazisme, Weidlein va jusqu'à acquitter le national-socialisme, au moins en ce qui concerne la Hongrie. Il n'en est pas moins un des propagateurs les plus zélés de la théorie de la «suprématie culturelle» allemande.

La protestation de la Commission Nationale des Historiens Hongrois étant restée malheureusement sans résultat, c'est dans les séances de travail de la Commission internationale des Études slaves que nos historiens se disposaient à engager une discussion à propos de cette conférence. Cela cependant ne s'avéra pas nécessaire, le caractère superficiel et tendancieux de la communication de M. Weidlein étant tellement évident, que le président — après la protestation du professeur Leo Stern (République Démocratique Allemande) — lui enleva la parole et refusa même d'ouvrir un débat sur la communication en question.

Parmi les autres travaux de la Commission internationale des Études slaves — passant sous silence quelques sujets d'un caractère également plus tendancieux que scientifique — on mentionnera avant tout la conférence d'un contenu d'ailleurs nettement politique de l'historien polonais émigré connu O. Halecki, qui a analysé le problème du fédéralisme dans l'histoire de l'Europe centrale et orientale (The Problem of Federalism in the History of East Central Europe). M. Halecki idéalisait les solutions fédératives, indépendemment du lieu et de l'époque où elles se présentent. En cela il fut soutenu par plusieurs émigrés ukrainiens. Les historiens soviétiques ont, par contre, souligné le fait que le problème de la fédération doit être envisagé toujours en rapport avec les circonstances historiques données, cela seul pouvant garantir que l'appréciation du rôle historique du fédéralisme corresponde à la réalité.

Parmi les autres travaux présentés au cours des séances de la Commission slave on peut citer celles de M. Bernath (République Fédérale Allemande) et de M. E. Wolfgramm (République Démocratique Allemande). Dans sa conférence sur «Les Roumains de Transylvanie dans les projets politiques des autorités centrales de Vienne dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle» (Die Siebenbürger Rumänen in der politischen Planung der Wiener Zentralbehörden in der 2. Hälfte des 18. Jahrhunderts), M. Bernath analysa des événements assez bien connus (au moins pour les historiens hongrois ou roumains) d'une manière positiviste à la base d'ouvrages non moins connus, sans utiliser, toutefois, la nouvelle littérature marxiste. Dans sa conférence intitulée «Contributions à la formation des partis à l'époque d'avant 1848 compte tenu spécialement de l'évolution nationale de l'Est et du Sud-Est Européen» (Zur Parteibildung im Vormärz, besonders im Hinblick auf die nationale Entwicklung in Ost- und Südosteuropa), M. E. Wolfgramm effleura aussi les événements de Hongrie avant 1848, mais, sur ce plan, comme sur celui des autres pays, son exposé ajouta en général peu aux faits déjà connus. C'est plutôt au point de vue des rapports plus généraux qu'il aborda, en tenant compte des résultats de la recherche marxiste, que sa conférence mérite de l'attention.

La conférence donnée par M. N. Chubaty (vivant aux États-Unis) sur «Le Rus de Kiev et la formation des trois nations slaves orientales» («Kievan Rus» and the Formation of the Three East Slavic Nations) représentait le point de vue du nationalisme ukrainien antisoviétique. Le conférencier parla des nations ukrainienne, blanc-russienne et russe comme de nations distinctes, ce qui, à cette époque ancienne, est dépourvu de tout fondement scientifique. Au-delà des erreurs théoriques de la communication, le professeur soviétique M. N. Tikhomirov indiqua aussi ses défauts au point de vue de la critique des sources, tandis que l'historien soviétique B. A. Rybakov, tout en relevant le manque de l'utilisation de la littérature soviétique récente,

prouva de façon convaincante qu'à l'époque en question on ne peut pas parler de ces peuples comme des peuples séparés, leur différenciation n'ayant eu lieu que plus tard.

Tout un groupe des communications présentées au cours des séances de la Commission s'occupa des mouvements intellectuels des pays slaves au XVIII^e siècle.

La conférence de M. H. Jablonowski (République Fédérale Allemande) sur «Les mouvements des idées en Russie pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle» exposa un nombre de faits (d'ailleurs en grande partie connus) d'une manière, dans le fond, positiviste. Néanmoins, ses conclusions avaient, dans plus d'un cas, un caractère plutôt politique, actuel, que scientifique.

La conférence de M. R. Auty (Grande Bretagne) intitulée: «Le mouvement des idées en Tchécoslovaquie pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle» réfléta entièrement la conception de l'école positiviste; ses erreurs étaient dues principalement au fait qu'il avait négligé la littérature récente et, du même coup, surestimé la valeur des vues anciennes.

La discussion s'engagea, avant tout, sur ces deux dernières conférences. En ce qui concerne la première, à côté de l'académicien soviétique Tikhomirov, ce furent les slavistes de la République Démocratique Allemande qui signalèrent l'insoutenabilité de la théorie mettant au premier plan les influences extérieures, et qui insistèrent sur l'importance de l'évolution culturelle intérieure de la Russie.

La conférence de M. R. Auty fut critiquée par les historiens tchécoslovaques (Macůrek, Janeček). En dehors des lacunes déjà mentionnées, ils soulignèrent aussi le fait que l'auteur avait négligé d'indiquer, à côté des influences occidentales, les influences slaves (avant tout russes) qui ont joué un rôle considérable dans l'évolution historique tchécoslovaque au XVIII^e siècle. Ils blâmèrent l'auteur pour ne pas avoir fait une distinction entre les courants politiques progressistes et conservateurs et pour ne pas avoir tenu suffisamment compte des mouvements paysans importants de l'époque lesquels pourtant n'avaient pas manqué de laisser leur empreinte sur l'évolution nationale tchèque et slovaque. Dans sa réponse, M. R. Auty accepta en général ces remarques critiques.

Dans l'ensemble, la majorité des communications et des interventions correspondait au niveau qu'exigent les problèmes scientifiques, bien que ce fussent précisément les séances de la Commission slave au cours desquelles des actions hostiles, provocatrices se sont manifestées, surtout de la part des émigrés ukrainiens.

Le congrès de Stockholm avait été immédiatement précédé par le I^ère Conférence internationale d'Histoire économique, dont les séances se tinrent du 17 au 19 août 1960 à Stockholm. Les préparatifs de cette Conférence se poursuivaient déjà depuis le commencement de l'année 1955, lorsque nom-

breux spécialistes occidentaux de l'histoire économique se réunirent à Paris. On y constitua une Commission provisoire d'Histoire économique (affiliée au Comité International des Sciences Historiques) sous la direction de MM. F. Braudel (Paris), M. Postan (Cambridge) et E. Söderlund (Stockholm). On désigna la date, le lieu et le programme de la première Conférence internationale et, finalement, on décida de publier à l'occasion de la Conférence un volume contenant un certain nombre de communications, d'études d'histoire économique.

Deux sujets principaux furent inscrits dans le programme de la Conférence. L'un fut exposé par M. K. E. Berrill (Cambridge) dans son rapport sur «L'industrialisation comme facteur du développement économique après 1700» (Industrialisation as a Factor in Economic Growth after 1700). L'autre sujet fut abordé par M. F. Lütge (Munich) dans une conférence sur l'analyse comparative des grandes exploitations agricoles depuis la fin du Moyen Age (Large-scale Agricultural Enterprise since the End of the Middle Ages). Les discussions se fondèrent, en dehors de ces deux rapports dont le texte avait été distribué au début de la Conférence, sur le volume, imprimé et diffusé un mois avant, contenant plus de 40 communications relatives aux deux sujets principaux. De ces communications, trois furent présentées par des spécialistes d'histoire économique soviétiques, et cinq par des spécialistes polonais.

En ce qui concerne le premier sujet, les communications — notamment celles des spécialistes soviétiques Iatsounski et Kime — soulevèrent les problèmes de l'histoire industrielle de nombreux pays, surtout sous le rapport du XIX^e et des premières décades du XX^e siècle. Par contre, la conférence du professeur Berrill avait un caractère moins synthétique que nettement abstrait, étant donné qu'elle exposait certaines questions de principe de l'économie politique bourgeoise.

La discussion ne s'attacha qu'en partie à la conférence préambulaire. Une grande partie des interventions s'occupa de la nouvelle théorie, publiée en 1959, du professeur américain Rostow. Cette hypothèse, relative au développement économique, divise l'évolution de l'humanité depuis le XVIII^e siècle en cinq périodes. C'est dans l'évolution des forces productrices et dans leur niveau de plus en plus élevé qu'elle cherche, quoique non de façon conséquente, les traits principaux des différentes périodes. Elle accepte le fait que ce sont les changements économiques qui produisent les changements sociaux et politiques, mais n'en néglige pas moins, pour des raisons faciles à comprendre, la question des rapports de production. Rostow lui-même ne nie pas que son hypothèse adopte un certain nombre de thèses du marxisme, mais il s'efforce en même temps de se délimiter de celui-ci.

La discussion porta avant tout sur la question de savoir, s'il est possible d'établir une théorie générale de l'évolution économique, de parler de lois

économiques valables pratiquement pour le monde entier. Beaucoup de spécialistes occidentaux le contestèrent, en alléguant le caractère singulier, individuel de l'évolution économique produisant des phénomènes différents dans chaque pays, et en niant la possibilité de toute généralisation. Il va de soi qu'ils n'acceptaient pas non plus les phases d'évolution préconisées par l'hypothèse de Rostow. La majorité cependant embrassa l'idée du progrès en acceptant aussi la possibilité de la généralisation. Du côté marxiste, les professeurs Kuczynski et Klima se prononcèrent dans le même sens, tout en soumettant à une critique les vues de Rostow qui, selon leur opinion, interprètent les phénomènes servant de base à la constatation des lois générales d'une façon unilatérale, sans réfléter suffisamment l'essentiel.

L'autre problème se rattachant étroitement au précédent et qui constitua le sujet de la discussion sur l'histoire de l'industrie, était celui des «modèles» de Keynes. Ainsi finalement, les problèmes historiques concrets furent rélégués à l'arrière-plan derrière les questions théoriques soulevées par l'économie politique bourgeoise.

La discussion portant sur l'histoire agricole fut beaucoup plus concrète, plus historique, et en même temps plus fructueuse au point de vue idéologique-politique. Parmi les communications y relatives les plus marquantes étaient celle du professeur soviétique Lavrovski, sur la formation du système des grands fermages en Angleterre aux XVI^e—XVIII^e siècles, celle du professeur de Poznan, Rusinski, et celle du professeur de Göttingen, Abel, sur l'économie des domaines allodiaux administrés directement par les seigneurs terriens à la même époque en Pologne, respectivement en Allemagne. L'exposé d'ensemble du professeur Lütge a également fourni nombreux points d'appui à la discussion, en traitant des problèmes comme celui de la notion de la grande exploitation agricole, des motifs de l'extension des domaines allodiaux, de la provenance des terres de ces derniers, etc.

Ce fut avant tout entre les spécialistes d'histoire économique ouest-allemands d'une part, et des historiens représentant les pays socialistes d'autre part que la discussion fut entamée. Les historiens marxistes critiquèrent, entre autres, le point de vue bourgeois, qui au cours de l'analyse du développement des grandes exploitations seigneuriales cherche à établir les différences entre la mentalité des classes nobiliaires des peuples germaniques et des peuples méditerranéens. Ils firent le jour sur la politique «protectrice des paysans» des monarchies absolutistes, et signalèrent la partialité grave — on pourrait tranquillement dire, le caractère «junker» — des vues exprimées dans la conférence, partialité, qui se traduisait par le fait que l'auteur ne rattacha le développement de la grande exploitation agricole qu'aux princes, aux seigneurs terriens et, tout au plus, aux bourgeois enrichis, en négligeant complètement l'usine capitaliste sortie de l'économie paysanne, respectivement la tendance paysanne de la production de marchandises agricole. Les

historiens marxistes critiquèrent en outre la méthode qui négligea d'examiner le caractère de la main-d'oeuvre employée dans les grandes exploitations agricoles aux XVI^e—XVIII^e siècles, et ne souleva même pas la question fondamentale de savoir s'il s'agissait, à cette époque, dans les divers pays européens, de grandes exploitations agricoles féodales ou capitalistes, ou bien d'exploitations agricoles représentant la transition de l'économie féodale au système capitaliste. Les interventions des délégués des pays socialistes — de Lavrovski et Lesnikov (URSS), de Heitz (République Démocratique Allemande) et de Pach (Hongrie) — eurent un grand retentissement même dans les rangs des spécialistes bourgeois de l'histoire économique (comme cela ressortit en partie des interventions, en partie des conversations qui suivirent les séances). A son tour, l'auteur de la conférence se vit obligé, dans son discours de clôture, d'accepter des compléments, respectivement à faire des concessions sur plusieurs points.

La force de l'historiographie économique marxiste se manifesta donc, au cours de la Conférence internationale, sous des rapports divers, dans une mesure grandissante.

Mentionnons encore comme un fait caractéristique de l'atmosphère de la réunion qu'à la fin de la Conférence le professeur Kime exprima, au nom de la délégation soviétique et des représentants des pays socialistes, ses remerciements à la Commission provisoire qui avait organisé la Conférence, et au président de la Commission, le professeur anglais Postan. La Conférence se termina donc par la poignée de main amicale de l'historien soviétique et l'historien anglais qui exprimèrent leur désir de continuer à développer la coopération scientifique internationale.

*

Le sujet prévu dans le programme du colloque organisé par la Commission internationale d'Histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, présidée par le professeur Labrousse (Paris), avait comme titre: «Les mouvements ouvriers en temps de dépression économique (1929—1939). Leurs conséquences d'ordre politique et social. Comparaison internationale». Le rapport servant de base pour la discussion avait été préparé par une communauté de travail composée des historiens bourgeois français et italiens sous la direction de M. Bouloiseau. Le rapport préalablement remis aux participants du colloque, souleva de grands débats. Le professeur soviétique Troukhanovski signala que les auteurs avaient limité la sphère de leurs recherches aux pays capitalistes et qu'ils ignoraient absolument l'évolution, voire l'existence, de l'Union Soviétique. Ce fut indubitablement la conception sociologique et sociographique qui caractérisa le rapport et une grande partie des interventions occidentales. Les auteurs avaient représenté les phénomènes de la crise en général d'une manière objective, mais s'étaient

abstenus d'en déduire des conclusions politiques. Des efforts tendant à démontrer le caractère accidentel des crises économiques et contestant le fait que celles-ci caractérisent le capitalisme, firent également leur apparition.

Parmi les interventions des délégués des pays capitalistes il y avait cependant quelques-unes d'un caractère différent. L'historien uruguayen M. C. Rama indiqua par exemple qu'il fallait distinguer entre les pays économiquement évolués et arriérés et que les recherches concernant le problème de la crise ne peuvent pas être limitées aux pays appartenant au premier groupe. L'historien japonais M. Shiota — en analysant la situation de son pays — parla des rapports de la crise économique et de la politique de puissance, l'agression impérialiste. A la suite des interventions de MM. Rama et Shiota une vive discussion fut engagée sur la question des aspects politiques de la crise économique, des rapports de la crise avec le fascisme.

L'analyse des conséquences politiques de la crise donna également lieu à une discussion sur certaines questions fondamentales concernant le mouvement ouvrier. Dans leurs interventions, le professeur belge Dhondt et d'autres délégués occidentaux revinrent sur l'idée que le mouvement ouvrier avait eu, dès le début, deux tendances: une tendance «messianistique» et une autre tendance modérée, «réaliste». Ces interventions n'ont laissé planer aucun doute sur le fait que leurs auteurs considéraient Marx comme un des représentants de la première tendance. Les délégués soviétiques intervenant dans ce débat démontrèrent le mal fondé de cette opinion. L'historien ouest-allemand Conze, par contre, s'efforça de mettre l'avènement d'Hitler sur le compte des communistes en falsifiant ainsi la connexion entre la crise et le fascisme.

Les discussions de la Commission internationale d'Histoire des mouvements sociaux ont montré que la Commission effectuait un travail fondamental et utile; un résultat en est la bibliographie de l'histoire de la I^{ère} Internationale publiée sous la direction de la Commission. L'activité de la Commission devra être suivie par la suite avec une attention toute particulière.

*

En ce qui concerne la matière du Congrès proprement dit, dans la I^{ère} section (Méthodes) ce fut le rapport de M. Erich Rothacker sur l'influence de la philosophie de l'histoire sur les sciences historiques récentes (Die Wirkung der Geschichtsphilosophie auf die neueren Geschichtswissenschaften) qui éveilla le plus grand intérêt. Toutefois c'est moins le contenu scientifique du rapport qui piqua la curiosité des congressistes — il n'a pas eu d'écho particulier même dans les rangs des historiens professant des vues philosophiques similaires — que la personne de l'auteur. En effet, M. Rothacker avait été un des philosophes allemands réactionnaires qui après la prise de

pouvoir du nazisme devinrent les supporteurs actifs de son idéologie et de sa politique. Au dernier chapitre de son ouvrage intitulé «Philosophie de l'histoire», publié en 1934, M. Rothacker alla jusqu'à glorifier le Troisième Reich. Il persista dans son opinion, pour le fond, jusqu'à l'échec du nazisme. Le fait que les historiens ouest-allemands lui réservèrent une place à Stockholm, est une preuve incontestable de la tendance idéologique et politique réactionnaire qui prédomine dans les rangs des historiens dirigeants de la République Fédérale Allemande, tendance qui, dans une certaine mesure, a fait sentir son influence même au sein du Comité International des Sciences Historiques.

Le rapport de M. Rothacker, qui semblait évoquer la conception historique allemande de la première moitié de XIX^e siècle, s'efforça de démontrer que les facteurs extra-scientifiques (vorwissenschaftlich) — parmi lesquels il n'énuméra que des motifs idéalistes subjectifs — jouaient un rôle décisif dans les recherches scientifiques. Au cours de la discussion, le rapport fut critiqué par les historiens marxistes. L'académicienne Netchkina (URSS) blâma la négation de l'existence des lois objectives de l'évolution sociale. Le professeur Danilov (Université de Kazan) indiqua que la conception de Rothacker était caractéristique de la tendance néo-nacionaliste allemande qui considère l'histoire comme le produit du destin. Le professeur Leo Stern (République Démocratique Allemande) compara la conception réactionnaire, anti-progressiste de l'historiographie allemande du XIX^e siècle à la conception anglo-américaine de la même époque, révélant, de cette façon-là, les origines intellectuelles du rapport de Rothacker.

C'est au rapport de Rothacker que se rattacha la communication de l'académicien Erik Molnár (Hongrie) sur «L'influence de Hegel sur les sciences historiques marxistes». L'auteur y indiqua les origines hégéliennes de la conception marxiste concernant la nécessité et le hasard, le rôle historique de la personnalité et des masses, les facteurs les plus importants du processus historique, tout en mettant en relief, du même coup, les différences fondamentales de la conception d'histoire marxiste et de la philosophie d'histoire hégélienne.

Parmi les autres rapports de la I^ère section il faut mentionner encore celui de M. Felix Gilbert sur «L'histoire de la civilisation et ses problèmes» (Cultural History and its Problems), qui tenta d'exposer son sujet à la lumière des oeuvres de Burckhardt. Ce fut cependant plutôt la conception de Lamprecht qui provoqua la discussion. A l'encontre de la théorie de la «psychologie collective», les historiens marxistes soulignèrent unanimement le rôle fondamental que les processus économiques et sociaux tenaient dans l'évolution de l'histoire culturelle.

Une journée de la I^ère section fut consacrée aux problèmes de l'histoire des sciences et de la technique. Cette branche d'études, également jeune dans

l'historiographie des pays capitalistes, se trouve aux prises avec les difficultés initiales, avant tout avec des problèmes méthodologiques. Après avoir esquissé l'état actuel de cette branche d'études et indiqué ses tâches les plus urgentes, le professeur hollandais A. J. Forbes analysa dans son rapport sur «L'histoire des sciences et de la technologie» (The History of Science and Technology), avant tout les difficultés dues au fait que les spécialistes des sciences naturelles et de la technologie d'une part, et les historiens d'autre part, sont mutuellement mal renseignés sur leurs spécialités respectives. Les interventions qui suivirent le rapport ne soulevèrent en général pas les problèmes méthodologiques relatives à l'établissement de l'histoire des sciences et de la technologie sur l'histoire économique et sociale. Ce furent Tikhvinski (URSS), Yamamoto (Japon) et László Makkai (Hongrie) qui dirigèrent l'attention des participants sur cette tâche. Leurs points de vue furent, dans leur essence, appréciés de manière positive par le discours de clôture du président de la séance.

Le rapport du professeur soviétique E. M. Zhukov traitant de la division chronologique de l'histoire mondiale (The Periodization of World History) aboutit à une vive discussion initiée par les historiens occidentaux bourgeois. Ceux-ci contestèrent la justesse du point de vue du professeur Zhukov qui détermina la division chronologique de l'histoire mondiale à la base de la conception marxiste de l'évolution des formes sociales. Dans leurs interventions, ils essayèrent, avant tout, de mettre en doute la possibilité de cette sorte de généralisation et de nier la primauté des facteurs économiques. Dans sa réponse, le professeur Zhukov exposa que la conception d'histoire du marxisme fondait la division chronologique sur la régularité et la comparabilité des processus économiques se manifestant dans le développement de formations sociales-économiques identiques. Cependant il souligna que l'on ne pouvait pas parler d'une tendance générale dans le sens d'une fatalité, comme si chacune des formations sociales-économiques se répétait nécessairement dans l'histoire de toutes les nations. Quelques nations — dit-il — peuvent, dans certaines conditions, éviter certaines phases de l'évolution générale de l'humanité.

Dans la III^e section (Moyen Age) c'est le rapport de l'historien danois K. Rahbeck-Schmidt sur la société russe médiévale (The Social Structure of Russia in the Early Middle Ages) qui fut le plus intéressant au point de vue scientifique. Le rapport contenait un grand nombre de constatations importantes concernant la question de la terminologie sociale médiévale, et s'efforçait de définir une position intermédiaire entre l'ancien point de vue russe et les vues de Grékov. L'intervention fort bien documentée du savant soviétique Rybakov, qui réfuta l'ancienne théorie relative aux Varègues, marqua un des points culminants de la discussion. Dans son intervention, le professeur Mme Emma Lederer critiqua l'étude de l'ancienne évolution sociale faite unilatéralement par des méthodes linguistiques.

Le rapport de l'historien ouest-allemand K. Hauck sur la notion de la royauté et de la noblesse des peuples germaniques (Die geschichtliche Bedeutung der germanischen Auffassung von Königtum und Adel) était la seule conférence de la section du Moyen Age qui représentât expressément le courant de l'histoire des conceptions. Il exposa l'idée de la royauté «charismatique» qui s'était répandue, dans les années 1930, aussi en Hongrie.

Très intéressant fut le rapport de M. Gabriel le Bras, un des chefs des historiens catholiques français, sur «Les problèmes des institutions de la Chrétienté Médiévale». Il insista sur la nécessité de soumettre les sources ecclésiastiques médiévales — non seulement les chartes etc. mais encore les sources dogmatiques — à un examen censé révéler leurs rapports avec les conditions économiques et sociales. Il parla des relations de l'église avec les masses, du clergé avec la société, et des problèmes du bas et du haut clergé. La discussion, bien entendu, ne porta pas sur ces questions-là, mais sur celles de l'histoire ecclésiastique. Il n'en reste pas moins notable que le positivisme traditionnel français s'est manifesté, dans une certaine mesure, jusque dans les rangs des historiens catholiques.

Le premier rapport de la section des Temps Modernes comprenant l'histoire des XVI^e—XVIII^e siècles, fut celui du professeur espagnol J. V. Vives sur la structure administrative des États au XVI^e siècle (Estructura administrativa estatal en los siglos XVI y XVII). Il compara l'absolutisme espagnol à l'absolutisme français. Ses vues concernant l'origine de la monarchie absolutiste témoignent d'un rapprochement sensible à la conception matérialiste, ainsi c'est dans le développement économique et social des XIV^e—XV^e siècles qu'il chercha les facteurs les plus importants qui avaient permis la centralisation du pouvoir. Il persista cependant dans la conception bourgeoise mettant l'aspect politique au premier plan: c'étaient les grandes guerres des XIII^e—XV^e siècles qu'il considéra comme les faits qui avaient préparé la génèse de la monarchie absolutiste, en cherchant un rapport immédiat entre le développement du système absolutiste et les conflits de guerre du tournant des XV^e—XVI^e siècles. Son raisonnement, malgré un grand nombre de détails remarquables, n'expliqua donc pas suffisamment la formation de l'absolutisme, et ceci parce qu'il n'attribuait aux facteurs économiques et sociaux qu'un rôle préparatoire, et considérait l'administration comme l'élément le plus actif de l'évolution. Cette déficience fut signalée même par plusieurs historiens des pays capitalistes. Des historiens italiens, français et américains insistèrent, dans leurs interventions, sur les différences entre les bases sociales et la politique économique des deux systèmes absolutistes. D'autre part, les interventions des historiens soviétiques Porchnev et Iermolaïev soulignèrent que le rapport n'avait pas indiqué l'importance de la lutte de classes dans l'évolution de l'absolutisme.

La discussion sans aucun doute la plus intéressante de cette section portait sur les particularités de la transition du féodalisme au capitalisme en Europe centrale et orientale. Le sujet avait été étudié par les historiens tchécoslovaques Klima et Macurek, qui indiquèrent les traits communs pouvant être démontrés dans l'évolution économique et sociale des pays de l'Europe centrale (l'Allemagne orientale, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Autriche). Le processus de l'accumulation primitive du capital, de la transition du féodalisme au capitalisme, s'effectuait dans ces pays de caractère en majeure partie agraire plus lentement et plus difficilement qu'en Europe occidentale. La cause principale de cette différence est à chercher — selon les auteurs — dans la faiblesse de la bourgeoisie et le rôle dirigeant économique et politique de la grande propriété féodale. Ils attachent néanmoins une grande importance, quant au développement du système du «second servage», aussi à la conquête turque et, surtout, à la Guerre de Trente ans, comme à des facteurs qui ont considérablement retardé l'évolution économique. Le rapport en arrive à conclure que malgré les difficultés et la lenteur de l'évolution, les éléments du capitalisme apparaissent dans la vie économique de l'Europe centrale déjà au XVI^e siècle, non seulement dans l'industrie (exploitation minière, manufactures), mais encore dans l'agriculture (travail salarié). Parmi les interventions venant compléter le rapport sous différents aspects, c'est celle du professeur Zsigmond P. Pach (Hongrie) qui fut la plus précieuse au point de vue théorique. Selon le professeur Pach il est prématuré de parler d'une transition du féodalisme au capitalisme aux XVI^e—XVII^e siècles, alors qu'il ne pouvait s'agir que du développement de certaines conditions, des formes initiales de la production capitaliste. L'auteur exposa ces vues en détail dans sa communication sur «La déviation de l'évolution agraire hongroise de celle de l'Europe occidentale» (Die Abbiegung der ungarischen Agrarentwicklung von der westeuropäischen), dans laquelle — tout en analysant les conditions de la Hongrie et en les comparant aux conditions de l'Europe occidentale — il démontra l'arrêt de l'évolution de l'agriculture hongroise et son éloignement du type occidental. L'intervention de l'historien soviétique Lavrovski, soulignant l'importance de l'histoire comparée de l'Europe orientale, facilita la compréhension des caractéristiques de l'évolution de l'Europe orientale.

Au cours de la discussion László Makkai (Hongrie) signala que l'évolution agraire des provinces autrichiennes différant de celle de l'Europe orientale doit être attribuée avant tout au fait que la bourgeoisie y était relativement plus forte, capable de prêter assistance à la lutte de classes de la paysannerie.

Les communications des historiens soviétiques, celle de l'académicien S. D. Skazkine (que des raisons de santé empêchaient d'assister à la séance) sur «La deuxième promulgation du servage en Europe centrale et orientale», et celle de V. A. Goloboutsky, intitulée: «De la question de l'interprétation

comparative historique de la génèse du capitalisme en Europe occidentale et orientale» furent accueillies avec beaucoup d'intérêt.

Le rapport du professeur soviétique R. F. Porchnev sur «Les rapports politiques de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale à l'époque de la Guerre de Trente ans» eut également un grand retentissement. L'auteur fit connaître, avant tout, des documents inconnus jusqu'à ce jour qui se trouvent dans les archives de l'Union Soviétique, et dont il apporta et mit à la disposition des spécialistes occidentaux les copies sur microfilm. Dans son rapport, il traita de la structure du système d'État en Europe au XVII^e siècle, ainsi que du rôle joué par la Suède, la Pologne et la Turquie constituant la «barrière d'Est» qui isolait la Russie de l'Occident. Au cours de la discussion qui suivit cette conférence fondée sur une documentation particulièrement riche et représentant un niveau scientifique très élevé, les savant occidentaux ont, sans exception, admis l'importance, dans la reconstitution de l'histoire de la Guerre de Trente ans, des documents mis à jour, tout comme des problèmes soulevés par le rapport. Leur majorité fut néanmoins de l'opinion que Porchnev surestimait le rôle tenu par la Russie dans la Guerre de Trente ans. Toutefois, un historien suédois tomba d'accord avec Porchnev concernant l'orientation russe de la politique étrangère de Gustave Adolphe. La communication de László Makkai (Hongrie), qui analysa la structure et les conditions de l'absolutisme des Habsbourg au seuil de la Guerre de Trente ans, se rattacha également à ce problème.

Parmi les travaux présentés au cours des séances de la section de l'Époque Contemporaine, il y en avait deux qui, en raison de leur sujet, du nombre des problèmes soulevés et, non en dernier lieu, par l'importance politique de ces problèmes, se trouvèrent au centre des discussions.

L'un fut le rapport de l'historien belge H. Haag sur «La social-démocratie allemande et la première guerre mondiale» qui se rangea parmi les meilleurs travaux du congrès. L'auteur présenta une analyse approfondie des mises au point historiques de cette question. En passant en revue — d'une manière objective — les vues des diverses tendances historiographiques, il soumit à une critique particulièrement sévère les tendances conservatrices et impérialistes. Bien que, dans tout un nombre de questions, il ne fût pas d'accord avec la conception marxiste, il n'en posa pas moins en fait que ce furent les marxistes qui avaient abordé la question de la manière la plus cohérente, la plus approfondie et la plus critique. A l'encontre du niveau très élevé scientifique du rapport, les interventions d'une partie des historiens occidentaux, particulièrement des historiens ouest-allemands, avaient un tout autre caractère. Ils relièrent l'exposé de leurs points de vue tendant à dissimuler et à diminuer la responsabilité de guerre de la social-démocratie allemande, à des manifestations antisoviétiques. L'historien ouest-allemand connu H. Rothfels se fit particulièrement remarquer à cet égard. En ravivant

les anciens arguments des social-démocrates, il chercha à démontrer que l'entrée en guerre de l'Allemagne et l'appui accordé à la politique de guerre par la social-démocratie allemande avaient été justifiés par le fait que la Russie tsariste était — et ici l'auteur se référa à Marx et à Engels — le soutien principal de la réaction européenne. Cette vue fut réfutée par les historiens de la République Démocratique Allemande à l'aide de vérités élémentaires.

La communication de l'historien français J. Droz sur «La Mitteleuropa de Naumann et les partis socialistes européens» réfléta, elle aussi, la conception occidentale de l'histoire. Son intention était de présenter cette Mitteleuropa comme un projet contenant aussi certains éléments d'une solution socialiste. En plus, il exprima son regret que le principe supranational, englobant plusieurs États, n'avait pas pu triompher à cette époque. D'une manière caractéristique, la variante de la conception de Mitteleuropa présentée par J. Droz fut accueillie avec comprehension par les ouest-allemands et par d'autres représentants combatifs de l'historiographie occidentale qui figuraient comme des champions de l'idée supranationale. C'est ce qui caractérisait en général les discussions des séances de la section de l'Époque Contemporaine. Leur idée fondamentale était la propagation de la soi-disante «solidarité européenne».

Du côté hongrois, deux historiens ont participé à la discussion qui suivit le rapport de M. H. Haag. En exposant la politique de la social-démocratie hongroise, Tibor Erényi critiqua le rapport qui avait sousestimé la possibilité objective d'une action dirigée contre la guerre. László Zsigmond, de l'autre côté, polémisa avec les vues de M. J. Droz concernant la Mitteleuropa de Naumann, en soulignant que ce projet ne fut qu'une variante relativement plus modérée des projets de l'impérialisme allemand, et qu'il serait absolument faux de le considérer comme la base d'une solution socialiste quelconque.

Ce fut avec beaucoup d'intérêt que les historiens hongrois envisagaient le rapport des historiens yougoslaves Zwitter, Bogdanov et Šidak sur «Les problèmes nationaux dans la monarchie des Habsbourg». Cependant le rapport, quoique fondé sur un riche matériel de faits et reconnaissant l'importance de la question nationale, n'en avait pas moins des côtés faibles que les critiques ne manquèrent pas de relever. Ainsi par exemple, il n'avait pas attribué suffisamment d'importance aux masses dans les luttes nationales, il avait trop rétréci le domaine des antagonismes nationaux en les limitant aux questions linguistiques et culturelles etc. C'est précisément l'analyse des fondements économiques et sociaux des antagonismes nationaux, dont l'absence fut reprochée aux auteurs par Gyula Mérei, un des historiens hongrois qui intervinrent dans la discussion. Mérei signala également les erreurs du rapport en ce qui concerne l'appréciation du rôle de la paysannerie dans les luttes nationales. Endre Arató ne fut pas d'accord avec la façon de présenter

le dynamisme intérieur des luttes des nationalités. A côté de la critique les historiens hongrois de même que les historiens des autres pays de démocratie populaire, insistèrent sur les côtés positifs du rapport. La discussion idéologique se dirigeait d'ailleurs surtout contre la conception historique idéalisant la Monarchie des Habsbourg, minimisant l'importance de la question des nationalités, et contestant le fait de l'oppression nationale, conception représentée principalement par l'historien autrichien cléricaliste H. Hantsch.

La communication du professeur Hans Rothfels, un des historiens ouest-allemands les plus notables, se rattacha à ce même sujet. (Nationalität und Grenze im späten 19. und frühen 20. Jahrhundert.) Le point de départ en était que dans l'Est et le Sud-Est de l'Europe l'idée nationale était irréalisable dans son acception occidentale et que la formation des États nationaux, dans cette partie de l'Europe, équivaut à une «balkanisation» contenant les germes de conflits permanents et de nouvelles guerres. Une fois de plus, l'idée déjà connue de l'État supranational passa au premier plan. Cette idée surgit d'ailleurs au congrès en trois variantes. L'Autrichien Hantsch et l'Américain Kann s'efforcèrent de justifier la nécessité de reconstituer la Monarchie des Habsbourg. Par la propagation de l'unité politique englobant plusieurs nations et États, Rothfels de toute évidence servait les buts actuels de l'impérialisme allemand. L'émigré polonais Halecki, à son tour, a voulu ressusciter les projets connus d'un bloc antisoviétique et anti-allemand par la propagation de l'idée de la confédération. László Zsigmond (Hongrie) entra en discussion avec la communication du professeur Rothfels, en indiquant que «l'idée de l'Europe» de nos jours se rapportait à un empire sans nom, dans les cadres duquel l'impérialisme ouest-allemand se propose de réaliser ses projets visant à la domination mondiale.

Parmi les autres rapports présentés aux séances de la section de l'Époque contemporaine on mentionnera encore deux. Le professeur anglais F. Thistlethwaite analysa le problème de l'émigration européenne se dirigeant vers l'Amérique aux XIX^e—XX^e siècles. (Migration from Europe Overseas in the Nineteenth and Twentieth Centuries.) Il souligna que par rapport à l'importance du problème — plus de 50 millions d'hommes avaient quitté le continent au cours d'un siècle — la littérature historique y relative était très peu abondante. Les interventions, celles des savants des pays socialistes en particulier, signalèrent à l'attention des congressistes la nécessité d'étudier d'une façon plus approfondie les causes économiques et sociales qui avaient provoqué cette émigration.

Dans son rapport sur «La structure des entreprises au XIX^e siècle» (The Structure of Entreprise in the Nineteenth Century. The Cases of Britain and Germany), le professeur D. S. Landes (Université de Columbia) analysa les divergences de l'évolution du capitalisme allemand et anglais. Il suggéra des idées intéressantes sur le rôle important des *sociétés* par actions dans

l'évolution allemande, ainsi que sur les caractéristiques du développement des entreprises anglaises fondées sur l'accumulation du capital *individuelle*. Du côté hongrois c'est György Ránki qui intervint dans la discussion du rapport. Il exposa certains traits, analogues aux phénomènes allemands, de l'évolution hongroise, puis critiqua le rapport qui en analysant les relations entre les banques et l'industrie, avait omis de signaler les différences existant dans les années 1870 et à l'époque qui suivit le tournant du siècle. Se rattachant à ce sujet, le professeur Sidorov présenta une communication très intéressante sur le problème de la structure de l'industrie russe. Dans la discussion de cette communication, Iván Berend analysa les traits caractéristiques de la structure de l'industrie hongroise.

*

Dans son ensemble, le congrès peut être apprécié de manière positive, non seulement au point de vue des discussions scientifiques, mais encore à celui de l'atmosphère y régnant. Bien entendu, le niveau des conférences et des discussions était assez inégal. Des conférences et des interventions approfondies et superficielles se relayaient. Ceci toutefois n'enlève rien au fait que l'on peut considérer l'ensemble du congrès comme un important événement scientifique. Le comité d'organisation suédois, à son tour, s'est bien acquitté de sa tâche extrêmement difficile, et a contribué ainsi, de son côté, à ce que malgré les discussions idéologiques et scientifiques quelquefois aiguës, l'esprit de coopération scientifique put prévaloir au congrès. Il y avait sans doute des moments contrariants et des interventions provocatives, mais ceci ne peut pas être considéré comme le trait caractéristique du congrès entier.

L'atmosphère qui régnait à Stockholm, plus saine que celle du congrès de 1955, était due en grande partie aux historiens des pays socialistes. Le rôle des pays socialistes, comparé au congrès de Rome, s'était en général accru, en ce qui concerne aussi bien leur participation aux discussions et le niveau scientifique que leur influence sur l'organisation internationale. Le niveau théorique des conférences des historiens des pays socialistes se conjugua, en général, avec une connaissance matérielle solide et avec l'analyse approfondie des faits, ce qui, sans aucun doute, fit accroître le crédit et l'estime de l'historiographie marxiste dans les rangs de certains groupes des historiens occidentaux. En fondant leurs exposés des questions théoriques avant tout sur un riche matériel de faits, les historiens des pays socialistes s'inscrirent en faux contre les vues bourgeoises qui avaient repoussé la conception marxiste comme une politicaillerie antiscientifique. Au cours des discussions auxquelles les historiens des pays socialistes participèrent en grand nombre, les interventions marxistes qui eurent le plus grand retentissement étaient précisément celles qui, dans la lutte contre la conception idéaliste de l'his-

toire, s'appuyaient sur un riche matériel de faits analysé par la méthode matérialiste, quoique la présentation en ait été limitée par la durée très restreinte des interventions.

L'influence des pays socialistes sur l'organisation internationale s'est également accrue, comme en témoignait aussi l'assemblée générale du C. I. S. H.

Dans son rapport, le secrétaire général, M. Michel François a pu tracer, non sans satisfaction, l'activité déployée par le Comité International depuis le congrès de Rome. Il mentionna le raffermissement de l'influence internationale du Comité, l'accroissement du nombre de ses membres et la consolidation de ses rapports avec les autres organes scientifiques internationaux. Il insista sur le fait que, dans les dernières années, on avait réussi à rendre possible aux Commissions de faire un travail méritoire aboutissant à la préparation des bibliographies, et la publication de quelques volumes. En même temps il a signalé que les historiens de certains continents ne participaient pas encore suffisamment au travail du Comité, et que l'activité des Commissions était encore à beaucoup d'égards entravée par l'insuffisance des moyens financiers.

L'assemblée générale adopta les nouveaux statuts du C. I. S. H. qui ne contiennent d'ailleurs pas de changements sérieux par rapport aux statuts précédents. Le Comité International reçut parmi ses membres l'Inde et la Mongolie. L'admission de cette dernière peut être considérée comme un succès notable des pays socialistes. Par contre, on ne réussit pas à assurer l'admission de la République Démocratique Allemande. Sur ce point un certain compromis fut conclu: le Bureau du Comité s'engagea d'assurer la participation des historiens de la République Démocratique Allemande à tous les congrès internationaux des sciences historiques etc. Ainsi le problème ne fut même pas soumis à l'assemblée générale. Certains changements favorables sont survenus aussi dans la direction de quelques-unes des Commissions. Il suffira de mentionner que la nouvelle direction de la Commission internationale des Études slaves comprendra, en dehors du délégué yougoslave, un délégué soviétique, un délégué polonais et un délégué tchèque. Le professeur autrichien H. Schmidt fut élu président du Bureau. Les fonctions d'un des vice-présidents furent conférées à l'académicien Guber, président de la Commission Nationale des Historiens de l'Union Soviétique. Il fut décidé que la prochaine assemblée générale du Comité se tiendrait en 1962 à Londres, et le XII^e congrès international en 1965, à Vienne.

Ce fut à sa seconde séance, le 28 août, que l'assemblée générale s'occupa de la motion relative à l'établissement d'une Commission des Études de l'histoire de la Monarchie austro-hongroise. La motion fut déposée par un groupe peu nombreux dirigé par l'historien autrichien H. Hantsch et l'historien américain R. Kann. Il est caractéristique qu'en préparant leur proposition, ils ne pensèrent pas à s'assurer le concours des historiens tchécoslovaques,

et des historiens hongrois. Le plan de travail qu'ils soumirent à la séance traitant des problèmes nationaux de la Monarchie des Habsbourg ne laissa planer aucun doute quant à leur désir de diriger les travaux de la Commission à former dans un esprit tendant à justifier l'existence historique ou même actuelle de la Monarchie. Il est donc naturel que la proposition ait été rejetée par la majorité des participants. Après de tels antécédents, l'assemblée générale, estimant que la proposition n'était pas assez mûre, la renvoya aux Commissions Nationales des pays intéressés qui avaient fait partie de l'ancienne Monarchie, afin qu'elles l'examinent. Ainsi, pour autant que cette Commission internationale soit établie sous les auspices du C. I. S. H., les historiens des pays socialistes auront la possibilité de faire valoir leurs vues au cours de ses travaux et d'empêcher ces travaux de servir uniquement les buts politiques actuels des historiens partisans des Habsbourg.

Dans l'ensemble, l'assemblée générale peut enregistrer des résultats positifs, et son climat permet d'espérer que l'idée de la coopération internationale se fera de plus en plus valoir. C'est sans aucun doute la condition première de ce que le Comité soit capable de remplir sa mission.

Il nous reste encore à rendre compte de la participation des historiens hongrois au congrès. Quatorze historiens hongrois ont pris part aux travaux du congrès, en partie comme délégués de l'Académie des Sciences ou du Ministère de l'Instruction, en partie à titre privé.

Les trois communications — déjà mentionnées — des historiens hongrois ont eu un écho favorable dans les rangs des congressistes.

Les autres participants hongrois du congrès, comme cela ressort de ce que nous avons déjà dit, ont, eux, aussi, activement participé aux discussions du congrès proprement dit, aussi bien que de la I^ère Conférence internationale d'Histoire économique le précédant. Leurs interventions témoignaient de l'état avancé et du niveau élevé de l'historiographie hongroise marxiste. Ils présentèrent les résultats notables de notre historiographie dans les domaines en question, et exposèrent, à la base de leurs propres recherches, l'interprétation marxiste du problème.

A l'occasion du congrès, les historiens hongrois ont mis au point un ouvrage collectif important en deux volumes, contenant une trentaine d'études, une bibliographie de l'historiographie hongroise depuis la libération (1945), et un compte rendu de l'activité des historiens hongrois pendant les derniers cinq ans. L'ouvrage, rédigé par E. Pamlényi et publié par la Maison d'Édition de l'Académie des Sciences, compta parmi les grands succès du congrès. Les 150 exemplaires apportés par la délégation hongroise à Stockholm furent épuisés en un jour, et nous ne pouvions pas satisfaire sur place à la demande de plusieurs centaines de savants occidentaux qui exprimaient le désir d'obtenir ces volumes.

Nos rapports personnels se sont également affermis au cours du congrès, en particulier avec les historiens des pays socialistes et les historiens marxistes

des pays capitalistes, mais aussi avec nombreux représentants notables de l'historiographie occidentale bourgeoise. La connaissance de nos résultats et, en général, de l'activité des historiens hongrois, leur apporta beaucoup de choses nouvelles. Rien ne prouve mieux leur intérêt que le fait que plusieurs revues dirigeantes occidentales ont demandé des études à publier à quelques membres de notre délégation.

En résumant, on peut donc conclure que la participation des historiens hongrois au congrès fut une entreprise réussie, réflétant le progrès réalisé par notre historiographie marxiste dans les dernières années. On aurait cependant tort à passer sous silence quelques déficiences de notre historiographie qui s'y sont également manifestées: une certaine indifférence à l'égard des questions d'histoire théoriques et philosophiques, le manque de connaissances approfondies en matière d'histoire universelle, ainsi que des difficultés de langues nous ont empêché, dans plus d'un cas, de participer d'une manière encore plus active aux discussions.

A l'avenir nos historiens participeront sans doute plus activement aux travaux du Comité et des Commissions diverses et cela ne manquera pas de contribuer au progrès de notre historiographie. Nous espérons qu'en réalisant le projet quinquennal des sciences historiques hongroises et, non en dernier lieu, en utilisant les expériences du congrès, nous serons à même de présenter, au congrès de 1965 à Vienne, de nouveaux résultats importants témoignant du progrès de l'historiographie hongroise.

Die Wirtschaft des Erzbistums von Gran am Ende des 15. Jahrhunderts

von

E. Fügedi

1486 wurde der Neffe der Königin Beatrice, Herzog Hippolyt von Este zum Erzbischof von Gran (ung.: Esztergom) ernannt. Der neue Metropolit war zur Zeit seiner Ernennung sechs Jahre alt, die erzbischöfliche Wirtschaft wurde von seinen italienischen Beamten verwaltet. Über die Verwaltung führten die Beamten ausführliche Rechnungen, die an den fürstlichen Hof in Ferrara gesandt wurden. Diese Rechnungsbücher — die in der ungarischen wissenschaftlichen Literatur Hippolyt-Kodexe oder Modenaer Kodexe genannt werden — entgingen der Verheerung während der Türkenherrschaft. Wir besitzen zwar auch andere Verrechnungen einiger Domänen aus der Zeit vor der Schlacht bei Mohács (1526), doch enthalten diese in der Regel nur die Einnahmen und Ausgaben der betreffenden Domäne, nicht aber die persönlichen Ausgaben des Grundherren. Der große Vorteil der Hippolyt-Kodexe besteht eben darin, daß sie die einzigen Rechnungen sind, die die gesamte wirtschaftliche Tätigkeit eines Feudalherren aus dem 15. Jh. umfassen.

Die Rechnungsbücher wurden von A. Nyáry vor hundert Jahren in Italien, im Staatsarchiv von Modena entdeckt. Ihre eingehende Besprechung, die in der Zeitschrift *Századok* erschien,[1] weckte rasch das Interesse an ihnen und die Ungarische Historische Gesellschaft ließ das Material teilweise kopieren. Die ersten Abschriften erwiesen sich jedoch als fehlerhaft;[2] deshalb wurde 1908 A. Veress nach Modena geschickt und auf Grund seines Berichtes[3] mit der Abschrift der Rechnungsbücher von neuem begonnen, diesmal im Staatsarchiv von Venedig, wo fachkundige Kopisten die Arbeit vornehmen

[1] A. Nyáry: *Az esztergomi érsekség és az egri püspökség számadási könyvei a XV—XVI. századból* (Die Rechnungsbücher des Erzbistums von Gran und des Bistums von Erlau aus dem 15. u. 16. Jh.). Századok I/1867. 378—384, und: *A modenai Hippolyt kódexek* (Die Hippolyt-Kodexe in Modena). Századok III/1870. 275, 355, 661; V/1872. 288, 355; VII/1874. 1 u. 73.

[2] Die in den sechziger Jahren des vorigen Jahrhunderts verfertigten Abschriften nahmen keine Rücksicht auf den Unterschied zwischen der Soll- u. Habenseite, sondern kopierten den Text fortlaufend (den einzelnen Seiten nach), wodurch das Buchungssystem verwirrt wurde.

[3] Der Bericht von A. Veress in der Handschriftensammlung der Ungarischen Akademie der Wissenschaften.

konnten.[4] Die Abschriften, die bis zum Ausbruch des ersten Weltkrieges fertiggestellt wurden, befinden sich heute in der Bibliothek der Ungarischen Akademie der Wissenschaften und bilden die Unterlage der vorliegenden Studie. In ihr sollen — auf Grund von fünf Rechnungsbüchern aus den Jahren 1488—1490 — 1. die Einkünfte der Jahre 1488—1490, 2. die Ausgaben der Jahre 1489—1490, schließlich 3. jene wichtigsten wirtschaftsgeschichtlichen Fragen untersucht werden, die mit den erwähnten Einkünften und Ausgaben in engstem Zusammenhang stehen.

I. Das Quellenmaterial

In Modena sind heute 29 Bände der erzbischöflichen Rechnungen zu finden, die aber keineswegs eine einheitliche Serie identischer Rechnungen bilden, sondern Bücher verschiedener Natur darstellen. Der überwiegende Teil der Bände besteht aus den von ungarischen Beamten lateinisch geführten Rechnungen und italienisch geführten Hauptbüchern. Außer diesen blieben ein Inventar, ein Tagebuch und zwei sog. Salarienbücher erhalten.

Die wichtigsten Angaben enthalten die Hauptbücher (insgesamt 18 Bände).[5] Ursprünglich wurde jeder Band mit einer aus der Jahreszahl und einem Kreuz, oder einem Buchstaben bestehenden Signatur versehen, u. zw. so, daß der Buchstabe die Jahreszahl trennte, z. B. 14 B 88. Bei den Hauptbüchern gab man außerdem noch an, ob in dem betreffenden Band die Einkünfte *(libro di intrada)* oder die Ausgaben *(libro di usita)* gebucht wurden. Die volle Signatur eines Bandes war also *libro di usita 14 B 88* oder nur *libro di usita B*. Das System der Buchstaben konnte aus den verfügbaren Abschriften nicht ermittelt werden, doch dürfte der Band *A* immer eine Art Memorial gewesen sein, in dem man sich die Auszüge verschiedener Verträge und andere wichtige Geschäftsakten notierte.

Die zwei Bücher der Einkünfte und Ausgaben *(libro di intrada* und *libro di usita)* müssen als zwei Teile des Hauptbuches angesehen werden. Die Art der Buchführung und der Ausfertigung ist in beiden Teilen ein und dieselbe. Beide werden von einem Register eingeführt. Die zeitgenössische italienische Buchhaltung legte großes Gewicht auf die Führung der Register und das ließen sich auch die italienischen Rechnungsbeamten in Gran angelegen sein.[6] Das Register enthält die Titel der Konten (ungeachtet dessen,

[4] I. Lukinich: *Az MTA történettudományi bizottsága másolat- és kéziratgyűjteményének ismertetése* (Die Abschrift- u. Handschriftensammlung der Hist. Kommission der Ung. Akademie der Wiss.). Budapest, 1935, 33—36.

[5] Die erhalten gebliebenen Hauptbücher enthalten die Ausgaben der Jahre 1487, 1489—1490, 1495 u. 1497 und die Einnahmen der Jahre 1487—1491, 1493—1495.

[6] Vgl. R. Brown: *A history of accounting and accountants.* Edinburgh, 1905. 93—123; B. Penndorf: *Geschichte der Buchhaltung in Deutschland.* 1913, 40—46; F. Edler: *Glossary of Mediaeval Terms of Business.* Italien series 1200—1600. Cambridge (Mass.), 1934, 370

ob es sich um ein Personal- oder Sachkonto handelt) und die Seite, wo das Konto steht. Die alphabetische Ordnung ist natürlicherweise unkonsequent, die Fürstin von Ferrara figuriert z. B. unter dem Buchstaben *D*, als *Ex-ma Duchesa da Ferrara*. Auf der ersten Seite des Einnahmenbandes wurden die Pächter und der Betrag der Zehnten aufgezeichnet, um die Arbeit des Rechnungsbeamten zu erleichtern.

Alljährlich wurden neue Hauptbücher eröffnet, wie dies aus dem Texte, der mit dem Datum anfängt, klar zu ersehen ist. In diesem Texte rief der Rechnungsbeamte Gott, die hl. Jungfrau und den hl. Adalbert (den Schutzpatron der Diözese) zur Hilfe und gab an, welche Posten (Einkünfte oder Ausgaben) im betreffenden Band gebucht wurden, welche Signatur der Band bekam, wieviel Folien er enthält und wer der verantwortliche Rechnungsbeamte war.[7]

Nach dem Eröffnungstext folgen im Hauptbuch die Konten. Die linke Seite des Buches war die Soll-, die rechte die Habenseite, was übrigens durch die in der oberen Ecke der linken Seite stehende Anschrift *dare* und durch die Anschrift des rechten Seite *havere* bestätigt wird.

Die einzelnen Posten enthalten links das Tagesdatum, in der Mitte den nötigen Text und rechts den Wert in Ziffern geschrieben. Der Wert wurde im Text fast immer auch mit Buchstaben angeführt, die ungarischen Gulden (lat. *florenus*) wurden italienisch konsequent *ducati*, die Pfennige (lat. *denarius*) konsequent *dinari* genannt. Der Text des Postens wurde mit der Berufung auf das Gegenkonto abgesperrt.[8]

Jedes Konto ist mit der Jahreszahl, dem Datierungsort (z. B. *1489 Strigonjo*) und dem Titel des Kontos eingeführt.[9] Konten, die ausschließlich Forderungen oder ausschließlich Schulden enthalten, sind mit einer *summa* abgeschlossen, die Personalkonten (die Soll- und Habenposten enthalten) sind regelrecht saldiert. Überschritt der Umfang des Kontos eine Seite, so wurden die Posten unten auf dem Blatt summiert und auf dem nächsten Blatt Jahreszahl, Datierungsort und Kontotitel aufs neue angeführt, sowie die Teilsummierung des vorangehenden Blattes regelrecht übertragen.

Die Einnahmen wurden detailliert in Konten zerlegt, bei den Ausgaben ist eine gewisse sachgemäße Gruppierung zu beobachten. So finden wir z. B. besondere Konten für die Frachtkosten, die Baukosten, usw. In anderen Fällen scheint das Prinzip des Kostenträgers zur Geltung gelangt zu sein,

[7] Z. B. »El quale libro servire per usita generale« »Chiamase questo libro B de usita 1489« (Usita 1489 f. 1.)

[8] Z. B. »Como in questo ala partita de le decime magior charta 18.« (Intrada 1489 f. 100.)

[9] Z. B. »1489 Strigonjo. Spesa menuda dela Cuisina fatta per mano del provisore: como apare per uno suo libro, sotto scritto de mja mano a di per di «(Usita 1489 f. 1.)

so z. B. bilden die Erhaltungskosten des Preßburger Hauses ein selbständiges Konto, das auch die vom Preßburger Offizial bezahlten Frachtkosten enthält.

Das Hauptbuch kennt kein Kassenkonto, statt dessen werden die Geldeinnahmen der Person zu Lasten geschrieben, die das Geld tatsächlich übernahm und die Ausgaben der gutgeschrieben, die das Geld tatsächlich ausgab. Da prinzipiell alle Einnahmen an barem Geld von dem Verwalter *(provisor)* empfangen und alle Ausgaben von ihm ausgezahlt werden mußten,[10] ist sein persönliches Konto das Kassenkonto im heutigen Sinne des Wortes. Als z. B. M. Kis am 3. Juli 1489 als einen Teil seiner Zehntenpacht 800 Gulden zahlte, wurden die 800 Gulden auf dem Konto *decimae maiores* auf der Soll- und auf seinem eigenen Konto auf der Habenseite gebucht, gleichzeitig aber auch auf dem Personalkonto dem Verwalter zu Lasten geschrieben. Dieser Zusammenhang ist zugleich ein Beweis, daß die Buchung von der heutigen doppelten Buchführung in gewissem Maße abweicht, weil die Pachtsumme der Zehnten auf der Habenseite der *decimae maiores* bei der Eröffnung nicht gebucht wurde.

Das Konto des Verwalters bildet auch den Abschluß des Hauptbuches, da im venezianischen Buchführungssystem des 15. Jhs. keine jährliche Bilanz aufgestellt wurde, vielmehr scheinen die erzbischöflichen Finanzen überhaupt keine Bilanz gezogen zu haben. Die Graner Hauptbücher widerspiegeln auch in dieser Hinsicht treu das Verfahren der zeitgenössischen italienischen Buchhaltung.

Außer dem Hauptbuch wurde auch ein Tagebuch *(giornale)* geführt; das vom Jahre 1495 ist erhalten geblieben und steht in Abschrift zur Verfügung.[11] Dieses Tagebuch wurde ohne Eröffnungstext in zwei Teilen fortlaufend geführt, in dem ersten Teil wurden die Einnahmen, im zweiten Teil die Ausgaben in chronologischer Ordnung von Tag zu Tag gebucht. Die Ausfertigung der einzelnen Posten stimmt mit der des Hauptbuches vollkommen

[10] »Notto che generalmente ogni intrada venera nela mane de missere StephanoBachiano, provisore di questo castello« (Intrada 1490. f. 1.)

[11] Ein Beispiel der Übertragung eines Postens aus der *pisetum*-Rechnung des Jahres 1488:

Item nona die mensis novembris Michael famulus Georgii litterati pisetary de Rivulodominarum attulit in auro fl. 200 et comparavit etiam scribano aliquas res pro fl. 13, qui positi sunt ad compotum ipsius scribani, faciunt in toto fl. 213

Derselbe Posten im Hauptbuch des Jahres 1488: duc. din.

9 novembrjo per conta di al provisore duc. dozento et tredezj d oro, i qualli presento Michaelle famje del ditto Giorgjo literato pisetarjo li mando per conto de la intrada di questo anno ny va debitor el provisore per farny nota zoe 213

überein und auf dem linken Rand der Seite ist die Seitenzahl angegeben, auf die der Posten übertragen wurde. Z. B.

Martedi a die 5 di magio

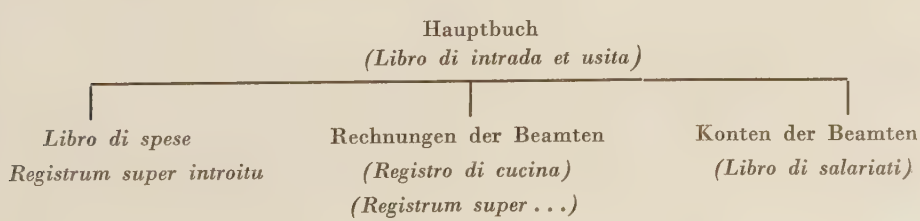
carte 65 *Da la villa Tardaskedi fiorini nove et denari settanta per lo censo di sancto Giorgio proximo passato, porto Giovanni Piccolo loro giudice f. 9 d. 70*

Da das Hauptbuch von 1495 nicht zur Verfügung stand, war es unmöglich festzustellen, auf welches Buch sich die Seitenzahl beruft, jedoch ist es wahrscheinlich, daß die Ausgabeposten des Tagebuches nicht unmittelbar ins Hauptbuch, sondern in ein Kostenbuch *(libro di spese)* eingetragen wurden, wo sie schon nach Konten und innerhalb dieser in chronologischer Reihe gebucht wurden. Wahrscheinlich hatten auch die Einnahmen ein dem Kostenbuch ähnliches Buch, wo sie in Konten gruppiert wurden.

Die Unterlagen des Tagebuches waren — zumindest teilweise — die von den ungarischen Beamten geführten Rechnungen. Diese Rechnungen wurden — nach der allgemeinen Praxis im damaligen Ungarn — im System der einfachen Buchhaltung geführt, u. zw. zuerst die Einnahmen *(introitus)* und danach die Ausgaben *(exitus)*. Die Bücher sind in lateinischer Sprache gehalten, die Ziffern sind römische Zahlen, die Datierung richtete sich in mittelalterlicher Weise nach den kirchlichen Festtagen, die Summen wurden im Buchungstext in Worten nicht angegeben. Nach diesem System wurden die Rechnungen des Preßburger Beamten aus dem Jahre 1489 und die des Verwalters des sog. *pisetum* aus dem Jahre 1488 geführt. Eine Übergangserscheinung zwischen den ungarischen und italienischen Rechnungen stellen die dem Kostenbuch verwandten Bücher dar, in denen zwar der Text noch lateinisch ist, die Ziffern aber teilweise schon arabisch und die Posten bereits in Konten gruppiert sind.

Die in den ungarischen Rechnungen gefundenen Posten wurden in das Tagebuch, Kostenbuch oder möglichenfalls in das Hauptbuch übertragen. Dies wurde am Rand des Blattes bemerkt, indem man die Seitenzahl notierte und den Posten ausstrich.

Das Verhältnis zwischen den Hauptbüchern und anderen Rechnungen kann folgenderweise geschildert werden:



II. Die erzbischöflichen Einnahmen 1488—1490

Der Erzbischof von Gran genoß seine Einkünfte auf Grund zweier verschiedener Rechtstitel: einerseits gebührten ihm als einem der größten Grundbesitzer im mittelalterlichen Ungarn die grundherrschaftlichen Renten von seinen umfangreichen Gütern, andererseits gebührten ihm, als dem Erzbischof von Gran die Zehnten der Einwohner seiner ausgedehnten Diözese, die beinahe die ganze heutige Slowakei umfaßte. Die Verteilung des Gesamteinkommens war prozentmäßig folgende:

	1488	1489	1490
grundherrschaftliche Einkünfte ..	28,5	18,2	34,0
kirchliche Einkünfte	71,5	81,8	66,0
Insgesamt	100,0	100,0	100,0

Die große Abweichung im Verhältnis der grundherrschaftlichen zu den kirchlichen Einkünften kann durch das Schwanken der kirchlichen Einkünfte erklärt werden. Während nämlich die grundherrschaftlichen Einkünfte sich in absoluten Ziffern zwischen 4—5000 Gulden bewegten, war die Summe der kirchlichen Einkünfte 1489 auffallend hoch, 1490 demgegenüber auffallend niedrig. Unserer Meinung nach zeigt sich das übliche Verhältnis der beiden Einnahmequellen am besten 1488.

1. *Allgemeiner Stand der erzbischöflichen Güter*

1488 gehörten zu den erzbischöflichen Gütern insgesamt 112 Ortschaften, darunter 98 Dörfer und 14 Marktflecken. Die 112 Ortschaften lagen überwiegend in der heutigen Südslowakei auf einem großen Territorium zerstreut. Den geographischen Gegebenheiten gemäß waren in den verschiedenen Dörfern verschiedene Zweige der Landwirtschaft (Getreide-, Weinproduktion, Schafzucht, Fischerei, usw.) am höchsten entwickelt, Rosenau (Rozsnyó, Rožňava) war das einzige Bergstädtchen, wo sich die Bevölkerung mit Industrie und Handwerk befaßte.

Im mittelalterlichen Ungarn besaßen viele weltliche Feudalherren einen ebenso großen oder noch größeren Grundbesitz und diese waren in ähnlicher Weise zerstreut wie die des Erzbistums, doch war ihre Organisation verschieden. Die Domänen der weltlichen Großgrundbesitzer gruppierten sich um eine Burg und der Kastellan war als Stellvertreter des Besitzers der Verwalter der betreffenden Domäne. In organisatorischer Hinsicht waren von den erzbischöflichen Gütern nur die Domäne Driegel (Drégely) und Heiligenkreuz (Szentkereszt, Sv. Kríž n/Hronom) den weltlichen Gütern ähnlich, doch bildete nur im Fall von Driegel eine Burg den Mittelpunkt der Domäne. Die überwiegende Mehrheit der erzbischöflichen Güter war in sog. *officiolatus*

organisiert. Die benachbarten Dörfer wurden einem Beamten *(officialis)* untergeordnet und die so entstandene Organisationseinheit wurde *officiolatus* genannt. In dem von uns untersuchten Zeitraum standen an der Spitze eines *officiolatus* je zwei Beamte, ihr Wirkungskreis konnte aber auf Grund der Rechnungen nicht ermittelt werden.[12]

2. *Census—munera — servitium*

Die grundherrschaftliche Rente hatte im 15. Jh. drei Erscheinungsformen: der in barem Geld bezahlte Erbzins *(census, terragium)*, das in Naturalien gelieferte »Geschenk« *(munera, prandium)*, und die Fronarbeit *(servitium)*. Die auf den Grundsassen lastenden Verpflichtungen wurden in sog. Urbarien aufgezeichnet. Das Urbarium des Erzbistums wurde *Liber S. Adalberti* genannt; wir besitzen zwei Fassungen desselben aus 1527 und 1553.[13] Die Posten der Rechnungsbücher erklären und ergänzen die Vorschriften des Urbariums; darum waren wir bemüht, die Forderungen des Urbariums den tatsächlichen Verhältnissen der Rechnungen gegenüberzustellen.

Das größte Einkommen bildete der Erbzins. Im allgemeinen war dieser Zins jährlich an zwei oder drei Terminen im Frühjahr und im Herbst (am Georgstag, 24. April und Michaelistag, 29. September) fällig. Die Dorfrichter und Schöffen waren von dem Erbzins ganz oder teilweise befreit, ebenso die Einwohner abgebrannter Häuser. Da die Zahl der besiedelten und bebauten Hufen einem fortwährenden Schwanken ausgesetzt war, wurde jährlich ein Beamter aus Gran mit der Aufgabe entsandt, die Zahl der zinspflichtigen Hufen zu bestimmen. Der Zins wurde dann vom Dorfrichter eingetrieben und nach Gran geschickt. In gewissen Fällen wurde das Ausmaß des Zinses nicht nach Hufen, sondern für das ganze Dorf in einer Pauschalsumme bestimmt. Aus den Rechnungsbüchern geht eine viel größere Anzahl im Pauschale zinsender Dörfer hervor als aus dem Urbarium. In unserem Falle scheint aber die allgemeingültige Auffassung nicht bestätigt, daß das Pauschale eine Begünstigung war, die vorwiegend den Marktflecken gewährt wurde.

[12] Aus den Rechnungen sind 9 *officiolatus* zu rekonstruieren, von denen vier ihren Bestand bis 1578 nicht änderten. Scheinbar war das *officiolatus* eine spezielle Organisationsform des kirchlichen Großgrundbesitzes, da wir es auch auf den Gütern des Bistums von Weszprim (Veszprém) finden. Vgl. J. Holub: *Egy dunántúli egyházi nagybirtok élete a középkor végén* (Das Leben eines kirchlichen Großgrundbesitzes in Transdanubien am Ausgang des MAs) (Pannónia könyvtár, 62.) Pécs, 1943. 17.

[13] Ein Exemplar des *Liber S. Adalberti* aus 1527 ist im Primatialarchiv in Gran unter der Signatur *Archivum saeculare. Acata protocollata. Urbarium Olahi.* zu finden, die Photokopie desselben im Országos Levéltár [Ung. Staatsarchiv, des weiteren: OL.]. Das Exemplar von 1553 ebenfalls OL. *Urbaria et Conscriptiones* 45—25. Dieses Exemplar wurde seit dem Erscheinen unseres Artikels in ungarischer Sprache in einer slowakischen Quellenpublikation veröffentlicht, samt einer Fassung aus 1578, die ebenfalls im OL. bewahrt wird. S. R. Marsina—M. Kusik: *Urbáre feudálnych panstiev na Slovensku* (Die Urbare der feudalen Grundherrschaften in der Slowakei) I. Bratislava, 1959, 278 ff.

Es ist überraschend, in welchem Maße die Größe, die Zahlungstermine des Zinses und die Zahl der befreiten Personen in den verschiedenen Marktflecken und Dörfern voneinander abweichen. Bei dieser Mannigfaltigkeit scheint nur der Grundsatz durchgedrungen zu sein, daß der Zins in jedem Fall für eine Vollhufe festgesetzt wurde (die im Pauschal zinsenden Ortschaften ausgenommen) und daß sich die Höhe des für eine Vollhufe festgesetzten Zinses und der Zahlungstermine desselben im Laufe der Jahrhunderte nicht geändert hat. Auf Grund dieser Erscheinung sind wir zur Schlußfolgerung gelangt, daß im 13—14. Jh. in Ungarn eine der böhmischen und polnischen Regelung ähnliche Regelung stattfand. Die Regelung erstreckte sich auf die Bestimmung der Größe einer Vollhufe, des danach zu zahlenden Zinses und dessen Zahlungstermine. Wahrscheinlich wurde im Laufe des 13. Jhs. eher nur ein jährlicher Zahlungstermin festgesetzt, am Ende des 13. und am Anfang des 14. Jhs. waren zwei, im zweiten Drittel des 14. Jhs. drei jährliche Zahlungstermine zur Regel geworden. Die Regelung war eine Erscheinung des Überganges von der Natural- zur Geldwirtschaft und die Höhe des Erbzinses war gewiß ein Resultat, bei dem mehrere heute noch unbekannte Faktoren (die Qualität des Ackers, die Größe der Hufe, die Absatzmöglichkeiten, usw.) mitwirkten. Gelangte ein Dorf in den Besitz des Erzbischofs, so wurde der festgesetzte Zins nicht geändert, infolgedessen zeigte der Zins auf den erzbischöflichen Gütern am Ausgang des Mittelalters ein sehr mannigfaltiges Bild.[14]

Die Verpflichtung, ein »Geschenk« zu geben, haftete ebenfalls an der Bauernhufe. Dem Grundherrn wurden meistens Geflügel, Käse und Eier geleistet, manchmal gaben die Dorfbewohner gemeinschaftlich ein gemästetes Schwein oder einen Ochsen. Der praktische Zweck der Naturalienabgaben — ein Relikt der Naturalwirtschaft — bestand darin, den Grundherren an den größeren Feiertagen mit Lebensmitteln zu versorgen; deswegen waren sie meistens auch zu Weihnachten oder zu Ostern fällig, doch sind uns auch andere Termine bekannt. Einige Dörfer waren nicht abgabepflichtig. Die Ursache dieser Erscheinung ist uns nicht ganz klar, vielleicht stand sie ebenfalls mit der Einführung der Geldwirtschaft im Zusammenhang. Wo nämlich die Bauern imstande waren, statt Naturalien Geld zu geben, dort erhob der Grundherr wahrscheinlich schon im 13. Jh. keinen Anspruch auf das Geschenk.

In dem von uns untersuchten Zeitraum wurden in überwiegendem Teil die Naturalienabgaben mit entsprechendem Bargeld erlöst. Die Summe

[14] In bezug auf Einzelheiten der verwickelten Frage des grundherrschaftlichen Zinses, des Geschenks und der Fronarbeit weisen wir auf das ungarische Original unseres Artikels hin, wo das Material der Rechnungsbücher eingehend analysiert wurde. S. Századok, Jhg. 94, 1960, 1—3., S. 4.

des Lösungsgeldes wurde aber von den Tagespreisen unabhängig festgesetzt. Statt einem Schwein z. B. zahlten die Dorfbewohner gemeinschaftlich einen Gulden, obzwar der Durchschnittspreis eines Schweines zwischen 1489 und 1490 nur 0,59 Gulden betrug und statt eines Ochsen zahlten sie ebenfalls einen Gulden, obzwar der Preis im erwähnten Zeitraum zwischen 1,45 und 2,44 Gulden schwankte. Vielleicht deutet dies darauf hin, daß das Lösegeld des Geschenks aus der Zeit der Hufenregelung stammte und seitdem unverändert blieb.

*

Selbst auf Grund der Rechnungen waren wir nicht imstande, die verwickelte Frage der Arbeitsrente, der Fronarbeit zu klären. Aus den Vorschriften des Urbariums geht sicher hervor, daß die Fronarbeit noch keine so drückende Last war wie sie es später, am Ende des 16. Jhs. wurde. Die Rechnungen bestätigen, daß für die Fronarbeit ein gewisser Lohn bezahlt wurde. Leider ist die Frage der Löhne noch nicht genügend untersucht worden, um zu ermöglichen, daß wir die für die Fronarbeit ausbezahlten Löhne mit den allgemeingültigen Löhnen vergleichen können; so vermögen wir nicht zu entscheiden, ob es sich hier um richtige Löhne oder nur um eine Art Vergütung handelt.

2. *Die grundherrschaftliche Nona*

Das Gesetz von 1351 verordnete, daß die Grundsassen einen weiteren Teil *(Nona)* ihren landwirtschaftlichen Produktion ihrem Grundherren abzuliefern haben. Die Frage, ob und wie das Gesetz tatsächlich durchgeführt wurde, wird in unserer wissenschaftlichen Literatur nicht eindeutig beurteilt. G. Székely behauptet, daß das Eintreiben der Nona vereinzelt schon vor 1351 üblich war, und sich zwischen 1351 und 1381 im ganzen Lande durchsetzte.[15] E. Mályusz wies nach, daß auf Grund des Gesetzartikels 17 vom Jahre 1492 in den Marktflecken des Ungarischen Tieflandes die Nona tatsächlich eingetrieben wurde.[16] Derselbe Verfasser wies auf ein richterliches Urteil aus dem Jahre 1481 hin, in dem verordnet wurde, daß alle Fremden, selbst städtische Bürger, die den Boden eines Feudalherren bebauen, ihm die Nona abzuliefern haben, weiterhin, daß der Gesetzartikel 41 v. J. 1498 auf diesem Urteil beruhte.[17] Demgegenüber brachte die Untersuchung der Urbarien durch I. Szabó den Beweis, daß in Transdanubien am Ende des 15. und am Anfang

[15] *Tanulmányok a parasztság történetéhez Magyarországon a 14. században*, szerk. Székely Gy. (Studien zur Geschichte des Bauerntums in Ungarn im 14. Jh. red. v. G. Székely). 1953. S. 276—287.

[16] E. Mályusz: *Az 1514. évi jobbágyháború okai* (Die Ursachen des Bauernkrieges von 1514). Társadalomtudomány VII/1926. 375—378.

[17] E. Mályusz: *Az 1498. évi 41. törvénycikk* (Der Gesetzartikel 41 v. J. 1498). Századok LXIII—LXIV/1929—1930. 821 ff.

des 16. Jhs die Nona in den Marktflecken noch immer nicht eingetrieben wurde. In einem später erschienenen Artikel wies I. Szabó darauf hin, daß das Gesetz von 1351 ursprünglich eine Errungenschaft des Kleinadels war, der mit dem Gesetz den Abzug seiner Grundsassen zu verhindern versuchte, die Großgrundbesitzer aber waren gegen die Einführung der Nona.[18]

Die Graner Rechnungen und das *Liber S. Adalberti* beweisen einstimmig, daß die im 14. Jh. grundsätzlich eingeführte grundherrschaftliche Nona vom Erzbischof weder systematisch gefordert, noch eingetrieben wurde. Nach den Vorschriften des Urbariums waren von den 112 Ortschaften 27 von der Nonapflicht vollkommen befreit, andere 3 Dörfer sollten nur eine Weinnona leisten, das heißt 24,1% der Ortschaften waren überhaupt nicht, 2,7% nur teilweise mit der grundherrschaftlichen Nona belastet.

Aus den Rechnungen können wir feststellen, daß tatsächlich noch weniger Ortschaften die Nona lieferten. Insgesamt waren es nur 49 Dörfer und Marktflecken, die die Nona tatsächlich leisteten, also nur 43,8% aller Ortschaften. Von diesen waren 46 nur der Getreidenona pflichtig, die anderen 3 nur der Weinnona. Tatsächlich lieferten 56,2% der Ortschaften überhaupt keine Nona.

Der entscheidende Grund für die Einführung der Nonapflicht war unseres Erachtens die Entwicklung der Marktverhältnisse. Am frühesten wurde die Weinnona eingeführt, da der Wein im mittelalterlichen Ungarn sich immer einer großen Nachfrage erfreute. Es kann nicht als Zufall angesehen werden, daß das Urteil von 1481 im Zusammenhang mit den Gütern Szentgyörgyis gefällt wurde, die dieser Zeit ihre Weinausfuhr nach Mähren steigerten. Zur Einführung der Getreidenona kam es dann, als der Getreidemarkt sich stark entwickelte, d. h. im 16. Jh. Vor dem Ende des 15. Jhs. kann also — unseres Erachtens — von einem allgemeinen Durchdringen der Nona eben deshalb nicht gesprochen werden. Wenn wir in dieser Frage weitere Fortschritte erzielen wollen, so müssen wir in erster Reihe die statistische Methode anwenden.

3. *Sonstige grundherrschaftliche Einnahmen*

In der Reihe der grundherrschaftlichen Einnahmen nimmt die sog. *taxa extraordinaria* einen wichtigen Platz ein. In dem von uns untersuchten Zeitraum wurde sie nur einmal, 1490 eingehoben, jedoch können wir uns aus diesen spärlichen Angaben kaum ein klares Bild über die Größe der *taxa* schaffen. Im großen und ganzen betrug sie etwas mehr als die Hälfte des Zinses, doch ist es nicht klar, wie diese Summe erzielt wurde: ob man die

[18] I. Szabó: *Hanyatló jobbágyság a középkor végén* (Verfall des Bauerntums am Ende des MAs) Századok LXXII/1938. 55—56.

taxa nur aus einem Teil der Ortschaften eintrieb, oder ob alle Ortschaften etwa die Hälfte ihres Zinses zahlen mußten. Die Detailangaben deuten auf eine sehr abwechslungsreiche Praxis hin.

*

Ein Drittel der Einkünfte der Mühlen gebührte ebenfalls dem Erzbischof. Die Einnahmen der kleinen Mühlen waren sehr bescheiden, 1489 nur 10—13, 1490 4—5 Gulden. Der Ertrag der Mühle in der Bergstadt Kremnitz (Körmöcbánya, Kremnica) war dagegen sehr hoch, diese wurde jährlich für 300 Gulden an die Stadt verpachtet.

*

Zu den kleineren Einkünften gehörten die Einnahmen aus der Maut. Auf den erzbischöflichen Gütern standen insgesamt acht Mauten, von denen zwei, die von Mautneudorf (Nyergesújfalu) auf der Straße Wien—Ofen und die von Heiligenkreuz a. d. Gran am Wege von Gran nach den niederungarischen Bergstädten bedeutend waren. Die Mauteinnahmen der Jahre 1488 und 1489 wurden zum Teil in gewissen Zeitabständen gebucht, so war es uns möglich, die zeitliche Verteilung zu bestimmen. In Heiligenkreuz scheint die Maut völlig von der landwirtschaftlichen Produktion abhängig gewesen zu sein. Die Einkünfte waren hier in beiden Jahren zur Zeit der großen landwirtschaftlichen Arbeiten (1488 21. VI.—5. IX., 1489 3. VII.—9. IX.) am niedrigsten, das Maximum des Verkehrs fiel auf das Jahresende. Dieser Zeitraum umfaßte 1488 die Monate Oktober—Dezember, 1489 den Monat September, d. h. der Ertrag der Ernte wurde 1488 im letzten Vierteljahr in den Bergstädten verkauft, 1489 wurde aber der Ertrag der schlechten Ernte im September abgesetzt. Gegenüber dem Maximum am Ende des Jahres 1488 steht im ersten Vierteljahr 1489 ein sehr niedriger Verkehr. Grund dieser Erscheinung ist nicht nur, daß die schlechte Ernte einen früheren Absatz fand, sondern vielleicht auch die Tatsache, daß der Winter mild war und die primitiven Wege unbefahrbar waren.

Die Maut von Mautneudorf war von der landwirtschaftlichen Produktion unabhängiger. Das Schwanken der täglichen Einnahmen richtet sich eher nach dem Schwanken der Preßburger Dreißigsteneinnahmen, an beiden Stellen fiel das Maximum des Verkehrs auf August—September, das Minimum auf das erste Vierteljahr.

4. *Die kirchlichen Zehnten*

Die Zehnten der Diözese von Gran, die den ganzen westlichen Teil der heutigen Slowakei umfaßte, gebührten dem Erzbischof. In der von der Zeit der Einführung der Zehnten in Ungarn (11. Jh.) bis zu unserem Zeitraum

vergangenen Periode unterlag die Zehntenwirtschaft einer langen Entwicklung. Ursprünglich war der Erzbischof der einzige Inhaber der Zehnten, doch während der Jahrhunderte verschenkten sie einen beträchtlichen Teil derselben an das Domkapitel von Gran und andere kirchliche Institutionen, obzwar auch weiterhin sie im Besitz des größten Teiles der Zehnten blieben.[19] Die eingewanderten fremden »Gäste« und die Einwohner der zu Städten erhobenen Dörfer steuerten ihre Zehnten in einer von den übrigen Dörfern abweichenden Weise. Die Art der Buchung der Zehnteneinnahme steigerte noch die Verwickeltheit der Lage. Die Zehnten der Komitate, in denen die Zehnten gänzlich oder überwiegend im Besitz des Erzbischofs waren, wurden im Konto *decimae maiores* geführt, demgegenüber wurden die Zehnten der kleineren Kreise, oder einzelnen Marktflecken, die in das Territorium anderer Zehntenbesitzer eingekeilt waren, im Konto *decimae minores* gebucht. Dieses Unterscheiden der *decimae maiores* und *minores* entsprach also nicht der allgemeinen Praxis der mittelalterlichen Kirche.[20]

Die Zehnten wurden nach altem Brauch mit Ausnahme derer des Komitates Preßburg verpachtet. Die Pächter der *decimae maiores* pachteten meistens die Zehnten mehrerer Komitate, die Pächter der *decimae minores* waren in den meisten Fällen erzbischöfliche Beamte. Die Pachtverträge wurden am Anfang des Jahres abgeschlossen, der Vertrag enthielt zwei Zahlungstermine. Der erste Termin ging der Ernte voraus und bildete manchmal 35%, in anderen Fällen 85% der gesamten Pachtsumme. Der andere Termin wird als der »gewohnheitsmäßige Zeitpunkt« erwähnt, konnte aber näher nicht bestimmt werden.[21]

Tatsächlich sind die gesamten Pachtsummen nie eingegangen, beinahe jeder Pächter blieb mehr oder weniger schuldig. Noch 1490 wurden die Konten der Personen geführt, die mit Pachtsummen aus 1488 schuldig geblieben waren. Die Zahlungstermine wurden auch nicht eingehalten, so daß in den

[19] Das Monopol des Zehntenbesitzes wurde zu der Zeit gebrochen, als der Haushalt des Domkapitels von dem des Erzbischofs getrennt wurde. Die Zehnten aus dem Besitz des Kapitels sind am pünktlichsten in der Visitation des Jahres 1396 angeführt. Vgl. F. Kollányi: *Visitatio capituli Strigoniensis*, Tört. Tár II/1901. 101. ff. Die Zehntenbesitzer der erzbischöflichen Güter werden im *Liber S. Adalberti* ausführlich angegeben. Ein gutes Beispiel der Zehntenverschenkung gibt uns eine Urkunde aus d. J. 1156. Vgl. I. Kniezsa: Századok LXXIII/1939. 167—187.

[20] Das *Liber S. Adalberti*, die Rechnungen und die verfügbaren Urkunden beweisen eindeutig, daß in der Graner Diözese am Ende des 15. Jhs. nur Getreide-, Wein-, Schafs- u. Honigzehnten eingetrieben wurden. Demgegenüber werden in älteren Urkunden auch andere Zehntenarten (z. B. Geflügelzehnten) erwähnt (Mon. Strig. III. 656.), diese waren aber — wie darauf Mályusz hingewiesen hat — wahrscheinlich nur eine vereinzelte Erscheinung. In den Diözesen, wo eine großzügige Schweinezucht betrieben wurde, hat man auch nach Schweinen Zehnten eingehoben. Vgl. K. Kandra: *Adatok az egri egyházmegye történetéhez* (Beiträge zur Geschichte der Diözese von Erlau) II. 393.

[21] Die Bedingungen der Pacht wurden am ausführlichsten im Rechnungsbuch von 1488 aufgezeichnet, z. B. im Falle von M. Kis »che al presente debia disborsare duc. millj e zento, el resto . . . ali tempi consueti«, im Falle von Gosztonyi »che al presente i pagano duc. 1500, el resto a tempi consueti« (Intrada 1488 f. 125).

betreffenden Jahren das Eintreiben der Pachtsumme nur bis zu 53—69% gelang.

Die Pacht wurde nicht immer in barem Gelde beglichen, vielmehr scheint es aus den Angaben, daß die Pächter nur am Anfang des Jahres bares Geld zahlten, als sie einen »Vorschuß« gaben: später kam es nur zur Abrechnung, weil die Pächter ihre Verpflichtungen mit Warenlieferungen und mit Übernahme von Verbindlichkeiten beglichen.

Die Pacht der Zehnten hatte vom Standpunkt des kirchlichen Verpächters drei Vorteile: *1.* mußte der Verpächter die Kosten des Eintreibens und des Absatzes nicht tragen, *2.* erhielt er die Einnahme statt in Naturalien in barem Gelde, *3.* die Einnahme wurde rascher erzielt, als wenn der Verpächter sich mit dem Absatz befaßt hätte. Wenn wir nach den Angaben der Rechnungsbücher urteilen dürfen, so genoß das Erzbistum nur den ersten Vorteil, Kosten des Eintreibens und Absatzes belasteten die Zehnteneinnahme wirklich nicht. Die Einnahmen erhielt es aber nur teilweise in barem Gelde, teilweise mußte es sie in Waren oder in Schuldübertragungen übernehmen. Der Zeitpunkt der Übernahme konnte auch nur teilweise vorverlegt werden. Zweifellos lief ein Teil der Pachtsumme früher ein als am Zeitpunkt des Absatzes nach der Ernte, ein anderer Teil kam aber nur in den folgenden Jahren zur Abrechnung, ganz zu schweigen von den Summen, deren Eintreibung noch nach Jahren nicht gelang.

*

Die Untersuchung der wirtschaftlichen Tätigkeit der Pächter stellt uns einige interessante Typen des Wirtschaftslebens des mittelalterlichen Ungarns dar. Die Zehnten der Komitate Sohl (Zólyom, Zvolen), Turtz (Turóc, Turiec), Liptau (Liptó, Liptov) und Árva (Orava) wurden während dreier Jahre an den Gespan des Komitates Turtz, an M. Kis von Cece verpachtet. Wenn wir seine im Anhang veröffentlichten Konten überblicken, dann sehen wir, daß er 1488 die Pachtsumme bis zu 104,50 Gulden in barem Gelde beglich. 1489 zahlte er nur mehr 800,— Gulden in barem Gelde, im Werte von 661,— Gulden lieferte er Waren, im Werte von 4,50 Gulden übernahm er eine Verpflichtung des Erzbistums, 100,— Gulden wurden ihm wegen der schlechten Ernte gestrichen. Dennoch blieb er mit 89,— Gulden schuldig, obzwar er im selben Jahr 500,— Gulden als Vorschuß der Pacht des Jahres 1490 zahlte und sich zur Lieferung von 2000 Schindeln verpflichtete. 1490 bezahlte er die rückständigen 700,— Gulden in barem Gelde. Mit 89,— Gulden blieb er für immer schuldig, da er im Jahr 1490 starb und die Schulden von seinen Erben nicht bezahlt wurden.

Dem anderen Pächter, B. Szakácsi wurden zwei Jahre hindurch die Zehnten der Komitate Gömör und Torna verpachtet. 1488 zahlte er nur 39,5% der Pacht aus, doch tilgte er seine Schulden bis zum Mai des folgenden

Jahres. 1489 zahlte er nur 610 Gulden in barem Gelde, er übernahm die Verpflichtungen des Erzbistums gegenüber verschiedenen Ofner Kaufleuten und Handwerkern zuerst im Werte von 441,07 Gulden, später, bei der Schlußabrechnung von noch 537,— Gulden.

Die Tätigkeit der beiden Pächter kann mit anderen Angaben ergänzt werden. M. Kis war ein adeliger Grundbesitzer, befaßte sich außerdem in beträchtlichem Ausmaß mit Handel.[22] Als er starb, blieb er dem königlichen Salz- und dem Dreißigstamt schuldig, dem letzteren mit dem Zoll für Waren im Werte von 6664,— Gulden.[23] Dem Erzbistum lieferte er teils Waren aus Krakau, teilweise Bauholz und Schindeln aus seinen eigenen Wäldern. Er erwarb zwei Domänen und zwei andere Güter, für das eine zahlte er 200,—, für das andere 8000,— Gulden.[24]

Allen Anzeichen nach stammte Szakácsi nicht aus einer alten bürgerlichen Familie, er war vielmehr der Vertreter der ersten Generation in Pest.[25] Er erwarb sein Vermögen im Dienst der Königlichen Kanzlei, und — soweit man es aus den lückenhaften Angaben beurteilen kann — im Wege der Pacht von Regalien und Zehnten. Wahrscheinlich ging er auch daran zugrunde, da er 1504 mit einer Schuld von 2890 Gulden gegenüber dem Graner Erzbischof Bakóc bankrott wurde. In seiner Person sehen wir den Typ vor uns, der im Laufe seiner amtlichen Karriere reich geworden ist, vom Dorfe oder von einem Marktflecken sich in die Reihe der städtischen Bürger emporarbeitete und in der Stadt eine große Rolle spielte.

Die wirtschaftliche Tätigkeit beider Pächter beweist uns, daß die Pächter eigentlich nur über ein Anfangskapital verfügten und dieses Kapital zur Bezahlung der ersten Rate der Pacht verwendet wurde. Die nächsten Raten wurden dann so gezahlt, wie es die Stellung des Pächters in dem Kreditsystem der mittelalterlichen Wirtschaft ermöglichte. M. Kis beglich seine Schulden teilweise mit seinen eigenen Waren (Holz), teils mit dem Warenkredit, den er im Handelsleben genoß. Szakácsi besaß keine Waren eigener Produktion, seine Beziehungen zu den Ofner Kaufleuten machten ihn in Ofen kreditfähig, er übernahm eben deswegen die Schulden des Erzbistums gegenüber Ofner Kaufleuten und Handwerkern.

Die Pächter der *decimae minores* zeigen uns denselben Typ *in statu nascendi*. Wie schon gesagt, waren die Pächter der *decimae minores* in der Regel Beamte des Erzbistums. Sie hatten natürlich die Pacht nicht zu be-

[22] M. Kis galt als Sachverständiger in Handelsangelegenheiten, da er auch an den ungarisch—polnischen Handelsverhandlungen teilnahm. B. Iványi: *Bártfa sz. kir. város levéltára* [Das Archiv der kgl. Freistadt Bartfeld (Bardejov)] Nr. 2751, 2756, 2757, 2758).

[23] Familienarchiv Révay, Blatnica III. Nr. 9. u. Nr. 15. (Fotografie im OL.)

[24] Ebd, Blatnica II. 11, 12.

[25] A. Kubinyi: *A kincstári személyzet a XV. sz. második felében* (Das Personal des Schatzmeisters in der zweiten Hälfte des 15. Jhs). Tanulmányok Budapest múltjából XII/1956. 32, 34.

zahlen, die Pacht war nur nominell, eigentlich eine Abrechnung, im Laufe derer ihr Lohn mit der Pachtsumme verringert wurde. Wenn wir nun von der Tatsache ausgehen, daß diese Beamten die Vorgesetzten der Grundsassen, also in der Lage waren, die Zehnten gänzlich einzutreiben, und wenn wir andererseits in Erwägung ziehen, daß die Pachtsumme der *decimae minores* jahrhundertelang unverändert blieb,[26] so müssen wir behaupten, daß die Zehnten nicht nur im Werte der nominellen Pachtsumme, sondern in größerem Werte eingetrieben werden und die Pächter in Besitz einer größeren Warenmenge kommen konnten. Man denke hier nicht gleich an Mißbrauch der Amtsgewalt. Im Falle einer ständig gewordenen Pachtsumme bestand immer die Möglichkeit, daß der Wert der tatsächlich eingetriebenen Warenmenge höher war. Unter entsprechenden Umständen konnte diese Ware mit Gewinn abgesetzt werden, d. h. der Pächter konnte sich einen Gewinn verschaffen, der höher war als die Pachtsumme. Die Pächter der *decimae minores* konnten unter glücklichen Umständen ebensolche handeltreibende Gutsbesitzer werden, wie M. Kis, dessen Vater ebenfalls ein Beamter einer Grundherrschaft war.

Die Zehntenpächter stellen also einen Typ in seinem anfänglichen und entwickelten Stadium dar.[27] Den Beginn der Laufbahn des Typs bildet das Erwerben der elementaren lateinischen Bildung und die Verschaffung einer Stellung in der feudalen Amtshierarchie. Unter feudalem Amt verstehen wir nicht nur die königlichen Ämter, die Beamtenorganisation eines Großgrundbesitzes war auch entsprechend. Die schriftliche Arbeit war an allen Punkten des Großgrundbesitzes unentbehrlich, und die Wirtschaftsbeamten erwarben sich meistens einen gewissen Überfluß an landwirtschaftlichen Produkten. Ihre Versorgung übernahm die Domäne; so bedurften sie nicht der Produkte ihrer eigenen kleinen Güter. Der Überfluß an Produkten wurde zur Ware und die Besitzer bemühten sich diese abzusetzen. Vom Ende des 15. Jhs. begegnen uns im Archiv der Stadt Bartfeld (Bártfa, Bardiov) des öfteren Briefe, in denen die benachbarten Kastellane ihre Produkte zum Verkauf anboten.[28] Diese Form des Eintritts in das Handelsleben ist uns hauptsächlich deswegen so gut bekannt, weil die Korrespondenz dieser Stadt am besten erhalten blieb. Es ist aber klar, daß die Beamten der Domäne sich nicht nur über die Städte in das Handelsleben einschalten konnten. Die Vorbedingungen des Eintritts waren einerseits die Waren, andererseits die Zugehörigkeit zu einem Amtssystem. Der Warenkredit war ein unentbehrlicher Faktor des mittelalter-

[26] Der Abt von Pilis besaß das Dorf Csákány und die Zehnten des Dorfes waren an ihn verpachtet. Der Pachvtertrag stammt aus d. J. 1341 (R. Békefi: *A pilisi apátság története* [Die Geschichte der Abtei von Pilis] I. 535). 1431 zahlte er als Pachtsumme 68 Gulden (Ebd. I. 404) und 1488—1490 belief sich die Pachtsumme noch immer auf 68 Gulden.

[27] Gy. Bónis: *Egy Jagelló kori magyar jogász* (Ein ungarischer Jurist der Jagellonenzeit). A Szegedi Tud. Egy. Állam- és Jogtudományi karának Évkönyve 1953.

[28] Iványi, a. a. O. Nr. 1739, 3013, 3338 und OL. Dl. 47.140.

lichen Handels, und wer den Warenkredit in Anspruch nahm, mußte zu einer Körperschaft gehören, die ihn zur Tilgung seiner Schulden zwingen konnte. Für den städtischen Bürger bürgte die Stadt, gegen den Beamten konnte man vor seinem *dominus* eine Klage erheben.

Nach Anhäufung eines bescheidenen Anfangskapitals pachtete dieser Typ meistens eine Einnahme der Feudalherren. In dieser Hinsicht war die Pacht der kirchlichen Zehnten und am häufigsten die der Weinzehnten das beliebteste Unternehmen. Wein konnte hohe Regiespesen tragen und fand immer guten Absatz. Dem Pächter war es möglich, seine Warenbasis zu erweitern und den in der Zehntenpacht erhaltenen Wein zu verkaufen. Wenn der Absatz mit Erfolg und Gewinn abgeschlossen war, konnte es zu noch größeren Pachten kommen. Der Fall Szakácsis zeigt, daß im Falle eines Mangels an nötigem Kapital mit einer Vereinbarung geholfen wurde. Es ist durchaus kennzeichnend, daß der mit jahrelanger Arbeit geschaffene und sich in der Form verschiedener Kredite anhäufende Gewinn letzten Endes zur Erwerbung liegender Güter verwendet wurde. Wir besitzen wenig Angaben über Geldgeschäfte,[29] umso mehr über Güterankauf.

Die Verbindung zu den Städten begleitet die ganze Tätigkeit dieses Pächters. Die städtischen Bürger waren die Abnehmer ihrer Ware, in mehreren Fällen erwarben sie sich das Bürgerrecht, gelangten sogar zu einer führenden Stellung in der Stadt.[30] Unter den Pächtern der grundherrschaftlichen Einnahmen kommen in dieser Zeit die städtischen Bürger nicht mehr vor. Auch im Falle des Erzbischofs von Gran bildeten die Angehörigen des Kleinadels und die kirchlichen Würdenträger die Mehrheit. Anscheinend spielte diese Schicht am Ende des 15. und am Anfang des 16. Jahrhunderts eine immer bedeutendere Rolle in der Wirtschaft des Landes.[31]

Zwei Pächter der *decimae minores* waren vom hier dargestellten Typ verschieden. Der eine war Perotto Visach, der Gespan des Komitates Sohl, der Vertraute der Königin Beatrice. Seine wirtschaftliche Tätigkeit bestand im Ankauf von Grundbesitz *en gros*, der schon beinahe den Charakter der

[29] Der Stadt Schemnitz [Banská Št'iavnica] wurde von J. Horváth eine Anleihe von 200 Gulden gewährt (Stadtarchiv II. 536). Es ist durchaus möglich, daß dieser J. Horváth mit jenem J. Horváth identisch ist, der in den Hippolyt-Kodexen als Genosse von Szakácsi auftaucht.

[30] Ein ähnlicher Fall wird von Kubinyi (a. a. O. 34.) erwähnt. Außer Szakácsi gehörte vielleicht auch der Graner Stadtrichter Ambrosius zu diesem Typ, er wird Ambrosius litteratus genannt und war wahrscheinlich eine Zeitlang ein Angestellter des königlichen Schatzmeisters.

[31] Wenn wir hier von der Handelstätigkeit der kirchlichen und weltlichen Beamten sprechen, so muß hervorgehoben werden, daß sie in erster Reihe mit landwirtschaftlichen Artikeln Handel trieben und in dieser Hinsicht das städtische Bürgertum anscheinend verdrängten. Der viel bedeutendere Handel mit Waren des Handwerks und des Bergbaus blieb aber weiterhin in den Händen des Bürgertums. Das Übergewicht der städtischen Bürger wurde durch die Tätigkeit der zu Kaufleuten gewordenen Beamten nicht gebrochen, da im Außenhandel der Verkehr der landwirtschaftlichen Produkte unbedeutend war.

Immobilienspekulation trug. Alle angekauften Güter hat er dann 1500 verkauft, als er mit der Königin das Land verließ.[32]

1488 wurden die Zehnten des Dorfes Bény den Einwohnern von Bény verpachtet. Sie beglichen die Pachtsumme noch im selben Jahre mit barem Geld. Wir können zwar nicht näher bestimmen, wer diese »huomini di Bény« waren, doch ist die Erscheinung desto auffallender, als 1511 — laut einer Aufzeichnung — im Komitate Hont 13 Ortschaften ihre eigenen Zehnten in Pacht nahmen.[33] Diese Angaben beweisen uns, daß der Warenverkehr sich erweitert hatte und für die Einwohner oder Dörfer, die in der Nähe eines größeren Absatzzentrums (Bergstädte, Gran, die königliche Residenz in Plintenburg [Visegrád] usw.) lagen, es vorteilhafter war, die Pacht der Zehnten zu bezahlen, als die Zehnten in Naturalien abzuliefern.

5. *Die Zehnten des Komitats Preßburg*

Die Zehnten des Komitats Preßburg wurden nicht verpachtet, sondern vom Erzbistum selbst verwaltet. In den Weinbergen des Komitats wurde Wein in großen Mengen und von guter Qualität gefechst, die Stadt Preßburg (Bratislava) war ein Handelszentrum, in dem die Vorgänger Hippolyts schon im 14. Jh. ein Haus kauften.[34] Glücklicherweise sind uns die Rechnungen der Preßburger Hausverwalter unter den Hippolyt-Kodexen erhalten geblieben und so sind wir über ihre Tätigkeit ziemlich gut unterrichtet.[35]

Die Preßburger Zehnten wurden teilweise in Naturalien (Wein und Getreide), teilweise in Geld geliefert. Aus den Rechnungsbüchern geht die Tendenz klar hervor, nur die Weinzehnten in Naturalien zu behalten, die Getreidezehnten dagegen in kleineren Bezirken zu verpachten.

Die Rechnungen führen den Ertrag der Getreidezehnten jährlich an, 1488 war der Ertrag 13.099 Hocken, 1489 13.745 und 1490 10.913 Hocken. Allerdings überrascht, daß sich 1489 die Zahl der Hocken trotz der schlech-

[32] Perotto kaufte 1482 um 6.000 Gulden die Domäne Szenyér im Komitat Somogy (Graner Kapitelarchiv Lad. 27. fasc. 6. no. 13.), 1484 um 750 Gulden ein Teilgut im Dorfe Libád im Komitat Bares (ebd. Lad. 27. fasc. 2. no. 15.). 1489 den Marktflecken Szob um 1.800 Gulden ebenfalls im Komitat Somogy (ebd. Lad. 28. fasc. 2. no. 13.). Von diesen verkaufte er Libád um 2.000 Gulden dem Domkapitel von Gran (ebd. Lad. 27. fasc. 3. no. 1.), die Domäne Szenyér um 6.000 Gulden dem Erzbischof von Gran, T. Bakóc (ebd. Lad. 28. fasc. 3. no. 1.).

[33] Diese Aufzeichnung enthäit die Zehnten der Hl.-Jungfrau-Kapelle in Gran im Komitat Hont. Unter den Zehntenpächtern finden sich Gutsbesitzer (Mitglieder des niederen Adels und der Prämonstratenserprobst v. Bozók), ein Pfarrer, ein Graner Domherr und die Einwohner einiger Ortschaften (ebd. Lad. 46. fasc. 4. no. 5.).

[34] T. Ortvay: *Pozsony város története* (Die Geschichte der Stadt Preßburg) II/2. S 27. u. 74.

[35] Diese Rechnung trägt den Titel »*Registrum Bernaldi*« und wurde augenscheinlich von dem Preßburger Hausverwalter Bernhard Tomori geführt. Die in lateinischer Sprache geführte Rechnung enthält zuerst die Verrechnung des Weines nach Fässern, sodann die Geldeinnahmen und schließlich die Geldausgaben, natürlich nach den Regeln der einfachen Buchhaltung.

ten Ernte nicht verringerte. Demgegenüber waren in diesem Jahre die Einnahmen aus den Pachten niedriger. Die Erklärung dieser Erscheinung dürfte sein, daß 1489 angesichts der schlechten Ernte das Erzbistum weniger Getreidezehnten verpachtete und so den Ertrag im Gleichgewicht halten konnte. Der Wert des Ertrags wurde in jedem Jahr mit dem gleichen Preis verrechnet, zwölf Hocken waren einen Gulden wert. Leider können wir wegen Mangel an vergleichendem Material nicht beurteilen, wie weit dieser Preis real war.[36]

Die Weinzehnten wurden nach Fässern verrechnet. Wir wissen, daß sich der Ertrag 1488 auf 314, 1489 auf 318, 1490 auf 294 Fässer belief. Aus der hier angeführten Verteilung ist es ersichtlich, daß ein bedeutender Teil des Weines vom Erzbistum selbst verbraucht wurde. Zwar dürfte von den 1490 nach Gran geschickten Fässern ein gewisser Teil noch verkauft worden sein, doch müssen wir den Prozensatz des verkauften Weines 1489 mit 29,4%, 1490 mit 33,6% schon als reell ansehen. Viel Wein wurde im Preßburger Haus von den Gästen verbraucht, viel wurde z. B. der Königin geschenkt. Nach dem Abzug dieses Verbrauches blieben 1488 nur 62,0%, 1489 nur 49,6%, 1490 noch weniger für den Handel übrig.

Die größte Kundschaft für den Wein war der König, der nicht zu den besten Schuldnern gehörte. 1489 bezahlte er auf einmal 2490 Gulden, doch wissen wir leider nicht, welche Menge Weines damit bezahlt wurde. Die andere Form des Absatzes war der Ausschank in den grundherrschaftlichen Weinstuben des Erzbistums. 1488 erhielt der Preßburger Verwalter für eine unbekannte Menge 115,53 Gulden, 1489 wurden 76 Fässer Wein in einem Gesamtwerte von 764 Gulden ausgeschenkt, das bedeutet also 10,05 Gulden je Faß. 1490 konnte ein noch höherer Preis erzielt werden, 21 Fässer wurden in einem Gesamtwerte von 268,66 Gulden, also 12,79 Gulden je Faß ausgeschenkt. 1489 wurden außer den schon erwähnten Mengen 16 Fässer den erzbischöflichen Beamten für 5 Gulden je Faß verkauft. Gegenüber diesem niedrigen Einheitspreis finden wir einmal einen sehr hohen. Als 1490 die Familie Szentgyörgyi auf ihren Gütern die Zehnten beschlagnahmte, wurden auf ihrem Konto 117 Fässer im Gesamtwerte von 1404 Gulden zu Lasten geschrieben, was einem Einheitspreis von 12,— Gulden entspricht. Einen so hohen Preis konnte das Erzbistum nur mit dem Ausschank erreichen, nicht aber im Handel.

Der Einheitspreis von 5,— Gulden pro Faß war auf die Regiespesen der Preßburger Zehnten begründet. Die Regiespesen des Jahres sind uns genau und detailliert, die des Jahres 1490 in großen Zügen bekannt. Regiespesen waren demnach alle das Preßburger Haus belastenden, in einem sehr weiten Sinne des Wortes genommenen Spesen, unter denen die Verwaltungs-,

[36] Die Verrechnung der Preßburger Zehnten erwähnt den Verkauf von Getreide nur ein einziges Mal, doch ist die Menge des Getreides nicht angegeben.

Fracht- und Erhaltungskosten des Hauses (z. B. eine Monstranz für die Kapelle im Haus) auffindbar sind. Den größten Teil der Regiespesen bildeten die Verwaltungskosten des Weines. Große Mengen von Fässern waren nötig: 1489 wurden 222, 1490 199 neue Fässer gekauft, u. zw. zu sehr verschiedenen Preisen, 1489 für 0,50 Gulden, 1490 für 0,77 Gulden das Faß. Die Frachtkosten waren ebenfalls hoch, obzwar diese nicht die gesamten Frachtenkosten des Preßburger Weines darstellen, denn 1489 erscheinen noch auf dem Frachtenkonto 29,— Gulden für die Lieferung Preßburger Weines nach Ofen. Alles in allem ergaben die Regiespesen auf ein Faß umgerechnet 1489 4,65, 1490 2,89 Gulden. Aus diesen Ziffern dürfen wir zwei Folgerungen ziehen: *1.* daß die Regiespesen sehr veränderlich waren, *2.* daß man den Angestellten den Wein — im heutigen Sinne des Wortes — für den Selbstkostenpreis verkaufte.

Wir haben die mit den Preßburger Weinzehnten im Zusammenhang stehenden Angaben deswegen so ausführlich erwähnt, weil sie die Wirtschaft des Erzbistums sehr gut charakterisieren. Das Erzbistum war nicht geneigt, eine aktive Rolle im Weinhandel zu spielen. Nur zwei Drittel der gesamten Weinmenge wurden verkauft, und selbst diese zwei Drittel wurden in der traditionellen Auffassung des mittelalterlichen Großgrundbesitzes teilweise an den größten Verbraucher des Landes, doch an den schlechtesten Schuldner, den König verkauft, teils den Grundsassen ausgeschenkt. Die Verwaltung und die Fracht ließen die Regiespesen ansteigen. 25—40% des höchsten erzielbaren Verkaufspreises waren die Regiespesen und das bei einer Ware, deren Produktion dem Erzbischof keinen Heller kostete. Dieser Regieschlüssel ist nicht nur nach unserer heutigen Meinung hoch, er schien es auch im Auge der Zeitgenossen. Die Regiekosten der staatlichen Steuer waren 1495 im Komitate Preßburg nur 5,3%.[37]

Teils der hohe Regieschlüssel, teils die nach dem Tode des Königs Matthias einsetzenden politischen Wirren waren die Motive des Entschlusses, daß das Erzbistum der langjährigen Praxis ein Ende machte, die Preßburger Zehnten verpachtete, u. zw. dem Großgrundbesitzer, der die größten Unannehmlichkeiten beim Eintreiben der Zehnten verursachen konnte, dem Peter Szentgyörgyi. Es ist durchaus kennzeichnend, daß die Pachtsumme sich auf 4000 Gulden belief, auf eine Summe, die das Erzbistum selbst nicht erreichen konnte, die aber mit einer rationellen Verwaltung und mit einer nach Mähren gerichteten Weinausfuhr wahrscheinlich zu erreichen war.

6. *Sonstige kirchliche Einnahmen*

Hierher gehört in erster Reihe die Einnahme aus der Münze, das sog. *pisetum*. Im mittelalterlichen Ungarn durfte nur der König Münzen prägen

[37] Die staatliche Steuer des Komitates Preßburg betrug 1495 3.786 Gulden, 201 Gulden wurden zum Eintreiben derselben verwendet.

lassen, und die Zehnten der Münze gebührten dem Erzbischof von Gran. Die ungarische wissenschaftliche Literatur befaßte sich ausführlich mit dem *pisetum*, deshalb können wir von einer Darstellung desselben hier absehen.[38]

Der *census plebanorum* war eine spezifische Einnahme. Die Pfarrer waren grundsätzlich der Aufsicht des Archidiakons unterstellt, doch konnten sie von dieser befreit werden, und in diesem Falle übte der Erzbischof als Diözesan bzw. als Metropolit der ungarischen Kirchenprovinz die Aufsicht aus. Die Befreiung hatte aber auch ihre materiellen Konsequenzen. Die Zehnten gebührten grundsätzlich dem Diözesan, doch im Falle enthobener Pfarreien überließ er sie öfters dem Pfarrer und behielt sich nur einen Teil derselben. Dieser vorbehaltene Teil der Zehnten ist der *census plebanorum*. Aus den lückenhaften Angaben kann weder die Frage, welche Pfarren des Amtsgewalt des Archidiakons entzogen wurden, noch das Verhältnis des *census plebanorum* zu den Einkommen der Pfarrer beantwortet werden. Diese Fragen müssen der künftigen Forschung überlassen werden.[39]

In unserer Tabelle haben wir unter »sonstige Einnahmen« ein durch den Probst von Gran gezahltes *subsidium caritativum* aus d. J. 1488 und den Nachlaß eines Graner Domherren aus d. J. 1489 eingefügt.

7. *Allgemeine Charakteristik der erzbischöflichen Einnahmen*

Das Hauptmerkmal der erzbischöflichen Einnahmen besteht darin, daß historische Elemente sowohl bei den grundherrschaftlichen wie bei den kirchlichen Einnahmen oft zur Geltung gelangten. Ein ansehnlicher Teil der grundherrschaftlichen Einkünfte war ein historisches Gebilde, das wahrscheinlich während einer langen Zeit, vielleicht Jahrhunderte hindurch unverändert blieb. Der Erbzins, dessen Zahlungstermine, das Geschenk und das als Grundlage des Geschenkerlöses dienende Preissystem waren alles historische Gebilde. Wir finden diese unter den kirchlichen Einnahmen in geringerer Zahl, obzwar die Art der Zehntenleistung und der Besitz der Zehnten, sowie der *census plebanorum* solch ein historisches Gebilde war. Daß die Zehnten-

[38] Die Geschichte des *pisetums* wurde von A. Kollányi verfaßt: *Az esztergomi érsek pisetum-joga* (Das *pisetum*-Recht des Erzbischofs von Gran). Kath. Szemle III/1889. F. Kováts versuchte auf Grund der Einnahmen aus dem *pisetum* die ungarische Goldproduktion zu berechnen: *A magyar arany világtörténeti jelentősége és kereskedelmi összeköttetéseink a nyugattal a középkorban* (Die weltgeschichtliche Bedeutung des ungarischen Goldes und unsere Handelsbeziehungen mit dem Westen im MA). Történeti Szemle 1922, 115.

[39] Mit den Pfarren, die zur Bezahlung des *census plebanorum* verpflichtet waren, befaßte sich A. Gárdonyi: *Városi plébániák kiváltságos állása a középkorban* (Die privilegisierte Stellung der Stadtpfarreien im MA). Károlyi Emlékkönyv. 163—182.; und M. Jankovich: *Budakörnyék plébániáinak középkori kialakulása és a királyi kápolnák intézménye* (Die Entwicklung der Pfarreien in der Umgebung von Ofen im MA und die Institution der königlichen Kapellen). Budapest Régiségei XIX/1959. S. 57—94. Über die ganze, ziemlich verwickelte Frage s.: S. Fügedi: *Kirchliche Topographie und Siedlungsverhältnisse im MA in der Slowakei.* Studia Slavica V/1959. S. 396—397.

wirtschaft rationeller war als die grundherrschaftlichen Einnahmen, fällt umso mehr auf, da die Kirche als Körperschaft durch einen Konservativismus gekennzeichnet war, der selbst unter den mittelalterlichen Verhältnissen hochgradig schien.

Der andere Charakterzug wurde schon von Nyáry hervorgehoben, als er vom vollkommenen Mangel an »produktiver Kraft« sprach.[40] Die Einnahmen kennzeichnen die Periode des Feudalismus, in der die Geldwirtschaft das Übergewicht erlangte, die Geldrente die vorherrschende Form geworden war und die Eigenproduktion der Grundherren noch nicht in Gang kam. Die Einnahmen des Erzbischofs bestanden — ungeachtet dessen, ob es sich um kirchliche oder grundherrschaftliche Einnahmen handelte — aus den von Grundsassen geleisteten Renten oder Geld, das als Erlös von Naturalien einlief. Gegenüber der grundherrschaftlichen Rente war die grundherrschaftliche Warenproduktion beinahe völlig unbedeutend. Die erzbischöflichen Meierhöfe waren nicht der Warenproduktion, sondern nur der Selbstversorgung dienende landwirtschaftliche Betriebe, deren Aufgabe es war, die Pferde des Erzbistums mit Futter zu versehen. Das produzierte Heu wurde nicht einmal für Zwecke der Viehzucht verwendet, obwohl die Güter an der Grenze der Komitate Neutra und Komorn hierfür besonders geeignet waren.[41]

Die Merkmale der Einnahmen hatten ihre notwendigen wirtschaftlichen Konsequenzen. Das Erzbistum war zweifellos bemüht, möglichst alle Einnahmen an Naturalien in barem Gelde einzutreiben. Dieses Bestreben stand nicht nur zur Lage der Bauernwirtschaften sondern auch zur ganzen ungarischen Wirtschaft in Gegensatz. Darum mußte der Erzbischof einen Teil der Naturalieneinnahmen in der Form von Abrechnungen übertragen.

Die Merkmale der Einnahmen hatten noch eine andere Konsequenz. Die erzbischöflichen Einkünfte konnten mit sorgfältigem oder selbst mit gewaltsamem Eintreiben nicht in großem Maße gesteigert werden. Dies hätte man nur auf zwei Wegen erreichen können: 1. durch rationelle Regelung der bereits bestehenden Renten, was nach mittelalterlicher Denkweise unvorstellbar war und erst im 18. Jh. durchgeführt wurde; 2. durch Einführung neuer Renten. Wir wissen, daß die feudalen Grundherren sich der letzteren Methode bedienten und 1490 tat das Erzbistum dasselbe *(taxa extraordinaria)*.

Der Typ des Zehntenpächters weist darauf hin, daß sich am Ende des 15. Jhs. der Verkehr von landwirtschaftlichen Produkten belebte und daß sich der Kleinadel und die niederen kirchlichen Würdenträger mit Vorliebe in diesen Verkehr einschalteten. Dazu bot sich auch dem Erzbistum eine gute

[40] Századok III/1870. 282.

[41] Die ausgedehnten erzbischöflichen Güter, die an der Grenze der Komitate Komorn und Neutra auf einem sumpfigen Gebiet lagen, waren ausgezeichnete Heuproduzenten, wo die Haupteinnahmsquelle der Einwohner noch im 18. Jh. das Heu war *(Magyarország vármegyéi és városai, Komárom megye monografiája)* [Die Monographie des Komitates Komorn].

Gelegenheit, u. zw. vor allem durch die in Naturalien gelieferten Zehnten, und doch zeichnet sich aus den Rechnungsbüchern ein grundverschiedenes Bild ab. Das Erzbistum dachte nicht daran, sich in den Getreidehandel einzuschalten, vom Preßburger Wein wurden nur etwa 60% auf den Markt gebracht, d. h. die große Menge des Getreides und Weines diente in erster Reihe der Selbstversorgung. Wenn wir aus dem Gewinn der Preßburger Weinzehnten die Summe abrechnen, die für Weineinkauf verwendet wurde, dann bleibt aus den Weinzehnten, die bei rationeller Verwaltung und zeitgemäßem Absatz für 4000 Gulden verpachtet werden konnten, in dreijährigem Durchschnitt ein Gewinn von 1300—1400 Gulden übrig. Die Pächter und Beamtem des Erzbistums schlossen sich dem Warenverkehr an, die Familie Szentgyörgyi ging den gleichen Weg, das Erzbistum selbst aber nicht.

Alles in allem war das Erzbistum am Ende des 15. Jhs. derselbe Großgrundbesitz wie hundert Jahre früher, seine Einnahmen stammten aus Renten und Zehntenpachten, die Waren wurden mit konservativen Methoden abgesetzt.

III. Die Ausgaben des Erzbistums

Der Erzbischof von Gran war das Haupt der ungarischen Kirche, einer der größten Grundbesitzer in Ungarn und besaß eine gewisse politische Autorität. In unserem Zeitraum hatte er neben der Burg in Gran und Driegel ein Haus in der Hauptstadt Ofen, in Wien, in Preßburg, in Plintenburg (Visegrád) und in Marót, ein Schloß in Berzence und Verpécs. Eine große Zahl von Angestellten, mehr als zweihundert Personen wurden zur Instandhaltung der Burgen und Häuser, sowie zur Verwaltung der Güter angestellt. Der Erzbischof mußte die Angestellten verköstigen und teilweise mit Kleidung versehen, den Lohn der zeitweiligen Angestellten zahlen und die Kosten tragen, die ihm im Zusammenhang mit seinen kirchlichen, politischen und militärischen Aufgaben erwuchsen.

Wir haben die Angaben der Jahre 1489—1490 den hier erwähnten Funktionen entsprechend gruppiert, indem wir die ursprünglichen Konten der Hauptbücher zusammenzogen und die Ausgaben nach diesen Gruppen untersuchten.

1. *Die Ausgaben für Verpflegung*

Die Verköstigung des Personals, das Futter für die Pferde und das Brennholz für die Küche bildeten die Ausgaben der Verpflegung. Die größte Summe wurde für den Einkauf von Futter verwendet, in großer Menge wurde Schlachtvieh, hauptsächlich Schweine und Ochsen, gekauft. Es ist auffallend, wie wenig Wild in die Küchen des Erzbistums kam, obschon es große Wälder

besaß. In den sehr ausführlichen Rechnungen von 1489 finden wir nur ein Wildschwein, 4 Hirsche, 3 Hasen und 2 Fasane. Als der König in Gran weilte, wurden viele Südfrüchte (Orangen, Zitronen und Feigen) gekauft. Unter den Gewürzen stehen Pfeffer und Safran in der ersten Reihe. Außer dem Preßburger Wein wurden 1489 noch 34 Faß Wein gekauft, von denen 5 Fässer syrmischer Wein waren, der im mittelalterlichen Ungarn als der beste galt.

Die zur Verpflegung nötigen Waren bildeten mit Ausnahme des Pfeffers und der Südfrüchte landwirtschaftliche Produkte des Inlandes. Von der gesamten Einkaufssumme kennen wir bloß den Einkaufsort von Ware im Werte von 1447,03 Gulden. Von dieser Summe wurde eingekauft

auf den erzbischöflichen Gütern	um	945,22 Gulden	65,3%
in Ofen	um	492,62 Gulden	34,0%
andernorts	um	9,19 Gulden	0,7%
insgesamt:	um	1 447,03 Gulden	100,0%

Das Erzbistum kaufte das Getreide, den Wein und das Brennholz zu überwiegendem Teil auf seinen eigenen Gütern. Es ist interessant zu beobachten, daß der Mittelpunkt des landwirtschaftlichen Warenverkehrs nicht Gran, sondern der am anderen Ufer der Donau, Gran gegenüber gelegene Marktflecken Kakat war. Gran war im 12—13. Jh. ein reger Handelsplatz, doch verfiel es später derart, daß man in der Stadt nur Wein und Brennholz kaufen konnte und selbst um ein halbes Pfund Pfeffer nach Ofen schicken mußte. In Ofen wurden auch die Südfrüchte und die Gewürze, also die Importartikel besorgt.

2. *Kleidung*

Hohe Summen wurden vom glänzenden erzbischöflichen Hof für Kleidung ausgegeben. Die gekauften Stoffe waren überwiegend italienisches, in erster Reihe Veroneser und Florentiner Tuch, außerdem gab es in größeren Mengen Aachener Tuch. Zur Herstellung der Kleidung der Söldner wurden schlesische und süddeutsche Tuche verwendet.[42] In großer Menge wurde inländisches Grobtuch (sog. *pannus griseus*) für die Kleidung der Dienerschaft angekauft, doch war dieses Tuch sehr billig. Eine Elle Grobtuch kostete 3,3 Pfennige, eine Elle Veroneser 0,34 Gulden, eine Elle Londoner Tuch 2,— und eine Elle Florentiner Scharlachtuch 2,50 Gulden. Nach den zur Verfügung stehenden Angaben urteilend blieb der Preis des teueren italienischen und englischen Tuches im 15. Jh. in Ungarn unverändert, während

[42] Statt der Steuer wurde von den Städten Kaschau und Bartfeld ebenfalls um Görlitzer und Nürnberger Tuch gebeten (*Tört. Tár* 1902. 346, 349; Iványi, a. a. O. Nr. 2402.). Auch nach unseren Rechnungen »pro panno Gerliczer peciis 6 pro vestitura familiarum domini provisoris« (Usita et intrada 1491. f. 72.).

der Preis der billigeren und hauptsächlich der süddeutschen und schlesischen Tuche sank.

Viel Geld kostete die Herstellung des mit Silber reich beschlagenen Pferdegeschirrs. Auf denselben Konten wurden auch andere Luxusartikel gebucht. Gobelins aus Flandern, Kristallbecher und Spielkarten gehörten ebenfalls zu den Bedürfnissen des Hofes eines hohen Geistlichen der Renaissance.

Die Gesamtsumme des Kontos betrug 1955,99 Gulden, von denen 1558,51 Gulden den Gegenwert der Importartikel bildeten. Diese Artikel wurden überwiegend in Ofen von den dortigen italienischen und deutschen Kaufleuten erstanden, doch wurden italienische Tuche auch unmittelbar aus Italien importiert. 1489 behob der Dominikaner-Inquisitor Maestro Gianetto 3000 Gulden, um dafür in Ferrara Tuch zu kaufen. Die ausländischen Pelze wurden von M. Kis aus Krakau importiert, die Wolfspelze auf dem Markt von Kakat gekauft.

3. *Bau- und Instandhaltungskosten*

Mit dem baugeschichtlichen Material der Rechnungen befaßte sich P. Voit ausführlich,[43] so beschränkt sich unsere Untersuchung nur auf einige wirtschaftliche Feststellungen. Aus der Aufschlüsselung der sehr ausführlichen Posten geht hervor, daß der Lohn der Bauarbeiten wahrscheinlich höher war als die Kosten des verwendeten Materials. Beim Anschaffen des Rohmaterials kann auch hier beobachtet werden, daß in gewissen Produktionszweigen einige Dörfer und Marktflecken zu ständigen Lieferanten geworden waren. Das Erzbistum kaufte den Kalk, die Holzkohle, das Weidengeflecht zum Binden der Fässer stets in ein und demselben Dorf, wie auch die zum Bau nötige Eisenware aus Rosenau geholt wurde.

4. *Die Gehälter*

Die Gehälter der erzbischöflichen weltlichen Angestellten können auf Grund der Rechnungen untersucht werden, die Untersuchung kann auf die kirchlichen Angestellten nicht ausgebreitet werden, da sie nicht vom Erzbischof bezahlt wurden, sondern Inhaber unabhängiger kirchlicher Einnahmen (Benefizien) waren. Das Einkommen der weltlichen Angestellten können wir auch nicht vollkommen berechnen, weil der Wert der in Naturalien erhaltenen Deputate uns nicht bekannt ist.

[43] P. Voit: *Gyarmati Dénes mester és a régi magyar építőművészet* (Meister Dénes Gyarmati und die alte ungarische Baukunst). Művészettörténeti Tanulmányok (szerk. Dávid K.) Budapest, 1956. S. 46—87., Magyar kerámiaitörténeti tanulmányok. I. Kaza György, *Estei Hippolyt esztergomi érsek kályhása* (Studien zur Geschichte der ungarischen Keramik. I. Georg Kaza, Der Graner Ofensetzer des Hippolyt von Este). Művészettörténeti Értesítő, 1954.

Das Gefolge der Feudalherren war eben in dieser Zeit einer starken Umgestaltung unterworfen. Das traditionelle feudale Gefolge des 14—15. Jhs. hieß *familia*, deren Angehörige waren die *familiares*. Die *familiares* spielten nicht nur in der Leitung des Großgrundbesitzes eine wichtige Rolle, sondern waren in jeder Hinsicht die Stellvertreter des Grundbesitzers. Sie zogen mit ihrem *dominus* gemeinsam in den Krieg, verteidigten seine Interessen mit ihren Bewaffneten nicht nur gegen fremden Angriff, sondern auch gegen seine eigenen Grundsassen. Im Namen des *dominus* fällten und vollstreckten sie Urteile.[44] Von den *familiares* waren es die Offizialen genannten Gutsverwalter oder Kastellane, die an der Spitze der Angestellten einer Domäne standen und die Verwalter der Meierhöfe, der Maut, die Wirtschafter und letzten Endes auch die Dorfrichter zusammenfaßten. In der Person eines Offizials verflochten sich die militärischen und wirtschaftlichen Funktionen, so daß wir zwischen den beiden Funktionen keine scharfe Grenze ziehen können.

Am Ende des 15. Jhs. gesellte sich zu diesem traditionellen Gefolge ein neues Element, die repräsentative Gruppe des Hofstaates. Zur Entwicklung des neuen Elementes gab der glanzvolle Hof des Königs Matthias die erste Veranlassung, im Falle Hippolyts haben wir auch noch mit unmittelbaren italienischen Einflüssen zu rechnen. Die Aufgabe dieser Gruppe war es, den Glanz des Hofes zu steigern, der Macht des Großgrundbesitzers einen entsprechenden Rahmen zu verleihen. Dementsprechend hatten die Mitglieder dieser Gruppe keine militärischen Aufgaben und mischten sich nicht in die Angelegenheiten der wirtschaftlichen Leitung.

Auch das Personal des Erzbischofs von Gran kann in zwei verschiedene Gruppen geteilt werden: in die Gruppe der traditionellen *familia* und in die des Hofstaates. Der Unterschied zwischen den beiden Gruppen wurde durch den nationalen Gegensatz gesteigert: die Mitglieder des Hofstaates waren Italiener, die übrigen waren Ungarn. Das traditionelle Gefolge kann wiederum in drei Untergruppen zerlegt werden: die mit militärischen Aufgaben betrauten, die Offizialen und die Angestellten der wirtschaftlichen Leitung des Großgrundbesitzes.

Die bewaffnete Gefolgschaft — oder wie es in Ungarn genannt wurde — das *banderium* bestand einerseits aus Adeligen, die zur Unterhaltung bewaffneter Reiter verpflichtet waren, andererseits aus Berufssöldnern. Diese Gruppe hatte den größten Stand und das größte veranschlagte Gesamtgehalt. Sie bestand aus 48 ständigen Angestellten (6 adelige »*homo d'arme*«, die 29 Mann starke Graner Wache, 3 Artilleriefachleute und 1 Trompeter) und aus 117 bewaffneten Reitern, die von Adeligen des *banderiums* oder von den Offizialen nur im Notfall in Sold genommen wurden. Solang die Reiter in Waffen stan-

[44] I. Sinkovics: *A magyar nagybirtok a XV. század elején* (Der ungarische Großgrundbesitz am Anfang des 15. Jhs.) Tanulmányok a magyar mezőgazdaság történetéhez. 8. Bp. 1933, S. 6—7.

den, erhielt der Adelige oder der Offizial, der sie gestellt hatte, monatlich 3 Gulden je Reiter. Die militärischen Ausgaben waren eigentlich sehr niedrig, wenn die Auffüllung des Kaders nicht nötig war.

Die Offizialen waren 24 an der Zahl. Mit Ausnahme des italienischen Kastellans von Gran waren sie alle Angehörige des ungarischen mittleren oder niederen Adels. Ihr Gehalt schwankte zwischen 60—80 Gulden jährlich, ihr Einkommen war aber viel höher, da sie in Naturalien Getreide und Wein, in barem Geld die Strafgelder der Grundsassen auf der von ihnen verwalteten Domäne erhielten.

An der Spitze der Gutsverwaltung finden wir auch die Vertreter der weltlichen Intelligenz. Zu ihnen zählten der Rechnungsbeamte, der Notar, der Anwalt und die Verwalter des sog. *pisetum*.

Zur selben Untergruppe müssen wir auch die Handwerker des Graner Hofes zählen. Die ständigen Instandhaltungsarbeiten, die Versorgung der Gefolgschaft mit Kleidung erforderte die Anstellung von 12 ständigen Handwerkern. Ihre Anstellung war häufig von vertraglichem Charakter. Das Personal der Graner Burg wurde durch Nachtwärter *(vigilatores)*, Kutscher, Stallknechte, Köche und Küchenjungen, Gärtner, Hirten und Taglöhner ergänzt. Das zur Erhaltung der Burg und des Hofes nötige Personal belief sich auf 67 Personen.

Die andere Gruppe des erzbischöflichen Personals bildete der Hofstaat. An der Spitze des Hofes stand der apostolische Protonotar und Verweser des Erzbistums, Beltramo di Costabili. Zur italienischen Hofhaltung gehörte der Hauskaplan, der Kämmerer, der Mundschenk, der Truchseß, der Arzt des Erzbischofs, der Unterkämmerer, der Untermundschenk, der Stallmeister und der Mesner. Der Verwalter des Ofner Hauses und das Personal des Wiener Hauses waren ebenfalls Italiener. Diese Gruppe des Gefolges wurde durch einen ungarischen *maestro di sala*, einen ungarischen Stallmeister, die (ebenfalls italienischen) Diener des Erzbischofs, das ungarische Personal der Küche und des Stalles, sowie durch die Diener, die den Tragstuhl trugen, ergänzt. All dies waren unerläßliche Voraussetzungen und Elemente des Prunkes, der dem ersten Würdenträger der ungarischen Kirche und dem italienischen Fürsten der Zeit gebührte. Mit Rücksicht auf das Alter des Erzbischofs (er war zu dieser Zeit zehn Jahre alt) mußte das Personal um zwei italienische Lehrer vermehrt werden. 1489 verließ Frau Cassandra, die ursprünglich Hippolyts Amme war, den Hof.

Die führenden Personen des Hofhaltes genossen die höchsten Gehälter. Selbst das letzte Mitglied des persönlichen Gefolges erhielt jährlich 30,— Gulden, weniger bekam nur der ungarische Stallmeister. Das Küchenpersonal und die Stallknechte hatten dagegen auch in dieser Gruppe kein höheres Gehalt als die ähnlichen Angestellten der Graner Burg.

*

In den Rechnungsbüchern wurde die Dienstzeit eines jeden Angestellten angeführt. Der überwiegende Teil des Hofstaates begann den Dienst noch am 18. Juni 1487 in Ferrara, d. h. als Hippolyts Hof aufgestellt wurde, die Adeligen des *banderiums* gesellten sich im August desselben Jahres zu Hippolyt. Die Dauer der Dienstzeit kann für die Zeitspanne 1487—1490 gut beobachtet werden. Selbst wenn wir die bewaffneten Reiter, die nur im Notfall gestellt wurden, außer acht lassen, zeigt uns die Verteilung der Dienstzeit, daß die lange Dauer des Dienstes umso wahrscheinlicher schien, je größer der Gehalt war. 1489 traten insgesamt 13 Personen aus dem Dienst Hippolyts, doch nur drei von ihnen gehörten zur persönlichen italienischen Gefolgschaft, und alle drei zu den schlechter bezahlten. Von den gut bezahlten verließen den Erzbischof nur ein Adeliger des *banderiums* und ein Offizial. Es ist durchaus kennzeichnend, daß dieser das kleinste Gehalt unter den Offizialen hatte.

*

Trotz den riesigen Einnahmen war das Erzbistum nicht in der Lage, die Angestellten pünktlich, zur rechten Zeit zu bezahlen, darum kam das Erzbistum seinen Verpflichtungen so nach, daß es einen Teil der Einkommen den Angestellten überließ. Besonders auffallend ist diese Tatsache im Falle der Offizialen, deren Gehalt nicht nur teilweise, sondern beinahe gänzlich durch Überlassen einer Einnahmequelle beglichen wurde. Einen beträchtlichen Teil der Zinsen, der *decimae minores*, des Einkommens aus den Mühlen und der Maut erhielten die Offizialen unmittelbar. Die Anweisung der tatsächlichen Einnahmen erreichte bei den Offizialen 71,5%. Die Form der Abwicklung ist nicht immer ganz klar. Im Falle der *decimae minores* wurden die Pachtsummen vom Gehalt abgeschrieben, in anderen Fällen wurden die tatsächlich eingetriebenen Einnahmen gutgeschrieben.

Auch bei den Mitgliedern der persönlichen Gefolgschaft begegnen wir öfters dem Fall, daß der betreffende Hofmann vom Erzbischof ein Tuch, einen Pelz oder ein anderes Kleidungsstück auf das Konto des Gehaltes bekam. Eigentlich stellt dieser Fall auch nichts anderes als die Anweisung einer Einnahme dar. Denn das Tuch oder der Pelz wurde vom Erzbischof auch nicht in barem Geld bezahlt, sondern die erwachsene Schuld bei einem Ofner Kaufmann wurde einem Pächter auf das Konto der *decimae maiores* übertragen. Es kam vor, daß der Pächter die Auszahlung des Gehaltes unmittelbar übernahm. Wenn dieser zweite Fall auch einen kürzeren Weg bedeutete als der über den Ofner Kaufmann, waren dem Wesen nach beides Anweisungen.

So ist es kaum überraschend, daß die Gehälter vom Erzbistum nie vollkommen bezahlt wurden. Das Personal der Gutsleitung erhielt auch nicht ihren ganzen Gehalt, obzwar die Angaben auf unserer Tabelle es so erscheinen lassen, als hätte es mehr denn die vertraglich festgesetzte Summe bekommen. Der Grund für diese Erscheinung ist aber die Tatsache, daß das Gehalt eini-

ger Angestellter nicht im vorhinein pünktlich festgesetzt wurde, sondern sie bekamen so viel, wie es dem Erzbischof »gefiel«. So war das z. B. im Falle des Verwalters, der aber tatsächlich 514,25 Gulden erhielt.

Hinter dem verwickelten Tilgungssystem der Gehälter verbirgt sich also die ständige Geldverlegenheit des Erzbistums.

*

Unter den Angestellten finden sich sechs Personen, die das lateinische Attribut »*litteratus*«, oder das ungarische »*deák*« führen, d. h. sie hatten eine Domschule absolviert und waren im Besitz der elementaren lateinischen Kultur des Mittelalters. In den letzten Jahren befaßte sich die ungarische Geschichts- und Literaturgeschichtsforschung eingehend mit ihnen, weil man in ihnen die Vorgänger der späteren weltlichen Intelligenz erblickte, doch kümmerte man sich wenig um die materiellen Grundlagen ihrer Existenz.[45] Wenn wir die Lage der sechs Personen untersuchen, so sehen wir, daß nur zwei von ihnen den höheren Grad der Angestellten erreichten, einer war *homo d'arme*, der andere war der Verwalter des *pisetums*. Die übrigen waren alle Diener.

Die Kehrseite der Münze war, daß im ganzen Personal nur fünf Männer ihr Brot mit geistiger Arbeit verdienten, u. zw. die Kanzleibeamten, der Anwalt und die beiden Verwalter des *pisetums*. Sicherlich waren sie geschulte Männer, ansonsten hätten sie ihre Plätze nicht behaupten können. Außer ihnen hätte anstelle des italienischen Buchhalters noch ein ungarischer *litteratus* beschäftigt werden können. Wenn aber ein so großer Grundbesitz nur sechs geschulte Männer anstellen konnte, dann wurden im mittelalterlichen ungarischen Schulsystem viel mehr Schüler ausgebildet, als das Land unterhalten konnte. Zwangsläufig konnten viele *litterati* keine entsprechende Anstellung finden und sie waren gezwungen, die verschiedensten Berufe auszuüben, die ihrer Bildung nicht entsprachen. Die Dauer ihrer Dienstzeit beweist, daß sie keine Aussicht auf eine bessere Stellung hatten.

5. *Frachtkosten*

Die Versorgung der Residenzhäuser in den verschiedenen Städten, die Aufrechterhaltung der Verbindung und die Warenbeförderung bedeuteten besondere Spesen für das Erzbistum. Das Frachtkonto wurde 1489 so ausführlich geführt, daß wir die Frachtkosten dieses Jahres analysieren können. Die Gesamtsumme betrug 452,81 Gulden, von denen 184,72 auf den Wagen-, 157,87 auf den Schifftransport entfielen, während 110,22 Gulden für Waren ausgegeben wurden, die man zu Fuß oder mit Pferd befördert hatte.

[45] S. Anm. 27.

Mit Wagen wurde in erster Reihe von Preßburg transportiert, u. zw. jene Waren, die auf dem Wasserwege nicht transportiert werden konnten. Der Grund dafür lag offenbar darin, daß die Frachtkosten eines Wagens viel höher als die eines Schiffes waren. Der Transport eines Fasses von Preßburg nach Gran kostete mit Wagen 1,31, mit Schiff 0,57 Gulden. Über die Wagen können wir aus den Rechnungen nur so viel erfahren, daß sie zu dem ungarischen Wagentyp aus »Kocs« gehörten, mit Eisen beschlagen und mit Strängen aus Seil versehen waren. Ein Wagen wurde von zwei-drei Kutschern vom Sattel aus gefahren, also nach ungarischem System bespannt.[46] Einer der Kutscher war für den Wagen und die Pferde verantwortlich.

Von der Donauschiffahrt verraten unsere Rechnungen überraschend viel. Die Schiffe waren im Besitze des Erzbistums, sie waren teilweise große Schiffe, auf denen eine Hütte aufgebaut wurde, teilweise kleinere, den heutigen Kähnen ähnliche Schiffe. Über ihr Fassungsvermögen besitzen wir zwar keine Angaben, doch wurden — wie nach der Praxis zu urteilen ist — von zwei Schiffern 6—10 Faß Wein mit einem Schiff flußabwärts befördert. Die Schiffe wurden in Wien und in Preßburg gekauft.[47]

Die Frachtkosten hingen von der Länge des Weges und der Zahl der Schiffer ab. Die Frachtkosten von Gran nach Ofen betrugen pro Schiffer 0,20 Gulden, wenn also das Schiff mit vier Leuten bemannt war, ergaben die Frachtkosten 0,80 Gulden. Dieser Tarif war von der transportierten Ware unabhängig. Es war ganz einerlei, ob das Gefolge des Königs, ein fremder Gesandter, Holz, Wein, Mehl oder Fische befördert wurden. An der Spitze der Schiffer stand ein Meister, italienisch »*procurator de la nave*« genannt, der ein ständiger Angestellter der Graner Burg war. Die Schiffer stammten aus den Reihen der Grundsassen von Kövesd.[48]

Die Schifftransportkosten verteilten sich 1489 je nach der beförderten Ware folgenderweise:

Personen	5,62 Gulden
Brennholz	12,37 Gulden
Wein	79,38 Gulden
Heu	35,10 Gulden
sonstige Waren	25,40 Gulden
insgesamt	157,87 Gulden

Die Kosten des Transportes mit menschlicher Kraft bestanden hauptsächlich aus dem Lohn der sog. Faßzieher, die 10 Pfennige für das Heraufziehen eines Fasses aus dem Keller bekamen. Für den Transport durch mensch-

[46] Pettko—Szandtner: *A magyar kocsizás* (Die ungarische Kutsche) Budapest 1931.
[47] G. Csermák: *A magyar hajózás múltjából* (Aus der Vergangenheit der ungarischen Schiffahrt). Budapest, 1956. 21. ff.
[48] Laut des *Liber S. Adalberti* war es ihre Pflicht, in Fronarbeit Ruderer zu stellen.

liche Kraft finden wir auch andere — unserer heutigen Auffassung nach abschreckende — Beispiele, in Ofen wurden z. B. die Weinfässer mit menschlicher Kraft von der Donau in die Burg gebracht, 8 Fässer um 2,— Gulden.

6. *Administration*

Die Kosten der erzbischöflichen Administration erscheinen bei zwei verschiedenen Posten. Auf dem einen Konto wurden die Spesen der Kanzlei (Papier, Bucheinband, usw.) gebucht; diese beliefen sich auf 15,50 Gulden. Das andere Konto war — mit einem heutigen Ausdruck — das Diätenkonto, das 1489 mit einer Gesamtsumme von 295,28 Gulden abgeschlossen wurde. Die Unkosten des offiziell reisenden Angestellten wurden ihm ersetzt. Die Angestellten mußten in überraschend vielerlei Angelegenheiten entsandt werden, mag es sich nun um die Verwaltungsprobleme eines Gutes, um ein richterliches Verfahren, oder nur um die Zustellung eines Briefes gehandelt haben.

7. *Die kirchlichen Ausgaben*

Die sog. Servitien des Erzbischofs von Gran, die er für die päpstliche Ernennungsbulle zu zahlen hatte, beliefen sich in der zweiten Hälfte des 15. Jhs. auf 4714,30 Gulden.[49] Laut der Rechnungen schickte Hippolyt in zwei Jahren unter diesem Titel 7530 Gulden nach Italien. Leider erfahren wir aus den Rechnungsbüchern nicht, ob er mit dieser Summe seiner Verpflichtung vollkommen nachgekommen ist oder nicht, und welche Posten diese Summe enthielt (Zinsen, Schulden des Vorgängers, usw.).[50]

Mit den Servitien verglichen, waren die übrigen kirchlichen Ausgaben verschwindend gering. Den übrigen Teil der kirchlichen Ausgaben bildeten Almosen, die zu den Zeremonien nötigen Kerzen und Wachs; die Herstellung der Kerzen wurde einem Graner Handwerker überlassen.

Man muß das Mißverhältnis bemerken, das zwischen den kirchlichen Einnahmen und den kirchlichen Ausgaben bestand. Etwa 66—80% der Gesamteinnahmen gebührten dem Erzbischof als kirchlichem Würdenträger; obendrein waren diese Einnahmen leichter und schneller zu beheben, als die grundherrschaftlichen. 1489 bildeten die kirchlichen Ausgaben trotz der

[49] B. Mayer: *A pápai bankárok szerepe Magyarországon a középkor végén* (Die Rolle der päpstlichen Bankherrn am Ende des MAs). Századok LVII—LVIII/1923—1924. S. 648—669.

[50] Die Geschichte der Ernennung Hippolyts wurde von Fraknói (*Magyarország egyházi és politikai összeköttetései a római szentszékkel* [Die kirchlichen und politischen Verbindungen Ungarns mit dem Hl. Stuhl] Budapest, 1902. S. 229 –236) verfaßt, auch wurde eine Urkunde im Zusammenhang mit der Ernennung veröffentlicht (*Oklevéltár a magyar királyi kegyúri jog történetéhez* [Urkundenbuch zur Geschichte des Patronatsrechtes der ungarischen Könige]. Budapest, 1889. 53.). Fraknói behauptet, daß der Gesandte des Königs Matthias für die Kosten der Ernennungsbulle 6.000 Gulden Anleihe behob, doch ist es nicht klar, in welcher Valuta das zu verstehen ist.

ungeheueren Servitien (in diesem Jahre 5000 Gulden) nur 23,6%, 1490 nur 2,8% der Gesamtausgaben. Von Kirchenbauten, von Ausgaben zur Hebung des Glanzes der kirchlichen Zeremonien ist hier keine Rede, wie es mit Ausnahme eines Orgelspielers auch keine Angestellten gibt, die bei den Zeremonien mitgewirkt hätten. Von den kulturellen Ausgaben, von der Pflege der Renaissancekultur fehlen ebenfalls jegliche Angaben, Hippolyts Hof kaufte 1489 bloß ein Buch in Ofen um 14 Gulden. Riesige Summen wurden von den Empfängen und von der Unterhaltung der Gäste, durch die Ausgaben für ausländische Tuche und Seiden, von glänzenden Gefolge verschlungen, aber zu kirchlichen oder religiösen Zwecken so gut wie nichts zurückerstattet.

8. *Sonstige Ausgaben*

Unter diesem Titel haben wir das Konto der »außerordentlichen Ausgaben« mit einigen anderen, kleineren gemischten Konten zusammengezogen. Die »außerordentlichen Ausgaben« waren dem Wesen nach Repräsentationskosten, die infolge des Besuches des Königs oder eines Gesandten, wegen der ihnen überreichten Geschenken erwuchsen. Hier wurden auch die Zinsen nach der Anleihe eines Juden und die Zinsen einer Anleihe von 50,— Gulden gebucht. Die Spuren von Schulden sind aber nicht nur hier zu finden. Die »alten«, noch 1486—1487 gemachten Schulden wurden auf einem besonderen Konto geführt. Von der Gesamtsumme der Schulden schweigt das Hauptbuch, nur die Tilgungen wurden aufgezeichnet.

9. *Allgemeine Charakteristik der Ausgaben*

Der erste Charakterzug der Ausgaben ist die Tatsache, daß der Erzbischof alles, was zur Verpflegung des Personals nötig war, für bares Geld kaufen mußte. Die angekauften landwirtschaftlichen Artikel waren offenbar teuerer, als wenn sie die erzbischöflichen Güter produziert hätten. Der teuerste Preßburger Wein kostete 5,— Gulden, für den in Gran gekauften und dort bebauten Wein zahlte der Erzbischof im besten Fall 6,37 Gulden je Faß. So ist es nicht überraschend, daß für landwirtschaftliche Produkte 1489 nicht weniger als 4238,48 Gulden, d. h. 18,8% der Ausgaben ausbezahlt werden mußten.

Der glänzende Hofstaat war überdimensioniert. Der Graner Erzbischof besaß auch schon vor Hippolyt ein Haus in Ofen und Preßburg. Hippolyt fügte aber diesen noch ein Haus in Wien hinzu und unterhielt überall ein ständiges Personal. Ein großer Teil des persönlichen Gefolges hielt sich ständig in Wien oder in Ofen auf, dies steigerte die Unterhalts- und Frachtkosten.

Das Personal des Hofes war auf jeden Fall zu groß. Dies gilt nicht für die Zahl der Angestellten in der Gutsverwaltung oder im bewaffneten Gefolge,

sondern für die der Angestellten, die in Ferrara rekrutiert wurden und überhaupt keine produktive Arbeit leisteten. Der Erzbischof mußte ihre Verpflegung decken und jährlich rund 1000 Gulden Gehalt bezahlen. Die Tatsache, daß das Erzbistum den vollen Jahresgehalt nicht auszahlen konnte, ist ein glänzender Beweis der Überdimensionierung.

Die Lebensweise des Hofes war ebenfalls überspannt. Nyáry hatte recht, als er davon sprach, daß man zuviel Gäste empfing und unterhielt, zuviel Geschenke für sie kaufte und daß der Prozentsatz der »außerordentlichen« Ausgaben zu hoch war.

Die Überdimensionierung ließ ihre negativen Früchte reifen. Der großartigen Bautätigkeit des Erzbischofs Johann Vitéz — des Vorgängers von Hippolyt — folgte die Herabsetzung der Investitionen. 1489 wurde noch am Haus in Marót gebaut, 1490 beschränkten sich die Bauarbeiten auf das Nötigste, der Wert der Investitionen sank um ein Drittel.

Bei der Charakterisierung der Einnahmen haben wir behauptet, daß das Erzbistum in der Entwicklung zurückblieb. Die Ausgaben kennzeichnen das Erzbistum als einen glänzenden feudalen Hof der Renaissance. Der Gegensatz zwischen den für das 14. Jh. charakteristischen Einnahmen und den für das Ende das 15. Jhs charakteristischen Ausgaben war nicht zu überbrücken.

*

Der ungeheuere Grundbesitz und die hohen Einnahmen des Erzbistums gestalteten es zu einem Großverbraucher, der mit seinen Ausgaben und Käufen auf das ungarische Wirtschaftsleben auswirkte. Die Rechnungen des Jahres 1489 ermöglichen uns, fast alle Ausgaben des Erzbistums zu qualifizieren und so die Frage zu beantworten, wofür die Einnahmen — und sogar noch etwas mehr — ausgegeben wurden. Demnach wurden ausgegeben:

für Importwaren	2 355,02 Gulden	32,6%
für das päpstliche Servitium	5 000,00 Gulden	
für einheimische Waren	6 235,47 Gulden	27,6%
für Arbeitslöhne und Gehälter	7 920,05 Gulden	35,1%
unbestimmbar	1 058,39 Gulden	4,7%
insgesamt	22 568,93 Gulden	100,0%

Aus dieser Tabelle geht klar hervor, daß ein Drittel von Hippolyts Einnahmen als Arbeitslohn und Gehälter, ein Drittel für einheimische Waren, ein Drittel für ausländische Waren verausgabt wurde. Da aber nicht in jedem Jahre eine so hohe päpstliche Steuer bezahlt werden mußte, sind wir gezwungen, unsere Zusammenstellung ohne das päpstliche Servitium zu wiederholen:

für ausländische Ware	2 355,02 Gulden	13,4%
für einheimische Ware	6 235,47 Gulden	35,5%
für Arbeitslöhne und Gehälter	7 920,05 Gulden	45,1%
unbestimmbar	1 058,39 Gulden	6,0%
insgesamt	17 568,93 Gulden	100,0%

Man fragt sich jedoch, ob Hippolyt und sein italienischer Hof nicht mehr für ausländische Waren ausgegeben hat, als die übrigen hohen Würdenträger der Kirche und des Landes in Ungarn. Wir kennen den Warenverkehr an der Westgrenze Ungarns aus den Jahren 1457—1458. Wenn wir nun die Verteilung dieses Zolls mit der Verteilung der Ausgaben Hippolyts vergleichen, bekommen wir folgendes Resultat.

	Hippolyt		Preßburger Zoll	
Gewürze, Südfrüchte	156,35 Gl.	6,6%	396,21 Gl.	4,0%
Rohwaren	3,28 Gl.	0,1%		
Textilien	1 517,01 Gl.	64,4%	7 717,17 Gl.	78,8%
Andere Gewerbeprodukte	678,28 Gl.	28,9%	1 684,87 Gl.	17,2%
insgesamt:	2 355,02 Gl.	100,0%	9 798,25 Gl.	100,0%

Zwischen den beiden Prozensätzen ist kein großer Unterschied. Hippolyts Hof verbrauchte zwar weniger ausländische Textilien, als rund dreißig Jahre früher an der Westgrenze des Landes eingeführt wurden, doch war der Prozentsatz bei Gewürz und Südfrüchten seitens des Erzbistums etwas höher als der des Preßburger Zolls, und auch der Prozentsatz der Industrieprodukte war bei dem Erzbistum höher als an der Westgrenze. Im Großen wurde in beiden Fällen die überwiegende Mehrheit vom Wert der Textilien gebildet. So scheint der Importprozentsatz von 13,4 nicht zu hoch zu sein.

Wir kommen zum selben Resultat, wenn wir bedenken, daß Hippolyt eigentlich keine besonderen luxuriösen Leidenschaften hatte. Er baute nicht in so großem Maße wie sein Vorgänger und sein Nachfolger, kaufte nicht so viele Bücher. Statt dessen ging er den Weg der zeitgenössischen ungarischen Magnaten und gab das meiste für die Kleidung aus. Doch wurde in dieser Hinsicht am Ende des 15. und Anfang des 16. Jhs. von den ungarischen Prälaten und Magnaten ein Luxus und Prunk entfaltet, daß es jeden Diplomaten bestürzte, der über die tatsächliche politische und wirtschaftliche Lage des Landes im Bilde war. Wenn wir zu der Summe, die für Importwaren ausgegeben wurde, noch die päpstliche Steuer hinzurechnen, die ebenfalls außer Landes ging, dann müssen wir feststellen, daß ein bedeutender Teil der erzbischöflichen Einnahmen ins Ausland wanderte. Der ungarische Wirtschaftshistoriker F. Kováts schätzte die Passivität unseres mittelalterlichen Handels

auf 300.000, O. Paulinyi auf 400.000 Gulden. 0,5% dieser Summe, bzw. die päpstliche Steuer mit inbegriffen 1,0%, wurde vom Erzbistum exportiert.

Gänzlich unbestimmbar ist die Summe, die vom Gehalt der italienischen Angestellten ins Ausland mitgenommen wurde. Wir haben gesehen, daß Perotto Vesach alle seine Güter verflüssigte, bevor er nach Italien zurückkehrte, er nahm also wahrscheinlich ungarische Goldgulden mit sich. Wir können für sicher halten, daß er nicht der einzige Italiener war, der ungarisches Gold in Münzen »exportierte«.

Es ist also zweifellos, daß 1489 ein Drittel der erzbischöflichen Ausgaben in der Form von Goldgulden ins Ausland gingen. 1489 war dieses Verhältnis wegen der hohen päpstlichen Steuer so schlecht, in anderen Jahren schwankte es um 13% der Gesamtausgaben, was 0,5% der jährlichen Goldausfuhr des Landes betrug.

*

Ein zweites Drittel wurde für den Kauf inländischer Ware ausgegeben. Die Verteilung dieser stattlichen Summe ist folgende:

Landwirtschaftliche Rohprodukte	4238,48 Gl.	68,0%
Sonstige	695,28 Gl.	11,1%
Gewerbeartikel	1301,71 Gl.	20,9%
insgesamt	6235,47 Gl.	100,0%

Auf den überaus hohen Prozentsatz der landwirtschaftlichen Rohprodukte wurde schon hingewiesen. Hier können unsere Folgerungen höchstens damit ergänzt werden, daß die Einkäufe des erzbischöflichen Hofes und anderer Magnatenhöfe vielleicht bei der Steigerung der Nachfrage an landwirtschaftlichen Produkten mitgewirkt haben. Die Steigerung der Ansprüche seitens der feudalen Höfe war offenbar nicht der einzige Grund, doch einer der vielen Gründe, die die Nachfrage erhöhten.

Laut der Rechnungen war der Anspruch auf inländische Gewerbeartikel sehr niedrig. Auf Gewerbeartikel entfielen bloß 20,9% des Wertes der inländischen Ware.

Metallhandwerk	539,28 Gulden	41,4%
Beleuchtung	166,18 Gulden	12,8%
Textilien	99,47 Gulden	7,6%
Leder	191,17 Gulden	14,7%
Holzverarbeitung	152,42 Gulden	11,7%
Lebensmittel	13,29 Gulden	1,0%
Kleidung	15,70 Gulden	1,2%
Baumaterial	68,45 Gulden	5,3%
sonstige Handwerksartikel	55,75 Gulden	4,3%
insgesamt:	1301,71 Gulden	100,0%

An der Spitze steht das Metallhandwerk, doch gereichte der hohe Prozentsatz hauptsächlich den Goldschmieden zum Vorteil, da von den 538,28 Gulden der Gesamtsumme z. B. ein dem König geschenkter Becher allein 412,— Gulden kostete. Als Vertreter des Lederhandwerks erscheinen die Sattler und Kürschner, die Erzeuger der luxuriösen Pferdegeschirre und der Pelzmäntel. Die von der ausländischen Konkurrenz zugrunde gerichteten Handwerker des Textilien- und Kleidungshandwerks figurierten mit einem minimalen Prozentsatz. Die hier figurierende Summe des Lebensmittelsgewerbes gibt uns kein reales Bild. Auf dem Küchenkonto, das näher nicht bestimmbare Posten in einem Gesamtwerte von 2422,— Gulden enthält, war offenbar der Wert von einer Menge fertiger Lebensmittel geführt, obzwar die Anstellung eines Bäckers und Müllers die Aussichten dieses Handwerkszweiges stark verminderte. In landesgültiger Hinsicht kann auch der Prozentsatz des Beleuchtungshandwerks nicht als kennzeichnend betrachtet werden, weil die für religiöse Zwecke verwendeten Kerzen und Leuchter diese Ausgaben in hohem Maße steigerten. Dies ist auch einer der Punkte, wo die Zahlen uns daran erinnern, daß Hippolyt eine hohe geistliche Würde innehatte.

All dies bestätigt die allgemeine Auffassung, daß das Handwerk in Ungarn im Mittelalter unentwickelt war. Doch begegnen wir auch noch anderen Merkmalen, die auf die Unentwickeltheit des ungarischen Handwerks hindeuten. Ein bedeutender Teil der Produkte des Bau- und Holzgewerbes wurde von den Bauern als Hausgewerbe betrieben (Schindeln, Kalk, usw.). Diese Produkte wurden nicht von einem städtischen Handwerkertum, sondern von der Agrarbevölkerung als Nebenbeschäftigung erzeugt.

Die Versorgung der Angestellten mit Kleidern weist auf die Ansprüche hin, die gegenüber dem Handwerk gestellt wurden. Es erscheint als natürlich, daß die Angehörigen des *banderiums* und des persönlichen Gefolges im allgemeinen ausländische Tuche oder aus solchem genähte Kleider erhielten, doch überrascht es zu hören, daß auch der Schmied Urban und der Polier Peter auf ein Kleid aus Veroneser Tuch und auf einen Lammpelz Anspruch haben konnten. Wenn selbst diese Handwerker darauf bestanden, ein aus ausländischem Stoff verfertigtes Gewand zu bekommen, für wen wurde dann eigentlich das inländische Grobtuch und Leinen gekauft? Für die Kutscher, Stallknechte, für das Küchenpersonal und für die Taglöhner. Unwillkürlich taucht die Frage auf: welche Aussichten hatte das ungarische Textilhandwerk, wenn selbst die Handwerker nicht geneigt waren seine Produkte zu tragen und diese nur von der Dienerschaft und der armen Schicht des Bauerntums gekauft wurden?

Wenn wir das vom Handwerk entworfene Bild mit den Löhnen ergänzen, die den Handwerkern ausbezahlt wurden, bekommen wir die folgende Verteilung:

Metallhandwerk	26,50 Gulden	1,8%
Lederhandwerk	746,69 Gulden	49,7%
Holzverarbeitung	5,69 Gulden	0,4%
Lebensmittel	16,66 Gulden	1,1%
Kleidung	286,80 Gulden	19,1%
Baumaterial	398,50 Gulden	26,5%
sonstige Handwerker	20,71 Gulden	1,4%
insgesamt:	1501,55 Gulden	100,0%

Im Großen bleibt das Bild unverändert, obzwar die Gesamtsumme höher ist, als die für die Waren ausgezahlte Summe war. An der Spitze steht auch hier das Lederhandwerk (Pferdegeschirr und Fertigung der Pelze). Der Prozentsatz der Bauindustrie ist ein wenig verzerrt, da im Lohn auch der Lohn von drei Hilfsarbeitern inbegriffen ist. Der den Meistern des Textilhandwerks ausgezahlte Lohn ist ausschließlich der Lohn des Tuchscherers.

Wenn wir uns vergegenwärtigen, daß gegenüber der Gesamtsumme von 2803,21 Gulden, die den einheimischen Handwerkern bezahlt wurde, die Summe von 2195,39 Gulden steht, die für ausländische Gewerbewaren bezahlt wurde, dann können wir nicht nur feststellen, daß das ungarische Handwerk — abgesehen von einigen Zweigen, die Luxuswaren erzeugten — unentwickelt war (was schon von der bisherigen Forschung hervorgehoben wurde), sondern auch, daß die Ursache der Unentwickeltheit der Mangel an Nachfrage seitens der einheimischen Verbraucherschicht war.

*

Nach der ausführlichen Analyse versuchen wir in groben Zügen die Frage zu beantworten, zu wem Hippolyts Einnahmen gelangten. Ein beträchtlicher Teil ging ins Ausland. Zwei Drittel floß aber im Inland in den Blutkreislauf des Wirtschaftslebens zurück. Zum größten Teil gelangte es zu den Bauern zurück. Zu diesem Teil gehörten die 4238,76 Gulden, die für landwirtschaftliche Rohstoffe bezahlt wurden, und die 166,66 Gulden Lohn, der den Arbeitern ausgezahlt wurde, weiterhin ein Teil des für inländische Handwerkerwaren ausgegebenen Geldes. Die städtischen Handwerker erhielten im besten Fall 2803,21 Gulden. Der Gehalt der italienischen Hofbeamten und der ungarischen Wirtschaftsbeamten betrug insgesamt 5800 Gulden. Im Spiegel dieser Zahlen ist es leicht zu verstehen, warum die Handwerker in unseren mittelalterlichen Städten so wenig prosperierten, warum man mit Handel, und besonders mit dem Handel ausländischer Tuche so viel verdienen konnte.

IV. Die Bilanz des Erzbistums

Die Bilanz zeigt uns folgende Summen:

	1489	1490
Einnahmen	22 275,05 Gulden	15 005,91 Gulden
Ausgaben	22 568,03 Gulden	15 566,24 Gulden
Defizit	292,98 Gulden	560,33 Gulden

Das Defizit wurde auf zwei Wegen beseitigt: einerseits blieb das Erzbistum den Hauptbeamten schuldig, andererseits behob es Anleihen.

Wenn wir diese Frage eingehender beleuchten wollen, so muß unser Ausgangspunkt die Tatsache sein, daß ein beträchtlicher Teil der Einnahmen aus der jährlichen landwirtschaftlichen Produktion stammte. Die Bauern waren verpflichtet, nach der Ernte den grundherrschaftlichen Zins, die Zehnten in Getreide, Wein, usw. zu leisten.

In Gulden:	1488	1489	1490
Von der Landwirtschaft abhängige Einnahmen	12 974,39	18 996,75	13 392,83
Einnahmen aus dem Bergbau	2 975,75	3 278,30	1 613,08
insgesamt:	15 950,14	22 275,05	15 005,91
In Prozenten:			
Von der Landwirtschaft abhängige Einnahmen	81,3	85,3	89,3
Einnahmen aus dem Bergbau	18,7	14,7	10,7
insgesamt:	100,0	100,0	100,0

Im mittelalterlichen Ungarn war in der zweiten Hälfte des Sommers der Ertrag der Ernte ein *fait accompli*, die Getreidepreise wurden Ende Juli oder Anfang August stabilisiert. In den großen Verbraucherzentren, in den Städten finden wir im allgemeinen überall die Jahrmärkte, die gegen Ende des Sommers oder im Herbst gehalten wurden und an denen die Bauern ihre Waren absetzten, die städtischen Handwerker und Kaufleute ihre Waren verkauften. Doch weder die Handwerker noch die städtischen Bürger hatten dasnötige Bargeld, um die gekaufte Ware sofort auszuzahlen. Die uns bekannten Transaktionen wurden ganz, oder wenigstens teilweise in Form eines Kredites abgeschlossen. Oft war ein ganzes Jahr nötig, um die im Sommer oder Herbst abgeschlossenen Transaktionen liquidieren zu können. Im Waren-

verkehr hat der Ertrag der Ernte rasch den Besitzer gewechselt (das bestätigen die Mauteinnahmen), doch dauerte die finanzielle Abwicklung noch lange.

Die grundherrschaftliche Rente mußte sich wohl oder übel an diese Abwicklungsweise halten. Vom Standpunkt des Grundherren hieß dies, daß die Einnahmen nur nach der Ernte fällig wurden, und ihr Eintreiben sich bis zum nächsten Frühling hinzog. Das Erzbistum konnte natürlich nicht warten, die Ausgaben waren dringend. Es half sich auf zweierlei Art. Erstens nahm es bei der Verpachtung der Naturaleinnahmen keine Rücksicht auf den Zeitpunkt des Absatzes des Ernteertrages, zweitens überwies es einen Teil der Naturaleinnahmen unmittelbar an den Gläubiger. 1489 erhielt das Erzbistum vor dem 1. Juli 2000 Gulden aus den Zehntenpachten, und im selben Jahr beglich es 2055,93 Gulden mit Anweisungen. Im Werte von 765,31 Gulden wurden auch die Kreditübertragungen in Anspruch genommen. Dem Wesen nach stehen wir im Fall der unmittelbaren Anweisungen und der Kreditübertragungen der Erscheinung gegenüber, daß das Erzbistum das Tempo des Absatzes des landwirtschaftlichen Ertrages sowohl seinen Gläubigern, wie auch seinen Angestellten aufgezwungen hat.

Auch der Geldschonungsverkehr (geldsparende Zahlungsverkehr) wurde in Anspruch genommen. Dieser Verkehr erscheint 1489 unter den Einnahmen mit einem Wert von 971,46 Gulden. Ein Beispiel dieses Verkehrs war die Ware, die von M. Kis geliefert wurde und die Gehälter der Offizialen, denen eine Einnahmsquelle unmittelbar zugewiesen wurde.

Diese Mittel wurden vom Erzbistum angewendet, um die Einnahmen zeitlich besser zu verteilen und hauptsächlich, um sie vom Zeitpunkt der Ernte unabhängig zu machen. Im Grunde genommen können das schleppende Tempo der landwirtschaftlichen Produktion und alle damit zusammenhängenden Fragen auf einen einzigen Charakterzug der ungarischen Wirtschaft im Mittelalter zurückgeführt werden: der mittelalterliche Geldverkehr war geringer, als es zur Abwicklung des tatsächlichen Warenverkehrs nötig gewesen wäre. Hinter dem regen Verkehr war unsere mittelalterliche Wirtschaft durch einen Mangel an barem Gelde gekennzeichnet.

1. Die Einnahmen des Erzbischofs von Gran

In Gulden

1. *Grundherrschaftliche Einnahmen*

Grundzins	2 138,32	2 194,95	2 191,69
Taxa extraordinaria	—	—	1 226,27
Munera	184,39	153,52	284,37
Grundherrschaftliche Nona	684,06	427,11	510,00
Fronarbeit	12,00	12,00	12,00
Zoll- u. Mauteinnahmen	204,29	251,78	367,46
Einnahmen aus den Mühlen	60,08	24,48	—
Zins der Kremnitzer Mühle	600,00	300,00	300,00
Urbura	444,25	310,46	136,85
Verkauf von Agrarprodukten	216,64	387,87	74,24
Insgesamt	4 544,03	4 062,17	5 102,88

2. *Kirchliche Einnahmen*

Decimae maiores	5 914,60	9 647,81	5 788,15
Decimae minores	689,00	938,46	836,72
Pisetum	2 531,50	2 967,84	1 476,50
Preßburger Zehnten	1 175,02	4 321,77	1 432,66
Census plebanorum	393,00	62,00	369,00
Sonstige Einnahmen	703,00	275,00	—
Insgesamt	11 406,12	18 212,88	9 903,03
Insgesamt	15 950,15	22 275,05	15 005,91

Im Prozentsatz

1. *Grundherrschaftliche Einnahmen*

Grundzins	47,1	54,0	43,0
Taxa extraordinaria	—	—	24,0
Munera	4,1	3,8	5,6
Grundherrschaftliche Nona	15,1	10,5	10,0
Fronarbeit	0,3	0,3	0,2
Zoll- und Mauteinnahmen	4,5	6,2	7,2
Einnahmen aus den Mühlen	1,3	0,7	
Zins der Kremnitzer Mühle	13,2	7,4	5,8
Urbura	9,7	7,6	2,7
Verkauf von Agrarprodukten	4,7	9,5	1,5
Insgesamt	100,0	100,0	100,0

2. *Kirchliche Einnahmen*

Decimae maiores	51,9	53,0	58,4
Decimae minores	6,0	5,2	8,4
Pisetum	22,2	16,3	14,9
Preßburger Zehnten	10,3	23,7	14,6
Census plebanorum	3,4	0,3	3,7
Sonstige Einnahmen	6,2	1,5	—
Insgesamt	100,0	100,0	100,0

2. Die Konten des M. Kis von Cece

Soll			Haben	
		1488		
Zehntenpacht	1 300,—	20.3.	Barzahlung	1 100,—
		26.10.	Barzahlung	95,50
			Saldo	104,50
Insgesamt	1 300,—		Insgesamt	1 300,—
		1489/I.		
Schuld des vorigen Jahres	104,50	3.6.	Barzahlung	800,—
Zehntenpacht (1489)	1 550,—	13.12.	Preis des gelieferten Holzes	135,—
		24.12.	Preis des gelieferten Holzes	100,—
		28.12.	Preis von Pferden	50,—
		28.12.	Preis eines Pelzmantels	80,—
		31.12.	Preis eines Pelzmantels	36,—
		31.12.	Preis von Fell	155,—
		31.12.	Preis von Fell	22 —
		31.12.	Frachtkosten	1,12
		31.12.	Preis von Fell	14,88
		31.12.	Preis von Biberfell	67,00
		31.12.	Gehalt des G. Sáfár	4,50
		31.12.	Die Entlassung der Zehntenpacht	100,—
			Saldo	89,—
Insgesamt	1 654,50		Insgesamt	1 654,50
		1489/II.		
Zehntenpacht des Jahres 1490	1 200,—	28.9.	Barzahlung	500,—
			Saldo	700,—
Insgesamt	1 200,—		Insgesamt	1 200,—
		1490		
Zehntenpacht	700,—	6.4.	Barzahlung	150,—
		29.2.	Barzahlung	250,—
		29.2.	Barzahlung	50,—
		20.6.	Barzahlung	250,—
Insgesamt	700,—		Insgesamt	700,—

3. Die Konten des B. Szakácsi

Soll		1488		Haben
Zehntenpacht	2 250,—	24.6.	Barzahlung	600,—
		3.10.	Barzahlung	100,—
		25.10.	Barzahlung	88,—
		10.11.	Barzahlung	99,76
			Saldo	1 362,24
Insgesamt	2 250,—		Insgesamt	2 250,—

		1489		
Schulden des vorigen Jahres	1 362,24	1.3.	Barzahlung	137,—
Zehntenpacht (1489)	2 300,—	2.3.	Barzahlung	1 161,—
		3.3.	Barzahlung	40,—
		? 5.	Barzahlung	24,24
		9.6.	Barzahlung	400,—
		? ?	Barzahlung	150,—
		? ?	Barzahlung	50,—
		18.11.	Übernahme der erzbischöfl. Verpflichtungen gegenüber R. Bontempi (Ofen)	226,22
		23.11.	gegenüber Arbar (Ofen)	130,15
		23.11.	gegenüber Antonio (Ofen)	39,70
		31.12.	gegenüber Piller (Ofen)	26,—
		31.12.	Barzahlung	10,—
		31.12.	Übernahme der erzbischöfl. Verpflichtungen gegenüber J. Libarius	16,—
		31.12.	Für Ausstellung einer Urkunde	3,—
			Saldo	1 248,93
Insgesamt	3 662,24		Insgesamt	3 662,24

		1490		
Schuld des vorigen Jahres	1 248,93	15.2.	Übernahme der erzbischöfl. Verpflichtungen gegenüber dem Goldschmied Emericus	159,—
		6.4.	Barzahlung	90,—
		29.2.	Barzahlung	600,—
		29.2.	Übernahme der erzbischöfl. Verpflichtungen gegenüber Piller	34,—
		29.2.	gegenüber Cavalkanti	300,—
		29.2.	gegenüber Johannes (Kürschner)	26,—
		29.2.	gegenüber Goldschmied Emericus	18,—
			Saldo	21,93
Insgesamt	1 248,93		Insgesamt	1 248,93

4. Die Ausgaben des Erzbischofs von Gran

In Gulden	1489	1490
Versorgung	4 325,59	4 848,56
Kleidung	3 300,93	1 000,57
Baukosten	917,49	653,—
Gegalte	5 531,50	6 027,83
Frachtkosten	225,23	239,94
Administration	310,78	350,57
Kosten des Preßburger Hauses	551,94	563,51
Außerordentliche Ausgaben	2 087,37	1 448,40
Ausgaben für kirchliche Zwecke	5 318,10	433,86
Insgesamt	22 568,93	15 566,24
In Prozentsatz		
Versorgung	19,2	31,1
Kleidung	14,6	6,4
Baukosten	4,1	4,2
Gehalte	24,5	38,7
Frachtkosten	1,0	1,6
Administration	1,4	2,3
Kosten des Preßburger Hauses	2,4	3,6
Außerordentliche Ausgaben	9,2	9,3
Ausgaben für kirchliche Zwecke	23,6	2,8
Insgesamt	100,0	100,0

Хозяйство эстергомского архиепископства в конце XV в.

Э. ФЮГЕДИ

Р е з ю м е

В 1487 г. на престол эстергомского архиепископства был назначен ребенок — князь Гиполит из Эсте. Хозяйством архиепископства руководили вместо него итальянские служащие, которые вели точные отчеты о своей деятельности. Эти отчеты можно частью находить в копиях в Академии Наук Венгрии. Цель предлагаемой статьи заключалась в исследовании доходов на 1488—1490 гг. и расходов на 1489—1490 гг. с точки зрения экономической истории Венгрии в средние века.

Главные книги велись согласно правилам двойного счетоводства «венецианской» системы, основой послужили частью представленные венгерскими служащими отчеты. Их основная выгода заключается в том, что они содержат все доходы и расходы и двойное счетоводство делает возможным и контроль отдельных статей.

Архиепископ являлся в конце XV в. собственником огромной, разбросанной по всей стране совокупности владений (14 сельских городков и 98 сел), и вместе с тем епископом епархии крупных размеров. Таким образом его доходы поступали по двойному законному праву: по праву помещичьему и по праву церковному.

В свете помещичьих доходов хозяйство архиепископства кажется устарелым. Нет никакого следа того, будто архиепископ вел собственное хозяйство, поэтому доход состоял из феодальной ренты. Феодальная рента происходила из трех источников: из денежного оброка (ценза) от крестьянского участка, из т. наз. мунера, взимаемых в подавляющем большинстве тоже в деньгах, и из сервициума — барщины. В это время сервициум еще не был значительным, преобладающей формой ренты являлась денежная рента (census и munera). На основе известных из XIII—XIV вв. грамот об основании поселений кажется, что размеры и срок оброка оказались результатом урегулирования крестьянских повинностей, следовавшего за крупным экономическим преобразованием XIII—XIV вв.

Церковные доходы происходили в подавляющем большинстве из взносов аренды десятины и из прибыли десятины вина в г. Братислава, имевшейся в собственном упра-

влении. По сравнению с экономическим развитием эпохи и здесь показывается отставание, обращение с десятинным вином в Братиславе являлось тяжеловесным, образ его сбыта консервативным, накладные расходы высокими. При взимании арендных плат архиепископство стремилось как можно раньше получить наличные деньги, и поэтому оно требовало части арендной платы еще до дозревания урожая. Другую часть арендной платы оно оказалось вынужденным или принять в форме товара, или же арендатор брал на себя выплату долгов архиепископа. Исследование состава арендаторов десятины показало любопытный тип, тип мелкого дворянина или бюргера сельских городков, действовавшего в качестве должностного лица, арендовавшего церковные доходы и торговавшего продуктами сельского хозяйства.

У архиепископа выдвигались расходы в связи с содержанием персонала, его одеждой, заработной платой, строительством и уходом за постройками, с управлением имениями. Заработная плата работников Гиполита показывает, что наряду с членами древней традиционной венгерской феодальной дружины появляется в большом численном составе (и с высокой зарплатой) придворный персонал итальянской национальности, не обязанный служить в войсках, единственная задача которого заключается в увеличении блеска двора. Вследствие превышенной репрезентации архиепископского двора и крупного числа придворного персонала расходы на придворный штат никак не оказались соразмерными с отсталым, как это видно из доходов, хозяйством.

В 1489 г. 13,4% расходов Гиполита покрыло покупку иностранных товаров, 35,5% покупку отечественных товаров, 45,1% составила выплаченная заработная плата, 6,0% расходы, не подлежащие точному определению. Подавляющее большинство иностранных товаров составили ткани и другие промышленные продукты, южные фрукты, пряности и другие сырье играли совсем незначительную роль. Вместе с папским налогом в 1489 г. 32,6% расходов Гиполита шло за границу под видом венгерских золотых форинтов твердой стоимости.

Из суммы, определенной для покупки отечественных товаров только очень мало падало на долю промышленных продуктов, подавляющее большинство этой суммы шло на приобретение сельскохозяйственных и других сырых продуктов. Ремесленникам (с исключением золотых дел мастеров) выплачивались незначительные суммы.

В 1489 и 1490 гг. баланс архиепископства оказался пассивным. Согласно аграрному характеру страны 81—89% архиепископского дохода зависело от сельскохозяйственного производства, этот доход можно было взимать только после уборки урожая и сбора винограда, и тогда только частью, так как в стране товарооборот оказался большим, чем необходимое к его осуществлению денежное обращение. В этих условиях архиепископство стремилось помочь себе разным образом: оно требовало части арендной платы еще до сбыта урожая, собственным работникам в качестве зарплаты оно ассигновало непосредственно часть своего дохода, оно использовало кредиты, погашение которых оно перекладовало на арендаторов десятины. Оставшиеся и после этого недостачи архиепископство пополняло займами, даже ростовщическими займами.

Le centenaire de Jean Jaurès

par

J. Jemnitz

Un siècle après la naissance de Jean Jaurès, un demi siècle après sa mort, son nom et sa mémoire sont toujours vivants dans l'esprit de nos contemporains. Un des éducateurs les plus influents du mouvement ouvrier à l'époque du tournant du siècle, il lutta pour le progrès socialiste, pour la paix, avec une foi inébranlable jusqu'au dernier instant de sa vie. Il obtint le maximum de ce qui peut échouer en partage à un homme: il conquit l'admiration et l'affection ardente de son peuple et de toute l'humanité progressiste. Publiciste, député, philosophe, orateur populaire, il avait donné le meilleur de ses talents multiples, sans poursuivre des buts égoïstes, animé uniquement de l'intention de servir, par ses paroles, par ses actions, le bonheur du peuple français, de l'humanité toute entière.

Tout en n'étant pas marxiste, Jaurès a adopté beaucoup de thèses marxistes. Il était parfaitement conscient de cette dualité. A l'encontre des révisionnistes, il a fait profession de foi des thèses marxistes qu'il acceptait comme valables, bien qu'il polemisât, en même temps, avec des marxistes français professant la conception du matérialisme historique. Jaurès était un réformiste, qui fondait de grands espoirs sur la possibilité d'utiliser le parlement, les cadres de la démocratie bourgeoise, dans la transformation socialiste à venir. Il ne pouvait pas se familiariser avec l'idée marxiste de la dictature du prolétariat et de même que beaucoup d'intellectuels, ses compagnons, il s'arrêta au point où il aurait dû comprendre que la démocratie et la dictature ne sont point des notions qui s'excluaient. Jaurès ne sut pas résoudre cette opposition rigide et c'est ce qui explique que lui qui, dans son pays fut un démocrate intransigeant, l'esprit combatif incarné, devint, dans les rangs de la IIe Internationale, une des autorités suprêmes du réformisme.

A propos de chaque personnalité historique l'on peut relater ce qu'elle a fait, ce qu'elle ne réussit pas à faire et en quoi elle commit des erreurs. L'activité de Jaurès a été extraordinairement multiple et, à beaucoup d'égards, contradictoire. Notre étude se propose de mettre en relief, avant tout, ce qu'il a effectivement réalisé et ne traitera que brièvement des raisons qui furent à l'origine des fautes qu'il a commises.

En ce qui suit, on envisagera l'oeuvre de Jaurès sous deux aspects qu'il considérait lui-même comme les plus essentiels. Ces aspects sont définis par la double lutte qu'il a dû mener, d'une part pour la transformation démocratique de la France, pour les réformes politiques, économiques et sociales, d'autre part pour éviter les cataclysmes de guerre, pour la paix. La première lutte se déroulait plutôt dans l'arène de la politique intérieure, tandis que l'autre eut pour scène la politique internationale. Son grand combat pour la défense de la démocratie française, Jaurès l'a livré surtout avant le tournant du siècle. Cette lutte, bien entendu, était loin de prendre fin, mais dans la suite le choc des forces opposées ne fut plus aussi violent et ne provoqua plus les mêmes crises politiques. L'autre lutte, soutenue contre la guerre, eut lieu dans les premières quinze années du siècle. Dans tous les deux cas, Jaurès devint un des chefs — en France le chef — de ceux qui marchaient vers les mêmes buts. Le choix de ces deux aspects n'est donc pas arbitraire. Si le portrait de Jaurès en devient moins riche en couleurs, ses traits les plus caractéristiques ressortissent d'autant plus nettement. Que l'on considère les remarques et les déclarations des contemporains ou bien celles de la postérité, ce n'est aucunement l'effet du hasard que la littérature de Jaurès attacha, dans ses recherches, une importance centrale à ces deux questions.

En présentant cette double lutte, l'auteur de ces lignes n'a pas appliqué une méthode identique. Remarquons que le caractère problématique des deux groupes de questions est également différent. Dans le premier cas, Jaurès dégagea son réformisme connu de ses vues sur la possibilité et sur les perspectives de la réalisation des aspirations démocratiques. Les éléments positifs sont donc accompagnés par un certain nombre d'éléments nettement négatifs au point de vue du mouvement ouvrier. Par contre, dans la question de la guerre, l'action de Jaurès fut, dans ses grandes lignes, claire et exemplaire. Le fait qu'on y rencontre quelques vues erronées ou certaines illusions, n'enlève rien à ses immenses mérites dans ce domaine. La divergence, le manque d'uniformité relèvent des réalités elles-mêmes. Tout cela explique, pourquoi cette étude recourt à la méthode analytique dans la première question, et pourquoi, en passant à la deuxième, elle devient plutôt un compte-rendu ou même une appréciation commémorative.

Le réformisme de Jaurès

Dans la littérature hongroise[1] le réformisme de Jaurès fut jugé d'une manière par trop unilatérale, dépourvue d'imagination. De la part d'Ervin Szabó, compte tenu de ses résumés de caractère polémique, c'est facile à comprendre, sinon toujours à admettre. Dans le cas de Kunfi, qui prétendait

[1] Voir Annexe, p. 64—67

donner une appréciation d'ensemble, cela est déjà moins facile à excuser. Kunfi allait jusqu'à mettre Jaurès au même rang que les révisionnistes. «Bernstein entamait la théorie de marxisme — écrit-il — en partant de l'analyse de l'évolution de l'industrie anglaise; David, à son tour, de celui du développement de l'agriculture allemande. C'est sous ces rapports-là qu'il faut envisager aussi la politique de bloc de Jaurès, qui fut une conséquence pratique et une application de la théorie révisionniste».[2]

D'ailleurs Kunfi est ici en contradiction avec soi-même: il affirme, dans la même étude, que c'est dans les illusions entretenues par Jaurès à l'égard de la république française et des idées de la révolution française qu'il faut chercher les racines de son réformisme.* A la différence de Bernstein, Jaurès ne s'éloignait pas du marxisme, au contraire, il s'en rapprochait plutôt. A la différence de Bernstein, il ne voulait pas découvrir la désuétude du marxisme. Il n'adoptait pas certaines thèses principales de la théorie marxiste, mais il ne prétendait pas formuler une opinion neuve et originale. En outre, plus d'une fois, et même pas dans des questions quelconques, sans importance, il prenait expressément parti contre Bernstein et les révisionnistes. Il rejeta nettement la méthode de «l'analyse de classe» de Bernstein et ses résultats. Bernstein prétendait réduire la bourgeoisie tout comme le prolétariat à de petites couches sociales — leurs parties constituantes — en déclarant qu'il n'est pas possible de tracer une ligne de démarcation nette entre les deux classes. «Il ne suffit pas, dit Jaurès, pour confondre deux classes de marquer entre elles une multitude de nuances intermédiaires; dans la nature les contraires sont toujours rapprochés par des nuances intermédiaires.»[3] Il appuyait par des examples la constatation que ces «nuances» intermédiaires ne contestaient pas l'existence des contradictions elles-mêmes. Dans ce cas concret, il a donc reconnu et maintenu la justesse de la conception marxiste, selon laquelle la société moderne est divisée en deux classes opposées par les rapports de propriété privée capitalistes.

Jaurès rejeta les thèses fondamentales du révisionnisme de Bernstein. Dans le domaine de l'économie politique il prit le parti de la théorie de la

[2] Zs. Kunfi, op. cit. p. 19.

* L'analyse de l'interaction, de l'identité et de divergences de la conception de Jaurès et du marxisme pourrait faire l'objet d'une étude séparée. A côté des nombreuses correspondances, les deux domaines dans lesquels la divergence écartait Jaurès sensiblement du marxisme furent: l'eclecticisme philosophique et la théorie de l'Etat. La conception de Jaurès était — grosso modo — que le travail amorcé par la grande révolution française devait être achevé. Il envisageait la ruine politique et économique totale de la bourgeoisie, mais avec la conviction que cette ruine deviendrait évidente aussi pour les larges masses, notamment, en premier lieu par sa propagande destinée à mettre à jour la vérité. Cela revient à dire que Jaurès, s'il ne négligea pas la capacité d'action, la résistance de la bourgeoisie, la sous-estima cependant dans une très grande mesure. Son réformisme, à la différence de celui des Allemands qui suivaient les traces de Lassalle et Bernstein, s'orientait vers le gradualisme non économique, mais politique.

[3] *Oeuvres de J. Jaurès*, VI. p. 137.

valeur et de la concentration des forces productrices, en matière de philosophie il adopta la dialectique. Dans un article récemment publié, Charles Fourniau résume en trois points les différences évidentes qui existaient entre Bernstein et Jaurès. Tandis que Bernstein disserte sur le renouveau du capitalisme, Jaurès, à son tour, affirme la décadence du radicalisme bourgeois. Bernstein insiste sur l'effacement des antagonismes des classes (la «démocratisation» du capital et la désagrégation du prolétariat en couches), — Jaurès, par contre, considère la continuation de la lutte des classes comme inévitable. Finalement, les révisionnistes ne croient pas à l'avenir du socialisme, ils ont peur de la révolution, alors que Jaurès, par contre, «oppose sa foi révolutionnaire et le lyrisme de la perspective socialiste».[4]

A certains égards, il est vrai, Jaurès sympathisait avec Bernstein. Non pas, toutefois, en ce qui concerne la «correction» révisionniste des thèses marxistes, mais dans le domaine de l'appréciation des possibilités d'action offertes par la situation historique donnée. Au cours de toute sa carrière, Jaurès fut animé par une énergie inépuisable qui l'incitait à saisir toute occasion, même la moindre, pour améliorer le sort des masses opprimées au point de vue matériel et intellectuel et dégradées par l'exploitation capitaliste. Jaurès surestimait la possibilité des réformes, et cette erreur, le fait d'avoir mal jugé les proportions, devint la raison principale de son faux-pas politique. Il ne faut cependant pas examiner ce phénomène en lui-même. Il ne s'agit ici même pas de ce que son origine, son éducation, l'attirail intellectuel qu'il avait revêtu dans sa jeunesse (son idéalisme philosophique, son culte de la révolution française) aient déterminé d'avance les actions ultérieures de Jaurès, — bien que ces facteurs aient certainement exercé une influence importante sur lui. En analysant le réformisme de Jaurès, on doit signaler aussi certaines forces politiques françaises et internationales, auxquelles Kunfi n'avait pas accordé suffisamment d'attention.

Dans les dernières décades du XIX^{e} siècle et à l'époque du tournant du siècle, des changements aptes à entretenir les illusions réformistes de Jaurès étaient survenus en France. Ayant eu raison du combat d'arrière-garde des tendances féodales, militaires, monarchistes, la république se consolidait. Dans la vie politique un rôle important échut à la classe moyenne et, du moins pour la forme, même à ses masses petites-bourgeoises. Des radicaux, des «socialistes» même arrivaient au pouvoir, au gouvernement. L'esprit du temps s'orientait de plus en plus vers le libéralisme. Et en regardant au-delà des frontières, Jaurès pouvait relever des phénomènes semblables en Angleterre, en Italie, dans toute l'Europe occidentale.

Cependant Jaurès n'était pas un réformateur bourgeois. C'était le prolétariat qu'il considérait comme le représentant du progrès de la société.

[4] Charles Fourniau, Jean Jaurès: *Critique de Bernstein.* Cahiers du communisme, sept. 1959.

En Occident, le mouvement ouvrier allait partout en s'élargissant, son influence, ses forces, ses masses grandissaient. Dans cette période de «l'évolution pacifique», quand la bourgeoisie coquetait avec des réformes libérales, et la classe ouvrière avançait pas à pas, les espoirs de Jaurès semblaient se justifier.

Après le tournant du siècle, sourtout après 1905, la situation changea. La place des groupes réactionnaires anciens, en cours de décomposition, fut occupée par le capital financier robuste, auquel se ralliaient aussi les groupes mentionnés.* Le parti radical est dès lors incapable de réaliser son programme. Il se désintègre, se rapproche de la droite et perd ses forces. Au mépris d'un Clémenceau ou d'un Briand, c'est Poincaré qui pour quatre ou cinq ans sera «l'homme du jour». Le rôle du parlement et des partis devient insignifiant. Jaurès est obligé de reconnaître de plus en plus nettement que le pouvoir se concentre dans les mains du capital financier. A l'encontre du libéralisme, ce sont l'irrationalisme, le culte de la violence, le militarisme qui s'affirment. Ce sera le tour des luttes de classes sanglantes et des aventures coloniales impérialistes. Les illusions réformistes de Jaurès sont ébranlées, et au point de se dissiper lorsqu'un nouveau facteur historique, le danger de la guerre, vient les remplacer par de nouvelles illusions. De cette manière-là les tendances réformistes, bien que dans une mesure variable et décroissante, agirent sur Jaurès jusqu'à la fin de sa vie, et même lorsque, dans ses huit dernières années, il rapprocha ses idéaux révolutionnaires davantage aux expériences révolutionnaires du mouvement ouvrier militant de l'époque.

Les rapports entre le réformisme de Jaurès et le doctrinarisme de Guesde et du parti ouvrier sont particulièrement intéressants. Plus d'une fois, Jaurès se heurta aux murs rigides, érigés par Guesde et par ses collaborateurs, murs entre lesquels il était impossible de faire entrer les problèmes soulevés par les réalités françaises.**

* Il est à noter que l'évolution économique de la France travaillait, elle aussi, contre les illusions réformistes. Après l'essor rapide de l'industrie, le grand capital devint de plus en plus parasitaire. Au sein de la bourgeoisie, le rôle des capitalistes usuriers et coloniaux gagnait en importance. En France c'était moins l'aristocratie ouvrière aisée qui en profitait, et qui s'en trouva augmentée, mais la couche des rentiers se recrutant, en grande partie, parmi les petits bourgeois et, de ce fait, plus sensible aux arguments de la politique de grande puissance. L'influence du camp nationaliste et impérialiste fut en plus augmentée par le fait que la France resta en arrière du brusque développement du capital financier allemand, au moment où au début du XX^{e} siècle la psychose de guerre devint chronique.

** L'article présent ne se propose qu'à contribuer au portrait de Jaurès. Les remarques critiques concernant Guesde et le parti ouvrier servent uniquement à compléter ce portrait. Nous estimons nécessaire de signaler ce fait aux lecteurs, afin d'éviter qu'ils ne se forment une idée erronnée de Guesde, dont on ne mentionne ici que le doctrinarisme, mais dont l'activité, tout comme celle du parti ouvrier, constitue jusqu'en 1905, date de l'union, un élément organique de grande valeur de l'opposition de gauche. Leur rôle de politicien de gauche s'est obscurcit après 1905. Au déclin de sa vie, à l'époque de la première guerre mondiale, J. Guesde fut atteint par la contamination du chauvinisme. En dépit de ses graves erreurs, ses négligences et son doctrinarisme il n'en reste pas moins une des figure les plus marquantes de la période où se déroulait l'organisation des ouvriers français.

Un certain nombre de problèmes, et plus d'une fois de problèmes essentiels, furent abordés d'une manière beaucoup plus correcte par Jaurès que par Guesde (par exemple le problème des dangers menaçant la république, celui de la mise à profit des différends des groupes au sein de la bourgeoisie ou celui du ralliement à la lutte contre le cléricalisme). Mais si Jaurès prit, dans ces cas, un excellent départ, il n'en fit pas moins fausse route. A partir des éléments conceptuels exacts il construisit un ensemble intellectuel réformiste. La base de ses erreurs et de ses fautes fut, bien entendu, sa conception idéaliste, chargée d'illusions, cependant il s'y ajouta encore un autre fait, notamment qu'au cours de la controverse aiguë et permanente qui eut lieu entre Jaurès et Guesde, ces éléments faux prirent une forme arrêtée, cristallisée. C'est l'application créative du marxisme qui seule aurait pu aider Jaurès à sortir de cette impasse. L'article, dans lequel il commentait une lettre d'Engels, témoigne de l'agilité d'esprit avec laquelle Jaurès réagissait à une telle exposition du marxisme.[5] Cependant les analyses de cette sorte firent défaut. Les fautes de Jaurès et de Guesde se complétaient pour ainsi dire les unes les autres.

Le bien-fondé de cette constatation ressort de la discussion de Jaurès et de Guesde, organisée au mois d'octobre 1900, au cours de laquelle tous les deux exposèrent clairement leurs opinions en polémisant avec celles de l'adversaire. La séance de controverse eut lieu à Lille; Delory, le maire socialiste, présidait à la discussion. Le texte, publié dans les oeuvres choisies de Jaurès, indique toutes les divergences d'opinion avec la sensibilité d'un séismographe. Le texte mérite d'être analysé, parce qu'il donne une idée exacte des doctrines de Jaurès et de Guesde, de leurs côtés forts et de leurs côtés faibles.

Les disputants se trouvèrent d'accord pour déclarer que si leur dissentiment prit une tournure aiguë au cours de l'affaire Millérand, ce fut, en fait, de l'affaire Dreyfus qu'il tirait son origine.

Au début de son intervention, Jaurès déclara qu'il fondait ses vues sur la lutte des classes, et il esquissa les trois éléments qu'il distinguait dans cette lutte. Comme facteur déterminant il indiqua la propriété privée capitaliste, mais ajouta tout de suite que la lutte des classes ne pourrait pas se déployer, si les masses exploitées admettaient l'ordre social existant en tant qu'ordre éternel, et ne lui opposaient pas un autre ordre social. Finalement, Jaurès souligna que la classe ouvrière ne pouvait pas attendre que l'exploitation soit supprimée d'en haut, affirmation par laquelle il traçait une ligne de démarcation entre les tendances chrétiennes-socialistes, ou le socialisme utopique, et le mouvement ouvrier socialiste.[6]

Incidemment, Jaurès se désolidarise aussi de Louis Blanc, ce qui est fort intéressant, vu que Kunfi avait présenté Jaurès plus ou moins comme

[5] La Petite République. 17 nov. 1900. *Oeuvrès de J. Jaurès*, VI. pp. 182—185.
[6] Ibid. pp. 191—192.

l'héritier intellectuel de Blanc, qui admet la possibilité de gagner certains groupes de la bourgeoisie. La prise de position de Jaurès est digne d'attention et revèle, en même temps, l'inéxactitude théorique de Kunfi. Jaurès souligne que c'est de la bourgeoisie que Blanc espérait obtenir les réformes nécessaires, la classe ouvrière ne jouant chez lui qu'un rôle subordonné, tandis que lui, — Jaurès, — comptait sur la classe ouvrière pour affranchir la société humaine de l'exploitation.

Il y a un parallèle évident entre la définition de Jaurès et la celèbre lettre de Marx adressée à J. Weydemeyer. Bien que Jaurès déclare que la classe ouvrière doit se libérer elle-même, et l'humanité entière, l'idée de la dictature du prolétariat fait défaut à sa conception.[7]

Toutefois, ce n'est pas autour des fondements théoriques, mais à propos de la mise au point des tâches d'ordre tactique que la discussion s'engagea entre Jaurès et Guesde. Jaurès souligna que si la lutte des classes définit la position de principe, la tendance fondamentale, elle ne fournit pas toutes les précisions, elle ne donne pas de réponse aux questions relevant de la politique pratique, comme par exemple si, dans la situation donnée, le parti doit ou ne doit pas participer à la lutte électorale, s'il peut ou s'il ne peut pas conclure des alliances avec des partis bourgeois, et dans quelle mesure il doit faire une distinction entre les diverses fractions de la bourgeoisie. A l'encontre de Jaurès, Guesde affirmait que toutes les actions du parti sont déterminées par la marche de la lutte des classes, ce qu'il considère comme si la lutte de classe désignait dans tous les cas, directement et sans transitions la voie à suivre par les partis.

Les oppositions d'ordre tactique remontaient à une question de principe. D'après Jaurès, Guesde ne fait pas de distinction entre les différents gouvernements et partis de la bourgeoisie.[8] Sous ce rapport, le diagnostic de Jaurès était juste. Il avait raison d'attaquer, dans l'intérêt du mouvement ouvrier et du progrès, le sectarisme de Guesde. Il déclara: «c'est le devoir des socialistes . . . c'est le devoir du prolétariat socialiste de marcher avec celles des fractions bourgeoises qui ne veut pas revenir en arrière».[9] La valeur de cette affirmation ne peut être mise en doute, ni soulever d'objection, cependant le fait que pour Jaurès l'alliance n'est pas fonction des conditions historiques, enlève beaucoup à la valeur de la définition de la ligne de conduite à suivre. Jaurès attribue à la fraction progressiste de la bourgeoisie une force plus ou moins constante, la revêt d'un caractère absolu. Sa désillusion, qui commence dans les années 1900, en sera d'autant plus amère.

Jaurès présente son attitude témoignée lors de l'affaire Dreyfus et de l'entrée au gouvernement de Millerand, comme la mise en pratique de cette

[7] Marx—Engels, *Válogatott levelek* (Lettres choisies). Budapest. Szikra, 1950. p. 76.
[8] *Oeuvres de J. Jaurès*, VI. p. 195.
[9] Ibid.

conception tactique. C'est ici qu'il devint évident que la ligne qu'il suivait était fausse. Il croyait à la réalité d'une alliance permanente, effective, basée sur les différends existant à l'intérieur de la bourgeoisie, au lieu de considérer cette alliance comme une possibilité de circonstance, relative, motivée seulement par des raisons historiques particulières.

L'idée de participer au mouvement Dreyfus fut condamné catégoriquement par Guesde: «S'agissait-il de diviser le prolétariat en dreyfusards et en antidreyfusards; de poser devant la classe ouvrière ce rébus de l'innocence ou de la culpabilité d'un homme?»[10] Guesde avait sans doute raison en reprochant à Jaurès de suivre une politique dans laquelle les motifs de classe sont trop effacés et les éléments d'ordre moral, relevant de la défense de l'ensemble de la république, trop avancés au premier plan. Ces déficiences toutefois ne se firent sentir que dans la phase finale de la lutte, voire le lendemain de la bataille, lorsque Jaurès prit son partie de la formation du cabinet Waldeck—Rousseau—Millerand et d'une politique qui mit à néant les possibilités potentielles. Mais Guesde fut, lui aussi, conduit et même transporté par ses sentiments. Il s'indignait de ce que l'affaire personnelle d'un officier descendant de la bourgeoisie absorbât l'attention du pays, qu'on aille jusqu'à réclamer la force de la classe ouvrière et exiger la suspension de la lutte de classes en attendant que le prolétariat réparât une injustice bourgeoise commise envers un bourgeois. Il ajoutait que ceux qui expriment tant d'indignation morale en plaidant la cause d'un officier, tolèrent en silence les injustices subies par les foules anonymes, la misère des masses.

Personne ne peut affirmer que les remarques de Guesde aient été entièrement dépourvues de fondement. Néanmoins, dans le cas donné l'opinion qu'il formait de l'ensemble de ce problème politique était erronée. Il insistait sur le fait qu'il s'agissait de l'heureux revirement ou de la mauvaise tournure du sort individuel d'un seul homme. Ce n'est pas qu'il n'eût réalisé le progrès du militarisme, (la preuve en est qu'il qualifia la lettre de Zola l'acte le plus révolutionnaire du siècle, — et cela à l'adresse des membres de la fraction de Millerand qui dissimulaient leur opportunisme par des devises «ouvrières» de gauche et menaient grand tapage autour des traits bourgeois de Zola). Mais, en voyant que le mouvement se rétrécissait, restait superficiel et que même Jaurès ne l'approfondissait pas suffisamment, il s'écarta du front dreyfusard et exigea la même attitude de Jaurès. Toutefois ses arguments comportaient des erreurs. Au lieu de souligner qu'il fallait utiliser la tempête politique soulevée par l'affaire Dreyfus, il s'efforçait de soutenir que l'affaire Dreyfus n'avait aucune importance au point de vue de la classe ouvrière. Malgré sa lucidité, il était incapable de se rendre compte du fait qu'il s'agissait ici non du sort individuel d'un officier, mais bien d'une attaque de la

[10] Ibid. p. 210.

réaction militariste, cléricale, qu'on ne pouvait pas combattre cette agression réactionnaire sans réfuter le prétexte qui avait provoqué la crise, et que la révélation de l'innocence de Dreyfus représentait en même temps la défaite des éléments ultraréactionnaires.

Tandis que dans l'affaire Dreyfus ce fut Guesde dont la prise de position s'avéra plus erronée (l'Internationale, dans ce cas concret, donna raison à Jaurès), lors de l'entrée au gouvernement de Millerand, sa critique était entièrement justifiée. Guesde constata que ce n'était pas une victoire socialiste qui avait fait parvenir Millerand au fauteuil ministériel; c'était la bourgeoisie qui l'avait appelé à son secours. Cette distinction subtile s'approche de la critique de Lénine. Mais Guesde ne peut ici non plus se libérer de sa rigidité et il ajoute à l'analyse historique une déclaration de principe «absolue», indépendante des circonstances historiques: «. . . il a suffi qu'une première fois le Parti socialiste quittât fragmentairement son terrain de classe; il a suffi qu'un jour il nouât une première alliance avec une fraction de la bourgeoisie, pour que sur cette pente glissante il menace de rouler jusqu'au bout.»[11] Sans aucun doute, ce danger était réel, c'est en quoi Guesde avait parfaitement raison. Mais en même temps il protestait, en invoquant des questions de principe, contre *toute* entrée au gouvernement. Jaurès ne pouvait pas accepter le point de vue de Guesde, qui ne voulait pas reconnaître les différences existant entre les divers groupes de la bourgeoisie.

Chacune des deux parties en cause exposa son point de vue, mais la discussion n'aboutit à aucun résultat. Ces exposés, cependant, sont loin d'être dépourvus d'intérêt pour nous. A côté de nombreuses affirmations erronées, Jaurès, tout comme Guesde, exprimèrent beaucoup d'excellentes idées et de conceptions bien fondées. Guesde défendait contre Jaurès la pure politique de classe du parti prolétaire. Jaurès, à son tour, défendait le parti ouvrier contre le sectarisme. De cette impasse des arguments et des sentiments contradictoires, ni l'un ni l'autre ne trouva d'issue. Pourtant, la solution existait déjà, esquissée par Engels.

Au mois de novembre 1900 Bernstein publia une lettre d'Engels sur la situation politique en France au début des années 1880. Engels y écrivait: «Du reste, tout le „parti ouvrier" des deux fractions, prises ensemble, ne guère qu'une petit minorité des masses ouvrières parisiennes. Celles-ci suivent encore les gens à la Clemenceau contre lequel Guesde a aussi dirigé sa polémique beaucoup trop personnellement . . . Clemenceau est assez capable de développement; et il peut, dans des circonstances données, aller beaucoup plus loin qu'à présent . . .»[12]

Jaurès insiste, et non sans raison, sur le fait qu'Engels avait rejeté la théorie du bloc unitaire réactionnaire, non seulement dans le cas de Lassalle,

[11] Ibid. p. 214.
[12] Ibid. p. 182.

mais aussi en ce qui concerne la situation française. Seulement, les mots d'Engels sont interprétés par Jaurès d'une manière unilatérale et rigide. Ce qui, pour Engels, n'est qu'une possibilité, devient, pour Jaurès, une réalité évidente. Engels indique que Clémenceau, dans certaines conditions, peut évoluer. Jaurès part du démocratisme de Clémenceau comme d'un fait acquis, et c'est sur cette base-là qu'il fonde sa politique de bloc qui, selon lui, promettait — également dans les perspectives lointaines —, une belle réussite. Guesde se trompe dans son jugement porté sur Clémenceau et le parti radical, mais l'erreur de Jaurès n'en est pas moindre. Reste à savoir, jusqu'à quel point Jaurès connaissait l'opinion d'Engels sur la France des années 1880, sur les radicaux, sur les divisions intérieures de la bourgeoisie. L'assistance importante que Engels avait prêtée au Parti ouvrier ne fut pas suffisamment mise à profit par J. Guesde et P. Lafargue. Il est à regretter qu'ils n'aient pas adopté la conception qu'Engels avait esquissée dans ses lettres adressées à Lafargue. Dans ces lettres Engels constate, dans les années 1880: «En parlant de M. Clemenceau comme porte-drapeau du radicalisme français, je dis: „Il est très important qu'il arrive au pouvoir, non comme bouclier de la propriété contre les communistes, mais comme sauveur de la République contre la monarchie".»[13]

Selon toute apparence, Engels est entièrement du parti de Jaurès. Cependant il n'en est pas ainsi. Engels écrit: «Puis, je ne suis pas de ceux qui expliquent les actions des gouvernements par leur simple volonté, bonne ou mauvaise; cette volonté elle-même est déterminée par des causes indépendantes, par la situation générale. Ce n'est donc pas la volonté, bonne ou mauvaise, de M. Clemenceau dont il s'agit ici. Ce dont il s'agit, dans l'intérêt du parti ouvrier, c'est que les radicaux arrivent au pouvoir dans une situation telle que la mise en pratique de leur programme leur soit imposée comme seul moyen de se maintenir . . .»[14] Après l'achèvement de la crise Boulanger, Engels signalait le rapprochement des groupes de la bourgeoisie et son alliance avec la politique économique. Cette unification fut entamée par l'affaire Dreyfus, quoique non dans la même mesure, et avec un effet moins durable que dans les années 80. Cette analyse concrète, lucide des tendances et des facteurs, dont Engels était un maître incomparable, aurait pu aider Jaurès à sortir de son réformisme. Par contre, la rigidité doctrinaire de Guesde, loin de faciliter l'évolution de Jaurès, n'a fait que contribuer, dans beaucoup de cas, au raffermissement de ses idées réformistes.*

[13] F. Engels: *Laura et Paul Lafargue, Correspondance.* I. Paris. Éditions Sociales, 1956, p. 313.

[14] Ibid.

* En 1905 les fractions socialistes jaurésiste et guesdeiste fusionnèrent. Les différends de Guesde et de Jaurès sur le plan de la politique intérieure purent être conciliés. Jaurès lui-même, comme nous avons pu le voir, renonça à sa politique de bloc. Cependant, la politique intérieure elle-même perdit quelque peu de son importance dans ces années, et en ce qui con-

Jaurès et la guerre

Au milieu des années 1900, le problème de la lutte contre le militarisme et le danger de guerre obtint une place importante dans les discussions du parti unifié. Le III[e] congrès de SFIO, organisé à Limoges, fut le premier à discuter la ligne d'action à suivre par le parti. Trois propositions furent soumises au congrès. G. Hervé exige une grève générale au moment de la déclaration de guerre, sans faire aucune distinction en ce qui concerne le caractère de la guerre éventuelle. J. Guesde soutient qu'il serait une erreur d'organiser toute espèce d'action particulière. Il considère la révolution socialiste comme le seul moyen effectif contre la guerre.

La troisième proposition fut présentée par l'ancien communard E. Vaillant, secondé par Jaurès. La proposition était la suivante: «qu'un gouvernement ne peut menacer l'indépendance d'une nation étrangère, sans attentat contre cette nation, sa classe ouvrière, et aussi contre la classe ouvrière internationale; que la nation et la classe ouvrière menacées ont le devoir impérieux de sauvegarder leur indépendance et autonomie contre cet attentat, et le droit de compter sur le concours de la classe ouvrière de tous les autres pays.»[15]

La grande majorité du congrès adopta la proposition Vaillant-Jaurès. Au mois d'août 1907, le problème fut de nouveau discuté par le IV[e] congrès, tenu à Nancy, afin que la délégation française se préparant à participer au congrès international de Stuttgart soit au courant de l'opinion du congrès. Une fois de plus, ce sont les propositions de Guesde, Jaurès et Hervé qui s'affrontent. Jaurès défend les décisions du congrès de Limoge, et réfute les arguments de Guesde et d'Hervé.

Il constate que Guesde a raison en disant qu'il faudrait extirper la racine même de la guerre, c'est à dire le capitalisme, mais, ajoute-t-il, les branches ne sont tout à fait indifférentes non plus. Il indique que pour défendre la cause de la paix, un ralliement beaucoup plus large que l'alliance effectivement prête à la révolution socialiste pourrait être créé, parce que la guerre «. . . en dehors même du prolétariat, à l'ensemble des nations, aux paysans propiétaires, aux petits bourgeois, à toute la masse laborieuse, il cause aux nations, en dehors même de la classe ouvrière révolutionnaire, de tels dommages,

---

cerne le plan de la politique étrangère, l'opposition entre le doctrinarisme de Guesde et le recherche de la bonne voie, représentée par Jaurès, loin de disparaître, s'y fit encore plus aiguë. Cette fois-ci on ne peut même pas dire que les vues de l'un aient exprimé la tendance de la droite et celles de l'autre la tendance de la gauche. En effet, le point de vue de gauche, défendu par Guesde estimant que la lutte contre la guerre ne disposait d'aucune chance de succès sur le sol du capitalisme et en conséquence devait être considérée comme vaine, aurait, en ses perspectives, paralysé les efforts antimilitaristes. Dans le parti unitaire, c'est Jaurès qui devint la figure centrale de la lutte contre la guerre, rôle qu'il assuma à chaque congrès vis-à vis de l'opposition de Guesde.

[15] *Oeuvres de J. Jaurès*, V. p. 101.

de tels désastres, il leur impose de tel fardeau en argent et en hommes, que les peuples, sous la propagande socialiste, pourront bien secouer ce fardeau du militarisme avant même que le Parti ait pu conquérir la majorité au socialisme intégral.»[16]

On peut objecter à Jaurès qu'il avait trop de confiance dans les possibilités, qu'il a séparé trop nettement la défense de la paix et le tournant socialiste. Ce qui est certain c'est que c'est chez lui qu'on retrouve pour la première fois les germes des idées constituant la base du mouvement de paix moderne.

Jaurès avait par trop de confiance dans les possibilités, confiance qui, par occasion, coudoyait la naïveté (c'est ce qu'il témoigne par sa position prise vis-à-vis de la politique extérieure de l'Angleterre et, à l'époque précédent directement l'année 1914, par son attitude témoignée à l'égard de la politique du gouvernement Viviani). On pourrait également lui objecter de faire une césure par trop nette entre la défense de la paix et les revendications révolutionnaires à assigner au lendemain de la guerre, revendications qui, à la suite des enseignements de la guerre russo-japonaise de 1905 s'acquirent le droit de cité dans le mouvement ouvrier et qui furent, en 1907, sur la proposition de Lénine et de R. Luxembourg acceptées officiellement à Stuttgart par l'Internationale. Quant à la question de la guerre Jaurès ne s'occupe guère de cette seconde phase; il est uniquement préoccupé par la première: la prévention des guerres. Les idées formulées par lui à cet égard sont, d'ailleurs si sublimes, qu'elles s'avèrent aptes à constituer les principes du mouvement de paix qui, de nos jours, en présence de toutes autres perspectives réelles se développe renforcé parmi des conditions nettement changées. Les cadres des idées viennent d'être formés, le mérite en revient au mouvement ouvrier de l'époque et à Jaurès lui-même. En raison du rencontre des différentes circonstances historiques le mouvement ouvrier n'était pas à même, encore, d'imprégner de vie ces idées. Ce qui ne devint évident qu'à la lumière de l'épreuve de l'histoire et tout menaçants qu'étaient les symptômes, l'insuccès n'était jugé par aucun internationaliste et révolutionnaire comme fatal; d'autre part l'échec historique n'enlève rien à la valeur des principes et des idées. A l'ombre de l'échec les arguments rationalistes de Jaurès reluisent encore avec plus d'éclat.

Mentionnons ici une autre partie de son discours prononcé au congrès de Nancy, celle traitant des tribunaux arbitraux internationaux. (La même idée fait apparition dans toutes ses déclarations hostiles à la guerre.) C'est du prolétariat qu'il attend qu «. . . oblige son gouvernement à soumettre à l'arbitrage le litige élevé entre ce gouvernement et le gouvernement voisin. Cette hypothèse n'est pas chimerique, elle n'est pas fictive. Je ne glorifie

[16] Ibid. p. 114.

pas la Conférence de La Haye, je dis cependant que c'est un symptôme des temps nouveaux et un signe de la diffuse influence commençante du socialisme que même les gouvernements monarchiques et capitalistes soient obligés de faire semblant de délibérer, si vous le vouler . . . sur les moyens de prévenir la guerre.»[17]

Dans la lutte contre la guerre Jaurès réservait un rôle important aussi au parlement. «. . . Il pourra, comme il l'a fait à propos du conflit russo-japonais et du conflit marocain, dénoncer à temps les intrigues funestes et conjurer la crise. Il pourra si la crise s'aggrave, imposer au gouvernement une offre d'arbitrage, par l'action combinée de ses délégués dans le Parlement et du peuple organisé hors du Parlement. Et si la criminelle folie et la scélérate obstination d'un gouvernement d'aventure et de proie condamnait le prolétariat à une action révolutionnaire, cette action serait d'autant plus efficace que l'appel ardent et impérieux vers la paix monterait a la fois du Parlement et de la rue . . .»[18]

Vis-à-vis de l'antiparlementarisme de G. Hervé et des syndicalistes, Jaurès devait argumenter, à plusieurs reprises, pour démontrer la raison d'être de la lutte parlementaire. Il était dans la vérité en ce qui concernait son propre rôle parlementaire et, encore davantage, en ce qui concernait la question d'utiliser le parlement dans la défense de la paix.

Jaurès et les internationalistes avaient raison de professer que tout moyen est à utiliser en vue de défendre la paix. A l'encontre du scepticisme des Allemands on mettra à l'actif de Jaurès qu'il sut à plusieurs reprises prêter foi et essor à ce mouvement. Sa lutte sublime et ses tentatives s'encombrent pourtant devant l'histoire par la surestimation des paroles et de la raison, par l'idéalisme et la naïveté caractéristiques aux humanistes et aux socialistes utopiques français. Durant sa vie Jaurès était obsèdé par l'idée que l'oppression et la bêtise ne resisteront pas aux paroles de la réalité et de la raison. C'est ce qui motive son attitude par laquelle il surestimait le rôle des aéropages (presse, parlement, tribunaux arbitraires), où furent prononcées les paroles de la vérité. L'idéalisme historique se présenta, en effet, et à son influence les proportions, les réalités disparurent devant les yeux de Jaurès. C'est précisément l'époque où le parlement perd beaucoup de son poids à la faveur de l'autorité exécutive, où les ouvriers n'avaient guère d'influence. Les possibilités de l'utilisation des tribunaux arbitraires supposent, elles aussi, une influence plus accentuée de la part de la classe ouvrière sur la ligne de politique extérieure des États qu'elle ne l'avait à cette époque. Ses forces et les possibilités utilisables pour prévenir la paix, Jaurès les surestime sans aucun doute (ce qui n'est pourtant que la conclusion finale établie sur son attitude,

[17] Ibid. p. 108.
[18] Ibid. p. 101.

car c'était encore lui qui, dans la plupart des cas, insistait sur les «nuages emmenant les guerres») fait qu'on ne lui objectera qu'avec une certaine réserve, à lui qui lança le combat et qui même au sein de son propre camp avait à lutter contre les sceptiques. En fin de compte la foi qui finit par vaincre les scrupules, foi qui par endroit frisait la naïveté, s'avéra, jusqu'au déclenchement de la guerre, un des éléments les plus essentiels qui ont contribué à ce que le prolétariat français devînt le moteur dans les luttes antimilitaristes engagés par les mouvements ouvriers internationaux.

Malgré les efforts de Jaurès et du prolétariat international, le danger de la guerre devenait de plus en plus menaçant. En 1914, deux semaines avant le déclenchement de la première guerre mondiale, la fédération de la Seine déposa, au congrès du Parti Socialiste Français, une motion de résolution appuyée par Jaurès et par Vaillant: «Le prolétariat français considère la grève générale spontanée des classes ouvrières de tous les pays comme le moyen le plus efficace qui soit à la disposition de la classe ouvrière pour empêcher la guerre et assurer l'arbitrage.»[19]

Contre l'opinion négative de Guesde, c'est Jaurès qui se charge de la défense de la motion: «Si la grève générale régulière est utilisée dans tous les pays contre les dangers économiques, ne serait-elle pas utilisée contre la guerre? C'est impossible de la négliger. En dépit des anciennes théories nous avons assisté aux soulèvements spontanés des ouvriers espagnols et russes. Ce n'est pas la question de savoir si la grève générale éclate en cas de guerre, mais que ce mouvement se fraye-t-il la voie dans le trouble et au milieu de l'anarchie, d'abord ici, puis là, trop tard, lorsque la guerre ait déjà éclaté, ou bien se réalise-t-il à la base d'un accord international spontané comme une grève générale avant la guerre, dans le but de lui mettre obstacle.»[20]

Jaurès, le réformiste, malgré sa confiance dans les gouvernements français et (surtout) anglais, malgré le fait qu'il ne se rendait pas suffisamment compte de la mesure dans laquelle le nationalisme s'était répandu dans les partis sociaux-démocrates et les classes ouvrières française et allemande, émets ici des idées magnifiques.

Il avait dépassé l'aversion dogmatique du parti allemand pour les nouveaux moyens révolutionnaires et, en même temps, il se distança aussi du «mythe» anarcho-syndicaliste de la grève générale qui s'était épanoui en France. Il prévoit magistralement les conséquences probables et les exigences auxquelles les militants du progrès doivent répondre de nos jours.

En analysant l'ensemble de l'activité de Jaurès dirigée contre la guerre, on doit considérer avant tout le fait que la propagande de masse et les préparatifs de guerre du capital financier français et du nationalisme, furent attaqués par Jaurès à deux points décisifs, notamment dans le domaine des

[19] Wilfred H. Crook: *The General Strike*. Chapel Hill 1931, pp. 210—211.
[20] Ibid.

relations franco-allemandes (particulièrement en ce qui concernait la solution du problème de l'Alsace-Lorraine) et, d'autre part, dans celui des rapports entre la classe ouvrière et le patriotisme.

La base objective de l'idée de revanche, du nationalisme français, était le problème de la réannexion de l'Alsace-Lorraine. Contre l'impérialisme de grande puissance et le nationalisme des bourgeoisies allemande et française, les partis socialistes français et allemand parvinrent à une prise de position commune. Tous les deux partis acceptaient l'ordre existant comme un fait acquis, tous les deux rejetaient l'emploi de la violence de guerre, et essayaient d'assurer l'autonomie la plus complète possible pour les Alsaciens. Contre les instigateurs de guerre français, Jaurès pouvait donc se réclamer, à juste raison, de la social-démocratie allemande comme d'un facteur pouvant assurer l'amélioration du sort des Alsaciens. La presse bourgeoise, bien entendu, ne se laissa pas trop influencer par cet argument et, comme Jaurès l'a démontré, la bourgeoisie française «patriotique» préferait la domination du capital financier allemand et du mouvement pangermaniste à la constitution d'un gouvernement éventuellement social-démocrate en Allemagne.[21]

Jaurès de sa part déclare: «. . . je répète que la seule solution aujourd'hui possible du problème alsacien et du lourd conflit franco-allemand est dans l'autonomie de l'Alsace. J'ai dit que la formule de Gambetta: „Pensons-y toujours et n'en parlons jamais!" avait fait son temps.»[22] Selon Jaurès il y a trois possibilités dans la question de l'Alsace. L'une était de clamer la revanche. Cela équivalait au «déchaînement de la catastrophe». L'autre, l'indifférence complète à l'égard du sort de l'Alsace. Cette attitude était, elle aussi, inacceptable. «Il n'y a qu'une solution: c'est qu'elle seconde de toute sa sympathie et, le jour où elle le pourra, de toute sa diplomatie pacifique l'effort de l'Alsace-Lorraine pour conquérir dans les cadres qui lui sont maintenant imposés, la plus large autonomie possible.»[23]

Par ses articles, par ses interventions, Jaurès encourage la classe ouvrière, l'opinion publique françaises à adopter la variante proposée. Il suit avec la plus grande attention le mouvement lancé pour élargir l'autonomie et il relate avec enthousiasme, sur les colonnes de l'Humanité, que sous la pression de l'opinion publique démocratique allemande (avant tout du mouvement socialiste) l'Alsace avait reçu une constitution relativement démocratique qui (bien que limitée par des entraves monarchiques) créait une situation, dans laquelle l'Alsace allait devenir désormais une des forces motrices de la démocratisation intérieure de l'Allemagne.[24]

[21] L'Humanité, 2 oct. 1910. *Oeuvres de J. Jaurès*, VII. 1929, p. 206.
[22] Ibid. p. 197.
[23] Ibid.
[24] L'Humanité, 26 mai 1911. *Oeuvres de J. Jaurès*, VII. pp. 273—275.

A partir des années 1900, il arrive de plus en plus fréquemment que dans la terminologie de la bourgeoisie française (même dans celui des radicaux) le mot «socialiste» soit suivi par l'épithète «traître». Cette tendance reçoit une impulsion nouvelle après le congrès de Nancy, respectivement après celui de l'Internationale à Stuttgart. Comme Jaurès écrit: «Dubief, approuvé par le Comité exécutif du Parti radical, lance l'anathème à quiconque accepte la solution de Nancy et celle de Stuttgart.»[25]

Jaurès rejette les calomnies de la bourgeoisie et, en revanche, il dénonce le syndicat international des Krupp, des Schneider, des Poutilof, le cosmopolitisme du capital financier. Quant à l'attitude prise par les congrès de Limoges et de Nancy, il déclare: «Eh bien, le service immense que la notion de Limoge rend au Parti, c'est qu'elle donne satisfaction tout à la fois au droit d'indépendance nationale et au besoin d'action révolutionnaire du prolétariat. Il n'y pas là la moindre contradiction. On dit: Comment! Au moment de la guerre, quand il faudra défendre le sol, on déterminera un mouvement insurrectionnel, un mouvement révolutionnaire! . . . Mais c'est presque toujours ainsi que les mouvements révolutionnaires ont éclaté dans ce pays: et le 10 août 1792, le 31 mai 93, le 4 septembre, le 31 octobre, et mars 1871 . . . C'est toujours sous le retentissement des événements extérieurs, dans les crises nationales que le prolétariat révolutionnaire a essayé d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie . . . Oh! pour mieux défendre l'indépendance nationale, mais pour transformer en même temps la patrie, pour transformer la nation.»[26]

Les idées de Jaurès furent justifiées par l'histoire. Au cours de la deuxième guerre mondiale, c'est sous la direction de la classe ouvrière que se déploya la résistance nationale contre le fascisme hitlérien. Les événements ont confirmé aussi cette autre opinion de Jaurès, selon laquelle dans le cas d'une telle guerre populaire, nationale, «. . . les prolétaires sont assez éduqués, ils ont une suffisante conscience de classe pour défendre la patrie même à côté des bourgeois, mais sachant bien qu'ils la défendent pour d'autres motifs que le bourgeois.»[27]

Cela signifie que Jaurès l'historien, le révolutionnaire, se rend compte de la dualité de la patrie. Il reconnait que ce sont les révolutions bourgeoises démocratiques des XVIII^{e}—XIX^{e} siècles qui tentèrent de transformer les notions contradictoires de la patrie et du peuple en notions se coincidant, en notions réelles; ces tentatives ne connurent cependant pas de résultats durables. Il sait bien et professe que le peuple ne s'emparera de sa patrie que dans le socialisme.

[25] Oeuvres de J. Jaurès, V. p. 170.
[26] Ibid. pp. 119—120.
[27] Ibid. p. 116.

Toutefois Jaurès reprouve l'attitude hervéiste du nihilisme national:[28] «. . . toujours, dans la même motion, dans le même discours, dans la même phrase, nous rapellons le double devoir indissoluble et indivisible de la classe ouvrière: défendre l'indépendance de la nation et empêcher les guerres par une vigoureuse action du prolétariat international. J'entends bien qu'il est plus commode de ne tenir compte que d'un des éléments nécessaires . . . nous ne les séparons pas.»[29]

Il souligne que l'antipatriotisme n'a pas de raison d'être: «. . . les antipatriotes affectent d'ignorer la nation; ils imaginent une classe ouvrière abstraite, évoluant tout entière dans des espaces vides, . . .»[30]

Il termine cette chaîne d'idées en constatant que même dans le socialisme la catégorie historique de la patrie et en général des particularités nationales ne perd pas son importance: «. . . Même dans l'unité socialiste cette diversité prolongée des nations sera un bienfait, parce que l'unité socialiste humaine ne sera pas uniformité . . . l'unité socialiste humaine sera d'autant plus vaste, d'autant plus ample qu'elle se composera . . . des nations originales gardant leur physionomie, leur génie propre.»[31]

Jaurès a présenté à la classe ouvrière française un système cohérent, bien fondé du patriotisme socialiste. Il n'est pas étonnant que l'extrême droite ait essayé de noyer cette voix de la vérité et du progrès d'abord dans une avalanche de calomnies et, finalement, dans le sang.

Annexe

Jean Jaurès dans la littérature hongroise

On n'a pas beaucoup publié sur Jean Jaurès en hongrois. Néanmoins, il est très instructif de passer en revue cette littérature, qui nous apprend beaucoup non seulement de Jaurès, mais encore des auteurs qui ont évoqué son souvenir. Et si l'on tient compte du fait que parmi ceux qui ont formé une opinion de Jaurès on trouve E. Szabó, E. Ady, O. Jászi, H. Marczali, Zs. Kunfi, R. Vámbéry, Ignotus et (comme rédacteur) I. Mónus, — on peut dire que le problème de l'appréciation critique de Jean Jaurès et de son activité intéressait de plus près un nombre de personnalités tenant un rôle important dans le dernier demi-siècle du mouvement social-démocrate et bourgeois démocratique.

En exposant leurs vues sur Jaurès, tous ces auteurs ont traduit leurs propres conceptions, désirs et aspirations. Dans les résumés qu il publiait du développement du mouvement ouvrier international, Ervin Szabó réagissait au changements survenant dans le mouve-

[28] Au milieu des années 1900 plusieurs déclarations de G. Hervé firent grand bruit et furent, bien entendu, utilisées par la presse bourgeoise contre les socialistes, pour déchaîner le scandale. Hervé déclara que pour lui la patrie était indifférente, le drapeau français pourrait être jeté au feu (cette dernière déclaration a été faite à l'occasion du centenaire de la bataille de Wagram). Dans son discours prononcé au congrès de Nancy, Jaurès critiqua Hervé; il le nomma le «génie des malentendus», qui au lieu d'attaquer le militarisme nationaliste, parle de jeter au feu le drapeau et au lieu de proclamer le patriotisme révolutionnaire, se moque des sentiments nationaux. — *Oeuvres de J. Jaurès*, V. pp. 104—107.

[29] Ibid. p. 214.

[30] Ibid.

[31] Ibid.

ment ouvrier français avec une sensibilité toute particulière. Vers le tournant du siècle, trois tendances du mouvement ouvrier français prirent des formes nettement cristallisées, qui se distinguaient aussi au point de vue de leur organisation: le marxisme orthodoxe, le réformisme et l'anarcho-syndicalisme. C'est ce qui permit à Szabó d'approfondir, et en même temps de contrôler, ses problèmes théoriques à l'aide des expériences pratiques françaises.

Szabó cherchait une réponse aux questions d'importance décisive du mouvement ouvrier international (et hongrois). On ne peut donc point le blâmer, si ses études présentent Jaurès quelques fois sous un jour faux. Szabó s'attaquait avant tout au réformisme et sous ce rapport Jaurès devait lui apparaître sous un aspect défavorable. (E. Szabó: *Visszapillantás az 1902. évi (= 1903. évi) munkásmozgalomra* [Coup d'oeil rétrospectif sur le mouvement ouvrier de l'année 1902 (= de l'année 1903)] Huszadik Század, 1903—1904.) Pour lui, c'est le mouvement anarcho-syndicaliste qui est l'élément animateur, révolutionnaire, mais, vis à vis du réformisme de Jaurès, il va jusqu'à défendre même le point de vue orthodoxe du Guesde, qu'il condamnait d'ailleurs lui-même. (E. Szabó: *Marx-kérődzők és osztályharc-rikkancsok* [Ruminants de Marx et camelots de la lutte de classes]. Szabó Ervin válogatott írásai [Écrits choisis d'Ervin Szabó]. Bp. Éd. Kossuth 1958.) Personnellement il parle de Jaurès sur un ton beaucoup plus chaleureux, en mettant en relief son attachement au peuple, et en insistant sur ses actions qui servirent à corriger ses faux-pas politiques. Cependant comme dans ces résumés internationaux de courte haleine ce n'étaient que les rapports les plus importants qu'il désirait mettre en évidence, le réformisme de Jaurès passa au premier plan, tandis que sa lutte contre la bourgeoisie française resta nécessairement dans l'ombre.

Ajoutons encore que la disposition d'esprit spéculative de Szabó, qui tout en étant isolé du mouvement ouvrier pratique, résonnait aux problèmes du mouvement ouvrier d'une manière passionnée, contribuait aux lacunes de l'opinion qu'il s'était formée de Jaurès. Cette attitude intellectuelle l'empêcha également d'apercevoir les traits positifs de Jaurès qu'il considérait, avec Bebel, comme le «grand corrupteur» de la classe ouvrière.

A tout cela s'ajoutaient aussi des motifs personnels. Au cours de sa visite à Paris en 1904, Szabó noua une amitié personnelle avec H. Legardelle. Par ses lettres passionnées, Legardelle approfondissait le ressentiment de Szabó à l'égard de Jaurès (Archivum du P. I., Collect. Ervin Szabó, 507/27/3—4), non en dernier lieu parce qu'il savait que l'influence de Jaurès serait dominant dans le Parti unifié. Dans les années suivantes, les syndicalistes français, bien que toujours séparés de Jaurès en ce qui concernait l'essentiel de leur programme doctrinal, se rapprochaient de lui au cours des luttes pratiques (dans le domaine de l'antimilitarisme ou des relations entre le parti et le syndicat). Leurs opinions sur Jaurès n'exprimaient plus la même fureur passionnée. Au milieu des nouveaux problèmes présentés par les réalités de la vie, les syndicalistes français ne pouvaient pas rejeter Jaurès. Szabó, en observant le mouvement ouvrier international de sa chambre de directeur de la bibliothèque municipale de Budapest, n'aperçut qu'une partie des changements survenus dans la situation, de sorte que le portrait qu'il avait tracé de Jaurès resta le même dans un monde qui évoluait rapidement. Dans sa dernière étude de longue haleine *(A francia vasutas sztrájk és a szocialista párt* [La grève de cheminots français et le parti socialiste], Huszadik Század 1910. II), parue en 1910, il considère tout le parti socialiste — à la différence de la Confédération Générale du Travail — comme une organisation plus ou moins sans espoir, dépourvue de son caractère de classe.

Les reportages d'Endre Ady sur la France et sur la Hongrie furent publiés à peu près à la même époque que les écrits de Szabó. (E. Ady: *Ultimátum* [Ultimatum], *A szabad gondolat pápája* [Le pape de la pensée libre], *Jean Alleman könyve* [Le livre de Jean Alleman], *Városos Magyarország* [La Hongrie urbaine], dans les volumes suivants: E. Ady, *A fekete lobogó* [La bannière noire]. Bp. 1950, et id., *Jóslások Magyarországról* [Prophéties sur la Hongrie], Bp. 1936). Ady luttait avec une passion ardente contre le nationalisme, la guerre et le cléricalisme. Il est naturel qu'il se soit tourné avec une affection sincère vers Jaurès qui poursuivait les mêmes buts. Plein d'enthousiasme pour la révolution française, il fut profondément exaspéré par le fait que la bourgeoisie française n'avait pas réalisée les devises de la grande révolution. Les mêmes idées furent formulées également par Jaurès. Si Ady espérait une «démocratie plus vraie», ce fut Jaurès qui menait la lutte pour la réalisation de cet idéal dans la «deuxième patrie» d'Ady. Les écrits d'Ady révélaient au lecteur hongrois le héros de l'internationalisme et de la paix. Qu'il nous soit permis de citer, sous ce rapport, un article d'Ady, publié en 1905. L'article fut écrit à propos du fait que le gouvernement impérial allemand empêcha Jaurès de proclamer, en opposition à l'excitation à la guerre nationaliste attisée par la crise du Maroc, les vérités de la paix et de l'amitié des deux peuples parmi les ouvriers de Berlin. Chaque ligne de l'article d'Ady est remplie du feu ardent de l'indignation: «Jaurès seul est considéré par l'empereur comme dangereux pour les moeurs du peuple allemand. On permettrait plutôt à Déroulède qu'à Jean Jaurès de parler au peuple

de Berlin. L'empereur préfère même le cri furieux «à Berlin» à la parole terrible proclamant que tous les peuples sont des frères. Il n'est pas permis à Jean Jaurès de proclamer que la guerre n'est pas à être considérée comme la cause des peuples, que l'armée est le geôlier du bonheur de l'humanité, que ce sont les tyrans et les ambitieux qui excitent les nations les unes contre les autres. Il ne lui est permis de proclamer qu'on a déjà assez du sang, de l'oppression, du malheur. Il ne lui est pas permis de proclamer à ses frères allemands que c'est l'amour fraternel qui doit enfin dominer les peuples. L'empereur ne le permet pas. — Dans son pays, Jean Jaurès est considéré comme suppôt des Allemands. La dernière des fripouilles peut lui cracher au visage. Depuis de longues années il lutte contre la germanophobie et la folie de la revanche, pour la fraternité franco-allemande. Et le césar de Berlin a néanmoins peur de lui. Parce que les empereurs ne pourraient pas être frappés par un malheur plus grand que l'entente mutuelle des peuples . . . Les gendarmes allemands pourraient empoigner Jaurès à la frontière allemande. Mais comment empoigner le désir ardent qui habite le coeur des millions? Comment empoigner les vérités de Jean Jaurès? Jusqu'à quand l'armée restera-t-elle mon armée qui peut s'opposer aux désirs? L'armée russe a envoyé un ultimatum au chef suprême de l'armée. L'Histoire a envoyé un ultimatum au souverain. (Ady: *Ultimátum.* Budapesti Napló 1905, № 186. Cf. Ady: *Jóslások Magyarországról* [Prophéties sur la Hongrie], Bp. 1936.)

L'opinion des radicaux bourgeois a été exprimée par O. Jászi. Jászi, lui aussi, observait et commentait l'activité de Jaurès du point de vue du contemporain. Il s'opposait, lui aussi, aux réalités de la Hongrie de l'époque, et était un adversaire du Parti social-démocrate. Mais tandis qu'Ady met en lumière la figure de Jaurès militant, luttant contre la réaction, Jászi salue Jaurès le réformiste, le «progressiste modéré». Ce qui est singulier c'est qu'il y avait davantage d'éléments communs (bien que de signe contraire) entre les aspects envisagés par Szabó et Jászi, qu'entre la manière de voir de Jászi et d'Ady. C'est le réformiste qui, selon Szabó, était dangereux au point de vue du mouvement ouvrier révolutionnaire, et c'est le réformisme de Jean Jaurès, sa lutte pour les conquêtes démocratiques bourgeoises dont Jászi relevait les mérites, en dissimulant sa propre lutte contre «l'orthodoxisme» de la social-démocratie sous l'autorité de Jaurès. Mais cette fois-ci, il s'agissait de plus encore. Jászi n'interpréta pas fidèlement les pensées de Jaurès. Il contestait à la classe ouvrière sa mission historique dans la réalisation du nouvel ordre social, tandis que Jaurès luttait de toutes ses forces pour cette «humanité socialiste» et ne cessait d'affirmer que seule la classe ouvrière pouvait mener à bien cette tâche. Jászi passa sous silence ce noyau du système d'idées de Jaurès, en s'efforçant même de dépouiller le socialisme de Jaurès de con caractère de classe. (O. Jászi: *Jean Jaurès.* Huszadik Század 1914.)

Pour Jászi, l'appréciation de Jean Jaurès n'était pas simplement une question de détail négligeable. Jászi arriva à Paris en janvier 1905, peu après Szabó. Sous l'influence de différents facteurs, il y fut contraint de mettre en système ses idées politiques, et ne manqua pas de rendre compte des résultats à son ami, Szabó, dans plusieures lettres détaillées. (Archivum du P. I. Collect. Ervin Szabó, 507/33a/26—7). Comme il ressort de ces lettres, Jászi accepte les perspectives du socialisme comme d'un ordre social dont l'avènement est inévitable, mais ce n'est pas de la classe ouvrière qu'il en attend la réalisation, il ne la lui confierait même pas. Pour lui l'activité des éléments intellectuels était au moins équivalente aux luttes des ouvriers. En se détournant de la réalité de la lutte de classes, il s'intéressait, avant tout, au programme intellectuel et éthique du socialisme. Tandis qu'à Paris Szabó finit par se tourner vers le syndicalisme, Jászi y puise une nouvelle force pour son radicalisme bourgeois intellectuel qui, pareillement à celui des radicaux français, se nuançait de thèses socialistes. Engels constata à juste titre que ce radicalisme est une sorte de prolongement tardif du socialisme utopique, dans lequel les utopies suggestives sont de plus en plus remplacées par des phrases. *(Correspondance de F. Engels avec Paul et Laura Lafargue.* I. pp. 340—341.)

Jászi ne voulait cependant pas s'isoler du mouvement ouvrier effectif; il formait une prétention à la possibilité de se réclamer des réalités politiques pour justifier ses thèses. C'est pourquoi il chercha et trouva son idéal et son modèle dans Jaurès qu'il transformait à son gré. Jászi avait formulé sa conception politique et, avec elle, ses vues sur Jaurès, déjà en 1905. (O. Jászi: *Az egységes francia szocialista párt* [Le parti socialiste français unifié], Huszadik Század 1905. II.) Les mêmes idées réapparaissent, sous une forme plus nette et plus concentrée, dans son article nécrologique, où il donne Jaurès à l'humanité entière, tout en le déniant à ls classe ouvrière, par laquelle Jaurès appartenait, en réalité, à cette humanité.

Une année après l'article nécrologique de Jászi, un historien professionnel, H. Marczali, professeur à l'université, ajouta quelques réflexions aux idées de Jaurès. Dans ce compte-rendu, le fait politique que Jaurès avait été présenté par le journalisme et par la propagande des Puissances Centrales presque comme un martyre de la Russie tsariste, joua sans aucun

doute un certain rôle. Cependant, le phénomène devait avoir encore d'autres motifs. En tout cas, on ne peut pas considérer comme l'effet du hasard que Marczali partit sur les mêmes traces et aboutit aux mêmes résultats que Jászi. Marczali n'était pas un réformateur radical bourgeois, l'idée du socialisme et du mouvement ouvrier international ne l'occupait pas autant que Jászi. Son exposé est donc nécessairement moins profond et moins riche que celui de Jászi. Ses définitions par trop simplifiées — presque naïves pour un lecteur familiarisé avec la terminologie du mouvement ouvrier — coïncident, cependant, avec celles de Jászi, ce qui montre bien les défauts des portraits qu'ils ont tracés de Jaurès. «Il ne considère donc pas la lutte de classes comme un mal inguérissable, ni l'opposition entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre le capital, l'entreprise et le travail comme inconciliable. Il sait être équitable même envers la bourgeoisie, dont il célèbre l'activité, les succès et même la force morale dans des lignes splendides. Il en ressort clairement qu'il est très loin du marxisme orthodoxe, beaucoup plus loin que de nous. Sous tous les rapports c'est l'évolution historique qu'il considère comme base. Il attend et espère la victoire du socialisme non pas d'une révolution victorieuse destructive, mais de progrès lent et graduel.» (H. Marczali, Jean Jaurès: Die neue Armee. Századok 1915.) Marczali oublia donc, tout comme Jászi, précisément le point de départ de Jaurès, notamment le fait que selon Jaurès le réalisateur et le moteur du développement évolutionnel ne pouvait être que la classe ouvrière. Marczali et Jászi ne voient que «le généralement humain». Il est incontestable que ceci eut un très grand rôle dans l'argumentation de Jaurès, mais ce qui faisait sa grandeur fut justement qu'il sût le placer dans une perspective de classe réelle.

Marczali rend pleine justice aux vérités éthiques de Jaurès et encore davantage au fait que Jaurès les fonde sur des connaissances historiques sérieuses et sur des exemples et des processus puisés de la réalité. Pour nous il est très intéressant de constater que le professeur d'université rend honneur à l'historien Jaurès, et encore davantage qu'il semble être devenu, sous l'effet des tempêtes et de la crise morale de la guerre, plus réceptif aux nouveaux chapitres de l'histoire de l'humanité. L'image d'ensemble qu'il donne de Jaurès est néanmoins inacceptable. (Le jugement formulé par Marczali sur des vues de Jaurès concernant la révolution et les possibilités de concilier les antagonismes de classes est non moins erroné.) Jaurès aurait protesté le premier, si on l'avait voulu transposer du milieu du mouvement ouvrier dans le camp du libéralisme ou du radicalisme, du radicalisme socialisant bourgeois, une phase d'évolution qu'il avait connue par ses propres expériences et qu'il avait dépassée.

Zs. Kunfi consacra à Jaurès une étude plus succincte. Elle parut dans la première année de la guerre mondiale, ce qui — à notre avis — n'était pas l'effet du hasard. Cette étude très instructive, riche en idées, fut avant tout une apologie. Dans la majeure partie l'auteur analyse les vues de Jaurès sur la république et la lutte de classes, un des problèmes les plus compliqués et les plus importants de son oeuvre politique. Kunfi indique les racines historiques du réformisme de Jaurès, cependant ses appréciations d'ensemble sont trop rigides, quelquefois même contradictoires. Il range Jaurès parmi les grandes figures du révisionnisme international, en négligeant les caractéristiques qui le séparent de ceux-ci. Dans son étude l'évolution historique de Jaurès est par trop rélégué à l'arrière-plan, en conséquence de quoi il ne peut pas expliquer au lecteur la tournure survenue en 1905, la réalisation de l'unité de parti, le retour offensif de Jaurès contre l'aile de Millerand et de Briand. Dans la mesure qu'il donne tout de même une explication, celle-ci paraît très superficielle, n'étant qu'une simple référence aux décisions du forum international (le congrès d'Amsterdam). Pourtant Kunfi devait savoir que Jaurès se serait peut-être soumis à ces décisions, mais s'il n'avait pas été d'accord avec elles, il n'aurait, en aucun cas, proclamé publiquement leur justesse. On ne peut répondre à cette question qu'en tenant compte du changement de la vie sociale et politique française et de l'évolution de Jaurès. C'est à ce point que commence l'apologie de Kunfi qui reprend là, où il cite, pour justifier la participation à la guerre impérialiste, les paroles de Jaurès portant sur l'auto-défense nationale. (Zs. Kunfi: *Jaurès, az emberiség és a szocializmus nagy halottja* [Jaurès, le grand mort de l'humanité et du socialisme]. Bp. Népszava, 1915.)

Pendant la guerre, la presse social-démocrate et bourgeoise de Hongrie glorifiait Jaurès afin que par la mise à jour de l'impérialisme de l'Entente elle puisse tenir les masses à la remorque de l'impérialisme des Puissances Centrales. Cet état d'esprit fut graduellement remplacé par l'opinion générale selon laquelle Jaurès pouvait bien avoir raison en condamnant la guerre, mais qu'il ne serait justifié que par l'évolution ultérieure, et qu'en attendant il fallait accepter la guerre. (E. Garami: *Az Internacionálé és a háború* [L'Internationale et la guerre]. Szocializmus, août 1914- 1 mai 1915; cf. le compte-rendu d'A. Sas du livre de Rappoport sur Jaurès. Huszadik Század 1916. II.) La figure de Jaurès combattant de la paix, ne réapparut qu'en 1918, au milieu de l'épuisement causé par la guerre et de la fermentation révolutionnaire. Ce fut en ce temps-là que le Népszava porta sur l'en-tête de son feuilleton les mots: Vive Jaurès! (Népszava, 3 août 1918).

Jaurès fut envisagé sous un aspect tout à fait différent par la République hongroise des Conseils. Dans le Érdekes Ujság, qui présentait au public les grandes figures du mouvement ouvrier, Gy. Bölöni écrivit un article sur Jaurès. Bölöni voyait en lui le dernier grand combattant d'une époque passée, qui n'avait pas été à même d'élaborer et d'appliquer les méthodes de combat modernes, mais dont l'activité, la pureté politique et morale, la lutte inlassable pour l'humanité et pour le progrès pouvaient créer les conditions d'un nouvel essor socialiste-révolutionnaire du mouvement ouvrier. (Gy. Bölöni: *Jaurès*. Érdekes Ujság, 28—29 juillet 1919.)

Dans les années 1930 l'avènement du fascisme hitlérien donna un sens nouveau aux commémorations de Jaurès. Les représentants de la bourgeoisie démocratique et radicale l'évoquaient à nouveau, mais cette fois avec résignation et nostalgie, découragés par le «phénomène de masse» du fascisme et par la désorientation de la petite bourgeoisie. R. Vámbéry toutefois conserve encore une certaine confiance en l'avenir, et souligne seulement qu'il est beaucoup plus difficile de gagner les intellectuels à la cause du progrès que Jaurès ne l'avait pensé. (R. Vámbéryy *Az értelmiség szocializmusa* [Le socialisme des intellectuels]. Századunk, janvier 1929, p. 5.) Ignotus cependant a déjà perdu l'espoir. Il se demande, si jamais les conditions du progrès, telles qu'elles existaient à la fin du siècle passé, renaîtront encore, et si en fait l'alliance démocratique, dont Jaurès était devenu le symbôle, aura lieu de se développer. (Ignotus: *Az idők mögül* [De derrière les temps]. *Ad nomen Jaurès*. Magyar Hirlap 5 août 1934.) La littérature hongroise de Jaurès de cette époque peut être caractérisée, au pôle opposé, par l'article de G. Biró. (G. Biró: *Jean Jaurès, a háború és a francia szocializmus* [Jean Jaurès, la guerre et le socialisme français], Századunk 1936.) Tout en résumant les résultats et en les groupant autour de l'affaire Dreyfus, la lutte pour la paix et l'unité du parti, Biró brosse un tableau positif, mais complètement dépourvu de problèmes de Jaurès, tableau qui fait l'effet d'être celui d'une affaire définitivement classée au point de vue de l'histoire. Les problèmes cependant survécurent à la conclusion pédantesque de l'article et ne cessaient d'exiger une analyse plus complète, plus approfondie.

Dans la seconde moitié des années 1930, deux études d'une certaine étendue furent à la fois publiées sur Jaurès. (L. Lajtor: *A béke hőse* [Le héros de la paix]. Bp. Éd. I. Faust, 1937. — F. Fejtő: *Jean Jaurès*. Bp. Népszava, 1937.) Ces études étaient imbues de l'athmosphère de l'époque. «Les yeux attentifs», ils se tournaient vers Paris, vers le gouvernement de front populaire de Léon Blum, ce qui leur permit de dire de choses nouvelles, mais qui conduisit, en même temps, en particulier dans le cas de Fejtő, à la falsification de la mesure. Les auteurs voient en Jaurès le précurseur intellectuel du Front populaire. A côté des points communs, il y a cependant des différences importantes entre les deux ouvrages. Tandis que L. Lajtor traite son héros d'une manière presque émue, en le présentant comme le «héros de la paix», l'écrit de F. Fejtő, publié dans la Bibliothèque du Savoir Socialiste rédigée par Mónus, est d'un caractère beaucoup plus analytique. L'analyse de Fejtő reste toutefois au-dessous du niveau représenté par Szabó et par Kunfi. Une grande partie de son étude est consacrée à l'éclaircissement «moderne» des problèmes traditionnels (le socialisme de Jaurès, le millerandisme, la révolution), mais ce modernisme se réduit, ou peu s'en faut, à l'effacement des contradictions effectives et à leurs solutions erronées. Fejtő s'efforce de justifier et d'approuver les actions réformistes de Jaurès (par exemple aussi dans l'affaire Millerand) au point de se trouver en opposition avec Jaurès lui-même, qui s'était graduellement désenchanté de Millerand. D'une façon absolument erronée, Fejtő ramène la désintégration du bloc républicain aux décisions d'Amsterdam, bien que les écrits de Jaurès révèlent clairement le déplacement vers la droite du parti radical et l'opposition dans laquelle ce parti entra avec sa propre politique de réformes, et le parti socialiste.

C'est dans la période finale de la deuxième guerre mondiale que parut l'étude de Lajos Jordáky sur Jaurès. (L. Jordáky: *A francia forradalom három nagy alakja* [Trois grandes figures du mouvement révolutionnaire français]: *Lafargue, Guesde, Jaurès*. Bp. Világosság, 1944. Éd. du parti social-démocrate.) Jordáky esquisse un tableau de l'ensemble du mouvement ouvrier français. Son attention est retenue par les problèmes intérieurs du mouvement ouvrier. Plus de deux tiers du chapitre consacré à Jaurès sont constitués par l'analyse des questions du réformisme, de la lutte de classes et de la révolution. Jordáky reconstitue la vérité, élimine les vues confuses et erronées propagées, avant tout, par Fejtő. Mais lorsqu'il traite du réformisme de Jaurès, en polémisant avec lui, il ne laisse qu'une marge très étroite aux idées positives de Jaurès qui sont restées instructives jusqu'à nos jours. L'homme de l'action, le combattant de la vie politique est pareillement relégué au second plan. Ainsi, malgré ses mérites, Jordáky non plus ne donna une image complète de l'homme intégral.

Après la libération, E. Sós publia une esquisse sur Jaurès. Cette étude pénétrée de sentiments littéraires mais n'offrant guère du nouveau dans ses analyses historiques marque la fin de la littérature hongroise de Jaurès. (E. Sós: *Három mártír* [Trois martyrs]. Bp. Officina,

1945.) Depuis 1945 aucun ouvrage nouveau n'a été publié sur Jaurès, abstraction faite des résumés de quelques lignes qu'on rencontre dans les textes polycopiés des cours universitaires.

L'ensemble de la littérature hongroise sur Jaurès peut être divisée en deux grand groupes complétés par un troisième courant. D'un côté se trouvent ceux qui mettant en relief le réformisme de Jaurès le condamnent, à juste titre, mais qui en même temps sous-estiment son importance historique. Dans le camp opposé, Jászi et d'autres auteurs, qui se sont arrêtés au mouvement bourgeois démocratique, choisissent Jaurès pour leur idéal à cause de son réformisme, en majeure partie vis-à-vis du mouvement ouvrier dirigé par la conscience de classe. A côté de ces deux tendances relativement plus importantes, les historiens sociaux-démocrates proprement dits (Kunfi, Fejtő) sont aux prises avec des problèmes difficiles. Fejtő surmonte les difficultés en déclarant que le réformisme de Jaurès n'était pas à proprement dire un réformisme, ou bien s'il l'était tout de même, ce réformisme là ne porta pas préjudice à la classe ouvrière. Lajtor résout le problème en s'occupant, en premier lieu, de Jaurès antimilitariste. Kunfi tranche le noeud gordien en créant en 1905 une ligne de partage artificielle dans la vie de Jaurès. Selon lui, Jaurès était réformiste avant 1905, et après cette date, il devint marxiste. Cette troisième tendance s'efforce, elle aussi, d'aboutir à un jugement de valeur absolu sur un point où elle ne peut pas le formuler. Dans le cas de Jaurès ce sont les réalités sociales et politiques françaises et son évolution individuelle qui déterminent sa ligne de conduite. Sur cette double base reposait un système d'idées compliqué et contradictoire qui, cependant, même au point le plus bas de son évolution, a enrichi le mouvement ouvrier d'idées et d'actions importantes et utiles.

Un autre caractéristique de la littérature hongroise de Jaurès est le fait qu'elle retardait toujours sur son époque. Ce fut peut-être à cause de cette lacune d'une quinzaine d'années que l'on négligea des aspects aussi importants de la vie et de l'activité de Jaurès, comme sa lutte contre l'impérialisme colonial, sa politique paysanne, son opinion sur la grève générale, ses rapports avec les intellectuels ou avec la jeunesse, sa lutte pour établir une presse prolétarienne, le combat incessant qu'il menait dans le parlement et dans la presse contre les mystificateurs de l'opinion publique. Même dans les domaines où son activité et ses conceptions ont été analysées avec plus d'attention, les résultats obtenus restent encore sur un plan trop général. C'est ainsi qu'on n'entrevoit que les principaux contours de l'esquisse pourtant bien connue de sa lutte pour la paix. Le travail pratique quotidien en est à peine mis à jour encore. Pourtant ces détails sont importants, non seulement parce que les derniers quinze ans de la vie de Jaurès ont été caractérisés avant tout par ce «bricolage», mais aussi parce qu'en les analysant de plus près, on pourra y relever nombreux motifs qui ont conservé leur actualité jusqu'à nos jours.

К столетию со дня рождения Жореза

Я. ЕМНИЦ

Резюме

Жорез является несомненно одним из самых выдающихся личностей международного рабочего движения конца XIX — начала XX в. Его стремления, мысли сосредоточились на два круга проблем. Один из них — расширить французскую демократию, сломить реакцию, продолжать в традициях французской революции, сделать «более справедливым» социалистическим экономический строй общества. Другая цель его стремлений, боев заключается в уменьшении международной напряженности, в устранении военной опасности.

Первый, более продолжительный период жизни Жореза характеризуется скорее первой борьбой, период первых лет XX в. скорее второй. Конечно, не возможно положить резкую грань между двумя стремлениями, а с другой стороны в отдельные периоды проблемы выдвигались часто и параллельно и Жорез должен был реагировать одновременно. Все-таки принимая во внимание характеристические черты, по своим масштабам кажется обоснованным разделить его жизнь на два периода.

Борьба Жореза за расширение демократии сочеталась с целым рядом иллюзий, с тем, что он считал целый ряд случайных тенденций абсолютными. Эти последние факторы способствовали тому, что воинствующий и последовательный демократ становился в международном рабочем движении одним из самых видных реформистов. Основное положение реформизма Жореза заключается в вере, что демократические традиции,

условия республиканского строя сделают буржуазию способной осознать неизбежность социального прогресса, а даже открыть ему дорогу. В этих взглядах Жореза известную роль играл несомненно философский и исторический идеализм. В значительной мере способствовало этому и то обстоятельство, что во Франции в последней трети XIX в. монархистско-клерикально-милитаристские круги неоднократно сделали попытку ликвидировать буржуазно-демократические достижения. Эти попытки сорвались. Во время этих боев часть буржуазии была вынуждена пользоваться помощью «четвертого сословия».

Реформизм Жореза был подвергнут критике многими, во Франции прежде всего Ж. Гедом и его сторонниками. Эта критика, однако, не сумела исправить ошибки, потому что, хотя она в целом ряде случаев показала фактические недоразумения, частично правильный диагноз в основном отражал все же догматическую и сектантскую точку зрения. Таким образом продолжительная дискуссия между жорезистами и гедистами привела не к исправлению взаимно совершенных ошибок, а к выкристаллизованию ошибочных взглядов. Все это тем более прискорбно, так как недавно опубликованные письма Энгельса к Лафаргу подали бы прочную основу, чтобы в отношении политического положения, тенденций общественных слоев и партий избежать ошибки в обоих направлениях.

Демократические бои, реформистские взгляды Жореза, конечно, нашли отклик и в Венгрии, в числе современников, однако, почти исключительно в рядах социал-демократов и буржуазных радикалов. В условиях современной Венгрии эти авторы, ссылаясь на Жореза по большинству требовали демократической реформы общественных отношений. Реформизм Жореза был подвергнут критике одним только Эрвином Сабо — на основе синдикализма. Во второй половине 30-х гг. XX в. Жорез появляется в венгерской литературе как основоположник мысли народного фронта. После 1945 г. в Венгрии не появился доставляющий новые положения обширный анализ о Жорезе.

В первом десятилетии XX в. в центр деятельности Жореза была поставлена борьба за устранение военной опасности. В целях увеличения сил мира он стремился к разрешению проблемы Эльзаса-Лотарингии, чтобы таким путем устранить очаг, отравляющий французско-германские отношения. Он часто занимался вопросами патриотизма и интернационализма тоже. Напротив создания буржуазной прессой шовинистического, милитаристского настроения он показал международное сплетение капиталистических интересов. Наконец он разработал конкретные предложения для уменьшения военной напряженности (освоенные впоследствии широкими массами французского народа).

К истории создания Венгерской Коммунистической Партии

ДЬ. МИЛЕИ

Сорокалетняя борьба венгерского коммунистического движения, возникновение народно-демократической Венгрии и ее успехи в построении социалистического общества представляют собой историческое доказательство, что это движение является неотделимой частью истории венгерского народа, венгерского рабочего класса. Противники социализма, начиная с образования партии, пытались представить коммунистическое движение как движение без основы и без корней и надеялись на то, что легко смогут отделить его от венгерского общества, от рабочего движения. Но их надежды не осуществились. Да и не могло произойти иначе: коммунистическое движение выросло из венгерского рабочего движения, оплодотворенного идеями ленинизма, и было выразителем действительных интересов и наилучшей мечты венгерского народа. Поэтому коммунистическое движение стало живой победоносной частью венгерской истории, устоявшим против всех нападок и преследований.

В этом исследовании подняты и, отчасти, уточнены несколько вопросов, связанных с возникновением условий создания КПВ, изображены те исторические корни, на которых выросло и которые питали молодое дерево коммунистического движения в венгерском рабочем классе. В главных чертах изложены те левые идеологические течения и организационные группировки, которые сложились в венгерском рабочем движении и объединение которых привело к созданию в ноябре 1918 года Коммунистической Партии Венгрии.

I.

В 1917—18 годах влияние все увеличивающегося недовольства, вызванного войной, увеличивающегося стремления к миру, влияние русской февральской революции, но прежде всего Великой Октябрьской социалистической революции вызвало в венгерском рабочем движении невиданный до этого подъем. Трудящиеся массы по примеру русского пролетариата хотели активно принимать участие в завоевании мира — путем саботажа

забастовок и демонстраций. В своей борьбе они рассчитывали на то, что единственная рабочая партия — социал-демократическая партия — будет вести, направлять их.

Однако социал-демократические вожди, придерживаясь реформистской политики и идеологии, не могли, не хотели и не осмеливались сопутствовать революционному порыву пролетариата, прорвавшемуся, как вихрь. Более того, в соответствии со своей социал-пацифистской и социал-шовинистической политикой поддерживающей господствующие классы, они тормозили всячески, сдерживали боевой подъем рабочего класса. Таким образом конфликты между активными трудящимися массами, стремившимися к революционному действию, и между политикой социал-демократических вождей становились неизбежными. Демонстрации в поддержку русской пролетарской революции и советского предложения мира всем воюющим странам в ноябре 1917 года, выступления в декабре 1917 года и в январе 1918 года за создание рабочих советов, сотни забастовок и отказ от работы, имевшие место в течение 1918 года,[1] массовые политические забастовки в январе и в июне 1918 года, охватившие сотни тысяч участников,[2] и, наконец, особенно активное и решающее участие пролетариата в октябрьской буржуазно-демократической революции 1918 года[3] показали, что венгерский рабочий класс готов подражать примеру своих русских братьев и претворять в жизнь самый популярный лозунг того времени: «И мы должны действовать по-русски!» В огне этих боев *венгерский рабочий класс* к октябрю 1918 года превратился *в политический фактор, решающий судьбу венгерского народа.* Превосходящая сила пролетариата и выступающих с ними солдат, их вооруженное массовое выступление обеспечили победу октябрьской буржуазно-демократической революции 1918 г.

[1] Только одни металлисты проводили около 600 экономических стачек. Большая часть этих стачек была проведена без разрешения профсоюза, по инициативе рабочих, и были заявлены задним числом, или вовсе не были заявлены. Между январем и октябрем 1918 г. почти на всех заводах Будапешта (на больших предприятиях по нескольку раз) забастовали рабочие. (**Szakszervezeti Értesítő** [Профсоюзный Вестник] 1 января 1919 г. стр. 7, а также Архив Института Истории партии [в дальнейшем: АИИП]1918/1; 1918/9.)

[2] По всей стране в январской забастовке участвовало около 300 тысяч человек. (I. **Nevelő: Néhány adat az 1918 januári tömegsztrájk történetéhez.** [Некоторые данные к истории Январской массовой забастовки 1918 г.]; «**Párttörténeti Közlemények**» (Вестник Института Истории Партии] 1958, № 2.) в июньской забастовке участвовало почти 500 тысяч человек. (АИИП. V. 1918(43).

[3] В конце 1918 года десятки и сотни тысяч рабочих участвовали в движении. Они принимали участие во всех значительных демонстрациях. О пропорции участников-рабочих в демонстрациях могут свидетельствовать данные об убитых и раненых кровавой демонстрации 28 октября около Цепного моста: все три убитые были рабочими, из 55 поименно упомянутых раненых 25 были рабочие. («**Est**» [«Вечер»], 30 октября 1918 г.) Победу революции окончательно решили всеобщая забастовка и мощная демонстрация пролетариата 31 октября.

Весьма характерными являются замечания буржуазных изданий того времени о рабочих. Так, например, L. **Bus Fekete** в своей работе ***Katonaforradalmárok*** (Революционеры-солдаты) Будапешт, 1918. стр. 75 пишет: «Рабочие всюду присутствуют... их сильный и дисциплинированный лагерь придает вес... Национальному Совету».

Рабочий класс прошел этот путь без помощи социал-демократических лидеров, призванных руководить этой борьбой, более того, чаще вопреки их воле. Лидеры ВСДП торговались с капиталистами и с военным правительством в то время, когда рабочие бастовали. Рабочие массы были инициаторами массовых забастовок 1918 года, а социал-демократические лидеры демобилизовали эти забастовки. Рабочие участвовали в этом движении, в частности в январе 1918 г. с той мыслью, что «. . .это будет не всеобщей забастовкой, а венгерской революцией».[4] Социал-демократические лидеры считали преждевременными и лишними массовые выступления рабочих и старались парализовать их революционную инициативу, стремясь проводить выступления рабочих в рамках законного порядка.[5] Этой последней цели служили демонстрации и митинги за избирательное право, распылявшие силы пролетариата.

Однако крупные забастовки 1918 года уже ясно продемонстрировали, что рабочие вышли из беспрекословного повиновения лидерам ВСДП, и их инициатива далеко переросла те политические требования, в рамках которых социал-демократические лидеры были способны и согласны действовать и руководить рабочими.

Таким образом, в октябре 1918 года, — в то время, когда «лидеры» вели переговоры с королем и руководителями господствующих классов и буржуазных партий о каком-то реформистском разрешении конфликта без революции и вмешательства масс, — пролетариат на улицах действовал и привел революцию к победе.

В момент победы рабочий класс был единственной организованной массовой вооруженной силой страны. Армия, государственный аппарат и правые партии господствующих классов разлагались. За левыми буржуазными партиями: за партией Каролыи и за Радикальной партией не было организованных масс. Расстановка политических сил, сложившаяся к тому времени, революционность рабочего класса создали для него возможность обеспечить себе решающее участие в политической власти и приступить к дальнейшему развитию буржуазно-демократических преобразований в сторону социалистической революции. Революционную волю рабочего класса уже не удовлетворяла буржуазно-демократическая революция. Но из-за отсутствия революционной партии пролетариат не смог взять курс на проведение пролетарской революции. Лидеры ВСДП в столь выгодном для рабочего класса историческом положении уступили власть буржуазным партиям. Эти лидеры разоружали пролетариат, призывали к «порядку»

[4] АИИП A. XV. 1/1918/21. Протоколы чрезвычайного съезда ВСДП от 10 февраля 1918 года. Выступление М. Брауна.

[5] В этой связи весьма характерным является письмо правых вожаков профсоюза металлистов к министру внутренних дел, в котором они пишут: «Все наше стремление было сведено к тому, чтобы беспокойство и недовольство, имевшие место среди рабочих, мы проводили в рамках законного порядка». (АИИП. Vsz. 1918/6).

приостановлению классовой борьбы. Лидеры ВСДП опять доказали, что они являются не руководителями, а предателями, мешающими революционной борьбе рабочего класса.

Венгерский рабочий класс в ходе своей революционной, большей частью стихийной борьбы к октябрю 1918 года стал историческим фактором, решающим судьбу нации. Но без руководства революционной партии, неуклонно отстаивающей его историческое призвание, пролетариат уже не мог итти дальше к пролетарской революции по пути стихийной борьбы. Объективные исторические условия, уровень революционной зрелости рабочего класса поставили на повестку дня, сделали необходимым создание новой, революционной партии рабочего класса.

II.

В ходе борьбы против войны и под влиянием революционных действий русского пролетариата, на почве революционной борьбы рабочего класса на заводах, в профсоюзах, внутри ВСДП и вне ее уже в 1917—1918 годах возобновили свою деятельность, а также возникли вновь группы, выступающие против оппортунистической политики ВСДП, призывающие пролетариат к революционным действиям. *Часть этих группировок* сформировалась из рядов революционно настроенных профсоюзных уполномоченных, из старой и новой социал-демократической оппозиции т. е. *из левых элементов социал-демократической партии, другая их часть* состояла из различных антимилитаристских групп, куда входили большей частью представители *интеллигенции*, студенчества, настроенные революционно и против войны и в меньшей мере *синдикалистские рабочие*. Эти небольшие группировки, пользовавшиеся возрастающим влиянием, осуществляли некоторое, хотя и непостоянное и непоследовательное, идеологическое и организационное руководство революционным рабочим движением.

Непосредственными руководителями революционизирующихся фабричных рабочих были *фабричные профсоюзные уполномоченные*. Среди них все чаще встречались такие, которые вопреки протестам правых социал-демократических лидеров и военному террору власти, возглавляли забастовочное движение рабочих. Эти *левые уполномоченные* создали некоторую организованность вначале на отдельных заводах и фабриках, затем — по профессиям и, наконец, в некоторых городах — среди всех рабочих (прежде всего будапештских). Левые уполномоченные выступавшие против профсоюзных и партийных лидеров и предоставленные сами себе, все чаще искали и находили связь с руководителями старой и новой социал-демократической оппозиции и антимилитаристских группировок.

Оппозиционные уполномоченные вербовались главным образом из уполномоченных крупных военных заводов. Так в 1917—1918 годах во главе

забастовок и демонстраций в г. Кишпешт на фабрике «Липтак» стояли Эдэ Хлепко, Режё Фидлер, Аладар Хикадэ, Карой Хизер, Фридеш Кайзер, а на фабрике «Тайдлофф и Дитрих» — Рудольф Якаб и Иштван Каяри;[6] в г. Чепеле — Шандор Эстрейхер, Бела Шуллер, Кишш, Йожеф Хлепко, Арон Месарош, Йожеф Варади, Ференц Баяки, Миклош Червенка, Янош Витез, Ференц Штранский, Ференц Мужала, Лайош Киваго, Иштван Немеш, Янош Варга, Бетленди;[7] на авиационном заводе в с. Матьяшфёлд — Йожеф Микулик, Антал Мошойго, Генрик Тицан;[8] на фабрике «Шлик—Никольсон» — Бела Матишан; на машиностроительном заводе Венгерских Государственных железных дорог — Ференц Завади, Ференц Мадьяри, Арпад Хамари, Ференц Кётель; на пушечном заводе в г. Дьёр, позднее, на будапештском заводе «Ганц—Фиат» — Режё Сатон; в Уйпеште на заводе электроламп — Леваи; в с. Альбертфалва на авиационном заводе — Маркович; в г. Шалготарьян — Дюла Хак, Антал Йилек, Лайош Коминек, Шандор Кёкень, Бела Салаи, Йожеф Андрейтер, Ласло Колош, Мартон Штретер.[9] Образовались оппозиционные группы в отдельных районных парторганизациях и среди партийных уполномоченных. Так, например, в партийной организации VI района создавалась оппозиционная рабочая группа, опирающаяся на заводы по улице Ваци и на жителей рабочих общежитий. В этой группе работали металлурги Шаркади и Бела Матишан, типографы Иштван Менеши и Лайош Киш, кожевники Лайош Сиярто, Лайош Бозо, портной Дежё Силади.[10]

За этими уполномоченными шли широкие слои промышленных рабочих и под их руководством они осуществили целый ряд самостоятельных экономических и политических выступлений. Количество экономических выступлений и забастовок особенно резко возросло после 1917 года. Поэтому правые лидеры профсоюзов уже в декабре 1917 года сочли нужным убеж-

[6] АИИП Н. — Н. б. н. Воспоминание Ференца Ракоша.

[7] АИИП. Н. N. б. н. *Воспоминания Иштвана Немеша;* Н. XV. 43/1. *Воспоминания Арпада Хааса; Воспоминания Илоны Дучинской.* Рукопись из материалов М. Тёмери; F. Bajáki: A márciusi orosz forradalom hatása a csepeli munkások helyzetére. (Влияние русской мартовской революции на положение чепельских рабочих) «Munkás» (Рабочий), Острава. Март 1928 года. Отдельный выпуск. стр. 4.

[8] АИИП. Н-Т-З. *Воспоминания Генриха Тицана.* Мошойго и Микулик принадлежали к синдикалистским рабочим. Позже они сотрудничали с антимилитаристскими группами.

[9] АИИП. Vsz. 1918/1. стр. 29; Gy. Győri. —L. Szabó: *A budapesti MÁVAG története.* (История будапештского машиностроительного завода МАВАГ) Будапешт. 1953 г. Népszava; АИИП. Н. — II — 2/13. *Воспоминания Режё Сатона;* „Uj Március" (Новый март) № 3, 1928. стр. 162. Б. Ваго: О первом номере „Vörös Ujság" (Красная Газета); АИИП. А. XV. 1/1917/2/а; АИИП. Н—L—15. Воспоминания Мартона Шретера.

[10] АИИП. Н. III. 21/1. *Воспоминания Э. Цобеля;* Б. Кун: *Предисловие* L. Kis: *Vörös város* (Красный город) Будапешт 1959. Magvető. стр. 8; АИИП. Н—Sz. без номера. *Воспоминания* Дежё Силади. Д. Силади упоминает, что к ним попал журнал „Vorbote" циммервальдских левых со статьей Ленина.

Вышеприведенный список уполномоченных далеко неполный. Перечисленные лица в различной мере приняли участие в движении, некоторые временно отстранились, другие попали под влияние правых партийных и профсоюзных лидеров.

дать уполномоченных в том, что «хороший уполномоченный... не допустит, чтобы рабочие без ведома и согласия профсоюза начинали действовать... К сожалению, есть и такие случаи, когда уполномоченный без учета накаленного настроения масс, вместо успокоения их, сам раздувает огонь... Были случаи, — жалуется автор статьи, — когда рабочие больших заводов бросали работу без ведома руководства».[11]

Оппозиционные уполномоченные участвовали в движении за создание рабочих советов. Так, например, многие из них присутствовали на совещании 13 января 1918 года, на котором обсуждался вопрос о создании рабочих советов.[12] Связи и боевая готовность левых уполномоченных способствовали молниеносному распространению всеобщей забастовки 18 января 1918 года. Против штрейхбрехеровской резолюции лидеров ВСПД на совещании профсоюзных уполномоченных 20 января голосовали 43 депутата (78 голосовали за); против нее голосовали $^2/_5$ партийных уполномоченных.[13] В тот же день вечером совещание оппозиционных уполномоченных, созванное по инициативе лидеров старой социал-демократической оппозиции, вынесло решение о продолжении забастовки. По призыву уполномоченных рабочие на многих заводах еще в течение нескольких дней не приступали к работе. После подавления забастовки власти, а также партийное и профсоюзное руководство начали жестокое гонение на левых уполномоченных. Однако, это не помешало оппозиционным уполномоченным мобилизовать рабочих для мартовской забастовки шлифовальщиков и особенно для июньской всеобщей политической массовой забастовки. Социал-демократические лидеры пытались устрашить оппозиционно настроенных уполномоченных исключением из партии, а власти арестовывали их, отправляли на фронт,[14] но все это было безуспешно. И дальше укреплялись те связи, которые сложились между оппозиционными фабричными уполномоченными и социал-демократическими оппозиционными лидерами и антимилитаристами. В этом сотрудничестве оппозиционные уполномоченные представляли революционные массы рабочих и их энтузиазм и обеспечивали массовость отдельных выступлений. К осени 1918 года создалась большая гвардия оппозиционных уполномоченных на заводах, за которыми стояли значительные рабочие массы, готовые к действию.

*

[11] „Szakszervezeti Értesítő" (Профсоюзный Вестник), декабрь 1917 года. *A bizalmi férfiak* (Уполномоченные).

[12] АИИП. A. XV. 1/1918/22. стр. 181—189. Показания Антала Мошойго на процессе Хамбургера.

[13] АИИП. A. XV. 1/1918/21; АИИП. Sz. B. gy. *Воспоминания Бела Санто*. Глава II стр. 168.

[14] Только из уполномоченных профсоюза железнодорожников было уволено или мобилизовано в армию больше чем 360 человек (Szakszervezeti Értesítő. № 1. 1919. стр. 6.)

Корни старой *социал-демократической оппозиции* восходят к оппозиционным течениям начала столетия, руководимым Эрвином Сабо и Дюла Алпари. В то время эти группировки в виду их идеологической и организационной слабости были разбиты руководством ВСДП и часть их руководителей была исключена из партии. Однако руководство ВСДП не могло окончательно разбить эту оппозицию и не могло ликвидировать ее связи с рабочими.

После начала первой мировой войны члены старой оппозиции — прежде всего Бела Ваго, Енё Ласло, Дежё Шомло и другие[15] — выступили против социал-шовинистской политики партийного руководства, поддерживавшего войну, они считали нужным продолжать классовую борьбу и борьбу против войны, а также призывали прекратить сотрудничество с господствующими классами и т. д. Используя круг друзей, сложившийся вокруг каждого из фабричных рабочих, уполномоченных, профсоюзных активистов (которые встречались на частных квартирах, в профсоюзных помещениях, в кафе), они призывали рабочих к борьбе в профсоюзах и на заводах.

С осени 1916 года руководители оппозиции стали встречаться регулярно. С 1917 года местом собраний и центром оппозиции стал дом Профсоюза частных служащих и работников торговли.

После ноября 1917 года деятельность членов старой левой оппозиции стала более активной. Они участвовали в собраниях и демонстрациях на заводах и в профсоюзах в поддержку русской, пролетарской революции с требованиями мира и создания рабочих советов. Во многих случаях они сотрудничали с антимилитаристскими группировками, передавали опыт партийной и организационной работы.[16] Члены оппозиции через левых уполномоченных поддерживали связи с заводами и профсоюзами.

Члены старой оппозиции приняли участие в составлении резолюции, требующей создания рабочего совета, которая была принята на народном собрании 13 января 1918 года. Старая левая оппозиция сыграла чрезвычайно важную роль в организации массовой политической забастовки в январе 1918 года и в разжигании революционного настроения. Оппозиционные уполномоченные крупных заводов, собравшись по инициативе старой

[15] Отдельные члены оппозиции (Л. Рудаш, Я. Хирошшик, Б. Санто и т. д.) были призваны в армию и только позже включились в движение.

О деятельности старой левой оппозиции во время войны не сохранилось почти никакого письменного материала. Материалы этого периода, относящиеся к истории этой деятельности, большей частью сохранились в весьма ценных в фактическом отношении воспоминаниях Б. Санто (АИИП. Sz. B. gy.)

[16] А. Хаас упоминает О. Леваи, который с середины 1917 года поддерживал антимилитаристскую группу (АИИП. H. XV. 43/1). Д. Хевеши следующим образом описывает помощь Б. Ваго, которого он упоминает как одного из руководителей и ораторов антимилитаристской группы инженеров так называемого Межзаводского Комитета: «...его опыт и практика по социалистическому, партийному и профсоюзному движениям были весьма полезными для нас, бывших в этом отношении неопытными новичками». (АИИП. H. XV. 1/13).

левой оппозиции вечером 20 января 1918 года, решили продолжать забастовку[17] вопреки решению лидеров ВСДП о прекращении забастовки. Это была очень короткая, но все-таки большая победа оппозиции.

В качестве ответа лидеры ВСДП начали контратаку против центра оппозиции — Профсоюза частных служащих (между прочим, этот союз был центром антимилитаристской группы инженеров). С помощью полиции удалось распустить Союз. Дело дошло до преследований и арестов. Оппозиция вынуждена была частично отступить. Однако ее руководители и в дальнейшем встречались друг с другом, а также с левыми уполномоченными. Деятельность этих руководителей, с одной стороны, способствовала подготовке июньской политической массовой забастовки, с другой стороны, им удалось развить дальше связи с фабриками и с уполномоченными.

Старая социал-демократическая оппозиция была идеологически самой развитой, по участию в борьбе рабочего класса наиболее опытной группой революционного движения Венгрии. Однако рыхлая организация, люксембургианские ошибки оппозиции, ее нежелание порвать с партией, возглавляемой оппортунистами — все это привело к тому, что она не смогла стать центром открытого сосредоточения революционных сил пролетариата. Тем не менее деятельность и ее связи с оппозиционными уполномоченными и с антимилитаристскими группами способствовали росту революционных сил в стране.

*

В ходе борьбы рабочих против войны и под влиянием революции в России в 1917—1918 годах внутри социал-демократической партии создалась так называемая «*новая социал-демократическая оппозиция*».[18] К этой оппозиции относились Енё Ландлер, Енё Гамбургер, Дьёрдь Нистор и другие,[19] являвшиеся известными деятелями и функционерами ВСДП. Не столько их организационная сплоченность, сколько их левые взгляды и их выступления обусловили их выделение в отдельную группу. Они неоднократно выступали против шовинистской политики партийного руководства, сотрудничавшего с военным правительством и мешавшего революционному движению рабочих.[20] В отдельных случаях они вставали во главе борющихся рабочих. Так, например, Ландлер и Гамбургер в январе 1918 года руководили забастовочным движением железнодорожников. Новая оппо-

[17] АИИП. Sz. B. gy. *Воспоминания Бела Санто*, глава II, стр. 169.

[18] Этот термин привился к коммунистической печати 1920—30 годов. На самом деле эта оппозиция не была оформлена организационно.

[19] Собственно говоря, сюда можно причислить и Э. Цобеля и нескольких провинциальных партийных руководителей, например, братьев Л. и Б. Катц из Надьварада, Д. Хайду из Печа, Э. Беттельгейма (Бойаи) из Шаторальяуйхейя.

[20] См., например, выступление Дь. Нистора на чрезвычайном съезде 10 февраля 1918 года. (АИИП. A. XV. 1/1918/21.), а также выступление Е. Ландлера на партсъезде 13 октября 1918 года (АИИП. A. XV. 1/1918/21.).

зиция сыграла самую значительную роль во время июньской всеобщей политической забастовки, когда особенно ярко проявилось смелое выступление Енё Ландлера. Его деятельность во многом содействовала быстрому и общему распространению забастовки.[21]

Члены новой оппозиции не имели связи с другими оппозиционными группами, наоборот, они часто осуждали их, как нарушителей единства. Своим неправильным пониманием сохранения партийного единства они содействовали тому, чтобы оппортунистическое партийное руководство могло сохранять вид партийного единства. Все же своей деятельностью они способствовали укреплению организационного опыта масс, росту требования проведения последовательной классовой политики и вопреки своему желанию помогали пролетариату ориентироваться на провозглашающие революционную теорию и революционно действующие группы. Выступление членов новой оппозиции вместе с тем продемонстрировало, что в руководящей гвардии ВСДП тоже началось выделение левых элементов и сопротивление реформистской политике партийного руководства.[22]

*

В течение 1917 года под влиянием антивоенного настроения, захватывающего все более широкие народные массы, образовались главным образом из молодой интеллигенции *антимилитаристские группы*, социалистического оттенка, которые под влиянием русской пролетарской революции и подъема отечественного рабочего движения все более приближались к революционному пролетариату и его идеологии.

Первая группа антимилитаристов начала оформляться в первой половине 1917 года и к осени 1917 года организовалась окончательно. Первыми ее членами были *левые студенты*, относящиеся к *кружку имени Галилея*, к которым примкнули некоторые молодые служащие, имевшие с ними связь. Арпад Хаас, Миклош Шиша, Илона Дучинска, Тивадар Шугар, Альберт Лантош, Борбала Риппер, Альберт Мезеи, Йожеф Келен, Келеннэ Йолан Фрид, Ласло Чиллаг, Шимон Дарваш, Иштван Петер Тёльдь, Имре Шаллаи были первыми членами этой группы.[23] Эти молодые люди воспиты-

[21] За упомянутую деятельность Е. Хамбургер и Е. Ландлер в 1918 году понесли тюремное наказание.

[22] Ландлер, Хамбургер, Нистор составляли ядро той левой социал-демократической руководящей группы, которая во время Советской Республики и после нее всей душой примкнула к коммунистическому движению (Д. Бокани, Ш. Латинка, Д. Лендель, Й. Погань, Е. Варга и другие).

[23] Указанные воспоминания И. Дучинской; АИИП. Н. XV. 43/1. *Воспоминания А. Хааса;* J. Kelen: *Galilei per a XX. században.* (Процесс Галлилея в XX веке) Kossuth 1957; АИИП. Н. XV. 73/5. Запись, сделанная на встрече бывших членов Кружка им. Галлилея. На основе этих работ можно составить, по сути дела, верную картину о деятельности группы. Все материалы содержат отдельные фактические погрешности, противоречия, но их сопоставление делает возможным получить в общем правильную картину о движении.

вались в самых различных буржуазно-радикальных и социалистических взглядах. Они были мало знакомы с марксизмом, их связь с рабочим движением была ничтожна, однако, они были готовы на деле осуществить свои антимилитаристские взгляды.

Эрвин Сабо, один из руководителей левой социал-демократической оппозиции начала 900-ых годов, имел большое влияние на членов этой группы. Он в ходе войны понял, что нельзя возлагать надежды на правящие классы в деле создания мира. Однако, будучи отягощенным синдикалистскими взглядами, он тоже не мог ясно указать путь борьбы. Но все же, будучи тяжело больным, он поддерживал антимилитаристов, влиял на изменение их отношения к рабочему классу и к социализму. Он сыграл большую роль в том, что эта молодежь повернулась к русской социалистической революции и позже нашла путь к коммунистическому движению. Правда, в то же самое время синдикалистские взгляды, распространяемые им среди антимилитаристов, объективно тормозили сближение левых групп с рабочим движением и тормозили восприятие и применение некоторых большевистских идей, частично дошедших до этих групп.

Эрвин Сабо в октябре 1917 года познакомил антимилитаристов с руководителями групп немногочисленных синдикалистских, но революционно настроенных рабочих: с Игнац Беллер, с Антал Мошойго, с Дежё Вэг, с Аранькёви и с другими.[24] Антимилитаристам это открыло пути к рабочим массам, так как синдикалистские рабочие работали на различных заводах и знали рабочих и уполномоченных целого ряда заводов. С этого времени эти две группы проводили совместные действия. Они выпускали листовки, устраивали небольшие забастовки, демонстрации, принимали участие в движении декабря 1917 года и января 1918 года, требующих создания рабочих советов. В своих листовках они призывали рабочих и солдат к борьбе против войны. Методами борьбы они считали саботаж военного производства, отказ от явки в армию и от подписания на военные займы.[25] В этих методах чувствуется синдикалистское влияние, но все же антимилитаристы призывали к борьбе против войны. Они в конце ноября 1917 года установили связь с революционными русскими военнопленными, возглавляемыми

[24] Указанные воспоминания И. Дучинской, А. Хааса, Й. Келен и их работы. После январских арестов 1918 года полиции удалось склонить Беллера дать показания. После этого он отстранился от рабочего движения.

[25] АИИП. A. XV. 1/1918/14, стр. 15—16. „*Munkások! Testvérek!*" (Рабочие! Братья!). Опубликовано в **A Magyar Munkásmozgalom Történetének Válogatott Dokumentumai** Избранные документы истории венгерского рабочего движения, (в дальнейшем MMTVD), Будапешт, 1955 том 5. стр. 16—17. Листовка была выпущена, вероятно, в конце октября, но во всяком случае до 7 ноября. Плакат «Ни одного филлера, ни одного человека для армии» распространяли в середине ноября 1917 года. См. об этом донесение тайного агента полиции. (АИИП. A. XV. 1/1916/10, стр. 30). По воспоминаниям И. Дучинской этот плакат был выпущен тиражом в 300 экземпляров.

Владимиром Юстусом, русским большевиком.[26] С их помощью группа достала ротатор и на нем были отпечатана листовка «Братья солдаты!».[27] В этой листовке, ссылаясь на пример русских солдат, группа уже призывала к активному революционному действию.

Члены группы приняли участие в массовых митингах 13 января; резолюцию, требующую создания рабочего совета, на одном из митингов зачитал Антал Мошойго.[28]

Полиция, проводившая поиски распространителей листовок, 14 января 1918 года арестовала значительную часть членов группы. Этими арестами был нанесен тяжелый удар движению антимилитаристов.

Вокруг Объединения служащих промышленности и путей сообщения, созданного в 1917 году, (которое было частью профсоюза частных служащих), сложилась антимилитаристская *группа*, состоящая главным образом из *инженеров*. Ее членами были Армин Хельфготт, Дюла Хевеши, Йожеф Келен, Ласло Шайо, Аладар Комьят, Имре Лоранд, Генрик Зингер, Геза Беренд, Ласло Чиллаг, Лайош Хашко, Бела Иршаи, Пал Задор и другие.[29] Руководители группы были членами Организационного Комитета Объединения, которое предоставило легальную возможность для организации антимилитаристской деятельности группы.[30] Члены группы считали, что капиталистическое производство изжило себя, обсуждали военное кровопролитие и оппортунистическую политику социал-демократической партии, проводимую ею в отношении войны. Все они недавно включились в профсоюзное движение. Их марксистская подготовка была ничтожна, а организационного опыта у них совсем не было. Под влиянием героической борьбы и победы русского пролетариата, а также под влиянием товарищей из старой социал-демократической оппозиции, прежде всего, под влиянием Бела Ваго,[31] а также под косвенным влиянием Эрвина Сабо члены группы стара-

[26] Указанные воспоминания Дучинской, указанная работа J. Kelen, стр. 29—31 и 38—42; а также воспоминания В. Урасова (АИИП. H. — U. б. н.)

[27] АИИП. Коллекция листовок I. 90/1918/1/828. Опубликовано в MMTVD, том 5, стр. 47.

[28] „Népszava" (Голос народа), 15 января 1918 года. *A munkásság és a háború* (Рабочие и война); АИИП. A. XV. 1/1918/22. Участие А. Мошойго в совещании уполномоченных 13 января по созданию рабочих советов указывает, что синдикалисты действовали и независимо от антимилитаристов.

[29] АИИП. H. XV. 1/13. Указанные воспоминания Д. Хевеши; Gy. Hevesi: *Egy mérnök a forradalomban* (Инженер в революции), Будапешт, 1959. глава II. Д. Хевеши в обеих своих работах называет группу руководителей антимилитаристских инженеров Межзаводским Комитетом и изображает ее обширной организацией, имевшей большое влияние, которая объединяла и направляла деятельность антимилитаристских групп.

[30] Протокол заседания 18 октября 1917 года Организационного Комитета причисляет к членам Комитета А. Хельфготта, П. Задора, Балога, П. Иршаи, Беттера, Гольдшмида, Д. Хевеши и Й. Клейна (Келен). Этот протокол дает возможность представить ту значительную организационную и агитационную деятельность, которую проводил Организационный Комитет среди промышленных служащих и начальников цехов. (АИИП. *Proletármúzeum iratai.* 1918-as cs.)

[31] См. указанные воспоминания Gy. Hevesi. Он делает менее определенную ссылку на вышеуказанное в своей книге (стр. 135, 164).

лись усвоить социалистические идеи. У них сложилась связь с отдельными рабочими, с уполномоченными и с остальными милитаристскими группами. Инженерная группа проводила свои действия, отчасти совместно с этими группами, отчасти, самостоятельно. Самым значительным действием этой группы было участие в организации демонстраций и забастовок в конце декабря 1917 г. и начале января 1918 г. В этот период на рабочих собраниях, затем на массовом митинге 13 января 1918 года был зачитан проект резолюции, составленный совместно членом старой оппозиции Бела Ваго и Дюла Хевеши, в котором выдвигалось требование создания рабочих советов и выражалось недоверие партийному руководству.[32]

После январских арестов, всеобщей забастовки и запрета деятельности профсоюза частных служащих (деятельность Объединения служащих промышленности и путей сообщения была запрещена до октября 1918 года) ответный удар партийного руководства сильно отразился и на инженерной группе. Ликвидация легальной организации положила конец деятельности группы. Однако, члены группы почти все без исключения и дальше участвовали в антивоенных действиях в индивидуальном порядке.

Деятельность группы в целом во многом способствовала сложению прогрессивного ядра среди технической интеллигенции и ее сближению с рабочим движением.

В течение 1917 года группа молодых антимилитаристских писателей и художников сплотилась вокруг литературного журнала «Ма» («Сегодня»), редактируемого Лайошем Кашшаком. К кругу журнала относились Аладар Комьят, Шандор Барта, Йожеф Лендьел, Йожеф Реваи, Матьяш Дьёрдь, Ирен Рона, Эржебет Уйвари, Янош Маца, Имре Шаллаи, Эрвин Шинко, Ф. Ласло Борош, Янош Матейка, Бела Уитц, Йожеф Немеш-Ламперт, Пал Патцаи и другие.[33] Это были молодые люди нечетких и смутных социалистических и синдикалистских взглядов, симпатизирующие русской революции. Их деятельность в первую очередь проявилась в антивоенных литературных произведениях, в «революционных» исканиях формы. Отдельные из них еще в конце 1917 года, другие в 1918 году включались в работу различных антимилитаристских групп. Более радикальные члены литературной группы в конце 1917 года под руководством Комьята, Лендьеля и Реваи выделились из «Ма» и действовали как самостоятельная литературная группа.

По сути дела упомянутые группы составляли первую «смену» «Революционных Социалистов». Члены групп, начавшие свою деятельность с позиции интеллигентской, мелкобуржуазной революционности в ходе анти-

[32] Gy. Hevesi: *A kommunista „Internationalé"* (Коммунистический Интернационал) „Internationalé", 1919. 3—4 стр. 42; B. Vágó: *László Jenő és Korvin Ottó* (Енё Ласло и Отто Корвин). „Proletár" (Пролетарий) 22. декабря 1921, стр. 5. — Д. Хевеши в своей указанной книге не говорит о роли Ваго.

[33] L. Kassák: *Egy ember élete* (Жизнь одного человека), Pantheon б. г.; Д. Хевеши: Ук. соч. стр. 140.

милитаристской борьбы, под влиянием русской революции приближались к рабочему классу, социалистическим принципам и стремились к революционному действию. Январские удары 1918 года рассеяли «первую смену».

Вскоре на их место под руководством Отто Корвина встала «вторая смена». Корвин раньше не участвовал в движении, но под влиянием своего брата Йожефа Келена и левого крыла Кружка Галилея, а также под влиянием лекции Эрвина Сабо[34] он воспринял антимилитаристские, социалистические взгляды. Во время январских арестов 1918 года Корвин взял на себя связи антимилитаристской студенческой группы, взял к себе ее ротатор и упорно, с большой энергией и организаторским талантом принялся за реорганизацию работы.[35]

Несколько дней спустя после январской забастовки опять вышла антивоенная листовка, разоблачавшая предательство социал-демократических руководителей. «Разыгрывали вас в течение трех дней те, которые называют себя нашими руководителями. После трехдневного словоблудия они дезорганизовали забастовку, возникшую независимо от них», — писалось в листовке, под которой подписались «Революционные Социалисты Венгрии».[36] Кроме деятельности Корвина, который был бесспорным руководителем группы, значительной была и деятельность Имре Шаллаи и Антала Мошойго. Активное участие приняли в работе Йожеф Лендьел, Аладар Комьят, Лео Леел, Йожеф Реваи, Отто Демень, Янош Лекаи, Эржебет Шипош, Йолан Штерн, Дьёрдь Вэр, Клара Геллери и другие, главным образом интеллигенты, большей частью служащие. Эта группа стала прочнее прежней и приняла форму, более отвечающую нелегальным условиям борьбы. Корвин оказался настоящим рабочим организатором. Он установил связь с рабочими заводов Будапешта и его окрестностей. «Он без устали ходил на заводы пригородов Будапешта: Альбертфалва, Матьяшфёльд, Уйпешт и проспекта Ваци'' — писал о нем позже Бела Ваго.[37] Эрвин Сабо оказывал помощь в идеологической работе, в составлении текста листовок, а в организационной работе большую помощь оказывал Антал Мошойго.

Ни одно значительное событие, рабочее выступление не прошло без участия, без листовок Революционных Социалистов. В листовках они разоблачали предательство социал-демократических вождей, безрезультатность борьбы за избирательное право, распыляющей силу пролетариата. Ссылаясь

[34] Корвин в своем тюремном дневнике называл Э. Сабо своим учителем (АИИП. А. III. 47/1919/2.

[35] Ук. воспоминания И. Дучинской; S. Sallai: *Korvin Ottóról* (Об Отто Корвин), **A „Proletár" melléklete** (Приложение к «Пролетару», 20. декабря 1920 г.)

[36] АИИП. Коллекция листовок. I. 3/1918/I/622. Опубликовано в MMTVD, том 5, стр. 73—74. Группа так же подписывалась на листовках, выпущенных позже. Отсюда название группы, «второй гарнитури» — «Революционные Социалисты», которое мы употребляем как обобщающее название всех антимилитаристских групп не социал-демократического происхождения.

[37] B. Vágó: *László Jenő és Korvin Ottó.* „Proletár" (Пролетарий) 22 декабря 1921 г. стр. 5.

на пример русских рабочих, крестьян и солдат, они призывали рабочих на борьбу против войны, за создание советов, к революции, к свержению власти господствующих классов.[38] В то же самое время их боевые листочки носили черты синдикализма и непоследовательности. Призывы и лозунги они не подкрепляли организационно. Эта группа так до конца и осталась небольшой группой героических революционеров-энтузиастов. Ее члены еще не могли понять, что ни совет рабочих, стихийно возникший под влиянием какого-нибудь воззвания, ни маленькая группа революционеров (какой была группа «Революционных Социалистов»), ни героическая деятельность отдельных ее членов не могут заменить революционную партию рабочего класса и не могут руководить пролетариатом.

Многие тысячи листовок «Революционных Социалистов» проникли в широкие слои рабочих, в казармы, даже на фронт.[39] Эти листовки, несомненно, содействовали революционизированию рабочих и солдат, подготовке июньской политической массовой забастовки, распространению идеи «русского пути».

В результате упорного расследования, проводившегося в течение нескольких месяцев, только в мае 1918 года полиция напала на след группы. Мошойго, Шаллаи и другие были арестованы и заключены в тюрьму. Корвин избежал ареста. Связи, однако, прервались, группа временно прекратила свою нелегальную работу.

*

Осенью 1918 года с новой силой началась деятельность левых социал-демократических и антимилитаристских групп, приобретших новые черты. Новой чертой этого движения явились тесное сотрудничество между руководителями старой левой оппозиции: — Ваго, Ласло и Санто и руководителем Революционных Социалистов, с Отто Корвином, и сложившаяся регулярная связь с уполномоченными заводов и партийных организаций. Таким образом, по сути дела началось оформление единой оппозиции левых сил внутри страны.[40]

Часть «Революционных Социалистов» не установила прямого контакта со старой социал-демократической оппозицией. Эта часть под руководством Корвина и прежде всего, организацией «прямых действий» (организацией

[38] Кроме упомянутой листовки, см. еще: АИИП, Коллекция листовок, листовки под номерами I. 3/1918/II/664; I. 90/1918/II/830; I. 90/1918/II/665; I. 90/1918/IV/829; I. 3/1918/V/668; I. 90/1918/II/831. Опубликованы: MMTVD, том 5, стр. 90—91, 123, 137—138, 171, 171—172, 195.

[39] Листовки размножались на гектографе в доме № 15 по улице Вишегради. (В конце 1918 года в этих помещениях был центр КПВ.) В распространении листовок особенно выдающуюся роль играл А. Мошойго.

[40] АИИП. А. I. 11/39. а. Протокол допроса О. Корвина; АИИП. Процесс Народных комиссаров, 12-й день, стр. 66. Протокол доироса Й. Келен; а также ук. воспоминания Б. Санто.

Регулярные встречи проводились в помещениях Профессионального Союза Частных Служащих, в помещениях Литературной и Художественной Ассоциации Рабочих и в кафе Земанна.

покушений) пыталась усилить антивоенные настроения. Самым значительным таким действием была попытка Яноша Лекаи совершить покушение на графа Иштвана Тиса 16 октября. В конце октября были организованы покушения на графа Дюла Андрашши — министра иностранных дел, затем на будапештского военного коменданта, генерал-лейтенанта Геза Лукачича, ненавидимого за расправу с солдатами-дезертирами.[41] Значение этих действий далеко отстало от значения прежней деятельности группы. Увлечение индивидуальным террором выявило недостаточную марксистскую подготовку группы. Характерно, что часть той группы даже 30 и утром 31 октября была занята подготовкой покушения на Лукачича и только из плакатов узнала о победе революции.[42]

Политически более подготовленные участники оппозиции, имевшие более солидный организационный опыт, поняли, какие возможности создает подъем и с помощью левых уполномоченных упрочили и расширили свои связи с фабричными рабочими.

Оппозиция в отличие политики ВСДП, спекулирующей на компромиссе, хотела подготовить рабочих к революции, к коренной ломке режима. Она поставила себе целью не только завоевание буржуазно-демократических свобод, но и продвижение в направлении к социалистической республике. Это выясняется из письма Дежё Шомло от 25 октября 1918 года, редактору ЦО ВСДП — «Непсава» Эрнё Гарами, в котором говорится« ... здесь ждет нас не только победа буржуазных свобод, но и осуществление свободной и счастливой человеческой жизни... Извольте принять во внимание и наше существование; мы хотим как можно скорее социалистической республики».[43]

Оппозиция имела смелость и силу для проведения за спиной руководителей ВСДП политики, резко противоречащей политике этих руководителей, имела смелость и силу для организации рабочих, которыми, хотя и недолго и не открыто, но фактически руководила.

27 октября 1918 года руководители объединенной левой оппозиции проводили совещание с представителями крупных заводов в доме Профсоюза частных служащих. Совещание вынесло решение о подготовке вооруженного восстания. В этот период уже в течение нескольких недель проводилось вооружение рабочих, которое в последующие дни усилилось.[44] Сове-

[41] J. Lengyel: *Visegrádi ucca* (Улица Вишеграда) Москва, 1932 г. стр. 52—70.

[42] Следует, однако, отметить, что о покушении на Тиса знал и Б. Ваго. Члены старой оппозиции все свои силы направили на упрочение связей с массами, для этого они привлекли и Корвина.

[43] АИИП, A. XV. 1/1918/29, стр. 65—69. Шомло просил опубликовать письмо в центральном органе ВСДП в „Népszava". Однако письмо не было опубликовано.

[44] АИИП. Sz. B. gy. 1/34, стр. 39. — Общеизвестно, что 29 октября рабочие арсенала, взломав склады, вооружились. О вооружении рабочих фабрик Чепеля, Кишпешта, Альбертфалва и завода Ганца — Фиата сообщают следующие материалы: АИИП, Н. — N. б. н. Воспоминания Иштвана Немеша; АИИП. Н. XIII/1. *Воспоминания Ференца Ракоши*; АИИП. Н. II. 2/13. *Воспоминания Реже Сатона*, и т. д.

щание вынесло решение об установлении контакта с Солдатским советом, организованным 25 октября. Эта задача была поручена Бела Санто. Солдатский совет был необходим оппозиции, так как она не смела и не хотела выступить против ВСДП как самостоятельная организация, потому что чувствовала себя слабой для такого выступления. Через независимый от ВСДП Солдатский совет стало возможным согласовать революционное выступление солдат и рабочих и осуществить минимальное руководство восстанием.

Руководители Солдатского Совета с охотой приняли в свой состав Бела Санто, имевшего организационный и политический опыт. С этого времени, согласно свидетельству целого ряда участников движения по сути дела, Санто, а с ним и пославшая его оппозиция стали руководителями Солдатского Совета.[45]

На совместном заседании руководители оппозиции, заводские уполномоченные и Солдатский Совет договорились о деталах совместного выступления. Началом восстания был назначен день 4 ноября. Однако, на совместном совещании поздно вечером 30 октября под влиянием усиления стихийного выступления масс стало необходимым вынести решение о немедленном выступлении.[46]

К чести оппозиции, следует сказать, что она не испугалась, а встала во главе стихийного восстания. Оппозиция через Солдатский Совет, руководимый Бела Санто, и даже через Национальный Совет в период революции, ночью с 30-го на 31-е октября, обеспечила определенную организованность выступления вооруженных рабочих и солдатских масс.[47] Енё Ландлер также участвовал в руководстве событиями 30—31 октября и по сути дела этой ночью он сотрудничал с оппозицией.[48]

В интересах обеспечения превосходства сил революции, листовка,[49] составленная одним из левых, на другой же день, на 30-е октября призвала вооруженных рабочих к забастовке. Их выступление, всеобщая забастовка и мощная демонстрация обеспечили победу революции.

[45] Косвенно показывает практическое влияние оппозиции на членов Солдатского Совета, то, что многие из них (Ш. Хюттер, Л. Лендель, А. Корвини, Б. Лейер, Е. Пустаи Газда, Т. Станьковски и другие) стали членами КПВ, созданной несколько недель спустя. (АИИП. Н. — Sz. б. н. Воспоминания Т. Станьковского).

[46] *A diadalmas forradalom könyve* (Книга победоносной революции), Будапешт, стр. 41. — На вечернем собрании присутствовал Дь. Нистор и выступал за республику, даже за власть рабочих (J. Lengyel: ук. соч. стр. 61—62).

[47] «Военными вопросами занимался старший лейтенант Бела Санто, он в течение некоторого времени был начальником штаба революции», — писал о роли Санто Л. Мадьяр — член Национального Совета, который в эту ночь находился в центре Совета в гостинице Астория. (*A magyar forradalom* [Венгерская революция], Атенеум, 1919 г. стр. 9. См. еще F. Kemény: *A diadalmas forradalom könyve* (Книга победоносной революции) стр. 145; АИИП. Sz. B. gy. *Воспоминания Бела Санто*. гл. II, стр. 194—205.

[48] АИИП, Sz. B. gy. *Воспоминания Бела Санто*. гл. II, стр. 193.

[49] АИИП. Коллекция листовок. II. 11/1919/X/4254. Опубликовано в MMTVD, том 5, стр. 293.

Следовательно, прежде всего рабочие привели революцию к победе под руководством лидеров оппозиции. Однако сил оппозиции на большее не хватило, и поскольку она не сумела выступить как самостоятельная политическая организация, то политическая власть автоматически перешла в руки, хотя и не фактических, но находящихся на переднем плане руководителей революции, в руки партий Национального Совета.

*

Непрочное единство оппозиции уже 31 октября распалось. В результате того, что не были выяснены задачи рабочего класса и оппозиции после вооруженного восстания и не было разработанной общей программы действия, то в первые же моменты оппозиция беспомощно наблюдала, а в ряде случаев даже помогала деятельности буржуазного социал-демократического правительства по восстановлению «порядка».

Оппозиция вынуждена была довольствоваться тем, что посредством отдельных выступлений рабочих масс оказывала давление на социал-демократическую партию и пыталась вынудить ее проводить классовую политику. Такими выступлениями были демонстрации рабочих, организованные оппозицией 1 ноября на площади им. Калмана Тиса и перед зданием ЦК ВСДП по улице Конти. Демонстранты провозглашали лозунги республики, даже лозунги социалистической республики, выражая этим, что рабочие не считают революцию законченной.[50]

Уже события первых дней после победы революции, а именно: «прекращение» классовой борьбы, стремление к ликвидации исполнительной власти рабочих и солдатских советов, попытки социал-демократических лидеров подавить крестьянские восстания показали, что социал-демократические лидеры стремились не к дальнейшему развитию революции, а к торможению революционных выступлений трудящихся. Массовый прилив мещанства и буржуазии в партию способствовал дальнейшему поправлению ВСДП. Значительная часть организованных рабочих с неприязнью и понятным подозрением восприняла наплыв этих новоиспеченных «социалистов», что снизило ее доверие к партийному руководству.

Руководители оппозиционных групп поняли, что в интересах «полевения» рабочего движения следует более прочно сплачивать силы оппозиции. В этом направлении было сделано несколько попыток.

[50] J. Lengyel: ук. соч. стр. 73; I. Sallai: *Korvin Ottóról*, A „Proletár" melléklete. Приложение к «Пролетару», 30 декабря 1920 г.; I. Szalaván: *A KMP megalakítása* (Создание КПВ), „Munkás" (Рабочий) Кашша 12 декабря 1928 г.; B. Szántó: *Osztályharcok és proletárdiktatúra Magyarországon* (Классовая борьба и диктатура пролетариата в Венгрии), Москва, 1920. стр. 18—19.

Некоторые члены старой оппозиции и одна из групп оппозиционных уполномоченных хотела создать «Группу Независимых социалистов Венгрии». Нам известны имена из числа независимых — Дежё Шомло, Лайош Шикорски, Режё Райци, Шандор Эстерейхер.[51] Они опирались на рабочих пригородов — Пештэржебет, Матьяшфёльд. На 15-е ноября было намечено созвать учредительное собрание для выбора секретариата, создания печатного органа и начала пропаганды.[52] «Независимые» выпустили листовку под заглавием «Ко всем пролетариям».[53] В этой листовке было установлено, что совершившаяся революция «...скорее всего была националистической революцией, отчасти, антимилитаристской, чем социалистической». Независимые требовали продолжения революции, захвата пролетариатом государственной власти, ликвидации эксплуатации, экспроприации капитала и земли. Было установлено, что с врагами нового порядка пролетарская государственная власть будет беспощадно расправляться. «Наша цель — *Коммунистическая Республика.* Мы должны ее создать!... Сегодня еще многое можно сделать, сегодня еще ни одна партия не является господствующей, сегодня еще мы самые сильные! Сегодня еще существует революционная ситуация!» — так наметила цель и оценила положение листовка независимых. Это, конечно, несмотря на все недостатки, прямо противоречило взглядам лидеров ВСДР и их фактической политике.

О созыве намеченного учредительного собрания «независимых» мы не имеем данных.[54] Фактической организации его, вероятно, помешала та дискуссия, которая шла между оппозиционными группами по вопросу о разрыве с ВСДП.

Численно и политически более значительная часть оппозиции — большинство старой социал-демократической оппозиции, Революционные Социалисты, сгруппировавшиеся вокруг Корвина, солидарного со старой оппозицией, большинство левых уполномоченных и синдикалистских рабочих[55] — считали, что внутри ВСДП следует создать хорошо организованное левое крыло, которое нацеливало бы партию на классовую борьбу, сплачивало бы революционных рабочих. Но они не видели необходимости создания новой революционной партии. Они считали недостаточными силы оппозиции для осуществления разрыва и боялись, что порвав с оппортунистиче-

[51] „Uj Március" (Новый Март) 1928 г. № 3. стр. 161—162. B. Vágó: *A „Vörös Ujság" első számáról.* (О первом номере «Красной Газеты»); „Uj Március" 1929. Экстренный выпуск. P. Hajdú: *A kommunista sajtó a Tanácsköztársaság előtt és alatt.* (Коммунистическая печать до и во время Советской Республики.)

[52] АИИП. Коллекция листовок. II. 12/1918/XI/1000. Опубликовано в MMTVD том 5, стр. 311—312.

[53] *Minden proletárhoz!* (Ко всем пролетариям.) Н. п. (1918) ny. n.

[54] «Независимые» под редакцией Р. Райци хотели издать газету „Vörös Lobogó" (Красное знамя). (Ук. статья P. Hajdú).

[55] В этот период к оппозиции примкнули Л. Рудаш, Я. Хирошшик, вернувшиеся с фронта, А. Мошойго и И. Шаллаи, вышедшие из тюрьмы, а также Э. Зейдлер, вернувшийся из плена.

ской партией, они могут оказаться изолированными от рабочего движения. На совещаниях, проведенных до 16 ноября, не удалось прийти к окончательному решению. В то же самое время оппозиция организовала митинги. 16 ноября она осуществила самое значительное выступление — в день провозглашения Республики с самолета в праздничную толпу были сброшены листовки, в которых оппозиция разоблачала правительство в замалчивании телеграммы, подписанной Лениным и Свердловым и направленной народам бывшей Австро-Венгерской монархии с призывом к созданию социалистической республики.[56] Такое решительное, требующее борьбу за социалистическую республику выступление оппозиции, было открытым объявлением войны политике ВСДП и Национального Совета.

На следующий день, 17 ноября, руководители оппозиции созвали совещание, в котором участвовало 50 человек. Со стороны старой оппозиции там были Янош Хирошик, Енё Ласло, Ласло Рудаш, Дежё Шомло, Бела Санто, Бела Секей, Бела Ваго; со стороны Революционных Социалистов: Отто Корвин и другие; со стороны заводских уполномоченных Эде Хлепко, Режё Фидлер, а также представители 8—10 заводов. Докладчиком был Ласло Рудаш, выступивший за организационный разрыв с ВСДП. Однако он тоже не имел сложившихся взглядов относительно программы, организационных принципов предложенной им организации. Большинство участников совещания опасалось разрыва с ВСДП и выступало против него. Наконец, сложилась такая точка зрения, что следует создать оппозиционную организацию под названием «Кружка им. Эрвина Сабо», которая внутри партии будет бороться с продажной, реформистской политикой партийного руководства.[57]

Однако, до практических действий «Кружка им. Эрвина Сабо» дело не дошло. Эрне Зейдлер, прибывший на совещание, заявил, что приехали из Советской России Бела Кун и несколько его бывших военнопленных товарищей, коммунистов. Совещание было прервано. «Еще не разговаривая с товарищем Куном, — писал позже Бела Санто, — и Ваго, и я сошлись на том, что прибытие товарища Куна поставит оппозицию перед поворотом».[58]

Логика движения, общие задачи, цели и стихийные требования, вытекающие из борьбы рабочего класса, сблизили значительную часть членов

[56] См. текст телеграммы *Lenin Magyarországról* (Ленин о Венгрии), Szikra 1954, стр. 41—46. — До сих пор эту операцию вообще приписывали только Корвину и Революционным Социалистам. Ряд данных показывает, что эта операция была общим выступлением оппозиции, в котором О. Корвин и Е. Ласло играли выдающуюся роль.

[57] Данные относительно совещания см. B. Szántó: *Hogyan alakult meg a kommunisták Magyarországi Pártja* (Как создалась Коммунистическая партия Венгрии?) „Uj Március" 1928 г. № 3. стр. 159; АИИП. Sz. B. *Воспоминания Бела Санто*, гл. II. стр. 228—229; J. Hirosik: *Naplótöredék* (Отрывки дневника), приложение к „Proletár" 30. декабря 1920 г. стр. 4—5; J. Szalaván: *A KMP megalakulása* (Создание КПВ) „Munkás" Кашша, 12. декабря 1928 г.

[58] „Uj Március" 1928 г. № 3. стр. 159—160. B. Szántó: *Hogyan alakult meg a kommunisták Magyarországi Pártja* (Как создалась Коммунистическая партия Венгрии?)

групп, сложившихся в ходе небывалого подъема и революционизирования венгерского рабочего движения 1917—1918 гг. из революционных *левых социал-демократов* (из старой и новой оппозиции, из оппозиционных уполномоченных), из *антимилитаристов-анархо-синдикалистов* (первой и второй смены «Революционных социалистов»). Таким образом были сделаны первые шаги в направлении объединения революционных сил в Венгрии. Подготовка создания Группы Независимых Социалистов Венгрии и Кружка им. Эрвина Сабо была самой значительной попыткой в этом отношении. Социал-демократические и синдикалистские взгляды оппозиции, ее идеологические заблуждения еще мешали пониманию необходимости решительного организационного разрыва с ВСДП, но путь, по которому шла оппозиция, должен был привести к тому, что она самостоятельно поймет необходимость разрыва и осуществит его, точно так же как оппозиционные выступления 1917—1918 гг. в рабочем движении ряда европейских стран в 1920—1921 гг. привели к разрыву революционных сил с оппортунистическими партиями. Залогом такого пути была революционная ситуация, сложившаяся в Венгрии под влиянием мировой войны и Великой Октябрьской социалистической революции, революционное настроение рабочего класса, требование революционной пролетарской политики и революционного руководства, а также вся деятельность оппозиционных групп, их поиски пути к ленинским идеям. Все это подготовило почву для восприятия ленинизма, для создания новой революционной рабочей партии. Однако до ноября 1918 года до членов левой оппозиции в Венгрии ленинское учение доходило только в виде отдельных лозунгов. Они не имели возможности основательно и подробно познакомиться с ленинизмом. Возвращение из Советской России венгерских коммунистов, возглавляемых Бела Куном создавало в венгерском рабочем движении возможность ускорить процесс ознакомления его с основными ленинскими идеями, ускорить процесс создания новой революционной партии венгерского пролетариата.

III.

Около полумиллиона венгерских рабочих, крестьян и интеллигентов, попавших в плен в России во время первой мировой войны, были свидетелями, а часто участниками борьбы русского пролетариата и крестьянства, возглавляемой большевиками, за мир, за власть трудящихся, за победу пролетарской революции и за упрочение советской власти. Среди них было значительное число активных участников рабочего движения довоенных лет (Бела Кун, Дежё Фрид, Ференц Янчик, Фридеш Карикаш, Шандор Келлнер, Карой Лигети, Габор Месарош, Эрнё Мюллер, Эрнё Пор, Иожеф Рабинович, Эрнё Зейдлер, Ференц Штейнхард, Енё Шугар, Тибор Самуэли,

Карой Вантуш, Енё Винерманн и многие другие),[59] а также бывшие члены кружка имени Галилея — революционно настроенные интеллигенты (Артур Дукес, Лайош Эмбер, Бела Ярошш, Ференц Мюнних, Карой Рейнер, Имре Силади и другие), которые имели непосредственную возможность познакомиться и усвоить ленинское учение, опыт пролетарской революции, опыт советской власти. Эти революционно настроенные венгерские военнопленные поняв всеобщее значение этого учения и опыта, значение в том числе и для венгерского рабочего движения, стали членами большевистской партии и поставили себе целью распространение ленинизма среди сотен тысяч венгерских военнопленных, а затем и на родине среди миллионных рабочих и крестьянских масс. Некоторые из них (Бела Кун, Карой Лигети, Ференц Мюнних, Эрнё Зейдлер и другие) еще до октября 1917 года стали членами большевистской партии. Во многих городах России создавались нелегальные революционные ячейки среди венгерских военнопленных. После победы октябрьского вооруженного восстания в котором во многих местах участвовали и небольшие группы венгерских военнопленных, при поддержке большевистской партии и советского правительства в городах создавались легальные революционные социалистические организации венгерских военнопленных. Революционные организации, охватывающие десятки тысяч венгерских военнопленных (в дальнейшем и десятки тысяч венгерских красноармейцев интернациональных частей) послужили основой для организации и развития коммунистического движения.

Для организованного руководства этим движением и распространения ленинских идей по инициативе Бела Куна, Тибора Самуэли и Эрнё Пора — при содействии Ленина и Свердлова, с согласия ЦК РКП(б) — 24 марта 1918 года в Москве была создана Венгерская Группа РКП(б), первая венгерская коммунистическая организация.[60]

С созданием Группы в венгерском рабочем движении появилась такая революционная организация, которая примкнула к самому революционному отряду рабочего движения к Российской Коммунистической партии (большевиков), организация, которая приняла ее идеологическую и практическую платформу и которая поставила себе целью — распространение коммунистических идей и борьбу с реформизмом.

Группа по мере своих сил боролась против внешней и внутренней контрреволюции, ринувшейся сокрушать первое в мире пролетарское государство, за мобилизацию венгерских военнопленных, за организацию интернациональных отрядов. Венгерские коммунисты-военнопленные сыграли

[59] Из них активно, как руководители, принимали участие в венгерском рабочем движении Ф. Янчик с 1905 г., Ш. Келлнер с 1904 г., Б. Кун с 1903 г., Э. Мюллер с 1903 г., Э. Пор с 1905 г., Й. Рабинович с 1901 г., К. Вантуш с 1897 г.

[60] Документы относительно организации Группы см. Центральный Партийный Архив Института Марксизма—Ленинизма, Москва, (в дальнейшем ИМЛ) ф. 17. оп. 1. Информ. отд. ед. хр. 86.

не маленькую роль в том, что, как известно, почти сто тысяч венгерских рабочих и крестьян приняли участие в гражданской войне на стороне Красной Армии.

В результате организационной и воспитательной деятельности через несколько месяцев в целом ряде крупных городов (в Астрахани, Курске, Орле, Перми, Петрограде, Самаре, Саратове, Симбирске, Тамбове, Воронеже, Рязани, Серпухове, Царицине, Твери, Казани, Нижнем-Новгороде, Омске, Томске, Красноярске, Иркутске, Ташкенте, Самарканде и т. д.) создавались ячейки Венгерской Группы. Постепенно создавались такие же ячейки и в интернациональных воинских частях. В соответствии с отчетом Группы от августа 1918 года только московская и другие 5—6 ячеек, взятых на учет, имели 345 членов.[61]

Венгерская Группа деятельно помогала организации Федерации Иностранных Групп РКП(б), председателем которой стал Бела Кун. Работа федерации содействовала подготовке III Коммунистического Интернационала, о чем с признательностью упоминал В. И. Ленин на VIII Съезде большевистской партии.[62]

3 апреля 1918 года вышла центральная газета Группы **„Szociális Forradalom"** («Социальная Революция»). Мы вправе рассматривать ее как первую коммунистическую газету на венгерском языке. Газета выходила два раза в неделю тиражом в 15—20 тысяч экземпляров. Кроме этой газеты, почти в десяти городах издавались венгерские газеты, распространявшие идеи пролетарской революции.

В помощь агитации и пропаганде Группа издала две серии брошюр под названием **„Kommunista Könyvtár"** («Коммунистическая библиотека») и **„Forradalmi Írások"** («Революционные Письма»). До ноября 1918 года вышло 11 брошюр, каждая, примерно, в 20 тысяч экземпляров. Были изданы некоторые работы Маркса—Энгельса и Ленина на венгерском языке и некоторые работы венгерских коммунистических руководителей — Бела Куна и Тибора Самуэли.[63]

Газеты и брошюры Группы попали в Венгрию с венгерскими военнопленными, вернувшимися еще до октябрьской буржуазно-демократической революции.[64]

[61] ИМЛ, Москва, ф. 17. оп. I. Информ. отд. ед. хр. 86.

[62] Сочинения В. И. Ленина изд. 4. т. 29, стр. 140—141.

[63] Большое значение имел выход брошюры **B. Kun:** ***Mit akarnak a kommunisták?*** (Чего хотят коммунисты?), Коммунистическая библиотека № 1, Москва, 1918 г. Венгерская Группа РКП(б)). — Эта брошюра была первым обобщением ленинских идей на венгерском языке, в которой Б. Кун отметил и задачи венгерского рабочего движения. Мы можем рассматривать эту брошюру как первый программный документ венгерского коммунистического движения, которая была переведена на несколько языков и позже несколько раз была издана и в Венгрии.

[64] Д. Бокани — один из руководителей ВСДП — в 1920 году на т. н. процессе народных комиссаров рассказал, что листовки и газеты венгерских коммунистов-военнопленных читались еще до октября 1918 года. (АИИП. Процесс Народных комиссаров

Для подготовки руководителей движения были организованы школы агитаторов. До ноября 1918 года на пяти курсах окончили московскую школу 102 слушателя. Каждый крупный центр военнопленных организовал курсы агитаторов, на которых учились многие сотни венгерских военнопленных.

Для венгерских военнопленных, возвращающихся домой Венгерская Группа организовывала сотни митингов, на которых призывала их следовать русскому примеру, призывала к борьбе против господствующих классов, продолжающих империалистическую войну. Десятки тысяч листовок, распространенных среди военнопленных, влияли на них в таком же духе.[65]

Огромную работу провели члены Группы среди австро-венгерских и немецких оккупационных войск на Украине, в Белоруссии.

Документы, газеты и другие издания Венгерской Группы дают представление о том прогрессе, которого добились венгерские коммунисты в области распространения идей марксизма—ленинизма. Руководители Группы, прежде всего Бела Кун, начали усваивать учение Ленина об империализме, об эпохе пролетарских революций, о пролетарской революции и диктатуре пролетариата, о руководящей роли рабочего класса, о его союзе с крестьянством. В своих речах и письмах они начали применять это учение к венгерской действительности. Они вели острую идейную борьбу за разоблачение оппортунистской теории и реформистской, социал-шовинистической политики ВСДП. Вести о крупных революционных выступлениях венгерского рабочего движения, о предательских действиях социал-демократических вождей все больше убеждали коммунистов-военнопленных, что в Венгрии тоже нужно и можно создать партию коммунистов, опирающуюся на ленинские идеи.[66]

Недостаток времени, участие в гражданской войне, практическая деятельность и т. д., разумеется не давали возможности венгерским военнопленным коммунистам полностью и без ошибок усвоить ленинское учение. Сложившиеся у них взгляды о партии, по крестьянскому вопросу, о буржуазно-

---

4-й день. стр. 66—67); по Л. Кашшак: летом 1918 года в большом количестве по всей стране распространялась брошюра Б. Куна: *Mit akarnak a kommunisták?* (чего хотят коммунисты?). L. Kassák: *Egy ember élete* (Жизнь одного человека), Будапешт, Pantheon, стр. 132.

[65] Разумеется, не в последнюю очередь заслуга Венгерской Коммунистической Группы в том, что десятки тысяч военнопленных, вернувшихся на родину в течение 1918 года, действительно распространяли опыт русской пролетарской революции на фабриках, в селах и воинских частях. Во многих случаях они возглавляли солдат, а после октября 1918 года они встали во главе революционных выступлений крестьян. Об этом см. многие документы, включенные в том 5, MMTVD, а также материалы в TAGYOB. АИИП.

[66] Самые важные материалы идеологического порядка см.: B. Kun: *Mit akarnak . . .* B. Kun: *Mi a Tanácsköztársaság?* (Что такое Советская Республика?), 2-е венгерское издание, Будапешт, 1918 год, Коммунистическая партия Венгрии. (Московского издания нет в нашем распоряжении); B. Kun: *Kié a föld? Forradalmi Írások* (Кому принадлежит земля? Революционные письма), № 1. 2-е издание, Москва, 1918 год, Венгерская Группа РКП(б); а также ряд статей газеты „*Szociális Forradalom*" (Социальная Революция).

демократических задачах не были свободны как от остатков их прежних социал-демократических взглядов, так и от левацких влияний. «Многие учения большевизма мы усвоили только поверхностно. Эти учения еще не стали нашей кровью и плотью, не стали руководством наших действий без остатка»[67] — писал об этом позже Бела Кун.

Однако, вопреки ошибкам и недостаткам венгерские военнопленные коммунисты оказали неоценимую услугу венгерскому рабочему движению в том, что, поняв международное значение, они сделали первые шаги по пути усвоения и применения ленинских идей к венгерским условиям; этим самым, а также созданием первой венгерской коммунистической организации они сломили монополию социал-демократизма в венгерском рабочем движении. Знания и опыт, приобретенные Венгерской Группой, стали решающим фактором в создании и в борьбе коммунистической партии венгерского пролетариата в первые годы ее существования.

Революционные события конца октября 1918 года в Венгрии, победа буржуазно-демократической революции, соглашение социал-демократических лидеров с буржуазными партиями — подобно меньшевикам — дали возможность руководителям Коммунистической Группы понять, что дальнейшее развитие венгерской революции закономерно требует немедленного создания коммунистической партии.

После предварительных действий и совещаний конференция венгерских коммунистов-военнопленных в Москве 4 ноября 1918 года по предложению Бела Куна вынесла решение о создании Коммунистической партии Венгрии. Был создан Временный Центральный Комитет, и все венгерские коммунисты, находившиеся в Советской России, были обязаны вернуться на родину, чтобы вместе с представителями сложившихся в Венгрии революционных групп окончательно создать Коммунистическую партию Венгрии.[68]

Согласно решению Венгерская Коммунистическая Группа еще в ноябре месяце послала в Венгрию около 80 агитаторов, среди них были члены президиума Группы, и около 100—120 человек из числа рядовых активных членов партии. До провозглашения Советской Республики Группа послала на родину для партийной работы более 300 своих членов.[69] Начиная с 6 ноября, маленькими группами начали возвращаться в Венгрию руководители коммунистов-военнопленных: Бела Кун, Ференц Янчик, Шандор Келлнер, Габор Месарош, Ференц Мюнних, Эрнё Пор, Йожеф Рабинович, Карой Вантуш и другие.

[67] B. Kun: *Előszó Lengyel József: Visegrádi ucca c. könyvben* (Предисловие к книге Й. Ленделя: Улица Вишеграда) Москва, 1932, стр. 7.

[68] ИМЛ, Москва. ф. 17. оп. 4. Общ. отд. ед. хр. 35., а также „Sarló és Kalapács" («Серп и Молот») Москва, № 4, 1932 года, стр. 52—53. — Членами временного Центрального Комитета были избраны т. т. Б. Кун, К. Вантуш, Э. Пор, Х. Пескарид, Э. Боздог, М. Ковач, М. Кришьяк, И. Матузович и Ф. Дробник. Не все из перечисленных включились в коммунистическое движение на родине.

[69] ИМЛ, Москва, ф. 17, оп. 4. Общ. отд. ед. хр. 35; а также оп. 7. Общ. отд. ед. хр. 81.

IV.

17 ноября 1918 года, на следующий день после провозглашения республики[70] — в Будапешт прибыл Бела Кун под псевдонимом Эмил Шебештьен, а вместе с ним прибыли Карой Вантуш и Арпад Фецко.

В тот же день они установили связь с Эрнё Зейдлер, раньше вернувшимся на родину, и с его помощью договорились с несколькими руководителями оппозиции о встрече на следующий день. На двух совещаниях утром и вечером 18 ноября, кроме Куна и его товарищей, приняли участие Бела Ваго, Енё Ласло, Бела Санто, Карой Янчо, Ласло Рудаш и Отто Корвин. Руководители оппозиции рассказали о состоянии венгерского рабочего движения, о ходе октябрьской буржуазно-демократической революции, о деятельности и позиции наиболее известных руководителей рабочего движения. Они изложили план создания кружка им. Эрвина Сабо, Группы Независимых Социалистов Венгрии. Они говорили о связях, сложившихся с оппозиционными уполномоченными крупных заводов (Чепель, Федьвердьар (Арсенал), Вольфнер, Ганц, авиазаводы в г. Матьяшфёльд и Асод). Бела Кун, оставаясь верным ленинским взглядам Венгерской Группы, что проявилось в его выступлении, утверждал, что в данном положении является неизбежным сплочение революционных сил, а это может осуществиться только путем немедленного создания коммунистической партии. Вокруг этого предложения разгорелась оживленная дискуссия. Местные товарищи возражали против выдвинутого плана, они считали его преждевременным, в конце дискуссии из них только Рудаш и с оговорками Ваго согласились с необходимостью создания партии.

В ту же ночь Бела Кун уехал в Вену, где 19 ноября он по поручению Ленина вел переговоры с Фридрихом Адлером.[71] Вечером 19-го он вернулся в Будапешт и на другой день начал свои регулярные совещания с различными оппозиционными группами.

[70] Все работы, написанные до 1945 года, единогласно утверждают, что Б. Кун приехал на родину после провозглашения республики (16 ноября). Некоторые работы точно сообщают дату 17 ноября. (АИИП, статья Б. Куна, в стенгазете за 1926 г.; B. Szántó: *Hogyan alakult meg a kommunisták Magyarországi Pártja?* (Как создалась Коммунистическая партия Венгрии?) „Uj Március" 1928 г. № 3.). Другие работы не называя даты, указывают на период после провозглашения республики. B. Szántó: *Osztályharcok és a proletárdiktatúra Magyarországon* (Классовая борьба и диктатура пролетариата в Венгрии), Москва 1920 г.; J. Hirossik: *Naplótöredék.* Приложение к „Proletár" 20. дек. 1920 г.; J. Lengyel: *Visegrádi ucca.* (стр. 76.) — Все те, которые подробнее пишут о совещании оппозиции вечером 17 ноября, на котором говорилось о создании Кружка им. Э. Сабо, единогласно отмечают, что Зейдлер, пришедший в конце совещания, сообщил о том, что Б. Кун и его товарищи приехали в тот день. Некоторые прокуратурные и судебные документы 1919 года называют дату около 20 ноября. Значительная часть воспоминаний, написанных после 1948 года, прибытие Куна и его товарищей относят к началу ноября, однако, это является явно ошибочным. Правильность даты 17 ноября не подлежит сомнению.

[71] АИИП. Указанная статья Б. Куна для стенгазеты; а также письмо Куна от 5 января 1919 года к Ленину, в котором он пишет о своих венских переговорах. (ИМЛ, Москва. ф. 2. ед. хр. 30 015).

Вечером 20 ноября на квартире Отто Корвина состоялось совещание, где, кроме присутствовавших на заседании 18 ноября, присутствовали Янош Хирошшик, Ференц Янчик и оппозиционные уполномоченные почти десяти заводов. Бела Кун сделал подробный доклад о русской пролетарской революции, о советской власти. «Эта информация была весьма кстати, потому, что до сих пор к нам просочилось очень мало сведений. Кун рассказывал нам очень много интересных вещей. У него сплошь новые точки зрения. Относительно тактики он имеет совершенно противоположные с нашими предложениями» — писал об информации Куна Янош Хирошшик в своем Дневнике.[72]

Кун, говоря о необходимости создания партии, заявил, что организационной базой партии должны быть фабричные парторганизации, а не профсоюзы. С другой стороны, мы должны добиться того, — говорил он, — чтобы профсоюзы не были придатками социал-демократической партии, чтобы их члены могли примкнуть к любой рабочей партии.

Присутствующие договорились почти по всем обсуждавшимся вопросам, например, согласились по партийной газете, издаваемой под названием „VörösUjság" («Красная газета»). Однако по вопросу немедленного создания партии тогда еще не сложилось общей позиции.

В последующие дни Кун вел переговоры с оппозиционными уполномоченными крупных заводов: с Эде Хлепко, Йожеф Микулик, Режё Фидлер и с другими. В ходе этих переговоров«... выяснилось, — писал Кун, — что многие главные уполномоченные и особенно уполномоченные металлисты, решительно стояли на революционной позиции и не были согласны с прекращением классовой борьбы, провозглашенным социал-демократической партией.»[73]

Переговоры велись и с «независимыми», возглавленными Дежё Шомло и Лайош Шикорски, которые только после длительной дискуссии согласились отказаться от своих планов и участвовать в подготовке создания партии.

Зейдлер организовал встречу Куна с некоторыми членами инженерской группы — с Армин Хелфготт, Дюла Хевеши, Йожеф Келен. Члены инженерской группы считали преждевременным план создания партии, они полагали, что пока следует подготовить отделение и разрыв рабочих с ВСДП внутри социал-демократической партии. Поэтому они только позже, несколько недель спустя после создания партии примкнули к ней.[74]

[72] J. Hirossik: *Naplótöredék*. Приложение к „Proletár". 20 декабря 1920 г.
[73] Упомянутая статья Б. Куна за 1926 г. для стенгазеты. См. сноску № 71.
[74] АИИП. Н. XV. 1/13, указанные воспоминания Д. Хевеши, стр. 32—33; АИИП. Н. XV. 43/3, указанные воспоминания Йолан Келен. (На указанном совещании присутствовала и Й. Келен). Указанная книга Д. Хевеши, вышедшая в 1959 году, подтверждает сказанное, он пишет, что в течение нескольких дней он два раза вел переговоры с Бела Куном. (стр. 174.)

Велись переговоры с членами антимилитаристской группы — с Дучинска и Шугар.

Переговоры Куна с некоторыми левыми социал-демократами — с Дюла Алпари, Енё Ландлер, Шандор Сабадош были безрезультатными. Некоторые официальные руководители ВСДП, считавшиеся «левыми» как, например, Якаб Вельтнер, Янош Ванцак, Жигмонд Кунфи, с которыми Бела Кун пытался вести переговоры, категорически отвергли план создания революционной партии.[75]

В этот период прибыли в Венгрию многие члены Венгерской группы, отправленные на родину. Возвратившиеся домой Эрнё Пор, Ференц Янчик, Фридеш Карикаш, Шандор Келлнер и другие, используя свои старые связи в рабочем движении, развернули под руководством Бела Куна оживленную деятельность среди различных групп, партийных, профсоюзных, и заводских уполномоченных в интересах создания партии.[76] Особенно большую работу проделал Бела Кун. На бесчисленных совещаниях он пытался убедить руководителей рабочего движения в неотложности создания партии. Характеризуя лихорадочную деятельность тех дней, Бела Кун писал об этом позже следующее: «Я ежедневно разговаривал с 20—30 людьми, стараясь отдельно убедить их в том, что создание партии является непреложным условием дальнейшего развития революции и, следовательно, диктатуры пролетариата. Чудесным было понимание необходимости диктатуры пролетариата, советской власти. Все поняли сразу то, что базой движения может быть только фабрика. Это были замечательные дни — плодотворные совещания, — только мысль о необходимости создания партии с трудом находила путь в голове людей. Некоторые из товарищей, давно участвовавших в рабочем движении, думали даже о том, что, может быть, было бы лучше завоевать социал-демократическую партию. Большинство занимало позицию, согласно которой создание отдельной партии пока невозможно из-за профсоюзов. Среди молодых элементов, пустивших менее глубокие корни в рабочее движение, сильны были синдикалистские склонности, и вообще они не особенно понимали, почему нужна партия».[77]

Однако, в конечном итоге, поскольку большинство левых товарищей на родине согласилось с идеей дальнейшего развития революции (по сути дела они еще до возвращения Куна и его товарищей стояли на позиции дальнейшего развития революции), завоевания пролетарской власти, соз-

[75] АИИП. Б. Санто: ук. воспоминания, гл. II. стр. 229—230; АИИП. Протоколы процесса Народных комиссаров 1-й день, стр. 70. Допрос К. Вантуша, а также 13-й день, стр. 79 (1128), выступление на процессе Ш. Сабадоша; АИИП. А. I. 3/4. — Алпари после февральских арестов 1919 года уже регулярно работал для „Vörös Ujság" («Красная Газета»).

[76] Кроме материалов, приведенных относительно создания партии, см. еще J. Révai: *Bevezető. Nagy idők tanúi emlékeznek.* 1918—1919. (Введение. Свидетели великих времен вспоминают. 1918—1919.) Будапешт. 1959. Кошшут.

[77] АИИП. Б. Кун: ук. статья для стенгазеты.

дание диктатуры пролетариата, то поэтому за несколько дней удалось завоевать их в деле создания партии. Они поняли, что осуществление этих задач невозможно в рядах ВСДП.

После того, как в результате групповых и индивидуальных переговоров с большинством товарищей было достигнуто соглашение, 24 ноября 1918 года было создано совещание на квартире Йожефа Келена в Буде по улице Варошмайор № 42. «Еще было колебание, но даже, те, которые еще немного колебались, чувствовали, знали, что 24-го на улице Варошмайор мы созвали учредительное собрание Коммунистической Партии Венгрии» — писал в своих воспоминаниях Бела Кун.[78]

После полудня в воскресенье 24 *ноября* 1918 *г.*[79] при участии 35—40

[78] Там же — Й. Келен и его жена, симпатизирующие идее создания партии и вскоре ставшие членами партии, по совету Корвина, по конспиративным соображениям ушли из дома.

[79] Достоверный протокол, точная запись того времени о создании КПВ, о дате создания, об участниках учредительного собрания и о членах ЦК, избранных на нем, не сохранился. Поэтому идет десятилетняя дискуссия по этим вопросам.

В 1948 году в ходе подготовки празднования 30-летия создания партии Политбюро ВПТ после дискуссии, без соответствующих документационных данных, по организационным соображениям, указало субботу 20 ноября в качестве дня торжества в Оперном Театре. Датой создания партии в печати было указано 21 ноября. („Szabad Nép" [«Свободный народ»] 19. ноября 1948 г. *A párt születése.* (Рождение партии); ***Révai József felszólalása a Magyar Munkásmozgalmi Intézet megnyitásán.*** (Выступление Йожефа Реваи на открытии Института Венгерского Рабочего Движения.) „Szabad Nép" 21. ноября 1948 г.; На мемориальной доске на стене бывшего партийного помещения по улице Вишегради была дата 24 ноября. („Szabad Nép" 23. ноября 1948 г. стр. 3, фотография).

С 1948 года 20 ноября ошибочно считали днем основании партии. Однако, это не имеет никакого исторического основания.

Документы, относящиеся к 1918—1919 годам, указывают на 21-е или 24-е как на дату основания партии. (В отдельных несущественных случаях указывается 22-е).

Основательное изучение и анализ этих материалов доказывает, что *24 ноября 1918 года является точной датой основания партии.* В пользу этого свидетельствуют следующие данные:

До 1928—29 гг., за исключением одного случая, дата 24 ноября. не подвергалась сомнению. Б. Кун в своей статье для стенгазеты в 1926 г., которая наиболее верно передает события, упоминает 24 ноября; статьи и воспоминания Б. Санто, написанные между 1918 и 1945 гг. называют так же дату 24 ноября. Он, между прочим, оказался тем единственным, который до 1928 года в одной из своих работ, в брошюре „*Osztályharcok és proletárdiktatúra Magyarországon*" Москва, 1920 г., стр. 18—20, указал дату 21 ноября. Эту дату многие его последующие работы опровергают. Центральный Комитет КПВ в своих более поздних решениях, воспоминанях, воззваниях почти без исключения пишет о 24 ноября. Таким образом, например, ЦК пишет в своей памятке „*Tíz év után*" («Спустя десять лет»), „Kommunista" 12. ноября 1928 г. стр. 1—2; в своем воззвании; „*Magyarország munkásaihoz és szegény parasztjaihoz* («К рабочим и беднякам Венгрии!»), в своей статье „*Akarunk győzni! Merünk győzni!*" («Мы хотим победить! Мы смеем победить!») „Uj Március" № 11. ноября 1928 г.; „*15 éves a KMP*" («КПВ 15 лет!»), „Kommunista" 8. ноября 1933 г.; „*15 éves a kommunisták Magyarországi Pártja*" («15 лет Коммунистической Партии Венгрии!»), „Uj Március" 1933, отдельный юбилейный выпуск. — Вновь открытые материалы тоже подтверждают нашу точку зрения; Так письмо заграничного Комитета партии от 3 ноября 1930 года к членам ЦК (АИИП. КІ—II — 273/В, стр. 171); Отчет о праздновании пятнадцатилетия КПВ в Москве. (АИПП. КІ—11/417/2); а также В. Szántó: ***Hogyan alakult meg a kommunisták Magyarországi Pártja*** (Как создалась Коммунистическая Партия Венгрии?), „Kanadai magyar munkás" (Канадский венгерский рабочий), 15 марта 1934 г.

Кроме перечисленных, еще многие материалы, которые из-за недостатка мест нельзя привести, указывают на 24 ноября.

товарищей началось собрание. Присутствовали представители *трех революционных идеологических направлений* венгерского рабочего движения: *военнопленные-коммунисты, представлявшие ленинские идеи* — Бела Кун, Арпад Фецко, Ференц Янчик, Шандор Келлнер, Эрнё Пор, Йожеф Рабинович, Эрнё Зейдлер, Карой Вантуш; *воспитанные на левых социал-демократических взглядах* представители старой оппозиции: Янош Хирошшик, Енё Ласло, Ласло Рудаш, Дежё Шомло, Бела Санто, Бела Секей, Бела Ваго и оппозиционные уполномоченные: Эде Хлепко, Режё Фидлер, Аладар Хикаде, Режё Сатон; наконец, *Революционные Социалисты, воспитанные на антимилитаристских, синдикалистских взглядах:* Отто Корвин, Янош Лекаи, Антал Мошойго, Йожеф Микулик, Йожеф Реваи, Имре Шаллаи.[80]

Председательствовал на собрании Карой Вантуш, Бела Кун был докладчиком. Он информировал собрание о положении международной революции, о значении русской пролетарской революции. Он опять привел аргументы в пользу необходимости создания партии. Задача коммунистической партии, — говорил он, — заключается в том, чтобы вместо оппортунистической политики социал-демократической партии она представляла революцию, воспитывала и организовывала рабочих для дальнейшего развития революции и чтобы она поставила себе целью завоевание политической власти.[81]

По реферату развернулась дискуссия. Участники собрания по сути дела единогласно вынесли решение *о создании Коммунистической Партии Венгрии.*

После этого собрание обсуждало ближайшие агитационные, пропагандистские и организационные задачи, вынесло решение об издании центрального партийного органа под названием. „**Vörös Ujság**". Наконец, был

В пользу этой даты веским, даже решительным аргументом является то, что все те, которые называют день основания партии, пишут о *воскресенье*. Так пишут и те, которые называют дату 21 ноября. В 1918 году из упомянутых дней только 24 ноября приходилось на воскресенье. (См. B. Szántó: ук. статьи и воспоминания; АИИП. Н—Н—15, воспоминания Я. Хирошшика; I. Szalaván: *A KMP megalakulása* (Создание КПВ), „Munkás", Кошице 12. дек. 1928 г. и т. д.)

В пользу даты — 24 ноября — свидетельствует и то, что все пишут не о 1—2-дневных, а более длительных переговорах, продолжающихся несколько дней. Б. Кун сам пишет в своей указанной статье для стенгазеты, что после его возвращения из Вены (20 ноября) переговоры велись в течение нескольких дней.

21 ноября упоминают Б. Санто в своей указанной единственной статье и И. Салаван в указанной своей статье, но с указанием воскресенья; П. Хайду во всех своих статьях, вышедших с 1929 года (но в 1928 году в своей статье „*Tíz éves a KMP*" («Десять лет КПВ») он тоже называет дату 24 ноября „Munkás" 18 декабря.); а также Б. Кун, Э. Хлепко, Дь. Самуэли в отдельных своих статьях и т. д.

[80] Приведенный список не полный. Различные источники упоминают еще И. Бирманна, П. Бочани, Ф. Энглендера, Л. Корбея, М. Краммер, И. Палочаи, Э. Шипош, Т. Шугара, И. Салавана, Я. Тубана, Цибора, Чики, Фазекаша и другие имена. Эти же источники не упоминают имен К. Янчо, Ф. Карикаша, которые, по всей вероятности, участвовали на собрании. С пропусками перечисляют и имена участвующих уполномоченных.

[81] „Uj Március". 1928 г. № 3. B. Szántó: *Hogyan alakult . . .?* стр. 159—160.

избран первый Центральный Комитет партии, членами которого стали Эде Хлепко, Режё Фидлер, Янош Хирошшик, Ференц Янчик, Отто Корвин, Бела Кун, Енё Ласло, Йожеф Микулик, Эрнё Пор, Йожеф Рабинович, Ласло Рудаш, Эрнё Зейдлер, Бела Санто, Бела Ваго и Карой Вантуш, а позже по возвращении на родину и Тибор Самуэли. Председателем партии был избран Бела Кун, секретарями были избраны Янош Хирошшик и Карой Вантуш.[82]

Согласно решению собрания на следующий день по улице Ульнэк в доме № 17, а несколько дней спустя — по улице Вишегради в доме № 15 были избраны помещения для центрального аппарата партии и для редакции газеты. А несколько дней спустя в партийных помещениях на улице Вишегради на собрании в 80—100 человек было объявлено о создании партии (кроме участников первого собрания здесь присутствовало около 50 фабричных уполномоченных). На собрании были избраны парторги и даны поручения для организации партийных организаций и групп.[83]

После этого собрания с огромным подъемом начались организационная деятельность и агитация. В течение нескольких недель сложился руководящий агитаторский и организаторский остов партии.[84] Начался т от дли-

[82] О ходе собрания см.: **„Uj Március"**. 1928 г. № 3. **B. Szántó**: ук. статья; **„Munkás"**, Кошице. 12 декабря 1928 г. **I. Szalaván**: ук. статья; приложение к **„Proletár"** 30 декабря 1920 г. **J. Hirossik**: ук. статья; АИИП, ук. воспоминания **B. Szántó**; **„Kanadai Magyar Munkás."** 15 марта 1934 г. **B. Szántó**: ук. статья; **J. Révai**: *Előszó. — Nagy idők tanui emlékeznek* 1918—1919. — О составе ЦК мы не имеем достоверных данных. Приведенный список мы составили на основании материалов, возникших позже, путем их сопоставления. Кроме приведенных источников, см. еще АИИП. А. 3/4. Материалы будапештской государственной прокуратуры от 7 марта 1919 года. В этих материалах и Дежё Шомло называется членом ЦК. Вероятно, членом ЦК был и Дь. Нанаши, ставший предателем. Приведенный прокуратурный материал, кроме Хирошшика, называет секретарями ЦК и Д. Шомло, и Й. Рабиновича.

[83] Некоторые (те, которые не участвовали в собрании на улице Варошмайор) собрание на улице Вишегради упоминают как фактическое, официальное основание партии (см., например, ук. работы Й. Ленделя, Л. Кашшака). Из числа товарищей, присутствовавших на улице Варошмайор, никто не сделал заявления такого содержания. Первые успехи КПВ, однако, действительно связаны с партийным центром на улице Вишегради. Улица Вишегради скоро стала понятием, означающим венгерское коммунистическое движение.

[84] Приведенный список, составленный на основе обвинительного акта будапештской государственной прокуратуры от 17 марта 1919 года, дает более-менее верную картину о руководящем составе КПВ, сложившемся до февраля 1919 года. (Имена публикуются по порядку перечисления с устранением повторений):

Бела Кун, Карой Вантуш, Дьёрдь Нанашши, Тибор Самуэли, Арпад Фецко, Бела Санто, Бела Ваго, д-р Енё Ласло, Фридеш Карикаш, Шандор Келлнер, Йожеф Рабинович, д-р Ференц Мюнних, Ласло Борош, Иштван Бернхард, Ласло Балог, Иштван Бирманн, Иллеш Бляу, Пал Бочани, Геза Бергманн, Эде Хлепко, Антал Дерварич, д-р Роберт Фанта, Шандор Гараи, Иожеф Гал, Пал Хайду, Миклош Хержени, Янош Хирошшик, Липот Хохфельдер, Ференц Янчик, Шандор Краммер, Отто Корвин, Арпад Корвини, Лайош Конта, Янош Ковач, Лайош Корбейи, Янош Лекаи, Эмиль Мано Лойер, Кальман Ланци, Йожеф Лендель, Ижо Лефкович, Альберт Лантош, Антал Мошойго, Карой Олива, Игнац Пергл, Иштван Папп, Матьяш Пушш, Даниель Петоцкий, Шандор Рот, Йожеф Рабинович, Андор Рабинович, Матьяш Ракоши, Пал Робичек, Тивадар Шугар, Липот Шлангер, Имре Шаллаи, Андор Сюссер, Отто Шакнер, Ижо Шамуэль, Дежё

тельный процесс, в ходе которого руководящее ядро, создавшее партию и относившее раньше к трем идеологическим направлениям и многим организационным группам, создало свое единое коммунистическое лицо на основе ленинских идей. Разумеется, различные не марксистско-ленинские идеологические влияния не исчезли с одного дня на другой. Ведь военнопленные, передающие ленинские идеи, привезли с собой и вредные «левые» взгляды, которые были восприняты оппозиционными руководителями, воспитанными на левых социал-демократических и синдикалистских взглядах.[85] Однако самые важные идеи ленинизма, прежде всего идея пролетарской революции и диктатуры пролетариата, руководители КПВ усвоили из произведений Ленина и от военнопленных-коммунистов, в духе этих идей они приступили к подготовке пролетариата к борьбе за социалистическую революцию, за установление пролетарской власти.

Весть о создании новой партии быстро распространилась по заводам и селам. „Vörös Ujság" — центральный орган партии, редактируемый Бела Кун, Енё Ласло, Ласло Рудаш и Бела Ваго, вышедший 7 декабря 1918 года тиражом в 10 тысяч экземпляров и сразу же ставший популярным, содействовал распространению известий о создании партии. В последние дни ноября и в первые дни декабря партия проводила первые свои публичные собрания в Доме Рабочих пригорода Уйпешт, в центральном доме металлургов и в других местах.

На этих собраниях в острых дискуссиях с социал-демократическими лидерами был разоблачен их оппортунизм и пропагандировались цели КПВ. Главные лозунги партии — о подготовке пролетарской революции, о свержении власти буржуазии при помощи вооруженного восстания, о союзе рабочего класса с крестьянством, об экспроприации помещиков, о диктатуре пролетариата, о советской власти, о союзе с Советской Россией, о создании III Интернационала нашли большой отклик у венгерского пролетариата и крестьянской бедноты.

Начался разрыв революционной части пролетариата с ВСДП. Создались первые фабричные организации партии. В создании фабричных ячеек особенно выдающихся успехов добился Комитет металлургов (Янчик Карикаш, Хлепко, Фидлер, Сатон). Одна за другой создавались парторганизации на тех фабриках, в тех районах и в профсоюзах, в которых действо-

---

Шомло, Эрнё Зейдлер, Дежё Силади, Ференц Сабо, Тибор Силади, Бела Секей, Вильгельм Сидониа, Фридеш Вердер, Дюла Вейнбергер, Арпад Зейслер, Янош Кайзер, Антал Кайзер, Иштван Палочаи, Фюлёп Энглендер, Ласло Самуэли, Ласло Рудаш, Дюла Хевеши, Режё Фидлер, Режё Сатон, Лайош Сикорски, Иван Матузович, Эржебет Шипош, Йожеф Черни, Эрнё Пор, Ференц Антони, Игнац Маутнер, Бела Лёви, Карой Янчо, д-р Ференц Ракош, Ласло Грос, Адольф Грюнфельд. (АИИП. А. 3/4.).

[85] Об этом см. B. Kun: *Elsiettük-e a KMP alakítását?* (Поспешили ли с созданием КПВ?), „Uj Március" 1930 г. № 10—11. стр. 447.

вали оппозиционные уполномоченные, примкнувшие к КПВ.[86] Они привлекли в партию авангард рабочих крупных предприятий. Среди солдат, в организациях демобилизованных старшин, рядовых и инвалидов Солдатский Комитет (Шандор Краммер, Ференц Мюнних, Арпад Корвини) развернул оживленную и успешную агитацию. В создании провинциальных парторганизаций участвовали вернувшиеся из России военнопленные. Коммунисты добились успехов и в работе с молодежью.

В результате всего этого, несколько недель спустя после создания КПВ, она уже стала значительным политическим фактором в жизни страны, с которым уже следовало считаться и другу и врагу. Она насчитывала в своих рядах несколько десятков тысяч членов.[87] Агитация коммунистов распространялась и влияла на сотни тысяч людей. Коммунистическая партия Венгрии со дня своего основания стала живой и бурно развивающейся частью венгерского рабочего движения.

*

Бурный рост КПВ доказал, что новая партия, выступающая с революционной программой, нашла прочную базу прежде всего в широких слоях рабочих крупных заводов, сложившихся в ходе борьбы венгерского пролетариата против войны и под влиянием Великой Октябрьской социалистической революции и требующих ведения революционной политики. Революционная зрелость рабочего класса, опыт оппозиционных групп, их готовность встать на путь революционной борьбы и связь их с пролетариатом, знание ленинизма военнопленными-коммунистами и их опыт, приобретенный в русских революциях создали условия для того, чтобы с возникновением КПВ началось соединение венгерского рабочего движения с ленинизмом, чтобы борьба венгерского пролетариата за свержение капитализма поднялась на более высокую ступень.

Создание революционной рабочей партии, опирающейся на ленинские идеи, превратило венгерский рабочий класс в политическую силу, сознательно, последовательно и организованно борющуюся за свои собственные интересы. Революционные рабочие, избавившиеся от идеологических и организационных пут социал-демократии, нашли в Коммунистической партии Венгрии ту руководящую силу, которая превратила их стихийные стремления в сознательные, которая смело приняла на себя руководство в борьбе

[86] Материалы относительно этого см. „Vörös Ujság" *Pártügyek rovata* (Отдел Партийной жизни) в номерах 18 и 25 дек. 1918 г., 1 и 4 янв. 1919 г., а также АИИП. H—N б. н. Воспоминания Иштвана Немеша; АИИП. H. XI. 11/1. Воспоминания Ференца Ракош; АИИП. H—H. б. н. воспоминания Аладара Хикаде; АИИП. H—R. б. н. воспоминания Лайоша Рушчака; АИИП. H. II. 2/13 воспоминания Режё Сатона; АИИП. H—SZ. б. н. воспоминания Дежё Силади.

[87] Согласно обвинению будапештской государственной прокуратуры от 17 марта 1919 года в Будапеште было 10—15 тысяч, в провинции 20—25 тысяч коммунистов. (АИИП. A. 3/4.)

за свержение власти буржуазии, в борьбе за социализм. Создалась возможность для выполнения исторического призвания венгерского рабочего класса. Венгерский пролетариат под руководством Коммунистической партии Венгрии стал руководящей силой венгерского общества, сознательным творцом национальной истории в 1919 году на короткий срок, а после 1945 года — окончательно.

Sur l'histoire de la constitution du Parti Communiste de Hongrie

Par

G. Milei

Sous l'influence de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre et des idées de Lénine, le mouvement ouvrier révolutionnaire hongrois donna naissance au mouvement communiste hongrois. En 1917—1918, sous le coup de la nouvelle de la révolution prolétarienne russe, des centaines de milliers d'ouvriers hongrois, exténués par les souffrances de la guerre, lancèrent une série de grèves et se servirent de la puissante arme de la grève politique générale, contre le gouvernement de guerre des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie; finalement en octobre 1918, la révolution démocratique bourgeoise déclenchée par la classe ouvrière balaya tout le système pourri de la Monarchie. Au cours de ces luttes, le prolétariat hongrois devint le facteur politique décisif de l'histoire nationale. Seul parti politique de la classe ouvrière, le parti social-démocrate aurait été qualifié pour diriger cette lutte de classe; mais, partant d'idées opportunistes, il freina ce mouvement, puis, après octobre 1918, il contribua à ce que le pouvoir retombe entre les mains des représentants de l'ordre bourgeois, ceux-ci professant toutefois des idées plus démocratiques que les précédents. Privée d'un parti révolutionnaire, la classe ouvrière — qui luttait pour l'avènement du véritable pouvoir populaire — ne pouvait pas devenir le dirigeant conscient du sort de la nation. La situation historique objective, les tâches à accomplir et la maturité révolutionnaire de la classe ouvrière réclamèrent la création d'un nouveau parti révolutionnaire du prolétariat.

Dans le courant de la lutte engagée pour la paix et l'abolition du système existant, la classe ouvrière commença à former sa nouvelle équipe de dirigeants révolutionnaires.

Certains des nouveaux dirigeants étaient des *sociaux-démocrates de gauche*, des *responsables syndicaux d'entreprises* (Ede Chlepkó, Rezső Fiedler, József Mikulik, Béla Matisán, Rezső Szaton, Lajos Kiss) qui dirigeaient personnellement les ouvriers et les grèves. Un rôle important échût dans les mouvements révolutionnaires à l'*ancienne opposition sociale-démocrate* (Béla Vágó, Jenő László, László Rudas, Béla Szántó) qui était issue des mouvements révolutionnaires et oppositionnels du début du siècle, et qui, du point de vue idéologique et du fait de son expérience pratique, formait l'aile marchante la plus avancée dans le pays. Une différentiation s'était amorcée au sein du groupe dirigeant social-démocrate; elle se trouva attestée par l'activité révolutionnaire, reprouvée par la direction du parti, de certains dirigeants considérés comme appartenant à ce qu'on nommait la «*nouvelle opposition sociale-démocrate*» (Jenő Landler, Jenő Hamburger, György Nyisztor).

Une autre partie des nouveaux dirigeants révolutionnaire était issue des groupes *syndicalistes antimilitaristes*, appelés *Socialistes Révolutionnaires*. C'étaient de jeunes intellectuels et des ouvriers syndiqués (Árpád Haász, Tivadar Sugár, József Kelen, Gyula Hevesi, József Révai, Antal Mosolygó, Ottó Korvin) qui avaient été profondément influencés par Ervin Szabó et ses vues syndicalistes. Les membres de ces groupes lançaient des appels contre la guerre et invitaient les ouvriers à suivre l'exemple du prolétariat russe; ils contribuèrent ainsi à mobiliser des forces révolutionnaires et eux-mêmes se rapprochèrent de la classe ouvrière.

A l'époque de la révolution d'octobre 1918, certains de ces groupes oppositionnels collaboraient déjà entre eux. Sous la direction de Vágó, Szántó, László et Korvin, ils organisaient les ouvriers à l'insu des chefs du PSDH, et pendant un certain temps — assez court — ils en dirigèrent, quoique non ouvertement, la lutte révolutionnaire. Ceci donna à l'action des masses d'ouvriers et de soldats une certaine organisation et une certaine orientation.

Après la victoire de la révolution de 1918, des tentatives furent faites en vue de réunir ces groupes oppositionnels dans des organisations telles que le «Groupe Indépendant des

Socialistes de Hongrie» et le «Cercle Ervin Szabó». Quoique des entraves idéologiques ne permissent pas encore à l'opposition de reconnaître la nécessité de la rupture organique avec le PSDH, toute son activité allait dans ce sens. C'est ainsi qu'elle contribua à préparer la voie à l'acceptation du léninisme et à l'organisation du parti ouvrier révolutionnaire.

Ce qui hâta considérablement la constitution du nouveau parti fut la circonstance qu'en novembre 1918 et ensuite, d'anciens membres du parti social-démocrate (Ferenc Jancsik, Sándor Kellner, Ferenc Münnich, Ernő Pór, József Rabinovics, Ernő Seidler, Tibor Szamuely, Károly Vántus), sous la direction de Béla Kun, revinrent de leurs camps de prisonniers de guerre en Russie où, sous l'influence des bolchéviks russes, ils étaient devenus communistes. Ces hommes avaient adopté les thèses fondamentales des enseignements de Lénine, en premier lieu celle de la nécessité d'un parti prolétarien révolutionnaire. Dès le 24 mars 1918, à Moscou, s'était constituée la première organisation communiste hongroise, le Groupe Hongrois du PC(b)de Russie. Ce groupe avait mobilisé les prisonniers de guerre hongrois pour la défense du pouvoir soviétique et avait propagé parmi eux le léninisme. Témoignèrent des résultats de leur travail ces groupes locaux — qui comptèrent au total plusieurs centaines de communistes — qui se constituèrent dans les grandes villes de Russie, ainsi que des dizaines de milliers d'anciens prisonniers de guerre hongrois qui se transformèrent en soldats rouges combattant pour le pouvoir des Soviets.

Quand elle apprit les nouvelles de révolution venant de Hongrie, et sur la proposition de Béla Kun, la conférence du Groupe Communiste Hongrois, tenue le 4 novembre 1918 à Moscou, prit la décision d'organiser le Parti Communiste de Hongrie et fit devoir à nombre de ses membres de rentrer au pays.

Une fois rentrés, ces communistes renouèrent leurs anciennes relations avec le mouvement ouvrier, et, sous la direction de Béla Kun, ils commencèrent à déployer une intense activité parmi les dirigeants du mouvement d'opposition et les responsables syndicaux de gauche « ... en essayant de les convaincre de ce que l'organisation du parti était une condition indispensable au progrès de la révolution.» Leur activité fut couronnée de succès: à l'issue de délibérations et de discussions qui durèrent plusieurs jours, la majorité des dirigeants révolutionnaires du pays comprit la nécessité de la rupture avec le PSDH et celle de constituer le nouveau parti.

Le 24 novembre 1918, les représentants des trois tendances idéologiques du mouvement ouvrier hongrois: les *anciens prisonniers de guerre communistes représentant les idées de Lénine* et les dirigeants des mouvements révolutionnaires de Hongrie — les camarades nourris de vues *sociales-démocrates de gauche*, ainsi que de vues *antimilitaristes et syndicalistes* — fondèrent le Parti Communiste de Hongrie et constituèrent son premier Comité Central.

La constitution du Parti Communiste Hongrois marqua le début d'un processus au cours duquel le prolétariat hongrois, dirigé par les communistes put devenir la force dirigeante de la société hongroise, et, remplissant sa mission historique, il devint le facteur conscient d'un nouveau cours de l'histoire de Hongrie.

Akten des Ungarischen Ministeriums des Äusseren zur Vorgeschichte der Annexion Österreichs[1]

von

L. Kerekes

Mit dem Regierungsantritt Hitlers setzte in der Entwicklung der deutsch—österreichischen Beziehungen ein grundlegender Wandel ein. Die Anschlußbestrebungen, die das gegenseitige Verhältnis der beiden Staaten entscheidend beeinflußten, begannen ganz anders als früher in Erscheinung zu treten. Während das Anschlußproblem in den Jahrzehnten nach dem Zusammenbruch der Monarchie — abgesehen von einigen Versuchen — die Möglichkeit einer fernen Zukunft, also eher ein theoretisches Problem gewesen war, wurde es nach 1933 durch die aggressive Politik Hitlerdeutschlands zu einer praktischen Frage der Tagespolitik.

Nach dem Sieg der Nazis in Deutschland erfolgte im Lager der österreichischen Anhänger des Anschlusses eine wesentliche Kräfteumgruppierung. In den zwanziger Jahren glaubte noch ein bedeutender Teil der österreichischen öffentlichen Meinung, Österreichs Zukunft durch den Anschluß sichern zu können, nach 1933 aber wurde durch die rechtsverletzende Politik des zur Macht gekommenen Faschismus ein großer Teil der österreichischen Bevölkerung zum Gegner des Anschlusses. Deutschlands gesellschaftliche Ordnung bot fernerhin keine Garantie mehr für die Verwirklichung der früheren Vorstellungen, daß nämlich Österreich nach der Vereinigung als Mitglied eines föderativen Deutschen Reiches eine relative politische, wirtschaftliche und kulturelle Selbständigkeit bewahren könnte. Die brutal durchgeführte Zentralisation, die mit der vollkommenen Aufhebung der bürgerlich demokratischen Freiheitsrechte einherging, ließ wesentliche demokratische Schichten sich gegen den Anschluß wenden. Auch die Religions- und Rassenpolitik Deutschlands entfremdete einen großen Teil des Bürgertums und des katholischen Klerus dem Gedanken an den Anschluß. Daher ergaben sich in Öster-

[1] Der Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften bereitet eine Reihe von Quellenveröffentlichungen, *Diplomatische Akten des Ungarischen Ministeriums des Äußeren* vor. In Kürze erscheint der erste Band dieser Reihe, der die gesamten ungarischen diplomatischen Akten zur Vorgeschichte und Durchführung der Besetzung Österreichs im Jahre 1938 enthält. Die vorliegende Auswahl ist dem Material dieses Bandes entnommen.

reich die Möglichkeiten zur Schaffung einer breiten antifaschistischen Einheitsfront.[2]

Am 20. Mai 1932 trat Dollfuß an die Spitze der österreichischen Regierung. Seine Amtszeit ist unter anderem auch deshalb von Bedeutung, weil er, entsprechend der veränderten Auffassung der österreichischen öffentlichen Meinung, zum ersten Mal offen und als Regierungsprogramm Österreichs Souveränität innerhalb der vom Friedensvertrag festgelegten Grenzen verkündete. (Ein Jahr früher hatte die Regierung Ender die Schaffung der deutsch—österreichischen Zollunion — praktisch also den Anschluß — versucht, was allein durch den Abweisungsentscheid des Haager Internationalen Gerichtshofes vom 5. September 1931 vereitelt wurde.) Das Bestehen Österreichs, unabhängig von Deutschland, wurde durch zahlreiche internationale Verträge und Abkommen garantiert: Der Versailler Friedensvertrag verpflichtete Deutschland, Österreichs Unabhängigkeit zu achten und verwies jede Veränderung seiner Lage in den Rechtsbereich des Völkerbundsrates. In dem am 4. Oktober 1922 abgefaßten Protokoll von Genf verpflichtete sich Österreich, seine Unabhängigkeit bis zum Jahre 1942 zu erhalten, während England, Frankreich, Italien und die Tschechoslowakei die Grantie für die Unverletzbarkeit des österreichischen Territoriums übernahmen. Auf der Konferenz von Lausanne wurde im Jahre 1932 die Gültigkeit des Genfer Protokolls von 1922 bis zum Jahre 1952 verlängert. Neben den Garantieverträgen der Großmächte stand Österreich zu einer Reihe seiner Nachbarstaaten im Vertragsverhältnis. Als also Dollfuß mit der Konzeption von der endgültigen Souveränität Österreichs auftrat, konnte er sich auf ein ganzes System von Garantieverträgen der österreichischen Souveränität stützen. Er glaubte, der von den Westmächten geschaffene Völkerbund könnte Österreich sicheren Schutz gegen die deutsche Aggression bieten.

Der am 17. März 1934 unter Teilnahme Italiens, Österreichs und Ungarns zustandegekommene sog. Römische Pakt, der eine enge Außenpolitik der drei Staaten festlegte, diente der weiteren — aber wie wir sehen werden, nur vorübergehenden — Festigung der Position Österreichs. Ende der zwanziger Jahre knüpften Italien und Ungarn enge Bande an Österreich, deshalb müssen wir uns mit der Österreichpolitik dieser beiden Staaten und mit dem Standpunkt, den sie den deutsch-österreichischen Beziehungen gegenüber einnahmen, etwas ausführlicher beschäftigen.

[2] In dieser kurzen Einleitung können wir nicht darauf eingehen, warum trotz der günstigen Vorbedingungen in der Praxis keine Einheitsfront gegen Hitler zustandekam und warum die österreichische herrschende Klasse den selbstmörderischen Weg der Schaffung eines, die nationalen Kräfte verzehrenden Konkurrenz-Faschismus ging. Unser Ziel ist lediglich, die außenpolitische Situation Österreichs in dem auf den Sieg des deutschen Faschismus folgenden Zeitabschnitt zu schildern und weiterhin den Standpunkt, den Ungarn im Zusammenhang mit dem Anschluß eingenommen hat, zu skizzieren.

Der Hauptfaktor der mitteleuropäischen Politik Italiens nach dem Weltkrieg war die Verhinderung einer aktiven deutschen Balkanpolitik. Deshalb wachte es eifersüchtig darüber, daß Österreich — der Schlüssel zum Balkan — Deutschland gegenüber seine Unabhängigkeit bewahre. Auch wegen der Sicherheit Südtirols und der Brennergrenze verwahrte es sich gegen jegliche Form von Anschlußbestrebungen. Es war bestrebt, Österreich im eigenen Interessenkreis als Pufferstaat zu erhalten. In den Jahren nach dem Friedensschluß warf der Streit um Südtirol seine Schatten über die italienisch—österreichischen Beziehungen, später aber — vor allem seit dem Juli 1927 — suchte die österreichische Regierung an der Seite Italiens eine Stütze gegen die Bewegungen der Linken. Zur Besserung des Verhältnisses trug auch die Bemühung der mit italienischem Geld arbeitenden Heimwehr-Führer bedeutend bei. Am 6. Januar 1930 schloß der österreichische Kanzler Schober einen Schiedsgerichtsvertrag mit Italien, der auf Wunsch Mussolinis mit dem Charakter eines »Freundschafts«-Abkommens ausgestattet wurde. Als 1931 der großdeutsch orientierte Kanzler Ender die Vereinbarung über die deutsch—österreichische Zollunion einging, protestierte Italien als erster und am entschiedensten gegen ihr Inkrafttreten. Um in Zukunft ähnlichen Versuchen die Spitze zu nehmen, schloß Italien — wie groß auch die Opfer waren, die von der italienischen Industrie gefordert wurden — den italienisch—österreichischen Handelsvertrag, den sog. Brocchi-Vertrag, der Österreich bedeutende wirtschaftliche Begünstigungen bot. Der »italienische Kurs« der österreichischen Außenpolitik wurde nach Dollfuß' Regierungsantritt fast ausschließlich. Neben den außenpolitischen Gründen spielte noch die Tatsache mit, daß Dollfuß auch aus innenpolitischen Gründen Mussolinis volle Unterstützung benötigte. Bereits im Herbst 1933 bestand zwischen Italien und Österreich ein geheimer Militärpakt, nach dem bei einem eventuell von Deutschland ausgehenden militärischen Angriff, italienische Truppen der österreichischen Regierung zu Hilfe eilen sollten.[3]

Die Spitze des italienisch—österreichischen Abkommens war also gegen Deutschland gerichtet. Jedoch — und hierin gerade liegt der Widerspruch des Römischen Paktes — nach der Machtergreifung Hitlers fielen die italienischen und deutschen außenpolitischen Interessen auf den meisten Gebieten zusammen. (Die Veränderung des im Friedensvertrag geschaffenen Status quo, Schwächung der Vormachtstellung Englands und Frankreichs, koloniale Eroberungen, Aufrüstung usw.). Im Februar 1933 richtet Mussolini — der die Ernennung Hitlers zu Reichskanzler mit Freuden aufgenommen hatte — über den italienischen Gesandten in Berlin eine Grußbotschaft an Hitler. Er gibt seiner Überzeugung Ausdruck, daß die beiden Großmächte ernste

[3] Országos Levéltár (Ung. Staatsarchiv, im weiteren: O. L.) Külügyminisztérium (Ministerium des Äußeren, im weiteren: Küm.) res. pol. 1934—23—934.

Erfolge erringen könnten, wenn sie die zwischen ihnen bestehenden strittigen Fragen bereinigen würden. Mussolini ist der Meinung, daß sich die italienischen und deutschen Interessen nur in der Frage des Anschlusses überschneiden, deshalb ersucht er Hitler in seiner Grußbotschaft, im Interesse der Freundschaft zwischen den beiden Staaten und der dadurch erreichbaren wertvolleren Eroberungen, von der Forderung nach dem Anschluß abzulassen.[4] Bei dem Besuch Görings und Papens in Rom, im April 1933, stellte sich aber heraus, daß Deutschland nicht geneigt war, Mussolinis Bitte zu erfüllen. Vermutlich verbarg sich hinter Hitlers schroffer Zurückweisung eine innenpolitische Überlegung, nämlich durch den Anschluß, den er für leicht durchführbar hielt, die Konsolidierung der nationalsozialistischen Regierung zu fördern. Die gegen Österreich gerichteten Aktionen nahmen in den Jahren 1933—1934 immer krassere Formen an und erreichten ihren Höhepunkt am 25. Juli 1934 im Wiener Putsch, dem auch Dollfuß zum Opfer fiel. Die gewalttätige Politik Deutschlands führte 1934—1935 vorübergehend zu einer Verschärfung der italienisch—deutschen Beziehungen. Italien näherte sich England und Frankreich, obwohl es tiefe imperialistische Gegensätze von diesen Staaten trennten.

Das andere Mitglied des Römischen Paktes, Ungarn, knüpften seit dem Zusammenbruch der Monarchie starke Interessenbande an Österreich. Abgesehen von der seit 1867 bestehenden gemeinsamen außenpolitischen Tradition, tendierten auch die revisionistischen Bestrebungen des konterrevolutionären Horthysystems nach Österreich, weil Österreich eine Brücke über den Ring der Kleinen Entente hinweg bildete. Ungarn verfolgte seit den zwanziger Jahren ein doppeltes Ziel in Österreich: einmal Österreich von allen außenpolitischen Richtungen fernzuhalten, die den Interessen des ungarischen Revisionismus zuwiderliefen — in erster Linie von der Kleinen Entente — zum anderen — gerade im Interesse dieses außenpolitischen Zieles — Österreichs demokratische Umgestaltung zu hemmen. Im Jahre 1920 entfaltete die gerade zur Macht gekommene Regierung Horthy eine fieberhafte Tätigkeit zum Sturz der österreichischen Regierung Renner. Über Gusztáv Gratz, den ungarischen Gesandten in Wien, ließ die ungarische Regierung den geheimen Organisationen der österreichischen konterrevolutionär-legitimistischen Kreise systematische materielle Unterstützung zuteil werden (Fürst Lichtenstein, Graf Clamm-Martinitz, Graf Leopold Hartig, Wiesner u. a.).[5] Im August 1920 erfolgte unter Leitung des bayerischen Ministerpräsidenten Kahr — der Bayern in einer für das ganze Deutsche Reich geplanten konterrevolutionären Aktion zur führenden Kraft machen wollte — eine Beratung über die Vorbereitung einer militärischen Aggression gegen die

[4] O. L. Küm. res. pol. 1933—23—123.
[5] O. L. Küm. res. pol. 1920—20—181.

österreichische Regierung Renner. Die ungarische Regierung war durch Baron Zsigmond Perényi vertreten, der, für den Fall der erfolgreichen Durchführung der Aktion, erhebliche ungarische Lebensmittellieferungen in Aussicht stellte (1500 Waggon Mehl, 5—6000 Waggon Kartoffeln und Mais),[6] ja bei den Besprechungen kam sogar der Gedanke auf, den Angriff auf Wien unter Umständen von westungarischem Gebiet aus durchzuführen. Zur bewaffneten Aggression kam es nicht, weil die Sozialdemokratische Partei Österreichs im November 1920 die Macht freiwillig an die Christlichsozialen abtrat.

Zu Beginn der zwanziger Jahre kühlten zwar vorübergehend die österreichisch—ungarischen Beziehungen ab, einesteils wegen des Burgenlandes, das zu Österreich gekommen war, andererseits wegen des zwischen Österreich und der Tschechoslowakei geschlossenen Abkommens von Lany; aber seit der zweiten Hälfte der zwanziger Jahre entwickelten sich enge Verbindungen zwischen den ungarischen und den österreichischen reaktionären Kräften. Das hing nicht zuletzt damit zusammen, daß die österreichische herrschende Schicht wegen der zugespitzten innenpolitischen Kämpfe in Österreich zunehmend alle Hoffnung auf die italienisch—ungarische Unterstützung setzte. Im Frühjahr 1928 trafen Mussolini und der ungarische Ministerpräsident Bethlen eine geheime Vereinbarung, nach der sie in Österreich einer rechten Regierung zur Macht verhelfen wollten, einer Regierung, die in der Lage sein würde, den Einfluß der linken Kräfte zu brechen und eine faschistische Diktatur zu errichten.[7] Deshalb stellten die ungarische und die italienische Regierung für die Ausrüstung und Organisierung des österreichischen reaktionären Freikorps, der Heimwehr, einen beträchtlichen Geldbetrag zur Verfügung. Fürst Starhemberg, ein Führer der Heimwehr, war durch intime freundschaftliche Bande den Vertretern des ungarischen politischen Lebens verbunden, deren Meinung er bei seinen Unternehmungen in jedem Falle einholte. Die ungarische Regierung nahm die diktatorischen Bestrebungen des Kanzlers Dollfuß nicht nur voller Sympathie auf, sondern ließ ihnen auch aktive Unterstützung zuteil werden. Gömbös hatte schon im Frühjahr 1933 für Dollfuß einen taktischen Plan zur Liquidierung der linken Organisationen und zur institutionellen Schaffung eines rechten politischen Systems ausgearbeitet.[8]

Man könnte noch Beispiele anführen für die geheime Zusammenarbeit der Polizei gegen die fortschrittlichen Bewegungen, für zahllose abgestimmte politische Aktionen usw., aber auch das Gesagte zeigt, daß die ungarische herrschende Klasse alles zur Schaffung und Festigung eines klerikal-faschistischen Systems in Österreich unternahm. Für das Horthysystem war es von außerordentlichem Interesse, daß in Österreich ein politisches System herr-

[6] O. L. Küm. res. pol. 1920—20a—207.
[7] O. L. Küm. res. pol. 1929—23—332.
[8] O. L. Küm. res. pol. 1933—20—160.

sche, das die ungarischen revisionistischen Bestrebungen verstand und billigte.

Was den offiziellen ungarischen Standpunkt zur Möglichkeit des Anschlusses betrifft, so war Ungarn, solange das Problem nur in theoretischer Form aufgeworfen wurde, an der Frage des Anschlusses desinteressiert, wenn es ihm auch als einem früher oder später unumgänglich eintretenden Ereignis Rechnung trug. Manchmal meldete sich auch eine Stimme der Besorgnis über die spätere Nachbarschaft eines mächtigen, expansiven Deutschlands, immer wieder aber setzte sich die Auffassung durch, daß Ungarn nur als Verbündeter des revanchistischen Deutschland die Verwirklichung seiner territorialen Ansprüche erhoffen könne und daher auch die Nachteile der Nachbarschaft in Kauf nehmen müsse.

Die Form, die das Anschlußproblem nach 1933 annahm und als Folge davon die Abkühlung der deutsch—italienischen Beziehungen, stellte die ungarische Regierung vor eine peinliche außenpolitische Situation. Die ungarischen Regierungen, die immer vom Zusammenschluß der beiden revisionistischen Großmächte geschwärmt hatten (zu diesem Zweck hatte Bethlen öfter zwischen Mussolini und Stresemann vermittelt), und die in dieser Hinsicht besonders große Hoffnungen auf Hitlers Regierung setzten, waren jetzt in die Lage gekommen, daß sie mit einer anschlußfeindlichen Politik die Unterstützung Deutschlands, mit einer anschlußfreundlichen Politik aber die Unterstützung Italiens verloren hätten. Gerade deshalb umgingen sie die offene Stellungnahme und versuchten, zur Überbrückung der Gegensätze, zwischen beiden Großmächten zu vermitteln. Deutschland ersuchten sie um eine Mäßigung in der österreichischen Frage, indem sie erklärten, es würde sein Ziel auch mit weniger gewalttätigen Mitteln erreichen, weil die Zeit zu seinen Gunsten arbeite, mit der Forderung nach einem sofortigen Anschluß aber würde es Italien in die Arme Frankreichs treiben und damit Deutschlands außenpolitische Isolierung fördern.[9] Italien wiederum versuchten sie zum Entgegenkommen zu bewegen. Bei der Beratung zwischen Mussolini, Gömbös und Suvich am 27. und 28. August 1933 in Rom, betonten die Vertreter der ungarischen Regierung nachdrücklich die Notwendigkeit eines deutsch—italienisch—ungarischen Zusammenschlusses. Sie stellten fest, daß seit Hitlers Machtergreifung ein neuer »zu großen Hoffnungen berechtigender Abschnitt in der Geschichte der deutsch—ungarischen Beziehungen begonnen hat. Neben der wirtschaftlichen Annäherung kann Ungarn mit Sicherheit auf Deutschlands Unterstützung seiner auf die Sprengung der Kleinen Entente — vor allem der Tschechoslowakei — gerichteten Bestrebungen rechnen.«[10] Aber selbst die italienische Regierung neigte zum gegenseitigen Einvernehmen mit

[9] S. die Aufzeichnungen über die Besprechungen zwischen Gömbös und Papen in Tétény. O. L. Küm. res. pol. 1934—21—529.

[10] O. L. Küm. res. pol. 1933—23—353.

Deutschland. Sie wäre bereit gewesen, einen wechselseitig annehmbaren Modus vivendi in der österreichischen Frage zu suchen. Bezeichnend ist dafür ein am 8. Juli 1933 an Gömbös gerichteter Brief Mussolinis: »... Was das Verhältnis zu Deutschland betrifft, so habe ich zwar Dollfuß in seinem Widerstand gegen jede unbefugte Einmischung in das österreichische öffentliche Leben, sowie gegen jeden gegen Österreichs Unabhängigkeit gerichteten Versuch unterstützt, zur gleichen Zeit aber kamen wir überein, daß es zweckmäßig sei, zwischen Berlin und Wien möglichst bald normale Beziehungen herzustellen. Ich bin entschlossen, in dieser Richtung auf die deutsche Regierung einzuwirken.«[11]

Beim Beitritt zum Römischen Pakt hatte Ungarn auch das Ziel vor Augen, allen Einfluß im Interesse einer deutsch—italienisch—österreichisch—ungarischen Annäherung aufzubieten. Vor dem Abschluß des Paktes fand eine Besprechung zwischen Mussolini und Gömbös statt, in der Gömbös von neuem die Wichtigkeit des Einvernehmens mit Deutschland betonte: »Ich habe die Aufmerksamkeit des Duce auf die Vorteile einer politischen und wirtschaftlichen Konzeption Berlin—Rom—Wien—Budapest gelenkt, bei der Österreich bei allen drei Staaten die Rolle des Verbindungsstaates spielen würde, aber derart, daß es mit keinem anderen — außerhalb dieser Interessensphäre liegenden — Staat tiefere politische und wirtschaftliche Beziehungen aufrecht erhalten kann. Ungarn fühlt sich berufen, im Karpatenbecken eine eigene Politik zu führen, sich dabei südlich der Donau auf Italien, nördlich der Donau auf Deutschland stützend«.[12] Auf Gömbös' entschiedenen Wunsch entstand — im Hinblick auf Deutschland — der vierte Punkt des Vertrages, der die Möglichkeit des Beitritts anderer Staaten vorsieht.

Deutschland aber steuerte blind, ohne Beachtung der tatsächlichen internationalen Gegebenheiten, auf die Verwirklichung des Anschlusses zu. Das Zusammentreffen zwischen Hitler und Mussolini am 14. und 15. Juni 1934 in Stra führte zu keiner Annäherung in der österreichischen Frage. Hitler hielt starr an der für Mussolini unannehmbaren Forderung nach Gleichschaltung fest. Der am 25. Juli ausgebrochene, aber ergebnislos verlaufene Wiener Naziputsch vergiftete das deutsch—italienische Verhältnis schwer. Italien näherte sich deshalb den westlichen Großmächten. Im Januar 1935 kam zwischen Mussolini und Laval eine Vereinbarung zustande, dann entstand auf der im April in Stresa abgehaltenen Konferenz die englisch—italienisch—französische Allianz.

Ungarn betrachtete die italienisch—französische Annäherung mit größter Antipathie, denn das bedeutete objektiv die Schwächung Deutschlands und Stärkung der Kleinen Entente. Zu Beginn des Jahres 1935 richtete Gömbös einen Brief an Mussolini und drückte darin seine ernste Besorgnis

[11] O. L. Küm. res. pol. 1933—23—277.
[12] O. L. Küm. res. pol. 1934—23—103.

über die neue außenpolitische Orientierung Italiens aus, die die italienisch—deutsche Verständigung, die für die ungarischen Interessen von erstrangiger Bedeutung sei, endgültig versperren könnte. Anfang 1935 meldete sich ein anderer prominenter Vertreter des deutsch—italienischen Zusammenschlusses, Graf Bethlen, der frühere ungarische Ministerpräsident, und legte in einem Leitartikel dar, daß die mitteleuropäischen Fragen ohne die aktive Mitarbeit Deutschlands nicht gelöst werden könnten. Im Interesse der Elimination der deutsch—italienischen Gegensätze setzte die ungarische Diplomatie ihre Vermittlung zwischen Österreich und Deutschland fort. Görings Reise im Mai 1935 nach Budapest, später Gömbös' Besuch bei Hitler im Oktober 1935 waren vornehmlich dem Thema der Normalisierung der österreichisch—deutschen Beziehungen gewidmet.

Um die Wende von 1935 zu 1936 verringerte sich die deutsch—italienische Spannung zunehmend. Es wäre aber übertrieben, dies als einen Erfolg der ungarischen Vermittlung zu bezeichnen. Dabei spielten viel bedeutendere weltpolitische Faktoren eine Rolle. Vor allem, daß der Raubkrieg Italiens gegen Abessinien und daraus folgend die Sanktionspolitik des Völkerbundes der von Anfang an schwachen und lebensunfähigen Stresa-Front einen verhängnisvollen Schlag versetzte. Italien begann sich — wenn auch mit gemischten Gefühlen und vorsichtig — Deutschland zu nähern (Akte Nr. 1). Die deutsche Diplomatie maß den italienischen Annäherungsbestrebungen wegen der außenpolitischen Isolierung Deutschlands eine große Bedeutung zu und ermutigte sie, durch die Lehren der Vergangenheit klüger geworden, durch geschickte Schritte. Anstelle der früheren starren Betonung der Anschlußforderungen, erschienen jetzt Artikel und Erklärungen, die Verständnis für die Österreichpolitik Italiens vorgaben. Über Italiens Unternehmen in Afrika äußerten sich die deutschen Politiker mit dem Ausdruck höchster Anerkennung.

Wegen der für Österreichs Schicksal ungünstigen Kräfteumgruppierung in der europäischen Politik, versuchte die österreichische Regierung Schuschnigg unter Beibehaltung des Römischen Protokolls, Österreichs internationale Position durch eine Annäherung an die Kleine Entente, in erster Linie an die Tschechoslowakei zu verbessern (Akte Nr. 2). D. h. sie versuchte, sich neben dem »italienischen Kurs« das Bündnis der Staaten zu sichern, die an der Verhinderung des Anschlusses am meisten interessiert waren. Bei Schuschniggs Prager Besuch am 16. und 17. Januar, kam über die Verbesserung der österreichisch—tschechoslowakischen Beziehungen hinaus auch das Römische Protokoll und die Frage einer allmählichen Annäherung an die Staatengruppe der Kleinen Entente zur Sprache. Diesem Ziel diente auch die Belgrader Reise des tschechoslowakischen Ministerpräsidenten Hodža.

Beachtliche Regierungskreise Englands und Frankreichs nahmen den Gedanken der Annäherung der beiden alliierten Blöcke mit Sympathie auf,

einerseits, weil zu befürchten war, daß Deutschland Italiens Inanspruchnahme in Afrika gegen Österreich ausnutzen würde, andererseits aber waren sie überzeugt, daß die deutsch—italienische Annäherung nur eine vorübergehende Erscheinung sei und daß die deutsch—italienischen Gegensätze in der Anschluß- und Balkanfrage Italien wieder auf den Weg der Westorientierung zurückführen würden. Die Annäherung zwischen dem Römischen Block und der Kleinen Entente hielten sie für einen geeigneten Ausgangspunkt zur Wiederherstellung der früheren guten Beziehungen. Diese Konzeption vertrat — unter anderen — Sir Austin Chamberlain auf seiner Mitteleuropa-Reise im April 1936.[13]

Die Annäherung zwischen den Staaten des Römischen Paktes und der Kleinen Entente aber, die einzelne österreichische und westliche Kreise für einen wirksamen Schutz gegen den Anschluß hielten, scheiterte, abgesehen von Deutschlands abweisendem Standpunkt, sowohl am Widerstand Italiens wie auch Ungarns. In Italien traten die deutschlandfreundlichen Kräfte immer mehr in den Vordergrund, Ungarns revisionistische Außenpolitik aber machte die Verwirklichung solcher Pläne einfach unmöglich. Kurz nach Schuschniggs Prager Besuch wiesen Gömbös und Kánya auf der Beratung der ungarischen und österreichischen Staatsmänner jeden Annäherungsversuch zwischen dem Römischen Block und der Kleinen Entente auf das entschiedenste zurück (Akte Nr. 3). Kánya brüstete sich am 25. Februar 1936 dem deutschen Gesandten in Budapest, Mackensen gegenüber damit, daß »die ungarische Regierung seit der Eröffnung der sogenannten Hodža-Aktion, alles getan habe, um dem neuen Plan Hindernisse in den Weg zu legen«.[14]

Auf der Beratung der Staaten des Römischen Protokolls am 22.—23. März 1936 wünschten Gömbös und Kánya, daß der Römische Block durch Deutschland erweitert werde (Akte Nr. 4). (An dieser Stelle müssen wir erwähnen, daß sich Deutschland niemals ernsthaft mit dem Gedanken eines Beitritts zum Römischen Pakt befaßt hat, weil es dann zur Unterzeichnung von Verpflichtungen gezwungen gewesen wäre, die seinen Anschlußbestrebungen gegenüber Österreich zuwiderliefen und daher unannehmbar waren.) Italien und Ungarn übten einen ständigen Druck auf Österreich aus, statt der Annäherung an die Kleine Entente die Verbesserung des deutsch—österreichischen Verhältnisses anzustreben — selbst um den Preis von Zugeständnissen. Guido Zernatto, der Generalsekretär der Österreichischen Vaterländischen Front schreibt: »Schon im Winter 1935/1936 hatte der deutsche Gesandte in Wien, Franz von Papen, in Privatgesprächen auf die Möglichkeit hingewiesen, den österreichisch—deutschen Konflikt durch einen Vertrag zu schlichten. Der italienische wie der deutsche Wunsch bewegten sich

[13] Bericht des ungarischen Gesandten in Prag, János Wettstein. O. L. Küm. res. po.l, 1936—2/11—1452.

[14] O. L. Küm. pol. 1936—7/11—69—777.

also in der gleichen Richtung. In die gleiche Richtung gingen schließlich auch die Wünsche der ungarischen Regierung, die im Konflikt zwischen Österreich und Deutschland eine Hemmung ihrer Politik sah.«[15]

Die ungarische Regierung wußte sehr wohl, daß die führenden Kreise Deutschlands, entgegen der Betonung einer ehrlichen Aussöhnung mit Österreich, weiterhin ihre umstürzlerische Tätigkeit in Österreich fortsetzten.

Als Folge mehrerer Faktoren, so durch die nachgiebige Haltung der Regierung Schuschnigg gegenüber der faschistischen Politik, durch die außenpolitische Isolierung Österreichs und als Ergebnis des konzentrierten deutsch—italienisch—ungarischen Drucks, kam am 11. Juli 1936 das deutsch—österreichische Abkommen zustande, von dem Goebbels nach einem Bericht des österreichischen Gesandten in Berlin, Tauschitz, gesagt hat: ». . . dieses Abkommen sei die Voraussetzung für einen 30. Jänner in Österreich«.[16]

Ein großer Teil der österreichischen Politiker erkannte sehr wohl die im Vertrag ruhenden Gefahren (Akte Nr. 5), hoffte aber, daß das englisch—italienische Einvernehmen in Kürze hergestellt sein würde und damit der auf Österreich ruhende Druck abnehmen müßte. Wenn das aber nicht eintreten sollte — dachten sie —, so würde doch Italien trotz der deutsch—italienischen Freundschaft weiterhin die Verhinderung des Anschlusses als lebenswichtig betrachten. Die Pläne von der Annäherung zwischen dem Römischen Block und der Kleinen Entente lebten auch nach dem deutsch—italienischen Vertrag noch eine Zeitlang weiter, die reale Basis für seine Durchführbarkeit aber schwand immer mehr.

Der Ausbruch des spanischen Bürgerkrieges im Juli 1936 knüpfte die faschistische Achse Berlin—Rom durch weitere Bande aneinander, wobei allerdings Italien auf Grund der militärischen und wirtschaftlichen Kräfteverhältnisse nur eine untergeordnete Rolle spielen konnte. Je mehr es sein Schicksal mit Deutschland verband, um so weniger konnte es Aussicht darauf haben, Deutschland durch Bewahrung der österreichischen Unabhängigkeit das Vordringen in Mitteleuropa und auf dem Balkan zu versperren. Trotz der Zusammenarbeit mit Deutschland, blieb das noch eine Zeitlang Italiens Bestreben. Pariani, der Chef des italienischen Generalstabes hatte das Bündnis zwischen Deutschland, Italien, Österreich und Ungarn mit dem Bündnis eines Löwen, eines Panthers und zweier kleiner Leoparden verglichen, wobei die Schwächeren, einander unterstützend, immerfort auf der Hut sein müßten. Italien aber mußte die Freundschaft Deutschlands und die in Aussicht gestellten Eroberungen im Mittelmeergebiet früher oder später mit der Aufgabe Österreichs bezahlen (Akte Nr. 6). Beim Besuch des italienischen Außenministeres Ciano im Herbst 1936 in Berlin wurde zwischen der deutschen

[15] Zernatto, G.: *Die Wahrheit über Österreich.* New York—Toronto, 1938; S. 157.
[16] *Der Hochverratsprozeß gegen Dr. Guido Schmidt vor dem Wiener Volksgericht.* Wien, 1947. S. 4.

und der italienischen Regierung eine geheime Abmachung über die Lösung der Donauraum-Probleme auf dem Wege der friedlichen Zusammenarbeit getroffen. Nach der Besprechung äußerte Ciano, daß Österreich hinfort keine Grenzmauer mehr für die enge Zusammenarbeit der faschistischen Großmächte bilde.

Als Gegengewicht gegen den immer drückender werdenden deutschen Einfluß begannen einflußreiche legitimistische Kreise Österreichs eine verstärkte Tätigkeit zur Restauration des Hauses Habsburg. Mit der erfolgreichen Wiedereinsetzung des Kaiserhauses, das Österreichs Vergangenheit als selbständige Großmacht symbolisierte, hofften sie, die inneren nationalen Lebenskräfte Österreichs zu festigen. Sie rechneten dabei allerdings nicht mit Jugoslawien, das in dieser Frage vollkommen den deutschen Standpunkt einnahm, noch mit den Protesten der übrigen Nachbarn, vornehmlich Deutschlands (Akte Nr. 7), das vor allem nach dem Zusammentreffen zwischen Schuschnigg und Mussolini im April 1937 in Venedig (Akte Nr. 8) entschlossen war, die Restauration auch mit militärischen Mitteln zu verhindern.[17]

Im Frühjahr 1937 versuchte Guido Schmidt, der österreichische Staatssekretär des Äußeren, auf seiner Londoner und Pariser Reise, den Standpunkt der Westmächte zu ergründen und sie nach Möglichkeit dazu zu bewegen, Österreichs Unabhängigkeit mit einer neuen Erklärung zu garantieren. Dieses Ziel aber erreichte er nicht. Der englische Ministerpräsident Chamberlain — der über den englischen Gesandten in Berlin, Henderson, mehrfach Englands Desinteresse am Schicksal Österreichs ausgedrückt hatte — erklärte Guido Schmidt, daß sich England im Falle eines deutschen Angriffs auf Österreich zu weitergehenden Schritten als einem diplomatischen Protest nicht entschließen werde.[18]

Österreichs Schicksal war besiegelt. Weder von seinen vertraglichen Verbündeten noch von der englischen oder französischen Regierung konnte es Hilfe erwarten. Der Durchführung der deutschen Annexion stand nichts mehr im Wege, es hing lediglich davon ab, welchen Zeitpunkt Deutschland zur Durchführung seiner alten Pläne für geeignet hielt (Akte Nr. 9). Von der zweiten Hälfte des Jahres 1937 ab konzentrierte die deutsche Diplomatie ihr ganzes Streben darauf, Österreich von seinen früheren Verbündeten — darunter auch von Ungarn — und von den benachbarten, mitteleuropäischen Staaten zu isolieren. Italien versuchte es mit der unbedingten Respektierung der Brennergrenze (Zusammentreffen zwischen Hitler und Mussolini im September 1937), Jugoslawien mit dem Schreckgespenst von der Restauration (beim Besuch des jugoslawischen Ministerpräsidenten Stojadinović im

[17] *Procès des Grands Criminels de Guerre.* Nurenberg, 1948; Tom. XXXIV. S. 743, Document C-175.

[18] *Der Hochverratsprozeß gegen Dr. Guido Schmidt vor dem Wiener Volksgericht.* Wien, 1947. S. 46.

Dezember 1937 in Deutschland) und Ungarn mit der Gefahr eines angeblich im geheimen entstehenden Bündnisblockes Wien—Prag—Paris auf die Durchführung des Anschlusses als einzige Lösung vorzubereiten (Akte Nr. 10). Die Desinteressement-Erklärung, die Lord Halifax anläßlich seines Berliner Besuches im November 1937 im Zusammenhang mit der österreichischen Frage machte, zerstreuten auch Hitlers letzte Zweifel über die zu erwartende Haltung der westlichen Staaten. Nach alledem drohte die deutsch—österreichische Spannung seit Dezember 1937 in einen offenen Konflikt überzugehen (Akte Nr. 11).

Nach dem Zusammentreffen zwischen Hitler und Schuschnigg am 12. Februar 1938 in Berchtesgaden hatte der Römische Pakt zu bestehen aufgehört. Italien und Ungarn befanden sich angesichts der nahe bevorstehenden Durchführung des Anschlusses in einem schweren Dilemma: seit 1936 hatten sie selbst Deutschlands Vordringen in Österreich begünstigt und ihm damit den Schlüssel zur weiteren südosteuropäischen Expansion in die Hand gegeben. Sie wußten, daß sie nach der Durchführung des Anschlusses unmittelbare Nachbarn eines in seiner militärischen und wirtschaftlichen Kraft weit über das Wünschenswerte hinaus erstarkten Deutschlands sein würden; deshalb bemühten sie sich — neben der scheinbaren Billigung des Anschlusses — auf Drängen der öffentlichen Meinung, ein neues Bündnissystem zu schaffen (Akte Nr. 12, 13), das ein Gegengewicht zu Deutschlands bedrohlicher Macht bilden konnte.

In den Stunden vor dem Anschluß machte Göring Ungarn mit der Überrumpelung der Tschechoslowakei Hoffnung (Akte Nr. 14). Die wegen der in Aussicht gestellten Beteiligung am tschechoslowakischen Territorium an die ungarische Regierung gerichteten ernsten Warnungen (Akte Nr. 15) stießen auf taube Ohren. Die verlockende Hoffnung auf künftige imperialistische Eroberungen unterdrückte die Zweifel, welche die gegen Österreich angewandte deutsche Gewalt (Akte Nr. 16) für die Zukunft Mitteleuropas, Ungarn eingeschlossen, aufkommen ließ.

AKTEN

1

Rom, den 15. Januar 1936

Bericht des ungarischen Gesandten in Rom an den Außenminister

9/pol.—1936. *Streng vertraulich!*

Inhalt: Italienisch—deutsche Beziehungen. Gespräch des Botschafters Hassel mit dem Duce. Schuschniggs Besuch in Prag.

Die deutsch—italienischen Beziehungen zeigen gleichbleibende Zeichen erfreulicher Verbesserung.

Der Duce hat dem deutschen Botschafter in Rom, der gegenwärtig auf Urlaub ist und mit seiner Frau eine Rheinreise unternimmt, vor seiner Abfahrt — das ist ungefähr acht Tage her — seinen Dank für die freundschaftliche Haltung ausgesprochen, die das Reich Italien gegenüber einnimmt.

Deutsche Waren kommen in großen Mengen an (vermutlich Kriegsmaterial und besonders auch Flugzeuge). Mussolini hob besonders die korrekte Stellungnahme und den freundschaftlichen Ton der deutschen Presse hervor.

Man ist sehr befriedigt darüber, daß die deutschen Blätter das französisch—englische Übereinkommen über die gegenseitige Hilfeleistung als einen Bruch des Locarno-Vertrages hinstellen.

Der Duce versicherte Hassel, daß er die Rückkehr zur Stresa-Front für unmöglich halte und die Dienste nicht vergessen werde, die ihm die Regierung Hitler leiste und daß sich seine Politik in Zukunft dementsprechend gestalten werde.

Das oben Gesagte weiß ich von Hassel selbst, den ich am Abend vor seiner Abreise auf einem Abendessen beim japanischen Botschafter Sugimura traf; ausführlicher aber konnte ich mit ihm nicht sprechen.

Die hiesigen Korrespondenten der deutschen Blätter behaupten auf Grund der Informationen, die ihnen Hassel gegeben hat, der Duce habe direkt geäußert, seine Politik gegenüber Deutschland sei verfehlt gewesen und in Zukunft werde gerade das Gegenteil des Bisherigen eintreten, was ihrer Meinung nach bedeute, daß Italien den Kampf gegen den Anschluß aufgebe.

Der österreichische Gesandte Vollgruber, mit dem ich gestern des längeren sprach, wußte vom Besuch des deutschen Botschafters beim Duce, maß ihm aber auf Grund einer von Suvich erhaltenen Information keine Bedeutung bei. — Er glaubt nicht, daß Deutschland in der nahen Zukunft eine Österreichs Unabhängigkeit gefährdende Aktion beginnen werde, trotzdem aber müßte seine Regierung — seiner Meinung nach — auf der Hut sein und danach streben, ihre Beziehungen zu den Staaten auszubauen, die an der Erhaltung der österreichischen Selbständigkeit interessiert seien. — Diesem Bestreben könne auch Schuschniggs Prager Reise zugeschrieben werden. »Österreich wird zwar nicht noch einmal nach Lany[19] *gehen, aber die Tschechoslowakei braucht ein Gegengewicht gegen die imperialistische Politik des Reiches.«*

Villani
Außerordentlicher Gesandter und
Bevollmächtigter Minister

O. L. Küm. res. pol. 1936—23—44.
Original

[19] Am 16. Dezember 1921 schlossen der österreichische Staatspräsident Hainisch, der österreichische Kanzler Schober, der tschechoslowakische Staatspräsident Masaryk und der tschechoslowakische Ministerpräsident Beneš in dem bei Prag gelegenen Lany ein Abkommen, in dem sich beide Staaten zur restlosen Durchführung der Bestimmungen der Friedensverträge von Saint-Germain und Trianon verpflichteten. Die beiden Staaten garantieren gegenseitig ihr Territorium und unterstützen sich in politischer und diplomatischer Hinsicht. Sie dulden auf ihrem Territorium keine politische oder militärische Organisation, die sich gegen den Besitz oder die Sicherheit des anderen Staates richtet. Strittige Fragen bringen sie vor ein internationales Schiedsgericht. Das Abkommen regelt auch die wirtschaftlichen Beziehungen der beiden Länder. Das Abkommen wurde für die Dauer von fünf Jahren geschlossen.

2

Budapest, den 18. Januar 1936

Tagesbericht über die Unterredung zwischen Außenminister Kánya und dem italienischen Gesandten in Budapest, Colonna

Heute ließ ich den Budapester italienischen Gesandten, Colonna, zu mir rufen und teilte ihm mit, daß in letzter Zeit in hiesigen diplomatischen Kreisen viel darüber gesprochen werde, daß der Abessinienkrieg für Italien mit einem Mißerfolg enden und dadurch der italienische Einfluß auf die europäische Politik abnehmen könnte. Ich betonte, daß dies die Franzosen mit großem Nachdruck geäußert hätten, namentlich der französiche Militärattaché in Budapest, Senneville, der überallhin verbreitete, daß der französische Generalstab Italiens Situation in Afrika als sehr kritisch betrachte und eine friedliche Lösung nicht mehr für möglich halte. Ein englisch—italienischer Krieg aber könnte für Italien verhängnisvolle Folgen haben. Diese Propaganda hätte die hiesigen diplomatischen Kreise und gewissermaßen auch die links eingestellten Ungarn infiziert. In der linken Presse sei dieser Pessimismus, natürlich unter Beachtung der nötigen Vorsicht, bereits zum Ausdruck gekommen.

Unter diesen Umständen habe der Prager Besuch des österreichischen Kanzlers Schuschnigg[20] *außergewöhnliches Aufsehen erregt und sei manchenorts so erklärt worden, als würde die Reise des Kanzlers eine Entfernung von der bisherigen Basis der österreichischen Politik bedeuten. Wir hätten — setzte ich fort — keinen Grund zum Mißtrauen, solange Schuschnigg Österreichs Kanzler bliebe, es sei auffällig, daß einige französische Blätter die Bedeutung des Prager Besuches sehr aufbauschten und dahingehend zu erklären versuchten, als bedeute er eine Annäherung zwischen Österreich und Frankreich, sowie der Kleinen Entente. Wir hätten festgestellt, daß der Wiener französische Gesandte Puaux beim Zustandekommen des Besuches wesentlich mitgewirkt habe und daß die Idee, das österreichisch—tschechoslowakische Schiedsgerichtsabkommen mit einer Freundschaftsklausel zu versehen, ebenfalls französischen Ursprungs sei. Wir wüßten auch, daß die französische Gesandtschaft in Belgrad, ebenfalls im Interesse einer Annäherung an Österreich, Druck ausgeübt habe und daß Paris ein Zusammentreffen zwischen Berger-Waldenegg und Stojadinović gern sehen würde. Hier aber bestünden noch Schwierigkeiten wegen der Frage der Habsburg-Restauration.*

Zweifellos wollten sie uns mit dem Gerücht, der Prager Besuch sei gegen Italien und Ungarn gerichtet, in Schrecken versetzen und ihr Ziel sei, uns verstehen zu geben, daß mit der Ausschaltung Italiens aus der europäischen Politik die wirtschaftliche und politische Zusammenarbeit der Donaustaaten kommen werde, die Ungarn, mangels italienischer Unterstützung nicht mehr würde verhindern können.

Einige in Budapest akkreditierte Gesandte hätten sich mir gegenüber in diesem Sinne geäußert, worauf ich folgendermaßen geantwortet hätte:

Italiens Inanspruchnahme in Ostafrika erschwere vielleicht in gewissem Umfange die Intervention dieses Staates in den mitteleuropäischen Fragen, das könne aber auf keinen Fall bedeuten, daß sich Italien hinfort nicht mehr für die Fragen des Donaubeckens interessiere. Ja, ich von mir aus sei sogar vom Gegenteil überzeugt. Ein Volk von 44 Millionen, ein vom nationalen Standpunkt aus so sehr einheitliches Volk, könne man nicht so einfach aus der Liste der Großmächte streichen und ich sei davon überzeugt, daß Italien im gegebenen Fall seine mitteleuropäischen Interessen mit dem entsprechenden Nachdruck wahrnehmen werde.

[20] 16.—17. Januar 1936.

Ich bat Colonna, das Gesagte dem italienischen Regierungschef mitzuteilen und mich dann wissen zu lassen, welchen Standpunkt Mussolini in dieser Frage einnehme.

O. L. Küm. pol. 1936—20/27—551.
Kopie

3

Budapest, den 14. März 1936

Aufzeichnung über die Beratungen zwischen dem ungarischen Ministerpräsidenten Gömbös, dem ungarischen Außenminister Kánya, sowie dem österreichischen Bundeskanzler Schuschnigg und Außenminister Berger-Waldeneg in Budapest am 13. März von 17—19[45] Uhr und am 14. März von 11—12 Uhr

Der österreichische Kanzler Schuschnigg leitete die Beratung mit der Erklärung ein, daß der österreichisch—tschechoslowakische Handelsvertrag fertiggestellt sei und insofern günstige Ergebnisse zeitige, als das sich ungefähr auf 100 Millionen tschechische Kronen belaufende Passivum des österreichisch—tschechoslowakischen Handelsvertrages um 15 Millionen gesenkt werden konnte. Über Politik sei bei Schuschniggs Besuch in Prag nur wenig gesprochen worden. Das Ergebnis werde sein, daß der Ende Mai ablaufende Schiedsgerichtsvertrag verlängert und ihm eine möglichst nichtssagende Freundschaftsklausel hinzugefügt werde.

Hodžas mitteleuropäischer Wirtschaftsplan baue sich auf drei Etappen auf:

a) *Festigung der heutigen Lage,*

b) *Steigerung des Warenaustauschs,*

c) *Schaffung einer Weizenzentrale in Wien.*

Hodža habe entschieden erklärt, daß sich sein Plan weder gegen Italien noch gegen Deutschland richte und daß er damit rechne, den Agrarüberschuß der Donaustaaten (seiner Meinung nach ungefähr 10 Millionen Doppelzentner) auch auf dem englischen Markt unterzubringen.

In Wien — so setzte der Kanzler fort — habe man Hodža zur Kenntnis gebracht, daß Österreich unter keinen Umständen an der Durchführung eines möglichenfalls zu fassenden Beschlusses über Repressalien gegen Deutschland teilnehmen könnte. Über das österreichisch-deutsche Verhältnis äußerte sich Schuschnigg in diesem Zusammenhang dahingehend, daß es — seiner Ansicht nach — nicht »unheilbar« sei, aber noch vieles zu wünschen übrig lasse. »Deutschland verkehrt mit den österreichischen offiziellen Stellen überhaupt nicht« und auf wirtschaftlichem Gebiet sei die Haltung Berlins einfach empörend. So fordere man zum Beispiel, daß das nach Deutschland zu verladende Holz nicht aus dem Besitz des Fürsten Starhemberg oder des österreichischen Klerus stamme. Nach diesem Vortrag legte Schuschnigg dar, »er würde einen vernünftigen Akkord mit Deutschland begrüßen« und — erklärte er nachdrücklich — bis dieser zustandekäme, würde er keine gegen Deutschland gerichtete Außenpolitik führen; gleichzeitig betonte er, daß er sich nicht vom Wege der italienischen Freundschaft abdrängen lasse. Auf das Deutsche Reich zurückkommend, legte er dar, daß ein Abkommen, das einen Angriff ausschlösse, die österreichische Regierung nicht befriedigen würde, weil die österreichischen Nationalsozialisten ihr bekanntes Ziel durch innenpolitische Agitation zu erreichen hofften. In dieser Beziehung müßte Deutschland eine Garantie geben (zum Beispiel durch den Abschluß eines Nichteinmischungsabkommens). Den weiteren Ausführungen des Kanzlers war zu entnehmen, daß der Schritt des deutschen Reichskanzlers Hitler vom 7. März (die Remilitarisierung des Rheinlandes) in Wien ungewöhnliche Besorgnis erweckt habe. Man fürchte, daß der nächste Schritt, wenn die Deutschen über die jetzige Krise glücklich hinweggekommen seien, sich gegen Österreich

richten werde.[21] *Das erklärt vielleicht den Umstand, daß Schuschnigg den tschechoslowakischen Ministerpräsidenten Hodža mit so warmen Worten erwähnte, der, seiner Meinung nach, viel ehrlicher und elastischer sei als Beneš, der sich immer mit großer Starrheit an die Beachtung der geschlossenen Verträge halte. Er erklärte von neuem nachdrücklich, daß die österreichische Regierung auch in Zukunft fest zum Römischen Dreierblock stehen werde.*

Dann übernahm ich[22] *das Wort und betonte den österreichischen Ministern gegenüber, daß Schuschniggs Prager und Hodžas Pariser und Belgrader Besuche den allgemeinen Eindruck erweckt hätten — wie das verschiedene Diplomaten mir gegenüber erwähnten — als habe in Wien der französische Einfluß die Oberhand gewonnen und die gegenwärtige Situation solle dazu genutzt werden, Österreich von seinen bisherigen Freunden abzubringen und Ungarn auf diese Weise zu isolieren. Unser Vertrauen in die österreichische Regierung sei selbstverständlich keineswegs erschüttert und wir zweifelten keinen Augenblick an den von Österreich gegebenen Versprechen. Dessen ungeachtet erscheine es uns angesichts der oben erwähnten Auffassung nützlich, daß wir den Leitfaden unserer in gemeinsamen Fragen zu verfolgenden Außenpolitik von neuem in unzweifelhafter Weise festlegten, damit wir einem vielleicht in der Zukunft erneuerten Angriff gegenüber, der die gut bewährte österreichisch—ungarische Freundschaft berühren könnte, gewappnet seien. Deshalb müßten wir unseren Standpunkt zur Annäherung an die Staaten der Kleinen Entente von neuem und noch einmal genau festlegen. Unserer Auffassung nach müßten wir uns in diesem Zusammenhang die folgenden grundlegenden Faktoren vor Augen halten :*

1. *Die politische Annäherung an die Kleine Entente sei im allgemeinen verfrüht, abgesehen von dem Fall, daß es gelingen würde, sich schrittweise Jugoslawien zu nähern. Mit der Tschechoslowakei müsse jede politische Übereinkunft ausgeschlossen werden. Sich Rumänien anzunähern, wäre vom politischen Gesichtspunkt nicht leicht, allein schon wegen der stark sowjetfreundlichen Haltung des Außenministers Titulescu.*

2. *Gegen eine wirtschaftliche Annäherung hätten wir prinzipiell natürlich nichts einzuwenden, vorerst aber müßten wir uns auch mit geringeren Erfolgen begnügen. Gegenwärtig brauchte man zur Besserung der Lage nur zweiseitige Wirtschaftsverträge zu schließen, es wäre aber nicht statthaft, nach der sogenannten Donaukonföderation zu trachten, denn ein solcher Plan würde am Widerstand der interessierten Großmächte zerbrechen und auf den Markt dieser Großmächte sei sozusagen jeder Donaustaat schon aus dem Grunde angewiesen, weil — wie bekannt — nach eingehendem Studium festgestellt worden sei, daß eine Fünferkombination der Donaustaaten keinen einzigen der Teilnehmer vollkommen befriedigen würde.*

Ich lenkte die Aufmerksamkeit der österreichischen Minister darauf hin, daß der hiesige deutsche Gesandte[23] *mir den offiziellen Standpunkt des Deutschen Reiches mitgeteilt habe, nach dem die deutsche Regierung nur einem solchen eventuell zustandekommenden Abkommen zustimmen würde, an dessen Besprechungen es von Anfang teilnehme. Sie sei im übrigen überhaupt nicht geneigt, ein ihr fertig präsentiertes Abkommen nachträglich zu akzeptieren.*

Demnach habe weder ein Plan in der Art von Tardieu, noch ein Block, der die wirtschaftlichen Vorstellungen des Römischen Paktes und der Kleinen Entente verbände, die geringste Chance.

Hierauf bemerkte Schuschnigg lächelnd, es scheine demnach so, als wäre Berlin der Auffassung, daß nur Deutschland das Recht habe, die Welt vor vollendete Tatsachen zu stellen.

3. *Eine von uns ausgehende Anregung zu einer wirtschaftlichen Donaukonföderation sei also nicht möglich. Soweit die Kleine Entente von sich aus Vorschläge machen würde, müßte man*

[21] Wie der Bericht 40/pol.-1936 des ungarischen Gesandtschaftsrates in Washington, Antal Balásy besagt, hatte der erste Sekretär der deutschen Gesandtschaft in Washington erklärt, nach der Verkündung der Wiederaufrüstung und der Besetzung des Rheinlandes werde der dritte große Versuch der Anschluß sein. O. L. Küm. pol. 1936—20/25—1902.

[22] Der ungarische Außenminister Kánya.

[23] Hans Georg von Mackensen.

darauf in dem Sinne antworten, daß die Steigerung des Warenverkehrs zwischen den Donaustaaten eher durch eine Erweiterung der bestehenden Handelsverträge zu erreichen wäre.

4. Solange der italienisch—abessinische Konflikt nicht endgültig abgeschlossen sei, müßten unserer Ansicht nach Österreich, Italien und Ungarn jeder mitteleuropäischen Kombination gegenüber größte Vorsicht und Zurückhaltung zeigen. Bei etwaigen Vorschlägen werde keine der Regierungen der drei Staaten Stellung nehmen, ohne vorher mit den Regierungen der beiden anderen Staaten in Verbindung getreten zu sein.

5. Jede Äußerung oder Maßnahme, die Deutschland als gegen sich gerichtet betrachten könnte, sei sorgsam zu umgehen.

6. Die drei Staaten würden gemeinsam protestieren, wenn man Sowjetrußland in den mitteleuropäischen Fragenkomplex einbeziehen wolle.

Nach dem oben Gesagten legte ich zur politischen Annäherung der fünf Donaustaaten noch folgendes dar:

Die Gegenseite hoffe diese Annäherung entweder durch den Abschluß eines Vertrages über den gegenseitigen Beistand (assistance mutuelle) oder aber durch das automatische Inkrafttreten des Absatzes 16 der Völkerbundssatzung zu sichern. Die zweite Modalität — fuhr ich fort — würde auf ein ähnliches Ergebnis hinauslaufen, wie die erste, der sich Ungarn aus den schon im Vorjahr in Venedig dargelegten Gründen nicht anschließen könnte. Ich hob weiter hervor, daß, soweit man die Ausweitung des Absatzes 16 aufs Tapet brächte, ich von meiner Seite fordern werde, die Präventivabsätze der Völkerbundssatzung (12, 13, 19) dementsprechend ähnlich umzuformen. Ich betonte, daß ich bereits in Venedig gesagt habe, daß ich nur im Falle des Abschlusses eines Vertrages über die militärische Gleichberechtigung geneigt wäre, mit der Kleinen Entente einen Vertrag politischen Charakters zu schließen. Damals wäre ich noch bereit gewesen, mit dem Inkrafttreten der Gleichberechtigung einige Monate zu warten, heute aber sei mein Standpunkt, daß ich nur im Falle der vorherigen Sicherung der militärischen Gleichberechtigung geneigt bin, mich mit den Vertretern der Kleinen Entente an den grünen Tisch zu setzen. Im allgemeinen meine ich, wie schon oben erwähnt, daß der Versuch einer politischen Annäherung heute noch verfrüht sei und wir seien daher zufrieden, wenn es in bezug auf Jugoslawien gelungen sei, eine bessere Atmosphäre als bisher zu schaffen.

Ich hob von neuem die Notwendigkeit einer Besserung des österreichisch—deutschen Verhältnisses hervor und gab gleichzeitig meiner Ansicht Ausdruck, daß dies Berlin oder zumindest die Wilhelmstraße ehrlich wünsche, nur in der Nationalsozialistischen Partei bestünden vielleicht noch Schwierigkeiten. Zum Beweis meiner Feststellung brachte ich noch streng vertraulich vor, daß die Deutschen uns gefragt hätten, ob wir nicht diesbezüglich einen Vorschlag unterbreiten könnten, der sowohl Berlin als auch Wien befriedigen könnte.

Das Gesagte zusammenfassend, trug ich den österreichischen Ministern vor, daß

1. die politische Annäherung an die Staaten der Kleinen Entente, Jugoslawien vielleicht ausgenommen, vorerst zurückzustellen sei,

2. ich die Vertiefung der wirtschaftlichen Beziehungen derzeit nur durch den Abschluß zweiseitiger Verträge, beziehungsweise durch die Erweiterung der bestehenden Verträge für möglich halte.

Sowohl Schuschnigg wie Baron Berger-Waldenegg identifizierten sich vollkommen mit dieser Auffassung und betonten, daß sie ihre Außenpolitik in Zukunft nach diesen Richtlinien führen würden. In bezug auf Jugoslawien jedoch bemerkten sie, daß wegen der in letzter Zeit gegen die Restauration gehaltenen Rede des jugoslawischen Ministerpräsidenten Stojadinović zwischen Wien und Belgrad eine gewisse Abkühlung eingetreten sei. Schuschnigg betonte sehr nachdrücklich, daß er — im Gegensatz zu den auch mir gegenüber vom Budapester jugoslawischen Gesandten erwähnten Gerüchten — niemals einen Besuch in Belgrad angeboten habe. Es sei lediglich davon die Rede gewesen, daß sich Berger-Waldenegg und Stojadinović vielleicht in Bled treffen würden. Vollkommen unwahr — fuhr der Kanzler fort — sei auch die Nachricht, daß

Fürst Starhemberg sich auf eine Fahrt nach Bukarest vorbereite. Die Geschichte dieses Gerüchts sei, da ß der rumänische Gesandte in London Starhemberg gegenüber zur Sprache gebracht habe, wie nütezlich ein solcher Besuch für beide Staaten wäre. Der Vizekanzler habe darauf geantwortet, wenn s in Besuch in Bukarest gewünscht würde, sollte man ihn offiziell einladen. Das sei aber bisher ebenfalls nicht geschehen.

Ich hob dann hervor, daß die Politik des österreichischen Handelsministers Stockinger hier bei vielen den Eindruck erweckt habe, als hätte der Minister die Absicht, die derzeit bestehende Ordnung Ungarns und Österreichs allmählich umzustoßen.

Schließlich übergaben wir ein Aide-mémoire unserer unter b) *beigefügten wirtschaftlichen Beschwerden,*[24] *zu dem die österreichischen Minister — nachdem sie unsere Beschwerden mit den ungarischen Wirtschaftsministern besprochen hatten — erklärten, daß unsere Wünsche in bezug auf Weizen und Mehl wahrscheinlich erfüllbar sein werden und Schwierigkeiten nur in bezug auf die Ausfuhr ungarischen Weines in größerer Menge zu erwarten seien.*

O. L. Küm. pol. 1936—20/7—141—1034. *Kánya*
Original

4

Rom, den 24. März 1936

Tagesbericht über die Unterredung zwischen dem ungarischen Außenminister Kánya und dem deutschen Botschafter in Rom, Hassel

Dem deutschen Botschafter Hassel sagte ich über unsere in den letzten Tagen mit den Italienern und Österreichern geführten Beratungen:[25]

Zu beachten sei vor allen Dingen, daß im Sinne der Bestimmungen des 2. Protokolls, sich jeder der drei Staaten in Beratungen über den Abschluß von Verträgen politischen Charakters nur mit vorheriger Unterrichtung der beiden anderen Partner einlassen könne. Die drei Vertragspartner könnten darüber hinaus zur Ausweitung des Warenverkehrs mit den Staaten der kleinen Entente nur Vereinbarungen auf dem Wege zweiseitiger Verträge schließen. Aus alledem ginge hervor, daß auf Grund der letzten Römischen Vereinbarungen ein Hodža- oder Tardieu-Plan nicht mehr verwirklicht werden könne, was, wie ich meine, vom deutschen Standpunkt aus nur ein befriedigendes Ergebnis sein könnte.

Ich teilte Hassel auch vertraulich mit, daß bei den Gesprächen auch eine Erweiterung des Römischen Paktes zur Sprache gekommen sei und zwar auf ungarischen Vorschlag hin in erster Linie mit Hinblick auf Deutschland und Polen, weiterhin auch auf Jugoslawien. Prinzipiell hätten die Österreicher dem nicht widersprochen, hätten aber natürlich ihre endgültige Stellungnahme von einer deutsch—österreichischen Vereinbarung abhängig gemacht. Dazu wären sie übrigens bereit, und Schuschnigg habe besonders hervorgehoben, daß Österreich keine deutschfeindliche Politik führen und an Sanktionen gegen Deutschland nicht teilnehmen würde. (Obiges hätte er auch dem deutschen Gesandten in Wien, Papen mitgeteilt.)

[24] Wird hier nicht angeführt.

[25] Vom 21.—23. März 1936 führten in Rom die Vertreter der Staaten des Römischen Paktes Verhandlungen. Sie waren vertreten durch den italienischen Ministerpräsidenten Mussolini, den österreichischen Kanzler Schuschnigg, den österreichischen Außenminister Berger-Waldenegg, den ungarischen Ministerpräsidenten Gömbös und den ungarischen Außenminister Kánya.

Überhaupt habe sich in mir die feste Überzeugung herausgebildet, daß die Österreicher, wenn die Aussöhnung mit Deutschland gelänge, sofort das Liebäugeln mit Frankreich und der Tschechoslowakei aufgeben und sich außenpolitisch vollkommen auf Deutschland stützen würden.

Hassel nahm meine Mitteilungen mit Freuden zur Kenntnis und versprach, sie seiner Regierung sofort zu berichten.

O. L. Küm. res. pol. 1936—23/230.
Original

5

Genf, den 28. Juli 1936

Brief des zeitweiligen ungarischen Geschäftsträgers in Madrid an Gábor Apor[26]

Lieber Gabsi!

Erlaube, daß ich Dir, en passage in Genf, kurz über meine Unterhaltung mit Hornbostel berichte.

Der Succus des von ihm Vorgetragenen war:

1. Die österreichisch—deutsche Verständigung, an der er, wie er sagte, auch selbst gearbeitet habe, betrachte er unter den gegebenen Umständen als ein notwendiges Übel.

2. Er sei überzeugt, daß die Deutschen trotz des Abkommens, danach streben würden, sie mit der Zeit zu verschlucken. In dieser Beziehung warte nach Hornbostels Meinung auf Österreicher und Tschechen ein ähnliches Schicksal, dann nämlich, wenn man den Deutschen freien Lauf lassen würde.

3. Gerade deshalb hält er es für die Hauptaufgabe, zu verhindern, daß dieser Fall eintrete und er werde daher bestrebt sein, die gutgläubigen, naiven österreichischen Führungsfaktoren davon zurückzuhalten, daß sie sich unbedenklich in die »tödlich umfangenden« Arme der Deutschen stürzen. Es erübrigt sich zu sagen, daß bei einer solchen parti pris Teddys alle meine Argumentation vergeblich war. Schließlich nahm ich dieses Thema von der Tagesordnung, indem ich ihn als manisch bezeichnete. Darüber lachte Teddy sehr und dann sprachen wir sehr gemütlich über etwas anderes.

Meine Reise läuft programmgemäß ab. Den ersten Abend verbrachte ich in Wien, den zweiten bei Malfatti[27] *in Zell am See, den dritten allein in St. Anton. Heute abend bin ich bei Laci Bartók,*[28] *und wenn Gott mir gnädig ist, komme ich morgen abend in Biarritz an. Was dann wird, das weiß ich auch jetzt noch nicht. Vederemo.*

Jetzt aber, mein Gabsi, sei der Himmel mit Dir.
Es grüßt Dich herzlich Dein alter Freund

Wodianer

P. S. Ich bitte Dich, Gabsi, gib acht, daß Hornbostel nicht erfährt, daß ich meinen Vorgesetzten über die Unterhaltung, die ich mit ihm gehabt habe, berichtet habe.

O. L. Küm. res. pol. 1936—20—523.
Original

[26] Der ständige Stellvertreter des ungarischen Außenministers.
[27] Italienischer Gesandtschaftsrat beim Völkerbund.
[28] Dr. László Bartók, Ungarischer Gesandtschaftssekretär beim Völkerbund.

6

Budapest, den 11. Oktober 1936

Tagesbericht über die Unterredung zwischen dem ungarischen Außenminister Kánya und dem preußischen Ministerpräsidenten Göring

Bei dem im National-Casino gegebenen Abendessen am Tage der Beisetzung des verstorbenen Ministerpräsidenten Gyula Gömbös, hatte ich eine längere Unterredung mit dem preußischen Ministerpräsidenten Göring, deren wesentlicher Inhalt in folgendem zusammengefaßt werden kann:

Über die österreichische Frage, beziehungsweise über das deutsch—österreichische Abkommen vom 11. Juli äußerte sich Ministerpräsident Göring etwa so, wie Baron Neurath anläßlich seines Budapester Besuches im September (s. den Tagesbericht vom 21. September über den Besuch des Barons Neurath).[29] *Göring erklärte, Hitler würde zu seinem Wort stehen, er werde Österreichs innere Lage nicht stören, er werde keine Gewalt anwenden, »obwohl zwei Divisionen genügen würden, um Österreich in kurzer Zeit zu überrennen«. Das würde aber natürlich nicht bedeuten, daß Deutschland vollkommen auf Österreich verzichte. Dieser durch und durch deutsche Staat müßte sich früher oder später in irgendeiner Form an das Reich anschließen. Mussolini aber müßte einsehen, daß er sich nicht ewig in der Rolle des Protektors eines unabhängigen Österreichs gefallen könne, daß es für das vom englischen Revanchegedanken bedrohte Italien von riesigem Interesse sei, sich in einem kommenden italienisch—englischen Krieg Deutschlands Bündnis und Unterstützung zu sichern. Er verwies auf die Mittelmeerreise Sir Samuel Hoares, Duff Coopers und des englischen Königs, auf die gewaltige Aufrüstung Englands und auf das überhaupt nicht bemäntelte Bestreben, sich die Freundschaft Jugoslawiens, Griechenlands und der Türkei gegen Italien zu sichern.*

Er lobte den ebenfalls anwesenden Grafen Ciano, den er einen »schneidigen Kerl« nannte.

Über die Tschechoslowakei äußerte sich Göring sehr abfällig. »Wir werden nicht dulden, daß das kerndeutsche Sudetenland unter tschechischer Herrschaft verblute.« Nach Görings Meinung werde die Bezwingung der Tschechei eine leichte Aufgabe sein. Es stimme zwar, daß die Tschechen jetzt entlang der deutschen Grenze Befestigungen bauten, was den Einmarsch der deutschen Truppen verlangsamen, aber die gegen die Tschechoslowakei gerichteten Pläne Deutschlands in keiner Weise ändern werde.

Göring äußerte sich über Jugoslawien erneut im Tone größter Anerkennung und verheimlichte überhaupt nicht, daß ihm die Aussöhnung, beziehungsweise die Zusammenarbeit mit diesem Lande eine Herzensangelegenheit sei. »Sie glauben gar nicht, wie weit unsere Verhandlungen mit Belgrad vorgeschritten sind«, wozu er als Erklärung hinzufügte, daß Stojadinović entschlossen sei, mit der Zeit aus der Kleinen Entente auszutreten. Natürlich müsse er mit viel Umsicht und Vorsicht vorgehen, denn von seinen Verbündeten würde er bereits der Treulosigkeit bezichtigt.

Danach trug der preußische Ministerpräsident vor, daß der englische König, der einen großen Einfluß auf den Prinzen Paul habe, alles unternehme, um Jugoslawien von der Anfreundung mit Italien und Ungarn zurückzuhalten. Leider — so fuhr der Ministerpräsident fort — hätte dieser Einfluß in letzter Zeit auch seine Schatten auf das deutsch—jugoslawische Verhältnis geworfen. Aber deshalb gab Göring die Hoffnung nicht auf, Jugoslawien endgültig zu gewinnen.

Rumänien traut Göring derzeit ebenso wenig, wie Baron Neurath (s. den Tagesbericht vom 20. September), und er meint, daß dort der stark frankreichfreundliche Kurs auch nach dem Sturz Titulescus bestehen bleiben werde. Der Außenminister Antonescu werde, seiner Meinung nach, mit allen Mitteln auf die Sicherung der französischen Unterstützung bedacht sein.

[29] Wird hier nicht angeführt.

Auf Polens Haltung achtet Berlin seit Rydz-Smiglys Pariser Besuch stärker, aber Göring vertraut zunächst noch darauf, daß das von Sowjetrußland so stark bedrohte Polen sich im Endergebnis im Kampf gegen den Bolschewismus doch an die Seite Deutschlands stellen werde.

Göring, der noch immer das Übergewicht des italienischen Einflusses in Ungarn befürchtet, richtete unter anderem die Frage an mich, ob es stimme, daß der italienische Gesandte in Budapest, Colonna, alles zur Verminderung des deutschen Einflusses in Ungarn unternehme.

Ich antwortete ihm, daß Colonnas ruhige, besonnene und gegen jede Intrige gefeite Person zur Durchführung einer solchen Aufgabe überhaupt nicht geeignet sei. Es habe Zeiten gegeben — fuhr ich fort —, in denen die Italiener auf die Deutschen eifersüchtig gewesen seien. Die angeblich übertriebene deutsche Freundschaft hätten mir vor zwei Jahren in Rom sowohl Mussolini als auch der Staatssekretär des Äußeren, Suvich, vorgeworfen. Darauf hätte ich Mussolini die Hauptgründe für die Deutschland gegenüber verfolgte Politik Ungarns erläutert und erklärt, daß ich, solange ich Minister sei, neben der warm empfundenen Freundschaft für Italien, den deutschfreundlichen Kurs halten werde, den aufzugeben ich nur in dem Augenblick gezwungen wäre, wenn ich wahrnehmen müßte, daß Berlin auf die ungarische Freundschaft keinen Wert lege. Der italienische Regierungschef habe unserem, von mir dargelegten Standpunkt gegenüber großes Verständnis gezeigt und wie die jetzige Lage bestätige, würde heute auch er selbst großes Gewicht auf die Freundschaft des Reiches legen.

Der Tod des Ministerpräsidenten Gömbös hat einen tiefen Eindruck auf Göring gemacht. »Wir haben ihn so gerne gehabt«, sagte er mir mehrmals während unserer Unterhaltung. Er gab seiner Befürchtung Ausdruck, daß sich sowohl unsere Außen- wie Innenpolitik nach Gömbös' Tode wesentlich ändern werde. Ich versuchte ihn mit der Feststellung zu beruhigen, daß Darányi vielleicht mit weniger Schwung, bestimmt aber mit ebensoviel Beharrlichkeit und Bestimmtheit in der Innenpolitik wie in internationaler Beziehung die Richtung verfolgen werde, der Gömbös seine deutsche Popularität verdanken konnte.

O. L. Küm. pol. 1936—20/25—4087.
Kopie

7

Berlin, den 15. März 1937

Bericht des ungarischen Gesandten in Berlin an den Außenminister

49/pol.-1937.

Streng vertraulich!

Inhalt: Deutsch—österreichisches Verhältnis

Bei meinem letzten Besuch erwähnte Baron Neurath, daß bei den Verhandlungen mit Kanzler Schuschnigg auch die Angelegenheit der österreichischen Restauration zur Sprache gekommen sei. Kanzler Schuschnigg habe betont, daß er die Frage der Habsburg-Restauration als ausschließlich innere Angelegenheit Österreichs betrachte. Trotzdem hielt es Baron Neurath für notwendig, den österreichischen Kanzler darauf aufmerksam zu machen, daß die Habsburg-Restauration Österreichs Selbstmord bedeute.

Ob es Baron Neurath dem Kanzler Schuschnigg gegenüber erwähnt hat, dafür habe ich keinen Anhaltspunkt, mir aber gab er zwischen den Zeilen zu verstehen, daß eine eventuelle Habsburg-Restauration in Österreich den Einmarsch der Deutschen bedeuten würde. In diesem Zusammenhang verweise ich ergebenst auf wiederholte Äußerungen ähnlichen Sinnes, die Göring mir gegenüber gemacht hat, und über die Eure Exzellenz meine diesbezüglichen Berichte informieren.

Beachtenswert ist der im Berliner Tageblatt, in der Ausgabe vom 11. des Monats erschienene Leitartikel mit dem Titel »Pragmatische Sanktion«, der darlegt, die Restauration sei keine Frage der inneren Angelegenheiten, sondern habe internationale Beziehungen und wenn Österreich die Restauration auf Grund des in der Pragmatischen Sanktion wurzelnden Legitimismus verwirklichen wolle, dann müsse deren Rechtswirkung sein, sie auch auf die Nachfolgestaaten auszudehnen. Der »Von besonderer Seite« gezeichnete Artikel spiegelt offensichtlich die Stellungnahme offizieller Kreise wider. Mutatis mutandis, aus diesem Artikel kann man auch darauf schließen, daß Deutschland im Falle der österreichischen Restauration mit den Staaten zusammenarbeiten wird, die ebenfalls Restaurationsgegner sind, und in diesem Falle können wir uns auf eine gewisse Zusammenarbeit mit den Staaten der Kleinen Entente gefaßt machen. Ich bemerke, daß auch Göring mir gegenüber bei einer früheren Unterhaltung über diesen Gegenstand betont hat, daß Deutschland in dieser Beziehung völlig mit Jugoslawien auf einer gemeinsamen Plattform stehe.

Zum Schluß erlaube ich mir noch, zu melden, daß Baron Neurath meine Aufmerksamkeit auf ein im Paris Soir, in der Ausgabe vom 6. März enthaltenes Interview Schuschnigg—Sauerwein[30] *gelenkt hat, dessen Inhalt vollkommen dem Tatbestand entspricht.*

Sztójay
Königl. Ungarischer Gesandter

O. L. Küm. pol. 1937—20/25—201—916.
Original

8

Prag, den 28. April 1937

Bericht des ungarischen Gesandten in Prag an den Außenminister

93/pol.—1937.

Streng vertraulich!
Inhalt: Verhandlungen von Venedig und das österreichisch—tschechoslowakische Verhältnis

Das Ergebnis der Venezianischen Verhandlungen[31] *der Leiter der italienischen und der österreichischen Politik hat hier große Überraschung ausgelöst. Daß die Achse Berlin—Rom so fest sei, damit hatte man doch nicht gerechnet und vor allem nicht damit, daß Mussolini bei einem Zusammenstoß der österreichischen und deutschen Interessen für Berlin und nicht für Wien Partei ergreifen würde, wie man es aus dem diesbezüglichen Kommuniqué mit großer Betrübtheit festzustellen gezwungen ist.*

Sicher auf höhere Anweisung verhält sich aber die gesamte Presse sehr zurückhaltend und bringt die Verbitterung über die Haltung Italiens nur durch die Wiedergabe der italienfeindlichen

[30] Der Paris-Soir veröffentlichte in seiner Ausgabe vom 7. März 1937 (das von Sztójay angegebene Datum 6. März 1937 beruht auf einem Irrtum) das Interview Kanzler Schuschniggs mit dem französischen Journalisten Jules Sauerwein. Schuschnigg sagte, offensichtlich als Antwort auf Neuraths drohende Äußerungen, die er anläßlich seines Wiener Besuches gegen die Restauration der Habsburger gemacht hatte: »Wir werden nur das tun, was wir vom Gesichtspunkt der allgemeinen europäischen Lage für recht und vernünftig halten. Im gegebenen Augenblick werden wir die Entscheidungen fällen, die die Umstände gestatten und dabei werden wir uns von niemandem beeinflussen lassen«. In den weiteren Abschnitten führt das Interview die Feststellungen zur Habsburg-Restauration aus Schuschniggs Rede vom 14. Februar an.

[31] Unter Teilnahme von Mussolini, Ciano, Schuschnigg und Schmidt am 22. April 1937.

Kommentare der ausländischen Presse zum Ausdruck. Diese Presseäußerungen wollen wissen, daß Bundeskanzler Schuschnigg, angesichts dessen, daß er in seinem Kampf gegen den Nazismus bei Italien nicht mehr die nötige Unterstützung gegen die gemeinsame deutsche Gefahr findet, Annäherung an die Tschechoslowakei gesucht habe. Das hätte ihm Mussolini in Venedig untersagt und hätte ihn gezwungen, im Interesse der Verbesserung des österreichisch—deutschen Verhältnisses, den eigenen Nazis gegenüber mehr Nachsicht zu üben, beziehungsweise, sie in die Regierung einzubeziehen.

Es scheint gewiß, daß Herr Hodža anläßlich seines letzten Wiener Besuches bei Herrn Schuschnigg in bezug auf eine Zusammenarbeit zwischen Prag und Wien vorgefühlt hat. Welche Aufnahme dies von Österreich aus gefunden hat, und ob zwischen den beiden Regierungschefs irgendeine Vereinbarung zustandegekommen ist, konnte ich auf keine Art feststellen.

Mein hiesiger österreichischer Kollege hat keine diesbezügliche Information bekommen und, nach einer mir gegenüber gemachten vertraulichen Äußerung, war auch bei einer längeren politischen Besprechung, die er dieser Tage mit dem Präsidenten der Republik geführt hat, keine Rede davon.

Mein italienischer Kollege, der mich gestern aufsuchte, war über die Einzelheiten der Verhandlungen in Venedig noch nicht informiert und so konnte auch er nicht feststellen, worin die österreichisch—tschechoslowakische Annäherung bestehe oder worin sie bestanden habe.

Aus schwedischer Quelle, die ich im gegebenen Falle deshalb für kompetent halte, weil mein schwedischer Kollege durch die Freimaurer zu den hiesigen führenden Kreisen gute Beziehungen hat, höre ich, daß Herr Hodža Kanzler Schuschnigg einen zweiseitigen Nichtangriffspakt vorgeschlagen habe, den letzterer ohne Hinzuziehung Italiens nicht gewagt habe anzunehmen. In Venedig habe ihm dann Mussolini energisch davon abgeraten.

Diese Kombination erscheint mir am wahrscheinlichsten, denn sie wird durch die Äußerungen bekräftigt, die Herr Krofta am Vorabend der Herausgabe des Kommuniqués der Verhandlungen von Venedig mir gegenüber über das österreichisch—tschechoslowakische Verhältnis gemacht hat. Der Herr Außenminister reagierte sehr gereizt auf die Behauptung, daß sich die Auffassung der tschechoslowakischen Regierung über die Habsburg-Restauration geändert habe. Dazu bestünde, seiner Meinung nach, kein Grund. Es stimme zwar, daß die Restauration für die Tschechoslowakei weniger Bedeutung habe als für Jugoslawien, wofür die Gründe selbstverständlich seien. Das schließe aber noch nicht ein, daß die Tschechoslowakei für die Restauration eintrete. Es läge kein Grund dazu vor, der österreichischen Regierung einen Gefallen zu tun, denn auf diesem Gebiete habe man ungünstige Erfahrungen, Hodžas vorjähriger Besuch in Wien und Schuschniggs hiesiger Besuch hätten auch lediglich zum Ergebnis gehabt, daß Österreich den Römischen Pakt nicht mit aller tschechoslowakeifeindlichen Schärfe ausgebaut und auch mit Deutschland einen Vertrag geschlossen habe. In Kroftas Worten war eine gewisse Bitterkeit gegen Österreich zu spüren. Schließlich stellte er sehr nachdrücklich fest, daß die Tschechoslowakei jederzeit bereit sei, mit den Donaustaaten eine engere Kooperation herzustellen, doch nur mit der Voraussetzung, daß sie weder eine gegen Italien noch eine gegen Deutschland gerichtete Spitze habe.

Ich bezweifle, daß er, als er diese Äußerung machte, schon näher über die Ereignisse in Venedig informiert war. Den mir gegenüber dargelegten Standpunkt erkläre ich eher damit, daß er von Hodžas Angebot in Wien unterrichtet war, dem er aber nicht zustimmte, weil er voraussah, daß sich dies infolge des zu erwartenden Widerstandes von Deutschland und Italien sowieso nicht würde verwirklichen lassen.

Herr Krofta ist im allgemeinen Hodžas »genialen« Vorstellungen gegenüber immer ziemlich skeptisch.

gez. Wettstein

O. L. Küm. pol. 1937—7/25—1458/pol.—1937.
Kopie

9

Wien, den 28. Mai 1937

Bericht des ungarischen Gesandten in Wien an den Außenminister

99/pol.—Fön.—1937.

Inhalt : Mein Gespräch mit Botschafter Papen über das deutsch—österreichische Verhältnis

Botschafter Papen, der zwei Wochen in Deutschland war und auch Hitler besucht hat, morgen wieder in Berlin sein wird, äußert sich sehr pessimistisch über die Entwicklung des österreichisch—deutschen Verhältnisses.

Seiner Meinung nach sei die reine Sabotage des Abkommens vom 11. Juli kein alleiniger Maßstab für die feindliche Haltung der österreichischen Regierung, sondern viel mehr fiele die von Mißtrauen erfüllte geistige Haltung auf, die die österreichischen Staatsmänner Deutschland gegenüber zur Schau trügen. In Schuschniggs und seiner Mitarbeiter Augen, sei Deutschland der Feind. Charakteristisch sei dafür, daß den österreichischen Staatsmännern am 30. April irgendein lächerliches Gerücht zu Ohren gekommen sei, wonach die deutsche Regierung in München Truppen zusammenziehe, um nach Österreich einzumarschieren. Nach Papen seien Schuschnigg und seine Mitarbeiter diesem Gerücht aufgesessen, hätten Informationen eingeholt und seien nur schwer zu beruhigen gewesen. Es verdrießt Papen auch, daß die österreichische Regierung, obwohl das Abkommen vom 11. Juli Österreichs Unabhängigkeit gut zu sichern vermag, nach der Sicherung der ständigen Unabhängigkeit strebe und sich zu diesem Zwecke nach London und Paris wende.

Während die deutsche Regierung die Absicht habe, in Mitteleuropa einen sehr zuverlässigen antifranzösischen Block zu schaffen, sabotiere Schuschnigg diese Arbeit nicht nur dadurch, daß er dauernd mit Prag, Paris und London liebäugele (zwar würde allein das Liebäugeln mit England die deutsche Regierung nicht verdrießen), sondern auch dadurch, daß er in seiner Innenpolitik das Abkommen vom 11. Juli nicht durchführe, die Nazis in den Hintergrund dränge, die Kommission, die gebildet worden sei, um deren Eintritt in die Vaterländische Front zu regeln, mache überhaupt nichts und daher hinge ihr Einzug in die Regierung, die nur den Mitgliedern der Vaterländischen Front möglich sei, vollkommen in der Luft.

Dies alles rufe in Deutschland Mißmut hervor, und darüber hinaus sei Papen nach dem Niederholen einer Hakenkreuzfahne in Pinkafeld durch Soldaten (worüber ich bereits berichtete 89/pol.-) angewisen worden, nach seiner Rückkehr aus Berchtesgaden, das heißt gestern, wie er sagte, Schuschniggs Aufmerksamkeit sehr nachdrücklich auf den Umstand zu lenken, daß in den Ländern Österreichs die Nazibewegung erstarke und sich ein dem Pinkafelder Vorfall ähnliches oder anderes Ereignis ergeben und zu Zusammenstößen führen könne, von denen man danach zwar wissen würde, wann und wo dieser unangenehme Vorfall begonnen habe, aber man werde nicht voraussehen können, wohin er führe. Nach Papen ist aber Schuschnigg nicht in der Lage, einen konkreten Entschluß zu fassen.

In seinen weiteren Ausführungen unterstrich Papen mir gegenüber mit großem Nachdruck, daß Deutschland nicht an einen Anschluß denke, eine auf alle Phasen des nationalen Lebens sich erstreckende Zusammenarbeit würde ausreichen, Schuschnigg sei dafür aber nicht zu gewinnen, dabei würde ein Einverständnis mit Deutschland Schuschniggs Position im Innern des Landes stärken, während er so der Gefahr ausgesetzt sei, ein Opfer der zunehmenden Unzufriedenheit zu werden. Es sei mir gestattet, mich an dieser Stelle auf meine bisherigen Berichte zu berufen, in denen ich mehrmals auf Schuschniggs labile Lage hingewiesen habe.

Schließlich verwies Papen auch auf die Tschechoslowakei, deren Aufteilung einer der Pläne der deutschen Regierung sei. Und er fügte hinzu : »Die Tschechoslowakei kann nicht bleiben: ich denke, daß ein durchgreifender Entschluß bei günstiger internationaler Lage auch Österreich gegenüber wird gefaßt werden müssen.«

Sofern die internationale Lage eine Konstellation zeigt, in der die Deutschen wagen würden, aktiv gegen Österreich aufzutreten, sollten wir uns, meiner bescheidenen Meinung nach, schon vorher darauf vorbereiten und zwar derart, daß dies nicht zur Eingliederung, sondern zur Aufteilung Österreichs führen sollte und deshalb müßten wir schon jetzt diplomatisch manövrieren, um zu erreichen, daß wir bei dieser Gelegenheit unsere Westgrenzen wiederherstellen könnten und Südkärnten ein Tauschobjekt für die Bácska sein könnte.

Rudnay
Königl. Ungarischer Außerordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister

O. L. Küm. pol. 1937—20/25—201—1849.
Original

10

Carinhall, den 22. November 1937

Tagesbericht über die Besprechung zwischen dem preußischen Ministerpräsidenten, Generaloberst Göring und dem ungarischen Ministerpräsidenten Darányi und Außenminister Kánya

Göring empfing uns ziemlich aufgeregt damit, daß nach Berichten aus guter Quelle, zwischen der österreichischen und der ungarischen Regierung eine Abmachung zustandegekommen sei nach der Ungarn, im Falle eines deutsch—österreichischen bewaffneten Konfliktes Österreich gegen die Deutschen unterstützen würde. Von Österreich stellte er ziemlich gereizt fest, daß Schuschnigg in keiner Weise bereit sei, das Abkommen vom 11. Juli einzuhalten, er ließe die deutschen, nationalen Kräfte nicht zur Geltung kommen, so daß er (Göring) Schmidts Einladung zu einer Jagd in Hinterissen nicht annehmen werde, wenn er nicht vorher Garantien dafür bekäme, daß er von seiner Österreichreise mit gewissen Erfolgen in der Frage der österreichischen Nazis nach Hause kommen könne. Laut Göring behaupte Schuschnigg vergebens, daß er, soweit seinem Lande die Unabhängigkeit gesichert werde, bereit sei, mit Deutschland in jeder Hinsicht zusammenzuarbeiten. Die Wahrheit sei, daß Schuschnigg die Deutschen hasse, was aus einem vor kurzem von besagtem an den Heiligen Stuhl gerichteten Brief hervorgehe, in dem unter anderem zu lesen sei, daß Österreich zwar Berlin gegenüber Freundschaft heuchle, eine wahre Freundschaft aber zwischen Österreich und dem heidnischen Dritten Reich niemals zustandekommen könne. Der preußische Ministerpräsident hob weiter hervor, daß Wien nach seiner Meinung und Information enge Verbindung mit Prag aufrechterhalte, dem es durch den gemeinsamen Haß gegen Deutschland verbunden sei. Seinen Informationen nach bestünde zwischen Prag und Wien ein militärisches Abkommen, daß im Falle eines deutschen Angriffs die Zusammenarbeit der beiden Länder sichere.

Nach Görings Ansicht werde England in der Frage des Anschlusses Österreichs an Deutschland kein größeres Interesse zeigen. Dasselbe könnte man nicht mit gleicher Bestimmtheit von Frankreich sagen, es sei aber wahrscheinlich, daß Frankreich Österreich auch nur dann zu Hilfe eilen würde, wenn es die allgemeine europäische Lage gestatte. La France s'inspirera des circonstances.

Darányis und mein Bestreben, Göring in bezug auf die angeblichen Intrigen der Österreicher zu beruhigen, hatte keinen Erfolg. Einen guten Eindruck machte auf ihn aber unsere ent-

schiedene Erklärung, daß wir mit den Österreichern nicht nur keine Art von gegen Deutschland gerichteten Abkommen geschlossen, sondern auch niemals von österreichischer Seite einen solchen Vorschlag bekommen hätten. Wir erklärten, daß wir zu Österreich ein sehr gutes Verhältnis hätten, aber keinerlei gegenseitige militärische Verpflichtungen übernommen hätten und daß unser gutes Verhältnis auf militärischem Gebiet vor allem darin zum Ausdruck käme, daß wir die Einrichtung des Offiziersaustausches eingeführt hätten und daß wir bestrebt seien, einander in bezug auf Kriegsmaterial zu unterstützen.

Göring trug vor, nach seinen Informationen sei es Schuschniggs Plan, eine engere Verbindung zwischen Budapest und Prag herzustellen und zwar auf legitimistischer Grundlage. Otto würde in Österreich als Kaiser, in der Tschechei und Ungarn als König regieren. Wir erklärten ihm nachdrücklich, daß wir von ähnlichen Plänen nichts gehört hätten und diese für vollkommen grundlos hielten, um so mehr, als wir sichere Kenntnis davon hätten, daß sich Schuschnigg jeder Deutschland eventuell verletzenden Aktion enthalten wolle und die Restauration überhaupt nicht für aktuell halte. Unser Bestreben, Göring zu beruhigen, mißglückte aber völlig. Göring berief sich ständig auf das Schicksal der in den österreichischen Gefängnissen schmachtenden Nazis und betonte, solange dieser Zustand bestehe, könnte sich zwischen Wien und Berlin kein freundschaftliches Verhältnis entwickeln. Seit Deutschland wieder eine Weltmacht geworden, sei seine Anziehungskraft auf die Deutschen im Ausland, und natürlich auch auf die Österreicher, stark gewachsen, weshalb er als natürliche Weiterentwicklung Österreichs Vereinigung mit dem Mutterland für unumgänglich halte.

Zu einer längeren Diskussion gab die serbische Frage Anlaß. Göring betonte diesmal, wie schon in der Vergangenheit, daß er auf die Freundschaft Jugoslawiens als dem größten Militärstaat des Balkans, sehr großen Wert lege und daß er Stojadinović und dem Prinzen Paul vollkommen vertraue. Vor einigen Jahren hätte er vom Führer den Auftrag bekommen, zu versuchen, das damals sehr schlechte deutsch—jugoslawische Verhältnis zu verbessern, was seiner Meinung nach auch vollkommen gelungen sei. Er sei davon überzeugt, daß Stojadinovićs Jugoslawien niemals an einer deutschfeindlichen Kombination teilnehmen werde, sofern keine Weltkoalition gegen Deutschland entstünde. Davon aber, dem Himmel sei Dank, wären wir sehr weit entfernt. Der Führer habe immer verkündet, daß Ungarn seine jetzige Generation befriedigen müsse, indem es in einer Richtung (in Richtung Tschechoslowakei) als Angreifer aufträte und so die ihm angeschlossenen ungarischen Gebiete wiedergewinnen könnte. Daher sei es notwendig, daß wir uns möglichst endgültig mit Jugoslawien aussöhnten, mit Rumänien aber einen Modus vivendi fänden. Die Jugoslawen würden den ungarischen Versprechungen nicht trauen und wären nur bereit, sich mit Ungarn auszusöhnen, wenn letzteres unter der Garantie von Deutschland und Italien »auf ewig« der Rückgewinnung der Jugoslawien angeschlossenen ungarischen Gebiete entsagen würde. Man könnte es Jugoslawien nicht verargen, wenn es nicht glauben wolle, daß Ungarn bereit sei, auf die von ihm abgetrennten Gebiete endgültig zu verzichten. Schriftliche Verpflichtungen könne Stojadinović schon deshalb nicht annehmen, weil ihr Bekanntwerden die Belgrader Regierung in eine unmögliche Situation brächte.

Ich gab meinem Bedauern darüber Ausdruck, daß ich Görings in die Serben gesetztes Vertrauen von meiner Seite nicht für angebracht halten könne. Dem jugoslawischen Gesandten[32] in Budapest gegenüber könnte ich mich nicht vertraulich zeigen, weil er jede vertrauliche Mitteilung sofort den Gesandten Frankreichs und der Kleinen Entente weitergebe. Ich hätte genaue Kenntnis davon, daß der erwähnte Gesandte die Instruktion habe, keine Haltung zu zeigen, aus der man folgern könnte, die Regierung lege auf eine ungarisch—jugoslawische Freundschaft besonders großes Gewicht. Wir hätten Stojadinović im Sommer ein vom serbischen Standpunkt aus sehr günstiges Angebot gemacht, das zwar nicht die Anerkennung der gegenwärtigen Grenzen enthalten, aber jeden Angriff von seiten Ungarns ausgeschlossen hätte. Der jugoslawische Ministerpräsident

[32] Vukćević

hätte diesen Plan am Anfang mit großer Begeisterung aufgenommen, um nach ein-zwei Wochen seine Zustimmung zu diesem Plan zurückzuziehen. Auf Einwirken Frankreichs und seiner Verbündeten der Kleinen Entente erklärte er, daß seine mit Bulgarien und Italien abgeschlossenen Abkommen und die Betonung der deutschen Freundschaft sein Kabinett schon derart diskreditiert hätten, daß er seine politische Rechnung nicht noch mit einem mit Ungarn abzuschließenden zweiseitigen Übereinkommen belasten könne. Trotz dieser durchaus nicht als freundlich zu bezeichnenden Haltung hätte ich die Möglichkeit einer ungarisch—serbischen Annäherung dadurch offengehalten, daß ich über unseren Belgrader Gesandten[33] eine Erklärung abgegeben hätte, nach der die Zeit für eine ungarisch—serbische Annäherung anscheinend noch nicht reif sei, wenn aber Stojadinović später auf diese Frage zurückkommen wolle, stünden wir zur Verfügung. Zur Unterbreitung neuer Vorschläge sei ich fernerhin nicht bereit, aber eine von Belgrad ausgehende Initiative würde ich gern zum Gegenstand ernster Erörterungen machen. Es sei meine Überzeugung, daß wir auf dem Wege direkter ungarisch—jugoslawischer Besprechungen zu keiner Übereinkunft kämen, denn Stojadinović benutze jede Gelegenheit, zu äußern, daß er ohne vorherige Zustimmung seiner Verbündeten der Kleinen Entente keine Art von Vereinbarung schließen werde. So habe sich Stojadinović zuletzt auch bei den Verhandlungen von Sinaia Ende August geäußert. Deshalb sei ich bereit, eine etwaige Vermittlung Görings anzunehmen, vorausgesetzt, daß dabei nicht von einer einseitigen Verpflichtungsübernahme die Rede wäre, sondern daß wir von Belgrad für die endgültige Anerkennung der Trianoner Grenze Garantien dafür bekämen, daß es sich im Falle eines Konfliktes zwischen Ungarn und irgendeinem seiner Nachbarn vollkommen desinteressiert zeigen werde. Göring nahm diese Erklärung mit großer Freude auf und sagte, daß er nicht offiziell, aber als Privatmann diese Frage mit der Belgrader Regierung oder mit dem hiesigen Gesandten zur Sprache bringen werde.

Rumänien gegenüber würde nach Görings Ansicht ein Modus vivendi genügen, auf meine Frage aber, wie er sich das vorstelle, bekam ich keine Antwort. Er wiederholte nur immerfort: »Ungarn kann durch geschickte Politik, ohne die heutigen Grenzen als definitiv anzuerkennen, Rumänien von einer Unterstützung der Tschechoslowakei im Falle eines Konfliktes abhalten.« Als ich meine diesbezüglichen Zweifel äußerte und meine Ansicht darüber zum Ausdruck brachte, daß ich den Rumänen, wenn ich sie vom Angriff der Tschechoslowakei fernhalten wollte, die gleichen Zugeständnisse machen müßte, wie den Jugoslawen, konnte Göring nichts anderes sagen, als die obige Erklärung wiederholen.

Über die Tschechoslowakei äußerte sich, wie jeder deutsche Staatsmann, so selbstredend auch Göring am abfälligsten, ihre Aufteilung bezeichnete er als unbedingt notwendig, fügte aber hinzu, daß es nur im Rahmen eines größeren Krieges möglich sei, einen Krieg gegen die Tschechoslowakei zu beginnen.

Auch die Frage der deutschen Minderheiten in Ungarn kam zur Sprache, wozu Göring erklärte: »Es ist eine hirnverbrannte Idee, zu glauben, daß sich Hitler auch mit der Einverleibung Ungarns beschäftigt.« Die ungarländischen deutschen Minderheiten seien aus eigenem Ermessen dorthin gegangen, sie lebten nicht in einem großen Block, sondern zerstreut und deshalb sei Deutschlands Bestreben nur darauf gerichtet, daß die kulturellen Forderungen dieser Minderheiten befriedigt würden. Gemeinsam mit Darányi legten wir ihm dar, daß die deutsche Presse und die verschiedenen Organe der Partei durch das Bestreben, die Lage der deutschen Minderheiten in Rumänien und Jugoslawien viel günstiger erscheinen zu lassen als in Ungarn, bei uns den Eindruck erweckt hätten, die deutsche Regierung zeige für diese beiden Länder mehr Interesse als für Ungarn. Diese Ansicht sei bestärkt worden durch die von deutscher Seite mehrmals gemachten Äußerungen, daß das Reich die territorialen Forderungen Ungarns gegenüber Rumänien und Jugoslawien unter keinen Umständen unterstützen werde. Wir sagten Göring aufrichtig, daß wir dabei an Hitlers mehrmalige Erklärungen hierzu dächten, die besonders in Rumänien den Eindruck er-

[33] Waldemar Alth

weckt hätten, als sei das deutsch—ungarische Verhältnis nicht so innig, wie es scheine und daß die Rumänen keinen Grund hätten, die Freundschaft Ungarns zu suchen, da sie ohnedies unter allen Umständen auf die Unterstützung Deutschlands zählen könnten. In diesem Zusammenhang kam auch Rosenbergs bekannter Artikel vom vorigen November zur Sprache, dessen Hauptziel nach Göring gewesen sei, die rechtsradikalen rumänischen Parteien zu gewinnen. Rosenberg lebe nämlich in der Illusion, daß diese Partei in Kürze zur Macht kommen werde und außerdem habe er noch einmal versucht, hohe Außenpolitik zu machen. Er habe sein Ziel nicht erreicht, die extrem nationalistischen Parteien seien in Rumänien noch immer in der Minderheit und es bestehe auch keine Aussicht, daß in nächster Zukunft in dieser Lage eine Änderung eintreten werde.

Was Hitlers oben erwähnte Erklärungen betrifft, so sagte Göring dazu, daß sie nicht in der Form abgegeben worden seien, wie es die Rumänen hinstellten. Der Kanzler habe lediglich gesagt, daß die rumänische Auffassung, als würde er die Ungarn gegen Rumänien aufhetzen, überhaupt nicht der Wirklichkeit entspräche und daß er Ungarns aggressives Auftreten gegen Rumänien jetzt nicht billige. Das bedeute überhaupt nicht, daß Hitler die territorialen Revisionsbestrebungen Ungarns gegenüber Rumänien mißbillige, er sei aber der Überzeugung, die Erreichung dieses Zieles müsse auf einen späteren Zeitpunkt verschoben werden. Mit Jugoslawien aber müsse nach Hitlers Meinung, auch um den Preis großer Opfer, das volle Einvernehmen hergestellt werden.

Göring legte schließlich noch ausführlich dar, daß sich vom Frühjahr nächsten Jahres ab, wenn die Ausbeutung der bisher noch nicht genutzten Eisenerzvorkommen beginnen werde, die Rohstofflage Deutschlands bedeutend verbessern werde. Angeblich würden sie dann monatlich 200 000 t Eisenerz fördern. Den Benzinbedarf des Reiches würde das synthetische Öl auf ungefähr ein Jahr vollkommen decken. Im Augenblick kämpfe die Kriegsindustrie wegen der auf dem gegenwärtigen Gebiet des Reiches liegenden geringen Eisenerzvorkommen mit gewissen Schwierigkeiten. Gerade deshalb sei es gezwungen gewesen, die Flugzeuglieferungen nach Griechenland und Rumänien einzustellen. Ich machte ihn darauf aufmerksam, daß die Lieferung nicht nur nach den beiden erwähnten Staaten, sondern auch nach Ungarn eingestellt worden sei und daß wir von den bis zum Jahresende fälligen 120 Flugzeugen nur fünf bekommen hätten. Göring stellte eine Beschleunigung der Lieferungen in Aussicht.

gez. Kánya

O. L. Küm. pol. 1937—21—680.
Amtliche Kopie

11

Budapest, den 23. Dezember 1937

Bericht des stellvertretenden Chefs des Ungarischen Generalstabes an den Chef des Generalstabes

Eigenhändig zu öffnen!

Inhalt: Unterredung des stellvertretenden Generalstabschefs mit dem österreichischen Generalstabschef am 17. Dezember 1937, abends.

Anläßlich des Abschiedsabendessens für die Kommission zur militärischen Zusammenarbeit führte der österreichische Generalstabschef, Generalleutnant Jansa, folgendes vertrauliche Gespräch mit mir:

Beim Besuch des ungarischen Ministerpräsidenten und des ungarischen Außenministers im November in Berlin, seien von seiten der deutschen politischen Führung gegen die Österreicher Äußerungen gefallen, wie: die Österreicher hätten Verbindungen zu den Tschechen, es bestünde eine Zusammenarbeit, möglicherweise auf militärischer Ebene, was auch die erfolgte Befestigung der deutsch—österreichischen Grenze von der österreichischen Seite her zu bestätigen scheine.

Dazu wird von österreichischer Seite zum amtlichen Gebrauch folgendes geäußert:

In letzter Zeit laufen von mehreren Seiten Nachrichten ein, die zu bestätigen scheinen, daß der Appetit der Deutschen auf die Einverleibung des österreichischen Gebietes nicht abgenommen hat. Dia Nationalsozialistische Partei organisiert die österreichischen Legionen von neuem, sie sammelt von neuem die Emigranten entlang der Grenze in Lagern und man könne nicht wissen, in welchem Augenblick die Radikalen der Partei eine Überrumpelung versuchen. Dem werden die österreichischen Bajonette unter allen Umständen und unbedingt Widerstand leisten.

Dies zu verhindern dienen auch die entlang der deutschen Grenze errichteten Straßensperren.

Österreich wird seine Unabhängigkeit und territoriale Unversehrtheit gegen jeden Angriff, aus welcher Richtung er auch kommt, schützen. Die Österreicher sind im übrigen gute Deutsche und werden immer mit Deutschland gemeinsam gehen und nichts gegen das Deutschtum unternehmen.

Österreich hat zuerst die jugoslawische Grenze befestigt. Hier sind die Straßensperren bereits tief gegliedert, der weitere Ausbau der Talsperren durch Forts wird in nächster Zukunft beginnen.

An der italienischen Grenze beschränken sich die Befestigungsarbeiten wegen der wenigen Übergänge nur auf deren Schließung und diese sind bereits fertiggestellt.

An der tschechoslowakischen Frontlinie sind dichte Straßensperren errichtet worden. Ihre Tiefengliederung ist bereits im Gange. Der starke Ausbau des Brückenkopfes Hainburg beginnt im Frühjahr. Nach dessen Fertigstellung werden sie jeden gegen Ungarn gerichteten tschechischen Umgehungsversuch verhindern können.

Aus alledem ist festzustellen, daß Österreich sich nach jeder Seite sichert und es ist vollkommen unbegründet, dies in großdeutschfeindlicher und tschechenfreundlicher Farbe erscheinen zu lassen, denn den Tschechen gegenüber herrscht auch auf gefühlsmäßigem Gebiet, aus der Durchführung des tschechoslowakischen Staatsverteidigungsgesetzes herrührend, größte Antipathie.

Er erklärt auf das entschiedenste, daß die am Anfang des Berichtes erwähnten österreichisch—tschechoslowakischen Verbindungen böswillige Erfindungen seien, solche habe es nie gegeben und werde es niemals geben. Die österreichische militärische Führung betrachte diese Behauptung in bezug auf sich selbst als sehr verletzend.

Als die Straßensprren an der deutschen Grenze errichtet wurden, hätten sie auch gedacht, damit ernüchternd auf die deutschen Radikalen zu wirken und Blombergs Lage zu erleichtern.

Generalleutnant Jansa bittet darum, die von ihm gemachten Äußerungen dem ungarischen Ministerpräsidenten, dem Außen- und Verteidigungsminister, sowie dem Chef des Generalstabes zu dem Zweck zur Kenntnis zu bringen, damit sie, wenn die Frage eventuell auf deutscher Ebene angeschnitten werden sollte, verwendet werden können.

gez. Zoltán Decleva
Oberst

O. L. Küm. pol. 1938—20/7—729.
Beglaubigte Kopie

12

Rom, den 26. Februar 1938

Bericht des ungarischen Gesandten in Rom an den Außenminister

30/fön. pol. 1938.

Inhalt: Erklärungen Graf Cianos über die Tschechoslowakei, Österreich und die horizontale Achse[34]

Die italienische Presse hat die Berchtesgadener Abmachung, die Rede Hitlers und Schuschniggs sehr günstig aufgenommen und kommentiert.

Als ich bei meinem gestrigen Besuch bei Ciano die Rede auf diese Ereignisse brachte, wiederholte der Außenminister mir gegenüber — und zwar in entschiedener Form — die Äußerungen, die er schon früher über die mitteleuropäische Politik des Deutschen Reiches, besonders über die tschechoslowakische und österreichische Frage gemacht hat.

Das Schicksal der Tschechoslowakei sei besiegelt und es sei lediglich eine Frage der Zeit, wann sie als selbständiger Staat von der Landkarte Europas verschwinde.

Er lenkte meine Aufmerksamkeit auf die gerade (23. Februar, nachmittags) im Giornale d'Italia erschienene Nachricht, nach der Beneš den Duce beseitigen wolle. Die Nachricht sei vollkommen authentisch, sie stamme aus sicherster Quelle und könne bewiesen werden.

Ein Staat, dessen Oberhaupt geneigt sei, zu derart verbrecherischen Mitteln zu greifen, verdiene nicht, zu bestehen und würde auch nicht mehr lange bestehen.

Die Rede auf Österreich lenkend, erklärte Ciano von neuem, daß der Anschluß oder die vollkommene Gleichschaltung unumgänglich sei, das müßte früher oder später eintreten und könnte weder von Italien noch von einem anderen Staat verhindert werden, sie seien aber dafür, daß die Liquidierung möglichst hinausgeschoben werde.

Italien habe nur eine geringfügige Minderheit und so würde die Nachbarschaft des Reiches keine bedeutende Gefahr darstellen, der Politik der Achse, das heißt der deutschen Freundschaft könne es nicht entsagen — auch dann nicht, wenn eine vollkommene Einigung mit England gelingen würde.

Wie er mir schon auf unserer gemeinsamen Fahrt nach Budapest gesagt hatte und gestern wiederholte, könne die deutsche Freundschaft nur gesichert und erhalten werden, wenn Italien und die ihm nahestehenden Staaten sich in einer horizontalen Achse vereinigen würden oder diese Staatengruppe müßte mindestens ebenso stark sein wie das Reich; dann wäre die Freundschaft mit ihm zu erhalten, ohne daß man eine Einmischung in die inneren Angelegenheiten der einzelnen Staaten zu befürchten hätte.

Die horizontale Achse würde — seiner Vorstellung nach — von Rom ausgehend über Belgrad und Budapest nach Warschau führen (Österreich und die Tschechoslowakei kommen hier nicht mehr vor).

Er betont, daß Ungarn nach der Aufteilung der Tschechoslowakei eine gemeinsame Grenze mit Polen bekäme, zu dem es schon jetzt freundschaftliche Beziehungen unterhalte und das würde die Zusammenarbeit erleichtern. Wir müßten uns aber bemühen, mit Jugoslawien völlig in Ordnung zu kommen.

Ich antwortete, daß das nicht an uns liege; Eure Exzellenz hätten alles getan, was Sie hätten tun können, Ihre Bemühungen wären aber bisher ohne Erfolg geblieben.

Villani
Außerordentlicher Gesandter und
Bevollmächtigter Minister

O. L. Küm. res. pol. 1938—23—136.
Original

[34] Wie das Chiffretelegramm des ungarischen Botschafters in Rom, Frigyes Villani, vom 15. März 1938 besagt, hat Ciano von neuem die Notwendigkeit der horizontalen Achse betont.

13

Wien, den 2. März 1938

Brief des Außenministers Kánya an den ungarischen Gesandten in Warschau

Streng geheim!

Lieber Freund!

Wie der Bericht des Gesandtschaftsrates Kristóffy besagt, hat der Gesandte Kobylanski Dir mitgeteilt, daß Außenminister Beck mir sehr dankbar wäre, wenn ich noch vor der Romreise auf die beiden aufgeworfenen Fragen über das tschechoslowakische und das österreichische Problem Antwort oder zumindest Instruktion geben würde.

Die erste Frage lautet folgendermaßen: Was ist der ungarische Standpunkt bei einer Aktion gegen die Tschechoslowakei? Wollen wir daran teilnehmen oder nicht?

Meine Antwort ist folgende: Ich stelle mit Freuden fest, daß wir darin übereinstimmen, daß wir, im Zusammenhang mit den in der europäischen Lage eingetretenen Umwälzungen, beide unsere Aufmerksamkeit in erster Linie auf die tschechische Frage lenken müssen. Wir nehmen vor allem mit Befriedigung zur Kenntnis, daß Polen bei diesem Problem die polnisch—ungarisch—deutsche Zusammenarbeit für nötig hält. Wir freuen uns besonders, daß sich die polnische Auffassung mit der ungarischen, jetzt, wo die Frage akut zu werden beginnt, harmonisch trifft. Wann es zur Lösung der tschechischen Frage kommt, kann man natürlich nicht voraussehen, aber wir sind ebenfalls der Ansicht, daß man sich schon jetzt auf diese Möglichkeit vorbereiten muß. Auf Herrn Becks erste Frage erkläre ich in aller Aufrichtigkeit, daß wir entschlossen sind, an jeder eventuell notwendig werdenden, gegen die Tschechen gerichteten Aktion teilzunehmen und daß es daher wünschenswert wäre, wenn wir über die Einzelheiten, eingeschlossen auch die militärischer Natur, sobald als möglich die Verhandlungen beginnen könnten. Soweit es Herr Beck für nötig hält, erhebe ich keine Einsprüche dagegen, wenn er obiges auch Herrn Mussolini mitteilt.

Was die zweite Frage anbetrifft, welches unsere Stellungnahme gegenüber der im Falle des Anschlusses eintretenden neuen Situation ist, antworte ich das folgende: Vor allem muß ich erklären, was ich im übrigen Herrn Beck bereits in Warschau gesagt habe, daß wir lieber die Erhaltung der Unabhängigkeit Österreichs als die Nachbarschaft eines Achtzigmillionen-Reiches sehen würden. Aber in Kenntnis der sehr entschlossenen Absichten der deutschen nationalsozialistischen Regierung, müssen wir dabei darauf bedacht sein, daß die Vereinigung der beiden Staaten früher oder später eintritt. Das ist um so wahrscheinlicher, als England und Frankreich sich bisher zu energischeren Schritten nicht entschließen können oder wollen. Mussolini aber steht auf dem Standpunkt, daß die österreichisch—deutsche Union ein natürlicher historischer Prozeß sei, den man aufschieben, aber nicht verhindern kann. Infolge des guten Verhältnisses, das zwischen uns und Berlin besteht, halte ich es allerdings nicht für ausgeschlossen, daß wir uns mit den Deutschen auch in diesem Falle einigen könnten. Aber im Hinblick auf die außergewöhnlich starke Dynamik der Nationalsozialisten, muß man auch mit anderen Eventualitäten rechnen und ich hielte es daher von meiner Seite aus für zweckmäßig, wenn wir diese Frage zum Gegenstand eines eingehenden Gedankenaustausches zwischen Polen und Ungarn machen würden. Ich kann zwar nicht dafür garantieren, aber meine Informationen lauten dahingehend, daß sich Italien bereits mit der Gefahr der Verschiebung des mitteleuropäischen Gleichgewichtes und mit den notwendigen Präventivmaßnahmen beschäftigt. In diesem Zusammenhang ist der Gedanke einer italienisch—jugoslawisch—ungarisch—polnischen Linie aufgetaucht. Ich wäre sehr dankbar, wenn Herr Beck mir seine diesbezüglichen Informationen und in erster Linie seine eigenen Ansichten zu der erwähnten Kombination möglichst bald mitteilen würde. Sofern Herr Beck mit diesem Gedankenflug einverstanden wäre oder andere Vorstellungen hätte, könnten die entsprechenden Beratungen eben-

falls sofort begonnen werden. Ich halte es für selbstverständlich, daß, ganz gleich welche Form die hier und dort aufkommenden Überlegungen auch annehmen sollten, die auf der fraglichen Linie aufgeführten Staaten Deutschland gegenüber eine freundschaftliche Politik führen müssen. Ich bin davon überzeugt, daß Herr Beck diese meine Ansicht vollkommen teilt.

Dem polnischen Außenminister bietet sich vielleicht bei seinem Aufenthalt in Rom die Möglichkeit, die italienische Stellungnahme zu klären.

Es grüßt herzlich
gez. Kánya

O. L. Küm. res. pol. 1938—17—138.
Kopie

14

Berlin, den 12. 3. 1938 12^{30} Uhr *Nr. 41.*
Berlin, den 12. 3. 1938 15^{15} Uhr

Chiffretelegramm des ungarischen Gesandten in Berlin an den Außenminister

5281.

Streng vertraulich!

Statissime!

Göring hat mir heute abend folgendes gesagt:

Wir besetzen ganz Österreich, die Truppen marschieren bereits, dann wird die Volksabstimmung angeordnet, auf Grund deren Ergebnis werden sie beschließen, ob völliger Anschluß oder ob die Unabhängigkeit Österreichs formell aufrechterhalten wird.

Dortige Führung übergeben sie in erster Linie gebürtigen Österreichern.

Der Prinz von Hessen hat am Freitag abend Mussolini einen Brief vom Kanzler Hitler übergeben. Mussolini hat sofort mitgeteilt, daß er Schuschnigg von der Volksabstimmung abgeraten habe und daß er in Erinnerung an die während der Abessinienfrage von Hitler bezeugte Unterstützung, ihm in bezug auf Österreich freie Hand gewähre. Göring lobte Mussolini und seine zuverlässige Freundschaft.

Gegen die Tschechen geschieht jetzt nichts, in meiner Gegenwart gab er dem dorthin kommenden tschechoslowakischen Gesandten — der auf Anweisung seiner Regierung erklärte, daß das Oberkommando der tschechischen Armee nicht mobilisiere und die Mobilisierung auch nicht anordne — im Namen des Reichskanzlers die Versicherung, daß sie der Tschechoslowakei gegenüber keine militärischen Maßnahmen träfen.

Hitler hätte ihm jetzt auf acht Tage die Führung der Regierung übergeben, er nähme mit Sicherheit an, daß die Westmächte nichts unternehmen werden.

Er drückte seine Hoffnung aus, daß wir mit der Wiederherstellung normaler Verhältnisse zufrieden sein werden.

Sztójay

Fortsetzung des Chiffretelegramms Nr. 41.

5301.

Nr. 48.

Streng geheim!

Ausschließlich für den Herrn Minister!

Vom Leiter der Chiffreabteilung zu entschlüsseln!

Auf meine konkrete Frage, wann die Tschechoslowakei an die Reihe käme und warum die Verhandlungen über die Zusammenarbeit abgebrochen worden seien, führte Göring aus, daß jetzt zuerst Österreich in Ordnung gebracht werden müsse, dann würde bestimmt auch die Tschechoslowakei an die Reihe kommen. Er betonte, daß sie im übrigen noch nicht so weit fertig seien, um diese doch mehr Kräfte beanspruchende Aktion zu beginnen.

Die Notwendigkeit einer Kooperation erkannte er an, weil wir ein gemeinsames Ziel hätten, diesbezügliche Besprechungen hält auch er für notwendig, aber er äußerte sich nicht, wann diese stattfinden würden. Gleichzeitig bemerkte er, daß nach einem Bericht des Generalstabes, die ungarische Armee in bezug auf Bewaffnung und Ausrüstung nicht zum besten stünde (diese Bemerkung des Generals mildert meine in dem Bericht 34/pol. erwähnten Befürchtungen). Im weiteren wiederholte er seinen Rat, wir sollten beschleunigt aufrüsten.

Ich verwies auf unsere bisherigen und neuesten Bemühungen und führte aus, daß man unsere Armee nicht unterschätzen dürfe. Er wünsche sie nicht zu unterschätzen, sagte er mir, und äußerte sich anerkennend über die letzte Aktion der Regierung.

Keitel hat sich bisher nicht gemeldet, eine zu starke Forcierung halte ich zunächst nicht für angebracht, aber der Militärattaché hält die Frage im Kriegsministerium in entsprechender Form wach.

Sztójay

O. L. Küm. Chiffre-Abteilung 1938 (ankommend) Berlin

15

Moskau. den 26. März 1938

Bericht des ungarischen Gesandten in Moskau an den Außenminister

56/pol.—1938.

Streng vertraulich!

Inhalt: Unterredung mit Litwinow; die Lage Italiens, Ungarns, Jugoslawiens etc. nach dem Anschluß. Das ungarisch—sowjetische, sowjetisch—tschechische, sowjetisch—rumänische Verhältnis. Litwinows Vorschlag vom 17. März.

Am 23. März führte ich eine längere Unterhaltung mit dem Volkskommissar für Äußere Angelegenheiten, Litwinow. Ziel meines Besuches war: a) *den Standpunkt der Sowjetunion zu den Staaten und Problemen des Donautales nach dem Anschluß kennenzulernen;* b) *festzustellen,*

ob Litwinow im Zusammenhang mit seiner Erklärung vom 17. März, beziehungsweise mit seinem Vorschlag irgendeine positive Konzeption hat.

Der Volkskommissar rechnete mit dem Anschluß; die dramatische Verwirklichung hat dessenungeachtet bestürzend auf die sowjetischen Kreise gewirkt, weil sie sich auf einmal der kalten Tatsache des nach Südosten gerichteten Vorstoßes der Deutschen gegenübersahen, mit dessen Gespenst sie seit Jahren sich selbst und die Welt in Schrecken versetzt haben.

Durch den Anschluß sei — nach Litwinow — das Gleichgewicht der Mächte in Mitteleuropa zerstört und in der internationalen Lage aller davon berührten Staaten eine wesentliche Wandlung eingetreten, die früher oder später zu einer Umgruppierung der Mächte führen müsse. Wie er sich diese Umgruppierung vorstelle, darüber hat sich der Volkskommissar nicht geäußert; er beschränkte sich lediglich auf die Ausführung, welchen Einfluß seiner Meinung nach der Anschluß auf die Haltung der unmittelbar berührten Staaten ausgeübt habe.

Italien sei — nach seiner Meinung — nach der Einnahme Österreichs in das gleiche Verhältnis zum Dritten Reich gekommen, das es vor dem Weltkrieg zur Österreichisch-Ungarischen Monarchie gehabt habe, nur mit dem Unterschied, daß das Reich viel arroganter und mächtiger sei als die Monarchie es war. Der Volkskommissar meint, daß Mussolini dem Reich gegenüber dieselbe Politik verfolge, die das alte Italien der Monarchie gegenüber verfolgt habe oder aber in seiner Ohnmacht simuliere er aufrichtige Freundschaft, bis er einen geeigneten Augenblick finde, mit ihm dasselbe zu tun, was das Vorkriegsitalien mit der Österreichisch-Ungarischen Monarchie gemacht habe.

Ungarn und Jugoslawien, die beiden anderen neuen Nachbarn, würden jetzt dem Reich Hosianna zurufen, sagte der Volkskommissar, was man ihnen nicht übelnehmen könne, da sie in ihrer Schwäche nichts anderes tun könnten. Er sei aber davon überzeugt, daß beide in ihrer Seele zutiefst »Hilfe« riefen. Jugoslawiens Lage hält er nach der neuen Gestaltung für schlechter als die unsere, denn es sei seiner Meinung nach zwischen Italien und Deutschland geraten.

Die politische wie wirtschaftliche Selbständigkeit Ungarns und aller Donaustaaten werde — nach Litwinow — unter dem Vordringen und dem riesigen Übergewicht des Deutschen Reiches leiden und wenn sie keinen entsprechenden Widerstand leisten können, würden sie ihre Unabhänkeit verlieren. Es wäre gerade die Aufgabe der großen Staaten — fügte er hinzu —, in der neuen Situation, diesen Staaten zur Sicherung ihrer Unabhängigkeit materielle und wirtschaftliche Unterstützung zukommen zu lassen.

Zum ungarisch—sowjetischen Verhältnis äußerte er: »Unser Verhältnis zu Ungarn wurde durch die Änderung nicht berührt, im Gegenteil, wir sind jetz an der Erhaltung der Unabhängigkeit Ungarns in gesteigertem Maße interessiert.« Diese Äußerung macht er im Verlaufe der Unterhaltung zweimal.

Er erkundigte sich nach dem Schicksal des Römischen Protokolls und nach dem Gang der Verhandlungen mit der Kleinen Entente. Als ich ihn darüber aufklärte, ließ ich ihn nicht darüber im Zweifel, daß der Anschluß das ungarisch—deutsche Verhältnis nicht störend berührt habe und daß in unserer ehrlichen Freundschaft zu Deutschland keine Veränderung eingetreten sei. Ich muß aber feststellen, daß er, obwohl er dies für selbstverständlich hielt, doch besondere Genugtuung zeigte, als ich ihm mitteilte, daß die Aufrechterhaltung, ja sogar Vertiefung unserer intimen Beziehungen zu Rom auch weiterhin eines der Hauptziele unserer Außenpolitik sei. Der Volkskommissar hört das gern, weil es ihm beweist, daß wir den Deutschen noch nicht ganz unterlegen sind, andererseits aber, so sehr er Mussolini auch zürnt, so wünscht er doch lieber ihm als Hitler Freunde, denn er ist davon überzeugt und baut seine mitteleuropäische Politik darauf auf, daß Italien Deutschland früher oder später verrät. Diese Überzeugung ist übrigens für den Volkskommissar — wie ich den Eindruck habe — das einzige Beruhigungsmoment bezüglich der Konsequenzen des Anschlusses.

Ich brachte auch das Verhältnis der Sowjetunion zu den Staaten der Kleinen Entente zur Sprache. In der Freundschaft zur Tschechoslowakei sei keine Änderung eingetreten, sagte er,

Rumänien behandelte der Volkskommissar mit auffallender Zuvorkommenheit. Er betonte zweimal, daß die Butenkow-Angelegenheit das sowjetisch—rumänische Verhältnis nicht beeinflussen könne, das er auf mein Drängen hin folgendermaßen charakterisierte: »kein besonders gutes, aber ungestörtes und normales nachbarliches Verhältnis«. Innerhalb von drei Wochen welch ein Wandel im Tonfall! Litwinow hat niemals mit so vornehmer Zurückhaltung von Rumänien gesprochen. Was kann der Grund dafür sein? Hat sich Bukarest etwa ernstlich von Berlin abgewendet? Oder zwingt die gefährdete Lage der Tschechoslowakei und eine eventuelle (wenn auch nur formelle) Sicherung der Beistandsmöglichkeit die sowjetische Diplomatie zu solcher Mäßigung?

Schließlich kam der Vorschlag des Volkskommissars vom 17. März zur Einberufung einer internationalen Konferenz zur Sprache. Ich erkundigte mich, welchen Plan er mit seinem Vorschlag verfolge, ob er a) *die Herstellung des politischen Gleichgewichts in Mitteleuropa,* b) *die Teilnahme der Donautal- und Balkanstaaten einschlösse, ohne daß ihre Existenz gefährdet würde,* c) *die Ordnung der noch zu lösenden internationalen Fragen oder* d) *ob er die Bestätigung der noch bestehenden Ungerechtigkeiten der Friedensverträge in der Form der Aufrechterhaltung des Status quo in sich schlösse.*

Litwinow erstaunten die direkten Fragen etwas; er äußerte, daß seine Erklärung nur eine »Sondierung« gewesen sei, daß sie nicht ausgesprochen die Einberufung einer Konferenz angeregt hätte und daß er überhaupt keine große Hoffnung auf eine günstige Stellungnahme Englands habe. Bei Abgabe der Erklärung habe ihm kein bestimmter Plan vor Augen gestanden. In erster Linie habe er die Verantwortung von der Sowjetunion abwälzen wollen. Im Wesen der Sache sei — seiner Meinung nach — vor allem davon die Rede, daß man der weiteren Expansion der Deutschen ein Hindernis in den Weg legen müsse. Später könnte dann vielleicht auch davon die Rede sein, daß die zusammenarbeitenden Staaten, auf friedlichem Wege, gewisse Veränderungen durchführten.

Mein Eindruck war, daß der Volkskommissar bei der Abgabe seiner Erklärung tatsächlich keinen umfassenderen Plan gehabt hat. Sein Ziel war nämlich lediglich, unter Ausnutzung der Stimmung, die Vereinigung der demokratischen Staaten in einem deutsch- beziehungsweise faschistenfeindlichen Block, welcher Versuch wiederum mit einer bitteren Enttäuschung geendet hat.

gez. Jungerth
Königlich Ungarischer Gesandter

O. L. Küm. pol. 1938—21/7—1120.
Kopie

16

Berlin, den 30. April 1938

Bericht des ungarischen Gesandten in Berlin an den Außenminister

69/pol.—1938.

Streng vertraulich!
Inhalt: Ernennung Gauleiter Bürckels zum Reichskommissar in Österreich

Wie vorauszusehen war, wird die Gleichschaltung Österreichs nach dem Anschluß nicht von Österreichern, sondern von Großdeutschen durchgeführt. Mit der Durchführung von Österreichs Gleichschaltung wurde Gauleiter Bürckel, der schon die Volksabstimmung vorbereitet hat, als Reichkommissar beauftragt. Bürckel muß diese Aufgabe bis zum 1. Mai 1939 durchführen. Mit diesem Datum endet auch sein Auftrag.

In der österreichischen Landesregierung hat diese Beauftragung große Verstimmung ausgelöst, denn die gesamte Regierung ist jetzt Bürckel unterstellt und nicht unmittelbar dem Reichskanzler. Bürckel ist die oberste Instanz in Österreich, der das Recht zusteht, allen Reichs-, österreichischen Landes- und Parteiorganen Anweisungen zu erteilen.

Ein kleines Pflaster soll für Seyß-Inquart der Brief sein, den Hitler an ihn gerichtet hat und in dem er ihm in ganz ungewöhnlicher Form mitteilt, daß er ihn in einem Jahre zum Reichsminister ernennen werde.

Dieser Tage hatte ich auch Gelegenheit, mich mit einem österreichischen Politiker ausführlicher über die nach dem Anschluß eingetretene Lage zu unterhalten. Besagter Herr verheimlichte die große Verstimmung nicht, die nicht nur ihn, sondern alle Mitglieder der österreichischen Regierung über die Beiseiteschiebung der eigentlichen Österreicher auf eine zweit- oder drittrangige Rolle erfüllt. In ihm selbst sei schon die Überzeugung gereift, in Kürze von seinem öffentlichen Amt zurückzutreten. So, wie es nach dem Treffen vom 12. Februar seine Schatten vorausgeworfen hätte, hätten sie sich nämlich die Entwicklung der Lage Österreichs ganz anders vorgestellt. Angeblich habe auch Hitler selbst nur an eine Personalunion gedacht, erst als er von den unfreundlichen Äußerungen und vom Protest der westlichen Großmächte Kenntnis bekommen habe, habe er sich ganz plötzlich in Linz zur Durchführung des vollständigen Anschlusses entschlossen.

gez. Sztójay
Königlich Ungarischer Gesandter

O. L. Küm. 1938—21/1—1452.
Kopie

Развитие исторической литературы, касающейся Венгерской Советской Республики

Когда венгерская историография после освобождения страны вступила на новый путь и приступила к работе, применяя методы марксизма, возникла, естественно, задача вскрытия венгерских революционных традиций, прежде всего истории Венгерской Советской Республики, органически связывая ее с нашей историей, а также одновременно задача разоблачения и опровержения клеветы и извращений историографии двадцатипятилетнего контрреволюционного периода. Вследствие величины этой задачи и тогдашнего положения венгерской марксистской историографии нельзя было немедленно удовлетворить это требование, эту потребность. Во время работы приходилось преодолевать целый ряд трудностей: неимение вскрытых источников, неопытность молодых историографов занимающихся этой эпохой, проявляющийся и в историографии догматизм и его вредные последствия.

В ходе исследовательской работы прежде всего была разработана краткая общая история Венгерской Советской Республики. Эта разработка еще не опиралась на широкое знание и анализ событий и проблем, она служила лишь исходной основой для дальнейшей исследовательской работы. Большую помощь оказала в этой работе подготовка к состоявшемуся в 1953 году в Будапеште международному конгрессу историков. Вообще, в начале пятидесятых годов начали созревать первые плоды работы, в то время Институт венгерского рабочего движения (в настоящее время: Институт истории партии при ЦК ВСРП) опубликовал уже целый ряд изданий.

При разработке истории Венгерской Советской Республики нельзя было ограничиваться разработкой истории лишь четырех с половиной месяцев, периода с 21-го марта по 2-е августа. От этого периода неотделим период венгерской буржуазно-демократической революции, во время которой созрели условия создания рабочей власти. Но исследование этой эпохи подчиняется разрешению главной задачи и таким образом содержит еще и в настоящее время очень много неразрешенных вопросов. Именно поэтому большим результатом являлось сбор и опубликование важнейших документов буржуазно-демократической революции и ее предистории.[1] Документы многосторонне показали стимулирующее влияние Великой Октябрьской Социалистической Революции в венгерском рабочем движении, условия победы буржуазно-демократической революции, создание и деятельность

[1] *Избранные документы истории венгерского рабочего движения*. Т. 5. 7 ноября 1917 г. — 21 марта 1919 г. Институт истории партии. «Сикра», 1956 г.

Венгерской коммунистической партии, противоречия, существовавшие между массами и правительством, действия революционных масс, стремившихся к власти. Эти документы, хотя лишь в контурах, но все же затронули важнейшие проблемы эпохи, но почти не могли распространиться на такие вопросы, как конкретные мероприятия правительства, положение и поведение отдельных, главным образом, буржуазных партий.

Но подготовка к 40-й годовщине Октябрьской Революции и венгерской буржуазно-демократической революции усиленнее направила внимание историографов на 1917—18 годы, и в результате исследовательских работ были выяснены многие факты, касающиеся организации венгерских военнопленных в России, их идеологического развития и участия в русской революции, а также первых этапов организации партии. Целый ряд статей и очерков был посвящен забастовкам в Будапеште и в провинции в 1918 году, требованиям мира, выяснил процесс, который вместе с другими факторами привел к победе венгерской буржуазно-демократической революции. Были опубликованы также статьи о международных и отечественных факторах, приведших к распаду Австро-венгерской монархии, и о проблемах австро-венгерской армии, связанных с распадом монархии. Многие историографы пытались всеохватывающе разработать период буржуазно-демократической революции, правильно выдвинули главные тенденции, но их работы не имели той тонкости, которая может быть результатом лишь углубленной исследовательской работы и подробной разработки материалов. В этом отношении полезными были — хотя их научный уровень не всегда был удовлетворительным — издания, публиковавшие конкретные факты, касающиеся отдельных местностей.

Что касается разработки истории Венгерской Советской Республики за период с середины до конца пятидесятых годов, то в отношении этого можно сказать, что с помощью марксистских методов удалось дать предварительный синтез эпохи, отразить контрреволюционную клевету, показать многостороннюю и успешную созидательную деятельность рабочей власти. Все эти результаты содержит учебный материал, разработанный для курсов ВСРП, но по своему значению далеко выходящий из рамок этих курсов.[2] Эта разработка, оснащенная хорошо подобранными документами, отразила результаты, достигнутые не только вообще в венгерской историографии, но и во вскрытии истории венгерского рабочего движения. В этой разработке реальнее, чем в предыдущих, учитывались достижения и ошибки рабочей власти, трудности, которые приходилось преодолевать, и т. д. Но работа не выступала с тенденцией дать окончательную суммировку эпохи, да это и не было возможно из-за степени разработки отдельных проблем.

В некоторых основных вопросах мы почти даже и не выходили за пределы обобщения. Еще ни одна разработка не занималась положением промышленности, национализацией, руководством социализированных предприятий, производством на основании конкретных и многосторонних фактов. Правда, возник вопрос о характере экономики Венгерской Советской Республики, затрагивали проблемы и правоведы, но все же в этой области мы почти не шли дальше ознакомления с правительственными постановлениями, с материалами Всевенгерского собрания советов. Установлена не-

[2] *Венгерское рабочее движение*, 1917—1919 *гг. Венгерская Советская Республика.* Институт истории партии ВСРП. «Кошут», 1957—1958 гг.

удовлетворительность аграрной реформы венгерской буржуазно-демократической революции, общеизвестной стала вскрытая и Лениным ошибка кооперативной политики Венгерской Советской Республики, шомодьская кооперативная система, руководимая Латинка, но не обсуждались еще аграрная политика диктатуры пролетариата, ее влияние. По существу проблемы разрабатывались лишь поверхностно.

Но на двух больших участках достигнуты очень значительные результаты. Одним из этих участков является история вооруженной борьбы Красной армии и Венгерской Советской Республики. Опубликован целый ряд подробных очерков, вскрывающих организацию армии, проблемы заводских рабочих полков, отношения между Красной армией и массами, сражения в Северной Венгрии. На этом участке имеются условия для синтетического подытоживания событий. Другим участком, на котором достигнуты результаты, является государственный строй и законодательство Венгерской Советской Республики. Кроме разработки отдельных вопросов, опубликованы работы о государстве и конституции республики, а также о работе советов 1918—19 гг. Книга, касающаяся работы советов, заслуживает внимания — наряду с целым рядом других факторов — потому, что дает хорошо обоснованную картину советов (рабочих, солдатских, крестьянских, национальных, будапештских и провинциальных) и их иерархии, и, знакомя с деятельностью советов, приводит целый ряд неизвестных раньше фактов, делает новые заключения.[3]

*

Подготовка к 40-й годовщине провозглашения Венгерской Советской Республики, опубликование по случаю этого события научных материалов в большем количестве, чем все опубликованное раньше, произвело поворот в разработке истории этой эпохи. Опубликованные работы вскрыли целый ряд неизвестных раньше фактов, смело делали из них выводы, новые заключения.

Первым очень значительным результатом является опубликование двухтомного сборника документов, освещающего все важные вопросы истории Венгерской Советской Республики.[4] Примерно одна тысяча документов, опубликованных в соответствии с современными методами опубликования источников, показывает не только величину выполненной работы, но и сложные проблемы, противоречия эпохи, тогдашние темпы жизни. В этом сборнике впервые были опубликованы такие документы, как, например, секретное постановление Революционного Правительственного Совета о разрешении некоторого размера распределения земли, мотивирующее расценку аграрного вопроса, в деятельности Революционного Правительственного Совета и общего опыта. Общественность из этого сборника может ознакомиться с дискуссиями, происшедшими в штабе рабочей власти. Эти дискуссии опубликованы полностью, без сокращений. Читатели могут ознакомиться также с экономическими и политическими трудностями эпохи Венгерской Советской Республики, о которых в опубликованной раньше

[3] T. Hajdu: *A tanácsok Magyarországon* 1918/19-*ben* (Советы в Венгрии в 1918/19 гг.) Институт истории партии. «Кошут». 1958 г.

[4] *Избранные документы истории венгерского рабочего движения.* (21 марта — 2 августа 1919 г.) тт. 6 А—Б. Институт истории партии. «Кошут». 1960 г.

литературе говорилось часто лишь в общих чертах, отвлеченно и, таким образом, не всегда убедительно.

В деле вскрытия источников были сделаны и другие шаги. Опубликованны списки документов, касающихся Венгерской Советской Республики находящихся в Государственном Архиве, в Центральном экономическом архиве, в Военно-историческом архиве, а также в территориальных архивах. Это дает возможность обозреть имеющийся в распоряжении материал и в большой мере облегчает дальнейшую исследовательскую работу. Правда, не составлен подобный список исключительно богатого материала, находящегося в архиве Института истории партии, но все же задачу опубликования списков источников можно в общем считать разрешенной.

Вскрытие источников сопровождалось, естественно, опубликованием данных. О самом важном шаге в этой области говорилось уже выше. Кроме упомянутого выше сборника документов вышла в свет целая серия менее объемистых, но не менее ценных сборников, в частности сборники документов о народном образовании, о социальной политике Венгерской Советской Республики, о кооперации вообще, отдельно о сельскохозяйственных производственных кооперативах, о культурной политике, о постановлениях, касающихся народного образования, о библиотечном деле, о Красной армии, а также о литературе того времени. Эти сборники знакомят с правительственными постановлениями, с их проведением в жизнь, с главными вопросами различных участков государственной жизни. Дополняют, более того в некотором отношении обогащают общую картину данными о положении в Хайду-Бихарской, Вашской, Пештской, Комаромской и других областях.

Благодаря научной сессии, организованной в честь 40-й годовщины провозглашения Венгерской Советской Республики, мы на основании зарубежных источников, познакомились с международным значением Венгерской Советской Республики, с ее влиянием на рабочее движение в разных, странах,[5] из работ советских, чехословацких, австрийских, румынских, польских, немецких, французских и китайских историков. Сверх этого обработан материал, касающийся отношений между югославскими массами и венгерской рабочей властью. Различные доклады и статьи не ограничивались, естественно, регистрацией откликов и выражения симпатии, они показали также и положение, и внутренние проблемы рабочего движения в разных странах. Это в большой мере облегчает включение венгерского рабочего движения, истории Венгерской Советской Республики в тогдашнюю организацию и теорию международного рабочего движения. Но в данное время это является лишь возможностью и ожидающей разрешения задачей.

Значительные результаты достигнуты также и в разработке внутренней истории Венгерской Советской Республики. В общих чертах выяснены некоторые характерные черты экономической политики рабочей власти: стремление к централизации, к осуществлению планового хозяйства. Бывший народный комиссар диктатуры пролетариата в монографии знакомит с национализацией предприятий, с новым руководством, вообще с вопросами, касающимися социалистического производства.[6]

[5] *Историческое значение и международное влияние Венгерской Советской Республики. Сборник докладов.* Институт истории партии. «Кошут». 1960 г.

[6] Gy. Hevesi: *Szociális termelés. A Magyar Tanácsköztársaság iparpolitikája* (Социальное производство. Индустриальная политика Венгерской Советской Республики). Будапешт, 1959 г. Издательство экономической и юридической литературы.

С углублением и расширением исследовательской работы возникло много вопросов, касающихся аграрных отношений, сельского хозяйства и крестьянской политики, но ни одна из опубликованных работ не вскрыла, не выяснила эти вопросы должным образом. Главный вопрос, а именно то, что не была осуществлена раздача земли крестьянам, не обсуждался как ошибка. Но имеются расходящиеся точки зрения в оценке последствий этой ошибки. Многие историографы занимались постановлениями, касающимися сельского хозяйства, различных слоев крестьянства, отметив, что эти постановления в очень многих случаях благоприятствовали не крестьянской бедноте или мелким крестьянам, а скорее зажиточным крестьянам. Некоторые работы уже приводят данные относительно секретных постановлений, разрешающих распределение земли, но в связи с тем, что известна лишь небольшая часть касающихся этого вопроса конкретных фактов, остается спорным вопрос о размере распределения земли и в связи с этим остается спорным и его значение. Статьи, занимающиеся аграрным вопросом, характеризуются тем, что в них этот вопрос поднимается с точки зрения рабоче-крестьянского союза, на этой основе подходят авторы к очертанию главной линии политики Венгерской Советской Республики. В статьях почти не затрагиваются вопросы производства, деятельность кооперативов и т. д., не обсуждается богатый провинциальный материал, за исключением разработки истории некоторых районов. И все же положение таково, что теперь разработка этих вопросов пойдет уже более быстрыми темпами, возникшие неразрешенные или спорные вопросы стимулируют исследовательскую работу.

Как и раньше, вышло в свет исключительно большое число работ, касающихся государственного устройства, права, правосудия. Эти работы — особенно объединяющие обработку и источники — по существу вынесли на поверхность все вопросы, которые получают место в синтезе, который подлежит изготовлению об истории Венгерской Советской Республики. Дальнейшее вскрытие провинциального материала, касающегося государственного управления и судебной практики явно обогатит сложившуюся картину, но уже не изменит основных вопросов. На этом участке нет продвижения вперед. Но к этому вопросу мы еще вернемся.

Историю Красной армии обогатили работы, касающиеся вооружения будапештских рабочих, деятельности отдельных военных соединений, вопросов создания советско-венгерских военных связей. Кроме этих работ опубликована монография, обсуждающая этот вопрос на основании новых материалов, уделяя внимание и достигнутым ранее результатам.[7] Автор монографии анализирует менее затронутые раньше вопросы, как, например, стратегия Красной армии, определение направления контрнаступления и т. д. В других случаях он дает известным фактам новое освещение, обращает внимание на такие точки зрения, которые раньше оставлялись без внимания. Например: решение и проведение наступления через Тису ускорило падение Венгерской Советской Республики. В общем эта монография, ее содержание и изложение пригодны для того, чтобы Красная армия и ее бои получили достойное место не только в военной истории, но и во всей венгерской национальной истории.

[7] E. Liptai: *A magyar Vörös Hadsereg harcai.* 1919. (Сражения Венгерской красной армии. 1919 г.) «Кошут», 1960 г.

Соответствующим образом разработана деятельность рабочей власти и на других участках жизни. С культурной политикой по-новому знакомит — кроме материала упомянутого выше сборника — также и предисловие к сборнику. Из предисловия читатель знакомится не только с результатами, но и с имеющими в культурной политике место ошибками. Этот сборник и другие статьи свидетельствуют о стремлении рабочей власти поднять уровень народного образования, знакомят с принципами школьной политики, с организационными мероприятиями, с новым учебным материалом и учебниками, разработанными на материалистической основе, с современными принципами воспитания в духе любви к труду. Документы и статьи обращают внимание читателя на один из самых успешных участков культурной политики: на создание квалифицированных рабочих, на ремесленные училища. Положение учеников-ремесленников в прошлом было известно, но тем менее были известны достижения Венгерской Советской Республики в этом вопросе.

Мы уже можем составить себе картину всех участков культурной, литературной жизни. Уже разработано — хотя и не полностью — поведение и деятельность наших писателей и деятелей искусства. Деятели родственных наук со все большим вниманием подходили к вопросу о влиянии и о сохранении памяти Венгерской Советской Республики и показывали это прежде всего в области литературы. Новые исследовательские работы распространились и на такие запущенные до сих пор участки, как театральная и музыкальная жизнь.

Наибольших результатов добилась диктатура пролетариата, пожалуй, в области социальной политики. О многосторонности и новой форме этой политики свидетельствует предисловие к упомянутому выше сборнику документов, а также целый ряд касающихся этого вопроса статей. Из фактов и из сделанных из них выводов выясняется, что социальная политика рабочей власти не была основана на благотворительности, а в соответствии с общими целями была средством улучшения условий жизни и труда трудящихся масс. Этому служило восьмичасовое рабочее время, распространение системы общественного страхования и т. д. Например, характерно, что ни до, ни после Венгерской Советской Республики — вплоть до наших дней — страхование на случай болезни не распространялось на сельскохозяйственных рабочих.

Новой чертой в 1959—1960 годах является то, что наряду с обобщающими, опирающимися главным образом на центральный материал работами появилось большое число разработок местной истории. Статьи, касающиеся истории Венгерской Советской Республики, опирающиеся на местные источники, относящиеся к отдельным областям или селам, вскрыли много ценных, интересных данных, хорошо дополняющих издания государственного масштаба. Эти местные издания используют воспоминания бывших бойцов Венгерской Советской Республики. Следует отметить, что сбор воспоминаний и переживаний ветеранов, а также опубликование их дает вообще хорошие результаты. Большую помощь оказал в этом деле прежде всего Институт истории партии.

Среди этих изданий заслуживают особенного внимания работы, рассказывающие о жизни городов и сел Затисского края. В этом районе рабочая власть — из-за румынской интервенции — существовала очень недолго. До сих пор не было опубликовано почти никаких работ о достижениях и дея-

тельности рабочей власти в Затисском крае, за исключением истории Сегеда и Дебрецена. Теперь в работах различного уровня вскрывается местная история недолговечной диктатуры пролетариата. Кроме этого, большинство этих работ затрагивает совершенно неразработанную до сих пор проблему: жизнь в местностях находившихся временно под оккупацией интервенционных войск, дальнейшую судьбу рабочего движения. Одним из характерных проявлений интереса к Венгерской Советской Республике является то, что в 1959—1960 годах во всех областях страны вышли в свет работы, занимающиеся местной историей республики.

*

В связи с разработкой упомянутых выше вопросов по случаю 40-й годовщиной Венгерской Советской Республики достигнуты значительные результаты. Можно сказать, что созданы условия для изготовления синтеза этой эпохи. Но в то же время следует отметить, что есть еще важные частичные проблемы и вопросы, которые ожидают исследовательской работы и разрешения.

Это относится прежде всего к истории экономики. Например, в связи с промышленностью не вскрыта еще должным образом деятельность заводских рабочих советов, не разработаны касающиеся их материалы; недостаточно вскрыты провинциальные материалы, конкретные факты и последствия объявленной Антантой блокады и т. д. Из сказанного выше ясно, что в разработке данных, касающихся сельского хозяйства и аграрной политики, сделаны лишь первые, начальные шаги, здесь надо дать ответ на такие вопросы, как организация и деятельность, производство и руководство производственных кооперативов, жизнь единоличных крестьянских хозяйств, отношение отдельных слоев крестьянства к конкретным мероприятиям Революционного Правительственного Совета и т. д. Лишь разработка этих и подобных им проблем предоставит возможность для исследования всей экономической политики той эпохи.

Среди важнейших вопросов предстоит разработать вопросы, касающиеся положения и роли партии во время Венгерской Советской Республики и до ее провозглашения, влияния объединения партий на членов партии, стремлений к созданию революционной партии и т. д. В связи с этими вопросами мы в настоящее время имеем в распоряжении всего лишь несколько воспоминаний, среди которых важное значение имеют воспоминания Йожефа Реваи относительно образования партии и Ференца Ракоши относительно партийной жизни в феврале и марте 1919 года.

Почти не затронуты вопросы, касающиеся национальной политики Венгерской Советской Республики. Нет надобности особо подчеркивать важность этого вопроса. Ясно, что национальная политика рабочей власти в корне отличалась от национальной политики дуалистического, а затем контрреволюционного — ревизионистического режима, что ее национальная политика сыграла большую роль в завоевании симпатии, с которой соседние народы поддерживали венгерскую рабочую власть. Ждут разработки еще вопросы, касающиеся международных связей Венгерской Советской Республики, предстоит ответить еще на вопрос, как боролись против ставшей господствующей во время дуализма концепции национального государства, венгерской империи и т. д. Все эти вопросы имеют важное значение не только с точки зрения истории 1919 года, Венгерской Советской Респуб-

лики, но и с точки зрения истории всего венгерского рабочего движения, всей венгерской истории XX века.

Во всех опубликованных до сих пор работах мало говорилось конкретно об отечественной и зарубежной контрреволюции, организующейся против венгерской рабочей власти, об ее базе, пропаганде, о том, на кого и почему оказывала она влияние.

Неразработана еще историография Венгерской Советской Республики. В этой области предстоит разрешить не малую задачу. В связи с большим числом работ контрреволюционных историографов большой проблемы не возникает, ведь среди этих работ почти нет серьезных, научных. Но большого внимания заслуживает — несмотря на то, что большая часть ее имеет характер мемуарной — социал-демократическая, т. н. октябристская литература и прежде всего труды эмигрантов-коммунистов, которые первыми приступили к справедливому вскрытию истории Венгерской Советской Республики. Подробный анализ и исследование этих трудов может дать ценные данные относительно идейно-идеологического развития и политической борьбы коммунистического движения. И раньше или позже наступит время, когда надо будет взять на учет также и литературу периода после освобождения страны.

Следует отметить, что для многосторонней, реальной разработки истории Венгерской Советской Республики необходимо многостороннее и реальное знание и разработка периода буржуазно-демократической революции. Без разработки предшествовавших событий трудно дать правильную картину диктатуры пролетариата.

Результаты, достигнутые в исследовании и разработке истории Венгерской Советской Республики, лучше всего показывают, пожалуй, цели, намеченные нами в начале 1950 года и в настоящее время. Исследовательская работа началась — как указывалось выше — с задачей описать в общих чертах историю диктатуры пролетариата, отразив клевету контрреволюции. Ныне в центре исследовательской работы стоит разработка вопросов, являющаяся основой научно обоснованного исторического обзора с использованием большого материала. Продолжая разработку частичных вопросов, мы можем уже наметить себе разрешение и этой задачи.

Ж. Л.-НАДЬ

A propos des travaux du groupe d'étude de l'histoire des nationalités et de quelques problèmes concernant l'étude de cette question

L'étude de l'histoire de la Hongrie multinationale d'avant 1918 et celle de l'évolution des peuples non-magyars qui vivaient alors sur son territoire, aussi bien que l'étude de la question des nationalités s'impose au nombre des tâches urgentes et importantes de l'historiographie hongroise, et ce d'autant plus qu'après la deuxième guerre mondiale ses conceptions et méthodes se développèrent de façon nouvelle. La majeure partie des notables résultats acquis à cet égard pendant la décennie et demie écoulées se rattachent à l'activité *du groupe de travail qui s'occupe de l'histoire des nationalités* et qui

fonctionne auprès de l'Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences.

L'étude de la question des nationalités était de celles où, par suite de ses limites idéologiques et méthodologiques, l'historiographie bourgeoise d'avant 1945 était le moins capable d'approcher une solution adéquate. Ceci dit, il ne s'agit cependant pas de contester l'importance des résultats qui s'inscrivent à l'actif de l'historiographie hongroise de l'entre-deux-guerres dans le domaine des recherches ayant trait à la formation du visage ethnique de ce pays multinational et aux changements qui y sont survenus, ni les mérites qu'elle eut dans son oeuvre de mise au point et de publication des matériaux de sources relatifs aux problèmes concernant les langues et nationalités dans la période d'entre 1790—1848.[1] L'esprit nationaliste, le service de la doctrine d'État national hongrois, aussi bien que celui de la politique révisioniste-irrédentiste agirent cependant comme des axiomes absolus même pour les meilleurs et les plus érudits historiens de cette époque. Ceci exclüait la reconnaissance de la raison d'être et de la souveraineté nationales des peuples non-hongrois et interdisait même l'application d'une objectivité strictement bourgeoise et d'une méthodologie professionnelle, surtout s'il s'agissait de la période de l'exacerbation des antagonismes nationaux.

Il est indéniable que ces tendances politiques nationalistes — bien que fortement estompées — se manifestèrent encore en Hongrie après la libération; cependant, dans cette période, la nouvelle historiographie hongroise se signala surtout par les efforts qu'elle déploya en vue de soumettre l'histoire de la question des nationalités à un examen objectif, exempt de toute haine chauviniste et d'arrières pensées irrédentistes, à un examen empreint d'esprit d'amitié entre ces peuples qui, dans le Bassin danubien, dépendent les uns des autres. Les monographies de conception bourgeoise progressiste qui furent élaborées dans la seconde moitié des années 40 présentèrent une abondante documentation illustrant la marche des mouvements politiques des différentes nationalités, ils soumirent à une analyse critique la politique nationalitaire des classes dominantes et — à l'occasion du centenaire de la révolution de 1848 — ils firent un exposé des traditions progressistes qui se traduisirent dans une apaisante coopération entre Hongrois et ressortissants des minorités nationales.[2]

Après «l'année du tournant», 1949, la vie scientifique hongroise fut, elle aussi, réorganisée sous le signe d'une planification plus accentuée. L'historiographie hongroise eut alors pour tâche principale d'élaborer une synthèse nouvelle de l'histoire de la Hongrie. Basée sur la conception et la méthode du matérialisme historique et destinée à devenir manuel d'enseignement

[1] En premier lieu, nous pensons ici aux volumes de la publication de sources intitulée »*Iratok a nemzetiségi kérdés történetéhez*« [Ecrits concernant l'histoire des nationalités] faisant partie de la série portant le titre »Fontes Historiae Hungaricae aevi recentioris« (dûs aux soins de Gyula Szekfü, Gyula Miskolczi, Lajos Steier et József Thim), et aux recueils de la série intitulée »Magyarság és nemzetiség« [Hongrois et nationalités].

[2] Z. I. Tóth: *Az erdélyi román nacionalizmus első százada 1697—1792.* [Le premier siècle du nationalisme des Roumains de Transylvanie, 1697—1792.] Bp. 1946. — G. Keményi: *A magyar nemzetiségi kérdés története. I. A nemzetiségi kérdés a törvények és tervezetek tükrében.* 1790—1918. [Histoire de la question des nationalités de Hongrie. I. La question des nationalités à la lumière des lois et des projets de loi, 1790—1918.] Bp. 1946. — *1848—1849. évi iratok a nemzetiségi megbékélésről.* [Documents provenant de 1848—1849 relatifs à la réconciliation des nationalités.] Bp. 1948. — Z. I. Tóth: *A magyar—román szövetség kérdése 1848-ban.* [La question de l'alliance hungaro—roumaine en 1848.] Századok 1948. pp. 252—282.

universitaire, cette synthèse se fonda sur les recherches de détail qu'on poursuivit alors à propos de certaines parties de l'histoire de Hongrie qu'on avait jusqu'à présent négligées. Cette nouvelle synthèse de conception marxiste réserva à l'histoire de la formation en nation des peuples non-magyars de l'ancienne Hongrie, et à celle de leurs mouvements nationaux, la place dûe à leur importance.

Lors du commencement des travaux touchant ce manuel, devint évident que la résolution d'un ensemble de problèmes aussi compliqués et divergents que ceux touchant la question des nationalités n'était possible que moyennant une étroite coopération entre les spécialistes intéressés. Aussi, au début de 1950 une collectivité de travail se forma-t-elle sous la direction de Zoltán I. Tóth, chef de section à l'Institut des Sciences Historiques, puis professeur à l'Université de Budapest. Cette collectivité rassembla, outre des collaborateurs de l'Institut, des chercheurs déployant leurs activités scientifiques ailleurs, en premier lieu dans des archives, des bibliothèques, des universités et des écoles secondaires. On prit aussi l'heureuse initiative d'associer à ces travaux des historiens débutants, tout jeunes qui, travaillant aux côtés des spécialistes chevronnés, surent s'initier à la méthodologie des recherches et surent bientôt assumer tout seuls des tâches. Le principe initial de ce collectif marqua un tournant radical vis-à-vis du passé. Il se proposa, en effet, d'appliquer les thèses marxistes — et en premier lieu celles formulées par Lénine — concernant la nation à l'histoire des peuples non-magyars de Hongrie et de définir par la méthode du matérialisme historique les causes et les facteurs de leurs mouvements nationaux et de leur formation en nation. Une des plus notables conséquences découlant de la mise en valeur de cette nouvelle conception fut de reconnaître le caractère *multinational* de la Hongrie d'avant 1918, conception qui allait à l'encontre de la théorie d'État national professée par l'historiographie bourgeoise. La science historique hongroise marxiste considérait les peuples ayant vécu sur le territoire de l'ancienne Hongrie multinationale comme porteurs d'une évolution nationale indépendante, des peuples dont la séparation d'avec la Hongrie et l'union avec leurs compatriotes d'au-delà des frontières pour former un État national homogène et indépendant s'avèra un processus tout aussi nécessaire que l'avait été le mouvement d'indépendance des Hongrois contre la domination des Habsbourg d'Autriche. Elle traita ces mouvements nationaux comme des phénomènes liés à une étape définie de l'évolution historique et rechercha les conditions de leur développement au sein des conditions de la production capitaliste et des nimbes de la société bourgeoise naissant dans le féodalisme en déclin. Bien entendu, cette nouvelle position de principe ne put se faire valoir d'un seul coup. Les séances de discussion organisées par la collectivité de travail furent, sous ce rapport, d'une grande portée; en effet, entre les porteurs de vestiges, plus instinctifs que conscients, de l'idéologie nationaliste et certaines conceptions «gauchistes» simplifiant les problèmes d'une manière schématique, le conflit fut vif, on arriva cependant au cours des années à élaborer une vue plus juste de cette complexe question.

Conformément à son principe initial, la collectivité de travail se proposa de mettre en lumière et de déterminer les origines des mouvements nationaux des peuples non-magyars de Hongrie, de tirer au clair les prémisses économico-sociales et les bases de classe sur lesquels ces mouvements reposaient, de présenter la marche concrète des mouvements culturels-politiques nationali-

taires, leurs formes et cadres institutionnels. Ce qui n'était possible en dernière analyse qu'en esquissant dans son entier l'évolution historique de ces mêmes peuples dans la période de leurs mouvements nationaux — de la fin du XVIII[e] siècle jusqu'en 1918 — et compte tenu des problèmes qui ne se trouvaient pas en étroit rapport avec la question des nationalités, mais qui exerçaient cependant leur effet. Une autre tâche de grande portée s'imposa au groupe de travail: exposer et évaluer de façon critique la politique nationalitaire pratiquée par les classes dominantes hongroises.

La mise en lumière de l'histoire de la période allant jusqu'à 1849 disposa de moins de temps, mais ce travail bénéficia d'une documentation déjà étudiée. L'historiographie bourgeoise, du pays et de l'étranger avait révélé un matériel de sources et de documents de détails relativement plus ample; en conséquence, on put mieux s'appuyer sur les anciennes publications de sources et monographies dûment passées au crible. Celles-ci furent complétées de données trouvées dans la presse et dans les statistiques. Ce n'est qu'en cas exceptionnels qu'on eut recours aux sources encore inexplorées (surtout celles ayant trait aux événements de 1848—49). Quant à la seconde moitié du XIX[e] siècle, la situation était entièrement différente; sous ce rapport, l'historiographie n'avait produit aucune publication de sources et très peu de monographies utilisables. Les membres de la collectivité de travail firent un véritable travail de pionnier en exhumant systématiquement d'abord le matériel d'archives des ministères bourgeois de la période d'entre 1867—1918 — matériel qui, d'ailleurs, ne devint accessible aux chercheurs qu'après 1945 — et c'est également à eux que revient le mérite d'avoir mis au point une abondante matière de presse se référant aux nationalités et d'avoir dépouillé une grande quantité de documents statistiques les concernant.

Grâce à l'activité de cette collectivité de travail, la mise au point de l'histoire des peuples non-hongrois les plus importants de la Hongrie d'avant 1918 se trouve achevée quant à la période des mouvements nationaux; elle présente la forme d'études préliminaires servant à la rédaction du manuel d'enseignement universitaire. La mise au point de l'histoire des Roumains est due à Zoltán I. Tóth, celle des Slovaques à Endre Arató et Erzsébet Székely. L'histoire des Ukrainens et des Serbes de Hongrie est décrite par József Perényi et celle des Allemands par Éva V. Windisch. L'étude consacrée à l'histoire des Saxons de Transylvanie fut écrite par Zoltán Sárközi, celle se rapportant à l'histoire de la Croatie est dûe à László Katus. Se fondant sur les études préliminaires, Endre Arató brossa dans le manuel d'enseignement universitaire un tableau récapitulatif de l'histoire de la question des nationalités en Hongrie entre 1790—1849;[3] Zoltán I. Tóth a entrepris de rédiger les chapitres du manuel couvrant l'époque du dualisme, chapitres qui furent, après sa mort tragique survenue en 1956, achevés par László Katus.[4] Une partie

[3] E. Arató—Gy. Mérei—Gy. Spira—Z. Varga: *Magyarország története a feudalizmusból a kapitalizmusba való átmenet korszakában. 1790–1849.* Egyetemi tankönyv. [Histoire de la Hongrie à l'époque du passage du féodalisme au régime capitaliste. 1790–1849. Manuel d'enseignement universitaire.] Bp. 1957.

[4] *Magyarország története az abszolutizmus és a dualizmus korában.* 1848–1918. 3. füzet. 1880—1900. Összeállította Hanák Péter és Sándor Vilmos. 14. fejezet. *A magyarországi nemzetiségek és Horvátország fejlődése a XIX. század utolsó harmadában.* (1867—1900). [Histoire de la Hongrie à l'ère de l'absolutisme et du dualisme. 1848—1918. 3[e] cahier. 1880—1900. Réd. par —. 14[e] chapitre. Les nationalités de Hongrie et l'évolution de la Croatie dans le dernier tiers du XIX[e] siècle. (1867—1900.)] Bp. 1959.

de ces études préliminaires a été publiée en hongrois et en traductions étrangères.[5] D'autres, encore développées et révisées, attendent d'être publiées et servent à leurs auteurs de points de départ pour composer des études détaillées et des monographies plus approfondies touchant la même question.[6] Les grandes publications d'importants documents relatifs à la question des nationalités effectuées par Gábor G. Kemény,[7] ainsi que le collectage effectuée par un groupe rédigeant la *bibliographie nationalitaire*[8] se rattachent également au travail de la collectivité.

Les résultats acquis par cette collectivité entre 1950 et 1953 méritent l'épithète d'importante oeuvre de pionnier, bien que dans sa forme d'alors elle ne saurait maintenant satisfaire aux exigences de l'historiographie hongroise. Ces études préliminaires et les monographies qui s'en inspirèrent furent les premières à exposer l'histoire des peuples non-magyars de la Hongrie multinationale, à donner une récapitulation du développement des mouvements nationaux et de l'évolution de la question nationalitaire, récapitulation exempte de tout esprit nationaliste conscient, fondée sur la méthode marxiste et s'inspirant dans leur majeure partie, de matériaux de sources variés et jusqu'à présent inexplorés. Force nous est cependant de dire que ni la nouvelle conception ni les nouvelles méthodes ne se firent entièrement valoir dans les études en question. En raison des délais fort courts et des difficultés qui surgirent au stade initial des travaux, les auteurs se virent obligés de rédiger des synthèses sans avoir étudié à fond les problèmes de détail; égarés dans le labyrinthe des problèmes soulevés par la question des nationalités, ils s'en firent des idées schématiques, quelquefois même dogmatiques, ou adoptèrent des vues recélant des traits nationalistes. Ces imperfections sont, pour la plupart, celles qui accompagnent inévitablement l'étape initiale, indubitablement fort importante, d'investigations poursuivies pendant plusieurs dizaines d'années. Malgré leurs déficiences, ces entreprises sont appelées à faciliter le développement d'une des notables branches de l'historiographie hongroise. Elles dépassaient de beaucoup le cadre du problème qui s'imposait à elle au début: passées au crible — encore que grossier — de l'étude historique hongroise moderne et progressiste, elles ont recueilli les documents et faits fondamentaux de l'évolution des différentes nations, esquissé la direction principale des mouvements nationaux, déterminé leurs mobiles et leurs périodes.

[5] Z. I. Tóth: *Az erdélyi és magyarországi román nemzeti mozgalom (*1790—1848*).* [Les mouvements nationaux des Roumains de Transylvanie et de Hongrie (1790—1848)]. Bp. 1959. Értekezések a történeti tudományok köréből. Új sor. 12. — Bp. 1960. (Études Historiques. Vol. 2.) — E. Arató: *K hospodárským dejinám Slovenska od* 1849—1900. Historický Časopis 1953. pp. 229—279. — Перени Й.: Из истории закарпатских украинцев (1849—1918.) Bpest 1957. (Studia Historica 14.) — Перени Й.: Партии и политическая борьба сербов в Венгрии. (1867—1900 гг.) Études Historiques. Bpest 1960. Vol. II.

[6] Z. I. Tóth: *Kossuth és a nemzetiségi kérdés 1848—1849-ben.* [Kossuth et la question des nationalités en 1848—1849.] Emlékkönyv Kossuth Lajos születésének 150. évfordulójára. Vol. 2. Bp. 1952. — L. Katus: *A Tisza-kormány horvát politikája és az 1883. évi horvátországi népmozgalmak.* [La politique croate du gouvernement Tisza et les mouvements populaires de Croatie en 1883.] Századok 1958. No 5—6, et 1959. No 2—4.

[7] G. G. Kemény: *Iratok a nemzetiségi kérdés történetéhez Magyarországon a dualizmus korában. I. 1867—1892. II. 1892—1900.* [Documents relatifs à l'histoire de la question des nationalités en Hongrie à l'ère du dualisme. I. 1867—1892. II. 1892—1900.] Bp. 1952—1956.

[8] *Magyar Történeti Bibliográfia* 1825—1867. IV. köt. *Nemmagyar népek. (Nemzetiségek.)* Szerk. Kemény G. Gábor és Katus László. [Bibliographie Historique Hongroise 1825—1867. Vol. IV. Peuples non-hongrois. (Nationalités.) Réd. par —] Bp. 1959.

Par rapport à l'histoire des nationalités, la question de l'évolution politique des différentes nationalités, aussi bien que celle de la ligne culturelle-politique essentielle des mouvements nationaux, passèrent au premier plan des recherches poursuivies jusqu'à présent, et les résultats qu'on y obtint s'avérèrent être les plus durables. Grâce à ces travaux, nous sommes arrivés à nous former une idée quasiment définitive — encore que susceptible d'être nuancée — sur les mouvements nationaux qui se déroulèrent à l'ère du féodalisme déclinant et à l'époque des révolutions bourgeoises (1790—1849).[9] Quant à l'époque du dualisme nous avons encore fort à faire, mais les publications des sources et les études de détail créeront graduellement, même à cet égard, les prémisses nécessaires à la rédaction d'une synthèse couvrant, au premier chef, la période allant jusqu'à 1900.[10] La représentation du côté politique le plus marquant de la question des nationalités, le dessin de la marche de chacun des mouvements nationaux s'imposèrent à la collectivité comme des tâches à accomplir dès la première étape des recherches.

Bien que la majeure partie des études préliminaires mentionnées plus haut eut mis en lumière une assez notable matière d'histoire économique (surtout quant aux Slovaques, aux Serbes et aux Croates), les problèmes concernant les rapports entre les bases économico-sociales des mouvements nationaux et la superstructure politico-culturelle de ces mêmes mouvements, ainsi que leur interaction, n'ont pas été éclairés d'une manière satisfaisante. (Il en est de même pour l'ensemble de l'histoire hongroise des XIX^{e}—XX^{e} siècles.) A la lumière des expériences acquises par la collectivité, il devint évident que la solution de ces problèmes nécéssitait d'autres cadres de recherche, moyens et méthodes que ceux appliqués jusqu'ici, les recherches qui procèdent à l'examen de l'évolution de ces peuples et de leurs mouvements nationaux en les isolant de celle de la nation régnante ne sauraient être satisfaisantes. Les fruits des investigations effectuées au cours de la décennie écoulée nous permettent de faire un pas en avant dans le domaine de l'étude de la question des nationalités; ils nous incitent à fouiller, d'une part, plus profondément,

[9] E. Arató: *A nemzetiségi kérdés története Magyarországon. 1790—1848.* 1—2. köt. [Histoire de la question des nationalités en Hongrie. *1790—1848.* Vol. 1—2.] Bp. 1960. — Z. I. Tóth: *The nationality problem in Hungary in* 1848—1849. Bp. 1955. (Études des Délégués Hongrois au Congrès International des Sciences Historiques.) — P. Hanák: *A magyar szabadságharc és a Habsburg monarchia elnyomott népei.* [La guerre d'indépendance hongroise et les peuples opprimés de l'Empire des Habsbourg.] Forradalom és szabadságharc. Bp. 1949. — Z. I. Tóth: *A Szemere-kormány nemzetiségi politikája (1849).* [La politique nationalitaire du gouvernement Szemere (1849)]. A Magyar Tudományos Akadémia Társadalmi-Történeti Osztályának Közleményei 1952. Tom. 2. pp. 69—91. — *Du même auteur: Parasztmozgalmak az Erdélyi Érchegységben 1848-ig.* [Mouvements paysans dans les Munți Apuseni, jusqu'en 1848.] Bp. 1951. — *Du même auteur: Bălcescu Miklós élete.* 1819—1852. [La vie de Nicolae Bălcescu. 1819—1852.] Bp. 1958. — E. Arató: *A szlovák nemzeti mozgalom a forradalom előtt,* 1845—1848. [Le mouvement national slovaque avant la révolution, 1845—1848.] Századok 1948. pp. 203—234. — *Du même auteur ; Sociálne motivy slovenského národného hnutia v r. 1845—1848.* Turč. Sv. Martin 1952. — E. Kovács: *Magyar—délszláv megbékélési törekvések 1848—49-ben.* [Tentatives de réconciliation hungaro—yougoslaves en 1848—1849.] Bp. 1958. Értekezések a történeti tudományok köréből. Új sor. 5.

[10] Outre les publications de sources dûes à G. G. Kemény et les chapitres du manuel d'enseignement universitaire voir encore: *Mocsáry Lajos válogatott írásai.* Bevezette, válogatta és jegyzetekkel ellátta Kemény G. Gábor. [Ecrits choisis de Lajos Mocsáry. Introduction, choix et annotations de —.] Bp. 1958. — Z. I. Tóth: *A nemzetiségi kérdés a dualizmus korában (1867—1900).* [La question des nationalités à l'ère du dualisme (1867—1900).] Századok 1956. No 3. pp. 358—393.

pour mieux comprendre les ressorts et les véritables mobiles du problème, à élargir, d'autre part, dans le temps et dans l'espace, la sphère de nos recherches; ils nous invitent à étudier toute la structure économico-sociale et l'évolution politique de la Hongrie multinationale et de l'Empire des Habsbourg du point de vue de leur composition ethnique. C'est précisément le point où celles-ci dépassent leur propre existence historique et indiquent la tendance de l'évolution nationale indépendante des peuples constituant leurs éléments ethniques. Nous nous devons aussi de suivre l'évolution de ces peuples dans le passé, à cette époque du féodalisme qui précéda l'ère du développement des mouvements nationaux.

A cette nouvelle étape des recherches touchant l'histoire des nationalités, les spécialistes de la question ressentirent la nécéssité d'un travail collectif et d'une coopération plus systématiques. Cette circonstance fut à l'origine, en 1958, au sein de l'Institut des Sciences Historiques un *groupe de travail chargé d'étudier la question des nationalités :* il fut composé de Mária P. Mayer, Dániel Csatári et de l'auteur de la présente étude; simultanément, en 1959, la collectivité de travail s'occupant des nationalités, qui s'était désagrégé quelques années auparavant. Sous l'égide du dit Institut et de la chaire d'Europe orientale de l'Université Loránd Eötvös, cette collectivité — moins homogène que ne l'était son prédécesseur — unit sous la direction d'Endre Arató, chargé de cours à l'Université de Budapest, les spécialistes qui, dans notre pays, étudient la question des nationalités. Comptant environ 25 membres, ses réunions sont vouées à la discussion des problèmes que posent les travaux en préparation, les études déjà achevées, ainsi que les questions de principe et méthodologiques les plus importantes. Le programme des recherches se centre autour des sujets suivants: 1. La question des nationalités en Hongrie à l'ère du dualisme, 2. L'histoire de l'idéologie nationaliste hongroise (la formation de la théorie de la nation politique hongroise et celle de l'idéologie de l'État national hongrois, ses bases sociales et son rôle historique). 3. La question des nationalités dans l'Empire des Habsbourg et en Europe orientale. 4. L'histoire des peuples non-magyars de Hongrie avant le développement de leurs mouvements nationaux. 5. L'histoire de la question slave (en particulier les mouvements slaves de Hongrie).

La tâche qui incombe au groupe de travail restreint fonctionnant au sein de l'Institut est de mettre au point, à l'usage des manuels universitaires: et du manuel d'histoire, une synthèse de l'histoire de la question des nationalités en Hongrie pour la période allant de 1900 à 1918. A côté de l'étude des mouvements politico-nationaux, l'examen de la structure économique et politique des peuples non-hongrois à l'époque du tournant du siècle passa également au premier plan des recherches; celles-ci étudiaient: les voies et les formes de l'évolution capitaliste dans les différentes régions ethniquement mélangées, le processus de stratification sociale au sein de ces nationalités, la répartition de la propriété foncière et l'accumulation des capitaux chez les nationalités, le développement des bourgeoisies nationales, la situation des couches petites-bourgeoises, etc. Au cours des années 1959—1960, la collectivité de travail élargie discuta sept études fort amples: «L'histoire des Saxons de Transylvanie en 1790—1867», par Zoltán Sárközi, «Les Serbes de Hongrie à l'ère de l'impérialisme (1900—1918)» par József Perényi, «L'histoire du mouvement national allemand de Hongrie, de 1849 à 1918» par Éva V. Windisch, «La politique croate du gouvernement Tisza et les mouvements

populaires de Croatie en 1883» par László Katus, «La crise des zadruga dans les Confins Militaires» par Márta Bur, «L'histoire des Allemands de Hongrie de 1918 à 1923» par Béla Bellér, «La question slovène de Hongrie en 1918—1919» par László Kővágó. Toutes ces études provoquèrent de vives discussions au cours desquelles, à côté des problèmes de détail les concernant, les plus importantes questions de principe et méthodologiques se rapportant à l'étude de l'histoire des nationalités furent à l'ordre du jour. Les plus notables de ces problèmes méritent d'être brièvement évoqués.

Avant toute chose, il nous faut partir de ce fait que, si fortes qu'aient été les aspirations des mouvements nationaux à créer un marché national indépendant, à réaliser l'union économique et politique donnant les fondements de leur indépendance, il n'en resta pas moins que l'évolution économique, politique et sociale de tous les peuples non-magyars de la Hongrie d'avant 1918 portait l'empreinte du fait que cette évolution s'opérait dans le cadre d'une entité économique et politique plus vaste, celle de l'Empire, et qu'elle s'insérait dans les limites tracées par un marché homogène et très étendu. Nous nous devons donc d'examiner l'évolution économique et sociale des peuples non-magyars de Hongrie non seulement séparément sous l'angle des aspirations spéciales de chaque nationalité — mais de l'analyser aussi dans le cadre de l'ensemble de la Hongrie, et inversément, étudier la structure économique et sociale de la Hongrie multinationale ne saurait se faire sans tenir compte de sa composition ethnique.

L'historiographie hongroise a donc l'importante tâche de procéder à l'analyse de *l'État multinational*, phénomène particulier dans l'évolution de l'Europe orientale, d'éclairer les lois et les types de son évolution, aussi bien que de mettre en relief les problèmes idéologiques et méthodologiques qui s'y rattachent. Le plus caractéristique des États multinationaux d'Europe orientale fut, en effet, la Monarchie Austro—Hongroise, la Hongrie comprenant d'ailleurs à elle seule six groupes ethniques fort importants; le chiffre total de sa population était au demeurant supérieur à celui de la nation régnante.

C'est précisément ce point de vue général, touchant l'ensemble des problèmes, qui fit défaut aux recherches poursuivies antérieurement; il est évident qu'il ne pouvait se concevoir et se faire valoir, tant qu'on n'avait pas tiré au clair les faits fondamentaux de l'évolution particulière à chacun des peuples en question. Cette déficience n'avait point échappé aux membres de l'ancienne collectivité de travail; son dirigent, Zoltán I. Tóth, avait d'ailleurs été le premier à frayer la voie à l'élucidation des problèmes généraux concernant l'État multinational (évolution sociale de l'État ethniquement mélangé à l'ère du féodalisme, les facteurs de l'assimilation, les types spéciaux du processus d'évolution vers la nation, etc).[11] Au cours de ces dernières années ces problèmes suscitèrent également l'interêt d'historiens n'appartenant pas au cercle restreint des spécialistes de l'histoire des nationalités; on les discuta dans le cadre d'un débat organisé par l'Institut des Sciences Historiques à propos des particularités de l'évolution des peuples d'Europe orientale,[12]

[11] *Quelques problèmes de l'État multinational dans la Hongrie d'avant 1848.* Bp. 1955. (Études des Délégués Hongrois au Congrès International des Sciences Historiques.)

[12] E. Niederhauser: *Zur Frage der osteuropäischen Entwicklung.* Studia Slavica 1958. No 3—4. pp. 359—371. — L. K[atus]: *A kelet-európai országok feudalizmuskori fejlődésének sajátosságairól.* [Particularités de l'évolution des pays d'Europe orientale à l'époque du féodalisme.] Történelmi Szemle 1959. No 3—4. pp. 467—482.

dans certains des rapports qui furent soumis à la Conférence Internationale des Historiens organisée à Budapest, qui traita de l'évolution capitaliste des pays de l'ancienne Monarchie Austro—Hongroise[13] et dans plusieurs autres études.[14]

La Hongrie capitaliste était un État multinational. Il n'est donc point suffisant d'examiner, d'une part, les problèmes généraux soulevés par l'évolution capitaliste du pays, et, d'autre part, analyser isolément l'évolution des différentes nationalités; nous nous devons d'élucider le rôle de la question nationalitaire dans l'ensemble de l'évolution de ce pays multinational. La mise au point de l'histoire de la Hongrie d'avant 1918 aurait dû, sans aucun doute, attribuer plus d'importance aux questions de structure ethnique que ne l'ont fait les volumes et les monographies jusqu'à présent publiées. Le groupe de travail créé pour l'étude de l'histoire des nationalités s'afforça de faire prévaloir ce point de vue dans le texte provisoire du manuel publié en 1959 hors commerce et embrassant la période 1880—1900 (chapitres récapitulatifs sur les particularités de l'évolution économique, sociale et politique des nationalités), mais la mise en valeur sans réserve de ce point de vue ne pourra avoir lieu que lors de la composition des chapitres comprenant la période 1900—1918, ceux-ci étant inscrits actuellement à l'ordre du jour des travaux.

Ces genres d'investigations connurent déjà des antécédents dans les ouvrages des sociologues hongrois radicaux-démocrates (cercle qui se groupa dans les deux premières décennies de notre siècle, autour de la revue «Huszadik Század») et particulièrement dans les ouvrages d'Oszkár Jászi.[15] Leurs véritables conditions préalables ne se présentèrent cependant que dans la décennie écoulée, lorsque certaines monographies de belle ampleur eurent, à l'aide de la méthode du matérialisme historique, éclairé les problèmes fondamentaux de l'ère du dualisme et dessiné un tableau d'ensemble de l'évolution capitaliste et agraire de la Hongrie d'alors.

L'analyse sous l'angle nationalitaire de la structure capitaliste de la Hongrie multinationale soulève maints problèmes d'ordre méthodologique et de critique des sources; au cours de ces dernières années, ces problèmes réapparaissent à chacun des entretiens du groupe de travail. Déjà lors de la composition des études préliminaires destinées au manuel d'enseignement universitaire couvrant l'ère du dualisme, l'ancienne collectivité de travail avait puisé avec succès dans les sources archivales. Nombreux sont pourtant les problèmes qui se posent en connexion avec l'application pertinente des sta-

[13] *Studien zur Geschichte der Österreichisch-Ungarischen Monarchie.* Budapest, 1961. (Studia Historica 51.) — Acta Historica 1959. No 3—4. pp. 425—431. — V. Sándor: *Magyarország függőségének jellege a dualizmus korában.* [Le caractère de la dépendance de la Hongrie à l'époque du dualisme.] Történelmi Szemle 1958. No 1—2. pp. 91—113. — P. Hanák: *A dualizmus válságának problémái a XIX. század végén.* [Les problèmes de la crise du dualisme à la fin du XIX[e] siècle.] Történelmi Szemle 1959. No 1—2. pp. 37—89. — L. Katus: *A mezőgazdaság tőkés fejlődésének főbb vonásai az Osztrák—Magyar Monarchia délszláv területein.* [Principales caractéristiques de l'évolution capitaliste de l'agriculture dans les territoires sud-slaves de la Monarchie Austro-Hongroise.] Történelmi Szemle 1959. No 3—4. pp. 354—404.

[14] E. Niederhauser: *A jobbágyfelszabadítás és a nemzetiségi kérdés Kelet-Európában.* [L'affranchissement des serfs et la question des nationalités en Europe orientale.] Történelmi Szemle 1958. No 1—2. pp. 76—90.

[15] O. Jászi: *A nemzeti államok kialakulása és a nemzetiségi kérdés.* [La formation des États nationaux et la question des nationalités.] Bp. 1912. — *Du même auteur: The dissolution of the Habsburg Monarchy.* Chicago, 1929.

tistiques et des descriptions sociologiques contemporaines. Les statistiques sont d'une importance primordiale, car elles permettent la description exacte de la structure économique et sociale, aussi bien que la reconstitution des rapports numériques qui se reflètent dans les phénomènes de masse et les complexes processus de la société capitaliste. La méthode statistique a cependant ses limites; la pure analyse quantitative laisse sans réponse maints problèmes de détail et ne sert guère d'explication aux causalités de l'évolution. Ainsi qu'il apparut lors du débat ayant eu lieu à propos de l'étude traitant de la crise des zadrougas, le manque total de données statistiques nous empêche, en effet, d'évaluer les phénomènes économiques et sociaux à l'ère du capitalisme, même si une abondante documentation archivale et de presse ainsi qu'une littérature ethnographique et sociologique de l'époque sont à notre disposition. Dans la plupart des cas, on n'a cependant pas un manque total de données numériques qui est à déplorer; c'est l'utilisation pertinente des documents existants et souvent contradictiores, aussi bien que la méthode à appliquer pour en tirer les conclusions adéquates concernant la situation réelle qui constitue le problème. L'application d'un juste procédé à propos de ce problème se révèle, dans le domaine de l'étude touchant l'histoire des nationalités, être une tâche particulièrement ardue, car en dehors de la représentation chiffré de l'évolution, nous devons encore délimiter ce qui, dans la matière statistique, revient aux différentes nationalités. L'application de cette méthode se heurte, en effet, à maintes difficultés, étant donné qu'une statistique détaillée établie sur les langues maternelles ne figure que dans les recensements dressés en Hongrie dans les années 1900 et 1910, recensements dont l'authenticité est fort douteuse. Les données des recensements antérieurs, ainsi que celles des différents relevés de statistique économique (le relevé agricole de 1895, aussi bien que les statistiques industrielles) sont presqu'inutilisables du point de vue de la structure ethnique du pays. La méthode qui se fonderait sur une évaluation par groupes linguistiques ne permettrait pas non plus de représenter en chiffres le véritable rôle et poids des peuples non-magyars dans la Hongrie d'avant 1918. Afin de reconstituer leur structure économico-sociale et établir leurs lignes d'évolution, on aura recours à l'analyse des *unités régionales, établies au point de vue ethnique.*

De tout ce que nous venons de dire, il ressort que l'examen de la structure économico-sociale de la Hongrie effectué *sous l'angle des unités régionales* représente une tâche urgente pour les spécialistes de l'histoire des nationalités. Les données, surtout celles exprimées en chiffres, qui caractérisent l'ensemble de la Hongrie capitaliste sont, en effet, d'une valeur nettement moyenne, et n'expriment point les différentes particularités des régions du pays. Elles reflètent avec un maximum d'exactitude relative la situation réelle du centre du pays habité par des Hongrois, mais quant aux régions ethniquement mélangées elles ne sont point utilisables.

Établir les unités territoriales servant de bases aux investigations régionales se revèle être une tâche complexe et fort ardue, surtout si elles doivent s'étendre à un État désagrégé depuis une quarantaine d'années. L'analyse minutieuse et la critique soigneuse des données de l'époque ayant trait, d'une part, aux rapports économiques et sociaux et, d'autre part, aux limites ethniques et linguistiques, nous aiderons toutefois à délimiter les unités régionales porteuses d'une évolution concrète et particulière dans le cadre de l'ensemble du pays. Les recherches poursuivies jusqu'à présent

— encore que dans leur phase initiale — renvoient à ce que dans le cadre de la Hongrie multinationale d'avant 1918, les unités régionales caractérisées par des données approximativement identiques du point de vue de la géographie économique et disposant d'une structure de production et sociale plus ou moins homogène, vu leur caractère ethnique, sont nettement délimitables. La majeure partie de ces régions et zones coïncidait avec le territoire total ou partiel où s'était éffectué l'établissement des différentes nationalités, leur moindre partie constituait, par contre, des zones de transit ou hétérogenes. Le rôle des différentes nationalités ne saurait donc être précisé qu'à la faveur des investigations touchant leur importance économique et sociale tant dans le cadre de l'ensemble du pays que dans celui de ces unités régionales qui disposèrent de particularités nationales et économiques et jouissant de marchés locaux restreints. Cette méthode idéale ne saurait être appliquée que d'une manière rudimentaire, car elle ne s'adapterait qu'à la division administrative de l'époque d'où nos données sont issues. Les investigations qui se fondent sur les situations régionales présentent un tableau plus fidèle des rapports économico-sociaux des différentes nationalités que ne le ferait un dépouillement qui tirerait des conclusions générales des documents relatifs aux sociétés nationalitaires «abstraites» et «produites» à l'aide de statistiques ne reflétant que la répartition selon les langues maternelles.

A la faveur des recherches régionales, il devint évident que la structure économico-sociale de la Hongrie capitaliste d'avant 1918 se révélait tout aussi hétérogène que sa composition ethnique. De divergences essentielles se manifestaient, d'une part, entre la nation régnante et les nationalités, d'autre part entre ces minorités nationales ou entre leurs différents groupes d'établissement, de même qu'entre les conditions de géographie économique, les structures de production et de classe. Il est indéniable que les mêmes faits fondamentaux d'évolution historique se trouvaient à la base de tout mouvement nationalitaire: la production capitaliste et l'avance victorieuse de la bourgeoisie. Nous n'avons point manqué d'y mettre l'accent dans la phase initiale de nos recherches et nous nous sommes efforcés de comprendre — encadré dans la structure fondamentale exprimant l'essence de l'évolution — le processus des mouvements remontant à des bases identiques. Ce procédé fut en lui-même d'une très grande portée vis-à-vis de la conception antiscientifique professée par l'ancienne historiographie traitant des nationalités; il nous permit, en effet, de comprendre l'essence de la question des nationalités et de mettre en lumière les ressorts qui se trouvaient à l'origine du processus d'évolution vers la nation. Aujourd'hui, nous soulignerons que l'évolution capitaliste des peuples ayant vécu sur le territoire de la Hongrie multinationale commença — en dépit d'identités fondamentales — au milieu de conditions sociales différentes, évolution accusant des rythmes différents et suivant, à plusieurs points de vue, des voies différentes.

C'est fort justement et de façon d'ailleurs concordante que les ouvrages des auteurs hongrois spécialisés ont constaté que la Hongrie — à l'exemple des autres pays d'Europe orientale — s'était engagée dans la voie de l'évolution capitaliste-agrarienne dite *de type prussien* et chargée de vestiges féodaux assurant la prédominance aux grands domaines de production marchande. Ces affirmations qui sont indubitablement valables pour l'ensemble du pays, et en particulier, pour les régions habitées par les Hongrois; elles n'excluent cependant point que dans les territoires ethniquement mélangés on ne ren-

contra d'autres formes locales d'évolution, ni qu'on n'y décela des embryons et des éléments d'évolution capitaliste-agrarienne de types différents (celui de l'évolution de la paysannerie libre, chez les Saxons de Transylvanie, ou celui de type dit «balkanique» dans les anciennes marches-frontière militarisées). Le système économique du dualisme, exception faite de la région méridionale, ne favorisait point l'évolution capitaliste dans les territoires habités par les nationalités, ce qui y empêcha le développement du système de type prussien et celui d'une évolution capitaliste quelconque dans la mesure observée dans les territoires de population Hongroise. L'élevage, l'exploitation des pâturages et l'exploitation forestière dans les régions montagneuses et dans les bassins de population allogène se caractérisaient par la prédominance de la *petite production marchande.*

La mise en lumière des points de détails qui dépasseraient ces constatations de caractère général incombera aux recherches qui devront faire l'objet des plans de travail du groupe d'étude de l'Institut chargé des questions concernant les nationalités. Il en est de même pour l'analyse de la structure de classe des peuples qui formaient la Hongrie multinationale. La formation des différentes classes et couches de la société bourgeoise, leur sort, leurs fonctions, le rôle qu'elles jouèrent dans les mouvements nationaux — compte tenu des caractéristiques des différentes nationalités — sont autant de problèmes qui se trouvent au premier plan des investigations. Pour ce qui est de la plupart des nationalités — du fait des formes spéciales de l'évolution capitaliste — les classes fondamentales (grande bourgeoisie et prolétariat) ne se développèrent qu'à pas lents et de façon fort rudimentaire; un rôle plus important revient, en conséquence, aux couches moyennes, à la bourgeoisie moyenne et à la petite bourgeoisie. Dans la Hongrie dualiste oppresseuse des nationalités les bourgeoisies des populations allogènes ne connurent que les formes les plus primitives et limitées de l'accumulation des capitaux: au travers de l'écrémage des bénéfices fourni par la petite production marchande paysanne, le commerce des produits agricoles et des bestiaux, les différentes formes d'usure, puis à l'aide de l'organisation locale du crédit et d'un réseau de coopératives. En conséquence, au sein des populations allogènes de Hongrie, divisées seulement en couches moyennes et prolétaires, ne se produisit pas cette profonde coupure qui fut si fatale à l'évolution de la démocratie bourgeoise hongroise. C'est là que se retrouve la base économique et sociale de caractère démocratique petit-bourgeois des mouvements nationalitaires et des idéologies et ceci y explique la survivance de certains éléments progressistes de démocratie bourgeoise.[16]

En procédant à l'analyse des particularités qui se révèlent dans la structure économique et sociale de la Hongrie multinationale, force nous est de remonter à l'ère du féodalisme où la structure capitaliste plonge ses racines. Aujourd'hui, on sait à l'évidence que l'ensemble des problèmes concernant les nationalités de Hongrie remonte beaucoup plus loin dans le cours de l'évolution de la société féodale qu'on ne le supposait auparavant. On ne saurait donc prendre l'année 1790 pour date de départ de l'étude de la question des nationalités, année où ce problème fit son apparition politique.

[16] L. Katus: *A nemmagyar népek nacionalizmusának jellemvonásai és szerepe a soknemzetiségű Magyarországon.* [Le caractère et le rôle du nationalisme des peuples non-magyars dans la Hongrie multinationale.] Történelmi Szemle 1960. No 2—3. p. 330—335.

Nous nous devons de décrire également la structure féodale de cette Hongrie ethniquement si mélangée; donc, de déterminer la formation des régions allogènes, non seulement sous l'angle des établissements et de la démographie, mais aussi du point de vue de leur structure économique et sociale.

L'examen plus concret et plus approfondi des mouvements politiques nationaux, l'estimation plus pertinente de l'attitude des différents groupes des bourgeoisies nationalitaires, de même que l'appréciation de la politique nationalitaire des classes dominantes hongroises ne seront vraiment possibles que moyennant la connaissance des faits et des rapports fondamentaux de l'évolution économique et sociale. Quant à cette dernière, il nous faudra tenir compte en dehors de l'effet exercé par la consciente oppression politique et culturelle de l'Empire, la tension provoquée par le structure économiquement et socialement hétérogène de ce pays multinational et par l'évolution capitaliste de rythme inégal et divergente aussi. Toute la base économique du système dualiste favorisait l'évolution capitaliste de la nation dominante et influait négativement sur l'évolution des nationalités, même sans le secours d'une politique économique sciemment oppressive. Nous nous proposons aussi d'appliquer plus activement la méthode comparée; en effet, les faits et formes de l'oppression nationale ne sauraient être jugés correctement qu'à l'aide d'une comparaison avec ceux qui pouvaient être relevés dans les autres pays multinationaux d'Europe.[17]

Nous pourrions exposer longuement encore ces problèmes d'interêt général qui apparurent lors des discussions organisées par le groupe de travail: incidences sociales de l'assimilation, analyse des idéologies nationalistes, passage du féodalisme au régime capitaliste, circonstances et conséquences des changements survenus dans les formations sociales, influences réciproques du marché général de l'Empire et des petits marchés locaux des régions allogènes, rapports internationaux de la question des nationalités de Hongrie (question d'Orient, Ostforschung, etc.).

Pour terminer, nous soulignerons encore qu'au cours de nos travaux nous ne perdons pas de vue l'oeuvre historiographique des peuples voisins et tâchons nous-mêmes d'en tirer profit. Il est en effet indubitable que les problèmes surgis en connexion avec l'histoire de l'ancienne Hongrie multinationale, ou avec celle de la Monarchie Austro—Hongroise, ne peuvent être résolus de façon satisfaisante que moyennant la coopération la plus étroite entre les spécialistes des pays intéressés. D'importantes initiatives ont déjà été prises à cet égard et nous espérons inscrire de nombreux résultats concrets à l'actif des efforts déployés en vue d'élucider les questions qui relèvent de l'interêt commun de nos peuples.

L. Katus

[17] E. Arató: *Die verschiedenen Formen der nationalen Unterdrückung in Osteuropa und die Madjarisierung in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts.* Studia Historica Vol. 51. pp. 423—446.

Wangermann, Ernst: From Joseph II to the Jacobin Trials. Government Policy and Public Opinion in the Habsburg Dominions in the Period of the French Revolution

Oxford University Press. 1959. XII - 212 pp. (Oxford Historical Series)

The history of the Habsburg Monarchy at the end of the eighteenth century has been a stepchild of historiography almost up to our own days: This is perhaps due to the fact that there is hardly a period which presents as many problems as the era of Josephinism and the years following it. The Social evolution, public administration, the person and intentions of the ruler, the character of Austrian and Hungarian enlightenment are all debated and unsolved questions. Although the literature on the era of Joseph II is quite notable, it dwells on the person and the administrative organization of Joseph in the first place and has comperatively little to say about the essence of enlightened absolutism or the echo and impact of its reforms so that we are left in the dark concerning the reasons which led to the downfall of Josephinism. The picture drawn of Leopold II and his age is even more problematical. Opinions being confusingly contradictionary, Wangermann's thorough and well written study, dealing with this period roughly between 1789 and 1796, cannot fail to meet with much interest.

Professor Wangermann, teacher of the Grammar School at Earl's Colne, England, carried on a research work for several years in the Central Archives of Vienna and the Provincial Archives of Austria and Bohemia. His material may therefore be regarded as complete in respect of the one-time hereditary provinces of the Habsburgs. On the other hand, he deals with Hungary only in the framework of problems concerning the whole Monarchy, giving as a reason his lack of knowledge of the special data and the language, necessary for the research of Hungarian evolution.

Wangermann investigates the mutual influence of government policy and public opinion, in other words, whether central measures had a formative influence on social development and if so, in which direction, further in which ways and respects public opinion and the ambitions of diverse classes and strata of society influenced the actions of ruler and government. By way of introduction he exposes the fallacy of the formerly widespread view according to which the reforms of Maria Theresia and especially those of Joseph II, and even the very system of enlightened absolutism derived from the ideas of enlightenment, presenting them as practical political consequences of philosophical principles. The reforms of Maria Theresia and Joseph II were born of necessity by laws of inner development and by the tasks the state had to perform. Contemporary philosophers and writers believed and declared in fact that the ruler had been led to the path of reforms by them, but this was a mere illusion occasioned by the numerous similarities between the endeavours of enlightened absolutism and the philosophical doctrine of enlightenment. The illusion was enhanced by the fact that especially Joseph made use of the bourgeois ideology of enlightenment and of the bourgeoisie itself in order to break the resistance of aristocracy and clergy which inhibited the growth of central authority. In point of fact, the philosophers and their disciples did not take part

in the direction of affairs except the execution of measures which — of course — did not lack significance.

The first chapter of the book deals with the enlightened absolutism of Joseph II and its effects. The author states that the reforms of Joseph II considerably contributed to the awakening of self-consciousness in the commoners and to the beginning of their political activity, the first since the Reformation. Joseph did not want radical reforms nor a change of the feudal system. He wanted to rely on the bourgeoisie and peasantry so far only as was necessary to curtail the power of aristocracy and clergy. In order to counterbalance the omnipotence of the church he tolerated books proclaiming rationalism and did not mind the appearance of pamphlets criticizing and attacking the behaviour of aristocracy. He was a devout Roman Catholic nevertheless, and the idea to deprive the aristocrats and noblemen of leading positions and to give them to the bourgeoisie never occured to him. It soon became evident that "the poison had been absorbed deeper" than he suspected: the masses, aroused to self-consciousness, were no longer contented with the half-measures as offered by the ruler. Joseph was frightened to see that the masses would not stop at the barriere errected by him. The commoners whom he thought to have been satisfied by his reforms vented their discontent ever louder and turned against him when he tried to hold them in check. The tension was still more increased by the war against the Turks, unpopular from the outset. While the bourgeoisie revolted against the heavy burdens of financial policy and warfare, masses of peasants denied their feudal services and deliveries in Austria and Bohemia and went as far as to rebel against the commissaries of their landlords in several places. The emperor sent troops against them, the resistance of the peasantry, however, assumed increasing proportions. Joseph organized a ministry of police in order to check the efforts of the lower classes. The police was subordinated to the emperor only; both its existence and activities contradicted the principles of enlightened absolutism. Police terror increased in proportion with the increasingly radical attitude of the common classes; the stronger Joseph had to stand up against the bourgeoisie and the peasantry, the more he had to relax the measures directed against the nobility. Naturally, he could no longer recapture the nobility and clergy for his cause but he aroused the anger of the commoners, so that, finally, the whole society squared up to him. This forced the emperor to retire: he withdrew most of his decrees on his deathbed, so beginning the restoration of feudalism.

It was amidst a grave situation that his younger brother Leopold II took over the government of the Empire in 1790; it was to be feared that the Habsburg Monarchy would fall to pieces. The estates of Hungary and Belgium had already raised the banner of separation and also the Bohemian nobility was preparing for action. The new ruler had to yield and the clergy and the nobility recovered in a few months a large portion of the rights and influence lost under Joseph, and practically restored their former power in Hungary. The decade of Josephinism had yet left its mark, and the restoration of seignorial rights met the open resistance of the masses under the alterated circumstances. By the end of 1790, the movements of the peasantry assumed almost revolutionary dimensions throughout the Monarchy and the bourgeoisie, too, became louder and louder. These movements, entirely unknown to Austrian historiography so far, are presented by Wangermann one by one.

The resistance of the commoners would have been surely shipwrecked without encouragement and support from above. Wangermann shows that Leopold, having been forced to make concessions to the privileged at the beginning, directed his efforts towards the restoration of absolutism and utilized the movements of the commoners to his end. But beyond this, Leopold thought that he could put a stop to the French Revolution and save his throne only by taking the wind out of the sail of the revolution. Wangermann summarizes Leopold's political aims in two points: 1. Encourage and support the ambi-

tions of the commoners and use them as weapons against the privileged classes. 2. Ensure the loyalty of the people and bar their endeavours towards political independence. Pamphlets, encouraging the bourgeoisie and attacking the nobility, were circulated with the knowledge and even on the initiative of the emperor. Agents of Leopold were travelling the country, prompting embittered people to lodge petitions, while the governors of Styria and Carinthia received instructions to support the demands of the townfolk and the peasants. The revision of political processes of Joseph's time, together with the subordination of the secret police to the Supreme Court, in spite of the protest of the police minister, were measures to gain the confidence of the bourgeoisie. After the resignation — in the spring, 1791 — of the police minister, deprived of his authority and independence, the ruler sets new tasks to the police: service of public safety and repression of crimes and abuses. Sonnenfels, this great theorist of enlightened absolutism, entrusted with intimate governmental work by Leopold, already expects the fulfilment of his most cherished dream, the constitutional state, at the hands of the emperor. On the 12th February, 1791, Leopold orders the codification of the laws and appoints Sonnenfels as secretary of the codification committee. He begins, at the same time, to construct a system of provincial representation for the townspeople. On December 4, he refers the petition of the Styrian peasants, concerning representation at the diet, to the chancellery for expert opinion. He turned, according to Wangermann, the bourgeoisie and the peasantry into his followers by these steps; yet, his ambitious plans were not to be fulfilled: Leopold died before having finished his work.

In March 1792, with the accession of Francis, the situation changed altogether. Leopold did not initiate his son into his plans, and the young man, having no independent ideas, listened in all questions to the advice of the leading dignitaries from the outset. These were recruited from the highest aristocracy and, unlike the deceased ruler, saw the only chance against the impact of the French revolution in the rigid maintenance of the ancient system. The initiatives of Leopold are discontinued one by one: the codification of law remains unfinished, the parliamentary representation of the commoners is rejected, the provincial governors receive orders not even to accept petitions of this nature in the future. Leopold's confidential men are dismissed one after the other, pamphlets written at his command are withdrawn, censorship becomes stricter, the importation of journals from abroad is forbidden. The influence and power of the Roman Catholic Church increase at once, while the old grievances of the Protestants reappear. The peasantry is revolting once more, and the bourgeoisie becomes more and more hostile to the reactionary system. The policy of war gets the upper hand, the first coalition against France comes into existence. In the words of Wangermann: Leopold wanted to gain the commoners in order to avoid war and revolution, while Francis makes common cause with the nobility in order to a war against the revolution. At the beginning of 1793, it becomes evident to everyone that the age of enlightened absolutism is over, and that years of reaction and war are to follow. The ministry of police is reestablished in 1793 already. Count Pergen takes over his former office: his main duties are to render French agents harmless and to watch and punish revolutionary sympathizers. The competence of the police minister, subordinate only to the ruler as before, increases more and more; he proceeds independently also in judical affairs and becomes the highest organ of government.

The one-time followers of Josephinism and the dissatisfied elements opposing the government are finding the way to each other gradually. An organization of students is exposed at Innsbruck; citizens organize reading circles in Styria, while they are establishing clubs in Vienna. These malcontents have, as yet, no unitary organization, nor are their aims crystallized; the activity of club members consists only in debating political questions, and reading forbidden journals

and books. Their bulk belongs to the intelligentsia and the bourgeoisie, and they have no connexion with the masses. They had not even begun to start a regular movement (only the radical democrates of Hungary had reached the stage of organization) when the police struck at them in the summer of 1794.

Wangermann presents interesting data as regards the Austrian Jacobin trial, especially its political background. The summer of 1794 was a critical period in the life of the Monarchy. The war against France had achieved no victory, discontent was spreading at home, the recruiting campaign could hardly be carried out, and severe measures had become necessary, especially in Hungary. Desertions were occurring in the army every day; while the imperial troops and the French people were fraternizing, the French prisoners of war met with ostentatious welcome. Revolutionary ideas became familiar in the army and among the people of the hinterland. In order to intimidate French sympathizers, the government decides to set a cruel example. A police agent, the bookseller Degen, wangles his way into the circle of the malcontents and it is on the strength of his exaggerated reports that arrests begin in Vienna on the 24th July, 1794.

The ruler appoints a committee of investigation. Martini, the great jurist, vice-president of the Austrian Supreme Court, managed to draw the case of those accused of high treason and felony before the ordinary tribunal, but even he could not hinder the addition of two members of the police to the bench. The sentences were accordingly severe: the courtmartial passed two death sentences, the civil tribunal pronounced sentences of 30 to 60 years' imprisonment. At the same time, 18 persons were sentenced to death in Hungary, seven of whom were actually executed.

The last chapter of the book investigates the consequences of the Jacobin movement. The police became omnipotent after 1795, and even government organs were brought under its sway. Censorship was taken over by the police, and also economic measures were carried out by it. Terrorism increased more and more, and was directed no longer against "Jacobins" only but against one-time Josephinians as well. The lodges of freemasons were closed, and death penalty was introduced anew. Atheists and enlightened professors were dismissed and, in order to make the youth immune against dangerous free-thinking, the church was once more drawn into the orbit of education. All these measures were, according to Wangermann, insufficient to stifle the general discontent, nor could they suppress the struggle of the oppressed classes for freedom. Although the minister of police reported in 1801 that calm reigned in Austria, this calm was not that of resignation but rather a veil covering preparations for a new fight.

We have represented the arguments of Wangermann's book as also his conclusions, since we in detail, consider them very significant. He has succeeded in outlining the process which, as a result of several components, had led to the events of 1794, the Austrian and Hungarian Jacobin trials; in doing so, Wangermann has enriched our knowledge of the social movements in the 1790s by hitherto unnoticed important details. The center of Wangermann's work is the characterization of Leopold II's policy; the picture, based on a large documentary material, portraying the endeavours of this ruler and his plans which betrayed a practical turn of mind and a keen tactical sense, is — in our judgment — one of the most interesting parts of the book. Though agreeing with Wangermann's view as to the objects of Leopold, we do not regard the results of his two year's reign as convincingly proved even in the author's cautious formulation. The boast contained in the confidential reports of the emperor's agents to have won a hundred or a thousand persons over to the case of His Majesty does not yet prove that it was so in fact. We have found — at least in relation to Hungary, where we were able to check these reports more rigorously — that there was no reality behind the grandiloquent statements. It is unlikely that one should find a different situation as regards Austria, and this the less so as the persons involved

were often the same. Nothing can warrant the acceptance of Gotthardi's reports at face value, nor can we regard Gotthardi himself as "an enthusiastic supporter of Josephinian reforms in Hungary" (p. 10). He was an unprincipled police agent, ready to serve even Francis, should he have given him the chance. Nor were his correspondents all Josephinians or "elements hostile to the aristocratic system" (p. 11), since — in fact — there were even aristocrats among them. The abbé Gabelhofer, sending frequent reports on the free-masons, cannot be counted among the consistent Josephinians any more than Aloys Hoffmann (p. 11) who, at the outset of his career, denounced a number of progressive professors of the Pest University. These people could speak but in their own name, nor did, we are convinced, the pamphlets (written on order) express public opinion. Also the pamphlet of Martinovics, written in favour of Leopold II and exalting the ruler as a great legislator, may be included in this category.

It is regrettable also from this point of view that the author does not deal with the results of Leopold's policy in Hungary; if he had done it, he would have recognized more clearly that these confidential reports were far from reliable. The policy of Leopold in the hereditary provinces was in any case different from that in Hungary. As regards Hungary, his sole object was to retain this country, driven to the brink of secession in 1790, in the framework of the Monarchy and to ensure the reign of the dinasty. As the endeavours for independence were represented by the gentry (and not the aristocracy, as stated erroneously in an instance) and since their struggle was followed by the sympathy of the commoners, including even Josephinians, Leopold pushed them to the background, and placed the aristocracy and the church, the latter alway a loyal servant of the throne, in the saddle. While he brought the supporters of enlightenment and Josephinism to the fore in Austria, he removed Sándor Pásztory, the most talented representative of the reformist gentry, from the Hungarian chancellery in order to fill his post with the rigidly clerical and reactionary József Lányi, a man utterly loyal to the court. He dismissed József Orczy, the leader of the patriotic reformist gentry, in 1790, and called the reactionaries, ousted under Joseph, back to the posts in the governor general's council and the chancellery. Nor was József Balassa, the Illyrian chancellor, such a „leading Josephinian" as Wangermann describes him (p. 87): he was rather a die-hard aristocrat, an obstinate enemy of all progress, but loyal to the dynasty up to the point of treason to his country if necessary. In the wake of the aristocrats and prelates we find ex-Jesuits; they get hold of Pest University, fill the posts of censors and it is by them that the political and intellectual life of the country is directed.

True, Leopold embraced the cause of the commoners in Hungary too. His agents visited the counties in 1790, inciting the peasants against their landlords and promising the support of the king. At the same time, they organized the movement of the townspeople: the bourgeois protested against the growing despotism of the nobility and showered the ruler with petitions in which he was requested to declare himself in their favour. But all this was but tactics, aimed at frightening the sabre-rattling Hungarian gentry which had established contacts with the king of Prussia; the Illyrian chancellery, too, was just established in order to bring pressure to bear upon Hungarian aristocracy. Both were realizations of the principle "divide et impera". Therefore, after coming to terms with the Prussians in the Reichenbach Treaty which took the wind out of the sails of the Hungarian nobility's movement of independence, the emperor was loath to disturb his relations to the reconciled nobility by a further espousal of the commoner's cause. He abandoned the small bourgeoisie, backward even in comparision with Austria, and threw the peasants at the mercy of their landlords. As a price of discontinuing its struggle for independence, the nobility gained full power over its serfs from Leopold II. His reign had thus led to the restoration of feudalism in its pre-Josephian form and

taught the exasperated democrats that social progress could only be achieved in the framework of an independent national state.

At the end of 1791, Leopold recommenced his agitation among the Hungarian peasants: his agents encouraged the people to demand parliamentary representation. But we cannot decide whether this was just a tactical renewed resistance to absolutism, just a part of a campaign designed to take the wind out of the sails of the French revolution, or whether there were some more serious conceptions in its background. Leopold died in less than three months, carried his plans into his grave, whereas his confidential notes were burnt by his son.

Francis pursued then an identical policy in Austria and Hungary alike. Since the Josephinians and the reformists lacked power anyway and the rule of reaction was ensured in Hungary, Francis was able to fulfil some demands of the nobility, the dissolution of the Illyrian chancellery in the first place. This was one of the reasons why his reign was greeted with exaggerated hopes even on the side of the reformists, though these lasted just for a few months.

Wangermann's description of the Austrian Jacobin movement, rich in numerous hitherto unknown details, is finally completed in an interesting and harmonious manner by our knowledge of the conspiracy and process in Hungary. That the movement was more radical and better organized in Hungary was evidently due to that reaction had begun earlier here, so that there was more time for a clear definition of the aims as also for organization. That — in contradistinction to the Austrian group of malcontents — we find a larger number of noblemen in the Hungarian movement, should warn us that social progress and national independence are closely correlated, a phenomenon that was unknown in Austria, at least not known in this form.

K. Benda

A. B. Фадеев: Россия и Восточный кризис 20-х годов XIX века

(Rußland und die Orientkrise in den zwanziger Jahren des 19. Jahrhunderts)

Moskau, 1959, 395.

Der Verfasser hat sich in den letzten Jahren in den sowjetischen und internationalen Historikerkreisen einen immer häufiger genannten und geschätzten Namen erworben. Er publiziert seit über 25 Jahren in immer rascherer Folge seine Arbeiten und gehört in unseren Tagen zu den produktivsten sowjetischen Forschern. Er interessiert sich hauptsächlich für die Außenpolitik, für die Wirtschaftsgeschichte der südlichen Gebiete des zaristischen Rußlands, macht aber auch gerne Abstecher in fernere Gebiete der Geschichte der revolutionären Bewegungen, um zu erforschen, wie die fortschrittlichen russischen Ideen die Gestaltung der diplomatischen Handlungen und des Wirtschaftslebens des Reiches widerspiegeln. Mit seiner Tätigkeit durchforscht er die Geschichte der zaristischen Außenpolitik in der ersten Hälfte des Jahrhunderts. In seinen Arbeiten offenbart sich das vertiefte Studium der Quellen und die persönliche Lebenserfahrung. Die südlichen Gebiete kennt er nicht bloß auf Grund von Büchern, sondern auch aus eigener Erfahrung, was ihm bei der Entwirrung der komplizierten sozialen und nationalen Probleme seines Themenkreises sichtlich zugute kommt.

In der vorliegenden Arbeit schildert er den Entwicklungsgang der Orientfrage in der Zeit vom griechischen Aufstand des Jahres 1821 bis zum Friedensschluß vom Jahre 1829 in Adrianopel. Er engt jedoch seine Aufgabe insofern ein, daß er in dem von ihm Ostkrise genannten Problemenkreis vor allem die Rolle des zaristischen Rußlands festzustellen

bestrebt ist. Er untersucht also die Ereignisse vom Gesichtspunkt der russischen Geschichte aus.

Das erste Kapitel widmet er den sozialen-wirtschaftlichen Grundlagen der zaristischen Außenpolitik, und schon durch diesen richtigen Ausgangspunkt gewinnt sein Werk sogleich an Bedeutung. In der Zeit nach dem zweiten Weltkrieg verblaßte nämlich in den sowjetischen Werken über die zaristische Außenpolitik die Darstellung ihres Klassencharakters. Diese Erscheinung war zum Teil eine übertriebene Reaktion auf eine frühere, mit dem Namen Pokrowskijs verbundene Periode der sowjetischen Geschichtsschreibung, als man — zutreffend — auf die Klassenbedingtheit der Kriege des Staates der russischen Adeligen und Grundbesitzer hinwies, aber unter dem noch anhaltenden sektiererisch-dogmatischen ideologischen Druck der II. Internationale die progressiven nationalen Momente in der Außenpolitik nicht entsprechend zu werten vermochte (z. B. 1812). Eine bedeutender Vorzug, ein großer Fortschritt der in der zweiten Hälfte der dreißiger Jahre einsetzenden neueren historiographischen Periode war es, daß sie den fortschrittlichen *nationalen* Traditionen einen entsprechenden Platz einzuräumen trachtete. Die Umwertung brachte bezüglich des napoleonischen Feldzugs und in vielen anderen Fragen hervorrangede Ergebnisse, erhob die sowjetische Historiographie in prinzipieller Hinsicht auf ein höheres Niveau, führte jedoch zu Übertreibungen. Im Kampf gegen den nationalen Nihilismus erhoben nämlich mehrere Historiker auch zaristische Unternehmen, die engen Klasseninteressen entsprangen, auf den Rang einer nationalen Angelegenheit, oder verschwiegen bestenfalls bei der Behandlung der Außenpolitik die Eroberungsbestrebungen der herrschenden Klasse Rußlands.

Fadeews neuere Werke vertreten bereits die dritte Periode der sowjetischen Geschichtsschreibung, ja auf dem Gebiet der Untersuchungen über die Außenpolitik ist gerade er der Bahnbrecher dieser neuen Periode. Seine unlängst erschienene Studie[1] wendet die methodologischen Prinzipien des Marxismus-Leninismus richtiger als die bisherigen an, indem er den engen Zusammenhang der zaristischen Außenpolitik mit der reaktionären Innenpolitik nachweist, und die räuberischen Eroberungsaktionen der Zaren entschieden verurteilt. Gleichzeitig wiederholt er nicht die Fehler der sog. Pokrowskij-Schule, d. h. er würdigt und betont die in der zaristischen Außenpolitik mitwirkenden positiven nationalen Momente, z. B. die frühen Türkenkriege und den Vaterländischen Verteidigungskrieg vom Jahre 1812. Auch in der Beurteilung des Klassencharakters der zaristischen Politik weicht er von der dominierenden Auffassung der zwanziger Jahre ab, da er das russische Herrscherhaus in erster Linie nicht für den Vertreter des Handelskapitals, sondern der Grundbesitzerklasse hält, und beweist durch seine Unterlagen und Angaben in annehmbarer Weise die Beziehungen zwischen den wirtschaftlichen Interessen des Adels und den einzelnen Schritten der zaristischen Außenpolitik. Schließlich sichert er die Unanfechtbarkeit seiner Konzeption auch dadurch, daß er in der Charakterisierung der Kriege die amtlichen Vorhaben und Pläne scharf von den objektiven, den Plänen der Diplomaten und Generäle oft entgegengesetzten Ergebnissen der Kriege unterscheidet. Auf solche Weise verschleiert er durch die Verurteilung der Kriege des Zarismus keineswegs die positiven historischen Folgen, die die Kriege des großen Reiches so oft begleiteten (z. B. im Fall der Balkanfeldzüge).

Die Folgerungen von Fadeews Studie stimmen mit dem Inhalt des ersten Kapitels des hier besprochenen Buches überein. Es ist begreiflich, daß er sich von diesem gut bearbeiteten Standpunkt aus, der sämtliche bisherigen positiven Ergebnisse der sowjetischen Geschichtsschreibung verwertet, in seinem historiographischen Überblick mit Leichtigkeit die russische Geschichtsschreibung der Zarenzeit, die Ausführungen der westlichen bürgerlichen Historiker, wie Webster, Temperley, Petrie, sowie Baily widerlegen kann. Im Zusammenhang mit dem erwähnten Themenkreis analysiert er die Ergebnisse und Mängel der sowjetischen

Geschichtsschreibung. Danach geht er zur Untersuchung einiger besonderer Züge des Wirtschaftslebens jener Zeit über. Die Aufzählung seiner Daten schließt er mit der Feststellung, daß die Grundbesitzer der südlichen Gebiete die Produkte ihrer Güter nur mit Schwierigkeiten verwerten könnten, und zur Ablenkung der wachsenden Klassengegensätze immer neuere Gebiete benötigten. Die aufkommende russische Großindustrie wünschte indessen ihre Absatz- und Rohstoffbasis mit dem Kaukasusgebiet zu erweitern. Die Bedürfnisse der Grundbesitzer und der Großindustriellen bestimmten die Richtung der Außenpolitik des Reiches: sie intensivierten bis zum Beginn der zwanziger Jahre die zaristischen Eroberungsbestrebungen.

Die nun folgenden drei Kapitel schildern die drei Abschnitte der Entwicklung der Orientkrise. Im Zusammenhang mit dem Zeitabschnitt 1821—1823 werden die Lage der griechischen Gebiete und der rumänischen Fürstentümer, die Anfänge des griechischen Freiheitskampfes beschrieben. Die Regierungen der westlichen Großmächte standen dem griechischen Aufstand feindlich gegenüber und waren bestrebt, den Sieg der Türken zu fördern. Der Zarismus sah in den griechischen Patrioten ebenfalls gefährliche Empörer, war gegen die Erschaffung eines unabhängigen Griechenlands, schlug aber unter dem Eindruck der griechischen Erfolge und infolge der mit den Türken gegebenen Gegensätze früher als die Westmächte die Einführung der nationalen Autonomie vor. Im Gegensatz zum abweisenden Standpunkt der Regierungen verfolgte die fortschrittliche öffentliche Meinung der westlichen Länder und des russischen Reiches die Ereignisse des griechischen Freiheitskampfes mit warmer Sympathie. Ein großes Verdienst des Werkes ist, daß es die Geschichte der Wirkung der griechischen Ereignisse in Rußland ausführlich schildert, und den grundlegenden Unterschied erhellt, der zwischen den Auffassungen des Zarismus und der fortschrittlichen russischen Kreise zu beobachten war. Der Verfasser vergleicht interessant die sich in den westlichen Ländern und in Rußland entfaltende Sympathiebewegung, seine Folgerungen wären aber fester begründet, wenn er auch die einschlägige westliche Literatur herangezogen hätte.[2]

Die Periode zwischen 1824—1827 nennt Fadeew die Zeit der Ausbreitung der Orientkrise. Neben dem Balkan und den Meerengen geraten zu dieser Zeit das Kaukasusgebiet und Persien in den Vordergrund des Interessenkampfes der Großmächte. Wir können den Ausführungen des Verfassers nur beistimmen, wenn er mit den westlichen bürgerlichen Geschichtsschreibern debattierend betont, daß die Orientfrage, und somit auch die Orientkrise nicht auf die Frage der Meerengen eingeschränkt werden darf, weil die Ereignisse auf dem Balkan und im Kaukasus miteinander eng zusammenhängen. Er wendet seine Gesichtspunkte auch sogleich an: nach der Sichtung der neueren griechischen Ereignisse analysiert er an Hand eines ansehnlichen archivalischen und literarischen Materials die Lage im Kaukasus, sowie den Verlauf der russisch—persischen Beziehungen. Bei der Wertung der Bewegung der kaukasischen Bergvölker zeigt sich wiederum, daß Fadeew die folgerichtige und unverzerrte Anwendung des Marxismus mit Erfolg anstrebt. Er wertet die Befreiungskämpfe der Volksmassen positiv, verurteilt jedoch entsprechend die reaktionäre Ideologie des Myridismus und deckt die tatsächlichen Beziehungen zwischen der Bewegung der Bergvölker und den türkischen, persischen und englischen Organen auf. Diese elastische Wertung, die er an einem andern Ort in einem hier — im Buch — nicht angeführten Aufsatz[3] näher ausführt, ist unseres Erachtens unter den bisher vorgeschlagenen Lösungen die am ehesten annehmbare Ansicht.

Die letzten beiden Kapitel befassen sich mit den Ereignissen des russisch—türkischen Krieges von 1828—1829 und mit der Bedeutung des Friedens von Adrianopel. Er beweist durch neue archivalische Belege die Abweichungen der panslawistischen Ideen und der zaristischen Realpolitik. Der russische Herrscher wünscht z. B. unter den gegebenen Umständen die österreichische Monarchie nicht zu zersetzen. Bei der ausführlichen

Schilderung der Kriegsereignisse stellt er fest, daß den russischen Truppen alle Möglichkeiten zur Eroberung von Konstantinopel und der Meerengen offenstanden, ihrem Vordringen jedoch bewußt Halt geboten wurde. Statt der üblichen Erklärung bringt er das Zurückweichen nicht mit den internationalen Kräfteverhältnissen, sondern mit der schweren innerpolitischen Krise des Reiches in Zusammenhang. Unserer Ansicht nach bedarf die letzte These noch einer ausführlichen Dokumentierung.

Der Verfasser benutzt eine verhältnismäßig reichliche internationale Literatur, führt Debatten mit der westlichen bürgerlichen Geschichtsschreibung, oder schaltet deren Angaben in seine Ausführungen ein. Das ist eine starke Seite seiner Arbeit. Wir müssen jedoch bemerken, daß er die neuere westliche Literatur nur lückenhaft verwendet und auch bei der früheren Literatur Mängel zu entdecken sind.[4]

Im ganzen betrachtet, bietet Fadeew dem Leser ein ideenreiches Buch mit vielen neuen Materialien. Es repräsentiert würdig die von schöpferischen Bestrebungen getragene sowjetische Geschichtschreibung von heute.

I. Dolmányos

Anmerkungen

1. А. В. ФАДЕЕВ; О некоторых чертах внешней политики царской России в период разложения крепостнической системы. Woprosi istorii, 1958. 1.
2. Siehe z.B. D. Dakin; *British and American Philhellenes during the War of Greek Independence 1821—1833.* Thessaloniki, 1955.
3. А. В. ФАДЕЕВ; Антиколониальные движения народов Северного Кавказа в 20—60—х годов. XIX. в. Преподавание истории в школе 1957. 6.
4. Vgl. B. D. Gooch: *A Century of Historiography on the Origins of the Crimean War.* The American Historical Review. October 1956.

Alan Bullock: Hitler. A Study in Tyranny

London, Odhams Press Limited. 1955. 776 pp.

The English historian A. Bullock tackled a difficult task by undertaking to write a biography of Hitler. There are few personalities in history whose names were so closely linked with a particular historical period and who were lacking all qualities of human greatness in such a degree as did Hitler. Was this Adolf Hitler, rising from obscurity and anonymity to the lordship of Germany, nay of the whole of Europe for a while, a criminal, a maniac or a genius? The historian who wants to answer the question anew on the evidence of a scientific investigation of facts (anew, as the answer lives in the hearts of millions and can now be found in the acts of the Nuremberg Process) and desires to reveal the objective truth, has to conquer his own prejudices in the first line. In the author's words: "No man can sit down to write about history of his own times — or perhaps of any time — without bringing to the task of the pre conceptions which spring out of his own character and experience." Truly, an English author may have had the chance to gain experiences about Hitler; Bullock, however, endeavoured consciously to disregard these experiences and to abide by the certainty of documents, perhaps more prosaic as the details but startling as a whole.

Post-war historical literature in the West, containing a vast number of memoirs, diaries etc., devotes copious space to Hitler's activities, and we may add that it often attributes much more to him than his due. Although several politicians try to explain their connexions with Hitler, and a number of organizations endeavour to minimize their responsibility in having supported him, no comprehensive biography of Hitler was available until the publication of Bullock's book. We cannot regard the work of Konrad Heiden as such because the date of its publication (1936) prevented him from dealing

with the most significant phase of Hitler's life, the war, and because the documents of the period were inaccessible to him. Bullock was in a more favourable position in this respect by being able to view Hitler's life work as a whole and having the possibility of relying on a very rich documentary material. Bullock made good use of this possibility. Without overlooking the whole, he draws a picture extremely rich in detail. Nor does he neglect psychological and social analysis, and detailed observations are well complemented in his book by the representation of comprehensive correlations. We have, thus, a book before us which deserves to be classified among the valuable products of bourgeois biographical literature. This does not mean that we agree with the notions of the author in every respect. Not to mention his general view on the historical role of personality, widely divergent from Marxist ideology, we regard his attitude as one-sided in numerous particular instances.

The author divides Hitler's life into three parts. The first part of the book, bearing the title "Party Leader", deals with Hitler's life from his birth up to the ascension of Fascism. Adolf Hitler was born in the third marriage of Alois Schicklgruber (Hitler) in 1889 in a small Austrian town, Braunau. His father was a petty customs' officer who destined his son for a similar career. Hitler, possessing rather mediocre abilities, after an unsuccessful effort to be admitted to the Academy of Fine Arts, lived in Vienna between 1909 and 1913 under unsettled conditions of work and in a chaotic financial position. He received the first impressions in the capital of the Monarchy: his hatred for the labour movement was developing here, anti-Semitism became a chief element of his world outlook, and it was also here that he underwent the influence of increasing German nationalism (Slavophobia). This is one of the most successful chapters of Bullock's book. He portrays the three most important parties of pre-war Austria with extraordinary reliability and a thorough knowledge of the material; he shows their impact on Hitler and the elements of their activity discernible in the later practice of the party led by him. It is known that public opinion in Vienna was dominated by the struggle of three parties, the Austrian Social Democratic Party, Schönerer's German Nationalist Party and Lueger's Christian Socialist Party. As is deduced by the author from the analysis of Mein Kampf, Hitler realized the importance of a mass party and of mass propaganda through the practice of the Social Democrats. The Pan-German movement of Schönerer infected him with unbounded German nationalism, the hatred of the working-class movement and anti-Semitism. The anti-Habsburg trend of this movement and its endeavour towards German unity left equally deep marks in his world outlook. But Hitler also recognized the limitations inherent in the movement. They neglected social problems and concentrated their activity on the middle class too much. They omitted to organize a mass movement, throwing themselves in the parliamentary fight instead; too, they attacked the Roman Catholic Church, a policy condemned by Hitler. All these shortcomings of Schönerer's movement appeared so-to-say as virtues in Lueger's Christian Socialist Party. As is known the latter appealed with success to the Viennese small bourgeoisie whose existence was constantly jeopardized by capitalist competition; Lueger realized the importance of social problems and made excellent use of the traditional loyalty of the masses to the church. Though Hitler was not satisfied by the (not racially governed) anti-Semitism of these movements, though he actually condemned the efforts directed towards the preservation of the Monarchy, he came to the conclusion that he had to base his policy on the advantageous features of Schönerer's and Lueger's movements; his new movement had to unite nationalism with social slogans. But this very valuable analysis of the author, completing our knowledge by a hitherto less known information concerning the establishment of a National Socialist Party (NSDAP) in Austria independently of Hitler, overshoots the mark in some instances. We feel, for instance, that a disregard of the ancient

traditions of German imperialism leads to one-sidedness, especially as the author explains Hitler's action against Czechoslovakia by his Slavophobia developed in the Monarchy. A skilful analysis of the conditions in the Monarchy makes his omission to do the same in respect of Germany still more conspicious; it is obviously most unlikely that Hitler, when moving to Germany in 1914, should have arrived there with a completely finished plan of a National Socialist Party. This omission is but partly remedied by the allusions of the author to the fact that the war had made Hitler realize the importance of propaganda, and that the post-war years had brought home to him the significance of the role played by the German army. Without intending to deny Hitler's leadership, we are unable to agree with the view that the ideas and structure etc. of the party emanated almost exclusively from his personality alone.

Bullock's work draws an instructive picture of Hitler's career in the twenties. The revenge-seeking militarist circles, the big and small capitalist elements in Munich soon realized the significance of Hitler's party, few members as it had at that time. Excessively bad economic situation, offended national consciousness and the activity of the Freikorps had brought several of the party-leaders and parties, similar to Hitler and the NSDAP, to the surface. The platform of the parties, and so also that of the NSDAP, contained anti-capitalistic, socialist slogans, taken seriously by some party members and one or two leaders (never by Hitler), but their main function consisted in the annihilation of Marxism and the working-class movement, though this is not mentioned by the author. These parties opposed also the Weimar democracy sharply. Hitler's movement was unable to gain considerable strength at the beginning of the twenties, although it skilfully utilized the extremely intricate inner antagonisms (separatism etc.). He failed to ensure the support either of the big capital or the army, as shown by the miscarriage of the beer-cellar putsch. (We are inclined to agree with the author that the support given by local capitalists and a part of the army up to 1923 was rather an investment for the future than the main political line of the big capital and the general staff.)

The author refers to the period between 1924 and 1931 as the years of waiting. Hitler was in gaol, and the party almost entirely disrupted. The situation in Germany had become temporarily stabilized; the capitalists did not need Hitler, nor did they support his party. The "Mein Kampf" created no stir whatever. Hitler was forbidden to speak in public and so deprived of his principal weapon for a number of years even after his release. Dissolution and fractional fights were supreme in the party. The influence of Strasser, desiring to give a more social character to the party, was growing continually. There were also conflicts between the SA and the party leaders. Bullock looks upon the economic crisis or, to put it more exactly, the Young Plan as the turning point in this situation. Although the nationalist campaign started by the big capital was led by Hugenberg and his National Party at first, they sought and obtained also Hitler's collaboration. They put him in touch with such a prominent representative of German plutocracy as Kirdorf, they placed the newspapers of big capital at his disposal, they made this politician of hitherto rather local character known both to the masses and the plutocrates. Hitler reorganized the party with the money given by big capitalists and raised the party membership from 100 000 to over 200 000. The nation-wide character of the party was further emphasized by the publication of Darré's agrarian program. Plutocratic support demanded of course, a curtailment of anti-capitalistic party tendencies. This was the essence of the antagonism between Strasser and Hitler, in the course of which Hitler declared: "The great mass of workmen wants only bread and circuses and has no understanding for ideals of any sort." In the following, Hitler stated clearly that the economy of Nazi Germany would be based on the Krupps (p. 141). The relation of Hitler to big capital was unequivocally expressed by the fact that he hindered certain

radical members of his party (Feder) to make a motion in the Reichstag for the nationalization of the banks. At any rate, he was financed at that time by a quite significant fraction of German plutocracy, such as Kirdorf, Thyssen, Voegler, Schroeder etc. (p. 156). Links between Hitler and big capital were definitely forged by the Dusseldorf speech at the beginning of 1932.

Bullock's detailed description of the two years preceding Hitler's coming to power contains a fair number of remarkable observations. One of these concerns the problem of Hitler and legality. According to the author, Hitler was throughout aware of the expediency to seize power legally, with the support of the plutocracy and the army. This created several more or less sharp conflicts between the leadership and the SA which was expecting a "nationalist revolution". The author explains clearly that, at the end of 1932, the influence of Hitler's party had passed its zenith and begun to decline. But a clear exposition of this development, a virtue of the study, gives rise to a serious defect of the work. To wit, Bullock's argument that Hitler's ascension to power under such circumstances was due to the political intrigues of Papen and Schleicher seems to be rather one-sided. He pays in this connexion too little heed to the third person present at the Papen—Hitler talk of the 4th January, 1933, *i. g.* the banker Schroeder (p. 220). We regard as further problematic features of this chapter the lack of social analysis and the rather superficial portrayal of the parties opposed to Hitler, that of the Social Democratic Party and even more that of the Communist Party. The author does not seem to recognize the significance which the growing number of communist votes and Hitler's fear of this trend meant in his coming to power. On the other hand, he exaggerates the mistakes made by the Communist Party in these years (p. 230).

The second part of the book, under the heading "Chancellor", follows events to the outbreak of war. We may here partly agree with the author who emphasizes the responsibility of the entire Right for the rise of Fascism to power. The years 1933—1934 deserve careful study, for it is well outlined in Bullock's book how German Fascism seized power by cunning methods, applying all sorts of tr cks, mystification and violence. This serves as a lesson for all who associate Fascism solely with the use of force. The author makes the very important statement that at the beginning of 1933 Hitler refrained from forbidding the Communist Party with the sole intention of maintaining the division of the working class during elections and of weakening the Social Democrats. The book draws an appropriate picture of the opening of the Nazi Parliament. Potsdam, the city of German militarism and Frederic the Great was chosen for the scene of the policy speech of Hitler as chancellor and the first gathering of the Fascist Parliament; the setting itself presented a sharp contrast to bourgeois democracy, which had chosen Weimar, the city of Goethe and Schiller, as its seat.

The vivid description of the „Gleichschaltung" and the analysis of the conflict with Roehm up to the final reckoning in the summer of 1934 belong to the best portions of the book, and this the more so as the author alludes here with emphasis to the renewed agreement between Hitler and the general staff as also to talks (not satisfactorily proved) with Krupp and Thyssen as the immediate preliminaries of the reckoning.

The study goes on to deal almost exclusively with questions of foreign policy, for — as is pointed out by the author — Hitler was interested in power only and his activity from 1934 onwards was focussed on foreign policy. We cannot entirely agree with the author on this point, as a picture of Hitler is incomplete without the inner structure of Fascist Germany; though it is not to be denied that foreign affairs were to dominate Hitler's subsequent general policy. The erroneous notions of the author come clearly to the surface in the chapter dealing with questions of foreign policy between 1933 and 1937. It is regrettable that he derives the foreign policy of Fascist Germany from Hitler's personality alone. In his view,

the idea of incorporating Bohemia and Austria was rooted in Hitler's Austrian origin. He traces the annexion of Austria back to the idea of the Great German Unity also, while hardly mentioning the traditional „Drang nach Osten" plans of German imperialism. The author's views regarding the western policy of appeasement are likewise open to criticism. The proofs according to which the western powers allegedly endeavoured to reach an eastern Locarno, are far from convincing. The successes of Hitler's foreign policy were due not to his own diplomatic skill but rather to his having, contrary to the author, recognized that the foreign policy of the western powers was strongly influenced by their intention to divert German aggression to the East.

With the beginning of 1938, Bullock interrupts the story of Hitler's life in order to devote a separate chapter to the character of the Fascist leader under the heading „The Dictator". The insertion of this chapter just at this place is no mere chance, as the dismissal of Blomberg and Fritsch, together with his assuming command of the army, constitutes in the author's judgment, the beginning of Hitler's personal dictatorship. As pointed out more clearly in a later part of the work, Hitler did not depend thenceforth either on the general staff or the plutocracy. Proposing to return to this question below, we should like to dwell on certain passages of Hitler's characterization. In our view, Bullock is right in rejecting the supposition that Hitler was mad. Not even in 1944—1945 was this true. He was a rather uneducated man who, when reading, reacted only to thoughts preexistent in his mind, a person of mediocre abilities on the whole. At the same time, he strove for power with extraordinary persistence, and doutlessly became a prisoner of his own conceptions. He was devoid of any deeper thought, accepted the theory of „struggle for life", and proclaimed the omnipotence of brute force. There is not a single original feature in his ideology, almost each of its elements may be found in the philosophy of German irrationalism. What enabled him to become the leader of Fascist movement in spite of all? His great eloquence in the first place: it aroused nationalism and anti-Semitism in an extraordinary degree, and he knew how to exploit them. Appeal to the negative elements of mass psychology, well supported by demagogy, played a considerable part in his successes. An excellent example is his speech of May 10th, 1933, in which he declared that a change from the dictatorship of the bourgeoisie to that of the proletariat was simply a transfer of dictatorship from one class to another, while he wished for the dictatorship of the nation, *i. e.* for that of the whole community(pp. 369—370). We can agree with the author that it would be a mistake to underestimate the influence of Hitler on the German people or his environment. But it is no less a mistake to overestimate it, one repeatedly committed by the author.

The second part of the study ends with the "Anschluss", the annexion of Czechoslovakia and the outbreak of World War II. Although — regarding these events as essential also from Hitler's point of view — the author devotes nearly 150 pages to them, the period in question has been so thoroughly explored in international literature that he could not have been expected to dig up many new data in this connection. It deserves perhaps to be underlined that the author is right in opposing theories according to which the spring of 1939, when German Fascism ceased to annex only areas inhabited by Germans alone, constituted a turning-point in Hitler's foreign policy. These theories were advanced to justify British foreign policy at Munich in the first place, but — if by nothing else — their fallacy is borne out by the "Mein Kampf" itself which never limited the objects of German Fascism to the unification of territories inhabited by Germans only.

The author treats of the period of World War II in the third part of the study; this is what the heading ("War-Lord") wants to express. Although the general level is well maintained in this part, it is nevertheless the least instructive one of the book. The survey is based on the well-known history of the war

and the most familiar treatises concerning its course. We find several minor mistakes in this portion; it is, for instance, stated that also the military participation of Hungary was taken into account in the original version of the Barbarossa Plan (p. 574). This is wrong. Nor is the author's standpoint explicit enough in connexion with the Hitler—Molotov talks in the autumn of 1940. It is established in international literature (see the book of Weinberg) that the outcome of this talk played no part in Hitler's plans. As to the concentration camps, the author emphasizes Hitler's responsibility but deals with the question too summarily, though it is an integral part of a picture of Hitler. Bullock's work does not belong to those books which try to ascribe the defeat of Fascist Germany to the strategic blunders of Hitler, nor does it endeavour to overestimate the role of the Western powers and explicitly underestimate that of the Soviet Union. But his study is open to justified criticism when it allots equal significance to the landing in Morocco, the battle of El-Alamein and Stalingrad as the turning points of the war. Dealing with inner resistance in Germany he forgets the communists. And he would have surely less praised the organizatory ability of Speer if he had borne in mind that his activity involved the inhuman exploitation of several hundred thousands of slave labourers.

It is in the last part of the study, in the treatment of the war, that a fundamental weakness of Bullock's Hitler-portrait is most clearly revealed. True, the author alludes to the connexion of militarism and big capital with the Fascist movement and Hitler several times. However, he betrayes throughout uncertainty in judging the essence of these connexions, and this uncertainty becomes an error, nay a political tendency, in the last part of the work. Was Hitler the product of German imperialism and did the Fascist movement come to power with its aid or not? At first, the author evades the question and, though he recognizes the responsibility of plutocracy and the army in raising the Fascist movement to power, he doubts and denies it explicitly for the period of the war (p. 735). We, too, do not view in a mechanical manner the connexions between big capital and general staff on the one hand and the National Socialist Party and Hitler on the other. The relation of Hitler to Krupp was, of course, different in 1932 and 1938. Vested with administrative power, Hitler could and, in some degree, actually did emancipate himself from the conceptions of the general staff and the plutocracy. Fundamentally, however, he did not contradict them up to 1943. The suppression of the working-class, the resuscitation of militarism and the war, as long as it seemed to be successful, realized the very aims of these classes. In spite of greater or lesser controversies regarding the execution, they supported Hitler.

The European New Order of Hitler was not quite so new: it was rooted in the old ideas of German imperialism, although perhaps they had not appeared in such an extreme form earlier. It is from 1944 that we may speak of a divergence between the interests of Hitler and those of German imperialism. When defeat had become certain, the ruling circles of Germany realized that Hitler and his movement were inapt to salvage German imperialism and might even become an obstacle to it. Some of them tried to get rid of him, but it was too late. Quite apart from the fact that the majority of generals stuck to him quite up to the end of the war, Guderian was appointed chief of staff after the July attempt and gave his blessing to the introduction of the Nazi salute in the army; Rundstädt was reactivated at the end of 1944, etc. Even the Gleichschaltung of the army could not turn the general staff against Hitler, and this is equally valid for a considerable part of big capital.

So Hitler and German imperialism shared success, and it is regrettable that they did not share defeat.

Just a few words on the closing idea of the book. According to Bullock, the "mission" of Hitler was to annihilate the bourgeois liberal world, dating from 1789. In our judgment, the period of bourgeois liberalism had closed much earlier. It was imperialism which

marked the end of the bourgeois liberal epoch, and the October Revolution made this manifest to the whole world.

Hitler did not annihilate the period of bourgeois liberalism. He himself and his movement were already the products of the cessation of liberalism. His coming to power is the most pregnant example of the turn made by the capitalist class from bourgeois liberalism to Fascism.

We feel that, in spite of the parts criticized by us, Allan Bullock's work is extremely interesting and instructive. The valuable Hitler-biography of the British author has undoubtedly enriched historical science.

Gy. Ránki

Discussion sur la situation et les tâches de la publication des sources historiques hongroises

Le 6 juin 1960, la Société Hongroise d'Histoire avait organisé une discussion portant sur la situation et les tâches de la publication des sources historiques hongroises. La discussion avait pour but de dresser un état du passé et des besoins actuels de la publication des sources historiques hongroises, en vue de fournir des points d'appui à la mise au point du nouveau règlement concernant la publication qui devra satisfaire aux exigences de notre époque. Ceci était d'autant plus nécessaire que le règlement qui avait été élaboré en 1920 par la Société d'Histoire quant aux sources avait, pendant longtemps, donné un fondement sûr à leur publication mais devait aujourd'hui être considéré comme périmé à plus d'un point de vue.

La discussion avait été préparée par une commission désignée par la Présidence de la Société. Elle se fonda sur le rapport de *K. Benda*, membre de l'Institut d'Histoire, qui retraça l'histoire de la publication des sources historiques en Hongrie avant la libération, pour exposer ensuite les principales tâches actuelles. Les publications de sources relatives aux différentes époques de l'histoire hongroise, parues après 1945, ainsi que les problèmes actuels furent l'objet de rapports annexes. Ils furent élaborés par: *L. B. Kumorovitz*, docteur ès sciences historiques et collaborateur du Musée du Château (jusqu'à 1526), *I. Barta*, candidat et membre de l'Institut d'Histoire (de 1526 jusqu'à 1849), *E. Iványi*, chartiste aux Archives Nationales (de 1849 jusqu'à 1919), *E. Karsai*, collaborateur des Archives Nationales (de 1919 jusqu'à 1945) et *E. S. Vincze*, candidate et collaboratrice de l'Institut d'Histoire du Parti (sources historiques du mouvement ouvrier). Les textes du rapport et des rapports annexes avaient été préalablement distribués aux participants; la discussion fut ouverte par Győző Ember, membre correspondant de l'Académie et directeur des Archives Nationales; aussitôt après on entendit les interventions. Dans ce bref compte-rendu nous exposerons les principaux problèmes soulevés par le rapport, les rapports annexes et par les interventions.

Les participants à la discussion furent d'accord pour constater que la libération de notre pays avait créé des conditions radicalement nouvelles et plus favorables qu'auparavant au développement des sciences historiques hongroises et à la publication de nos sources historiques. *K. Benda* souligna que, par rapport à la situation anarchique antérieure, depuis 1945, mais surtout depuis 1949, l'Académie Hongroise des Sciences dispose, pour stimuler les études historiques, d'une autorité morale et de fonds matériels sans précédents. Les recherches historiques sont puissamment soutenues par l'essor nouveau des activités des archives hongroises; les travaux de réorganisation entrepris au cours des dernières années, ainsi que les inventaires de base et les inventaires descriptifs ont considérablement facilité l'orientation quant aux sources, et ont contribué à la publication et la mise au point des sources d'archives. Tout cela se manifeste — dit K. Benda — dans le niveau de valeur théorique, thématique et méthodologique des publications d'après la libération, celui-ci étant considérablement plus élevé que la moyenne des publications antérieures.

Il ressortit aussi de toute une série de rapports annexes et d'interventions, que l'un des traits les plus positifs de la littérature de source des dernières 10 à 15 années est, par exemple, que contrairement à l'époque bourgeoise qui n'attachait d'importance qu'à l'histoire politique et militaire des classes dirigeantes, les publications relatives aux conditions de vie des classes travailleuses, aux luttes de classe et d'indépendance et en général à l'histoire économique et sociale des classes travailleuses occupèrent, depuis la libération, une place éminente dans les éditions de sources. Ainsi, les rapports annexes purent rendre compte de résultats fort importants, tels: le recueil de documents de l'époque de Sigismond, réuni par *E. Mályusz*, le livre du cadastre seigneurial mis au point par *F. Maksay* et ses collaborateurs, le volume documentaire de la justice seigneuriale des XVI^{e}—XVII^{e} siècles paru sous la direction d'*E. Varga*, les trois volumes des «Ecrits des Jacobins Hongrois» publiés par *K. Benda*, les oeuvres complètes de Lajos Kossuth publiées par *I. Barta*, la publication intitulée «Mouvements ouvriers et paysans à l'époque de l'absolutisme», le volume de «Documents de l'histoire du problème des nationalités en Hongrie à l'époque du dualisme» réuni par *G. G. Kemény*, le volume traitant de «La Hongrie et la 2^{e} guerre mondiale», les documents de l'histoire du mouvement ouvrier, etc.

Ces importants résultats ne signifient cependant point que tout va désormais pour le mieux dans le domaine de la publication de sources. Plusieurs interventions relevèrent que la publication de sources qui, au lendemain de la guerre, avait témoigné d'un bel essor, semblait maintenant s'assoupir. Les rapports et les interventions exprimèrent le désir général de voir l'Académie Hongroise des Sciences mettre au point un projet synoptique et unifié des publications des sources historiques, projet qui s'étendrait aux travaux des 10 à 15 ans à venir. On suggéra même que les projets de publication de sources historiques fussent d'avance harmonisés avec les plans à long terme des maisons nationales d'éditions. De nombreuses propositions furent formulées, quant aux sujets concrets de publications. Partant des thèses fondamentales de la conception marxiste de l'histoire et des besoins de la lutte idéologique livrée par l'historiographie marxiste à l'historiographie bourgeoise, *A. Barta*, membre de l'Institut d'Histoire, insista sur la nécessité de publications de sources qui mettraient en lumière les processus de la production matérielle, la question de l'utilisation des terres par les paysans, ainsi que le développement des bourgades à une époque donnée. *Zs. Trócsányi*, chartiste aux Archives Nationales, proposa la mise au point d'un Chartier de l'Histoire des Mines. *I. Barta* souligna la nécessité de publier les sources relatives à l'évolution de la production agricole serve, à l'accroissement des essarts et à l'évolution des conditions de crédit en Hongrie.

On proposa encore d'entreprendre d'autres et très vastes publications, de sources portant sur des sujets différents. Dans son rapport introductif, *K. Benda* avait déjà attiré l'attention sur la nécessité de reprendre la publication de certains documents qui avait été amorcée par l'historiographie bourgeoise, mais que la situation anarchique avait interrompue. En cours de discussion, on émit également des propositions concernant une nouvelle édition critique du recueil des lois hongroises, celle d'un formulaire de nos chartes médiévales et la poursuite de la publication — qui fut suspendue — de la série intitulée Mémoires des Diètes de Transylvanie, etc. Le professeur *L. Fekete*, membre correspondant de l'Académie, indiqua l'intérêt qu'il y aurait à publier en hongrois des sources turques de notre histoire: des recensements des sandjaks, des relevés douaniers, des documents relatifs au régime des mégisseries, des états de solde, etc. — *F. Maksay*, collaborateur des Archives Nationales, demande des publications vulgarisatrices, intéressant un public plus vaste, telles que les chartiers d'une campagne militaire ou d'une émeute paysanne, ainsi que des éditions de sources reflêtant la vie quotidienne des villes et des villages d'antan. Des représentants des sciences apparentées prirent également la parole pour mettre l'accent sur les connexions avec, par exemple, l'histoire du droit, l'histoire de l'art ou l'histoire littéraire, et pour stimuler la coopération avec elles.

En ce qui concerne les procédés et modalités des publications de sources, toutes les interventions insistèrent sur la nécessité d'un nouveau règlement et saluèrent avec plaisir l'initiative prise à ce sujet par la Société d'Histoire. Plusieurs orateurs réclamèrent une organisation plus souple et plus hardie permettant, quant aux publications de sources, de recourir aux possibilités offertes par les progrès de la technique moderne. On demanda surtout, en se référant à des exemples étrangers, une forme plus succinte et plus concise des publications. Citant les exemples de la publication des chartes médiévales de la Bibliothèque du Vatican et de la pratique de «l'Institut de recherche et d'histoire des textes» de Paris, le professeur *Mályusz* aboutit à la conclusion que l'utilisation des microfilms permettait de documenter les historiographes bien mieux que nous ne le faisions jusq'à présent. Le but de la publication moderne des sources n'est point d'imprimer le plus possible de textes — souligna le professeur Mályusz — mais bien de trouver le moyen permettant à l'historiographe de mieux dominer sa matière. L'expérience de plusieurs dizaines d'années prouve que la publication integrale de sources, sans triage préalable, loin de la faciliter, entrave, voire même empèche, de dominer la matière en question.

A cette intervention du professeur Mályusz se rattacha celle de *K. Vörös*, collaborateur des Archives Nationales, qui soumit une proposition visant à une nouvelle technique permettant de mieux organiser la documentation des chercheurs. A son avis, l'écart existant entre les besoins et les possibilités en matière de publication de textes ne peut être supprimé que si au lieu de publier des textes intégraux, on en prépare des films dont des copies seraient trouvables dans les centres de recherches historiques les plus importants du pays. Il ne faudrait imprimer — dit-il — que les analyses, les données élémentaires, ainsi que les index de noms, les tables de matière relatifs au texte et les numéros des pellicules. De cette façon, on pourrait mettre à la disposition des chercheurs une matière, élémentairement explorée, beaucoup plus vaste que par les procédés de publication courants. Abstraction faite des réserves qu'il appelle, ce projet de Károly Vörös mérite d'être pris en considération.

Gy. Györffy, candidat et collaborateur de l'Institut d'Histoire, parla également du problème de l'étendue des textes de sources historiques publiées, notamment sous le rapport des chartes médiévales. A son avis, la forme idéale de publication des chartes des XI—XII^{e} siècles est le facsimilé, tandis que pour les innombrables documents des époques ultérieures il faut choisir entre deux solutions: soit publier des textes intégraux dans l'ordre des unités d'archives médiévales, soit des analyses de ces chartes, par ordre chronologique. C'est cette troisième méthode que György Györffy considère comme la plus urgente quant aux sources hongroises.

Plusieurs orateurs traitèrent de la question de l'authenticité textuelle des sources à publier et du problème de leur transcription linguistique. Le professeur *G. Bárczy*, pour les linguistes, *E. Varga*, directeur-adjoint des Archives Nationales, et *F. Maksay*, pour les historiens, intervinrent dans la discussion de cette question; on aboutit finalement à un compromis, à savoir que la ligne de démarcation entre la publication littérale et la publication modernisée devait se situer à la première moitié du XVIII^{e} siècle. Toutefois, en ce qui concerne les XVI^{e} et XVII^{e} siècles, les opinions divergèrent. Selon *F. Maksay*, il conviendrait de renoncer à la fidélité paléographique absolue, et pour ce qui est de l'utilisation des majuscules et des minuscules, ainsi que des signes scriptuaires interlinéaires, mieux vaudrait se conformer à l'orthographe moderne. A l'encontre de cette opinion, Endre Varga fur d'avis que, pour les documents du XVI^{e} siècle, il serait préférable de reproduire fidèlement les textes, tandis que pour les publications du XVII^{e} siècle le problème devrait être considéré suivant la nature de la source en question. En cas de textes — dit-il — qui reproduisent mot à mot la langue parlée de l'époque (tels les procès-verbaux), il faut s'en tenir à la publication littérale, à laquelle on peut renoncer s'il s'agit de recensements, relevés, comptes, etc. contenant généralement des expressions se répétant tout le long du texte. — A la commission désignée pour élaborer la nouvelle règle-

mentation des publications de sources incombera la tâche de trouver une solution claire et satisfaisante à ce problème si souvent discuté.

Quant aux publications des sources historiques hongroises des époques moderne et contemporaine, la discussion porta principalement sur la question suivante: peut-on, dans quelle mesure et de quelle manière, présenter ensemble des groupes de sources d'origine et de caractère différents dans des publications scientifiques. Dans son rapport annexe, *E. S. Vincze* renvoya à la conférence des Instituts d'Histoire du Parti, tenue en 1959 à Bucarest, où cette question avait déjà été discutée à propos de la publication des documents relatifs au mouvement ouvrier dans les pays de démocratie populaire. On y avait, entre autres, exprimé l'opinion que la matière de sources publiée dans un volume doit être, si possible, de la même origine, et si cela ne peut être réalisé dans tous les cas, les sources d'origines différentes ne peuvent être publiées que par groupes de sources, mais en aucun cas par ordre chronologique ou thématique. Quant à elle, *E. Vincze* estima que l'homogénéité de nos publications relatives à l'époque contemporaine était, certes, un but à poursuivre, mais qu'aujourd'hui on ne pouvait guère se passer de publications mixtes.

Cette opinion donna lieu à une vive controverse. Mme S. Gábor, collaboratrice de l'Institut d'Histoire du Parti, argua du fait que la majorité des pièces d'archives contemporaines étaient tronquées et du fait que les documents imprimés étaient difficilement accessibles — n'existant souvent qu'à l'état de pièces uniques — pour plaider en faveur des publications mixtes. Ce point de vue fut également soutenu par *T. Hetés*, collaborateur aux Archives d'Histoire Militaire, qui distingua deux groupes de matières déjà publiées des points de vue rédactionnel et de valeur de source historique. Dans le premier groupe, il fit entrer la matière imprimée de l'époque (articles de journaux, procès-verbaux, décrètes, etc.) dont la valeur, aussi bien du point de vue de l'histoire que de celui de la rédaction est égale à celle des pièces d'archives. Dans le deuxième groupe, il faut à son avis ranger les sources ultérieures (tels les mémoires) dont la valeur de source doit être considérée comme douteuse. Il souligna que pour ces matières de source ultérieures il fallait trouver la manière de publication la plus adéquate, mais qu'en aucun cas on ne devait les méler à la matière originale. — L'essemblée estima qu'en cette question le nouveau règlement de publication de sources devrait également prendre une position définitive.

Nombre d'autres problèmes relatifs à la publication de sources furent encore soulevés, tels ceux de la coopération avec les imprimeries, du genre des textes introductifs à ces publications, celui de la trop grande étendue des notes accompagnant les textes, etc. Par l'intense discussion de ces questions et ses propositions constructives, cette session a contribué dans une mesure importante à la mise au point de la nouvelle réglementation des publications de sources, et — dans un sens plus général — au développement de toute l'oeuvre hongroise de publication des sources historiques.

Résumant les enseignement du débat, *Gy. Ember* fit une proposition concernant la composition des commissions chargées de l'élaboration de la réglementation des publications de sources. L'assemblée ayant accepté cette proposition — qui sera soumise à la Présidence de la Société — Győző Ember prononça l'allocution de clôture.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie sélectionnée d'ouvrages d'histoire publiés en Hongrie dans la deuxième moitié de 1959

Библиография избранных произведений по истории, вышедших во второй половине 1959 г.

1. Bibliographies, catalogues, inventaires — Библиографии, каталоги, инвентари

Budapest munkásmozgalma 1919—1945. Bibliográfia. Szerk. Zoltán József. Munkatárs: Rozgonyiné Pöschl Aranka. Bev. Remete László. 1—3. köt. [Les mouvements ouvriers de Budapest 1919—1945. Bibliographie. Sous la direction de — Avec la collaboration de — Intr. par — Vol. 1—3. — Рабочее движение Будапешта 1919—1945 гг. Библиография. Ред. —. Сотрудник —. Введ. —. 1—3. т.] Bp. 1959, Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár. 1098 p. 60 tabl. (Polycop.)

Choix basé en premier lieu sur la matière de presse relative aux mouvements ouvriers, groupé en un système de classement détaillé, avec des annotations ayant trait au sujet. Le III[e] volume renferme les titres concernant les différents arrondissements.

Budapesti 1. sz. Állami Levéltár. 2. Ort János—Szekeres József: *Budapest főváros törvényhatósági és tanácsköztársasági szerveinek levéltára.* [Les Archives Nationales No 1 de Budapest. 2. —: Les archives municipales de Budapest et des organismes de la République des Conseils de Budapest. — Государственный архив №1. в Будапеште. 2. — —: Архив муниципальных органов и органов Венгерской Советской Республики столицы Будапешта.] Bp. 1959, Levéltárak Orsz. Központja. 323 p. (Polycop. Levéltári alapleltárak 2.)

Inventaire de fond des documents d'administration publique trouvables dans les archives de Budapest entre 1875—1950; il passe en revue l'origine et l'histoire de ces pièces et nous renseigne sur le contenu des différents fascicules, leur étendue et les moyens de s'en servir.

Magyar történeti bibliográfia 1825—1867. IV. köt. Nem-magyar népek (nemzetiségek). Szerk. Kemény G. Gábor és Katus László. Bibliographia Historica Hungariae 1825—1867. IV. Historia nationum non Hungaricarum. [Réd. par — Ред.—.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. XXXV, 675 p.

Le IV[e] volume de la Bibliographie Historique Hongroise, dont le premier volume fut publié en 1950, contient la littérature générale relative à la question nationalitaire, aussi bien que le répertoire exhaustif des publications et articles contemporains, ainsi que les monographies scientifiques parues plus tard concernant l'histoire des Slaves du Sud (Croates, Serbes, Slovènes) et des Slovaques de Hongrie. Outre les livres, cette bibliographie dépouille toute la matière de presse contemporaine de langue hongroise et non-hongroise accessible dans le pays, de même que les revues scientifiques et les publications bibliographiques parues dans la période allant de 1867 à 1957 (au total plus de mille périodiques). Les 29.682 données bibliographiques groupées en un système de classement détaillé y sont communiquées en langue originelle et, le cas échéant, suivies de brèves annotations.

Nyugat repertórium. Összeállította Galambos Ferenc. Függelék: *Magyar Géniusz (1902—1903), Figyelő (1905), Szerda (1906), Magyar Csillag (1941—1944) repertóriuma.* Összeáll. Pók Lajos, Galambos Ferenc. Kiadja a Magyar Tudományos Akadémia Irodalomtörténeti Intézete. [Répertoire de la revue Nyugat. Réuni par — Annexe: Répertoire des revues — Réuni par — Publ. par — Репертoрий журнала Ньюгат. Сост. —. Приложение: Репертoрий журналов — —. Сост. —. Издат. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 571 p. 1 tabl. (Irodalomtörténeti bibliográfiák 1.)

Répertoire des articles et des études publiés dans la revue littéraire progressiste bourgeoise moderne de Hongrie intitulée Nyugat, dans celles qui la précédèrent et la suivirent. Soigneusement élaboré et muni d'index convenables, ce

volume est un important manuel même pour les spécialistes qui étudient l'histoire de Hongrie de la première moitié du XX[e] siècle.

Rózsa György: *A közgazdasági kutatás forrásai és segédletei. Tájékoztatási-bibliográfiai kézikönyv.* Kiadta a Magyar Tudományos Akadémia Közgazdaságtudományi Intézete Könyvtára. [Sources et auxiliaires des recherches concernant l'économie politique. Manuel de référence et de bibliographie. Publ. par — Источники и пособия к исследованию политической экономии. Справочник по информации и библиографии. Изд. —.] Bp. 1959, Közgazdasági és Jogi Kiadó. 283 p. 6 tabl.

Ce manuel nous informe des institutions et des organismes scientifiques poursuivant des recherches dans le domaine de l'économie politique, traite des problèmes de la méthodologie des recherches, passe en revue les textes les plus importants concernant cette question, aussi bien que les publications périodiques.

2. Ouvrages généraux — Общие труды

Borsos Béla—Sódor Lajos—Zádor Mihály: *Budapest építészettörténete, városképei és műemlékei.* [L'histoire architecturale, l'urbanisation et les monuments de Budapest. — История архитектуры, виды города и архитектурные памятники Будапешта.] Bp. 1959. Műszaki Könyvkiadó. 335 p. 3 c.

Ce volume, abondamment illustré, relate l'histoire de la capitale et décrit en détail ses monuments d'art.

Fél E[dit]: *Some data concerning kinship institutions among the Szeklers of Bukovina.* [Некоторые данные относительно учреждений родства у Секлеров из Буковины.] AEt 1959. T. 8. fasc. 1—2. pp. 85—97.

Étudiant les structures de parenté chez des Sicules transférés de Bukovine en Hongrie, l'auteur constate que la famille est la seule des ancestrales formes encore existantes, le clan et l'armée — bien que leurs vestiges subsistent encore — ayant cessé de représenter un lien.

Hahn Géza: *Methodology of studying the connections between nations in the research of medical history. (With special regards to the Russian—Hungarian connections.)* [Методология исследования связей между народами в области истории медицины. (С особым взглядом на русско-венгерские отношения.)] OTKK 1959. No 15—16. pp. 121—126.

P. Hidvégi Andrea—Papp László: *Magyar nyelvjárási tanulmányaink 1945-től 1958-ig.* [Études relatives aux dialectes hongrois, publiées entre 1945 et 1958. — Исследования относительно венгерских диалектов в 1945—1958 гг.] MNy 1959. T. 55. No 2. pp. 288—302.; No 3. pp. 434—441.; No. 4. pp. 551—559.

Exposé détaillé sur les résultats des recherches poursuivies dans le domaine de l'histoire des dialectes, avec des comptes-rendus sur les études et les travaux en préparation.

«A kapitalizmus fejlődése az egykori Osztrák—Magyar Monarchia országaiban.» Nemzetközi munkakonferencia. Budapest 1958. december 10—13. Ismerteti Kende László, Surányi Bálint. [«Le développement du capitalisme dans les anciens pays de la Monarchie Austro—Hongroise.» Conférence internationale de travail. Budapest les 10—13 décembre 1958. Compte rendu par — Развитие капитализма в странах бывшей Австро-венгерской монархии. Международная трудовая конференция. Будапешт, 10—13 декабря 1958 г. Сост. —.] Sz 1959. T. 93. No 5—6. pp. 927—950.

Les rapports et les discussions de la conférence internationale tenue en décembre 1958 avec la participation d'historiens tchécoslovaques, polonais, autrichiens, roumains et hongrois avaient pour objet la structure économique et sociale de l'ancienne Monarchie Austro—Hongroise, les problèmes relatifs au caractère du dualisme, à la situation des nationalités et aux mouvements ouvriers. Le compte-rendu traite des conférences et des discussions entendues. Voir «Le développement du capitalisme dans les anciens pays de la Monarchie Austro—Hongroise». Conférence des historiens à Budapest. Acta Historica 1959. T. 6. No 3—4. pp. 425—431.

Kázmér Miklós: *Conférence d'onomastique à Budapest.* [Конференция по ономастике в Будапеште.] AL 1959. T. 9. fasc. 3—4. pp. 385—390.

Compte-rendu du Congrès d'onomastique, organisé les 25—27 septembre 1958 par la Société Hongroise de Linguistique, congrès où l'on discuta aussi de problèmes intéressant l'histoire.

Lengyel Alfréd: *Győr város levéltárának története.* [L'histoire des archives de la ville de Győr. — История архива города Дьер.] LK 1959. T. 30. pp. 52—88.

L'article relate l'histoire des archives de Győr depuis le XVIII[e] siècle jusqu'à la deuxième guerre mondiale et met l'accent sur les changements survenus dans le maniement et la disposition des matériaux.

A magyarországi és erdélyi központi kormányszervek szervezetének és működésének története. (1526—1867.) Vázlat. Kiadja a Levéltárak Országos Központja. [Histoire de l'organisation et de l'activité des organismes centraux de gouvernement de Hongrie et de Transylvanie. (1526—1867.) Esquisse. Publ. par — История организации и деятельности центральных правительственных органов Венгрии и Трансильвании. (1526—1867.) Очерк. Изд. —.] Bp. 1959, 125 p. (Polycop.)

Ce manuel d'enseignement déstiné au perfectionnement professionnel des archivistes expose d'une manière systématique l'activité déployée par les organismes centraux de gouvernement de Hongrie et de Transylvanie (chancellerie, conseil de lieutenance, etc.) siégeant pour la plupart à Vienne, depuis l'époque de la dynastie des Habsbourg jusqu'à la formation du gouvernement parlementaire indépendant hongrois.

Réti Endre: *Nagy magyar orvosok.* 2. bőv. kiad. [Médecins hongrois célèbre. 2[e] éd. augm. — Великие венгерские врачи. Изд. 2. дополн.] Bp. 1959, Medicina. 297 p.

Synthèse de vulgarisation qui, à travers les biographies d'illustres médecins, illustre le développement de la médecine hongroise et la situe dans la vie scientifique de l'Europe.

Szedő Antal: *A magyar levéltárügy jelenlegi helyzete.* [L'état actuel de l'archivistique en Hongrie. — Современное положение венгерского архивного дела.] LK 1959. T. 30. pp. 3—15.

Après un bref aperçu historique, l'auteur expose le décret-loi de 1950 portant sur la réglementation de l'archivistique, puis il donne un aperçu des travaux effectués depuis 1950 — date de la création du Centre National des Archives — dans le domaine de l'organisation des archives.

Szelényi István: *A magyar zene története.* 1—2. köt. [L'histoire de la musique hongroise. Vol. 1—2. — История венгерской музыки. 1—2 т.] Bp. 1959, Zeneműkiadó. (Biblioteca musica 1—2.)

Synthèse de vulgarisation qui traite par le détail de l'histoire de la musique hongroise aux XIX[e] et XX[e] siècles.

3. Recueils d'études — Сборники

Acta Universitatis Debreceniensis de Ludovico Kossuth nominatae. Tom. 4. 1957. Red. Dénes Berényi. Adiuvantibus János Barta, Lajos Imre, etc. Debrecen—Budapest, 1959, Tankönyvkiadó. 334 p.

Du sommaire: Из содержания:

Szabó István: *Kossuth állásfoglalása a parasztkérdésben 1848—1849-ben.* [La position de Kossuth dans la question paysanne en 1848—1849. — Позиция Кошута по крестьянскому вопросу в 1848—1849 гг.]

Szendrey István: *A bihari hajdútelepek társadalma a XVIII. század végén.* [La société des colonies haïdouques de Bihar à la fin du XVIII[e] siècle. — Общество поселений гайдуков в комитате Бихар в конце XVIII в.]

Kádár Zoltán: *Savaria szobrászati emlékeinek vallástörténeti vonatkozásai.* [L'histoire des religions à la lumière des sculptures de Savaria. — Памятники скульптуры из г. Савария в свете истории религии.]

Folia Archeologica. 11. (A Magyar Nemzeti Múzeum Történeti Múzeum Evkönyve. Szerk. Fülep Ferenc. Ill. Patay Pálné.) [Folia Archeologica. 11. (Annuaire du Musée d'Histoire du Musée National Hongrois. Réd. par — Illustrations de —) — Фолия Археологика. 11. (Ежегодник Исторического музея Венгерского национального музея. Ред. —. Иллюстр. —.)] Bp. 1959, Képzőművészeti Alap, 276 p. 18 tabl.

Du sommaire: Из содержания:

Fitz Jenő: *A langobard-obius betörés i. sz. 166—167-ben.* [L'invasion lombarde-obius en 166—167 de notre ère. — Вторжение лангобардов и обийцев в 166—167 гг. н. э.]

Kalmár János: *Hegyestőr és lóra való pallos a magyar huszár szolgálatában.* [Le poignard et le glaive de cheval des

hussards hongrois. — Остроконечный кинжал и палаш для всадника на службе венгерского гусара.]

Temesváry Ferenc: *Egy magyar puskaműves család élete és működése.* [La vie et l'activité d'une famille hongroise de mosquetiers. — Жизнь и деятельность венгерской семьи ружейного мастера.]

Mihalik Sándor: *Küzdelem a körmöcbányai kőedénygyártásért.* [Lutte pour la fabrication de la poterie à Körmöcbánya. — Борьба за производство фаянса в г. Кермецбанья (Кремница).]

A Nemzeti Múzeum régészeti és történeti vonatkozású kiadványai. 1. r. 1807—1935. (Összeáll. F. Fejér Mária, Németh Endre. [Les publications d'archéologie et d'histoire du Musée National. Ire partie. 1807—1935. Réuni par — Издания Национального Музея по археологии и истории. Часть I. 1807—1935 гг. (Сост.—)]

A Janus Pannonius Múzeum Évkönyve. 1958. (Szerk. Dombay János.) [Annuaire du Musée Janus Pannonius (Réd. par —) — Ежегодник Музея им. Януса Паннониуса. (Ред. —.)] Pécs, 1959, 202 p. 52 tabl.

Du sommaire: Из содержания:

Fülep Ferenc: *A vasasi koracsászárkori temető.* [Le cimetière de Vasas au commencement de l'ère des césars. — Кладбище из ранней эпохи римской империи в с. Вашаш.]

Parádi Nándor: *Beszámoló a pécsi Tettyén 1957. évben végzett ásatásokról.* [Compte-rendu dès fouilles effectuées au Tettye de Pécs en 1957. — Отчет о раскопках, проведенных в 1957 г. в Тетье при г. Печ.]

Ojtozi Eszter: *Wosinszky Mór és A. A. Szpicin levelezése.* (Ujabb adat a magyar—orosz tudományos kapcsolatok történetéhez.) [La correspondance de Mór Wosinszky et A. A. Spitsin. (Nouvelle contribution à l'histoire des relations scientifiques hungaro—russes.) — Переписка Мора Вошински с А. А. Спициным. (Новые материалы к истории венгерско-русских научных связей.)]

Holub József: *Pécs város pecsétje.* [Le sceau de la ville de Pécs. — Печать города Печ.]

A Pécsi Pedagógiai Főiskola Évkönyve. 1958—1959. (Szerk. Domján Károly, Komlósi Sándor stb.) [Annuaire de l'École Supérieure de Pédagogie de Pécs. 1958—1959. (Réd. par —) — Ежегодник Педагогического института в г. Печ. 1958—1959. (Ред. —.)] Pécs, 1959, 308 p.

Du sommaire: Из содержания:

Komlósi Sándor: *Emlékezzünk a Tanácsköztársaság közoktatásügyére.* [Mémorial de l'instruction publique sous la République Hongroise des Conseils. — Да помним учебное дело Венгерской Советской Республики.]

Dénes Béla: *Adalékok a pécsi munkásmozgalom történetéhez.* [Documents relatifs à l'histoire du mouvement ouvrier à Pécs. — Материалы к истории рабочего движения в г. Печ.]

Vargha Károly: *Die Überlieferung der ungarischen und ungarndeutschen Bergleute in der Umgebung von Pécs.* [Традиции венгерских и немецких горняков окрестностей г. Печ.]

A Szegedi Pedagógiai Főiskola Évkönyve. 1959. 1. r. (Szerk. Benkő László. Közreműködött Csukás István, Megyeri János.) [Annuaire de l'École Supérieure de Pédagogie de Szeged. 1959. Ire partie. (Réd. par — Avec la collaboration de —) — Ежегодник Педагогического института в г. Сегед. 1959. Часть I. (Ред. —. Сотрудн. —.)] Szeged, 1959, 256 p. (Acta Academiae Pedagogicae Szegediensis.)

Du sommaire: Из содержания:

Palásti László: *Francia családnevek Szegeden a XVIII. században.* [Noms de famille français à Szeged au XVIIIe siècle. — Французские фамилии в г. Сегед в XVIII в.]

Sziklai László: *A szláv nyelvű irodalom kezdetei a Nagymorva birodalom területén.* [Les débuts de la littérature de langue slave sur le territoire de l'empire de la Grande Moravie. — Начало литературы на славянском языке на территории Великоморавской империи.]

Vajda László: *Móra Ferenc a vezércikkíró.* [Ferenc Móra éditorialiste. — Ференц Мора — публицист.]

Polányi Imre: *Adalékok a szlovákiai munkásság viszonyaihoz. (1900—1914.)* [Contributions relatives à l'histoire des conditions de vie des ouvriers de Slovaquie. (1900—1914.) — Материалы к условиям рабочего класса в Словакии. (1900—1914 гг.)]

Káldor János: *Az első forradalmi munkásdalok. A magyar munkásmozgalom*

kezdetei. [Les premiers chants révolutionnaires ouvriers. Les débuts du mouvement ouvrier de Hongrie. — Первые революционные рабочие песни. Начало венгерского рабочего движения.]

Tanulmányok Budapest múltjából. 13. (Szerk. a "Budapest története" szerkesztőbizottsága. Elnök: Pesta László. [Études sur la passé de Budapest. 13. (Réd. par — sous la présidence de —) — Исследования по прошлому г. Будапешт.13. (Ред. —. Председатель редкол. —.)] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 607 p. 11 tabl. (Budapest várostörténeti monográfiái. 21.)

Du sommaire: Из содержания:

Fügedi Erik: *Topográfia és városi fejlődés a középkori Óbudán.* [Topographie et urbanisation à Óbuda au moyen-âge. — Топография и городское развитие г. Обуда в средние века.]

Nagy Lajos: *Rácok Budán és Pesten (1686—1703).* [Les Serbes de Buda et de Pest (1686—1703). — Сербы в городах Буда и Пешт. (1686—1703.)]

Tóth András: *Pest város lakosságának küzdelme az önkormányzatért. (1686—1705.)* [La lutte de la population de la ville de Pest pour l'autonomie. (1686—1705.) — Борьба населения г. Пешт за автономию (1686—1705.)]

Nagy István: *A választó polgárság testülete Budán a XVIII. században.* [Les citoyens-électeurs de Buda au XVIII[e] siècle. — Корпорация избирателей-бюргеров в г. Буда в XVIII в.]

Rózsa Miklós: *A budapesti cukrászipar fejlődése.* [Le développement de la confiserie de Budapest. — Развитие кондитерской промышленности в Будапеште.]

Szalatnai Rezső: *Kempelen Farkas és az egyetem átköltöztetése Budára.* [Farkas Kempelen et le déménagement de l'Université à Buda. — Фаркаш Кемпелен и переселение университета в г. Буда.]

Kubinyi András: *Csepel népessége a XVIII. században és a XIX. század első felében.* [La population de Csepel au XVIII[e] et dans la première moitié du XIX[e] siècles. — Население острова Чепель в XVIII в. и в первой половине XIX в.]

Mályusné Császár Edit: *A Budai Népszínház és közönsége.* [Le Théâtre Populaire de Buda et son public. — Народный театр в г. Буда и его публика.]

Sándor Vilmos: *A budapesti nagymalomipar kialakulása. (1839—1880).* [Le développement de l' industrie minotière de Budapest, (1839 — 1880.) — Образование крупной мукомольной промышленности в Будапеште. (1839 — 1880.)]

Hetés Tibor: *Budapesti munkások felfegyverzése a Magyar Tanácsköztársaság védelmében.* [L'armement des ouvriers de Budapest pour la défense de la République Hongroise des Conseils. — Вооружение будапештских рабочих в защиту Венгерской Советской Республики.]

Sipos Aladár: *Budapest gyáripara (1919 — 1933.)* [L' industrie manufacturière de Budapest. (1919 — 1933.) — Фабрично - заводская промышленность Будапешта. (1919 - 1933.)]

4. Histoire de Hongrie jusqu'à la conquête arpadienne — История венгерской земли до завоевания родины венграми

Alföldy Géza: *Municipális középbirtokok Aquincum környékén.* [Propriétés foncières moyennes municipales aux environs d'Aquincum. — Муниципальные средние земельные владения в окрестностях г. Аквинкум.] AT 1959. Tom. 6. No 1—3. pp. 19—30.

Se fondant sur les inscriptions relevées et groupées par site, l'auteur en tire conclusions sur l'importance des propriétés foncières moyennes de province de la bourgeoisie d'Aquincum et expose l'évolution historique du rôle de ces propriétés aux II[e]—III[e] siècles de notre ère.

Alföldy G[éza]: *Die Truppenverteilung der Donaulegionen am Ende des I. Jahrhunderts.* [Распределение войсковых частей дунайских легионов в конце I в.] AAr 1959. Tom. 11. Fasc. 1—4. pp. 113—141.

L'auteur établit qu'à l'époque des guerres sarmates-daciennes le nombre des légions ne cessa d'augmenter dans les provinces; au début, elles stationnaient dans les régions intérieures des provinces et après 92 elles se concentrèrent le long du Danube.

Balla Lajos—Kádár Zoltán: *Adatok Savaria (Szombathely) szíriai kapcsolatai-*

nak kérdéséhez. [Documents ayant trait à la question des rapports de Savaria (Szombathely) avec la Syrie. — Материалы к вопросу об отношениях г. Савария (Сомбатхель) с Сирией.] AT 1959. Tom. 6. No 1—3. pp. 112—116.

Communication de deux épitaphes datant des II^e—III^e siècles de notre ère. Les noms d'origine syrienne figurant sur les inscriptions attestent de ce qu'après les guerres marcomannes des éléments syriens s'établirent au milieu des couches moyennes aisées des villes pannoniennes.

Barkóczy L[ászló]: *Ethnische Zusammensetzung der pannonischen Bevölkerung am Ende des II. und in der ersten Hälfte des III. Jahrhunderts.* [Этнический состав населения Паннонии в конце II и в первой половине III в.] AA 1959. Tom. 7. Fasc. 1—3. pp. 167—175.

En se fondant sur les noms patronymiques subsistants, l'auteur constate qu'à partir de la fin du II^e siècle de notre ère la population originelle de Pannonie vécut plutôt le long du *limes* et que les éléments d'origines africaine et orientale prédominèrent sur les *Italici.*

Barkóczy László: *Transplantations of Sarmatians and Roxolands in the Danube Bassin.* [Переселения сарматов и роксоланов в Дунайский бассейн.] AA 1959. Tom. 7. Fasc. 4. pp. 443—453.

Cette étude traite des circonstances du transfert en Italie et en Gaule des Sarmates qui vivaient dans la région d'entre Danube et Tisza, au cours de la première moitié du IV^e siècle de notre ère.

Fitz J[enő]: *Der Besuch des Septimius Severus in Pannonien im Jahre 202 u. Z.* [Посещение Паннонии Септимием Севером в 202 г. н. э.] AAr 1959. Tom. 11. Fasc. 1—4. pp. 237—263.

Se fondant sur l'analyse des inscriptions relevées, l'auteur reconstitue l'itinéraire de l'empereur lors de sa visite et atteste qu'elle avait pour but de renforcer économiquement et militairement cette province, tout en jouant aussi un rôle important dans sa vie religieuse.

Fitz J[enő]: *Die Militärdiplome aus Pannonia Inferior in der zweiten Hälfte des 2. Jahrhunderts.* [Военная грамота из Паннонии Инфериор второй половины II в.] AA 1959. Tom. 7. Fasc. 4. pp. 421—442.

Analysant la nomenclature des troupes relevée dans cinq chartes militaires, l'auteur les rapproche des événements les plus importants de l'époque en Pannonie, avec l'invasion des Sarmates et les guerres marcomannes.

Fitz Jenő: *A langobard-obius betörés i. u. 166—167-ben.* [L'invasion lombarde-obius en 166—167 de notre ère. — Вторжение лангобардов и обийцев в 166—167 гг. н. э.] Folia Archeologica, 1959. Tom. 11. pp. 61—73.

L'auteur explique l'origine des tombes de cavaliers germaniques découvertes près de la commune de Káloz (comitat de Fejér) par le fait qu'au début des guerres marcomannes-sarmates des Lombards et Obii avaient forcé la ligne du Danube jusqu'à l'intérieur du département de Fejér.

Kádár Zoltán: *Savaria szobrászati emlékeinek vallástörténeti vonatkozásai.* [L'histoire des religions à la lumière des sculptures de Savaria. — Скульптурные памятники г. Савария в свете истории религии.] Acta Universitatis Debreceniensis. 1957 (1959). Tom. 4. pp. 55—66.

Se fondant sur les caractéristiques du culte prédominant à Savaria, l'auteur constate que s'y révèlent aussi des éléments orientaux (surtout syriens) et balkaniques.

Kerényi András: *Gruppierung der Barbarenmünzen Transdanubiens.* [Классификация варварских монет Трансданубии.] Folia Archeologica, 1959. Tom. 11. pp. 47—60.

Classement systématique des pièces de monnaies celtiques trouvées en Hongrie. Outre des pièces des populations boi et eravisque, l'auteur énumère des médailles frappées par certaines peuplades jusqu'ici indéfinissables.

Párducz M[ihály]: *Archäologische Beiträge zur Geschichte der Hunnenzeit in Ungarn.* [Археологические материалы к истории гунской эпохи в Венгрии.] AAr 1959. Tom. 11. Fasc. 1—4. pp. 309—398.

Après avoir présenté les trouvailles hunniques par site et donné une analyse typologique l'auteur constate qu'après 375—380 il ne fut plus question d'une hégémonie sarmate dans la région d'entre Danube et Tisza; en effet, après 409, ce furent déjà les Huns et les peuples qui leur étaient apparentés qui vivaient sur ce territoire. Les caractéristiques de la culture hunnique (par exemple leurs rites funèbres) se retrouvent encore en certains lieux même à l'époque avare.

Simonyi Dezső: *Pécs »Quinque Ecclesiae« nevének eredetéről.* [De l'origine du nom

«Quinque Ecclesiae» de Pécs. — О происхождении названия «Квинкве Эклезие» (Пять соборов) г. Печ.] AT 1959. Tom. 6. No 1—3. pp. 87—103.

L'auteur démontre que le lieu du martyre subi par les cinq tailleurs de pierre pannoniens à l'époque de Dioclétien ne se situa pas dans la Fruška Gora, mais dans les monts de Geresd, au nord de la Drave. L'ancien nom de Pécs (Sopianae) garde la mémoire des cinq martyrs qui y furent enterrés et sa forme originelle fut Quinque (martyrum) ecclesiae.

Szilágyi János: *Adatok az általános élettartam kérdéséhez Aquincumban és Pannónia más részeiben.* [Contributions relatives à la question de la longévité générale à Aquincum et dans les autres parties de la Pannonie. — Материалы к вопросу о средней продолжительности жизни в г. Аквинкум и в других частях Паннонии.] AT 1959. Tom. 6. No 1—3. pp. 3—180.

Se fondant sur l'ensemble des inscriptions (environ 11.000) de Pannonie, l'auteur dresse des tableaux et des graphiques de mortalité et de longévité générale de la population de Pannonie, du I^er^ au IV^e^ siècles; tenant compte de la stratification sociale de la population, il compare les données de Pannonie avec le tableau démographique contemporain de la ville de Rome.

Mócsy Andreas: *Die Bevölkerung von Pannonien bis zu den Markomannenkriegen.* [Население Паннонии до маркоманских войн.] Budapest, 1959, Verlag der Ungarischen Akademie der Wissenschaften, 276 p.

Se servant d'une nouvelle méthode, l'auteur cherche à mettre en lumière l'histoire intérieure de la Pannonie aux I^er^ et II^e^ siècles de notre ère; se fondant sur l'analyse des noms de personne figurant sur des inscriptions, il parvient à tirer des conclusions touchant la stratification sociale de la population, son origine ethnique et l'interaction des différents groupes populaires. La première partie contient l'histoire des établissements de la province, puis elle analyse certains problèmes relatifs à l'histoire de la population et la politique romaine pratiquée à l'égard de ses différents éléments. La deuxième partie soumet à un examen approfondi la matière ayant trait aux noms de personne et au catalogue des inscriptions. Le receuil — dont la suite sera prochainement publiée — met au point une matière jusqu'à présent inexplorée et relative à la situation économique et sociale de la Pannonie.

Wessetzky V[ilmos]: *Die Probleme des Isis-Kultes in Ober-Pannonien.* [Проблемы культа Исиды в Верхней Паннонии.] AAr 1959. Tom. 2. Fasc. 1—4. pp. 265—282.

Des vestiges récemment découverts en attestant, l'auteur en tire la conclusion que le culte d'Isis se pratiquait en Pannonie de façon régulière et organisée.

5. Histoire ancienne du peuple hongrois. Histoire de Hongrie à l'époque du féodalisme jusqu'en 1526 — Древняя история венгерского народа. История Венгрии в эпоху феодализма до 1526 г.

Acsády Gy[örgy]—Nemeskéri J[ános]—Harsányi L[ászló]: *Analyse des trouvailles anthropologiques du cimetière de Kérpuszta (XI^e^ siècle) sous l'aspect de l'âge.* [Анализ антропологических находок кладбища в с. Керпуста (XI в.) относительно возраста.] AAr 1959. Tom. 11. Fasc. 1—4. pp. 419—455.

A l'aide des trouvailles faites dans le cimetière de Kérpuszta, les auteurs exposent la méthodologie des recherches paléographiques. D'après eux, la population du lieu compta, vers l'an 1000, 70 âmes, et vers l'année 1040, 170 âmes. Le nombre des hommes dépassait quelque peu celui des femmes, celui des jeunes était par contre de beaucoup supérieur à celui des vieillards.

Csizmadia Andor: *A konstanzi «bulla» hatása a főkegyúri jog fejlődésére.* [L'influence de la «bulle» de Constance sur l'évolution du droit de patronage suprême. — Влияние констанцской «буллы» на развитие верхнего права патроната.] MTATT 1959. Tom. 9. No 3—4. pp. 301—324.

Analyse du point de vue droit canon de la bulle dite de Constance, datée de 1413 et retrouvée en 1942, bulle qui avait défini l'accord conclu entre le collège des cardinaux et Sigismond, roi de Hongrie.

Entz G[éza]: *Die Gotik in Ungarn.* [Готическое искусство в Венгрии.] AHA 1959. Tom. 6. Fasc. 1—2. pp. 217—232.

L'auteur y rend compte des recherches effectuées au cours de ces 20 dernières années relativement à l'activité déployée dans le domaine des arts par la cour royale, la haute aristocratie, la bourgeoisie et le peuple, et en résume les résultats. Afin de situer la place de l'art gothique de Hongrie dans l'évolution universelle, l'auteur indique qu'il reste encore à parachever sa topographie et à mettre au clair les correspondances entre le gothique en Hongrie et celui de l'étranger.

Éri István—Bálint Alajos: *Muhi elpusztult középkori falu tárgyi emlékei.* [Vestiges du passé médiéval du village détruit de Muhi. — Материальные памятники уничтоженного средневекового села Мухи.] Bp. 1959. 58 p. 19 tabl. (Polycop.) (Régészeti füzetek. Ser. 2/6.)

Description des trouvailles faites lors des fouilles effectuées au cours de ces dernières années.

Fitz József: *A magyar nyomdászat, könyvkiadás és könyvkereskedelem története. 1. A mohácsi vész előtt.* [Histoire de l'imprimerie, de l'édition et du commerce des livres en Hongrie. 1. Avant le désastre de Mohács. — История венгерского книгопечатания, издательского дела и книжной торговли. 1. До битвы при г. Мохач.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 258 p. 5 tabl.

Abondamment illustrée, cette monographie étudie l'histoire du livre en Hongrie à l'époque de l'imprimerie primitive (dans la deuxième moitié du XV^e^ et dans le premier quart du XVI^e^ siècles).

Fügedi Erik: *Topográfia és városi fejlődés a középkori Óbudán.* [Topographie et urbanisation à Óbuda au moyen-âge. — Топография и городское развитие в г. Обуда в средние века.] Tanulmányok Budapest Múltjából. Tom. 13. Bp. 1959. pp. 7—56.

Se fondant sur l'analyse de l'histoire de la ville d'Óbuda du X^e^ au XIV^e^ siècles, l'auteur en conclut qu'exista en Hongrie une agglomération médiévale de caractère urbain qui connut un développement indépendant de l'influence de l'évolution des villes occidentales et précédant celle-ci; elle s'acquitta des fonctions économiques d'une ville féodale sans pourtant disposer des caractéristiques juridico-sociales des villes d'Europe.

Fügedi E[rik]: *Kirchliche Topographie und Siedlungsverhältnisse im Mittelalter in der Slowakei.* [Церковная топография и условия поселения в Словакии в средние века.] SSl 1959. Tom. 5. Fasc. 3—4. pp. 363—400.

L'auteur établit qu'au début (XI^e^ siècle) les circonscriptions des archidiaconats coïncidaient avec les limites des comitats; ainsi, ce qu'on sait de l'organisation ecclésiastique en vigueur au XI^e^ siècle permet de conclure à l'organisation originelle des comitats et à la situation des agglomérations.

Györffy Gy[örgy]: *Das Güterverzeichnis des griechischen Klosters zu Szávaszentdemeter* (Sremska Mitrovica) aus dem 12. Jahrhundert. [Список владений греческого монастыря в Сремской Митровице из XII в.] SSl 1959. Tom. 5. Fasc. 1—2. pp. 9—74.

L'auteur relate le déplacement de l'évêché grec de Sirmie et sa réunion à l'archevêché de Kalocsa, conformément aux aspirations unionistes de l'Eglise. L'Eglise de Saint-Démétrius survécut dans le monastère grec de Szávaszentdemeter.

Kniezsa István: *Chronologie der slowakischen Ortsnamentypen.* [Хронология типов словацких названий местностей.] SSl 1959. Tom. 5. Fasc. 1—2. pp. 173—181.

En procédant à une comparaison entre les toponymes slovaques et hongrois l'auteur précise les plus importants types toponymiques slovaques et l'époque de leur emploi.

V. Kovács Sándor: *A Dózsa-háború humanista éposza.* (Stephanus Taurinus de Switawis: Stauromachia.) [L'épopée humaniste de la guerre de Dózsa. (Stephanus Taurinus de Switawis: Stauromachia.) — Гуманистическая поэма крестьянской войны Дожа. (Стефанус Тауринус де Свитавис: Стауромахия.)] ItK 1959. Tom. 63. No 3—4. pp. 451—473.

À propos de l'épopée de Dózsa, composée par Taurinus (Stieröckel), l'auteur de cette étude constate qu'elle exprima la conception nobiliaire de l'époque (1514) et qu'elle fut un produit caractéristique des infructueuses tentatives vers l'épopée des épigones de l'humanisme.

Lederer Emma: *A feudalizmus kialakulása Magyarországon.* [La venue du féodalisme en Hongrie. — Образование феодализма в Венгрии.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 208 p.

L'auteur recherche l'origine de la formation de la grande propriété terrienne féodale dans les propriétés foncières devenues, après la Conquête arpadienne, propriétés privées et cultivées par des esclaves. À son avis, les paysans tombés sous la dépendance d'un seigneur féodal se recrutèrent d'une part parmi les esclaves étrangers qui faisaient partie du

butin provenant des «incursions» dans les pays voisins, et, d'autre part, parmi les descendants des pâtres les plus pauvres et jadis libres. Cet ouvrage traite en détail du processus d'asservissement de ces couches populaires, ainsi que des structures des différentes catégories de grandes propriétés foncières.

Mezey László: *Két magyarvonatkozású dekretális értelmezéséhez.* [Contributions à l'interprétation de deux décrétales pontificales ayant trait à la Hongrie. — Материалы к истолкованию двух декреталов, имеющих отношение к Венгрии.] Sz 1959. Tom. 93. No 2—4. pp. 418—423.

L'une des décrétales en question date de 1174 et, selon l'analyse de l'auteur, se rapporte au dauphin Émeric. L'autre réglemente les dîmes à payer par ceux qui émigrent d'une diocèse à l'autre.

Perényi József: *Magna Hungaria kérdéséhez.* [À propos du problème de la Magna Hungaria. — К вопросу о Магна Хунгария (Большой Венгрии).] MNy 1959. Tom. 55. No 3—4. pp. 385—391.; 488—499.

Se référant à des sources mongoles et russes, l'auteur expose sa conviction suivant laquelle la Magna Hungaria découverte au milieu du XIII[e] par Julianus ne se trouvait pas en Bachkirie mais sur la rive droite de la Volga et qu'elle appartint à l'empire de la Volga.

Sarlós Márton: *A „Szent Korona Tan" kialakulásához. A XV. századbeli magyar államfelfogás és szellemtörténeti jogtörténetünk.* [À propos de la formation de la „Doctrine de la Sainte-Couronne". La conception hongroise de l'État au XV[e] siècle et l'histoire juridique hongroise de l'histoire des idées. — К образованию «доктрины святого венца». Венгерская концепция государства в XV в. и венгерская идеалистическая история права.] J K. 1959. Tom. 14. No. 7—8. pp. 357—362.

L'auteur s'oppose aux positions de F. Eckhart et d'E. Mályusz, selon lesquels la doctrine de la sainte couronne formulée par I. Werbőczy se serait fondée sur la „Théorie organique de l'État" diffusée en Hongrie par l'Église à-partir du XIII[e] siècle. Il lui semble retrouver la source de cette doctrine plutôt dans une théorie du XV[e] siècle relative à la „doctrine des traités".

Székely György: *A XV. századi magyar rendi állam egyes fogalmainak értelmezéséhez.* [À propos de l'interprétation de certaines notions de l'État du XV[e] siècle. — К истолкованию отдельных понятий венгерского сословного государства XV в.] Sz 1959. Tom. 93. No 5—6. pp. 910—913.

L'auteur conteste certaines interprétations de termes qu'E. Mályusz mit en oeuvre à propos de la théorie organique de l'État féodal.

6. Histoire de Hongrie 1526—1790 — История Венгрии в 1526—1790 гг.

Benda Kálmán: *Rákóczi és a Vatikán. Brenner apát küldetése XI. Kelemen pápához. 1707—1708.* [François II Rákóczi et le Vatican. La mission de l'abbé Brenner auprès du pape Clément XI. 1707—1708. — Ракоци и Ватикан. Миссия аббата Бреннера к папе Клементу XI. 1707—1708.] TSz 1959. Tom. 2. No 1—2. pp. 8—24.

L'auteur relate comment, à la suite des victoires remportées par l'armée des Habsbourg sur les Français, la cour pontificale, au début hésitante, se dresse de plus en plus âprement contre la guerre pour l'indépendance de la Hongrie menée par Rákóczi.

Fekete Lajos: *Egy vidéki török úr otthona a XVI. században.* [La maison d'un seigneur turc de provinces au XVI[e] siècle. — Домашний очаг провинциального турецкого барина в XVI в.] MTANyI 1959. Tom. 15. No 1—2. pp. 87—106.

Se fondant sur l'inventaire de sa succession, l'auteur décrit le train de vie, la maison et la bibliothèque d'Ali Tchelebi, fonctionnaire financier turc qui décéda en 1587 après avoir été très longtemps en service à Buda.

Fitz József—Kéki Béla: *A magyar könyv története.* 1. rész: Fitz József: *A magyar könyv története 1711-ig.* [L'histoire du livre hongrois. I[re] partie: — L'histoire du livre hongrois jusqu'en 1711. — История венгерской книги. Часть I. —: История венгерской книги до 1711 г.] Bp. 1959, Magyar Helikon. 201 p.

Abondamment illustré, cet ouvrage scientifique de vulgarisation traite surtout des livres imprimés, des incidences économiques et sociales de l'imprimerie, de l'évolution de la technique de l'imprimerie et analyse la présentation des livres même du point de vue artistique.

Hanzó Lajos: *Feudalizmuskori árutermelés és iparfejlődés Békés megyében.* [Production marchande et développement industriel à l'époque féodale dans le comitat

de Békés. — Товарное производство и развитие промышленности в комитате Бекеш в эпоху феодализма.] Gyula, 1959, 39 p. (A gyulai Erkel Ferenc Muzeum kiadványai. 5.)

L'auteur de cette étude s'occupe surtout de la production marchande agricole du XVIII[e] siècle. A cette époque, à la suite de l'expansion des cultures industrielles des affermages, le commerce et l'industrie prirent de l'essor dans le comitat de Békés.

Kalmár János: *A füleki* (Fil'akovo, Tchécoslovaquie) *vár XV—XVII. századi emlékei.* [Les monuments des XV[e] et XVII[e] siècles de la forteresse de Fülek. — Памятники XV—XVII вв. крепости Филяково (Чехословакия).] Bp. 1959, 45 p. 41 tabl. (Polycop.) (Régészeti füzetek. 2/4.)

Communications des résultats des fouilles effectuées à Fülek en 1944 avec une brève récapitulation de l'histoire de la forteresse.

Nagy István: *A választópolgárság testülete Budán a XVIII. században.* [Le corps électoral de Buda au XVIII[e] siècle. — Корпорация бюргеров-избирателей в г. Буда в XVIII в.] Tanulmányok Budapest Múltjából. Tom. 13. Bp. 1959. pp. 139—166.

Cette étude relate la formation du corps électoral des bourgeois de Buda, les modifications de son organisation, ses fonctions et les luttes qui se déroulèrent entre la magistrature et cette bourgeoisie.

Nagy Lajos: *Rácok Budán és Pesten. (1686—1703.)* [Les Serbes de Buda et de Pest. (1686—1703.) — Сербы в городах Буда и Пешт. (1686—1703).] Tanulmányok Budapest Múltjából. Tom. 13. Bp. 1959. pp. 57—101.

Grâce à des recherches poursuivies dans les archives, l'auteur est en mesure de contester la conception généralement répandue selon laquelle, sous la direction du patriarche Černojević, 40.000 familles serbes avaient émigré en Hongrie. En octobre 1690, 2000 à 2500 familles s'étaient sauvées de Belgrade et s'établirent à Buda, dans ses environs, et à Pest, mais en groupes épars. Le gros des immigrés était constitué de pauvres journaliers. La majeure partie de ceux qui étaient commerçants et artisans s'occupaient aussi d'agriculture et de viticulture.

Nemeskürty István: *Bornemissza Péter, az ember és az író.* (Függelékben: Bornemissza-szövegek.) Kiadta a Magyar Tudományos Akadémia Irodalomtörténeti Intézete. [Péter Bornemissza, l'homme et l'écrivain. (En annexe: Textes de Bornemissza.) Publ. par — Петер Борнемисса, человек и писатель. (Прил.: Тексты Борнемисса.) Изд. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 558 p. 1 c.

Monographie d'ensemble de la vie et de l'oeuvre de l'éminent prosateur et prédicateur protestant hongrois du XVI[e] siècle. L'auteur expose la position prise par Bornemissza à l'égard des problèmes de son époque et met l'accent sur la critique aiguë qu'il fit de l'aristocratie féodale. L'ample annexe communique les parties de l'oeuvre de Bornemissza où celui-ci fait des remarques portant sur les conditions sociales et politiques de son époque, et celles où il fait appel à des sources étrangères.

Papp László: *XVI. század végi nyelvjárásaink tanulmányozása.* [Étude des dialectes hongrois du XVI[e] siècle. — Исследование венгерских диалектов конца XVI в.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 75 p. (Nyelvtudományi értekezések 19.)

L'auteur analyse les données des sources écrites de la fin du XVI[e] siècle relatives à l'histoire des dialectes et, ce faisant, il s'occupe des rapports de l'usage personnel du langage avec les dialectes.

Переньи Й[ожеф] —Балецки Э[миль]: *Украинская грамота Софии Батори 1674. г.* [La charte ukrainienne de 1674 de Sophie Báthory.] SSl 1959. Tom. 5. Fasc. 1—2. pp. 75—104.

Charte de Sophie Báthory, émise en 1674 à la demande de l'évêque uniate de Munkács, portant interdiction de la corvée les dimanches et jours de fête. Communication du texte suivie d'une critique des sources et d'une analyse linguistique.

Pirnát Antal: *Az alap és a felépítmény problémái a régi magyar irodalomban.* [Les problèmes de la base et de la superstructure dans l'ancienne littérature hongroise. — Проблема базиса и надстройки в древней венгерской литературе.] ItK 1959. Tom. 63. No 3—4. pp. 416—430.

L'auteur démontre comment se développe dans l'ancienne littérature hongroise l'autognosie nationale, antécédent de la formation de la nation bourgeoise, comment l'idéologie religieuse se trouve évincée par l'idéologie laïque. Il indique que la littérature hongroise moderne commença à se développer à la suite des transformations économiques et sociales survenues à la fin du XVIII[e] siècle et

au travers de la négation de la littérature ancienne.

Roman János: *A habánok Sárospatakon.* [Les habans à Sárospatak. — Хабаны в г. Шарошпатак.] Sárospatak, 1959. 40 p. (A Sárospataki Rákóczi Múzeum füzetei 17.)

Exposé de la vie et des activités de la société et des artisans anabaptistes transférés de Csejte à Sárospatak par Georges I[er] Rákóczi, jusqu'à la suppression de leur colonie à la fin du XVII[e] siècle.

Tóth András: *Pest város lakosságának küzdelme az önkormányzatért (1686—1705).* [La lutte de la population de Pest pour l'autonomie (1686—1705). — Борьба населения г. Пешт за автономию(1686—1705).] Tanulmányok Budapest Múltjából. Tom. 13. Bp. 1959. pp. 103—138.

Après sa libération de sous la domination turque, les luttes menées par la ville de Pest pour récupérer ses anciens privilèges ne connurent de succès qu'après 1703, quand la résistance de la direction de la Chambre eut été surmontée. L'autonomie ne devint complète qu'en 1705 à la suite de l'obtention du droit de libre élection des juges. Après l'échec de la guerre menée par Rákóczi pour l'indépendance de la Hongrie (1711), les organes dirigeants de la ville tombèrent entre les mains de ses citoyens allemands et serbes.

Tóth Endre: *A gyászévtized és a gályarabság.* [La décennie de deuil et les galères. — Десятилетие траура и галеры.] Theológiai Szemle, 1959. Tom. 2. No 7—8. pp. 279—291.

L'auteur de cette étude attente que dans la persécution des protestants de Hongrie déclenchée en 1671, la cour de Vienne fut guidée par l'objectif de renforcer l'absolutisme de l'empereur Léopold et celui de liquider l'opposition des ordres.

7. Histoire de Hongrie 1790—1849 — История Венгрии в 1790—1849 гг.

Bíró Imre: *A magyar szemészet fejlődése a XIX. században.* [Le développement de l'ophtalmologie hongroise au XIX[e] siècle. — Развитие венгерской офтальмологии в XIX в.] OTKK 1959. No 15—16. pp. 63—80.

À travers la représentation de l'activité de l'éminent ophtalmologiste hongrois Vilmos Schulek, l'auteur de cette étude souligne que la chaire d'ophtalmologie de Pest fondée en 1806 fut après celle de Vienne, la deuxième à avoir été créée en Europe.

Csanak Dóra: *Az Akadémiai Könyvtár története a szabadságharcig.* [Histoire de la Bibliothèque de l'Académie des Sciences jusqu'à la guerre d'indépendance. — История Библиотеки Академии до освободительной борьбы.] MK 1959. Tom. 75. No 1. pp. 47—73. et tirage-à-part: Bp. 1959, 29 p (A MTA Könyvtárának kiadványai 14.)

L'auteur relate la création de la Bibliothèque de l'Académie Hongroise des Sciences de Budapest (à partir de 1825), comment elle s'enrichit, l'activité de Ferenc Toldy, directeur de l'institution (1839—1844) et l'activité publique que la Bibliothèque développa entre 1844 et 1848.

Kovács László: *A Magyaróvári Mezőgazdasági Akadémia 140 esztendeje.* [140 années d'activité de l'Académie Agricole de Magyaróvár. — 140 лет Сельскохозяйственной академии в г. Мадьяровар.] Agrártudomány, 1959. Tom. 11. No 6. pp. 86—93.

Esquisse de l'évolution professionelle et d'organisation connue par cette Académie qui fut fondée en 1819, et estimation du rôle qu'elle joua dans le développement des sciences agricoles du pays.

Kubinyi András: *Csepel népessége a XVIII. században és a XIX. század első felében.* [La population de Csepel au XVIII[e] et dans la première moitié du XIX[e] siècles. — Население острова Чепель в XVIII в. и в первой половине XIX в.] Tanulmányok Budapest Múltjából. Tom. 13. Bp. 1959, pp. 229—259.

À propos de cette localité de banlieu qui devient plus tard un important faubourg industriel de Budapest, l'auteur relate comment sa population qui, au début du XVIII[e] siècle, était en majorité slave du sud devint, au milieu du XIX[e] siècle, presque entièrement de langue allemande; peuplée pour un tiers d'ouvriers agricoles à la fin du XVIII[e] siècle, cette proportion s'éleva plus tard aux trois-quarts.

Léces Károly: *A pesti magyar olvasókabinet megalapítása és könyvállománya.* [La fondation et le stock de livres du cabinet de lecture hongrois de Pest. — Основание венгерской избы-читальни в г. Пешт и

состав ее книг.] MK 1959. Tom. 75. No 4. pp. 345—356.

L'auteur démontre que les premiers cercles de lecture de Hongrie, manifestations caractéristiques de la vie culturelle au XVIII[e] siècle, étaient en rapport avec le mouvement des Jacobins hongrois.

Mátyás Antal: *A közgazdasági gondolat kibontakozása Magyarországon (1790—1848).* [Le développement de l'idée d'économie politique en Hongrie (1790—1848). — Развертывание экономической мысли в Венгрии. (1790—1848).] KgSz 1959. Tom. 6. No 8—9. pp. 937—952.

Cette étude démontre qu'à son époque l'ancienne science économique était une arène où se combattaient les conceptions mercantilistes et libre-échangistes. Au tournant du siècle, ce fut la politique libre-échangiste s'opposant au protectionnisme autrichien, puis à l'ère des réformes, ce fut la politique protectionniste favorisant le développement du marché national qui représentèrent les conceptions progressistes.

Mihalik Sándor: *Küzdelem a körmöcbányai kőedénygyártásért.* [Les luttes des potiers de Körmöcbánya. — Борьба за производство фаянса в г. Кермецбанья (Кремница).] FA 1959. Tom. 11. pp. 229—245.

Histoire de la poterie de Körmöcbánya (ajourd'hui Kremnica, en Tchécoslovaquie) et de ses techniques de fabrication jusqu'en 1861.

Pogány Péter: *Folklór és irodalom kölcsönhatása a régi váci nyomda működése nyomán (1770—1823). 1. Vásári ponyvairatok* (A nyomda történetével és kutatási módszertanulmánnyal). [Les influences réciproques du folklore et de la littérature à la lumière de l'activité de l'ancienne imprimerie de Vác (1770—1823). 1. Littérature de quatre sous (Avec l'histoire de l'imprimerie et une étude méthodologique). — Взаимное влияние фольклора и литературы на примере деятельности старой типографии в г. Вац. (1770—1823). I. Ярмарочная лубочная литература. (С историей типографии и статьей относительно методологии исследования).] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 198 p. 3 tabl. (Irodalomtörténeti füzetek 24.)

Fort intéressante du point de vue de l'histoire culturelle, cette étude relate l'histoire de l'imprimerie, encadrée dans celle de la ville de Vác. L'analyse de la littérature de pacotille qu'on y imprima révèle quels problèmes se posaient quant aux domaines propres à la tradition orale et à la litterature hongroise en cours de développement.

Révész Imre: *Sinai Miklós élete és kora. Adalékok a XVIII. századvég magyar társadalomtörténetéhez.* [La vie et l'époque de Miklós Sinai. Contribution à l'histoire de la société hongroise de la fin du XVIII[e] siècle. — Жизнь и время Миклоша Шинаи. Материалы к истории венгерского общества конца XVIII в.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 343 p. 3 tabl.

Description des luttes menées dans le domaine de la politique ecclésiastique par l'évêque réformé Miklós Sinai (1730—1808), luttes qui, de l'avis de l'auteur, se reliaient organiquement aux luttes politiques opposant l'absolutisme de Vienne à la petite noblesse hongroise. Reniant en l'occurence les anciennes traditions hongroises du protestantisme, Sinai se rangea du côté de la cour et se chercha des alliés dans le haut clergé catholique. Il voulait transformer l'église protestante hongroise à l'image de l'église anglicane.

Sarlós Béla: *Az 1848—49-es forradalom és szabadságharc büntetőjoga.* [Le droit pénal de la révolution et de la guerre d'indépendance de 1848—49. — Уголовное право революции и освободительной борьбы 1848—49 гг.] Bp. 1959, Közgazdasági és Jogi Kiadó. 367 p.

L'auteur démontre qu'à l'époque de cette révolution le droit pénal hongrois, de féodal devint essentiellement bourgeois. Les règles juridiques créées alors reflètent, d'une part, les changements des rapports sociaux et, d'autre part, les luttes politiques de l'époque. Elles exprimèrent aussi les contradictions qui opposaient entre eux les dirigeants de la révolution bourgeoise de Hongrie.

Spira György: *A Neue Rheinische Zeitung utolsó cikke a magyar szabadságharcról.* [Le dernier article de la revue Neue Rheinische Zeitung sur la guerre d'indépendance hongroise. — Последняя статья Neue Rheinische Zeitung о венгерской освободительной войне.] TSz 1959. Tom. 2. No 1—2. pp. 25—36.

Traduction en hongrois de l'article d'Engels publié dans le numéro du 19 mai 1849 de la revue Neue Rheinische Zeitung, accompagnée d'une introduction critique et suivie de notes.

Spira György: *A magyar forradalom 1848—1849-ben.* [La révolution hongroise de 1848—1849. — Венгерская революция в 1848—1849 гг.] Bp. 1959, Gondolat Kiadó. 676 p. 4 annexes.

Cette histoire de la révolution bourgeoise et de la guerre d'indépendance de Hongrie est la première, fort étendue, à employer la méthode du matérialisme historique. Étant aussi le premier, depuis la fin du siècle précédent, à traiter ce sujet, cet ouvrage bénéficie de la considérable documentation que les recherches archivales de ces quarante dernières années ont sorti de l'ombre. Ce livre — dont les chapitres traitant de la question des nationalités furent composés par E. Arató — embrasse, dans toute leur complexité, les divers problèmes politiques, militaires et d'organisation de la révolution; encadrées dans un suggestif récit des événements, il analyse les fondamentales questions de principe de la révolution. De nombreuses cartes, plusieurs centaines d'illustrations inédites et de vastes indications encyclopédiques complètent cet ouvrage.

Szauder József: *Kazinczy útja a jakobinus mozgalom felé. (Szempontok, adalékok.)* [L'évolution de Kazinczy vers le mouvement des Jacobins. (Points de vue, documents.) — Путь Казинци к якобинскому движению. (Точки зрения, материалы.)] ItK 1959. Tom. 63. No 3—4. pp. 388—402.

Il ressort de cette étude que ce furent l'effondrement de sa foi religieuse, sa lutte pour l'école laïque et son activité de publiciste qui rapprochèrent Ferenc Kazinczy (1759—1831) des conceptions matérialistes et l'amenèrent vers le mouvement révolutionnaire.

Széchenyi István válogatott írásai. Szerkesztette, magyarázta és a bevezető tanulmányt írta Barta István. [Écrits choisis d'István Széchenyi. Réunis par — Annotations et introduction de — Избранные произведения Иштвана Сеченьи. Ред., прим. и вступительная статья —.] Bp. 1959, Gondolat Kiadó. 470 p.

Ce choix nous présente le grand politicien réformiste hongrois, István Széchenyi (1791—1860), à la lumière de ses projets, ses initiatives et ses oeuvres techniques, scientifiques, économiques et sociales; il reflète aussi ses prises de position à l'égard des importants problèmes de son époque. L'étude d'introduction représente Széchenyi, pionnier de l'évolution vers une Hongrie bourgeoise, dans le cadre d'une esquisse biographique et analyse les côtés progressifs et négatifs de son activité.

Szőkefalvy-Nagy Zoltán: *Kováts Mihály orvos, a magyarországi természettudományos ismeretterjesztés egyik úttörője.* [Mihály Kováts, médecin et précurseur de la vulgarisation des sciences naturelles en Hongrie. — Врач Михаль Ковач, один из основоположников распространения научных знаний по естественным наукам в Венгрии.] OTKK 1959. No 12. pp. 158—178.

Cette étude met l'accent sur la lutte menée par Mihály Kováts, médecin de Pest pour l'éducation sanitaire du peuple et pour l'extirpation des croyances superstitieuses.

Tardy Lajos: *Dr. Orlay János (1770—1829).* [Le docteur János Orlay (1770—1829). Доктор Янош Орлай (1770—1829.)] OTKK 1959. No 13. pp. 89—159.

Relation de la carrière d'un médecin d'origine hongroise qui occupa de hautes fonctions dans l'administration de la santé publique en Russie.

Temesváry Frigyes: *Egy magyar puskaműves család élete és működése.* [La vie et les travaux d'une famille hongroise d'armuriers. — Жизнь и деятельность венгерской семьи ружейного мастера.] FA 1959. Tom. 11. pp. 207—227.

Histoire, jusqu'au début du XX^{e} siècle, de l'armurerie fondée par György Kirchner qui, venant de l'étranger, s'établit à Pest en 1827.

I. Tóth Zoltán: *Az erdélyi és magyarországi román nemzeti mozgalom* (1790—1845). Bevezette Arató Endre. Gondozta és jegyzetekkel kiegészítette Csatári Dániel. [Le mouvement nationalitaire roumain de Transylvanie et de Hongrie. Introduction de — Mis sous presse et annoté par — Румынское национальное движение в Трансильвании и Венгрии. (1790—1848). Введ. —. Подгот. к печати и прим. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó, 111 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. Uj sor. 12.)

Dans cet ouvrage posthume, l'auteur analyse par le détail la situation économique et sociale des Roumains de Transylvanie et de Hongrie, et montre les débuts de l'évolution bourgeoise dans leur milieu. Il établit que les dirigeants du mouvement national roumain se recrutèrent d'abord dans les rangs du clergé orthodoxe, puis parmi les intellectuels bourgeois, tandis que sa base de masse était constituée par les serfs roumains. En raison de l'oppression politique, le mouvement se développa tout d'abord dans les domaines culturel et confessionel; quant aux Roumains de Hongrie, ils se trouvaient sous l'influence du clergé serbe.

Varga János: *Az úrbéres föld mennyiségének változása Bihar megyében az úrbérrendezés és 1836 között.* [Les variations quantitatives des terres censitaires dans le comitat de Bihar entre la période de la réglementation des redevances serviles et 1836. — Изменение количества урбариальной земли в комитате Бихар между урегулированием урбариальных повинностей и 1836 г.] AtSz 1959. Tom. 2. no 1—4. pp. 37—63.

Des données fournies par l'auteur, il ressort que le nombre des terres censitaires crût considérablement dans le comitat de Bihar à l'époque en question et surtout dans les années de conjoncture de guerre. L'explication qu'il en donne est que les propriétaires fonciers qui développaient leur production marchande cherchaient à satisfaire même leurs besoins accrus des corvées par la multiplication du nombre des terres censitaires.

Zádor Anna: *A magyarországi klasszicizmus kialakulásának európai előzményei.* [Les antécédents européens de la venue du classicisme en Hongrie. — Европейская предыстория образования классицизма в Венгрии.] MT 1959. Tom. 4. No 10. pp. 523—531.

Ce phénomène qu'en Hongrie le baroque évolua vers le classicisme et non vers le rococo et qu'ainsi ce furent les formes latines qui se répandirent dans le pays, l'auteur le considère comme un reflet dans l'art du mouvement nobiliaire national anti-habsbourgeois.

8. Histoire de Hongrie 1849—1917 — История Венгрии в 1849—1917 гг.

Brenner János: *Szombathely városépítéstörténete a XIX. század második felétől az első világháborúig.* [L'histoire de l'urbanisme de Szombathely à partir de la deuxième moitié du XIX[e] siècle jusqu'à la première guerre mondiale. — История градостроительства г. Сомбатхель от второй половины XIX в. до первой мировой войны.] Építés- és Közlekedéstudományi Közlemények, 1959. Tom. 3. No 1—2. pp. 131—189.

Après un bref aperçu sur l'histoire de la ville, l'auteur donne une analyse détaillée de son évolution démographique et culturelle, de la formation de sa structure sociale dans la période en question.

Felkai László: *Az 1883. évi középiskolai törvény létrejötte.* [La naissance de la loi de 1883 sur les écoles secondaires. — Создание закона 1883 г. о средней школе.] Pedagógiai Szemle, 1959. Tom. 9. No 7—8. pp. 660—675.

Relation des débats parlementaires portant sur la loi créant l'école secondaire laïque-bourgeoise soustraite à la direction de l'Église, loi qui rogna cependant les droits scolaires des nationalités.

Hanák Péter: *A dualizmus válságának problémái a XIX. század végén.* [Les problèmes de la crise du dualisme à la fin du XIX[e] siècle. — Проблемы кризиса дуализма в конце XIX в.] TSz 1959. Tom. 2. No 1—2. pp. 37—89.

Analysant les tendances centralistes, fédéralistes et dualistes qui étaient en rapport avec la transformation bourgeoise de la Monarchie Austro—Hongroise, l'auteur établit que, du fait de l'évolution bourgeoise-nationale, la Monarchie subit déjà une grave crise à l'époque de la révolution de 1848. Le compromis de 1867 fut le produit de cette crise en même temps que son ajournement; mais, en conséquence du développement du capitalisme, les rapports de forces internationaux et intérieurs changèrent à un point tel qu'au tournant du siècle ils minèrent les moyens autoritaires et les méthodes gouvernementales appelés à maintenir le système dualiste.

A hetvenötéves Magyar Állami Operaház. 1884—1959. [L'Opéra National a 75 ans. 1884—1959. — 75 лет Венгерскому государственному оперному театру. 1884—1959.] Bp. 1959, 251 p.

L'édition d'art publiée à l'occasion du 75[e] anniversaire de sa fondation brosse un tableau récapitulatif de l'histoire de l'Opéra de Budapest. Outre de l'étude d'I. Balassa résumant l'histoire de l'Opéra, des articles plus courts traitent des différents problèmes artistiques, présentent le répertoire complet des 75 ans passés et rappellent quels furent les artistes éminents, hongrois et étrangers qui, pendant cette période, jouèrent à l'Opéra.

Horlai Györgyné: *A népiesség válsága 1848—1849 után.* [La crise du populisme après 1848—1849. — Кризис литературы в народном духе после 1848—1849 гг.] ItK 1959. Tom. 63. No 1. pp. 42—66.

L'auteur estime que les années 1848—1849 marquèrent une ligne de démarcation dans l'histoire du populisme littéraire hongrois. En même temps que le front militaire de la nation, l'ancienne

tendance populiste progressiste se désagrégea et se scinda en deux orientations, une progressiste et une conservatrice.

Keresztesi Béla: *A sárvári erdők története.* [Histoire des forêts de Sárvár. — История лесов при г. Шарвар.] Erdészeti Kutatások, 1959. Tom. 6. No 1—2. pp. 3—55.

En procédant à une comparaison entre les données économiques et de production des années 1881, 1920 et 1955—1957, cette étude expose le développement de l'exploitation forestière de Sárvár (comitat de Vas).

Kolossa Tibor: *Adatok az agrárproletariátus arányához és összetételéhez az Osztrák—Magyar Monarchiában (1900).* [Données relatives à la proportion et à la composition du prolétariat agricole dans la Monarchie Austro—Hongroise (1900). — Материалы к размеру и составу сельскохозяйственного пролетариата в Австро-венгерской монархии (1900 г.)] TSz 1959. Tom. 2. No 1—2. pp. 104—127.

À la faveur d'une analyse statistique, l'auteur démontre que les notables différences qui se présentaient dans la composition de la population rurale des différents territoires de la Monarchie furent des conséquences des degrès de développement et types d'évolution différents du capitalisme. L'auteur distingue quatre types de prolétariat agraire dans la Monarchie et démontre que dans les provinces autrichiennes et tchèques le type prédominant fut le valet de ferme et le valet domanial, tandis qu'en Hongrie prédomina l'ouvrier nomade, sans feu ni lieu, aux moyens d'existence toujours précaires.

M. Kondor Viktória: *Az 1875-ös pártfúzió.* [La fusion des partis en 1875. — Фузия партий в 1875 г.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 148 p. (Értekezések a történeti tudományok köréből. Uj sor. 11.)

L'itinéraire politique suivi par la noblesse moyenne hongroise amène l'auteur à constater que la majeure partie de celle-ci, bien qu'elle fût d'accord avec le compromis de 1867, se groupa tout de même dans un parti oppositionnel (Centre-Gauche). Les combats politiques qui se déroulèrent entre 1867 et 1875 se réduisirent à une lutte opposant l'aristocratie grande-propriétaire à la noblesse moyenne pour s'assurer le rôle politique dirigeant. Ce phénomène, l'auteur l'explique par le passé révolutionnaire de la noblesse moyenne et par les illusions qu'elle nourrissait quant à une reprise de son rôle dirigeant révolu. La conséquence de la perte de ses illusions conduisit nécessairement à l'acceptation sans réserve du compromis et de l'hégémonie des grands propriétaires; ainsi, l'ancien parti de Deák et celui de centre-gauche de Kálmán Tisza fusionnèrent-ils et formèrent-ils ce parti gouvernemental qui gouverne pendant trente ans.

Moholi Károly: *Szeged textilipara.* [L'industrie textile de la ville de Szeged. — Текстильная промышленность г. Сегед.] A Szegedi Pedagógiai Főiskola Évkönyve, 1959. pp. 227—263.

L'auteur relate l'histoire des fabriques textiles de Szeged, depuis 1880 jusqu'à nos jours, il traite aussi des conditions de vie de leurs ouvriers.

Nagy Czirok László: *Pásztorélet a Kiskunságon.* [Vie des pâtres en Petite-Cumanie. —Жизнь пастухов в низменности Кишкуншаг.] Bp. 1959, 383 p. 16 tabl.

Grâce à des sources écrites et des récits oraux recueillis pendant plusieurs décennies, l'auteur brosse un tableau détaillé de la vie des pâtres de la Petite-Cumanie aux XVII^{e}—XIX^{e} siècles. Après avoir donné une description des travaux et de la vie des pâtres, il expose leur vie sociale et les changements qui survinrent après la division des pusztas. Ses recherches concernant l'usage des terres, le cheptel et le nombre des pâtres sont importantes du point de vue de l'histoire économique.

Nagy Czirok László: *Száraz és szélmolnárok élete a Kiskunságon.* [La vie des meuniers des moulins secs et à vent en Petite-Cumanie. — Жизнь мельников мельниц с животным приводом и ветряных мельниц в низменности Кишкуншаг.] Bp. 1959, Múzeumok Központi Propaganda Irodája. 80 p. 1 c. (Polycop.)

Étude d'ethnographie qui traite des conditions de vie, des coutumes sociales et des traditions populaires des meuniers dans la deuxième moitié du XIX^{e} siècle.

Polányi Imre: *Adalékok a szlovákiai munkásság viszonyaihoz (1900—1914).* [Contribution à l'historique des conditions de vie des ouvriers de Slovaquie (1900—1914). — Материалы к жизненным условиям рабочего класса Словакии (1900—1914 гг.)] A Szegedi Pedagógiai Főiskola Évkönyve, 1959. I^{ère} partie, pp. 121—145.

Les salaires moindres, les journées de travail plus longues, la forte proportion des maladies, ainsi que l'emploi extrêmement fréquent d'enfants de 10 à 16 ans fournissent des données té-

moignant du fait que les ouvriers des populations allogènes, tels les slovaques, subissaient une intense surexploitation.

Puskás Julianna: *A tőkés nagybérletek a XIX. századvégi Magyarországon.* (Az 1895-ös mezőgazdasági statisztika adatai alapján). [Les grands baux capitalistes en Hongrie à la fin du XIX^{e} siècle. (Sur la base des données de la statistique agricole de 1895.) — Крупная капиталистическая аренда в Венгрии конца XIX в. (На основе данных сельскохозяйственной статистики 1895 г.)] TSz 1959. Tom. 2. No 1—2. pp. 90—103.

S'appuyant sur les données de la statistique agricole de 1895, l'auteur examine par unités de région et catégories de propriétés l'expansion des grands baux, puis, en procédant à une comparaison avec les systèmes de baux anglais et prussien, il aboutit à cette constatation que le système de baux hongrois se rattacha au prussien, car celui-ci facilitait aux propriétaires féodaux le passage à l'état d'entrepreneurs capitalistes.

Sándor Vilmos: *A budapesti nagymalomipar kialakulása (1839—1880).* [Le développement de la grande industrie minotière de Budapest (1839—1880). — Развитие крупной мукомольной промышленности в Будапеште (1839—1880 гг.] Tanulmányok Budapest Múltjából, Tom. 13. Bp. 1959. pp. 315—422.

Analyse détaillée de la branche d'industrie dirigeante de la révolution industrielle de Hongrie, depuis la fondation des Grands Moulins de Pest jusqu'au développement de la grande industrie. Cette étude retrace ensuite l'évolution de la technique, des conditions commerciales et l'histoire des entreprises les plus importantes; il décrit le chemin parcouru par les négociants qui devinrent patrons de meunerie et furent les premiers bourgeois industriels. L'étude conclut qu'en Hongrie l'industrie minotière joua dans la formation de l'industrie et de la bourgeoisie industrielle le rôle qui, en Occident, revint à l'industrie textile.

Sárközi Zoltán—Szigetvári István—Szilágyi Gábor: *A százéves Mosonmagyaróvári Mezőgazdasági Gépgyár története (1856—1956).* [Histoire de la centenaire Fabrique de machines agricoles de Mosonmagyaróvár. (1856—1956.) — История столетней фабрики сельскохозяйственных машин в г. Мошонмадьяровар. (1856—1956.)] Bp. 1959, Mezőgazdasági Kiadó, 147 p.

Les auteurs exposent l'évolution technique de la fabrique fondée par Ede Kühne, mentionnent ses produits spéciaux et des rapports commerciaux. Pour terminer, ils traitent en détail des mouvements revendicatifs et des conditions de vie des ouvriers.

Sashegyi Oszkár: *Munkások és parasztok mozgalmai Magyarországon 1849—1867.* Összegyűjtötte és szerkesztette — [Mouvements ouvriers et paysans en Hongrie, de 1849 à 1867. Réuni et mis sous presse par — — Движения рабочих и крестьян в Венгрии в 1849—1867 гг. Сост. и ред. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 534 p. (A Magyar Országos Levéltár kiadványai 2. Forráskiadványok 6.)

Publication amplement commentée contenant un choix de textes des archives des autorités gouvernementaux de l'époque de l'absolutisme et conservés aux Archives Nationales de Budapest. Cette publication communique des documents ou des extraits relatifs aux mouvements ouvriers et paysans les plus importants dans l'ordre de la chronologie historique de la période en question. Elle nous renseigne sur l'athmosphère politique générale de l'époque, sur l'opposition nationale et les débuts des organisations ouvrières.

Szabó Ervin magyar nyelven megjelent könyvtártudományi, művelődéspolitikai cikkeinek, tanulmányainak és kritikáinak gyűjteménye. 1900—1918. (Összegyűjtötte, jegyzetekkel ellátta és sajtó alá rendezte Tiszay Andor. Bevezette Kőhalmi Béla.) [Recueil des articles, des études et des critiques d'Ervin Szabó publiés en hongrois et relatifs à la bibliotechnie et à la politique culturelle. 1900—1918. (Réunis, annotés et mis sous presse par — Introduction de — Сборник статей, исследований и рецензий Эрвина Сабо по библиотековедению и культурной политике, изданных на венгерском языке. 1900—1918. Собр., прим. и подг. к печати —. Введ. —.] Bp. 1959, a Fővárosi Szabó Ervin Könyvtár kiadása. 746 p. 11 tabl. (Könyvtárosok kiskönyvtára 1.)

L'étude d'introduction exalte l'activité d'Ervin Szabó (1877—1918), éminent animateur culturel et idéologue socialiste hongrois, fondateur de la Bibliothèque Municipale de Budapest, activité déployée en faveur du développement de la bibliotechnie en Hongrie et de l'élévation du niveau de culture des larges masses populaires. Les articles s'occupent dans leur majeure partie des problèmes de principe de la bibliotechnie et de l'importance du rôle des bibliothèques dans la culture populaire.

9. Histoire de Hongrie. 1918—1919 — История Венгрии в 1918—1919 гг.

Aranyossi Magda: *Gyula Alpári.* [Дьюла Альпари.] AH 1959. Tom. 6. No 1—2. pp. 31—69.

Csonka Rózsa: *A Magyar Tanácsköztársaság agrárpolitikájának néhány jellemvonása.* [Quelques traits caractéristiques de la politique agraire de la République Hongroise des Conseils. — Некоторые характеристические черты аграрной политики Венгерской Советской Республики.] PtK 1959. Tom. 5. No 2. pp. 53—77.

L'auteur nous informe des principes fondamentaux de la politique agraire de la dictature prolétarienne de 1919 et souligne que les revendications, quant à la propriété de la terre des prolétaires agricoles et des paysans pauvres ne furent pas été dûment prises en considération.

Dósa Rudolfné—Liptai Ervinné—Ruff Mihály: *A Magyar Tanácsköztársaság egészségügyi politikája.* [La politique sanitaire de la République Hongroise des Conseils. — Политика по здравоохранению Венгерской Советской Республики.] Bp. 1959, Medicina. 152 p. 7 tabl.

Recueil de documents contemporains.

Földes Éva: *A Tanácsköztársaság sportja.* [Le sport dans la République Hongroise des Conseils. — Спорт Венгерской Советской Республики.] Bp. 1959, Sport Lapkiadó. 103 p. 18 tabl.

Cet ouvrage rend compte de l'activité de l'office de l'éducation physique et nous informe des nouveaux domaines sportifs qui prirent de l'essor à l'époque de la République des Conseils.

Hevesi Gyula: *Szociális termelés. A Magyar Tanácsköztársaság iparpolitikája.* (Közreműködött Werner Györgyné.) [Production sociale. La politique industrielle de la République Hongroise des Conseils. (Avec la collaboration de —) — Общественное производство. Промышленная политика Венгерской Советской Республики. (Сотр. —.)] Bp. 1959, Közgazdasági és Jogi Kiadó. 230 p. 9 tabl.

Ce recueil expose la réorganisation de la production et l'activité de la direction ouvrière à l'époque de la République des Conseils. L'auteur met l'accent sur les initiatives nouvelles de la dictature prolétarienne: par exemple, son plan de perfectionnement technique, ses aspirations visant à la direction scientifique de la production.

Hetés Tibor: *A budapesti munkások felfegyverzése a Magyar Tanácsköztársaság védelmében.* [L'armement des ouvriers de Budapest pour la défense de la République Hongroise des Conseils. — Вооружение будапештских рабочих в защиту Венгерской Советской Республики.] Tanulmányok Budapest Múltjából, Tom. 13. Bp. 1959, pp. 423—474.

Description de l'organisation des régiments ouvriers de Budapest, définition de leur rôle dans les luttes de défense nationale menées par la République des Conseils.

Jenei Károly: *Pénzintézetek és hitelszervezet a Tanácsköztársaság alatt.* [Institutions financières et de crédit à l'époque de la République Hongroise des Conseils. — Банки и кредитная организация во время Венгерской Советской Республики.] LK 1959. Tom. 29. pp. 313—333.

Exposant l'activité administrative des institutions financières de la République des Conseils, l'auteur souligne qu'elle tendit à assurer des finances et un système de crédit autonomes et relève les erreurs commises dans ce domaine.

Gergely Ernő: *A Magyar Tanácsköztársaság nemzetiségi politikája.* [La politique nationalitaire de la République Hongroise des Conseils. — Политика Венгерской Советской Республики по национальному вопросу.] JK 1959. Tom. 14. No 2—3. pp. 80—89.

Cette étude relate les mesures prises par la dictature prolétarienne dans le domaine de la politique nationalitaire et souligne que la constitution de la République des Conseils reconnut l'égalité des droits aux nationalités de Hongrie.

Kőhalmi Béla: *A Magyar Tanácsköztársaság könyvtárügye.* [Les bibliothèques en République Hongroise des Conseils. — Библиотечное дело Венгерской Советской Республики.] Bp. 1959, 258 p.

S'insérant dans le large ensemble de sa politique culturelle, l'auteur expose l'activité des bibliothèques à l'époque de la dictature prolétarienne. L'annexe communique quelques documents importants.

Kővágó László: *Délszlávok a Magyar Tanácsköztársaságért. A Nemzetközi Szocialista Szövetség Délszláv Frakciója tevékenységének vázlatos ismertetése.* [Slaves du Sud combattant pour la République Hongroise des Conseils. Esquisse de l'activité de la Fraction sud-slave de l'Union Socialiste Internationale. — Южные славяне за Венгерскую Советскую Республику. Очерки деятельности Южнославянской фракции

Международного социалистического союза.] PtK 1959. Tom. 5. No 3—4. pp. 160—186.

S'appuyant sur une abondante documentation archivale et de presse, l'auteur est le premier à faire la lumière sur ce problème et démontre que les Slaves du Sud de Hongrie jouèrent une part active à l'oeuvre et aux luttes de la République des Conseils.

Липтаи Э[рвин]: *Борьба Венгерской Красной армии против империалистической интервенции в 1919 году. Создание Венгерской Красной армии. Военное положение Венгерской Советской Республики перед нападением империалистов.* [La lutte de l'Armée Rouge Hongroise contre l'intervention des impérialistes en 1919. La formation de l'Armée Rouge Hongroise. La situation militaire de la République Hongroise des Conseils au moment de l'attaque des impérialistes.] AH 1959. Tom. 6. No 3—4. pp. 214—229.

A magyar munkásmozgalom történetének válogatott dokumentumai. 6. köt. *A Magyar Tanácsköztársaság. 1919. március 21—1919. augusztus 1.* 1. rész. *1919. március 21—1919. június 11.* 2. rész. *1919. június 12—1919. augusztus 1.* (Összeállította Gábor Sándorné, Hajdú Tibor, Szabó Gizella.) Kiadta az MSzMP KB Párttörténeti Intézete. [Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois. Tom. 6. La République Hongroise des Conseils. 21 mars 1919—1er août 1919, 1re partie. 21 mars 1919—11 juin 1919. 2e partie. 12 juin 1919—1er août 1919. (Réuni par —) Publ. par —. — Избранные документы по истории венгерского рабочего движения. Том 6. Венгерская Советская Республика. 21 марта 1919 г. — 1 августа 1919 г. Часть 1. 21. марта 1919 г. — 11 июня 1919 г. (Сост. —.) Изд. —. Часть 2. 12 июня 1919 г. — 1 августа 1919 г.] Bp. 1959—1960, IX, 745 p.; 786 p.

Prévue pour dix volumes, le sixième volume de cette série de documents nous présente, en deux parties et à la lumière de 900 écrits contemporains, l'oeuvre créatrice de la République des Conseils, ses combats de défense nationale, ses luttes contre les difficultés intérieures et la contre-révolution. Il ne se contente pas d'en brosser un tableau général; il révèle une documentation inédite concernant des problèmes de détail peu connus jusqu'à présent. Les documents sont les plus abondants là où il est question de l'activité de l'Armée Rouge, de l'État de dictature du prolétariat et de la politique économique et culturelle. Les documents d'archives et de presse se suivent en ordre chronologique. Une table des matières groupée par sujet et des index facilitent l'orientation du lecteur. L'annexe (réunie par Gy. Milei) expose l'activité déployée en 1919 par les communistes hongrois en Russie Soviétique. La bibliographie qui complète le volume est dûe à M. Práger.

A Magyar Tanácsköztársaság állama és joga. Tanulmánygyűjtemény. Szerk. Sarlós Márton. Bev. Réczei László. [L'État et le Droit de la République Hongroise des Conseils. Recueil d'études réuni par — Introduction de — Государство и право Венгерской Советской Республики. Сборник статей. Ред. —. Введ. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 319 p.

Sommaire du volume: Содержание тома:

Rákos Ferenc: *Az első szocialista alkotmány Magyarországon.* [La première constitution socialiste en Hongrie. — Первая социалистическая конституция в Венгрии.]

Vas Tibor: *A szocialista állam néhány kérdése a Magyar Tanácsköztársaság tanulságai tükrében.* [Quelques problèmes de l'État socialiste à la lumière des enseignements de la République Hongroise des Conseils. — Некоторые вопросы социалистического государства в свете уроков Венгерской Социалистической Республики.]

Pecze Ferenc: *Az Országos Gyűlés tárgyalási rendje, különös tekintettel a küldöttek jogállására.* [L'ordre des discussions à l'Assemblée Nationale eu égard à l'état juridique des députés. — Порядок совешаний Всегосударственного собрания с особенным взглядом на правовое положение депутатов.]

Beér János: *A helyi tanácsok a Magyar Tanácsköztársaságban.* [Les conseils locaux en République Hongroise des Conseils. — Местные советы в Венгерской Советской Республике.]

Szamel Lajos: *Kulturális igazgatás a Magyar Tanácsköztársaságban.* [L'administration culturelle dans la République Hongroise des Conseils. — Управление делами культуры в Венгерской Советской Республике.]

Névai László: *A magyar Tanácsköztársaság törvénykezési szervezete.* [L'organisation judiciaire de la République Hongroise des Conseils. — Судебная организация Венгерской Советской Республики.]

Sarlós Béla: *A Landler Hadtest forradalmi törvényszéke.* [Le tribunal révolutionnaire du Corps d'Armée de Landler. — Революционный трибунал корпуса Ландлер.]

Medve Zsigmond: *A földjogi alkotás és a mezőgazdasági termelőszövetkezetek jogállása a Tanácsköztársaságban.* [La réforme agraire et la situation juridique des coopératives agricoles de production sous la République des Conseils. — Земельное законодательство и правовое положение сельскохозяйственных кооперативов в Венгерской Советской Республике.]

Weltner Andor: *A Magyar Tanácsköztársaság munkajoga.* [Le droit au travail sous la République Hongroise des Conseils. — Трудовое право Венгерской Советской Республики.]

Hajdú Gyula: *A Magyar Tanácsköztársaság nemzetközi kapcsolatai.* [Les relations internationales de la République Hongroise des Conseils. — Международные связи Венгерской Советской Республики.]

Sarlós Márton: *A kommunista elítélteket kiszabadító szovjet akciók.* [Actions soviétiques pour délivrer les condamnés communistes. — Советские выступления в целях освобождения присужденных коммунистов.]

A Magyar Tanácsköztársaság pénzügyi rendszere. [Le système financier de la République Hongroise des Conseils. — Финансовый строй Венгерской Советской Республики.] Bp. 1959, Közgazdasági és Jogi Kiadó. 289 p. 7 tabl.

Se fondant sur une vaste documentation de source, Tibor Nagy nous décrit le budget et le système des impôts, tandis qu'Ernő Huszti fournit des renseignements sur le système bancaire et la circulation fiduciaire sous la République des Conseils, questions traitées pour la première fois dans la littérature spécialisée.

A Magyar Tanácsköztársaság forrásai a magyar állami levéltárakban. [Les sources relatives à la République Hongroise des Conseils dans les archives nationales hongroises. — Источники по истории Венгерской Советской Республики в венгерских государственных архивах.] LK 1959. Tom. 29. pp. 5—216.

Sommaire du recueil: Содержание сборника :

Introduction.

Györffy Sándor: *A Magyar Tanácsköztársaság történetének forrásai az Országos Levéltárban.* [Les sources concernant l'histoire de la République Hongroise des Conseils dans les Archives Nationales. — Источники истории Венгерской Советской Республики в Национальном архиве.]

A Magyar Tanácsköztársaság történetének forrásai a területi állami levéltárakban. [Les sources relatives à l'histoire de la République Hongroise des Conseils dans les archives régionales. — Источники истории Венгерской Советской Республики в областных государственных архивах.]

Kun József: *A Magyar Tanácsköztársaság történetének forrásai a Hadtörténelmi Levéltárban.* [Les sources relatives à l'histoire de la République Hongroise des Conseils dans les Archives d'Histoire Militaire. — Источники истории Венгерской Советской Республики в Военно-историческом архиве.]

A Magyar Tanácsköztársaság történetének forrásai a Központi Gazdasági Levéltárakban. [Les sources relatives à l'histoire de la République Hongroise des Conseils dans les Archives Économiques Centrales. —Источники истории Венгерской Советской Республики в Центральном экономическом архиве.]

Molnár Erik: *Le rôle historique de la République Hongroise des Conseils.* [Историческое значение Венгерской Советской Республики.] AH 1959. Tom. 6. No 3—4. pp. 229—238.

L. Nagy Zsuzsa: *Beszámoló a Tanácsköztársaság 40. évfordulójára rendezett tudományos ülésszakról.* [Compte-rendu de la session d'étude organisée à l'occasion du 40e anniversaire de la proclamation de la République Hongroise des Conseils. — Отчет о научной сессии по случаю 40-летия Венгерской Советской Республики.] Sz 1959. Tom. 93. No 2—4. pp. 696—714.

Ort János: *Budapest központi városigazgatása a polgári demokratikus forradalom és a Tanácsköztársaság idején.* [L'administration centrale de Budapest à l'époque de la révolution démocratique bourgeoise et de la République Hongroise des Conseils. — Центральное городское управление Будапешта во время буржуазно-демократической революции и Венгерской Советской Республики.] LK 1959. Tom. 29. No 2—4. pp. 244—292.

Histoire d'administration qui passe en revue l'organisation et l'activité des différents organes administratifs municipaux. L'étude souligne que la sphère d'activité de l'administration locale s'étendit à l'époque du pouvoir ouvrier.

Petrák Katalin—Milei György: *A Magyar Tanácsköztársaság szociálpolitikája. Válogatott rendeletek, dokumentumok, cikkek.* Sajtó alá rendezte, gyűjtötte és bevezetéssel ellátta — (A bibliográfiát összeállította Forgách Sándorné, B. Jávorka Éva.) [La politique sociale de la République Hongroise des Conseils. Décrets, documents et articles choisis. Mis sous presse, annotations et introduction par — (Bibliographie réunie par —) — Социальная политика Венгерской Советской Республики. Избранные декреты, документы, статьи. Подг. к печати, собр. и введ. —. (Библиографию сост. —.)] Bp. 1959, Gondolat Kiadó. XIV, 376 p. 10 tabl. (Nemzeti Könyvtár. Történelem.)

L'introduction à ce recueil donne une récapitulation de toute la politique sociale de l'époque les documents illustrant les mesures prises dans les différents domaines: salaires, temps de travail, production sociale, hygiène, prévention des accidents, logement, etc.

G. Soós Katalin: *Adalékok a Magyar Tanácsköztársaság és az Osztrák Köztársaság kapcsolatainak történetéhez. A nyugat-magyarországi kérdés 1919 március—augusztus.* [Contribution à l'histoire des relations entre la République Hongroise des Conseils et la République Autrichienne. La question de la Hongrie occidentale en mars—août 1919.— Материалы к истории отношений Венгерской Советской Республики и Австрийской Республики. Вопрос о Западной Венгрии в марте-августе 1919 г.] SSz 1959. Tom. 13. No 4. pp. 289—304.

Fondée sur une abondante documentation, cette étude fait la lumière sur l'attitude du gouvernement autrichien à l'égard de la République Hongroise des Conseils, puis, en rapport avec la politique nationalitaire de la dictature du prolétariat, elle rappelle les mesures prises quant à la question de la Hongrie occidentale.

Stromfeld Aurél válogatott írásai. Összeállította és bevezetéssel ellátta Hetés Tibor. Kiadja a Hadtörténelmi Levéltár és Múzeum. [Écrits choisis d'Aurél Stromfeld. Recueil et introduction par — Publ. par — Избранные сочинения Ауреля Штромфельд. Сост. и введ. —. Изд. —.] Bp. 1959, Zrínyi Könyvkiadó. 382 p. 1 tabl.

L'étude d'introduction expose la biographie et l'activité du chef d'état-major de l'Armée Rouge Hongroise. La majeure partie des documents se réfèrent à l'activité militaire déployée par Stromfeld en 1919; le reste a trait aux prémisses de la République et aux mouvements ouvriers qui succédèrent à son échec.

Сабо Имре: *Государство и право Венгерской Советской Республики.* [L'état et le Droit de la République Hongroise des Conseils.] Acta Juridica, 1959. Tom. 1. Fasc. 1—2. pp. 3—27

P. Szokolay Katalin: *A lengyel kommunista sajtó a Magyar Tanácsköztársaságról.* [La presse communiste polonaise et la République Hongroise des Conseils. — Польская коммунистическая пресса о Венгерской Советской Республике.] TSz 1959. Tom. 2. No 1—2. pp. 128—140.

Cette étude de la presse polonaise de l'époque montre comment et dans quelle mesure la République des Conseils eut pour effet de renforcer l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier polonais.

Szuhay Miklós: *A Tanácsköztársaság agrárpolitikájának kérdéséhez.* [Documents relatifs à la question de la politique agraire de la République Hongroise des Conseils. — К вопросу об аграрной политике Венгерской Советской Республики.] Sz 1959. Tom. 93. No 2—4. pp. 473—493.

L'auteur explique les raisons de l'insuffisance de la réforme agraire, définit les obstacles qui entravèrent l'affermissement de l'alliance ouvrière-paysanne et décrit les résultats obtenus dans le domaine de l'organisation des coopératives de production.

A szövetkezetek a Tanácsköztársaság idején. Összeállította Szigetvári István. Közreműködött Jenei Károly. Az előszót írta Nyers Rezső. [Les coopératives à l'époque de la République Hongroise des Conseils. Réd. par — Avec la collaboration de — Préface de — Кооперативы во время Венгерской Советской Республики. Сост. —. Сотр. —. Вступительная статья —.] Bp. 1959, Kossuth Kiadó. 377 p.

Documents contemporains se rapportant en premier lieu à l'organisation et à l'activité des coopératives agricoles de production et en second lieu aux coopératives de consommation et de crédit.

10. Histoire de Hongrie 1919—1944 — История Венгрии в 1919—1944 гг.

Ádám Magda—Juhász Gyula—Kerekes Lajos: *Magyarország és a második világháború. Titkos diplomáciai okmányok a háború előzményeihez és történetéhez.* Az iratokat összegyűjtötte és a bevezető tanulmányt írta — Kiadja a Magyar Tudományos Akadémia Történettudományi Intézete. [La Hongrie et la deuxième guerre mondiale. Documents diplomatiques secrets relatifs aux antécédents et à l'histoire de la guerre. Réunis et introduits par — Publ. par — Венгрия и вторая мировая война. Секретные дипломатические документы к предистории и истории войны. Собр. и введ. —. Изд. —.] Bp. 1959, Kossuth Kiadó. 550 p. 6 tabl. 1 c.

Voir le compte rendu sur ce recueil dans Acta Historica 1960. Tom. 7. Fasc. 1—2. pp. 197—202.

Berend Iván—Ránki György: *A nagybirtok és a nagytőke »agrárius-merkantil« ellentétének kérdéséhez.* (1919—1925.) [Contributions à la question des contradictions agrariennes—mercantiles entre la grande propriété et la haute finance, 1919—1925. — К вопросу об «аграрно-меркантильных» противоречиях крупного землевладения и крупного капитала. (1919—1925.)] TSz 1959. Tom. 2. No 1—2. pp. 141—161.

Étudiant la politique économique pratiquée par la grande propriété, le capital commercial et le capital industriel, les auteurs en tirent la conclusion qu'en 1924 les contradictions agrariennes-mercantiles s'atténuèrent et que les grands propriétaires furent généralement d'accord avec les tarifs douaniers imposés par le protectionnisme industriel.

Iratok az ellenforradalom történetéhez. 1919—1945. Kiadja az Országos Levéltár. 3. kötet. *Az ellenforradalmi rendszer gazdasági helyzete és politikája Magyarországon 1924—1926.* A kötet forrásanyagát összeállította és jegyzetekkel ellátta Karsai Elek. Bevezette és a szerkesztésben közreműködött Nemes Dezső. [Écrits relatifs à l'histoire de la contre-révolution. 1919—1945. 3e vol. La situation économique et la politique du régime contre-révolutionnaire en Hongrie 1924—1926. Documentation de source recueilli et annoté par — Avec la collaboration et une introduction de — Документы к истории контрреволюции. 1919—1945. Изд. —. Том 3. Экономическое положение и политика контрреволюционного режима в Венгрии в 1924—1926 гг. Сост. и прим. —. Введ. и сотр. в редакции —.] Bp. 1959, Kossuth Kiadó. 893 p. 2 tabl.

Les documents qui figurent dans ce 3e volume de la série ont en premier lieu trait au procès des faux francs qui provoqua des complications internationales, aux élections communales de 1925 et aux élections législatives de 1926, à l'histoire du bloc démocratique qui réunit l'opposition bourgeoise et les sociaux-démocrates. Il documente également la politique étrangère hongroise par l'abondance des textes qui concernent les négociations diplomatiques et économiques soviéto-hongroises, la suppression du contrôle de la Société des Nations, ainsi que les pourparlers hungaro—yougoslaves engagés en 1926. L'étude d'introduction résume les événements sociaux et politiques de cette période, passe en revue l'évolution de la politique étrangère et les luttes menées par le Parti Socialiste-Ouvrier Hongoise.

Mérei Gyula: *Szekfü Gyula történetszemléletének bírálatához.* [A propos de la critique de la conception de l'histoire de Gyula Szekfü. — К критике взгляда Дьюлы Секфю на историю.] TáSz 1959. Tom. 14. No 7. pp. 27—52.

Soumettant à une analyse approfondie la méthode d'histoire des idées appliquée par Gyula Szekfü (1883—1955), éminent représentant de l'historiographie bourgeoise de la période de l'entre-deux-guerres, l'auteur traite par le détail les principales caractéristiques de sa conception de l'histoire, ainsi que son attitude anti-révolutionnaire et son nationalisme. Mais il ne manque pas d'apprécier la prise de position antifasciste et anti-allemande témoignée par Szekfü après 1941.

Nemes Dezső: *A Bethlen-kormány külpolitikája. (1924—1926.)* [La politique étrangère du gouvernement Bethlen, en 1924—1926. — Внешняя политика правительства Бетлен. (1924—1926 гг.)] Sz 1959. Tom. 93. No 5—6. pp. 844—870.

Partie de l'étude introductive au 3e volume de la série intitulée »Écrits relatifs à l'histoire de la contre-révolution«.

Pintér István: *Magyar antifasiszták részvétele a szlovákiai partizánharcokban.* [Participation d'antifascistes hongrois aux combats des partisans en Slovaquie. — Участие венгерских антифашистов в партизанских боях в Словакии.] PtK 1959. Tom. 5. No 3—4. pp. 88—134.

Étude des rapports que le mouvement partisan et le soulèvement national de Slovaquie (29 août—27 octobre 1944) entretint avec la Hongrie, et en particulier lors des actions menées par les groupes Petőfi et Nógrádi. L'auteur montre l'effet que ce soulèvement exerça sur le mouvement partisan hongrois et sur la désagrégation de la Ière armée hongroise.

Ránki György: *Magyarország belépése a második világháborúba.* [L'entrée de la Hongrie dans la deuxième guerre mondiale. — Вступление Венгрии во вторую мировую войну.] HK 1959. Tom. 6. No 2. pp. 28—48.

Cette étude révèle les antécédants diplomatiques de l'agression contre la Yougoslavie et contre l'Union Soviétique. Il souligne que l'attaque contre la Yougoslavie fut lancée sous pression allemande, quant à la guerre contre l'Union Soviétique, on s'y rallia spontanément sans la sollicitation des Allemands.

Rozsnyói Ágnes: *1944. október 15. A Szálasi-puccs története. 1—2. rész.* [Le 15 octobre 1944. Contribution à l'histoire du coup d'État de Szálasi. I—II. — 15 октября 1944 г. История путча Салаши. Части I—II.] Sz 1959. Tom. 93. No 2—4. pp. 373—403.; No 5—6. pp. 871—892.

L'auteur relate comment, dès la fin d'août 1944, Horthy et ses politiciens tentèrent de faire sortir la Hongrie de la guerre, puis comment les Croix-Fléchées et les Allemands manoeuvrèrent pour y mettre obstacle; les documents illustrent enfin comment Szálasi et ses Croix-Fléchées furent hissés au pouvoir.

Sipos Aladár: *Budapest gyáripara (1919—1933).* [L'industrie de Budapest (1919—1933). — Фабрично-заводская промышленность Будапешта (1919—1933.)] Tanulmányok Budapest Múltjából, Tom. 13. Bp. 1959, pp. 475—553.

Branche à branche et en détail, l'auteur décrit l'état où se trouvait l'industrie de Budapest après la première guerre mondiale; il passe ensuite à l'évolution de la production des différentes branches industrielles dans la période de la stabilisation financière et dans celle de la crise mondiale.

Szakács Kálmán: *A Kommunisták Magyarországi Pártja parasztpolitikájának néhány kérdése.* [Quelques aspects de la politique paysanne du Parti des Communistes de Hongrie (1928—1929). — Некоторые вопросы крестьянской политики Коммунистической партии Венгрии (1928—1929.)] PtK 1959. Tom. 5. No 3—4. pp. 42—87.

L'auteur analyse les deux conceptions — réforme agraire ou révolution agraire — qui se présentèrent dans la politique paysanne du Parti des Communistes de Hongrie et comment elles se manifestèrent dans la pratique. Il rend compte des formes d'organisation et de propagande que le Parti adopta pour travailler dans les milieux paysans.

Szekeres József: *Adatok az 1937. évi pécsi éhségsztrájk történetéhez.* [Données relatives à l'histoire de la grève de la faim de Pécs en 1937. — Материалы к истории голодовки в 1937 г. в г. Печ.] Sz 1959. Tom. 93. No 2—4. pp. 438—472.

Histoire de la grève revendicative déclenchée dans la mine de charbon de Pécs appartenant à la Société Danubienne de Navigation à Vapeur; relation fondée sur des documents d'archives.

Szuhay Miklós: *Állami beavatkozás a magyar mezőgazdaságba a második világháború idején.* [Intervention de l'État dans l'agriculture hongroise à l'époque de la deuxième guerre mondiale. — Государственное вмешательство в венгерское сельское хозяйство во время второй мировой войны.] KgSz 1959. Tom. 6. No 8—9. pp. 953—968.

L'auteur relève que l'intervention de l'État ne parvint pas à accroître la production et ne fit qu'augmenter les charges pesant sur la paysannerie. Il expose par le détail le système de livraisons des récoltes qui avait été élaboré par Jurcsek, ministre du ravitaillement.

Zsigmond László: *Ungarn und das Münchner Abkommen.* [Венгрия и мюнхенский договор.] AH 1959. Tom. 6. No 3—4. pp 251—256.

11. Histoire de Hongrie après 1945 — История Венгрии после 1945 г.

Beér János: *A felszabadulástól az alkotmányig.* [De la Libération à la promulgation de la Constitution. — От освобождения к провозглашению конституции.] — Állam és Igazgatás, 1959. Tom. 9. No 5. pp. 364—377.

A l'occasion du 10e anniversaire de la promulgation de la Constitution, l'auteur passe brièvement en revue l'évolution du système étatique hongrois après la libération, puis il expose les prémisses historiques de la naissance de la Constitution et apprécie son contenu.

A felszabadult Budapest tizenöt éve. 1945—1959. Kiadja a Központi Statisztikai Hivatal Budapest Városi Igazgatósága. [Les quinze années de Budapest libérée. Publ. — 15 лет освобожденного Будапешта. 1945—1959. Изд. —.] Bp. 1959, Közgazdasági és Jogi Kiadó. 160 p.

A l'aide des données statistiques, la première partie de l'ouvrage relate l'histoire de Budapest depuis la libération jusqu'à la stabilisation qui suivit la contre-révolution de 1956. La seconde partie renferme des documents détaillés qui mettent en lumière l'évolution économique, sociale et culturelle des années 1950—1959. La troisième partie présente des tableaux statistiques concernant Budapest.

Otta István: *Nacionalizmus és nyersanyagszegénységünk.* [Nationalisme et la pauvreté de la Hongrie en matières premières. — Национализм и бедность Венгрии в сырье.] Bp. 1959, Kossuth Kiadó. 98 p.

L'auteur prouve par des arguments théoriques, historiques et statistiques la viabilité de l'économie hongroise et indique les conceptions nationalistes qui s'y rapportent.

Ságvári Ágnes: *Az 1945-ös budapesti választások.* [Les élections de 1945 à Budapest — Выборы 1945 г. в Будапеште.] PtK 1959. Tom. 5. No 3—4. pp. 208—233.

L'auteur traite de l'avance des partis de droite et du déroulement des élections de 1945 qui donnèrent une majorité de 57% au Parti des Petits-Propriétaires; cette étude s'étend aussi aux programmes des partis, aux méthodes de lutte électorale qu'ils employèrent et aux résultats finaux.

12. Histoire universelle — Всемирная история

Andai Pál: *A mérnöki alkotás története. A mélyépítés 5000 éve.* [L'histoire du génie civil. 5000 années de bâtiment. — История инженерного творчества. 5000 лет постройки дорог и мостов.] Bp. 1959, Műszaki Kiadó. 360 p. 1 tabl. 2 c.

Exposé d'ensemble de l'évolution des constructions hydrauliques, des ponts et chaussées et de l'activité générale des ingénieurs depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. Abondamment illustré, ce recueil traite aussi de l'évolution des principes fondamentaux de la statique et de la résistance matérielle, parle des pionniers du génie civil et de leurs oeuvres éminentes.

Czeglédy Károly: *A korai kazár történelem forrásainak kritikájához.* [A propos de la critique des sources relatives à l'histoire primitive des Khazars. — К критике источников ранней истории хазар.] MTANyI 1959. Tom. 15. No 1—2. pp. 107—128.

Collationnant et analysant des sources byzantines, arabes et arméniennes, l'auteur étudie, entre autres, les connexités qui existent entre le nom ethnique «T'etal» et la dénomination «heftalite» et cherche à faire la lumière sur l'histoire de l'étape primitive de l'empire des Khazars.

Diplomáciai és nemzetközi jogi lexikon. Szerkesztette Hajdú Gyula. (Bev. Sik Endre.) [Lexique de diplomatie et de droit international. Réd. par — (Introduction de —) — Энциклопедия по дипломатии и международному праву. Ред. —. Введ. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 567 p.

Comportant des mots rubriques fort longs, ce lexique donne des informations détaillées relatives tant sur les notions juridiques et diplomatiques internationales contemporaines que sur l'histoire de la diplomatie et sur les relations historiques entre la Hongrie et les autres pays.

Diósdi György: *A servus publicus.* [Le servus publicus. — Сервус публикус.] AT 1959. Tom. 6. No 1—3. pp. 1—17.

L'auteur décrit le processus de formation de l'État romain esclavagiste et précise la situation sociale et juridique des esclaves d'État et leurs différents groupes. L'institution connut sa

période de prospérité à l'époque du principat et fut en étroit rapport avec l'évolution de l'administration publique dont au IIIe siècle de notre ère, les esclaves étaient exclus.

Fehér G[éza]: *Zur Geschichte der Steppenvölker von Südrußland im 9—10. Jahrhundert.* [К истории степных народов Южной России в IX—X вв.] SSl 1959. Tom. 5. Fasc. 3—4. pp. 257—326.

Pour préciser la structure sociale de la société hongroise de l'époque conquérante, l'auteur suit les migrations des Hongrois à travers la Russie du sud-est; les documents archéologiques lui permettent ensuite de formuler des conclusions quant à leurs rapports avec les Bulgares de la région de la Volga, avec les Khazars, les Pétchénègues et d'autres peuples nomades.

Gábori Miklós: *Urjanchaische Waldjäger in der NW-Mongolei und ihre archäologische Beziehungen.* [Уйгурские лесные охотники в Северо-западной Монголии и уроки для археологии.] AAr 1959. Tom. 11. Fasc. 1—4. pp. 457—481.

L'auteur expose les observations ethnologiques qu'il fit quant au peuple chasseur ourien (ouïgour) habitant en Mongolie du nord-ouest, ainsi que les conclusions et les parallélismes qui en découlent quant aux recherches touchant l'archéologie primitive.

Hahn I[stván]: *Sassanidische und spätrömische Besteuerung.* [Сассанидское и позднеримское налогообложение.] AA 1959. Tom. 7. Fasc. 1—3. pp. 149—160.

Contrairement à la conception professée par Pigoulevskaïa et Altheim, suivant laquelle la réforme fiscale de Khousro-Anosarvan Ier (531—578) aurait été une copie du système de captatio-iugatio de Dioclétien Ier, l'auteur met l'accent sur les différences essentielles qui se révèlent entre le système fiscal perse et celui de l'empire romain tardif. Il cherche les origines de la réforme de Khousro-Anosarvan dans le système fiscal de l'époque primitive des Sassanides et dans celui des Séleucides.

Hahn István: *Ideológiai és politikai harc Iulianus apostata halála körül.* [Luttes idéologiques et politiques autour de la mort de Julien l'Apostat. — Идеологическая и политическая борьба около смерти Юлиана Апостата.] AT 1959. Tom. 6. No 4. pp. 253—265.

Cette étude relate les luttes idéologiques entre le paganisme et le christianisme qui suivirent la mort de l'empereur Julien survenue en 363; elle décrit le méchanisme de la formation des légendes et formule des propositions qui permettraient de résoudre certains problèmes de datation et de critique des sources (Discours de Libianos XXV, Philostorgos).

Hajnal István: *L'enseignement de l'écriture aux universités médiévales.* 2. éd. rev. corr. et augm. des manuscrits posthumes de l'auteur avec un recueil de facsimiles. (préf. et introd.) par László Mezey. [Обучение писанию в средневековых университетах. Изд. 2. перераб. и дополненное посмертными рукописями автора с приложением факсимиле (введ.) —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó, 301 p. 1 annexe: 12 p. 50 annexes.

Continuant ses études précédentes l'auteur soumet à l'examen l'enseignement de l'écriture aux universités du Moyen-âge, et principalement à l'Université de Paris; il expose les méthodes de cet enseignement et son effet sur la calligraphie des chartes. A son avis, les chancelleries ne s'occupaient pas de l'enseignement de l'écriture. Les clercs qui étudiaient dans ces universités évitèrent souvent d'embrasser la carrière ecclésiastique et c'est à eux que l'auteur fait remonter la couche des intellectuels laïcs.

Harmatta János: *Der alte Orient und das klassische Altertum.* [Древний Восток и классический древний мир.] AA 1959. Tom. 7. Fasc. 1—3. pp. 29—37.

Bref aperçu sur l'histoire des relations entre l'Orient ancien et l'antiquité greco-romaine. Auprès des contacts culturels, l'auteur met particulièrement l'accent sur les interactions ethniques et sociales.

Harmatta J[ános]: *Irano-Aramaica.* (Zur Geschichte des frühhellenistischen Judentums in Ägypten.) [К истории ранне-эллинистического еврейства в Египте.] AA 1959. Tom. 7. Fasc. 4. pp. 337—409.

Nouvelle reconstruction du papyrus araméé No 81 publié par Cowley, suivie d'une traduction en allemand et d'explications philologiques. Selon l'auteur, ce papyrus, qui daterait à peu près de l'an 310 avant notre ère, contiendrait les notes d'un commerçant juif d'Égypte et serait une importante source de connaissance de la vie économique et sociale de l'Égypte à l'ère des premiers Ptolémée, ainsi qu'un document de l'histoire des juifs.

Harmatta János: *Egy új párthus ideogramm.* [Un nouvel idéogramme parthe. —

Новая парфянская идеограмма.] AT 1959. Tom. 6. No 1—3. pp. 81—86.

Interprétant un mot discuté des ostracha parthes de Dura-Europos (grbn, grbyn, grev: «Boisseau», mesure de capacité) l'auteur présente la nouvelle transcription et translation des ostracha.

Harmatta János: *Dura-Europos és az iráni Mezopotámia kapcsolatainak kérdéséhez.* [Contribution à la question des relations entre Dura-Europos et la Mésopotamie iranienne. — К вопросу о связях Дура—Эуропоса с иранским Междуречьем.] AT 1959. Tom. 6. No 1—3. pp. 110—112.

Se fondant sur l'interprétation d'une inscription de Dura, l'auteur prouve que les rapports entre cette ville et la Mésopotamie méridionale parthe ne cessèrent pas, même après la conquête romaine, contrairement à ce que Rostovtzeff supposa.

Horváth I. Károly—Marticskó József: *A Magyar Tudományos Akadémia klasszika-filológiai kongresszusa.* (1958. szept. 29—okt. 4.) [Le Congrès de philologie classique de l'Académie Hongroise des Sciences. (29 sept.—4 oct. 1958.) — Конгресс Академии Наук Венгрии по классической филологии. (29 сент. — 4 окт. 1958 г.)] AT 1959. Tom. 6. No 1—3. pp. 163—180.

Les séances de ce Congrès furent centrées sur trois sujets: 1. Littérature et folklore dans l'antiquité classique. 2. Les rapports entre l'Orient antique et l'antiquité classique. 3. Les problèmes de l'histoire de la Pannonie. Les textes des conférences prononcées au Congrès ont été publiés dans la revue AA 1959. Tom. 7. Fasc. 1—3.

Horváth Pál: *A középkori falusi földközösség történetével foglalkozó polgári történeti-jogtörténeti irodalom néhány kérdése.* [Certains problèmes de la littérature historique et de droit concernant l'histoire de la communauté des terres au moyen-âge. — Некоторые вопросы буржуазной литературы по истории и по истории права, занимающейся историей средневековой сельской общины.] Sz 1959. Tom. 93. No 5—6. pp. 802—843.

L'auteur étudie les premiers ouvrages qui furent publiés au tournant des XVIII^{e}—XIX^{e} siècles quant à cette question; puis il présente et critique les conceptions que les auteurs bourgeois de la fin du siècle précédant professaient à propos des communautés des terres.

Jemnitz János: *Jean Jaurès születésének 100. évfordulójára.* (Harc a köztársaság védelmében a gyarmati háborúk ellen.) [A l'occasion du 100^{e} anniversaire de la naissance de Jean Jaurès. (Sa lutte pour la défense de la République et contre les guerres coloniales de rapine.) — К столетию со дня рождения Жана Жореза. (Борьба в защиту республики против колониальных войн.)] PtK 1959. Tom. 5. No 3—4. pp. 241—256.

Après avoir récapitulé la littérature publiée en Hongrie concernant la personne de Jaurès, l'auteur retrace sa carrière; puis, il procède à une analyse approfondie des racines et des manifestations de ses conceptions réformistes, aussi bien que des luttes qu'il mena contre la guerre menaçante et la recrudescence du chauvinisme. (Voir dans le même numéro).

Jónás Ilona: *Párizs és a Jacquerie.* (Az 1358. évi parasztfelkelés hatszázadik évfordulójára.) [Paris et la Jacquerie. (Pour le 600^{e} anniversaire du soulèvement paysan de 1358.) — Париж и Жакерия. (К 600-летию крестьянского восстания 1358 г.)] Sz 1959. Tom. 93. No 2—4. pp. 424—437.

L'auteur indique l'identité des causes et des antécédents des soulèvements des bourgeois parisiens et des paysans français qui éclatèrent en 1358; il relate le déroulement de ces deux mouvements antiféodaux isolés l'un de l'autre et les circonstances de leur échec.

Maróti Egon: *A kalózok szerepe Sextus Pompeius táborában.* [Le rôle des corsaires dans le camp de Sexte Pompée. — Роль пиратов в лагере Секста Помпея.] AT 1959. Tom. 6. No 4. pp. 213—220.

L'auteur démontre que les esclaves évadés et les corsaires jouèrent un rôle important dans les opérations militaires de Pompée (en 43—36 avant notre ère); ceci fut la cause de ses conflits avec les esclavagistes italiens et fut à l'origine de son échec.

Mátrai L[ászló]: *Henricus Regius (Le Roy), pionnier de la psychologie scientifique.* [Генрикус Региус (Ле Руа), пионер научной психологии.] AH 1959. Tom. 6. No 3—4. pp. 239—249.

Mező Ferenc: *Die modernen Olympische Spiele.* (2. verb. Aufl.) [Современные олимпийские игры. (Изд. 2. перераб.)] Berlin—Budapest, 1959, Sportverlag—Corvina. 442 p. 32 tabl.

Histoire des Jeux Olympiques modernes, suivie du tableau détaillé des résultats.

Mócsy A[ndrás]: *Untersuchungen zur Geschichte der römischen Provinz Moesia*

Superior. [Исследования по истории римской провинции Moesia Superior.] AAr 1959. Tom. 11. Fasc. 1—4. p. 283—307.

Déchiffrant les inscriptions patronymiques retrouvées en Mésie Supérieure, l'auteur s'en sert pour élucider des questions ayant trait à la population et à la situation sociale dans cette région. Il constate que — comme ce fut d'ailleurs aussi le cas en Pannonie — les esclaves n'y jouèrent aucun rôle notable et que la romanisation de la population locale fut — malgré une vie urbaine remarquable — très insignifiante.

Molnár Erik: *A jelenkori kapitalizmus néhány gazdasági problémája.* [Quelques problèmes économiques du capitalisme contemporain. — Некоторые экономические проблемы современного капитализма.] Bp. 1959, Kossuth Kiadó. 477 p.

Partant des formulations authentiquement marxistes des lois économiques du capitalisme, l'auteur étudie la question de savoir dans quelle mesure celles-ci sont valables à l'étape actuelle de l'évolution capitaliste et si l'intervention systématique du capitalisme monopoleur d'État influence la validité des lois élémentaires du capitalisme. Se basant surtout sur les données statistiques, il définit et analyse les plus importants faits de l'évolution capitaliste en Angleterre et aux États-Unis. Il étudie l'accumulation des capitaux, l'évolution de la technique et de la production, celle du commerce extérieur et de l'exportation des capitaux, les crises de surproduction et la situation de la classe ouvrière dans ces deux pays capitalistes dirigeants. Ces données lui permettent de tirer des conclusions générales relativement à l'évolution du monde capitaliste et au rôle du capitalisme monopoleur d'État. Il s'ensuit qu'elle influe effectivement sur la validité de certaines lois et frappe de caducité les transitoires lois capitalistes du libre échange, mais n'infirme point la validité des lois élémentaires qui font l'essence de la notion du capitalisme. L'auteur souligne que le sens de l'évolution du capitalisme contemporain est défini par la contradiction dialectique et par l'interaction qui existent entre la loi de la pauperisation absolue et celle de la lutte des classes.

Die mythologischen und kultischen Texte aus Ras Schamra. Übersetzt von J. Aistleitner. [Мифологические и культические тексты из Рас—Шамра. Перевод. —.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 113 p. (Bibliotheca Orientalis Hungarica 8.)

Ce recueil contient la traduction en allemand des textes littéraires cohérents ougarit, avec de brefs résumés relatifs au sujet composés par l'éminent orientaliste hongrois décédé en 1960. Ces textes sont particulièrement importants du point de vue de l'histoire des religions.

Schütz Ödön: *A mongol hódítás néhány problémája.* [Quelques problèmes concernant la conquête mongole. — Некоторые проблемы монгольского завоевания.] Sz 1959. Tom. 93. No 2—4. pp. 209—232.

Pour tirer au clair les traits spécifiques de la première periode de l'empire mongole, l'auteur se réfère à des sources relatives aux campagnes militaires mongoles en Iran, Azerbaïdjan et Transcaucasie. Il analyse en détail la stratégie et la tactique des conquérants mongols.

Szabó Árpád: *A görög matematika definíciós-axiomatikus alapjai.* [Les fondements définitionnels et axiomatiques des mathématiques grecques. — Дефинитивно-аксиоматические основы греческой математики.] Matematikai Lapok, 1959. Tom. 10. No 12. pp. 72—121.

Se livrant à des recherches portant sur l'origine des définitions d'Euclide, l'auteur démontre comment l'arithmétique de Pythagore, basée sur les théorèmes fondamentaux de la philosophie d'Éléa, se forma à travers la création de la notion des nombres et comment les doctrines d'Éléa influencèrent les fondements de principe de la géométrie axiomatique.

Szilágyi J[ános] Gy[örgy]: *Zur Frage der früheisenzeitlichen Beziehungen zwischen Italien und dem vorderen Orient.* [К вопросу о связях Италии с Ближним Востоком в ранний железный век.] AA 1959. Tom. 7. Fasc. 1—3. pp. 69—83.

Examinant l'origine des épées italiennes et de Mycène du type dit «Torre Galli», l'auteur démontre qu'elles ne pouvaient provenir, avant d'arriver en Europe, que de l'Orient Proche (Asie Mineure, Caucase).

Tőkei F[erenc]: *Die Formen der chinesischen patriarchalischen Sklaverei in der Chou Zeit.* [Формы патриархального рабовладения в Китае в эпоху Чжоу.] Opuscula ethnologica memoriae Ludovici Biró sacra. Bp. 1959, pp. 291—318.

Procédant à une analyse des sources de l'époque relatives à l'esclavagisme, l'auteur en arrive à conclure qu'à l'ère Tchou les formes primitives de l'esclavagisme de l'époque Chan-Joun avaient

déjà été dépassées. Les paysans des communautés rurales libres étant devenus serfs, l'esclavage devint permanent et constitua l'un des éléments vitaux du règne de la classe dominante.

TŐKEI F[ERENC]: *Les rapports de propriété dans la Chine ancienne.* [Отношения собственности в древнем Китае.] AA 1959. Tom. 7. Fasc. 1—3. pp. 161—165.

Se fondant sur l'analyse des formes de propriété, l'auteur constate que les rapports de propriété et sociaux qui régnaient dans la Chine de l'époque Tchou et Han furent de caractère patriarcal transitoire. Le processus de désagrégation des communautés primitives s'arrêta et une société esclavagiste absolue ne put se former.

TRENCSÉNYI-WALDAPFEL IMRE: *Vallástörténeti tanulmányok.* [Études sur l'histoire des religions. — Исследования по истории религии.] Bp. 1959, Akadémiai Kiadó. 534 p. 29 tabl.

Recueil d'études composées par l'auteur entre 1933 et 1959; elles ont trait aux questions de détail de la superstructure religieuse des sociétés esclavagistes grecque et romaine et cherchent à mettre en lumière les conditions concrètes historiques de l'origine et de la survivance des phénomènes religieux. Rédigées à l'aide de la méthode comparative littéraire et d'histoire des religions, ces études éclairent les rapports qui existaient entre les cultures de l'Orient antique et la culture gréco-romaine et comportent maints documents concernant l'histoire de l'Ancien Testament et les circonstances de la venue du christianisme.

WESSETZKY VILMOS: *A Rylands Papyri IX. 5/5. magyarázatához.* (Adalék a Blemmyes kérdéséhez.) [Contribution à l'interprétation du Rylands Papyri IX. 5/5. (Document relatif à la question de Blemmyes.) — К истолкованию Rylands Papyri IX. 5/5. (Материалы к вопросу о Blemmyes).] AT 1959. Tom. 6. No 4. pp. 266—270.

Une nouvelle interprétation d'une ligne de ce papyrus du V^e^ siècle avant notre ère permet à l'auteur d'étudier le rôle que la tribu nomade de Nubie nommée Blemmeyes joua en Égypte.

WITTMAN TIBOR: *Az osztrák Habsburg hatalom válságos éveinek történetéhez (1606—1618).* [Contribution à l'histoire des années critiques du pouvoir des Habsbourg d'Autriche. — К истории кризисных лет власти австрийских Габсбургов. (1606—1618.)] Szeged, 1959, 47 p. (Acta Universitatis Szegediensis, Sectio Historica, Tom. 5. Fasc. 1.)

L'auteur jette la lumière sur cette coopération des ordres des pays appartenant à l'empire des Habsbourg réalisé contre le gouvernement central et constate qu'à cette époque il n'était pas encore question d'un absolutisme des Habsbourg, bien au contraire, la désagrégation de l'empire et la formation d'une démocratie nobiliaire de type polonais auraient été réalisables. Par la suite, ce furent les rapports de force internationaux qui facilitèrent la venue de l'absolutisme.

***Liste d'abbréviations des revues hongroises — Список сокращений заглавий венгерских журналов**

AA	Acta Antiqua Academiae Scientiarum Hungaricae
AAr	Acta Archaeologica Academiae Scientiarum Hungaricae
AEt	Acta Ethnographica Academiae Scientiarum Hungaricae
AH	Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae
AHA	Acta Historiae Artium Academiae Scientiarum Hungaricae
AL	Acta Linguistica Academiae Scientiarum Hungariae
AtSz	Agrártörténeti Szemle [Revue d'Histoire Agricole — Вестник Аграрной Истории]
AT	Antik Tanulmányok [Etudes Antiques — Античные Исследования]
FA	Folia Archaeologica
HK	Hadtörténelmi Közlemények [Bulletin d'Histoire Militaire — Военно-исторические Известия]
IT	Irodalomtörténet [Histoire Littéraire — История Литературы]
ItK	Irodalomtörténeti Közlemények [Bulletin d'Histoire Littéraire — Известия по Истории Литературы]
JK	Jogtudományi Közlöny (Bulletin des Sciences Juridiques — Вестник Юридических Наук]

KgSz Közgazdasági Szemle [Revue d'Histoire Économique — Экономическое Обозрение]
LK Levéltári Közlemények [Bulletin des Archives — Архивные Известия]
MFSz Magyar Filozófiai Szemle [Revue Hongroise de Philosophie — Венгерское Обозрение по Философии]
MK Magyar Könyvszemle [Revue du Livre Hongrois — Венгерское Книжное Обозрение]
MNy Magyar Nyelv [Langue Hongroise — Венгерский Язык]
MT Magyar Tudomány [Science Hongroise — Венгерская Наука]
MTANyI A Magyar Tudományos Akadémia Nyelv- és Irodalomtudományi Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences Linguistiques et Littéraires de l'Académie Hongroise des Sciences — Известия Отделения Языка и Литературы Академии Наук Венгрии]
MTATT Magyar Tudományos Akadémia Társadalmi és Történeti Osztályának Közleményei [Bulletin de la Section des Sciences Sociales et Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences — Известия Отделения Общественно-исторических Наук Академии Наук Венгрии]
OTKK Az Országos Orvostörténeti Könyvtár Közleményei [Bulletin de la Bibliothèque Nationale d'Histoire de la Médecine — Известия Всегосударственной Библиотеки Истории Медицины]
PtK Párttörténeti Közlemények [Bulletin d'Histoire du Parti — Известия по Истории Партии]
SSl Studia Slavica Academiae Scientiarum Hungaricae
SSz Soproni Szemle [Revue de Sopron — Шопронское Обозрение]
Sz Századok [Siècles — Века]
TáSz Társadalmi Szemle [Revue Sociale — Общественное Обозрение]
TSz Történelmi Szemle [Revue Historique — Историческое Обозрение]
V Valóság [Réalité — Действительность]

Printed in Hungary

A kiadásért felel az Akadémiai Kiadó igazgatója Műszaki szerkesztő: Farkas Sándor

A kézirat nyomdába érkezett: 1961. II. 27. — Terjedelem: 19,75 (A/5) ív

1961.53008 — Akadémiai Nyomda, Budapest — Felelős vezető: Bernát György

Acta Historica

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

Index

ETUDES

M. Lackó: La naissance de la démocratie populaire hongroise 1944—1946

I. Barta: István Széchenyi

Э. Липтаи: Борьба Венгерской красной армии против империалистической интервенции в 1919. г. II.

DOCUMENTS

Gy. Ember: Der österreichische Staatsrat und die ungarische Verfassung 1761—1768. III.

RAPPORT SUR LES RECHERCHES

COMPTE RENDU DE LIVRES

CHRONIQUE

BIBLIOGRAPHIE

AKADÉMIAI KIADÓ BUDAPEST

1960 TOMUS VII Nr. 1—2

ACTA HISTORICA

REVUE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE HONGRIE
ЖУРНАЛ ВЕНГЕРСКОЙ АКАДЕМИИ НАУК
JOURNAL OF THE HUNGARIAN ACADEMY OF SCIENCES
ZEITSCHRIFT DER UNGARISCHEN AKADEMIE DER WISSENSCHAFTEN

ADRESSE DE LA RÉDACTION: BUDAPEST I. URI U. 51—53.

Membres du Comité de la rédaction: K. BENDA, L. ELEKES, GY. EMBER, E. MOLNÁR (rédacteur en chef), P. ZS. PACH, E. PAMLÉNYI (rédacteur), J. PERÉNYI, L. ZSIGMOND

Az *Acta Historica*, az MTA történettudományi folyóirata francia, orosz, angol és német nyelven közöl értekezéseket a történettudomány köréből.

Az *Acta Historica* változó terjedelmű füzetekben jelenik meg: négy füzet alkot egy kb. 25—30 íves, évente megjelenő kötetet.

Az *Acta Historica* előfizetési ára kötetenként belföldre 80 Ft, külföldre 110 Ft. Megrendelhető a belföld számára az „Akadémiai Kiadó"-nál (Budapest V. Alkotmány utca 21, bankszámla 05-915-111-46), a külföld számára pedig a „Kultura" Könyv és Hírlap Külkereskedelmi Vállalatnál (Budapest II. Fő utca 32, bankszámla: 43-790-057-181), vagy külföldi képviseleteinél és bizományosainál.

Les *Acta Historica* paraissent en français, russe, anglais et allemand et publient des travaux du domaine des sciences historiques.

Les *Acta Historica* sont publiés sous forme de fascicules qui forment un volume à 400—500 pages par an.

Le prix de l'abonnement est de 110 forints par volume.

On peut s'abonner à l'Entreprise du Commerce extérieur de Livres et Journaux «Kultura» (Budapest 62, POB. 149) ou à l'étranger chez tous les représentants ou dépositaires.

«*Acta Historica*» публикуют трактаты из области исторических наук на русском, французском, английском и немецком языках.

«*Acta Historica*» выходят отдельными выпусками разного объема. Четыре выпуска составляют один том (25—30 печатных листов) в год.

Подписная цена «*Acta Historica*» — 110 форинтов за том. Заказы принимает предприятие по внешней торговле книг и газет «Kultura» (Budapest 62 POB 149) или его заграничные представительства и уполномоченные.

The *Acta Historica* publish papers on history in French, English, Russian and German.

The *Acta Historica* appear in issues of various size making up volumes. One volume of 400—500 pages appears every year.

The rate of subscription to the *Acta Historica*, is 110 forints a volume. Orders may be placed with "Kultura" Foreign Trade Company for Books and Newspapers (Budapest 62, POB. 149) or with representatives abroad.

Die *Acta Historica* veröffentlichen Abhandlungen aus dem Bereiche der Geschichtswissenschaft in französischer, deutscher, russischer und englischer Sprache.

Die *Acta Historica* erscheinen in Heften wechselnden Umfanges. Vier Hefte bilden einen 25—30 Bogen starken, jährlich erscheinenden Band.

Abonnementspreis pro Band beträgt 110 Forint. Bestellbar bei dem Buch- und Zeitungs-Außenhandels-Unternehmen »Kultura« (Budapest 62, POB. 149) oder bei seinen Auslandsvertretungen und Kommissionären.

R DEC 1961